PROJET DE LA CITE DE LA GASTRONOMIE

Rungis & Chevilly-Larue (94)

ETUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Déposée par SAS CIG PARIS RUNGIS et SAS PIA RUNGIS
représentées par ALTAREA

Mai 2026

Réf : 116876 SI TOU



Image non contractuelle

SOMMAIRE

A ENJEUX, OBJECTIFS ET NATURE DU PROJET, CONTEXTE REGLEMENTAIRE 12
1 LOCALISATION DU PROJET – CONTEXTE TERRITORIAL 12
2 ENJEUX MOTIVANT LE PROJET, OBJECTIFS DE SA MISE EN ŒUVRE 18
2.1 AMENAGEMENTS ACTUELS 18
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 18
3 JUSTIFICATION DU PERIMETRE DE L'ETUDE D'IMPACT 19
3.1 PERIMETRES ETUDIES DANS LE CADRE DE L'ETUDE D'IMPACT 19
3.2 ORGANISATION FONCIERE ET MAITRISE D'OUVRAGE DE LA CITE DE LA GASTRONOMIE 19
3.3 AIRES D'ETUDES 20
4 IDENTITE ET COORDONNEES DU PORTEUR DE PROJET 23
5 REGLEMENTATIONS APPLICABLES AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT 25
5.1 AUTORISATIONS D'URBANISME 25
5.2 EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 25
5.3 LOI SUR L'EAU 28
5.4 DEMANDE DE DEROGATION VIS-A-VIS DES ESPECES PROTEGEES 29
B ANALYSE DES FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX SUSCEPTIBLES D'ETRE IMPACTES DE MANIERE NOTABLE PAR LE PROJET 30
1 MILIEU PHYSIQUE 30
1.1 CLIMATOLOGIE 30
1.2 SOLS ET SOUS-SOLS 33
1.3 EAUX SOUTERRAINES ET SUPERFICIELLES 39
1.4 RISQUES NATURELS 49
1.5 SYNTHESE DE L'ANALYSE DU MILIEU PHYSIQUE 54
2 MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE (SOURCE : DIAGOBAT) 56
2.1 ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE DU MILIEU NATUREL 56
2.2 ETAT INITIAL ET BIO-EVALUATION DE LA FLORE, DES HABITATS ET DE LA FAUNE 77
2.3 SYNTHESE DES ENJEUX ECOLOGIQUES 100
3 PAYSAGE ET PATRIMOINE 101
3.1 LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL, CULTUREL ET ARCHEOLOGIQUE 101
3.2 LE PAYSAGE 106
3.3 SYNTHESE DE L'ANALYSE DU PATRIMOINE ET DU PAYSAGE 113
4 MILIEU HUMAIN 115
4.1 ENVIRONNEMENT DEMOGRAPHIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE 115
4.2 DEPLACEMENTS ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT (SOURCE : CDVIA) 144
4.3 QUALITE DE L'AIR (SOURCE : ISPIRA) 160
4.4 ENVIRONNEMENT SONORE ET VIBRATOIRE (SOURCE : GAMBA) 169
4.5 POLLUTION LUMINEUSE 179
4.6 LES NUISANCES ELECTROMAGNETIQUES 180
4.7 LA GESTION DES DECHETS 182
4.8 ENERGIE ET CARBONE 184
4.9 RISQUES TECHNOLOGIQUES 192
4.10 LES SITES ET SOLS POLLUES 197
4.11 LA SANTE, LA SECURITE ET LA SALUBRITE PUBLIQUE 202
4.12 DOCUMENTS DE PLANIFICATION APPLICABLES 202
4.13 SYNTHESE DE L'ANALYSE DU MILIEU HUMAIN 215
C DESCRIPTION DU PROJET RETENU ET LA DEMARCHE ITERATIVE AYANT GUIDE SA DEFINITION 220
1 PRESENTATION DE LA SOLUTION RETENUE ET DES MODALITES PREVUES POUR SA MISE EN ŒUVRE 220
1.1 UNE DYNAMIQUE URBAINE ENGAGEE 220
1.2 UN PAYSAGE EN DEVENIR 222
1.3 ACTIVER LES LIENS 224
1.4 UN POUMON VERT AUTONOME, CONNECTE AU PAYSAGE URBAIN 226
1.5 PROGRAMME GENERAL 227
1.6 INTEGRATION PAYSAGERE ET ENVIRONNEMENTALE 244
1.7 ETUDE ILOTS DE CHALEUR URBAINS (SOURCE : SINTEO) 259
1.8 INTEGRATION FONCTIONNELLE 263
1.9 ESTIMATION FINANCIERE ET CALENDRIER PREVISIONNEL DU PROJET 280
1.10 ORGANISATION DES TRAVAUX 281
2 ETUDE D'OPTIMISATION DE LA DENSITE DES CONSTRUCTIONS 282
3 LES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION 288
3.1 ECHELLE COMMUNALE 288
3.2 ECHELLES PARCELLAIRE 288
4 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION APPLICABLES 294
4.1 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SDAGE SEINE-NORMANDIE 294
4.2 ARTICULATION DU PROJET AVEC LE SAGE DU BIEVRE 294
4.3 ARTICULATION DU PROJET AVEC LE SDRIF ÎLE-DE-FRANCE 295
4.4 ARTICULATION DU PROJET AVEC LE SCOT DU GRAND PARIS 295
4.5 ARTICULATION DU PROJET AVEC LE PLUI GRAND ORLY SEINE BIEVRE EN COURS D'ELABORATION ET L'OAP SECTORIEL 297
D ANALYSE DE L'EVOLUTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT AVEC ET SANS MISE EN ŒUVRE DU PROJET 299
E IMPACTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES RETENUES EN APPLICATION DE LA SEQUENCE EVITER, REDUIRE, COMPENSER 302
1 PHASE DE TRAVAUX 304
1.1 SOLS ET SOUS-SOLS 304

1.2 EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES 309
1.3 ENVIRONNEMENT NATUREL ET BIODIVERSITE 311
1.4 PAYSAGE ET PATRIMOINE 340
1.5 QUALITE DE L'AIR ET POLLUTION 341
1.6 BRUIT ET VIBRATIONS 341
1.7 TRAFIC 342
1.8 RESEAUX 342
1.9 DECHETS 343
1.10 ENERGIE 344
1.11 CARBONE 344
1.12 RISQUES NATURELS, CLIMATIQUES, TECHNOLOGIQUES 345
2 PHASE D'EXPLOITATION 347
2.1 SOLS ET SOUS-SOLS 347
2.2 EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES 349
2.3 ENVIRONNEMENT NATUREL ET BIODIVERSITE 350
2.4 PAYSAGE ET PATRIMOINE 371
2.5 QUALITE DE L'AIR 378
2.6 BRUIT, VIBRATION 389
2.7 TRAFIC 397
2.8 RESEAUX 416
2.9 DECHETS 418
2.10 ENERGIE 419
2.11 CARBONE 431
2.12 RISQUES NATURELS, CLIMATIQUES, TECHNOLOGIQUES 432
3 ANALYSE DES EFFETS CUMULES AVEC D'AUTRES PROJETS 434
3.1 DEFINITION DES EFFETS CUMULES AVEC D'AUTRES PROJETS 434
3.2 TABLEAU ET CARTOGRAPHIE RECAPITULATIFS DES PROJETS, PRESENTATION DES PROJETS RETENUS AU TITRE DES INCIDENCES CUMULEES 434
3.3 ANALYSE DES INCIDENCES ET MESURES 436
4 SYNTHESE DES IMPACTS DU PROJET 441
4.1 PHASE TRAVAUX 441
4.2 PHASE EXPLOITATION 443
5 SYNTHESE DES MESURES ERC ET MODALITES DE LEUR SUIVI 445
F INCIDENCES DU PROJET SUR LES SITES NATURA 2000 LES PLUS PROCHES 447
G METHODES UTILISEES POUR EVALUER LES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT 448
1 METHODOLOGIE GLOBALE 448
1.1 ANALYSE DE L'ETAT INITIAL 448
1.2 ANALYSE DU MILIEU NATUREL 448
1.3 METHODOLOGIE ETUDES STATIONNEMENT ET CIRCULATION 449
1.4 METHODOLOGIE ET REGLEMENTATION ETUDE AIR ET SANTE 462
1.5 METHODOLOGIE ETUDE VIBRATOIRE (GAMBA) 467
1.6 METHODOLOGIE ETUDE ACOUSTIQUE (GAMBA) 468
1.7 AUTEURS DE L'ETUDE D'IMPACT 469
2 DIFFICULTES RENCONTREES 471
H ANNEXES 472

N° Dossier	Agence	Document	Rédigé par	Date	Version	Vérifié par
116876	SOLER IDE	Etude d'impact	Claire Dangerfield	05/05/26	Etude d'impact sur l'Environnement	JMA

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Communes situées dans l'emprise de l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre 13
Figure 2 : Organisation du territoire et localisation de l'emprise de l'opération (source ETC) 13
Figure 3 : Localisation du MIN - Source : SEMMARIS, 2021 14
Figure 4 : Périmètres des zones A et B du marché d'intérêt national de Paris-Rungis – Source : Décret n°2022-1017 du 20 juillet 2022 relatif au marché d'intérêt national de Paris-Rungis 15
Figure 5 : Localisation de l'aire d'étude immédiate au droit de l'intercommunalité et du département 16
Figure 6 : Localisation de l'aire d'étude immédiate au droit des communes de Rungis et de Chevilly-Larue 17
Figure 7 : Vue aérienne de l'aire d'étude immédiate en l'état actuel 18
Figure 8 : Emprise de l'étude d'impact et découpage des maîtrises d'œuvre 19
Figure 9 : Dénomination des lots et surfaces 20
Figure 10 : Aires d'études au droit du projet 21
Figure 11 : Aire d'étude immédiate incluant les périmètres des différentes opérations 22
Figure 12 : Présence d'ALTAREA Commerces sur le territoire 23
Figure 13 : 5 formats de commerce – Source : Altarea commerce 24
Figure 14 : Répartition mensuelle de la direction et de la force du vent (Source : Windfinder) 31
Figure 15 : Topographie au droit de la commune de Rungis 33
Figure 16 : Topographie au droit de l'aire d'étude éloignée 33
Figure 17 : Topographie au droit de l'aire d'étude immédiate 34
Figure 18 : Formations géologique au droit de l'aire d'étude éloignée (Source : carte géologique vectorisée du BRGM au 1/50 000) 35
Figure 19 : Carte géologique au droit de l'aire d'étude élargie (Source : carte géologique du BRGM au 1/50 000) 36
Figure 20 : Lithologie simplifiée au droit de l'aire d'étude éloignée 36
Figure 21 : Indice de développement et de persistance des réseaux au droit de l'aire d'étude éloignée (Source : BRGM) 37
Figure 22 : Localisation de la ligne 14 du métro qui passe sous l'aire d'étude immédiate – Source : Etude géotechnique G2 AVP, SOL CONSEIL 38
Figure 23 : Bassins hydrographiques principaux en France et au droit du site du projet – Source : EauFrance 39
Figure 24 : Localisation des piézomètres 42
Figure 25 : Hydrologie au droit de l'aire d'étude éloignée 44
Figure 26 : Captages d'eau potable et périmètres de protection au droit de l'aire d'étude éloignée – Source : ARS 45
Figure 27 : Périmètre d'intervention de la Régie de L'Eau Seine & Bièvre en 2016 - Source : Grand Orly Seine Bièvre 46
Figure 28 : Origine de l'eau sur le territoire du SEDIF (Source : SEDIF) 46
Figure 29 : Zoom sur l'origine de l'eau au droit des communes de Rungis et de Thiais 47
Figure 30 : Carte du réseau SIAAP (Source : Site internet de la SIAAP) 47
Figure 31 : Zones d'inondation potentielles au droit de l'aire d'étude élargie (Source : Cartoviz) 49
Figure 32 : Schéma illustrant le ruissèlement urbain (Source : DDRM du Val-de-Marne) 50
Figure 33 : Risque de remontée de nappes au droit de l'aire d'étude éloignée 50
Figure 34 : Risque de retrait-gonflement des argiles au droit de l'aire d'étude élargie 51
Figure 35 : Catégories de bâtiments (Source : www.developpement-durable.gouv) 51
Figure 36 : Exigences sur le bâti neuf (Source : www.developpement-durable.gouv) 52
Figure 37 : Tempête des 25 et 26 décembre 1999 en France (Source : DDRM du Val-de-Marne) 52
Figure 38 : Synthèse des enjeux associés au milieu physique au droit de l'aire d'étude élargie 55
Figure 39 : Synthèse du patrimoine naturel -Source : Diagobat Environnement 57
Figure 40 : Composantes du SRCE – Source : Diagobat Environnement 58
Figure 41 : Objectifs du SRCE – Source : Diagobat Environnement 59
Figure 42 : Zones à Dominante Humide (ZDH) – Source : Diagobat Environnement 60
Figure 43 : Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) – Source : Diagobat Environnement 62
Figure 44 : Sites NATURA 2000 - Source : Diagobat Environnement 64
Figure 45 : Arrêtés de protection du biotope - Source : Diagobat Environnement 65
Figure 46 : Réserves biologiques - Source : Diagobat Environnement 66
Figure 47 : Réserves naturelles - Source : Diagobat Environnement 68
Figure 48 : Espaces Naturels Sensibles (ENS) – Source : Diagobat Environnement 70
Figure 49 : Composantes du SRCE - Source : Diagobat Environnement 74
Figure 50 : Objectifs du SRCE – Source : Diagobat Environnement 75
Figure 51 : Zones à Dominante Humide (ZDH) 76
Figure 52 : Identification des habitats – Source : Expertise écologique DIAGOBAT 81
Figure 53 : Localisation des EEE – Source : Expertise écologique DIAGOBAT 87
Figure 54 : Rougequeue noir (Phoenicurus ochruros) le 24/10/23 88
Figure 55 : Localisation des points d'écoutes pour l'avifaune – Source : Expertise écologique DIAGOBAT 91
Figure 56 : Localisation des arthropodes à enjeux – Source : Expertise écologique DIAGOBAT 95
Figure 57 : Localisation du Lézard des murailles – Source : Expertise écologique DIAGOBAT 97
Figure 58 : Photographie de l'aqueduc des Eaux de Rungis (Source : Monumentum – Crédit photo JeanRoulin - Sous licence Creative Commons) 101
Figure 59 : Monuments historiques et leur périmètre de protection au droit de la commune de l'aire d'étude élargie (Source : Atlas des patrimoines) 102
Figure 60 : Sites classés et inscrits à proximité de l'aire d'étude élargie 104
Figure 61 : Paysage à proximité de l'aire d'étude immédiate 106
Figure 62 : Tour Europa à Belle Epine – Source : Google View, juillet 2022 107
Figure 63 : Centre administratif du M.I.N. - Source : Google View, juillet 2022 107
Figure 64 : Base chantier de la ligne 14 du métro présente sur la partie nord de l'AEI (Source : DIAGOBAT, Septembre 2023) 107
Figure 65 : Photos de l'aire d'étude immédiate après démolition (Source : DIAGOBAT, Septembre 2023) 107
Figure 66 : Photo de l'aire d'étude immédiate (sud-ouest) après démolition (Source : DIAGOBAT, Septembre 2023) 108
Figure 67 : Prises de vue au droit de l'aire d'étude immédiate avant démolition des constructions – Source : EGIS, mai 2019 / Google streetview ©, juin 2018 108
Figure 68 : Prises de vue au droit de l'aire d'étude immédiate avant démolition des constructions – Source : EGIS, mai 2019 / Google streetview ©, juin 2018 109

Figure 69 : Prises de vue au droit de l'aire d'étude immédiate avant démolition des constructions – Source : EGIS, mai 2019 / Google streetview ©, juin 2018 110
Figure 70 : Occupation des sols à proximité de l'aire d'étude immédiate 111
Figure 71 : Vue depuis le point de prise de vue n°1(en direction du Sud) – 111
Figure 72 : Vue depuis le point de prise de vue n°2 (en direction de l'Est)– Source : Google View, juillet 2022 111
Figure 73 : Vue depuis le point de prise de vue n°3 (en direction de l'ouest) – 112
Figure 74 : Vue depuis le point de prise de vue n°4 (en direction du sud) – 112
Figure 75 : Localisation des points de vue Google View 112
Figure 76 : Synthèse des enjeux associés au paysage et au patrimoine au droit de l'aire d'étude élargie 114
Figure 77 : Carte d'état-major 1820-1866 – Source : Géoportail 115
Figure 78 : Carrefour de la Belle-Epine, début du 20ème siècle – Source : inconnue 116
Figure 79 : Epoque de construction des bâtiments au droit de l'aire d'étude immédiate 121
Figure 80 : Occupation du sol selon la nomenclature Corine Land Cover 2018 123
Figure 81 : Occupation du sol majoritaire au droit de l'aire d'étude élargie (Source : Institut Paris Région 2021) 124
Figure 82 : Bilan de l'occupation du sol sur la commune de Chevilly-Larue 124
Figure 83 : Bilan de l'occupation des sols sur la commune de Rungis 125
Figure 84 : Occupation du sol en 2020 avant démolition des constructions (Source : Google Earth Pro) 125
Figure 85 : Base chantier de la ligne 14 du métro présente sur la partie nord de l'AEI (Source : DIAGOBAT, Septembre 2023) 125
Figure 86 : Photos de l'aire d'étude immédiate après démolition (Source : DIAGOBAT, Septembre 2023) 126
Figure 87 : Photo de l'aire d'étude immédiate (sud-ouest) après démolition (Source : DIAGOBAT, Septembre 2023) 126
Figure 88 : Photographie de la zone d'étude prise le 18/09/2024 – Source : SOL CONSEIL 126
Figure 89 : Périmètre de la monographie du quartier de gare M.I.N. Porte de Thiais, Ligne 14 et position de l'aire d'étude immédiate dans ce périmètre 127
Figure 90 : Population par grandes tranches d'âge sur la commune de Rungis (Source : INSEE, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.) 127
Figure 91 : Population par grandes tranches d'âge sur la commune de Chevilly-Larue (Source : INSEE, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.) 128
Figure 92 : Evolution de la taille des ménages à Rungis depuis 1968 (Source : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2009 au RP2020 exploitations principales.) 129
Figure 93 : Evolution de la taille des ménages à Chevilly-Larue depuis 1968 (Source : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2009 au RP2020 exploitations principales.) 129
Figure 94 : Résidences principales en 2020 à Rungis selon la période d'achèvement (Source : INSEE) 130
Figure 95 : Résidences principales en 2020 à Chevilly-Larue selon la période d'achèvement (Source : INSEE) 130
Figure 96 : Ecoquartier des Portes d'Orly 131
Figure 97 : Localisation de l'Ecoquartier des Portes d'Orly et des premières habitations situés au nord de l'aire d'étude immédiate 132
Figure 98 : Habitations au droit de l'aire d'étude élargie 133
Figure 99 : Répartition des établissements actifs par secteur d'activité agrégé fin 2021 sur la commune de Rungis 134
Figure 100 : Répartition des établissements actifs par secteur d'activité agrégé fin 2021 sur la commune de Chevilly-Larue 134
Figure 101 : Bâtiments d'activités au droit de l'aire d'étude élargie 135
Figure 102 : Composantes du pôle économique Orly-Rungis - source : Horwarth HTL d'après ADOR /Klépierre 135
Figure 103 : Les halles centrales de Baltard avant démolition – Source : ville de Paris 136
Figure 104 : Localisation du MIN - Source : SEMMARIS, 2021 136
Figure 105 : Accès au marché international de Rungis - Source : SEMMARIS, 2021 136
Figure 106 : Les 6 secteurs principaux du MIN – Source : SEMMARIS, 2021 137
Figure 107 : Plan du MIN de Rungis - source : SEMMARIS, 2021 138
Figure 108 : Vue aérienne de la plate-forme SOGARIS – Source : SOGARIS, Rapport d'activité 2017 139
Figure 109 : Situation du SENIA au sein du pôle Orly-Rungis - source : Le SÉNIA, devenir d'un territoire logistique en moyenne couronne, Mastère AMUR – ENPC, 2017 139
Figure 110 : Aéroport de Paris-Orly (terminal Sud au premierplan, terminal Ouest en arrière-plan) - source : © ADP 139
Figure 111 : Passerelle piétonne entre le centre commercial Belle Epine et l'AEI – Source : Google View (Juillet 2022) 140
Figure 112 : Localisation des principales activités commerciales et hôtelières au droit de l'aire d'étude élargie 140
Figure 113 : Localisation du parc ICADE Paris Orly-Rungis 141
Figure 114 : Registre Parcellaire Graphique au droit de l'aire d'étude élargie 141
Figure 115 : Synthèse sur les niveaux d'équipements de Rungis par rapport à l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre (Source : Institut Paris Région) 142
Figure 116 : Synthèse sur les niveaux d'équipements de Chevilly-Larue par rapport à l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre (Source : Institut Paris Région) 142
Figure 117 : Localisation du site étudié 144
Figure 118 : Données de mobilité domicile-travail sur la commune (2019) 145
Figure 119 : Carte des trafics journaliers en Val-de-Marne en 2020 (source CD94) 147
Figure 120 : Enquête de circulation – Source CDVIA 148
Figure 121 : Enquête de circulation – Heure de pointe du matin (Source CDVIA) 149
Figure 122 : Enquête de circulation -Heure de pointe 13h-14h (source : CDVIA) 150
Figure 123 : Enquête de circulation -Heure de pointe du soir (source : CDVIA) 151
Figure 124 : Réduction de voies RD7 (Source : CDVIA) 152
Figure 125 : Déchets au niveau de la rue des routiers (Source : CDVIA) 152
Figure 126 : Trafic habituel en HPM 153
Figure 127 : Trafic habituel en HPS 153
Figure 128 : Infrastructures routières étudiées (source : CDVIA) 153
Figure 129 : Passerelle piétonne entre l'arrêt de Tramway et le centre commercial Belle Epine 155
Figure 130 : Carte des aménagements cyclables – source Institut Paris Région 155
Figure 131 : Plan des transports en commun du secteur 156
Figure 132 : Plan de la ligne T7 156
Figure 133 : Prolongement sud de la ligne 14 157
Figure 134 : Tracé de la ligne 14 157
Figure 135 : Répartition des émissions des polluants étudiés par secteur d'activité pour l'intercommunalité du Grand Orly Seine Bièvre (source : Airparif 2019) 161
Figure 136 : Implantation des stations de mesure Airparif vis-à-vis de la zone d'étude 162
Figure 137 : Localisation des points de mesure 163

Figure 138 : Evolution des précipitations et de la température au cours de la campagne de mesure – Source : station Orly, Météo France. 164
Figure 139 : Rose des vents à la station de Orly du mois d'octobre de 2012 à 2022 – données issues de Météo France 164
Figure 140 : Rose des vents à la station de Orly du 11 au 24 octobre 2023 – données issues de Météo France 164
Figure 141 : Concentrations moyennes en dioxyde d'azote sur les différents points de mesures du 11 au 24 octobre 2023 165
Figure 142 : Cartographie des concentrations mesurées en dioxyde d'azote sur chaque point du 11 au 24 octobre 2023 165
Figure 143 : Concentrations moyennes en NO2 relevées sur les différents points de mesure ainsi qu'aux stations d'Airparif durant la campagne de mesure avec mise en regard de leur évolution annuelle 166
Figure 144 : Evolution des concentrations en particules PM_{10} en moyenne journalière au point de mesure 6 et aux stations d'Airparif du 12 au 22 octobre 2023....166
Figure 145 : Evolution des concentrations en particules $PM_{2,5}$ en moyenne journalière au point de mesure 6 et aux stations d'Airparif du 12 au 22 octobre 2023....167
Figure 146 : Concentrations en PM10 relevées au point 6 et aux stations Airparif durant la campagne de mesure et évolution annuelle 167
Figure 147 : Concentrations en $PM_{2,5}$ relevées au point 6 et aux stations d'Airparif durant la campagne de mesure et évolution annuelle 168
Figure 148 : Emplacement des points de mesures (fond de plan IGN)....169
Figure 149 : Repérage de deux mesures MASW – Source : Diagnostic vibratoire, GAMBA 173
Figure 150 : Repérage des points de mesures aux passages du tramway – Source : Diagnostic vibratoire, GAMBA 174
Figure 151 : Grand Paris depuis l'espace - Source : Métropole Grand Paris....179
Figure 152 : Vue de l'antenne située au sud de l'aire d'étude immédiate – Source : Google View, Oct 2021 180
Figure 153 : Ouvrages émetteurs de champ électromagnétique au droit de l'aire d'étude élargie 180
Figure 154 : Supports radioélectriques à proximité de l'aire d'étude immédiate (Source : Cartoradio) 181
Figure 155 : Lignes RTE aériennes au droit et à proximité de l'aire d'étude immédiate (Source : RTE) 181
Figure 156 : Territoire de la RIVED – Source : site internet de la RIVED 182
Figure 157 : Schéma du cycle de collecte, traitement et valorisation des déchets de la RIVED -source : site internet du RIVED 183
Figure 158 : Répartition sectorielle des émissions de GES en 2019 dans le Val-de Marne - Source : AIRPARIF Bilan 2019 des émissions atmosphériques....185
Figure 159 : Evolution des émissions de GES depuis 2005 - Source : AIRPARIF Bilan 2019 des émissions atmosphériques....186
Figure 160 : Répartition spatiale des émissions de GES en 2019 - Source : AIRPARIF Bilan 2019 des émissions atmosphériques....186
Figure 161 : Schéma fonctionnel de la valorisation thermique des déchets de la RIVED dans les réseaux de chaleur de la SEMMARIS, d'ADP et de la SICUCV - Source : RIVED 188
Figure 162 : Réseau de chaleur au droit et à proximité de l'aire d'étude immédiate – Source : DRIEAT Île-de-France, Géo-IDE Carto2 189
Figure 163 : Plan de l'interconnexion entre réseaux de chaleur de la SEMMARIS et de la SICUCV – Source : Syndicat intercommunal de chauffage urbain de Choisy-Vitry 189
Figure 164 : Synthèse des éléments de projection climatique en Ile-de-France - Source : L'institut Paris Région – Vulnérabilités de l'Ile-de-France aux effets du changement climatique 191
Figure 165 : Risque de transport de matières dangereuses à proximité de l'aire d'étude immédiate 193
Figure 166 : ICPE au droit de l'aire d'étude élargie 195
Figure 167 : Sites BASIAS à proximité de l'aire d'étude immédiate 197
Figure 168 : Sites BASOL à proximité de l'aire d'étude immédiate 199
Figure 169 : Extrait de la carte de destination générale des différentes parties du territoire (SDRIF) 203
Figure 170 : Localisation du site au droit de la carte 1 du SDIF-E Maitriser le développement urbain....205
Figure 171 : légende de la carte du SDIF-E Maitriser le développement urbain 206
Figure 172 : Zoom sur le secteur du projet SDIF-E Maitriser le développement urbain 206
Figure 173 : Extrait de la TVB au droit du projet - Source : SCoT du Grand Paris 207
Figure 174 : Carte d'orientations générales du PADD – source : PLU de Rungis 209
Figure 175 : Localisation de l'aire d'étude immédiate (secteur sud) au droit du plan de zonage du PLU de Rungis 210
Figure 176 : Localisation de l'aire d'étude immédiate (secteur nord) au droit du plan de zonage du PLU de Chevilly-Larue....210
Figure 177 : Point d'étape du PLUi du Grand Orly Seine Bièvre – Source : site internet du Grand-Orly Seine Bièvre 211
Figure 178 : Plan de servitudes aéronautiques (PSA) au droit de l'aire d'étude immédiate – Source : Géoportail 212
Figure 179 : Localisation de l'aire d'étude immédiate vis-à-vis des zones exposées au bruit engendré par les aéronefs de l'aérodrome de Paris-Orly....214
Figure 180 : Synthèse des enjeux associés au milieu humain....219
Figure 181 : Une dynamique urbaine engagée....221
Figure 182 : Cultures en Île-de-France et à proximité....223
Figure 183 : Activer les liens : Organisation spatiale et fonctions du projet de la Cité de la Gastronomie....225
Figure 184 : Connexions piétonnes au droit du projet....226
Figure 185 : Programme général....228
Figure 186 : Découpage en lots du programme 228
Figure 187 : Plan de masse du projet 229
Figure 188 : Plan masse et voiries périphériques quartier de la gastronomie....230
Figure 189 : Plan du square et du parking 231
Figure 190 : Plan et coupes du parking 232
Figure 191 : Images d'illustration de la Cité....234
Figure 192 : Programmations de la Cité....235
Figure 193 : Qualité spatiale intérieure et extérieure du CIG 235
Figure 194 : Plans du cœur de la Cité gastronomique (lot 1) 236
Figure 195 : Plan masse de la résidence étudiante 238
Figure 196 : Coupe AA Longitudinale de la résidence étudiante – Façade Est sur patio 239
Figure 197 : Coupe BB Transversale sur le Lounge....240
Figure 198 : Coupe CC Longitudinale sur commerce 241
Figure 199 : Visuels de la résidence étudiante 242
Figure 200 : Hauteur des constructions 244
Figure 201 : Hauteur des constructions et altimétries....245
Figure 202 : Implantation des constructions 245
Figure 203 : Coupes AA et BB 246
Figure 204 : Coupes CC et DD selon un axe Ouest/Est....247

Figure 205 : Coupe AA' d'orientation Ouest/Est au droit du parking Nord 248
Figure 206 : Types de revêtements et espaces de pleine terre 249
Figure 207 : Plan paysager au droit du secteur sud 250
Figure 208 : Illustration du Forum 251
Figure 208 : Palette végétale du parking 252
Figure 209 : Illustration du square des 5 sens – Source : Architecte paysagiste Maitre d'œuvre pour le square des 5 sens 254
Figure 210 : Répartition des tranches de chaleur selon l'état initial 259
Figure 211 : Répartition des surfaces de l'état initial en pourcentage selon les tranches 1 à 9 260
Figure 212 : Répartition des tranches de chaleur selon l'état projet 260
Figure 213 : Répartition des surfaces de l'état initial en pourcentage selon les tranches 1 à 9 261
Figure 214 : Comparaison de l'état initial à l'état projet 261
Figure 215 : Intention et structure paysagère – Notice paysagère, janvier 2026 262
Figure 216 : Plan de dessertes véhicules légers 263
Figure 217 : Plan de desserte PL / Bus / Livraisons 264
Figure 218 : Accès aux programmes par les voies publiques ou privées 264
Figure 219 : Plan des flux piétons vers gare ou extérieur 265
Figure 220 : Stationnement des véhicules 266
Figure 221 : Stationnement des vélos 266
Figure 222 : Plan masse du parking au nord et du square des 5 sens 267
Figure 223 : Sécurité incendie 278
Figure 224 : Implantation des clôtures 279
Figure 227 : Calendrier prévisionnel des travaux 280
Figure 226 : Caractérisation du sol 283
Figure 227 : Coefficient de biotope par surface (CBS) du projet 285
Figure 228 : Espaces pleines terres avant démolition 286
Figure 229 : Mesures pour l'optimisation des constructions 287
Figure 230 : Projet Lauréat Juin 2023 289
Figure 231 : Du plan Lauréat au plan guide décembre 2023 290
Figure 232 : Plan guide en décembre 2023 291
Figure 233 : Du plan guide 2023 au plan guide juin 2025 292
Figure 234 : Plan guide juin 2025 293
Figure 235 : Zoom sur le secteur du projet SDIF-E Maitriser le développement urbain 295
Figure 236 : Cartographie de l'OAP sectorielle MIN/Sogaris/Delta 297
Figure 237 : Légende de la Cartographie de l'OAP sectorielle MIN/Sogaris/Delta 298
Figure 238 : Zoom de la cartographie de l'OAP sur le projet 298
Figure 239 : Le bilan écologique de la séquence ERC 303
Figure 240 : Hiérarchisation des mesures ERC selon quatre niveaux - Source : Guide d'aide à la définition des mesures ERC, CGDD, 2018 303
Figure 241 : Incidence brutes du chantier sur les habitats naturels 313
Figure 242 : Localisation des espèces exotiques envahissantes de flore vis-à-vis de l'emprise du chantier 315
Figure 243 : Incidences brutes du projet sur l'Oedipode turquoise en phase chantier 319
Figure 244 : Incidences brutes du projet sur le Grillon d'Italie en phase chantier 320
Figure 245 : Incidences brutes du projet sur la Mante religieuse en phase chantier 321
Figure 246 : Incidences brutes du projet sur les enjeux invertébrés en phase chantier 322
Figure 247 : Incidences brutes du projet sur les reptiles en phase chantier 325
Figure 248 : Incidences brutes du projet sur les enjeux reptiles en phase chantier 326
Figure 249 : Incidences brutes du projet sur les oiseaux en phase chantier 328
Figure 250 : Incidences brutes du projet sur les enjeux oiseaux en phase chantier 329
Figure 251 : Evitement des habitats en phase amont 332
Figure 252 : Exemple de mise en défens de zones à enjeux (source : SOLER IDE) 333
Figure 253 : Principe de protection des arbres en phase chantier. Source : Ville de Lyon 334
Figure 254 : Dispositif de protection du système racinaire. Source : Nantes métropople 334
Figure 255 : Installation du balisage en phase chantier 335
Figure 256 : Exemple de stockage sur bac étanche – Source : SOLER IDE 336
Figure 257 : Schéma de principe d'aménagement des accès au chantier 337
Figure 258 : Impact d'un projet sur le climat - Source : Ministère de la Transition écologique, 2022 345
Figure 259 : Localisation des passages à faune 358
Figure 260 : Plan paysager et composition des espaces 361
Figure 261 : Structure et système des plantations 362
Figure 262 : Dépollution du site par phytoremédiation 363
Figure 263 : Saisonnalité des cultures 364
Figure 264 : Installation d'abris et de gîtes pour la faune 367
Figure 265 : Illustrations du jardin des 5 sens (images non contractuelles) – Source : Architecte Paysagiste Maitre d'œuvre pour le square des 5 sens 376
Figure 266 : Vues d'illustration depuis les voies en bordure du projet (images non contractuelles)- Source : Architecte Paysagiste Maitre d'œuvre pour le square des 5 sens 377
Figure 267 : Délimitation du réseau routier retenu et des bandes d'étude 378
Figure 268 : Evolution des émissions en kg/an des polluants retenus pour chaque scénario étudié 382
Figure 269 : Evolution des émissions du scénario avec projet 2030 par rapport à l'état initial 2023 383
Figure 270 : Localisation des points récepteurs et du domaine d'étude 384
Figure 271 : Concentrations moyennes annuelles en NO_2 – État initial 2023 386
Figure 272 : Concentrations moyennes annuelles en NO_2 – Avec projet 2030 387
Figure 273 : Trafics routiers considérés pour la modélisation de l'état projet_TMJA / %PL 389
Figure 274 : Vue 3D du modèle-Etat Projet 390
Figure 275 : Carte de bruit LAeq 6h-22h de l'état projet 2030 391
Figure 276 : Carte de bruit LAeq 22h-6h de l'état projet 2030 391

Figure 277 : Niveaux sonores LAeq 6h-22h en façades (vue 3D) 392
Figure 278 : RD7 au droit de la sortie Nord de la gare Chevilly-Larue 394
Figure 279 : Profil en travers voirie devant RE/PE 394
Figure 280 : Schéma d'accessibilité du projet et localisation des carrefours étudiés 402
Figure 281 : Géométrie du carrefour C3 403
Figure 282 : Géométrie du carrefour CCC 405
Figure 283 : Géométrie du carrefour C3 406
Figure 284 : Géométrie du carrefour CCC 408
Figure 285 : Géométrie du carrefour C6 409
Figure 286 : Phasage du carrefour C6 410
Figure 287 : Répartition des consommations par poste et usage 426
Figure 288 : Dépenses coût global 428
Figure 289 : Émissions de gaz à effet de serre en exploitation [t éq. CO_2/an] 429
Figure 290 : Localisation des projets pris en compte dans l'analyse des effets cumulés 435
Figure 291 : Schéma d'accessibilité modélisé pour le projet – Source : CDVIA 454
Figure 292 : Carte des projets d'infrastructures modélisés entre 2016 et 2030 (échelle locale) – Source : CDVIA 455
Figure 293 : Délimitation du réseau routier retenu et des bandes d'étude 463
Figure 294 : Rose des vents observés sur la station Météo-France de l'Aéroport d'Orly durant la campagne de mesure entre le 11 et 24 octobre 2023 (à gauche) et sur l'année 2023 (à droite) 465
Figure 295 : Topographie (en mNGF) utilisée dans le modèle ADMS 466
Figure 296 : Hauteur de rugosité prise en compte dans la modélisation 466
Figure 297 : Comparaison modèle/mesure pour le polluant NO2 sur chaque point de prélèvement entre le 11 et le 24 octobre 2023 467

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des lots et des programmes 19
Tableau 2 : Extrait de l'annexe à l'article R122-2 du Code de l'Environnement 25
Tableau 3 : Liste des rubriques de la nomenclature loi sur l'eau potentiellement concernées par le projet de Cité de la gastronomie 28
Tableau 4 : Hiérarchisation des enjeux 30
Tableau 5 : Températures moyennes à Orly (1991 - 2020) (Source : Météo France) 30
Tableau 6 : Précipitations moyennes à Orly (1991 - 2020) (Source : Météo France) 31
Tableau 7 : Vitesse moyenne du vent moyenné sur 10 mn à Orly (1991 - 2020) (Source : Météo France) 31
Tableau 8 : Nombre moyen de jours avec orages, neige, grêle et brouillard à Orly (Source : Météo France) 31
Tableau 9 : Durée d'insolation à Orly (1991 - 2020) (Source : Météo France) 32
Tableau 10 : Contexte géologique général du secteur de projet - Source : Etude historique et documentaire, RATP, Prolongement de la Ligne 14 Sud, HPC, 04/03/2016 34
Tableau 11 : Coupe géologique de chantier du sondage n°BSS000RLRK 36
Tableau 12 : Log géologique numérisé du sondage BSS000RLYR (02193X0402/C22) 37
Tableau 13 : Orientations du SDAGE Seine-Normandie 2022-2027 40
Tableau 14 : Etat chimique et quantitatif évalués en 2019 pour les masses d'eau souterraines 41
Tableau 15 : Objectifs d'état pour les masses d'eau souterraines (Source : SDAGE 2022-2027 Seine Normandie) 41
Tableau 16 : Pressions significatives a droit de la masse d'eau FRHG102 – Craie et Tertiaire du Mantois à l'Hurepoix (Source : Portail de gestion de l'eau de Seine-Normandie) 42
Tableau 17 : Pressions significatives au droit de la masse d'eau FRHG218 – Albien-Neocomien Captif 42
Tableau 18 : Arrêtés de catastrophes naturelles sur les communes de Chevilly-Larue et de Rungis 49
Tableau 19 : Synthèse des enjeux associés au milieu physique 54
Tableau 20 : Monuments historiques au droit de l'aire d'étude élargie 101
Tableau 21 : Synthèse des enjeux associés au patrimoine et au paysage 113
Tableau 22 : Evolution de la population municipale et densité moyenne entre 1968 et 2020 sur la commune de Rungis (Source : INSEE) 127
Tableau 23 : Evolution de la population municipale et densité moyenne entre 1968 et 2020 sur la commune de Chevilly-Larue (Source : INSEE) 128
Tableau 24 : Données démographiques INSEE 145
Tableau 25 : Sources et effets sur la santé des différents polluants mesurés dans le cadre de l'étude 160
Tableau 26 : Valeurs de références pour les polluants étudiés 160
Tableau 27 : Quantités émises pour les polluants étudiés sur l'intercommunalité Grand Orly Seine et Bièvre en 2019 (Source : Airparif) 161
Tableau 28 : Stations Airparif à proximité de la zone d'étude et liste des polluants mesurés sur chaque station 162
Tableau 29 : Durée des prélèvements et nombre d'échantillons 163
Tableau 30 : Normales météorologiques saisonnières à la station Paris - Orly 164
Tableau 31 : Liste des ICPE soumises aux régimes de l'Autorisation situées au droit de l'aire d'étude élargie 194

Tableau 32 : Sites CASIAS (ex BASIAS) recensés au droit de l'aire d'étude immédiate 197
Tableau 33 : Synthèse des enjeux associés au milieu humain 215
Tableau 34 : Découpage en lots 227
Tableau 35 : Coûts estimés du projet 280
Tableau 36 : Hiérarchisation des incidences 302
Tableau 37 : Synthèse des incidences sur les habitats 312
Tableau 38 : Incidences brutes en phase de chantier sur les invertébrés 318
Tableau 39 : Incidences brutes en phase de chantier sur les reptiles 324
Tableau 40 : Estimation de l'incidence quantitative du projet sur les habitats favorables aux oiseaux en phase chantier 327
Tableau 41 : Incidences brutes en phase de chantier sur les oiseaux patrimoniaux 327
Tableau 42 : Incidences brutes en phase de chantier sur les mammifères 330
Tableau 43 : Niveaux de bruits des engins sur chantier 341
Tableau 44 : Types de déchets produits lors des chantiers de construction 343
Tableau 45 : Evaluation des incidences brutes concernant le milieu naturel 354
Tableau 46 : Nombre de kilomètres parcourus par jour pour les deux scénarios 378
Tableau 47 : Largeur des bandes d'étude en fonction des TMJA selon le guide CEREMA 378
Tableau 48 : Synthèse des émissions en kg/an pour le réseau d'étude considéré, pour chacun des scénarios 379
Tableau 49 : Liste des points récepteurs utilisés dans la modélisation 384
Tableau 50 : Concentrations moyennes annuelles modélisées pour les deux scénarios au niveau des points récepteurs 385
Tableau 51 : Hypothèses de consommation d'eau potable retenues pour l'estimation des besoins en eau 416
Tableau 52 : Bilan des consommations 420
Tableau 53 : Répartition des consommations par poste 421
Tableau 54 : Répartition des consommations par poste [KWhEP/m²] 422
Tableau 55 : Répartition des consommations par poste [KWhEF/m²] 423
Tableau 56 : Consommation globale [MWhEF] 424
Tableau 57 : Emissions carbone par an sur le périmétre du quartier – Source : SINTEO 431
Tableau 58 : Présentation des projets retenus au titre des incidences cumulées – Source : DRIEAT 434
Tableau 59: Synthèse des impacts bruts du projet et des incidences résiduelles en phase travaux 441
Tableau 60 : Synthèse des impacts bruts du projet et des incidences résiduelles en phase exploitation 443
Tableau 61 : Synthèses des mesures ERC et modalités de leur suivi 445
Tableau 62 : Méthodes et sources utilisées pour l'analyse de l'état initial de l'environnement 448
Tableau 63 : Largeur des bandes d'étude en fonction des TMJA selon le guide CEREMA 462
Tableau 64 : Facteurs d'émission moyens en PM10 et PM2,5 pour l'usure des pneus, des freins et de la route selon les catégories de véhicules 464
Tableau 65 : Teneur en soufre des carburants considérés 464
Tableau 66 : Facteurs d'émission pour l'usure des pneus et des freins des HAP et des métaux 464
Tableau 67 : Pollution de fond annuelle retenue dans les modélisations 467
Tableau 68 : Équipe mobilisée dans le cadre de la réalisation de l'étude d'impact 469

Le présent document constitue le rapport d'Etude d'Impact sur l'Environnement, conformément à l'article L.122-1 du Code de l'Environnement, d'un projet d'aménagement porté par la société SAS CIG PARIS RUNGIS représentée par Altarea et SEMMARIS et la société SAS PIA RUNGIS représentée par Altarea.

Trois objectifs principaux gouvernent l'élaboration de l'étude d'impact sur l'environnement, il s'agit de :

- Participer à l'élaboration d'un projet optimisé d'un point de vue environnemental (parti du moindre impact) en assistant le porteur de projet à toutes les étapes de sa conception ;
- Fournir au service instructeur administratif tous les éléments nécessaires à une prise de décision ;
- Délivrer l'information nécessaire aux personnes intéressées.

Outre l'itérativité, le principe de proportionnalité représente également un des principes fondamentaux régissant la qualité des études d'impact. Selon ce principe, *« le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, installations, ouvrages ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage ouvrages et aménagements projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine* » (article R. 122-5 du Code de l'Environnement). Ainsi, les méthodologies utilisées et les mesures mises en œuvre seront également conformes à ce principe.

A ENJEUX, OBJECTIFS ET NATURE DU PROJET, CONTEXTE REGLEMENTAIRE

1 LOCALISATION DU PROJET – CONTEXTE TERRITORIAL

Le projet de quartier de la gastronomie est localisé à cheval sur les communes de Rungis au Sud et de Chevilly-Larue au Nord, situées au sud-ouest du département du Val-de-Marne (94) en région Ile-de-France. Celles-ci sont membres de l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre qui rassemble 24 communes du département du Val-de-Marne et de l'Essonne.



Le marché d'intérêt national de Rungis (MIN de Rungis) est situé à parts quasi-égales dans les communes précitées.

Les terrains du projet sont situés à près de 12 km au sud du centre de Paris, 7 km à l'ouest de Créteil, 12 km au nord d'Evry-Courcouronnes et 3 km de l'aéroport d'Orly. L'aire d'étude immédiate est notamment accessible par la A106, l'A86 et la RN7/RD7 et se situe à moins d'un kilomètre de l'autoroute A6. Cette situation au carrefour entre une radiale et le deuxième périphérique d'Île-de-France lui accorde une excellente desserte routière.

Le projet s'inscrit au cœur du pôle économique Orly-Rungis, l'un des espaces d'activités logistiques, commerciales et industrielles les plus dynamiques de France.

La région Ile-de-France

La région Ile-de-France, également appelée région parisienne est une région très fortement peuplée : elle représente à elle seule 18,3% de la population de France métropolitaine, sur seulement 2,2% de sa superficie. L'agglomération parisienne qui recoupe Paris et 411 communes de la petite et de la grande couronne, centralise fortement la population.



L'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre

Les communes de Rungis et de Chevilly-Larue appartiennent à l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre. Grand-Orly Seine Bièvre est un établissement public territorial (EPT) créé le 1er janvier 2016 dans le cadre de la création de la Métropole du Grand Paris. Il s'est substitué aux intercommunalités qui préexistaient (Les Portes de l'Essonne, Val de Bièvre, Seine Amont, Les Lacs de l'Essonne pour la ville de Viry-Chatillon) et a associé 8 villes qui n'étaient jusqu'alors membres d'aucune intercommunalité.

Le territoire occupe une position charnière, à cheval sur deux départements : Val-de-Marne et Essonne.

Il regroupe 24 communes (réparties sur 124 km²) sous la forme d'une « coopérative de villes » et 700 000 habitants.

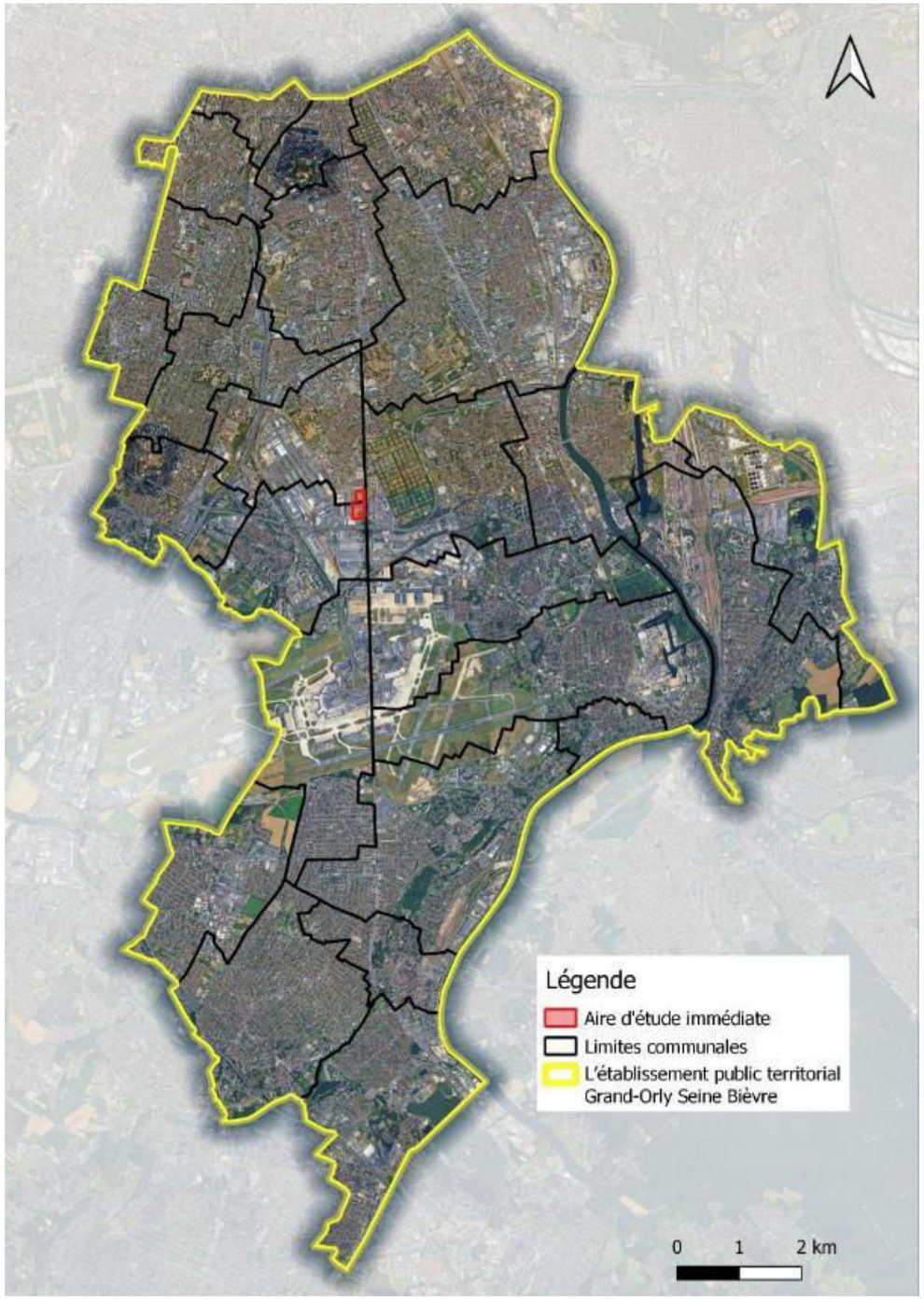


Figure 1 : Communes situées dans l'emprise de l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre

Le projet est localisé sur la frange est de la commune et est délimité :

- À l'Ouest par le MIN ;
- Au nord-est par un diffuseur permettant l'accès à la RD7 depuis le MIN ;
- À l'est par le tramway T7 et la RD7 ;
- Au sud par la A86, supportant environ 95 000 véhicules/jour (étude circulation de la zone Sénia à Thiais et Orly, CDVIA, 2017).

La zone est marquée par d'importantes voies routières aux caractéristiques autoroutières et à des emprises foncières importantes.

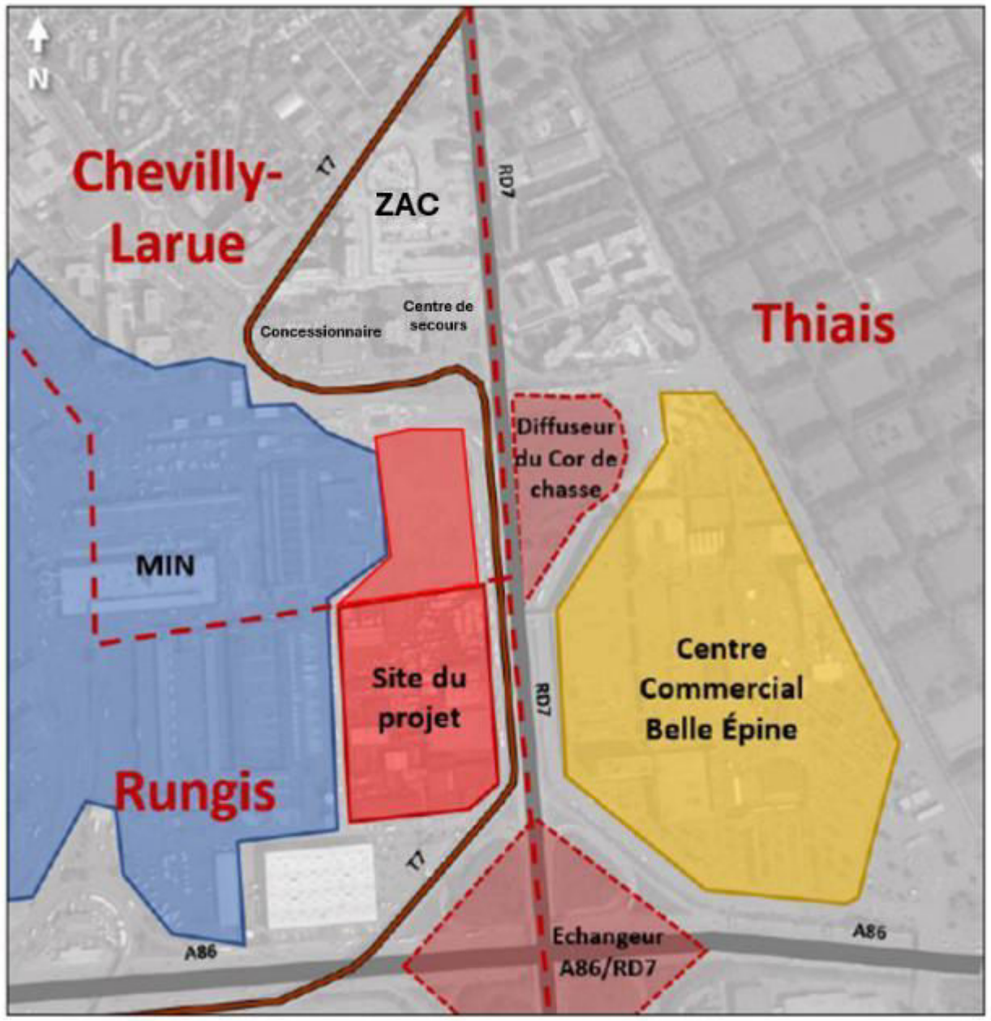


Figure 2 : Organisation du territoire et localisation de l'emprise de l'opération (source ETC)

Le marché d'intérêt national de Rungis

Le Marché d'Intérêt National (MIN) de Rungis couvre une superficie de 234 hectares répartis sur les communes de Rungis et Chevilly-Larue. Le Marché est géré par la SEMMARIS, société d'économie mixte gestionnaire du Marché, dont les missions principales sont l'aménagement, l'exploitation, la commercialisation et la promotion des infrastructures du Marché de Rungis.



Figure 3 : Localisation du MIN - Source : SEMMARIS, 2021

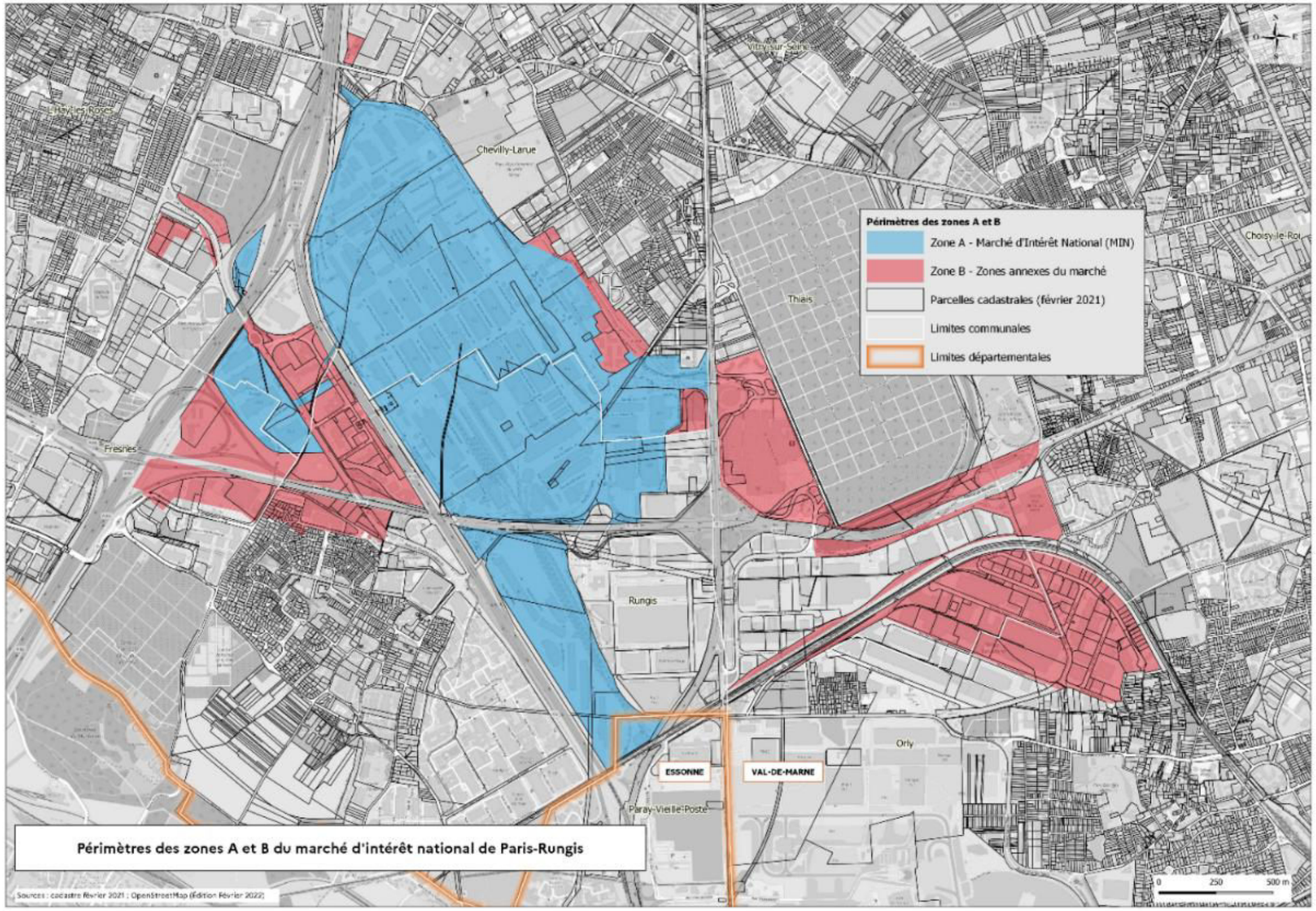


Figure 4 : Périmètres des zones A et B du marché d'intérêt national de Paris-Rungis – Source : Décret n°2022-1017 du 20 juillet 2022 relatif au marché d'intérêt national de Paris-Rungis

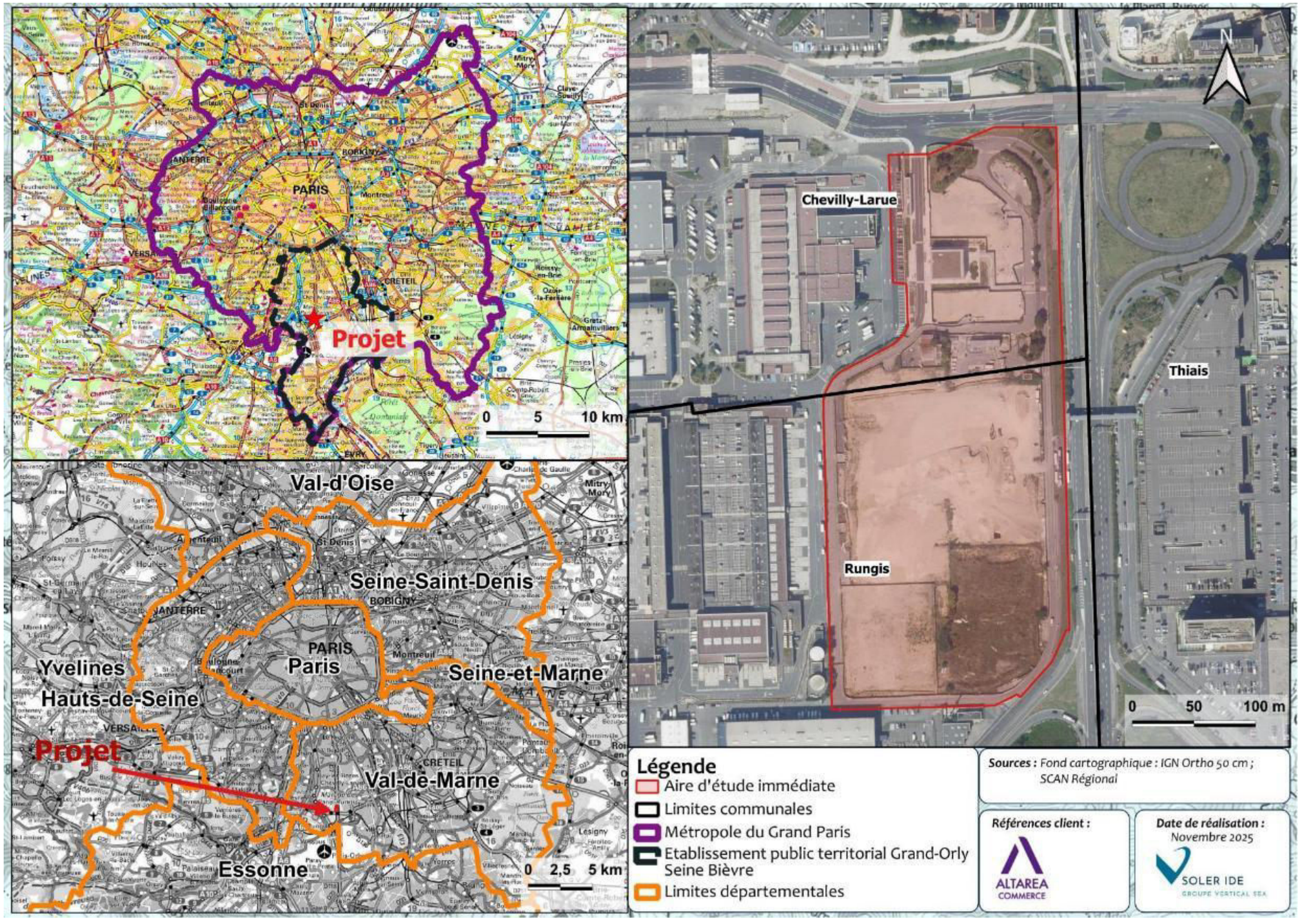


Figure 5 : Localisation de l'aire d'étude immédiate au droit de l'intercommunalité et du département

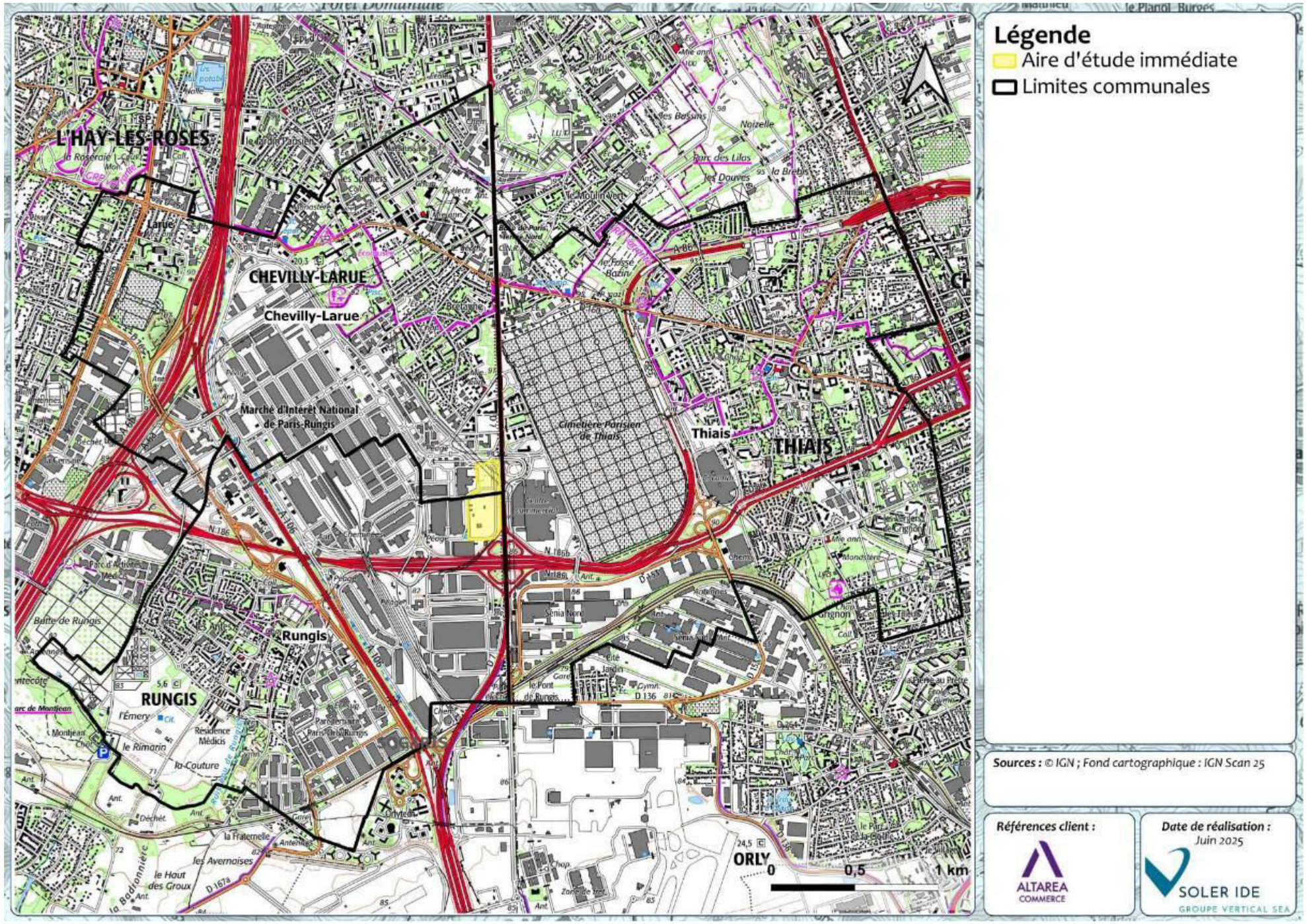


Figure 6 : Localisation de l'aire d'étude immédiate au droit des communes de Rungis et de Chevilly-Larue

2 ENJEUX MOTIVANT LE PROJET, OBJECTIFS DE SA MISE EN ŒUVRE

2.1 AMENAGEMENTS ACTUELS

L'emprise du projet de la Cité Internationale de la Gastronomie se situe à la jonction des communes de Rungis et Chevilly-Larue, sur un site historiquement occupé par des activités logistiques.

Depuis l'été 2023, la partie sud du site, localisée sur la commune de Rungis, a fait l'objet d'une démolition complète des bâtiments, fondations et enrobés existants, à la suite d'un permis de démolir délivré le 13 mars 2023. Les terrains y sont désormais nus et libres de toute construction, ne présentant plus que des plateformes nivelées issues des anciennes emprises.

La partie nord de l'aire d'étude, localisée sur la commune de Chevilly-Larue, correspondait jusqu'en 2023 à une base chantier de la ligne 14 du métro du Grand Paris Express. Cette base, exploitée par la RATP, a permis la construction de la station "Chevilly-Larue", située immédiatement au droit du site. La station est désormais achevée et ouverte au public depuis 2024, assurant une desserte directe du secteur par la ligne 14, en correspondance avec le tramway T7.

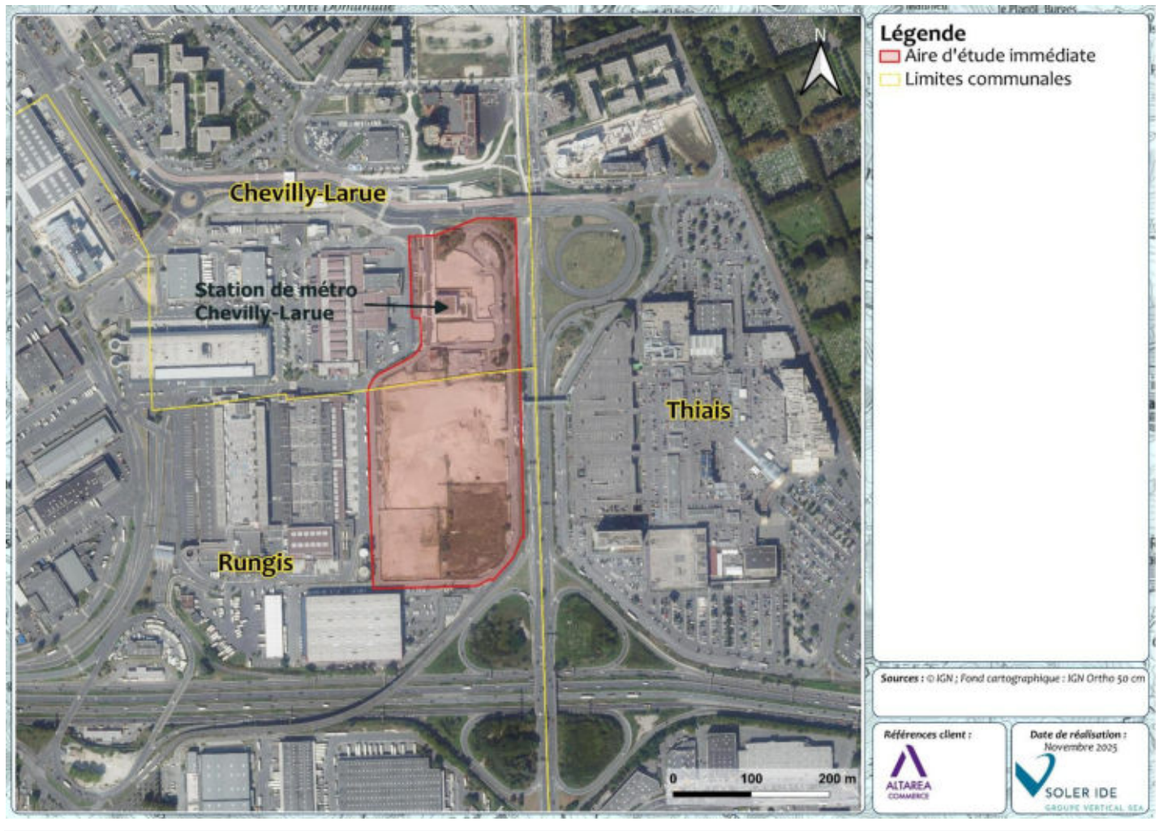


Figure 7 : Vue aérienne de l'aire d'étude immédiate en l'état actuel

Avant ces démolitions, le site était occupé à 100 % par des entrepôts d'activités et garages automobiles (vente, location, maintenance de poids lourds et utilitaires), selon un modèle typique des zones d'activités logistiques : bâtiments de faible hauteur, architecture fonctionnelle en ossature métallique, faible densité bâtie et grandes aires de stationnement imperméables.

Le site est situé dans un environnement très urbain et minéral :

- Au nord, la station de métro « Chevilly-Larue » la rue de l'Arrivée, bordée par des bâtiments de service et un centre de secours ;
- À l'est, la rue Marthe et Fernande Allard (en lieu et place des rues Latérale et des Routiers) la route départementale 7 (ex-RN7), la ligne de tramway T7 et le centre commercial Belle Épine ;
- Au sud, la rue des Transports et l'autoroute A86, générant un important trafic ;
- À l'ouest, la rue Antonin Carême (ancienne rue des Routiers) et les infrastructures du MIN de Rungis, dont les quais logistiques et les installations Chronopost.

Ainsi, l'état actuel du site se caractérise par l'absence totale de bâtiments en élévation, une emprise libre de toute activité, et une ouverture nouvelle du secteur nord sur le réseau de transports du Grand Paris.

Cette situation traduit une phase transitoire entre la démolition des anciennes activités logistiques et la mise en œuvre du projet urbain.

2.2 OBJECTIFS DU PROJET

Sous maitrise d'ouvrage des SAS CIG et SAS PIA, menée par **Altarea** et réunie autour de l'agence Michel Guthmann et associés Architecture Urbanisme (MG-AU) en tant qu'architecte coordonnateur, l'équipe pluridisciplinaire composée des agences Archikubik, Marc Mimram Architecture Ingénierie et Studio M/PROAP paysagiste a été désignée lauréate en décembre 2022 du concours pour **la conception de la Cité Internationale de la Gastronomie de Paris-Rungis (Pitch Immo, filiale d'Altarea a été désigné lauréat de la consultation lancée par le Syndicat de la Cité Internationale de la Gastronomie).**

Après cette phase concours, un plan guide a été établi en y adjoignant les terrains situés au Nord sur la commune de Chevilly-Larue dont l'aménagement est confié à **La Semmaris**. Ce plan guide (en date de mai 2025) a été définitivement validé par le préfet du Val de Marne le 17 juin 2025 qui a également acté la mutualisation des parkings à l'échelle de l'ensemble du projet.

Ce projet ambitieux est destiné à devenir la vitrine de tous les métiers du secteur de la Gastronomie et du savoir-faire français. Cette cité-quartier réunira aux portes du Marché d'Intérêt National (MIN) de Rungis, sur environ 64 000m² de surface de plancher, un vaste pôle doté d'espaces culturels et événementiels, de halles gourmandes et marchandes, de halles sportives, de bureaux, de lieux de formation et d'hébergements associés, d'un hôtel, d'une résidence étudiante, d'une pension de famille et de commerces.

Pensée comme un lieu de rencontres et d'échanges pour les professionnels, mais aussi pour les habitants et les touristes en quête d'expériences partagées, la Cité de la Gastronomie a pour vocation à devenir une centralité majeure de la métropole du Grand Paris.

3 JUSTIFICATION DU PERIMETRE DE L'ETUDE D'IMPACT

3.1 PERIMETRES ETUDIES DANS LE CADRE DE L'ETUDE D'IMPACT

L'étude d'impact est réalisée au droit de l'ensemble du quartier incluant :

- L'ensemble des terrains du projet de quartier de la Gastronomie pour une superficie de 51 500 m^2 (sous maîtrise d'œuvre ALTAREA et SEMMARIS) ;
- Le terrain de la SOGARIS au sud-ouest (6 200 m^2) : en effet, bien que les aménagements prévus au droit du terrain de la SOGARIS au sud-ouest de l'îlot ne soient pas totalement définis, il a été décidé d'intégrer ce secteur au périmètre du projet afin de proposer une étude d'impact pour le projet d'ensemble.

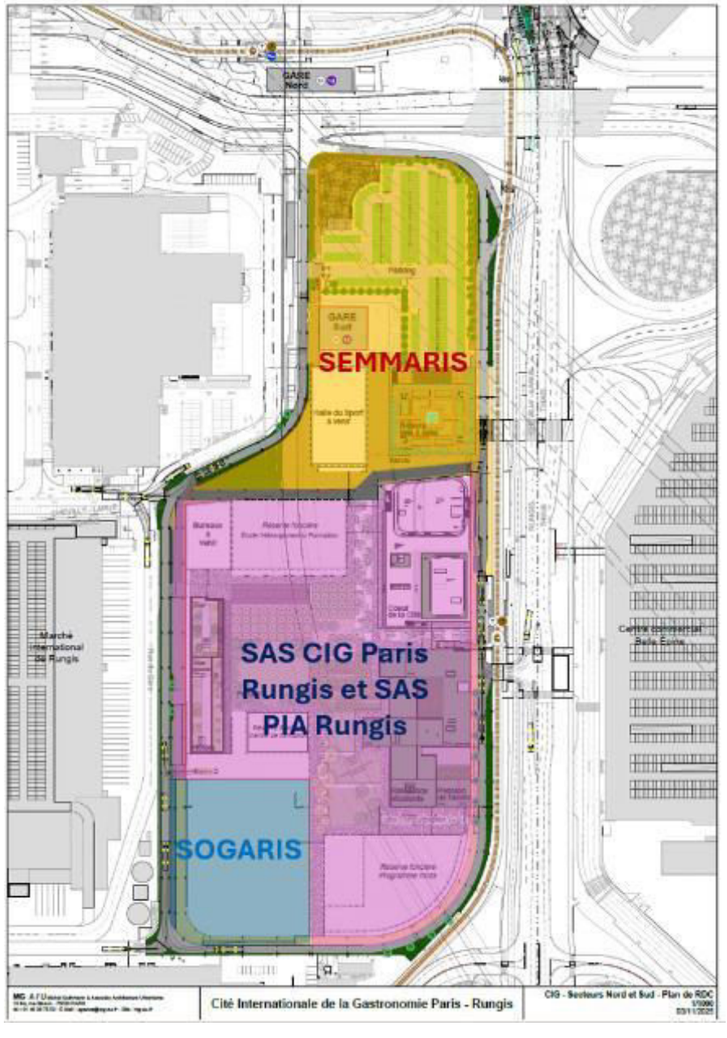


Figure 8 : Emprise de l'étude d'impact et découpage des maîtrises d'œuvre

3.2 ORGANISATION FONCIERE ET MAITRISE D'OUVRAGE DE LA CITE DE LA GASTRONOMIE

La Cité de la Gastronomie est découpée en différents « lots », répartis entre trois maîtres d'ouvrage : la SEMMARIS, ALTAREA et la SOGARIS.

Le tableau et la figure suivante présentent le principe de découpage de la Cité de la Gastronomie en lots.

Tableau 1 : Répartition des lots et des programmes

Lot	Programme	Surface de terrain (en m^2)	Maîtrise d'ouvrage
A	Parking (291 places) 7000 m² de panneaux photovoltaïques sur ombrières	7 732	SEMMARIS
B	Square des 5 sens	2 448	SEMMARIS
C	Halles des sports et du bien-être	2 925	SEMMARIS
grisé	Parvis / Espaces publics	4 490	SEMMARIS
1	Cœur de la Cité (musée, halles gourmandes, espaces culturels)	4 447	SAS CIG PARIS RUNGIS
2	Résidence étudiante	4 554	SAS PIA RUNGIS
3	Pension de famille	545	SAS PIA RUNGIS
4	Réserve foncière Sud Parking / Autre programme	4 509	SAS PIA RUNGIS
5	Réserve foncière Centre de formation	2 138	SAS PIA RUNGIS
6	Hôtel	1 388	SAS PIA RUNGIS
7	Hôtel	1 032	SAS PIA RUNGIS
8	Bureaux	932	SAS PIA RUNGIS
9	Réserve foncière Nord École / Hébergement / Formation	2 630	SAS PIA RUNGIS
10	Forum	11 472	SAS PIA RUNGIS
11	Espaces ouverts au public en lien avec le forum de la Cité		SAS PIA RUNGIS
SOGARIS	Hôtel/activités/logistique/commerces	6 200	SOGARIS

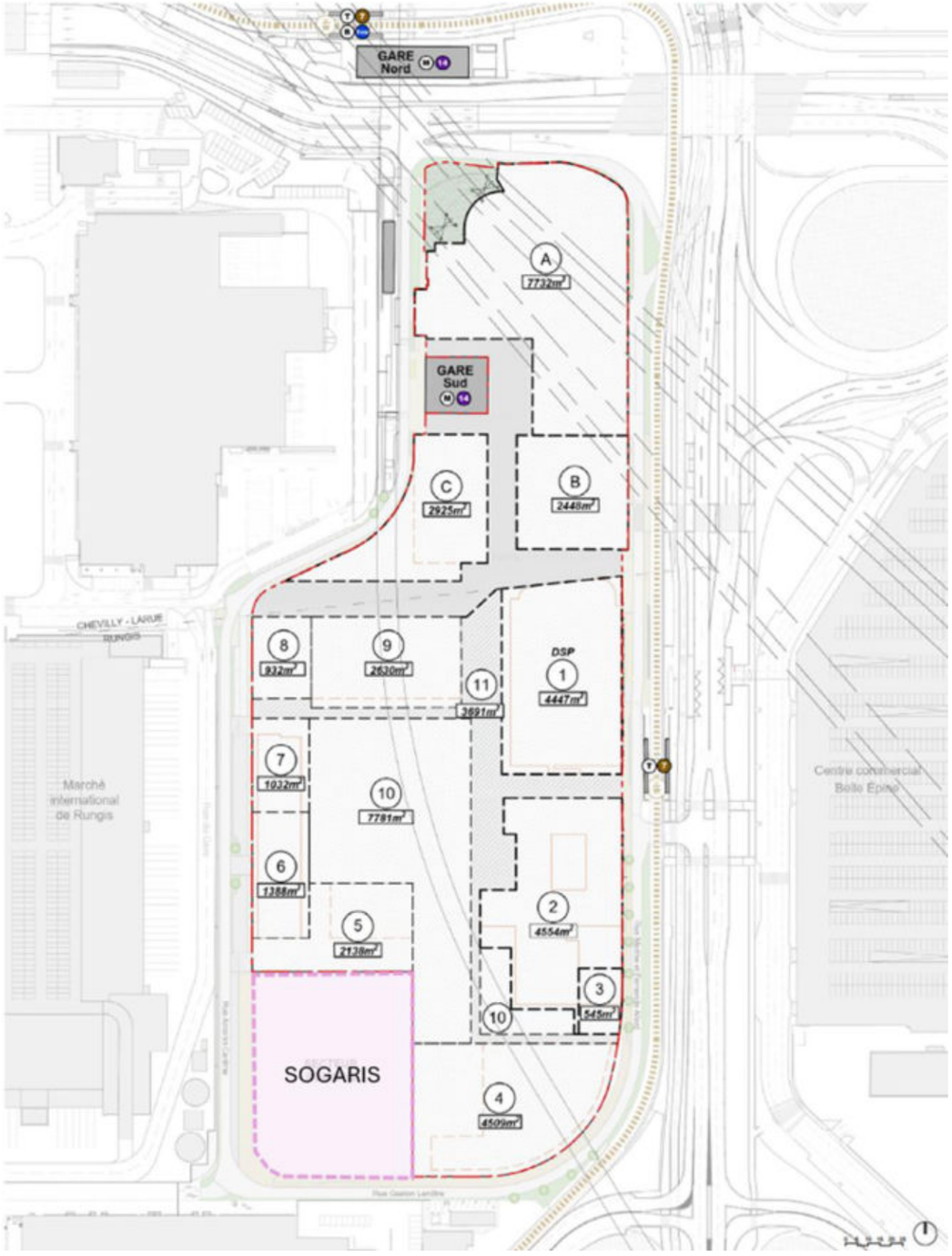


Figure 9 : Dénomination des lots et surfaces

3.3 AIRES D'ETUDES

Les aires d'étude d'un projet correspondent à la zone géographique sur laquelle l'état initial de l'environnement est analysé et sur laquelle le projet est susceptible d'avoir une incidence.

Pour les besoins de l'étude et afin de prendre en considération l'ensemble des composantes environnementales, quatre aires d'études ont été définies :

- **Une aire d'étude dite immédiate** de 7,7 ha englobant l'emprise des différentes opérations (ALTAREA, SEMMARIS et SOGARIS) : Les différentes thématiques liées au milieu physique seront analysées à l'échelle de cette aire d'étude (géologie, pédologie, ressource en eau souterraine et superficielle, climatologie, risques naturels) ainsi que certaines thématiques liées au milieu humain (occupation des sols, contraintes urbanistiques, risques technologiques, nuisances et pollutions, santé, sécurité et salubrité publique).
- **Une aire d'étude dite élargie** dont les limites correspondent aux limites communales des communes de Rungis, Chevilly-Larue et Thiais: les différentes thématiques liées au milieu physique sont également analysées à l'échelle de cette aire d'étude (géologie, pédologie, ressource en eau souterraine et superficielle, climatologie, risques naturels, patrimoine) ainsi que certaines thématiques liées au milieu humain (occupation des sols, contraintes urbanistiques, risques technologiques, nuisances et pollutions).
- **Une aire d'étude éloignée,** d'un rayon de 5 km autour du projet : cette aire d'étude permet de mener un inventaire de l'existant autour du périmètre du projet, de manière à intégrer la majeure partie des sensibilités du territoire.
- **Une aire d'étude dite étendue**, d'un rayon de 10 km autour du projet : cette aire d'étude est utilisée pour l'analyse bibliographique du contexte écologique.

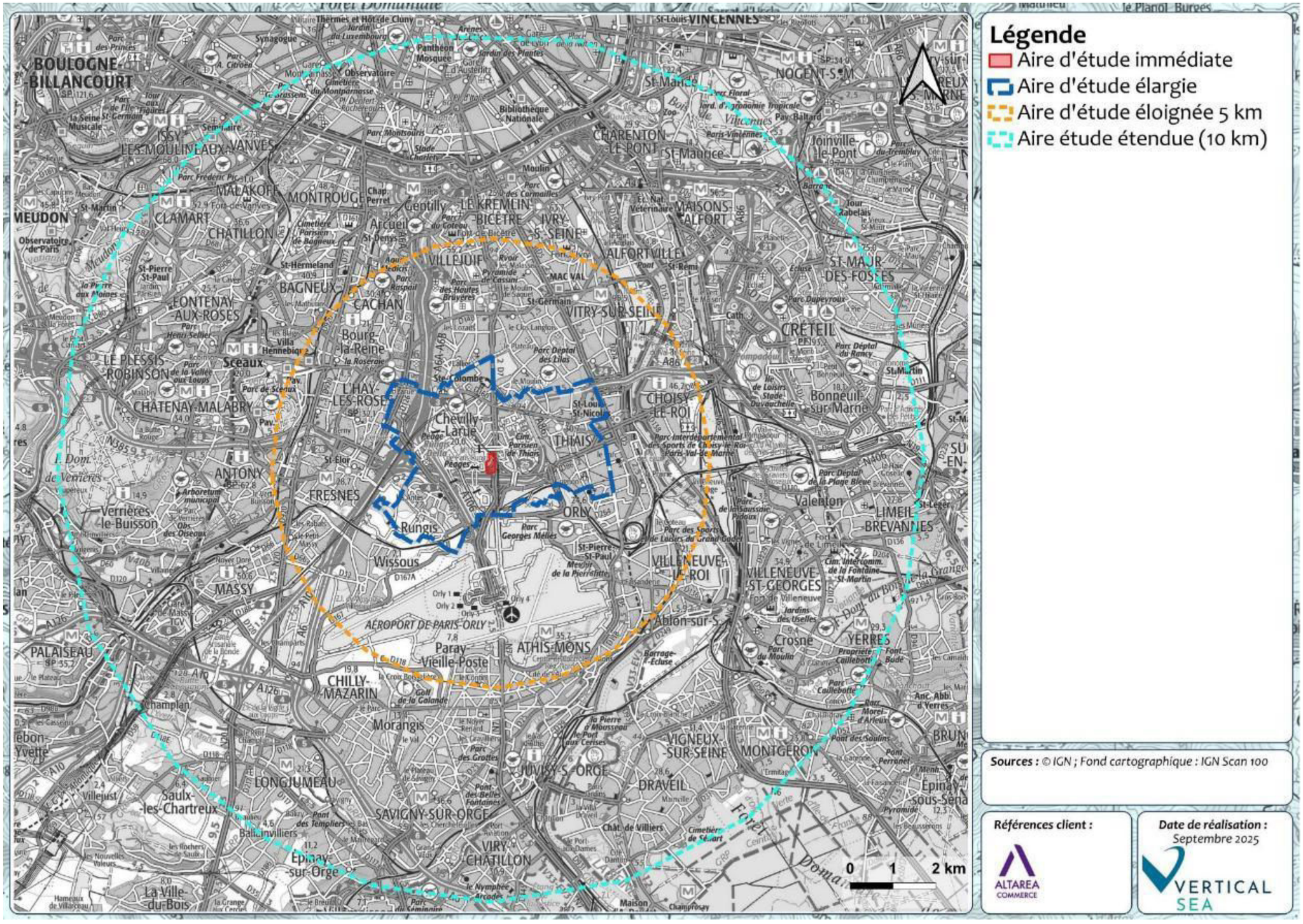


Figure 10 : Aires d'études au droit du projet

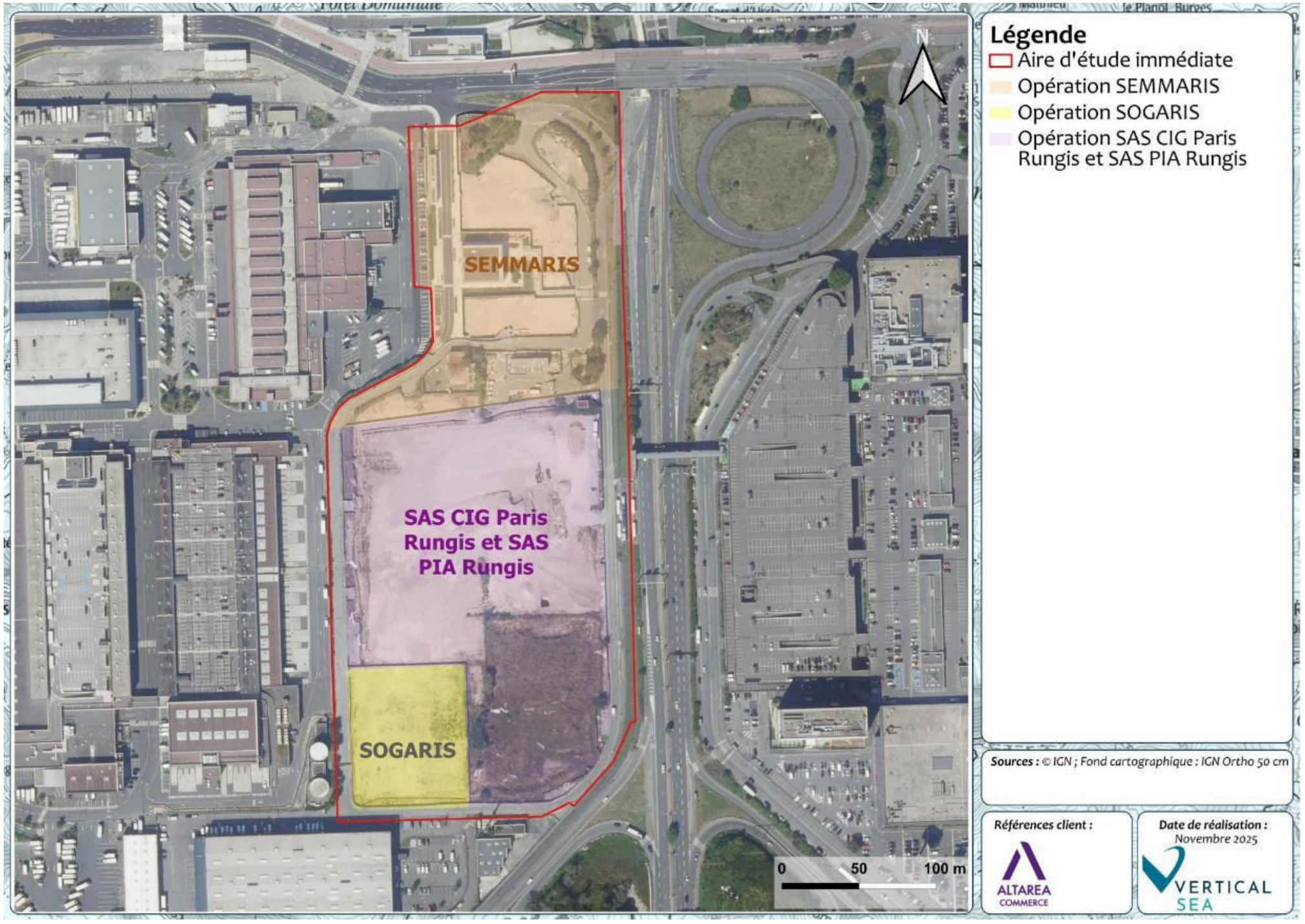


Figure 11 : Aire d'étude immédiate incluant les périmètres des différentes opérations

4 IDENTITE ET COORDONNEES DU PORTEUR DE PROJET

La présente étude d'impact est portée par SEMMARIS et ALTAREA, aménageurs identifiés au sein de l'étude d'impact.

Pour rappel, Le périmètre au sud-ouest est sous maitrise d'ouvrage SOGARIS.

ALTAREA

87 rue de Richelieu
75 002 PARIS

SIRET : 324 814 219 00097

Personne en charge du suivi du dossier : Jean-Yves RAIMOND, Directeur Grands Projets

jyraimond@altarea.com / 06 84 70 32 03

Altarea Commerce est la branche du groupe Altarea dédiée à l'immobilier commercial en France et en Europe.

Altarea est le représentant des sociétés ad hoc qui portent le projet à savoir la SAS CIG PARIS RUNGIS et la SAS PIA RUNGIS.

Altarea Commerce est un acteur de premier plan de l'immobilier commercial en France et en Europe, avec 44 sites totalisant près de 946 000 m² de surfaces. Ces actifs accueillent plus de 500 000 visiteurs chaque jour, soit environ 200 millions de visiteurs par an, confirmant le rôle structurant du groupe dans le paysage du retail. Porté par le groupe Altarea, le pôle commerce dispose d'une valeur d'actifs sous gestion de 5,2 milliards d'euros et accompagne plus de 1 600 enseignes. Sa stratégie repose sur la création de lieux de commerce vivants, attractifs et multifonctionnels, intégrant restauration, loisirs, services et espaces urbains.

Engagé dans la transition écologique, Altarea Commerces affiche une réduction de –86,5 % de ses émissions de CO_2 depuis 2010 et un patrimoine 100 % certifié BREEAM ®In-Use.

L'ambition d'Altarea Commerces est de transformer les lieux commerciaux en véritables lieux de vie, en intégrant de nouveaux usages : restauration, loisirs, services, culture, bureaux et logements. Ce positionnement repose sur une conviction forte : répondre aux nouvelles attentes des consommateurs et contribuer à la dynamisation des territoires.

Sur le plan économique, Altarea Commerces représente un chiffre d'affaires de plus de 200 millions d'euros et bénéficie d'une solide assise financière, soutenue par le groupe Altarea, leader de la promotion immobilière multi-produits en France.

Engagé dans la transition écologique, le groupe privilégie la reconversion et la modernisation de ses sites plutôt que l'artificialisation de nouvelles surfaces, et intègre systématiquement des démarches de réduction de l'empreinte carbone, de végétalisation, d'optimisation énergétique et de promotion des mobilités douces.

Avec cette stratégie, Altarea Commerces se positionne comme un acteur innovant et durable, créant de la valeur à la fois pour ses partenaires commerciaux, les collectivités et les usagers.

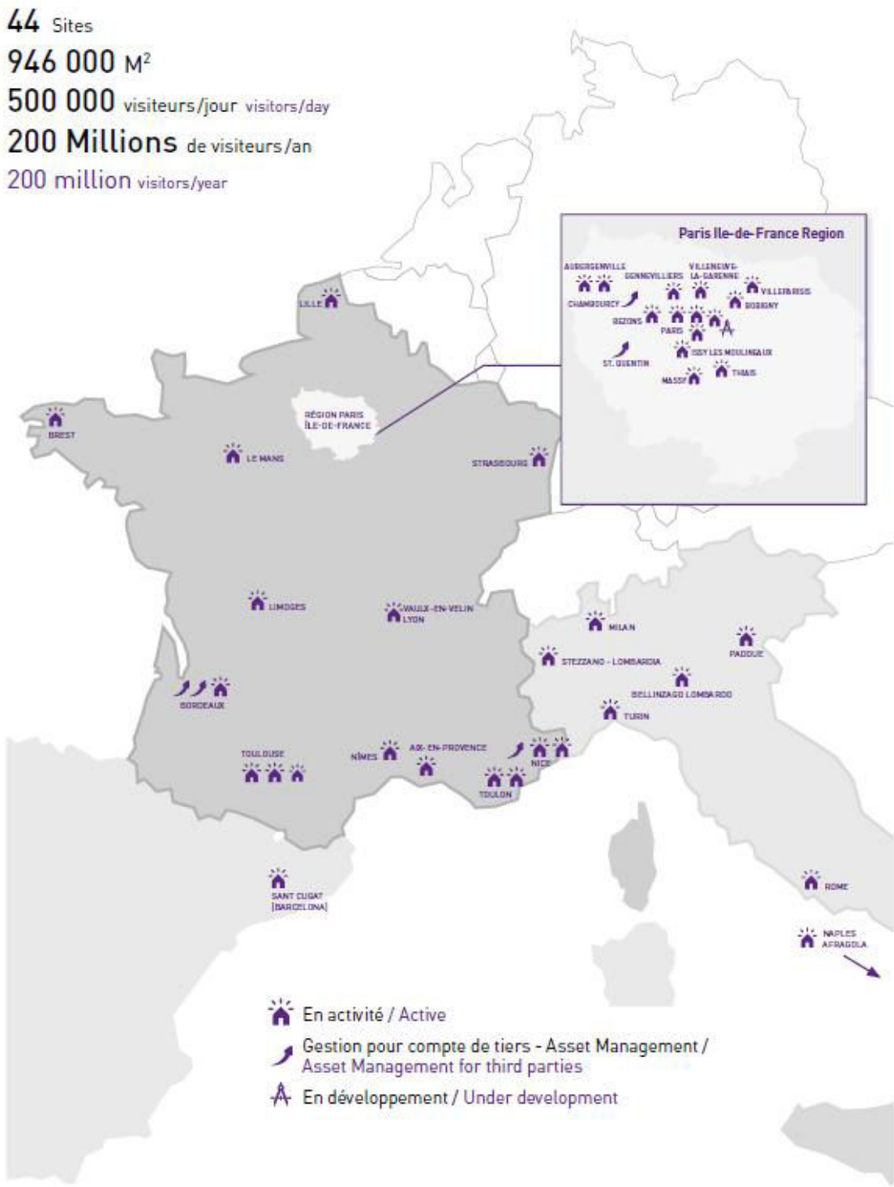


Figure 12 : Présence d'ALTAREA Commerces sur le territoire

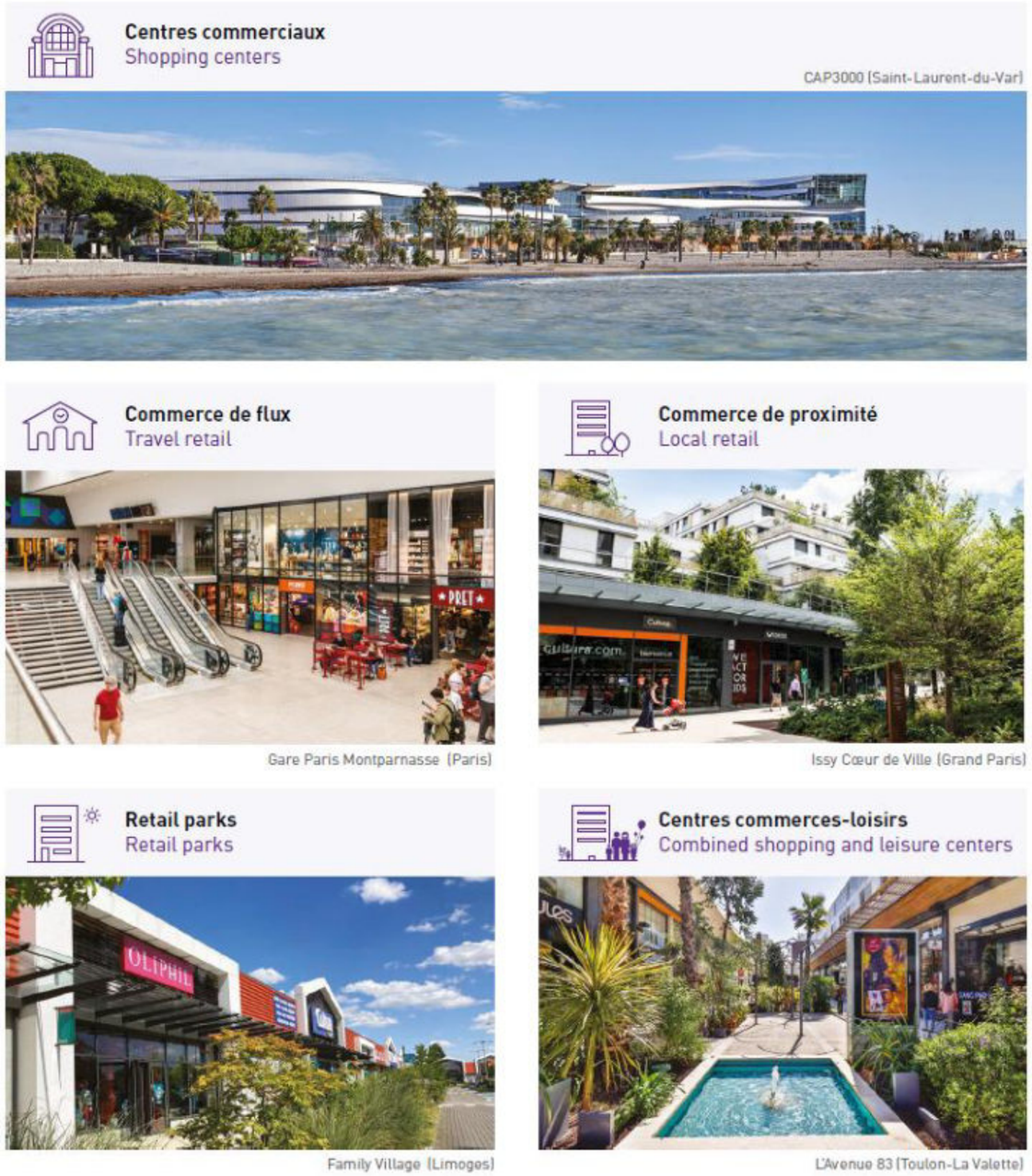


Figure 13 : 5 formats de commerce – Source : Altarea commerce

SEMMARIS

Semmaris (Rungis Marché international)
1 rue de la Tour BP 316
94152 Rungis cedex
SIRET : 308 757 343 00048

La SEMMARIS (Société d'Économie Mixte d'Aménagement et de gestion du Marché d'Intérêt National de Rungis) est l'opérateur du plus grand marché de produits frais au monde, véritable pilier de la souveraineté alimentaire française. Héritière des Halles de Paris, elle a pour mission d'aménager, développer et organiser les infrastructures agro-logistiques du Marché de Rungis, tout en assurant leur sécurité et leur efficacité.

En 2024, le Marché a atteint un chiffre d'affaires record de **12 milliards d'euros**, avec plus de **2,8 millions de tonnes de produits alimentaires et horticoles** commercialisés.

Le site regroupe **1 214 entreprises**, plus de **13 000 salariés** et accueille plus de **6,2 millions de visiteurs par an**.

La SEMMARIS elle-même a réalisé **160,3 M€ de chiffre d'affaires et un EBE de 79,2 M€,** traduisant la solidité de son modèle économique.

Entreprise à mission de service public, la SEMMARIS se distingue par son rôle de garant de la diversité et de la qualité de l'offre alimentaire : **61 % des produits commercialisés proviennent de la production française**, contribuant à soutenir les filières et à assurer des débouchés justes aux producteurs.

Engagée dans la transition écologique, la SEMMARIS déploie un plan d'investissement d'1 milliard d'euros d'ici 2035 pour moderniser le Marché et bâtir la « Cité de l'alimentation durable ». Ses priorités incluent :

- la réduction de 26 % des émissions de carbone d'ici 2030,
- la modernisation énergétique des bâtiments,
- l'installation de 60 000 m² de panneaux photovoltaïques,
- la végétalisation du site (18 ha d'espaces verts) et
- la promotion d'une logistique plus propre avec 240 bornes électriques déjà opérationnelles.

Enfin, la SEMMARIS affirme son rôle sociétal à travers **une nouvelle raison d'être** : garantir l'accès à une alimentation diversifiée, promouvoir la gastronomie française et accompagner la transition vers des modèles alimentaires plus durables.

5 REGLEMENTATIONS APPLICABLES AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

5.1 AUTORISATIONS D'URBANISME

Au titre de l'article R.421-1 du Code de l'Urbanisme, « les constructions nouvelles doivent être précédées de la délivrance d'un permis de construire ».

Ainsi, le projet de quartier de la Gastronomie de Paris-Rungis est décomposé en 13 permis de construire, DP, et/ou d'aménager.

5.2 EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

5.2.1 SOUMISSION DU PROJET

Aux termes de l'article L122-1 du code de l'environnement, « *lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, installations, ouvrages ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage* », celui-ci « *doit être appréhendé dans son ensemble, y compris en cas de fractionnement dans le temps et dans l'espace et en cas de multiplicité de maîtres d'ouvrage, afin que ses incidences sur l'environnement soient évaluées dans leur globalité* ».

Les opérations sont portées respectivement par la SAS CIG Paris Rungis représentée par Altarea et la Semmaris et par la SAS PIA Rungis représentée par Altarea sur les terrains de la commune de Rungis (zone sud) ,mais aussi par l'Etat pour les terrains situés la commune de Chevilly-Larue (zone Nord autour de la gare de métro), terrains qui doivent être mis à la disposition de la Semmaris qui en assurera l'aménagement et enfin par la SOGARIS pour la parcelle située sur la commune de Rungis au sud-ouest. L'addition de ces opérations répondent ainsi à la définition du projet d'ensemble au sens de l'Evaluation Environnementale.

L'étude du projet a été initiée par le Syndicat de la Cité de la gastronomie en 2019, uniquement au droit des terrains propres à l'opération « Cité de la Gastronomie » portée par ALTAREA (terrains Sud sur la commune de Rungis).

A la demande du Préfet de Région et en lien avec la SEMMARIS et le Syndicat de la Gastronomie, il a été décidé d'élargir le périmètre de réflexion du projet au terrain Nord (sur la commune de Chevilly-Larue) au droit de la gare de la ligne 14 pour constituer à terme un projet global de « quartier de la gastronomie ». Cette réflexion est d'ailleurs régie par un protocole d'accord signé le 29 juin 2023 entre Altarea (représentant les SAS CIG Paris Rungis et SAS PIA Rungis), la Semmaris et le Syndicat de la Gastronomie.

Après échange avec la DRIEAT et les services de l'Etat (SCDD), il est confirmé la nécessité d'une étude d'impact sur ce projet global avec un phasage lié aux temporalités différentes et aux différents Maitres d'ouvrage.

Au titre de l'article R.122-2 II du code de l'environnement, « *les projets qui, par leur nature, leur dimension ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine font l'objet d'une évaluation environnementale en fonction de critères et de seuils définis par voie réglementaire et, pour certains d'entre eux, après un examen au cas par cas effectué par l'autorité environnementale* ».

Le tableau en annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement précise les critères qui permettent de déterminer si les projets sont soumis à une étude d'impact soit de façon systématique, soit après un examen au cas par cas.

Selon l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement, le projet de quartier de la gastronomie de Rungis **est soumis à une demande d'examen au cas par cas car le projet d'ensemble :**

- **est situé sur un terrain de 7 ha dans un espace mentionné à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme (rubrique 39).**
- **Dispose d'aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus (rubrique 41).**

Tableau 2 : Extrait de l'annexe à l'article R122-2 du Code de l'Environnement

Catégories des projets	Projets soumis à évaluation environnementale	Projet soumis à examen au cas par cas
39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement	a) Travaux et constructions créant une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m² dans un espace autre que : -les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme, lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable ; -les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ; -les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme applicable ; b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 ha ; c) Opérations d'aménagement créant une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m² dans un espace autre que : -les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable ; -les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ; -les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme applicable.	a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m² ; **b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code est supérieure ou égale à 10 000 m².**
41. Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs.	/	**a) Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus.** b) Dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs de 50 unités et plus.

Par décision préfectorale du 27 avril 2026, il ressort de la demande d'examen au cas par cas que le projet d'aménagement nécessite la réalisation d'une étude d'impact (Décision de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France jointe en annexe).

Par ailleurs, conformément à l'article L.122-1-2 du Code de l'environnement, le maître d'ouvrage a sollicité l'Autorité environnementale pour un cadrage préalable du contenu de l'étude. La MRAe Île-de-France a rendu son avis délibéré le 19 juillet 2023 (n° ACPIF-2023-012), précisant les enjeux majeurs à traiter, dont la mobilité, la qualité de l'air, l'acoustique, la gestion des eaux pluviales, la biodiversité, l'insertion paysagère et l'adaptation au changement climatique. Le présent document tient compte de ces recommandations.

Bien que les aménagements prévus au droit du terrain de la SOGARIS au sud-ouest de l'îlot ne soient pas totalement définis, il a été décidé d'intégrer ce secteur au périmètre du projet afin de proposer une étude d'impact pour le projet d'ensemble.

Le présent document constitue l'étude d'impact du projet d'ensemble.

5.2.2 PRINCIPES ET ETAPES DE LA DEMARCHE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'évaluation environnementale est une démarche qui a pour objet d'intégrer l'environnement et la santé humaine dans l'élaboration d'un projet, et ce dès les phases amont de réflexions.

Elle vise notamment :

- À accompagner le maître d'ouvrage dans la prise en compte des enjeux environnementaux et de santé humaine, afin de minimiser les incidences notables du projet à ces égards, par l'application de la séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC) ;
- À éclairer le porteur de projet et l'administration sur les suites à donner au projet au regard des enjeux identifiés ;
- À informer le public sur le projet, sur la démarche mise en œuvre et sur les incidences résiduelles notables.

La démarche comprend :

- L'élaboration d'un rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement (étude d'impact pour les projets) par le maître d'ouvrage du projet ;
- La réalisation des consultations prévues, notamment la consultation de l'autorité environnementale, qui rend un avis sur le projet et sur le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, et la consultation du public ;
- L'examen par l'autorité autorisant le projet des informations contenues dans le rapport d'évaluation et reçues dans le cadre des consultations.

L'environnement doit être appréhendé dans sa globalité ; Les interactions entre les différentes composantes doivent également être étudiées. Les effets cumulés avec d'autres projets doivent être pris en compte. L'évaluation doit par ailleurs être proportionnée à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée, à l'importance et à la nature des travaux, ouvrages et interventions et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement et à la santé humaine.

5.2.3 CONTENU DE L'ETUDE D'IMPACT

Conformément à l'article R. 122-5 du Code de l'Environnement, l'étude d'impact est composée, en substance, des parties suivantes :

- Un **résumé non technique** ;
- Une **description du projet** comportant des informations relatives à sa conception et à ses dimensions ainsi que sa vulnérabilité au changement climatique et aux risques d'accidents ou de catastrophes majeurs ;
- Une analyse de **l'état initial** de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés par le projet ;
- Une analyse de **l'évolution probable de l'environnement** en cas de mise en œuvre du projet ou en cas de non mise en œuvre du projet ;
- Une analyse des **effets** négatifs et positifs, directs et indirects, temporaires et permanents, à court, moyen et long terme, du projet sur l'environnement, sur la consommation énergétique, la commodité du voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses), l'hygiène, la santé, la sécurité, la salubrité publique, ainsi que l'addition et l'interaction de ces effets entre eux ;
- Une analyse des **incidences en cas d'accident ou de catastrophes majeurs** ainsi que les mesures et réponses apportées par le maître d'ouvrage ;
- Une évaluation des **incidences sur les sites Natura 2000** ;
- Une analyse des **effets cumulés** du projet avec d'autres projets connus ;
- Une esquisse des **principales solutions de substitution** examinées par le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage et les raisons pour lesquelles, eu égard aux effets sur l'environnement ou la santé humaine, le projet présenté a été retenu ;
- Les éléments permettant d'apprécier la **compatibilité du projet avec l'affectation des sols** définie par le document d'urbanisme opposable, ainsi que, si nécessaire, son articulation avec les plans, schémas et programmes mentionnés à l'article R. 122-17 CE, et la prise en compte du schéma régional de cohérence écologique dans les cas mentionnés à l'article L. 371-3 CE ;
- Les **mesures** prévues par le pétitionnaire ou le maître de l'ouvrage pour éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ou pour compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité. La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet ainsi que d'une présentation des principales modalités de suivi de ces mesures et du suivi de leurs effets ;
- Une présentation des **méthodes** utilisées pour établir l'état initial et évaluer les effets du projet sur l'environnement et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ;
- Les **noms et qualités** précises et complètes du ou des auteurs de l'étude d'impact et des études qui ont contribué à sa réalisation.

5.2.4 EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

Conformément au V. de l'article R. 122-5 du code de l'environnement, l'évaluation des incidences Natura 2000 est intégrée à l'étude d'impact, qui comprend ainsi les éléments exigés par l'article R. 414-23 du même code :

- Dans tous les cas :
  - 1° Une présentation simplifiée du document de planification, ou une description du programme, du projet, de la manifestation ou de l'intervention, accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque des travaux, ouvrages ou aménagements sont à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ;
  - 2° Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification, le programme, le projet, la manifestation ou l'intervention est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ; dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du document de planification, ou du programme, projet, manifestation ou intervention, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation ;
- Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets, manifestations ou interventions dont est responsable le maître d'ouvrage, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites ;
- S'il résulte de l'analyse mentionnée au paragraphe précédent que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables ;
- Lorsque, malgré les mesures prévues au paragraphe précédent, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre :
  - 1° La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 ;
  - 2° La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au paragraphe précédent ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ;
  - 3° L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées, pour les programmes, projets et interventions, par le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire bénéficiaire.

L'article R. 414-23 précise que l'évaluation « est proportionnée à l'importance du document ou de l'opération et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence ».

Aucune zone Natura 2000 n'est localisée dans un périmètre de 12 km autour du site d'implantation du projet. Les incidences du projet sur les zones NATURA 2000 figure au chapitre F, page 447. La notice simplifiée NATURA 2000 est jointe en annexe.

5.3 LOI SUR L'EAU

Les procédures « loi sur l'Eau » permettent de favoriser la prise en compte des enjeux « eaux » par des projets susceptibles d'avoir un impact notable, direct ou indirect, sur l'eau et le milieu aquatique (cours d'eau, lac, eaux souterraines, zones inondables, zones humides…).

Elles concernent des projets d'installations, d'ouvrages, travaux et activités (IOTA) réalisés à des fins non domestiques et entraînant :

- Des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines, restitués ou non ;
- De modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux ;
- La destruction de frayères, de zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole ;
- Ou des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques, même non polluants.

Il peut s'agir de projets portés par des personnes physiques comme par des personnes morales, publiques ou privées. La liste des projets concernés est définie défini par décret dans une nomenclature (nomenclature dite « loi sur l'Eau » ou IOTA).

Suivant cette nomenclature, considérant les dangers que ces projets présentent et la gravité de leurs effets sur la ressource en eau et les écosystèmes aquatiques, les projets IOTA sont soumis à autorisation ou à déclaration :

- Sont soumis à autorisation les IOTA susceptibles de présenter des dangers pour la santé et la sécurité publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de réduire la ressource en eau, d'accroître notablement le risque d'inondation, de porter gravement atteinte à la qualité ou à la diversité du milieu aquatique, notamment aux peuplements piscicoles ;
- Sont soumis à déclaration les IOTA qui, n'étant pas susceptibles de présenter les dangers précités (dangers moindres que les projets soumis à autorisation), doivent néanmoins respecter les prescriptions édictées en application des règles générales de préservation de la qualité et de répartition des eaux (superficielles, souterraines ou de la mer dans la limite des eaux territoriales) et des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau.

Le tableau suivant présente les rubriques concernant le projet de la cité de la Gastronomie :

Tableau 3 : Liste des rubriques de la nomenclature loi sur l'eau potentiellement concernées par le projet de Cité de la gastronomie

Rubrique	Intitulé	Procédure	Justification
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	**DECLARATION**	**Déclaration relative aux piézomètres de caractérisation et suivi du niveau et de la qualité de la nappe.** Au regard de la rubrique 1.1.1.0 (ouvrages piézomètres en phase d'étude) et dans le cadre de la réalisation d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eau souterraine, le projet sera soumis au régime de la Déclaration entrainant ainsi la production d'un Dossier à présenter aux administrations compétentes (Service Police de l'eau DRIEE).
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion des nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : - supérieure ou égale à 200 000 m^3/an : A ; - supérieure 10 000 m^3/an mais inférieur à 200 000 m^3/an : D.	**NON CONCERNE**	Aucun prélèvement ne sera réalisé.
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m^3/h (A) 2° Dans les autres cas (D)	**NON CONCERNE**	Aucun prélèvement de ce type n'est prévu dans le cadre des travaux
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la superficie totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	**DECLARATION**	Le projet couvrant une surface d'environ 5,8 ha (soit > 10 000 m^2), il est assujetti à la rubrique 2.1.5.0. de la Loi sur l'Eau.
2.2.3.0	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets réglementés au titre des autres rubriques de la présente nomenclature ou de la nomenclature des installations classées annexées à l'article R. 511-19, le flux total de pollution, le cas échéant avant traitement étant supérieur ou égal au niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (Déclaration)	**NON CONCERNE**	Les eaux d'exhaure issues du rabattement de nappe temporaire seront rejetées dans le réseau communal existant. Aucune eau associée au projet ne sera rejetée dans les eaux de surface.
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha : (A) : projet soumis à Autorisation 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha : (D) : projet soumis à Déclaration	**NON CONCERNE**	Aucune zone humide n'a été identifiée au sein du périmètre de l'opération global

Le projet d'ensemble est concerné par la réalisation d'un dossier loi sur l'eau en régime de déclaration au titre des rubriques 1.1.1.0 et 2.1.5.0.

5.4 DEMANDE DE DEROGATION VIS-A-VIS DES ESPECES PROTEGEES

Suivant le principe de l'article L. 411-1 du code de l'environnement, modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, la conception du projet doit respecter la protection stricte des espèces de faune et de flore sauvage dont les listes sont fixées par arrêté ministériel. Il convient donc de souligner que seront notamment pris en compte pour l'étude faune-flore les textes suivants :

- L'arrêté du 23 mai 2013 portant modification de l'arrêté du 20 janvier 1982 relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national ;
- L'arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;
- L'arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- L'arrêté du 15 septembre 2012 modifiant l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- L'arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des mollusques protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- L'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

Il est en outre indiqué, dans les chapitres où est évalué l'impact éventuel du projet sur les espèces animales et végétales rencontrées, les statuts de protection dont celles-ci bénéficient respectivement au titre des listes régionales ou internationales. Les « Listes Rouges » Internationales, Nationales ou locales sont aussi mentionnées, bien qu'elles n'aient pas de portée réglementaire.

De fait, la législation qui s'applique à la protection de la faune et de la flore interdit la destruction de spécimens d'espèce protégée lorsqu'elle porte atteinte à la conservation de l'espèce [L.411-1], voire, en fonction des articles, des habitats nécessaires au bon déroulement du cycle biologique des espèces concernées.

La nécessité de l'élaboration d'un tel dossier sera évaluée lors de la réalisation de l'étude d'impact, à la suite de l'évaluation des incidences résiduelles du projet sur le milieu naturel, suite à l'application de la séquence ERC (Eviter-Réduire-Compenser) et en fonction des espèces et habitats recensés au sein du diagnostic écologique.

Le projet n'est pas soumis à procédure de demande de dérogation espèces protégées.

B ANALYSE DES FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX SUSCEPTIBLES D'ETRE IMPACTES DE MANIERE NOTABLE PAR LE PROJET

Les objectifs de cette analyse sont de disposer d'un état de référence du site avant que le projet ne soit implanté. Il s'agit du chapitre de référence pour apprécier les incidences du projet sur l'environnement.

Les éléments à décrire sont fixés par le 4° du II du R.122-5 du Code de l'environnement : « *population, santé humaine, biodiversité, terres, sol, eau, air, climat, biens matériels, patrimoine culturel, aspects architecturaux et archéologiques, paysage* ». Il s'agit d'identifier, d'analyser et de hiérarchiser l'ensemble des enjeux existants à l'état actuel de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet.

Un enjeu est une « *valeur prise par une fonction ou un usage, un territoire ou un milieu au regard de préoccupations écologiques, patrimoniales, paysagères, sociologiques, de qualité de la vie et de santé.* »1. La notion d'enjeu est indépendante de celle d'une incidence ou d'un impact. Ainsi, une espèce animale à enjeu fort peut ne pas être impactée par le projet.

Les thèmes abordés dans ce chapitre sont les suivants :

- Milieu physique ;
- Milieu naturel ;
- Milieu humain ;
- Paysage et patrimoine.

Les enjeux environnementaux seront hiérarchisés de la façon suivante :

Tableau 4 : Hiérarchisation des enjeux

Valeur de l'enjeu	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort	Très fort

L'état actuel s'appuie sur un travail d'analyse approfondie de la bibliographie, d'inventaires scientifiques de terrain et de consultations de différents acteurs du territoire :

- Les auteurs de l'étude et les méthodes utilisées pour réaliser l'état initial sont détaillés au chapitre Méthodologie et auteurs de l'étude d'impact ;
- La bibliographie et les organismes consultés sont listés en annexe.

1 Source : Guide relatif à l'élaboration des études d'impacts des projets de parcs éoliens terrestres, décembre 2016.

1 MILIEU PHYSIQUE

1.1 CLIMATOLOGIE

Le climat au droit de l'aire d'étude éloignée est de type océanique dégradé. Il subit l'activité des dépressions cycloniques de la partie centrale du Bassin parisien. Les étés sont assez chauds, les hivers doux avec des pluies fréquentes en toute saison et un temps changeant mais avec des pluies plus faibles que sur les côtes et quelques pointes de températures (influence continentale) au cœur de l'hiver ou de l'été. Le développement de l'urbanisation provoque une croissance de la température ainsi qu'une baisse du nombre de jours de brouillard.

La station climatologique la plus proche est celle d'Orly (91), située à une altitude de 86 m et à environ 4,6 km au Sud-Est du périmètre de projet.

1.1.1 TEMPERATURES

Les températures moyennes communiquées à la station d'Orly par Météo France, pour la période 1991-2020 sont présentées ci-dessous :

Tableau 5 : Températures moyennes à Orly (1991 - 2020) (Source : Météo France)

Températures (en °C)	J	F	M	A	M	J	J
	4,7	5,2	8,3	11,3	14,8	18,2	20,4

Températures (en °C)	A	S	O	N	D	Année
	20,2	16,5	12,6	7,9	5,2	**12,1**

La moyenne annuelle est de 12,1°C. Les températures maximales sont obtenues en juillet et août (20,4 et 20,2°C) et les températures sont minimales en décembre, janvier et février (5,2 et 4,7 °C). L'amplitude thermique annuelle est donc de 15,7°C.

Le nombre de jours avec des températures (minimales ou maximales) négatives est de 36,2 par an.

1.1.2 PRECIPITATIONS

Les précipitations communiquées par Météo France pour la station d'Orly, pour la période 1991-2020 sont présentés ci-dessous :

Tableau 6 : Précipitations moyennes à Orly (1991 - 2020) (Source : Météo France)

Hauteur de précipitations (moyenne en mm)	J	F	M	A	M	J	J
	46,8	42,6	44,4	44,5	63	56,1	52,9

Hauteur de précipitations (moyenne en mm)	A	S	O	N	D	Année
	57,9	47,4	52,8	53,4	60,4	**622,2**

Avec 622,2mm de précipitation par an, la station d'Orly se situe en dessous de la moyenne nationale de 770 mm/an. La pluviométrie mensuelle varie de 42,6 mm en février à 63 mm en mai. Les précipitations so sont fréquentes mais généralement faibles et régulièrement réparties tout au long de l'année.

Le nombre de jours moyen par an avec une hauteur de précipitation supérieure à 1 et 10 mm est respectivement de 108,6 et 15,2.

1.1.3 VENTS

Les vitesses de vents communiquées par Météo France pour la station d'Orly sont présentées ci-dessous :

Tableau 7 : Vitesse moyenne du vent moyenné sur 10 mn à Orly (1991 - 2020) (Source : Météo France)

Vitesse du vent (en km/h)	J	F	M	A	M	J	J
	15,48	15,12	15,12	14,4	14,04	13,68	12,96

Vitesse du vent (en km/h)	A	S	O	N	D	Année
	11,88	12,24	12,96	13,32	15,12	**14,04**

La vitesse moyenne du vent sur l'année est de 14,04 km/h.

Le nombre moyen de jours avec des rafales supérieures à 16 m/s (58 km/h) et 28 m/s (100 km/h) est environ respectivement de 46,3 et 1.

Les vents dominants sont de Sud-Ouest, avec un renforcement en provenance du Nord et du Nord-Est à la fin de l'hiver et au printemps.

La rose des vents issue de Windfinder et présentée en figure suivante, indique les statistiques de vent (direction et répartition de la vitesse).

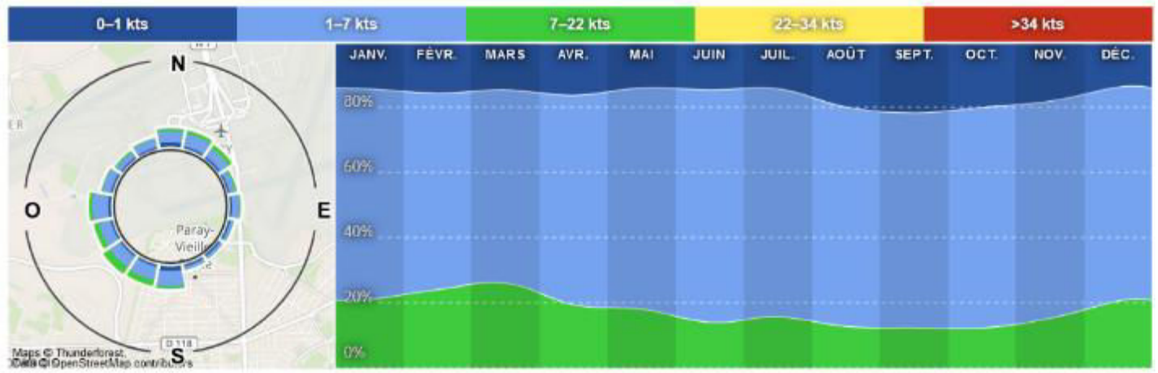


Figure 14 : Répartition mensuelle de la direction et de la force du vent (Source : Windfinder)

1.1.4 LES PHENOMENES CLIMATIQUES TYPES BROUILLARD, ORAGE, GRELE ET NEIGE

Les orages, accompagnés généralement de vents violents, de fortes précipitations ou encore de foudre, peuvent affecter directement ou indirectement le chantier.

A Orly, on note environ par an :

- 13,2 jours de neige, d'octobre à avril,
- 20,6 jours d'orage, principalement en été,
- 26,4 jours de brouillard, principalement en hiver.

Tableau 8 : Nombre moyen de jours avec orages, neige, grêle et brouillard à Orly (Source : Météo France)

Nombre de jours avec :	J	F	M	A	M	J	J
Brouillard	4,6	2,4	1,3	0,7	0,7	0,5	0,1
Orage	0,2	0,4	0,9	1,5	3,0	4,2	4,4
Neige	3,6	4,3	2,0	0,4	0	0	0
Grêle	-	0,2	0,2	-	0,1	0,1	-

Nombre de jours avec :	A	S	O	N	D	Année
Brouillard	0,3	1,4	3,7	5,3	5,6	**26,4**
Orage	3,5	1,3	1,0	0,2	0,2	**20,6**
Neige	0	0	0,1	0,6	2,3	**13,2**
Grêle	0,1	-	-	-	-	**-**

- : donnée manquante

1.1.5 ENSOLEILLEMENT

L'insolation est maximale durant les mois de juin, juillet et août, et minimale durant les mois de novembre et janvier. Sur une année, la durée moyenne d'insolation représente 1 831,3 heures.

Tableau 9 : Durée d'insolation à Orly (1991 - 2020) (Source : Météo France)

Durée d'insolation (moyenne en heures)	J	F	M	A	M	J	J
	53,3	85,2	152,9	202,5	217	224,3	246,9

Durée d'insolation (moyenne en heures)	A	S	O	N	D	Année
	220,9	185,7	116,6	62,4	63,9	**1 831,3**

1.1.6 LE PHENOMENE D'ILOT DE CHALEUR URBAIN

L'îlot de chaleur urbain est un phénomène thermique créant une sorte de microclimat urbain où les températures sont significativement plus élevées dans le centre-ville qu'en périphérie. Il résulte d'une combinaison de causes et effets liée également à la situation géographique, climatique et topographique de la ville. Les écarts de température sont davantage marqués durant la nuit et pendant la période hivernale.

Cette augmentation de températures en centre-ville s'explique par plusieurs facteurs : l'occupation du sol et son albédo (indice de réfléchissement d'une surface), la circulation de l'air et l'activité humaine.

Le bâti, selon ses matériaux, absorbe ou réfléchi l'énergie solaire. En journée, la ville absorbe entre 15 et 30% d'énergie en plus qu'une aire urbaine, et cette énergie est ensuite restituée lentement durant la nuit sous forme d'infrarouge, donc de chaleur. À l'opposé, l'eau et la végétation constituent des moyens de rafraîchissement : par évaporation et évapotranspiration, elles rafraîchissent l'air dans la journée. Cependant, l'eau ruisselle tellement rapidement vers les émissaires artificiels (égouts...) à cause de l'imperméabilité du sol urbain qu'elle n'a pratiquement pas le temps de s'évaporer. Ainsi, la minéralité des villes et la densité du bâti sont donc des éléments fondamentaux dans la formation des îlots de chaleur.

L'îlot de chaleur urbain dépend également des vents. Un vent fort va favoriser la circulation de l'air et donc diminuer le réchauffement du substratum urbain par un air chaud. À l'inverse, un vent faible entraîne une stagnation des masses d'air qui ont alors le temps de réchauffer le bâti. De plus, la forme urbaine joue sur le régime des vents : une rue étroite et encaissée, formant un canyon, empêche les vents de circuler et fait alors stagner les masses d'air. À cela se rajoute également, la chaleur anthropique, notamment en hiver : chauffage, climatisation, industries, circulation automobile, éclairage, etc.

La forte imperméabilisation et la forte densité du secteur constitué par les M.I.N., le centre commercial Belle Epine et les infrastructures routières, tous très minéraux confèrent à l'aire d'étude immédiate de nombreuses sources d'effets de chaleur. Le cimetière parisien de Thiais situé à l'Est de l'aire d'étude immédiate apparait à l'inverse comme jouant un rôle de régulateur thermique important, en raison de sa forte végétalisation.

Conséquences de l'îlot de chaleur urbain

Ce phénomène fait diminuer l'humidité relative, le nombre de jour de gel et les brouillards. Il modifie le régime des pluies en faisant diminuer les perturbations en hiver lorsque le temps est stable. Mais, lorsque le temps est instable, l'îlot de chaleur urbain provoque une augmentation de l'intensité des précipitations provoquant parfois de violents orages.

Autre conséquence notable : les différences de chaleur entre centre et périphéries (tout comme entre des lieux chauds comme les rues et des lieux frais comme les parcs à plus petite échelle) sont à l'origine de "brises de campagne", c'est-à-dire des vents thermiques faibles qui vont des zones froides aux zones plus chaudes, favorisant ainsi la concentration de polluants dans les secteurs les plus urbanisés et les plus denses.

Moyens de lutte contre les îlots de chaleur urbains

La réduction de l'îlot de chaleur urbain implique d'agir sur plusieurs facteurs que ce soit d'un point de vue architectural ou d'organisation des zones urbaines. La question du revêtement joue un rôle important, en particulier celui des espaces publics qui représentent en moyenne 50% de l'espace occupé et qui ont toujours un albédo faible.

Les moyens d'action sont :

- Le choix des matériaux

Opter pour des matériaux clairs et/ou réfléchissants, caractérisés par des albédos élevés permettent de réduire efficacement le phénomène d'îlot de chaleur urbain. Cependant, cela peut avoir des répercussions négatives sur les usagers comme l'éblouissement des piétons ou des automobilistes.

- L'utilisation du végétal

Il s'agit de la solution d'aménagement la plus intéressante pour lutter contre les îlots de chaleur urbains. En réintroduisant des espaces naturels et de la végétation en ville, cela permet d'augmenter le taux d'humidité de l'air grâce à la transpiration des plantes et également d'utiliser les eaux de ruissellement. Ainsi, les zones boisées urbaines sont 2 à 8°C plus fraîche que le reste de la ville.

Par exemple, les arbres d'alignement permettent de créer des zones d'ombre sur l'espace public et sur les façades des bâtiments, empêchant ainsi les logements de surchauffer.

L'installation de toitures et de murs végétalisés favorisent également la réduction des îlots de chaleur urbains mais ne peuvent se substituer aux espaces verts « traditionnels ».

L'exploitation de la ressource en eau

L'eau est un élément essentiel dans les mécanismes de rafraîchissement de la ville. Les plans d'eau ou les fontaines sont d'importantes sources de rafraichissement grâce aux possibilités d'évaporation qu'ils génèrent. Par exemple, les gouttelettes d'eau provenant des fontaines sont transportées par le vent et créées un effet « brumisateur » naturel.

La forme urbaine à éviter

Les rues canyons (rues étroites bordées par des bâtiments de plusieurs étages) participent fortement au phénomène d'îlot de chaleur urbain car la ventilation naturelle y est difficile. Et sans vent, la chaleur reste « prisonnière » de la rue. La densification de la ville ne doit donc pas se faire au détriment de la ventilation naturelle.

Synthèse :

Le climat de l'aire d'étude éloignée est de type océanique dégradé. Les étés sont assez chauds, les hivers doux avec des pluies fréquentes en toute saison et un temps changeant. Les précipitations sont relativement bien réparties sur l'ensemble de l'année. Dans un contexte de changement climatique, les phénomènes de sècheresse pourront s'accentuer dans un futur proche. Les vents dominants sont de Sud-Ouest, avec un renforcement en provenance du Nord et du Nord-Est à la fin de l'hiver et au printemps.

Ces caractéristiques sont à prendre en compte dans le cadre du projet, notamment concernant l'implantation bioclimatique des bâtiments afin de favoriser les économies d'énergie, la ventilation et la lumière naturelle.

Les communes de l'aire d'étude éloignée sont concernées par le phénomène global de changement climatique et par le phénomène local d'îlot de chaleur urbain (ICU), notamment au droit de l'aire d'étude immédiate. Le projet de quartier de la gastronomie est donc l'occasion d'intégrer ces phénomènes à la conception de ce « nouveau quartier ».

1.2 SOLS ET SOUS-SOLS

1.2.1 TOPOGRAPHIE

Selon l'état initial de l'environnement du PLU de Rungis, la commune se situe sur le rebord occidental du plateau de Longboyau. Le relief est très peu marqué. Seul le ru de Rungis crée une dépression au centre et au sud du territoire

L'aire d'étude immédiate est implantée au centre du plateau de Longboyau, délimité à l'Est par la vallée de la Seine, à l'ouest par la vallée de la Bièvre et au Sud par les vallées de l'Yvette et de l'Orge. Ce plateau s'élève à environ 80-90 m.



Figure 15 : Topographie au droit de la commune de Rungis

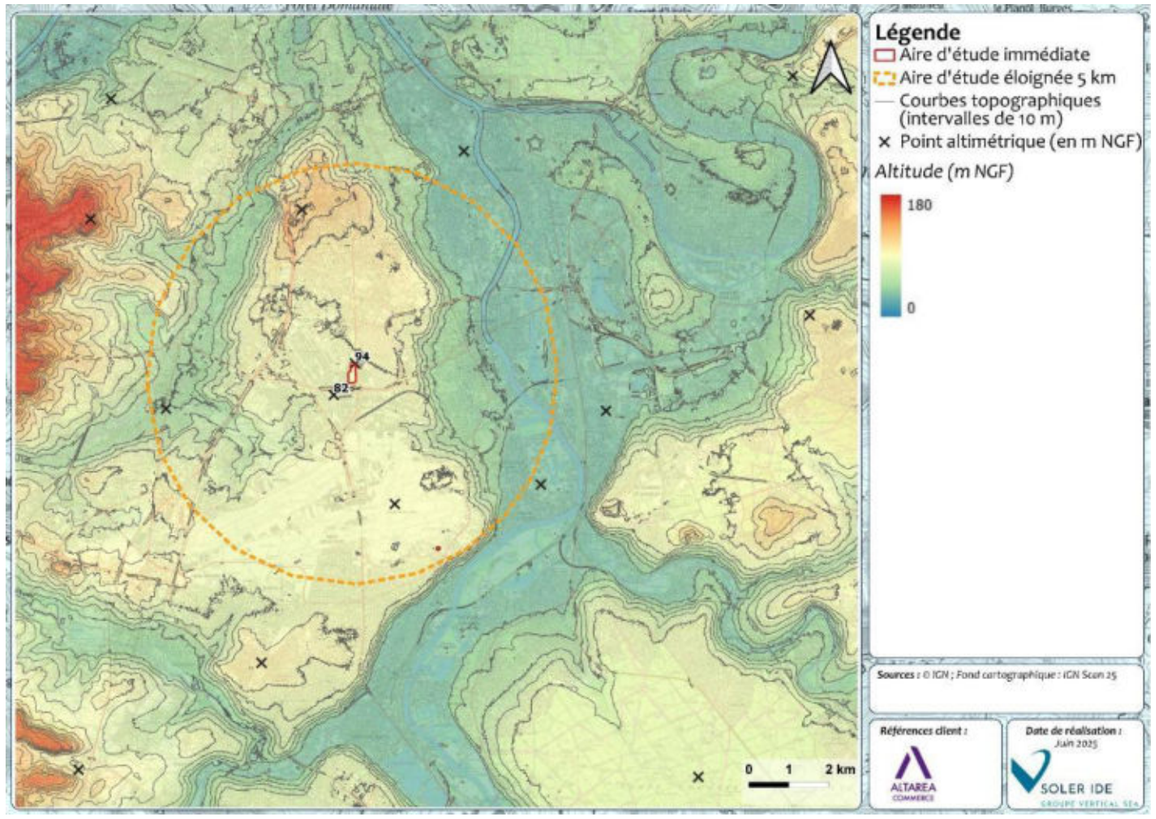


Figure 16 : Topographie au droit de l'aire d'étude éloignée

L'aire d'étude immédiate est située à une altitude moyenne de 87 m NGF et sa topographie est quasiment plane. Son altitude varie de 90 à 87 m NGF environ avec une pente orientée vers le Sud.

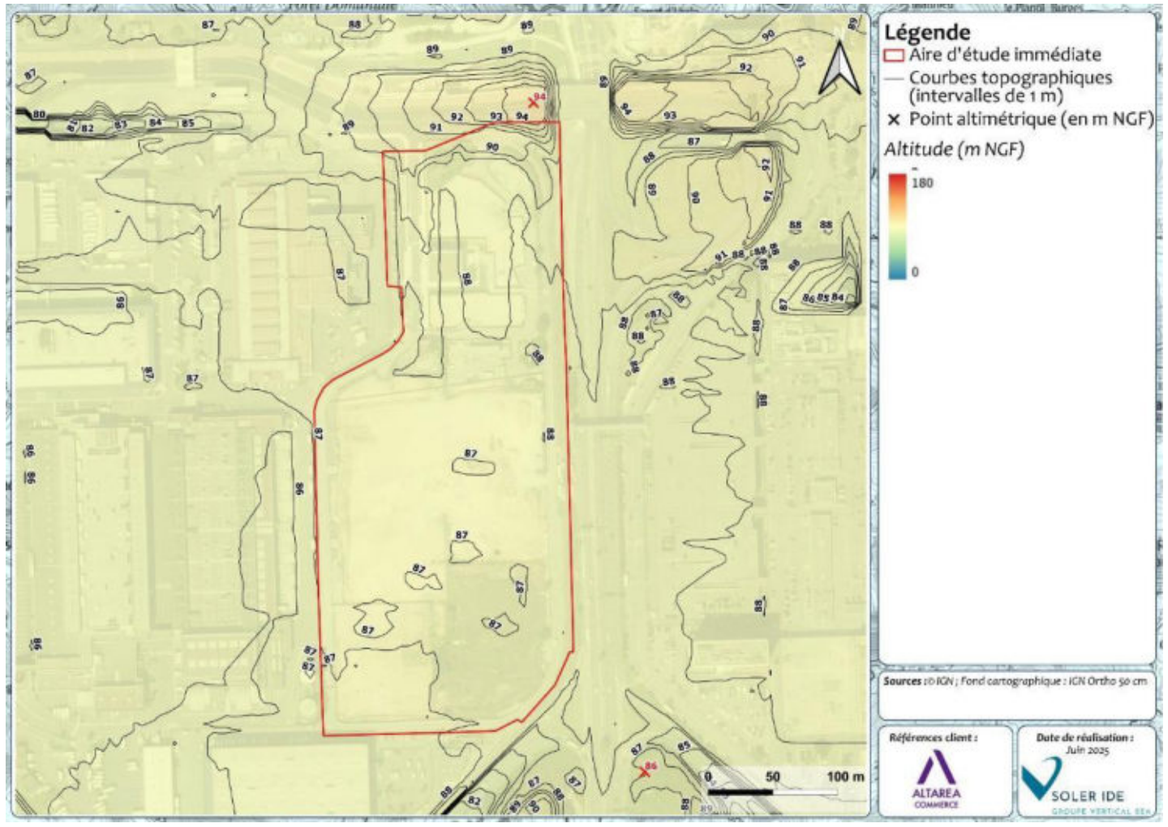


Figure 17 : Topographie au droit de l'aire d'étude immédiate

1.2.2 GEOLOGIE ET PEDOLOGIE

L'aire d'étude éloignée est située au droit de la feuille géologique n°219 CORBEIL-ESSONNES du BRGM.

L'aire d'étude immédiate se situe dans le bassin sédimentaire parisien. Cette « cuvette », au cœur de laquelle se trouve Paris, a été au cours des temps géologiques, envahie par la mer (transgression au cours de laquelle s'opère une phase de sédimentation), ou laissée à l'air libre (régression pendant laquelle l'érosion agit). Les avancées successives de la mer forment les différentes couches sédimentaires qui constituent le sous-sol du bassin parisien.

La géologie de l'aire d'étude élargie est relativement simple :

Une couche de calcaires (G1b), datant du Stampien inférieur (« Sannoisien3/ CALCAIRE DE Brie et argile à meulière de Brie), affleure sur la plus grande partie du territoire.

Au-dessus de ces calcaires s'est déposée une couche de limons des plateaux (LP formations lœssiques quaternaires remaniées).

Elle repose ensuite sur un socle d'argiles vertes (G1a) du stampien inférieur.

D'après la carte géologique de Corbeil-Essonnes à l'échelle 1/50 000ème, le contexte géologique l'aire d'étude éloignée est le suivant :

Tableau 10 : Contexte géologique général du secteur de projet - Source : Etude historique et documentaire, RATP, Prolongement de la Ligne 14 Sud, HPC, 04/03/2016

	Formation	Dénom.	Nature	Ep. Moy.
Contexte géologique	Remblais	x	Sables limono-graveleux	~ 1 m
	Limons des plateaux	LP	Dépôts meubles sableux et argileux	~ 3 m
	Calcaire de Bric (Stampien inférieur)	g1b	Alternance de marnes calcareuses blanches et de calcaires marneux blancs	~ 6 m
	Marnes vertes (Stampien inférieur)	g1a	Marnes vertes parfois fossilifères	~ 8 m
	Marnes supragypseuses (Ludien supérieur)	e7c	Marnes blanches (Marnes de Pantin) surmontant des marnes compactes gris bleutées (Marnes d'Argenteuil)	~ 20 m
	Marnes et masses du gypse (Ludien moyen)	e7b	Alternance de gypse saccharoide et de marnes	~ 30 m
	Calcaires de Saint-Ouen (Marinésien)	e6b	Alternance de bancs calcaires parfois siliceux et de marnes	~ 15 m
	Sables de Beauchamp (Auversien)	e6a	Sables fins, blancs à gris	~ 4 m

L'aire d'étude immédiate est située au droit de la formation suivante :

- **Limon des plateaux (LP) :** Ce sont des dépôts fins, meubles, argileux et sableux. A la base ils sont calcaires lorsqu'ils reposent sur un substratum calcaire. Ils ont une teinte ocre à brun rougeâtre et renferment de nombreux débris de meulières.

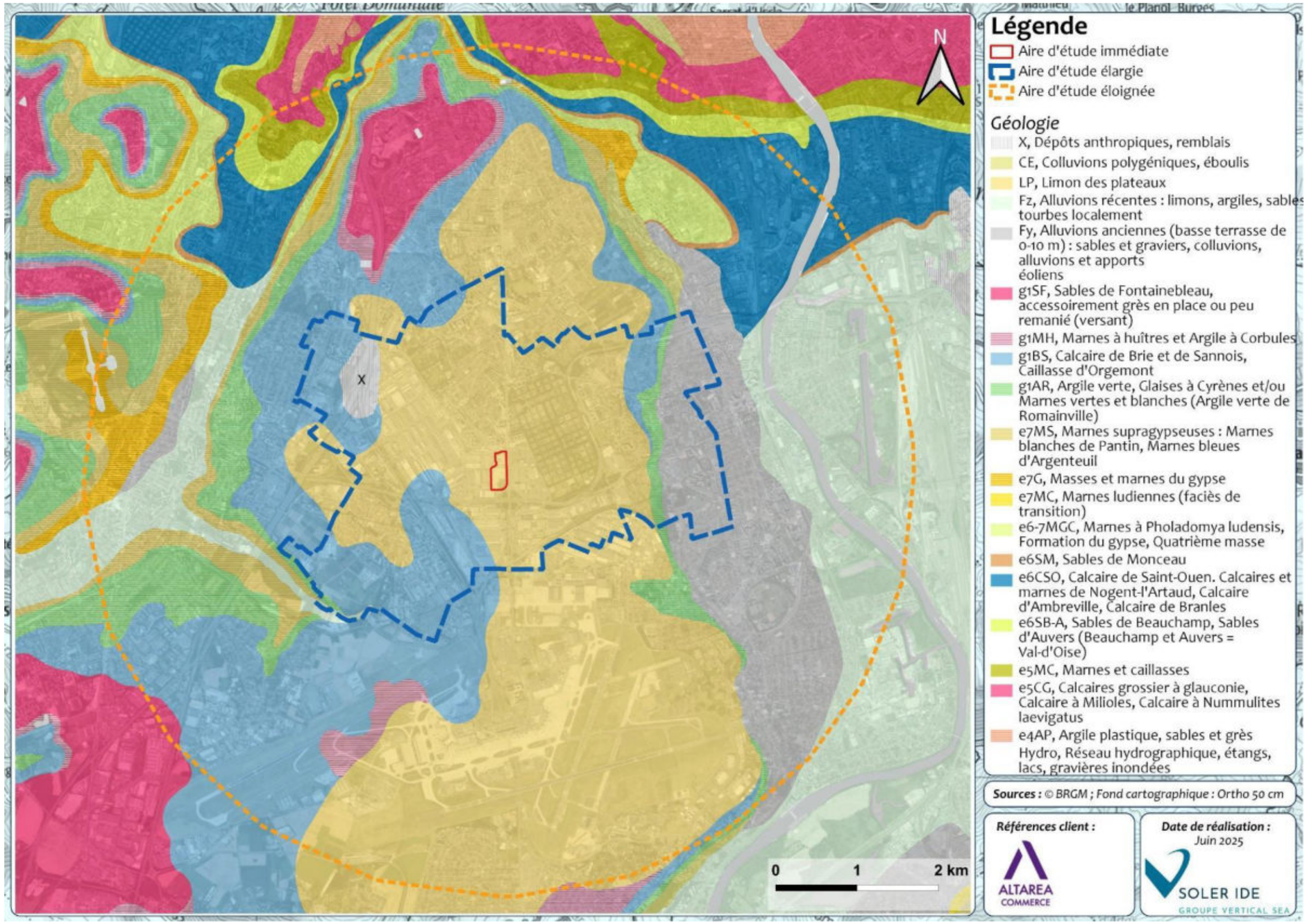


Figure 18 : Formations géologique au droit de l'aire d'étude éloignée (Source : carte géologique vectorisée du BRGM au 1/50 000)

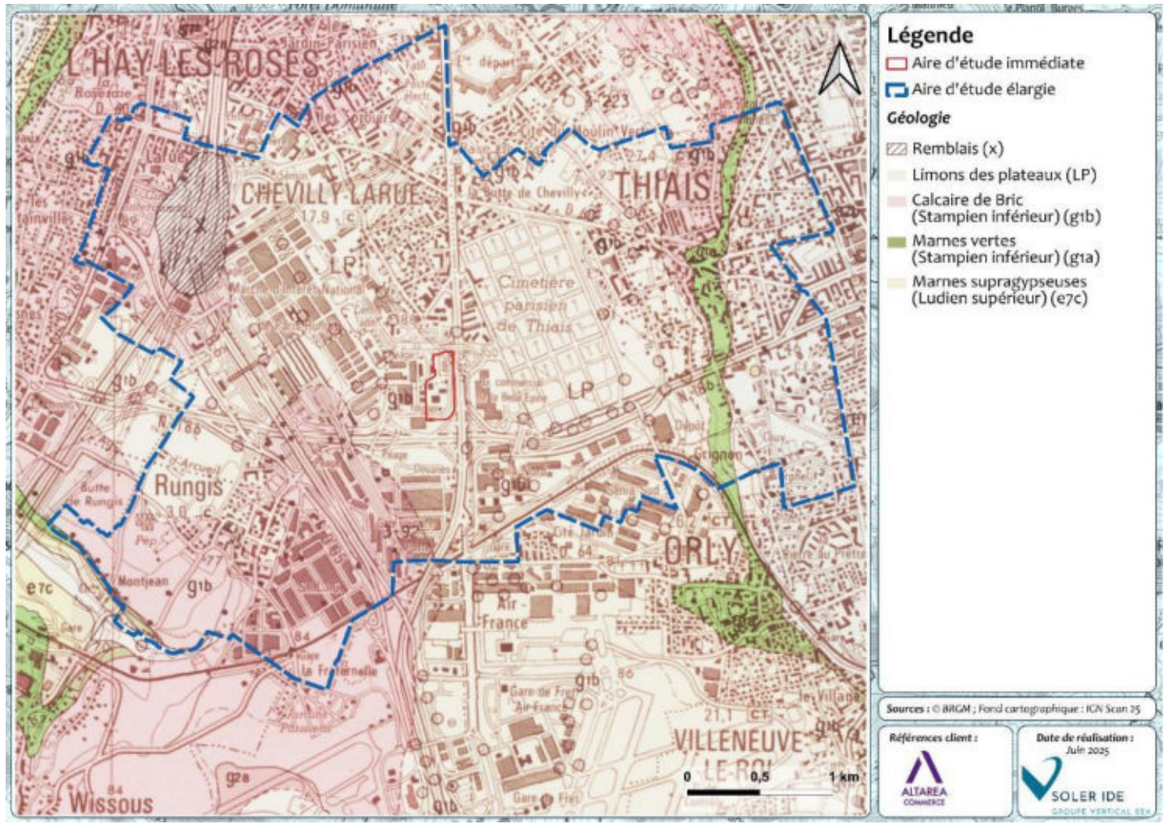


Figure 19 : Carte géologique au droit de l'aire d'étude élargie (Source : carte géologique du BRGM au 1/50 000)

La carte lithologique simplifiée au 1/ 1 000 000ème présentée ci-après indique que les sols de l'aire d'étude sont constitués de calcaires, marnes et gypse.

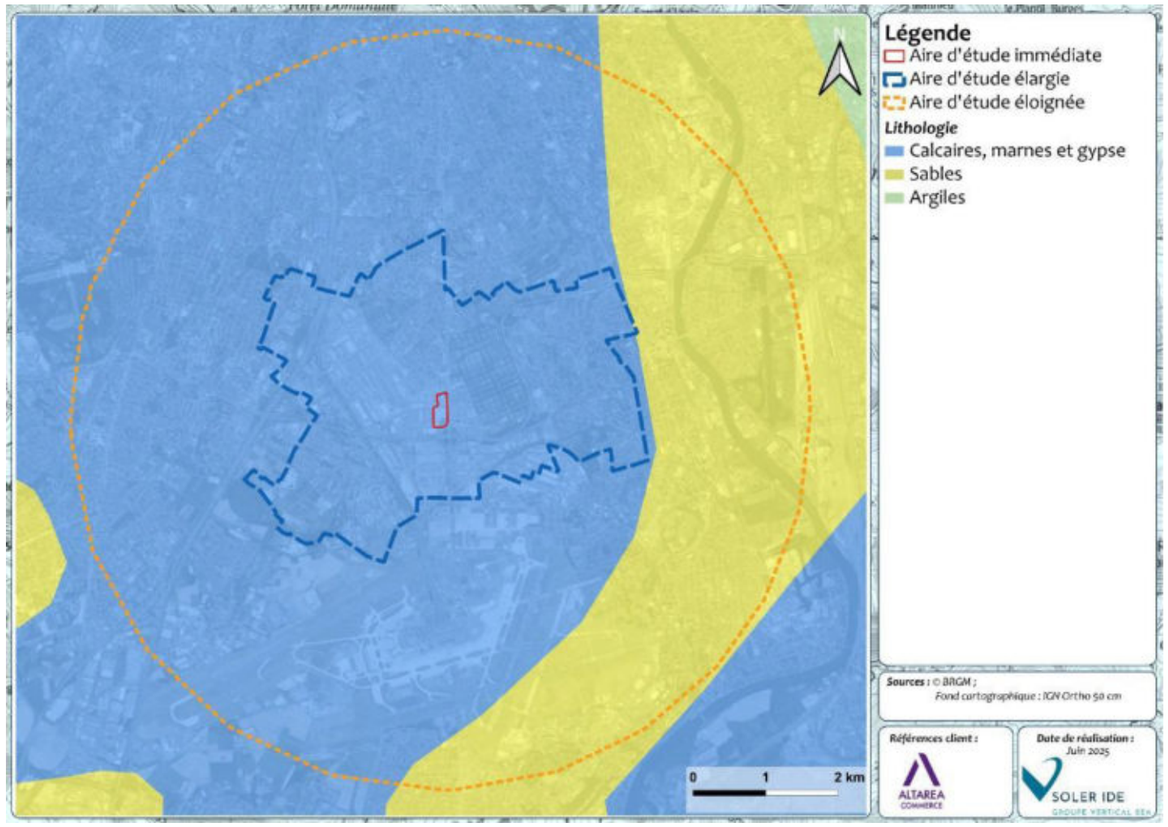


Figure 20 : Lithologie simplifiée au droit de l'aire d'étude éloignée

Par ailleurs, la Banque de Données du Sous-Sol (B.S.S.) du BRGM a été consultée afin de collecter des coupes géologiques de sondages réalisés dans ou à proximité de l'aire d'étude immédiate.

Le sondage situé au droit de l'aire d'étude immédiate indique la succession géologique suivante.

Tableau 11 : Coupe géologique de chantier du sondage n°BSS000RLRK

Profondeurs	Nature des terrains
de 0 à 3,8 m	Argile jaunâtre graveleuse
de 3,8 à 7,7 m	Argile blanchâtre – rognons de calcaire
de 7,7 m à 10,8 m	Meulière
De 10,8 à 12,0 m	Marne vert clair

Le sondage situé à près de 128 m au sud de l'aire d'étude immédiate montre la succession géologique suivante (coupe géologique numérisée) :

Tableau 12 : Log géologique numérisé du sondage BSS000RLYR (02193X0402/C22)

Profondeurs	Lithologie	Stratigraphie
de 0 à 3 m	Calcaire de Brie	Stampien-inf-ns
de 3 à 11,4 m	Argile verte	Stampien-inf-ns
de 11,4 à 14,6 m	Marne de Pantin	Ludien
de 14,6 à 25,2 m	Marne bleue d'Argenteuil	Ludien
de 25,2 m à 56,5 m	Marne et masses du gypse	Ludien
de 56,5 à 67,2 m	Calcaire de St Ouen	Marinesien
de 67,2 à 72,5 m	Sable de Beauchamp	Auversien
de 72,5 à 79,5 m	Marnes et caillasses	Lutetien-sup

Dans le cadre des reconnaissances de sol effectuées en 2018 et 2019, EGIS a mis en évidence, sous une épaisseur d'environ 1 m de remblais sableux, des limons plus ou moins argileux jusqu'à environ 4 m de profondeur puis des marnes entre 4 et 8 m.

OGI, dans le cadre de ses investigations de 2022 (Plan de Gestion), a mis en évidence des limons jusqu'à 8 m, ces limons pouvant comporter des lentilles sableuses, notamment en profondeur.

STRATAGIS ENVIRONNEMENT a confirmé en 2022 la présence de terrains fin et peu perméables, en identifiant des limons des plateaux entre 0 et 3/4,5 m puis des marnes (calcaires de Brie) au-delà et jusqu'à 10,5 environ, puis enfin des argiles vertes entre 10,5 et 12 m de profondeur. Des blocs calcaires ayant localement conduit à des refus sont à signaler dans les marnes.

Précisons que les analyses granulométriques effectuées par OGI et STRATAGIS ENVIRONNEMENT dans les terrains superficiels ont permis de définir les sols comme étant des limons ou des limons sableux, selon les échantillons.

En synthèse, la lithologie du site apparait relativement homogène à l'échelle du site. Il existe toutefois une relative divergence de vue entre les bureaux d'études sur les matériaux prélevés en profondeur (marnes vs limons). Dans tous les cas et à la lumière notamment des dernières investigations effectuées, il apparait pertinent de considérer que des marnes sont présentes en profondeur, c'est-à-dire à des matériaux peu perméables.

1.2.2.1 Perméabilité et niveaux de nappe

Le site du BRGM, Infoterre, a développé une carte d'« Indice de Développement et de Persistance des Réseaux (IDPR) ». Celle-ci renseigne sur la capacité d'infiltration ou de ruissellement des sols.

D'après la carte de l'IDPR, au droit de l'aire d'étude immédiate, l'infiltration est majoritaire.

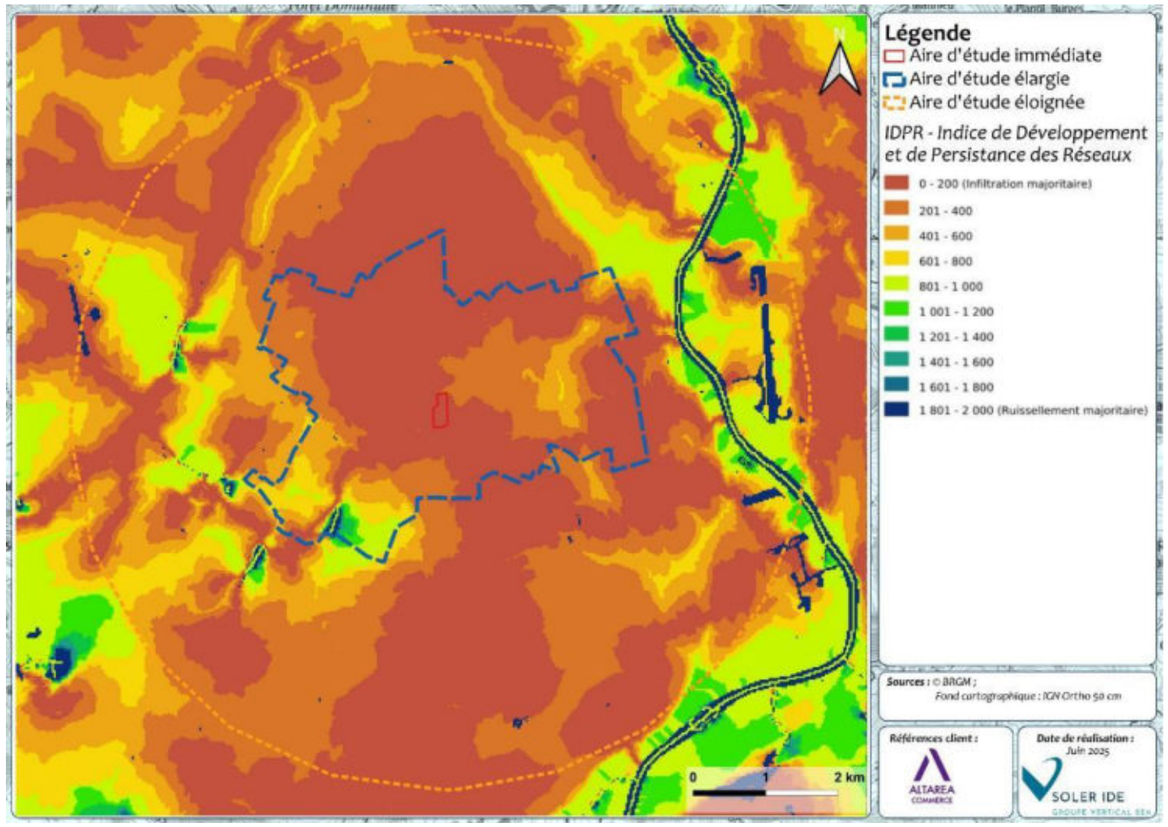


Figure 21 : Indice de développement et de persistance des réseaux au droit de l'aire d'étude éloignée (Source : BRGM)

5 essais d'infiltration à 2 m de profondeur (essai Porchet) ont été réalisés par SOL CONSEIL lors de la campagne du 9 septembre au 10 Octobre 2024 (cf. étude géotechnique G2 AVP). Le tableau ci-dessous résume les perméabilités mesurées.

Essai	Profondeur	Terrains	Perméabilité moyenne (m/s)
EP1	2 m	Limon sableux peu argileux	$4{,}58.10^{-6}$
EP2	2 m	Limon sableux peu argileux	$5{,}38.10^{-6}$
EP3	2 m	Limon sableux peu argileux	$4{,}89.10^{-6}$
EP4	2 m	Limon sableux peu argileux	$1{,}53.10^{-6}$
EP5	2 m	Limon sableux peu argileux	$3{,}97.10^{-6}$

Ces essais d'infiltration mettent en évidence un sous-sol moyennement perméable.

1.2.2.2 Passage de la ligne 14 du Métro

Le tunnel de la ligne 14 du métro parisien passe sous le site, environ au centre de la parcelle selon un axe nord-sud.

Nous présentons ci-après les plans communiqués par la RATP (retour DICT). D'après ce document, la cote du radier du tunnel varie d'environ 67,80 NGF au Nord à 65,00 NGF au Sud.

D'après les coupes qui nous ont été communiquées, le toit de la voute du tunnel est profond d'environ 14,5 à 15,5 m de profondeur par rapport au TN actuel (soit environ 72,5 à 71,5 NGF). Les coupes ne font pas apparaitre les cotes NGF précise du toit du tunnel.



Figure 22 : Localisation de la ligne 14 du métro qui passe sous l'aire d'étude immédiate – Source : Etude géotechnique G2 AVP, SOL CONSEIL

Synthèse :

Le projet d'aménagement se situe sur les communes de Rungis et de Chevilly-Larue dans le département du Val-de-Marne. L'aire d'étude immédiate se situe à environ 87 m NGF sur une surface plane et quasiment non pentée, au sein du plateau de Longboyau délimité à l'ouest par la plaine alluviale de la Bièvre et à l'est par celle de la Seine. Cette topographie de présente pas de difficulté particulière.

Les sols dans le secteur sont marqués par les remblais, les calcaires de Brie, recouvrant les argiles vertes et les marnes de Pantin. Les caractéristiques géologiques et pédologiques du secteur étudié ne présentent pas de contraintes particulières pour le projet. Néanmoins, des études géotechniques préalables à la réalisation du projet devront être réalisées afin de déterminer les contraintes et exigences constructives à prendre en compte pour assurer la stabilité et la pérennité des aménagements.

A noter que le tunnel de la ligne 14 du métro parisien passe sous le site, environ au centre de la parcelle selon un axe nord-sud.

D'après la carte de l'IDPR, au droit de l'aire d'étude immédiate, l'infiltration est majoritaire. Néanmoins, la forte imperméabilisation du quartier rend le ruissèlement de surface majoritaire.

L'enjeu lié aux sols et sous-sols est considéré comme faible.

1.3 EAUX SOUTERRAINES ET SUPERFICIELLES

1.3.1 CONTEXTE GLOBAL

D'après l'Agence Française de Biodiversité et les agences de l'eau, le bassin versant se définit comme l'aire de collecte des eaux, considérée à partir d'un exutoire : elle est limitée par le contour à l'intérieur duquel toutes les eaux s'écoulent en surface et en souterrain vers cet exutoire. Ses limites sont les lignes de partage des eaux.

En France, on distingue 6 bassins hydrographiques principaux. Les communes du projet sont situées sur le bassin Seine-Normandie. Le bassin Seine-Normandie est l'un des principaux bassins hydrographiques en France, couvrant environ 95 000 km², 8 régions, 28 départements et englobant la Seine et ses affluents. La gestion de ce bassin présente plusieurs enjeux majeurs, liés à la qualité de l'eau, à la quantité d'eau disponible, à la biodiversité et aux usages humains. Voici les principaux enjeux du bassin Seine-Normandie :

Les enjeux au sein du bassin Seine-Normandie sont les suivants :

- **Pour un territoire sain :** réduire les pollutions et préserver la santé
- **Pour un territoire vivant** : faire vivre les rivières, les milieux humides et la biodiversité en lien avec l'eau
- **Pour un territoire préparé** : anticiper le changement climatique et gérer les inondations et les sécheresses
- **Pour un littoral protégé** : concilier les activités économiques et la préservation des milieux littoraux et côtiers ;
- **Pour un territoire solidaire** : renforcer la gouvernance et les solidarités du bassin



Figure 23 : Bassins hydrographiques principaux en France et au droit du site du projet – Source : EauFrance

1.3.2 DOCUMENTS DE PLANIFICATION

1.3.2.1 La Directive Cadre sur l'Eau (DCE)

La Directive Cadre sur l'Eau, (directive 2000/60/CE, dite « DCE ») a été adoptée le 23 octobre 2000. Cette directive a été transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004. Elle vise à donner une cohérence à l'ensemble de la législation des états membres de l'Union Européenne avec une politique communautaire globale dans le domaine de l'eau.

Elle définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grand bassin hydrographique au plan européen avec une perspective de développement durable. La DCE fixe des objectifs pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles (eaux douces et eaux côtières) et pour les eaux souterraines.

L'objectif général initial était d'atteindre en 2015 le bon état des différents milieux sur tout le territoire européen. Des dérogations, comme des reports d'échéance au-delà de 2015, ou des objectifs moins stricts restaient possibles. Elle fixe également l'état des masses d'eau qui fait référence au dispositif d'évaluation de la qualité des milieux aquatiques. Les méthodes et critères d'évaluation de la qualité des eaux, en droit national, sont définis dans l'arrêté du 25 janvier 2010. Ce dispositif distingue l'état écologique et l'état chimique, pour les eaux de surface, l'état quantitatif et l'état chimique, pour les eaux souterraines. Les grands principes de la DCE sont :

- Une gestion par bassin versant ;
- La fixation d'objectifs par « masse d'eau » ;
- Une planification et une programmation avec une méthode de travail spécifique et des échéances ;
- Une analyse économique des modalités de tarification de l'eau et une intégration des coûts environnementaux ;
- Une consultation du public dans le but de renforcer la transparence de la politique de l'eau.

1.3.2.2 Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie 2022-2027

L'aire d'étude se situe dans le bassin hydrographique Seine-Normandie et est donc concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin (SDAGE) Seine-Normandie.

Le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands compte 1 724 masses d'eau de surface réparties en 1 651 masses d'eau de rivières dont 83 masses d'eau fortement modifiées et 23 masses d'eau canaux, toutes artificielles, 46 masses d'eau de plans d'eau, dont 15 masses d'eau fortement modifiées et 30 masses d'eau artificielles, 19 masses d'eau côtières, dont 2 masses d'eau fortement modifiées et 8 masses d'eau de transition, dont 7 masses d'eau fortement modifiées et 57 masses d'eau souterraines, auxquelles s'ajoutent 6 masses d'eau trans-bassins.

Le SDAGE et le Plan De Mesures (PDM) sont des plans d'actions qui répondent à l'obligation de résultat de la Directive cadre européenne sur l'eau pour atteindre le bon état des cours d'eau, lacs, nappes souterraines, estuaires et du littoral en 3 cycles de gestion de 6 ans : 2010-2015, 2016-2021, 2022-2027.

Le SDAGE définit pour 6 ans les priorités de la politique de l'eau dans le bassin Seine-Normandie :

- il précise les orientations de la politique de l'eau dans le bassin pour une gestion équilibrée et durable de la ressource ;
- il donne des échéances pour atteindre le bon état des masses d'eau ;
- il préconise ce qu'il convient de faire pour préserver ou améliorer l'état des eaux et des milieux aquatiques.

Le PDM regroupe des actions à la fois techniques, financières, réglementaires ou organisationnelles à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du SDAGE.

Le 23 mars 2022, le comité de bassin Seine-Normandie a adopté le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2022-2027. L'arrêté portant approbation du SDAGE 2022-2027 a été publié le 6 avril 2022 au journal officiel.

Le SDAGE Seine-Normandie 2022-2027 comprend cinq orientations fondamentales scindées en sous-objectifs :

Tableau 13 : Orientations du SDAGE Seine-Normandie 2022-2027

Orientations fondamentales	Sous-objectifs
Orientation OF1 : Des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée	1.1 Identifier et préserver les milieux humides et aquatiques continentaux et littoraux et les zones d'expansion des crues, pour assurer la pérennité de leur fonctionnement
	1.2 Préserver le lit majeur des rivières et étendre les milieux associés nécessaires au bon fonctionnement hydromorphologique et à l'atteinte du bon état
	1.3 Eviter avant de réduire, puis de compenser (séquence ERC) l'atteinte aux zones humides et aux milieux aquatiques afin de stopper leur disparition et leur dégradation
	1.4 Restaurer les fonctionnalités de milieux humides en tête de bassin versant et dans le lit majeur, et restaurer les rivières dans leur profil d'équilibre en fond de vallée et en connexion avec le lit majeur
	1.5 Restaurer la continuité écologique en privilégiant les actions permettant à la fois de restaurer le libre écoulement de l'eau, le transit sédimentaire et les habitats aquatiques
	1.6 Restaurer les populations des poissons migrateurs amphihalins du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers Normands
	1.7 Structurer la maîtrise d'ouvrage pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations
Orientation OF2 : Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aides d'alimentation de captages d'eau potable	2.1 Préserver la qualité de l'eau des captages d'eau potable et restaurer celle des plus dégradés
	2.2 Améliorer l'information des acteurs et du public sur la qualité de l'eau distribuée et sur les actions de protection de captage
	2.3 Adopter une politique ambitieuse de réduction des pollutions diffuses sur l'ensemble du territoire du bassin
	2.4 Aménager les bassins versants et les parcelles pour limiter le transfert des pollutions diffuses
Orientation OF3 : Réduire les pressions ponctuelles	3.1 Réduire les pollutions à la source
	3.2 Assurer la collecte des eaux usées et la gestion du temps de pluie pour supprimer les rejets d'eaux usées non traitées dans le milieu
	3.3 Adapter les rejets des systèmes d'assainissement à l'objectif de bon état des milieux
	3.4 Réussir la transition énergétique et écologique des systèmes d'assainissement
Orientation OF4 : Assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique	4.1 Limiter les effets de l'urbanisation sur la ressource en eau et les milieux aquatiques
	4.2 Limiter le ruissellement pour favoriser des territoires résilients
	4.3 Adapter les pratiques pour réduire les demandes en eau
	4.4 Garantir un équilibre pérenne entre ressources en eau et demandes
	4.5 Définir les modalités de création de retenues et de gestion des prélèvements associés à leur remplissage, et de réutilisation des eaux usées
	4.6 Assurer une gestion spécifique dans les zones de répartition des eaux
	4.7 Protéger les ressources stratégiques à réserver pour l'alimentation en eau potable future
	4.8 Anticiper et gérer les crises sécheresse
Orientation OF5 : Agir du bassin à la côte pour protéger et restaurer la mer et le littoral	5.1 Réduire les apports de nutriments (azote et phosphore) pour limiter les phénomènes d'eutrophisation littorale et marine
	5.2 Réduire les rejets directs de micropolluants en mer
	5.3 Réduire les risques sanitaires liés aux pollutions dans les zones protégées (de baignade, conchylicoles et de pêche à pied)
	5.4 Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques littoraux et marins ainsi que la biodiversité
	5.5 Promouvoir une gestion résiliente de la bande côtière face au changement climatique

Ainsi, le projet devra veiller à respecter les défis et orientations du SDAGE Seine-Normandie en vigueur. La compatibilité du projet est étudiée au chapitre Erreur ! Source du renvoi introuvable..

1.3.2.3 Les Schéma d'Aménagement de Gestion des Eaux (SAGE)

Le projet est localisé au sein du périmètre du Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de Bièvre, approuvé par arrêté préfectoral en avril 2017. Le SAGE a fait l'objet d'une révision partielle entre 2021 et 2023. le SAGE révisé a été approuvé par la CLE le 17 mars 2023 et approuvé par arrêté interpréfectoral n° 2023-02397 du 4 juillet 2023. Il est entré en vigueur le 12 juillet 2023.

Le SAGE Bièvre repose sur deux grandes ambitions :

- Valoriser l'amont — préserver la Bièvre « ouverte » depuis sa source jusqu'à Antony.
- Renaturer et rouvrir certains tronçons enfouis entre Antony et Paris.

Les enjeux du SAGE sont :

- Enjeu 1 - Gouvernance, aménagement, sensibilisation, communication :
  - Intégrer les priorités du SAGE dans les projets et documents d'urbanisme.
  - Assurer une coordination claire entre acteurs et une cohérence avec les orientations du SAGE.
- Enjeu 2 - La reconquête des milieux naturels :
  - Restaurer les fonctions des zones aquatiques et humides.
  - Renaturer les tronçons urbains (notamment la confluence avec la Seine).
  - Identifier et préserver les zones humides avec une marge de recul de 5 m le long de la rivière.
- Enjeu 3 - L'amélioration de la qualité de l'eau :
  - Réduire les rejets d'eaux usées en temps de pluie et en conditions normales.
  - Limiter les pollutions agricoles (phytosanitaires) et les rejets ponctuels d'effluents traités.
- Enjeu 4 - La maîtrise des ruissellements urbains et la gestion des inondations
  - Améliorer la prévision et la coordination autour du risque d'inondation.
  - Intégrer la gestion des eaux de pluie dans l'urbanisme : dispositifs à la source, réglementation sur l'assainissement pluvial, schémas directeurs à jour.
- Enjeu 5 – Patrimoine
  - Valoriser et restaurer les ouvrages hydrauliques, le petit patrimoine et le paysage.
  - Sensibiliser le public à l'histoire et aux fonctionnalités de la vallée de la Bièvre.

Le règlement du SAGE repose sur 4 articles :

- Article 1 : Préserver le lit mineur et les berges

- Article 2 : Encadrer et limiter les atteintes portées aux zones humides
- Article 3 : Protéger les zones naturelles d'expansion de crues
- Article 4 : Encadrer la gestion a la source des eaux pluviales des nouveaux projets d'aménagement ou de rénovation urbaine dont le terrain d'assiette est supérieur a 1 000 m² et maitriser les rejets d'eau pluviale diriges vers les eaux douces superficielles ou le réseau d'assainissement.

Le projet devra être conforme avec le règlement du SAGE. **La compatibilité du projet avec ces documents est étudiée au chapitre C4.**

1.3.2.4 Le PGRI Seine-Normandie

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) 2022-2027 du bassin Seine-Normandie a été approuvé le 3 mars 2022 par le préfet coordonnateur du bassin par arrêté.

Le PGRI est un document stratégique pour la gestion des inondations, ici sur le bassin Seine Normandie, initié par une Directive européenne, dite « Directive Inondation » dont les objectifs ont été repris dans la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi Grenelle II).

Le PGRI et le SDAGE sont deux documents de planification à l'échelle du bassin Seine-Normandie dont les champs d'action se recouvrent partiellement. Le SDAGE et son programme de mesures poursuivent l'objectif du « bon état » des masses d'eau au titre de la directive cadre sur l'eau (DCE), il s'agit de la restauration et de la préservation de la qualité de l'eau et des écosystèmes aquatiques. Certaines orientations du SDAGE contribuent à la gestion des risques d'inondation, en particulier celles qui mettent en jeu la préservation des zones de mobilité des cours d'eau, la préservation des zones humides.

En réponse aux enjeux du risque inondation sur le territoire, le PGRI fixe pour six ans 5 objectifs stratégiques pour réduire les impacts négatifs sur la santé et la vie quotidienne, l'environnement, le patrimoine culturel, l'activité économique et les infrastructures.

Le PGRI Seine-Normandie intègre donc une hiérarchisation, une spatialisation et une planification temporelle des actions, au travers de quatre grands objectifs à atteindre d'ici 2027 :

- Aménager les territoires de manière résiliente pour réduire leur vulnérabilité
- Agir sur l'aléa pour augmenter la sécurité des personnes et réduire le coût des dommages
- Améliorer la prévision des phénomènes hydro-météorologiques et se préparer à gérer la crise
- Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque.

Au niveau local, ce sont les Stratégies Locales de gestion des risques inondation (SLGRI) qui déclinent les objectifs du PGRI pour réduire les impacts des inondations sur les Territoires à Risques Importants d'inondation (TRI).

La commune de la zone d'implantation potentielle est concernée par le TRI de la Métropole francilienne, et donc par sa SLGRI.

Les aménagements prévus au sein du projet devront être compatibles avec les objectifs du PGRI.

1.3.3 EAUX SOUTERRAINES

1.3.3.1 Contexte local

D'après le SIGES Seine Normandie, l'aire d'étude immédiate se situe au droit de plusieurs masses d'eau souterraine :

- **Niveau 1 : Masse d'eau souterraine Craie et Tertiaire du Mantois à l'Hurepoix (FRHG102)**: il s'agit d'une masse d'eau libre à dominante sédimentaire non alluviale d'une surface de 2 427,12 m^2.
- Niveau 2 : Masse d'eau souterraine Albien néocomien captif (FRHG218) : il s'agit d'une masse d'eau captive à dominante sédimentaire de 63 977,47 m^2.

Le tableau ci-après indique l'état actuel des masses d'eau souterraines au droit de l'aire d'étude immédiate (état 2019) :

Tableau 14 : Etat chimique et quantitatif évalués en 2019 pour les masses d'eau souterraines (Source : Portail de gestion de l'eau Seine-Normandie)

	Etat chimique 2019		Etat quantitatif 2019	
	Craie et Tertiaire du Mantois à l'Hurepoix (FRHG102):	Albien néocomien captif (FRHG218)	Craie et Tertiaire du Mantois à l'Hurepoix (FRHG102)	Albien néocomien captif (FRHG218)
Etat chimique État des lieux 2019	MEDIOCRE	BON	BON	BON
Niveau de confiance associé (de 1-faible à 3-fort)	3	3	2	2
Paramètres déclassants de l'état	Atrazine désethyl, Ammonium, Nitrates	/	/	/
Mode d'évaluation de l'état	Etat mesuré	Etat mesuré	Etat mesuré	Etat mesuré

Le tableau ci-dessous indique les objectifs d'atteinte du bon état des masses d'eau dans le cadre du SDAGE 2022-2027 :

Tableau 15 : Objectifs d'état pour les masses d'eau souterraines (Source : SDAGE 2022-2027 Seine Normandie)

Référentiel de la masse d'eau		Objectif d'état chimique			Objectif d'état quantitatif	
Nom de la masse d'eau	Code de la masse d'eau	Objectif d'état	Echéance d'atteinte de l'objectif	Motifs de recours aux dérogations	Objectif d'état	Echéance d'atteinte de l'objectif
CRAIE ET TERTIAIRE DU MANTOIS A L'HUREPOIX	FRHG102	Bon état à l'exception de certains éléments	2027	Atrazine désethyl, Nitrates	Bon état	Depuis 2015
ALBIEN-NEOCOMIEN CAPTIF	FRHG218	Bon état	Depuis 2015	/	Bon état	Depuis 2015

Les pressions sur ces masses d'eau sont indiquées ci-après.

Tableau 16 : Pressions significatives a droit de la masse d'eau FRHG102 – Craie et Tertiaire du Mantois à l'Hurepoix (Source : Portail de gestion de l'eau de Seine-Normandie)

Pressions significatives	Pression expliquant l'état 2019	Pression susceptible d'empêcher l'atteinte du bon état en 2027
Macropolluants ponctuels	Indeterminé	Indeterminé
Micropolluants ponctuels	Non	Non
Nitrates diffus	Oui	Oui
Phosphore diffus	Non	Non
Phytosanitaires diffus	Oui	Oui
Prélèvements	Non	Oui

Tableau 17 : Pressions significatives au droit de la masse d'eau FRHG218 – Albien-Neocomien Captif (Source : Portail de gestion de l'eau de Seine-Normandie)

Pressions significatives	Pression expliquant l'état 2019	Pression susceptible d'empêcher l'atteinte du bon état en 2027
Macropolluants ponctuels	Non	Non
Micropolluants ponctuels	Non	Non
Nitrates diffus	Non	Non
Phosphore diffus	Non	Non
Phytosanitaires diffus	Non	Non
Prélèvements	Non	Non

Ainsi, l'aire d'étude immédiate est située au droit d'une masse d'eau souterraine libre (FRHG102) considérée comme en état chimique médiocre et en bon état quantitatif. Cette situation est principalement due aux nitrates, à l'ammonium et à l'Atrazine désethyl, qui se retrouvent dans la nappe. L'objectif du bon état chimique a ainsi été reporté à 2027. La masse d'eau souterraine captive (FRHG218) est en bon état chimique et quantitatif et les objectifs de bon état ont été atteint en 2015.

1.3.3.2 Mesure du niveau d'eau

Une étude géotechnique a été réalisé par SOL CONSEIL en septembre 2023

3 piézomètres ont été installés lors de la campagne de reconnaissance de sol, mis en place dans les sondages carottés dans le cadre de l'étude hydrogéologique du BET SOLER IDE.

Le tableau ci-après indique le résultat des relevés :

Piézomètre	Altimétrie tête ouvrage	Profondeur ouvrage	Date de relevé	Niveau d'eau	
	NGF	m/TN		m/TN	NGF
PZ1	87,70	9,0	07/11/24	7,50	80,20
PZ2	87,25	9,0	07/11/24	7,50	79,75
PZ3	85,50	9,0	07/11/24	Sec Bouché à 7,0m	

Les mesures de piézométrie réalisées indiquent une profondeur de la nappe d'environ -7,5 m.

Ces niveaux correspondent à une nappe baignant la base du Marno-calcaire de Brie, retenue au toit de l'horizon quasi imperméable des Argiles vertes. Cette nappe est tributaire des infiltrations consécutives aux aléas climatiques et peut être sujette à des fluctuations non négligeables ; notamment pendant les périodes climatiques défavorables ou hivernales.

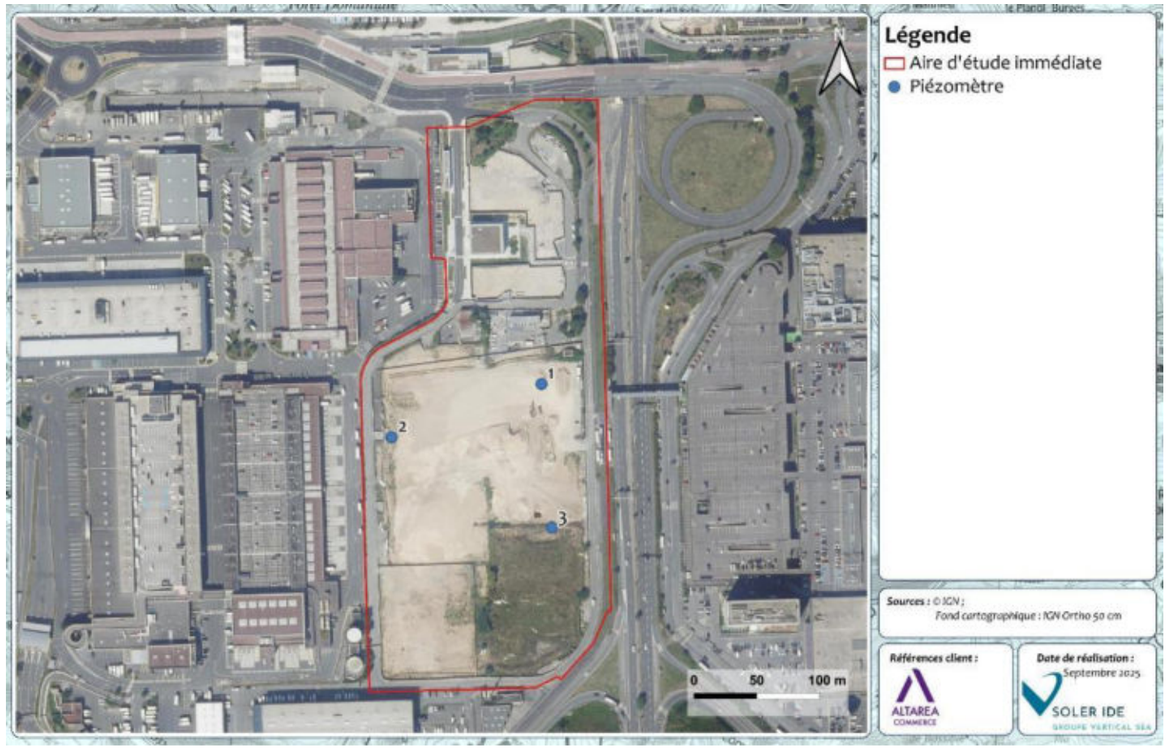


Figure 24 : Localisation des piézomètres

Le sens d'écoulement de la nappe est dirigé globalement vers le sud/sud-ouest (source : étude historique et de vulnérabilité, EGIS 2015).

1.3.4 EAUX SUPERFICIELLES

L'aire d'étude immédiate se situe au niveau du secteur hydrographique «La Seine du confluent de la Marne (exclu) au confluent de l'Oise (exclu) » (F7), et du sous-secteur « la Seine du confluent de la Marne (exclu) au confluent du Crould (inclus) » (F70) ». L'aire d'étude immédiate se situe au sein du bassin versant hydrographique de « la Bièvre du bassin de retenue de la Bièvre à Anto ».

Le réseau hydrographique autour de l'aire d'étude est constitué de la Seine à l'est (à 3,3 km) et de la Bièvre à l'ouest (à 3.5 km et en grande partie busée) qui toutes deux s'écoulent du sud vers le nord. Le cours d'eau à ciel ouvert le plus proche de l'aire d'étude est le Ru de Rungis. Il prend sa source à Rungis à plus d'1,6 km de l'aire d'étude et s'écoule vers la Bièvre d'est en ouest.

La commune de Rungis est par ailleurs traversée par :

- l'aqueduc Médicis (ou d'Arcueil) (situé à 1,5 km à l'Ouest), mis en service en 1623 pour l'acheminement à Paris des eaux de source captées à Rungis et toujours en fonctionnement (ouvrage souterrain). Il est propriété de la Ville de Paris et géré par Eau de Paris.
- L'aqueduc de la Vanne et du Loing (situé à 850 m à l'Ouest) : il s'agit de deux aqueducs qui acheminent de l'eau potable vers Paris depuis des sources situées en Bourgogne et en Île-de-France jusqu'aux réservoirs de Paris. Ces aqueducs portent le nom des sources des rivières qui les alimentent : la Vanne, un affluent de l'Yonne, et le Loing, un affluent de la Seine. Les aqueducs de la Vanne et du Loing ainsi que les aqueducs secondaires sont entièrement gérés par Eau de Paris qui est la régie municipale chargée de la production et de la distribution de l'eau dans la capitale.

Aucune masse d'eau superficielle ne se situe au droit de l'aire d'étude immédiate.

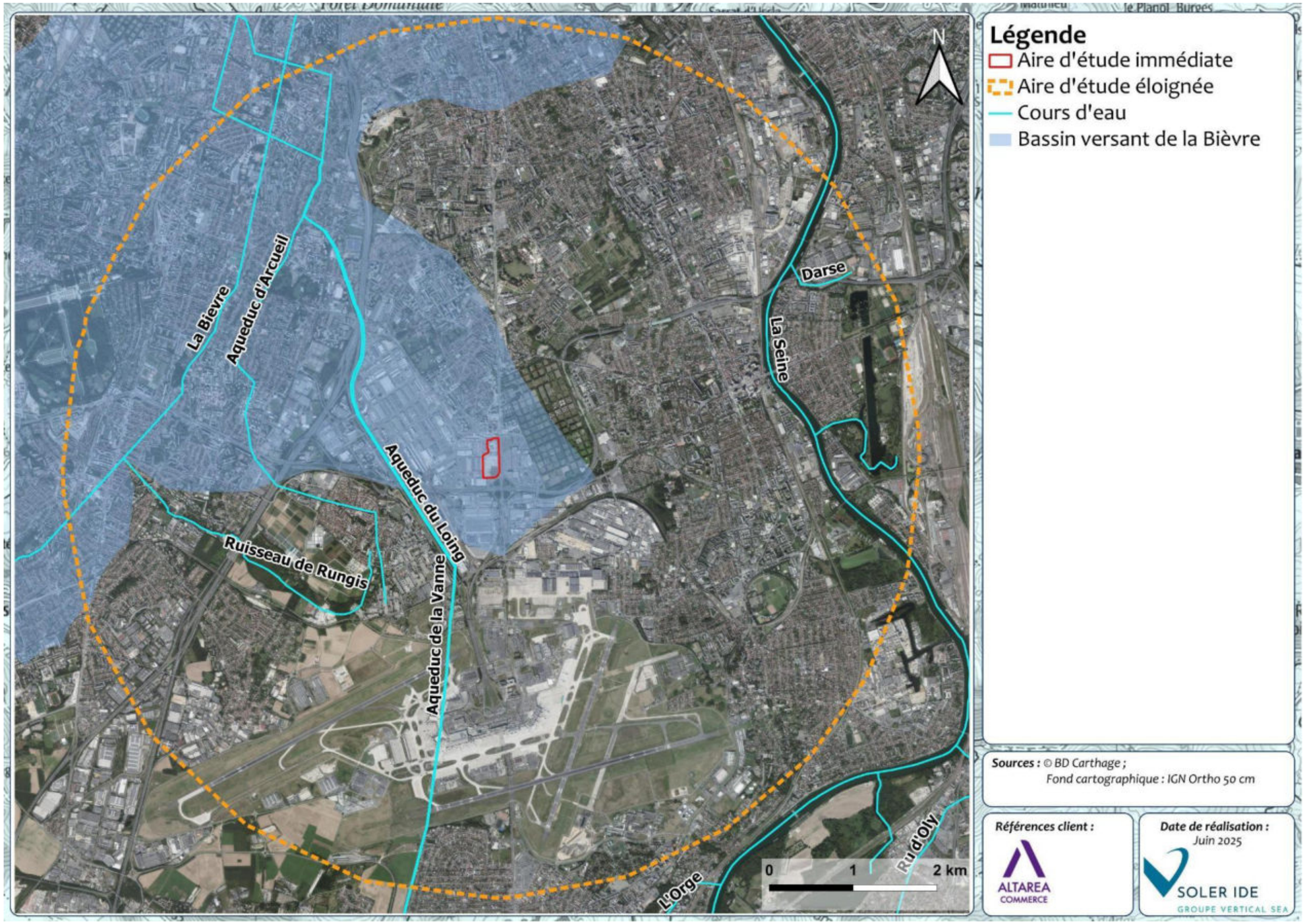


Figure 25 : Hydrologie au droit de l'aire d'étude éloignée

1.3.5 USAGES DE L'EAU

Depuis 1997, les captages d'eau potable doivent être protégés par des périmètres de protection, qui sont précisément définis et à l'intérieur desquels des dispositions spéciales sont prises pour éviter la pollution accidentelle ou diffuse de l'eau potable (articles L.1321-2 et R.1321-13 du Code de la Santé Publique).

On distingue trois périmètres de protection en fonction de la distance au captage :

- Le périmètre de protection immédiate : parcelle clôturée où est implanté l'ouvrage de captage ; toute activité est interdite dans ce périmètre, à l'exception de l'exploitation et de l'entretien de l'ouvrage ;
- Le périmètre de protection rapprochée : il délimite, en général, un secteur de quelques hectares autour et en amont du captage ; à l'intérieur de ce périmètre, toutes les activités susceptibles de provoquer une pollution sont interdites ou soumises à des prescriptions particulières ;
- Le périmètre de protection éloignée : il correspond à la zone d'alimentation du point d'eau, voire à l'ensemble du bassin versant et il n'est pas obligatoire. Il est rendu nécessaire lorsque la réglementation générale est jugée insuffisante et que certaines activités présentant des risques sanitaires doivent être encadrées pour réduire leur impact.

D'après les données de l'ARS, aucun captage ni périmètre de protection d'un captage ne se situe au droit de l'aire d'étude élargie. Les 3 captages AEP les plus proches sont :

- Prise d'eau de Seine de Choisy à environ 3,8 km à l'est de la zone d'étude (n°940000000071) ;
- Prise d'eau de Seine d'Orly à environ 4,8 km à l'est de la zone d'étude (n°750000000219) ;
- Prise d'eau de Seine de Villeneuve-le-Roi à environ 6,3 km au sud-est de la zone d'étude (n°910000000153).

Il s'agit de prises d'eaux sur le cours d'eaux de la Seine, situés en amont hydraulique par rapport à la zone d'étude.

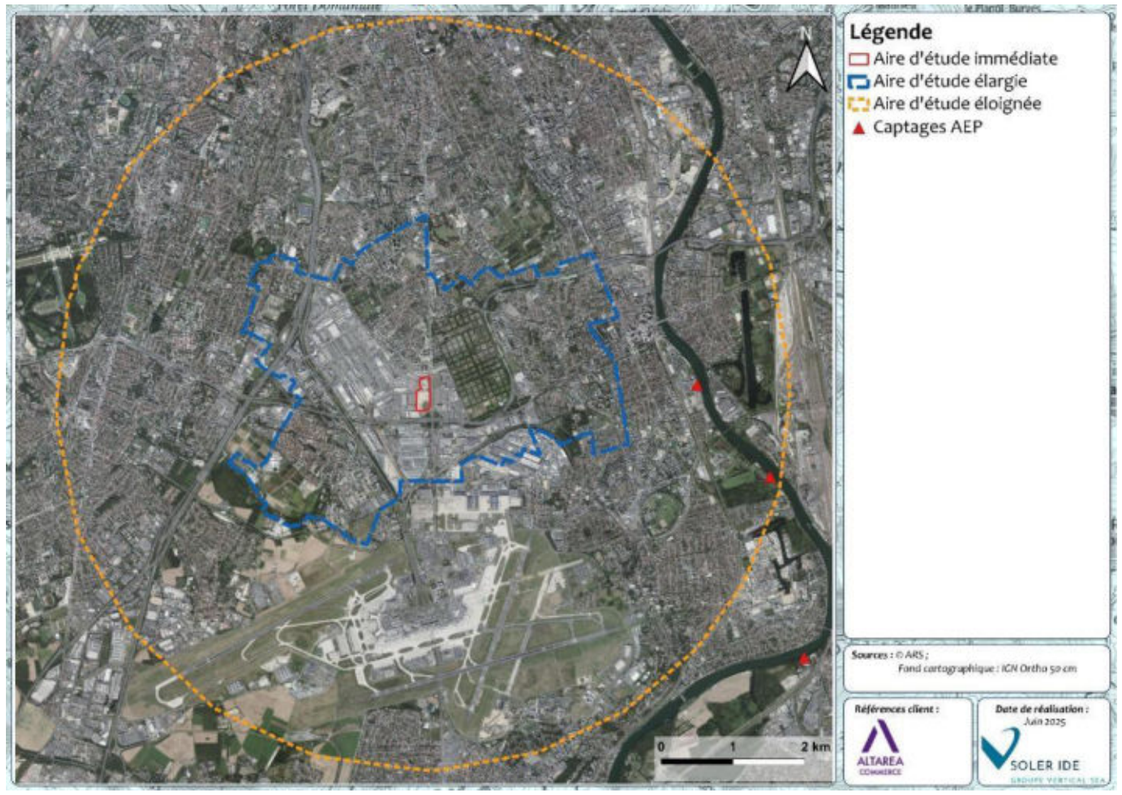


Figure 26 : Captages d'eau potable et périmètres de protection au droit de l'aire d'étude éloignée – Source : ARS

1.3.6 GESTION DES EAUX PLUVIALES, EAU POTABLE ET DES EAUX USEES

1.3.6.1 Alimentation en eau potable

À Chevilly-Larue, la distribution de l'eau potable est aujourd'hui assurée en gestion publique par la régie Eau Seine & Bièvre, créée par le Territoire Grand Orly Seine Bièvre (T12). Le service est actif depuis le 1er janvier 2024, en remplacement de Veolia et du SEDIF.

La compétence « Eau potable » sur le territoire de Rungis relève du Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF), auquel la commune a transféré cette mission. Ce transfert s'inscrit dans le cadre de la compétence « Eau et Assainissement » exercée par l'Établissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre (GOSB), qui demeure autorité organisatrice du service. Le SEDIF est chargé de la production et de la distribution de l'eau potable sur la commune, tandis que l'exploitation opérationnelle du réseau est assurée dans le cadre d'une délégation de service public confiée à la société Franciliane, filiale de Veolia Eau d'Île-de-France.

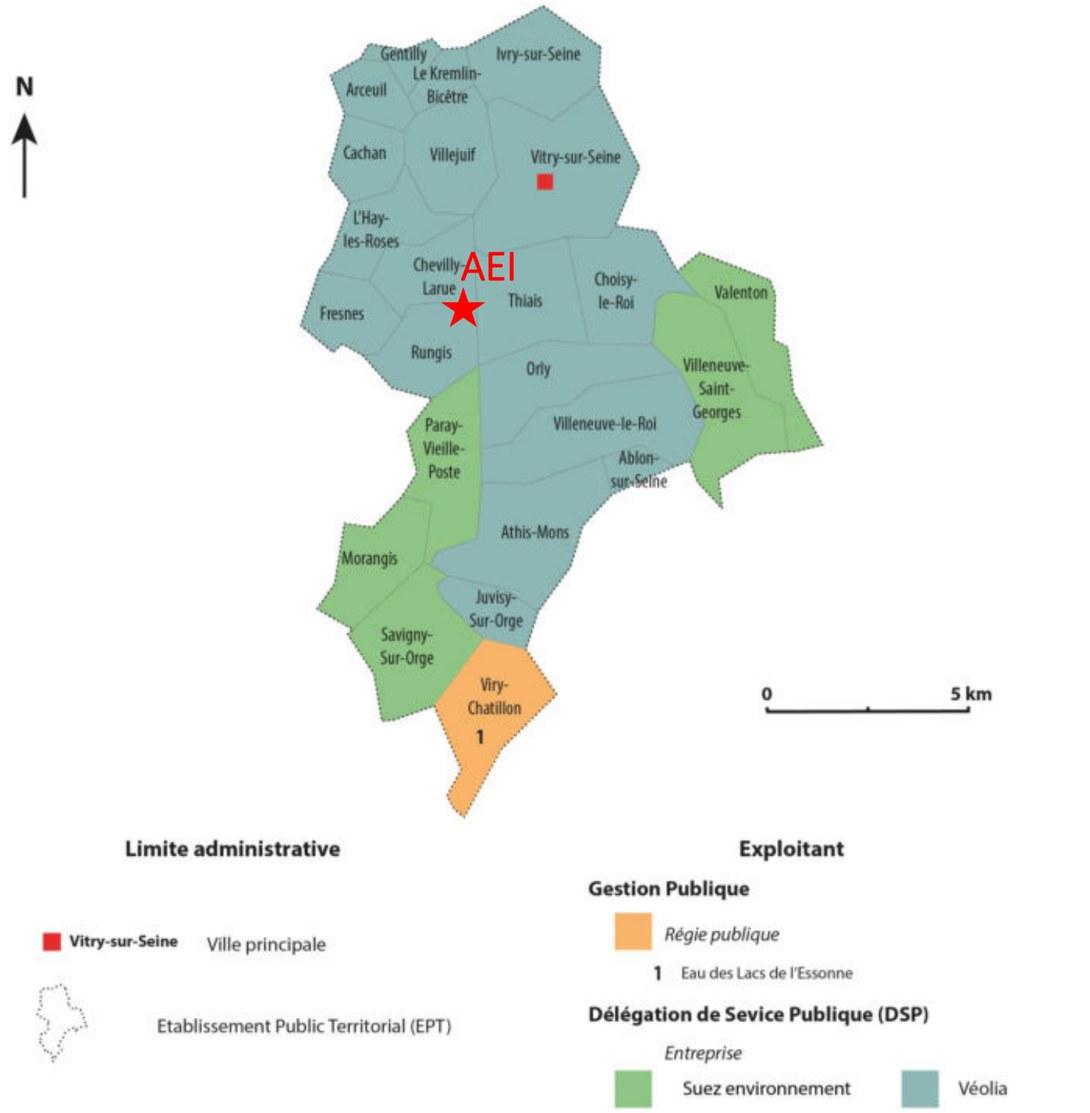


Figure 27 : Périmètre d'intervention de la Régie de L'Eau Seine & Bièvre en 2016 - Source : Grand Orly Seine Bièvre

A Rungis l'eau distribuée provient de la nappe de Champigny traitée à l'usine d'Arvigny, tandis qu'à Chevilly-Larue et Thiais l'eau est celle de la Seine potabilisée à l'usine de Choisy-le-Roi.

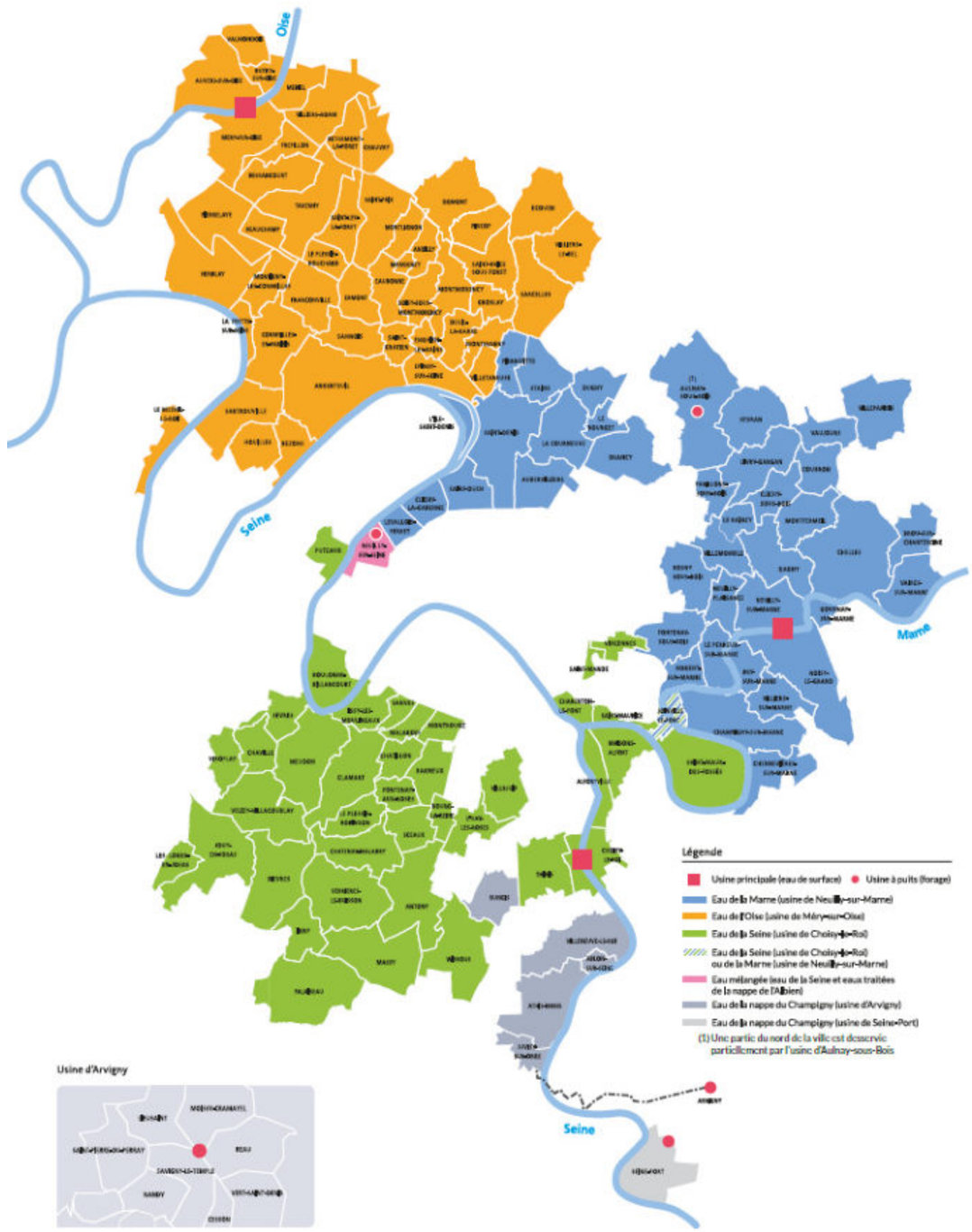


Figure 28 : Origine de l'eau sur le territoire du SEDIF (Source : SEDIF)

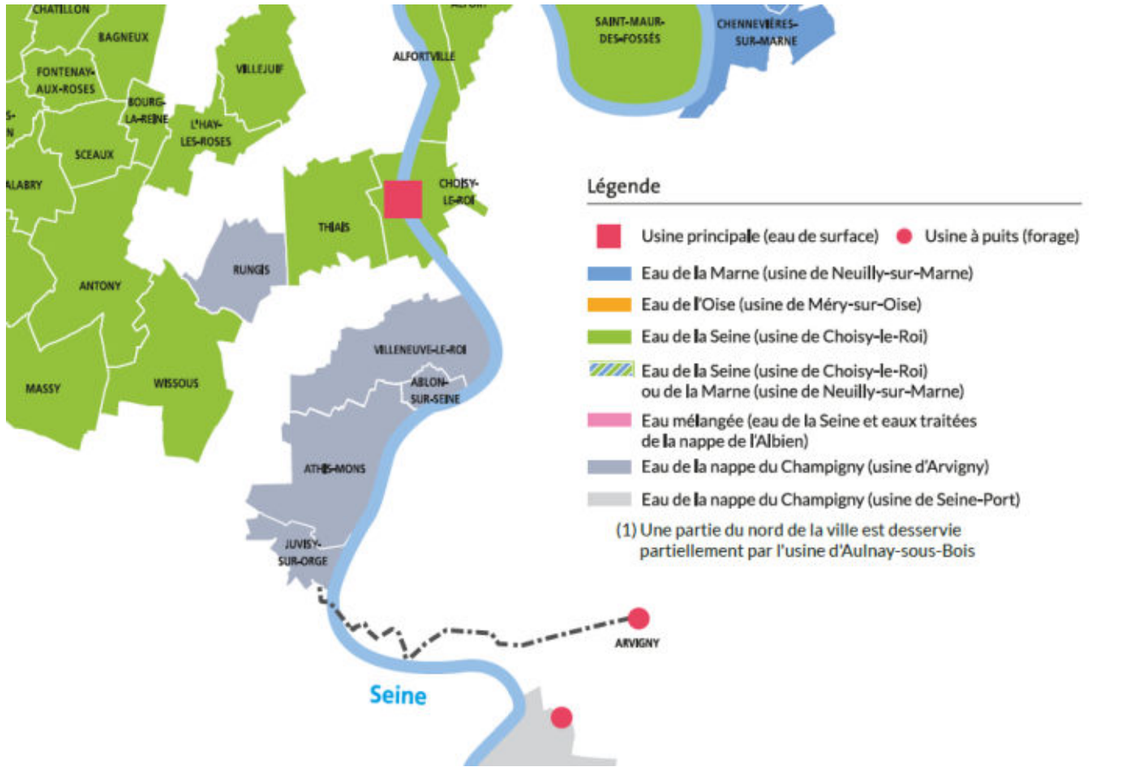


Figure 29 : Zoom sur l'origine de l'eau au droit des communes de Rungis et de Thiais

1.3.6.2 Assainissement eaux usées et eaux pluviales

L'aire d'étude immédiate est dotée de réseaux séparatifs d'eaux usées et d'eaux pluviales.

Les eaux pluviales sont recueillies par les gouttières de bâtiments existants et pour les surfaces non bâties, les eaux s'écoulent en direction d'avaloirs. Les voies routières qui ceinturent l'aire d'étude immédiate disposent d'avaloirs de récupération des eaux pluviales. Aucun ruissellement d'eau pluvial en provenance de l'amont hydraulique n'arrive sur l'aire d'étude immédiate.

Grand-Orly Seine Bièvre a en charge la qualité de l'eau dans l'intégralité de son cycle. Le territoire gère les réseaux d'assainissement pour ses 24 villes.

Les missions du Grand-Orly Seine Bièvre en matière d'assainissement concernent :

- L'entretien et le renouvellement du réseau (réseau de collecte des eaux usées et pluviales) et des ouvrages et accessoires (pompes, bassins, vannes, etc) d'assainissement et d'eaux pluviales ;
- La délivrance de certificats de conformité ;
- La création de branchements ;
- Les demandes de raccordement.

Le traitement des eaux usées est assuré par le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP).

Le SIAAP lave l'eau de près de 9 millions de Franciliens. Il transporte et dépollue chaque jour les eaux usées, les eaux pluviales et les eaux industrielles de l'agglomération parisienne.

Les eaux usées sont dirigées pour traitement vers la station de Valenton qui est gérée par le Syndicat Interdépartemental d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP). Une fois arrivés à la station, les effluents subissent un traitement biologique avant d'être retournés au milieu récepteur : la Seine.

La capacité de traitement maximale de l'usine Seine Amont de Valenton est de 1 500 000 m^3/jour (21m^3/s en pointe), soit 3,6 millions d'Equivalent Habitant (EH). Elle ne reçoit aujourd'hui qu'un débit moyen annuel de 514 873 m^3/jour (donnée 2020) et est donc en dessous de ses capacités. Ainsi, la capacité de la STEP permet d'accueillir de nouvelle population.

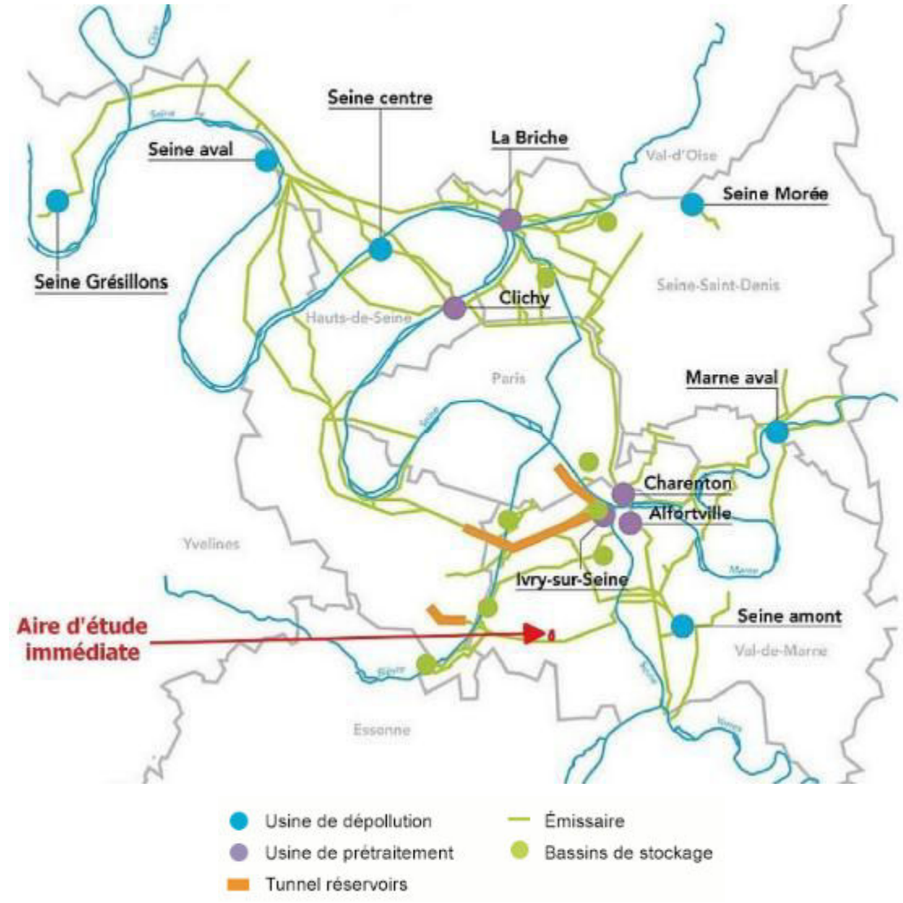


Figure 30 : Carte du réseau SIAAP (Source : Site internet de la SIAAP)

1.3.7 ZONAGES REGLEMENTAIRES

Une ZRE est caractérisée par une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins. Dans ces zones, classées par décret du préfet coordinateur du bassin, les seuils d'autorisation et de déclarations des prélèvements dans les eaux superficielles sont abaissés. Ces dispositions sont destinées à permettre une meilleure maîtrise de la demande en eau, afin d'assurer au mieux la préservation des écosystèmes aquatiques et la conciliation des usages économiques de l'eau. Dans ces zones, les prélèvements d'eau supérieurs à 8 m^3/s sont soumis à autorisation et tous les autres sont soumis à déclaration. **L'aire d'étude immédiate se situe au droit de la zone de répartition des eaux de l'Albien.**

L'aire d'étude immédiate est classée en zone sensible à l'eutrophisation, c'est à dire sensible à la pollution où il est nécessaire de préserver le milieu aquatique et les usages qui s'y attachent en mettant en place une collecte et un traitement plus rigoureux des eaux résiduaires urbaines avant leur rejet. L'eutrophisation correspond à une pollution de certains écosystèmes aquatiques qui se produit lorsque le milieu reçoit trop de matières nutritives assimilables par les algues (phosphore et azote) et que celles-ci prolifèrent.

En matière de protection de la qualité des eaux, la lutte contre la pollution diffuse par les nitrates revêt un enjeu important. Des concentrations excessives en nitrates peuvent rendre l'eau impropre à la consommation et induire des phénomènes d'eutrophisation (prolifération de végétaux liée à l'excès de nutriments), menaçant l'équilibre biologique des milieux aquatiques. En 1991, l'Union européenne a adopté la directive 91/676/CEE dite « directive Nitrates » qui vise à réduire et à prévenir la pollution des eaux provoquée ou induite par les nitrates à partir de sources agricoles. La mise en œuvre de cette directive par la France a donné lieu depuis 1996 à des programmes d'actions encadrant l'utilisation des fertilisants azotés et permettant une gestion adaptée des terres agricoles dans les zones dites vulnérables. Les périmètres inscrits en zone vulnérable sont révisés en fonction de l'évolution des teneurs en nitrates dans les eaux superficielles et souterraines constatées tous les quatre ans lors d'une campagne de surveillance annuelle. **L'aire d'étude immédiate n'est pas classée en zone vulnérable aux nitrates**

Synthèse :

L'aire d'étude est concernée par une seule masse d'eau souterraine libre à l'état chimique médiocre et au bon état quantitatif. Cette situation est principalement due aux nitrates, à l'ammonium et à l'Atrazine désethyl qui se retrouvent dans la nappe. Elle est en outre concernée par une masses d'eau plus profonde en bon état chimique et quantitatif et dont les objectifs de bon état ont été atteint en 2015.

Aucun cours d'eau ne s'écoule au droit de l'aire d'étude immédiate et aucun cours d'eau ne se situe à moins de 1,6 km de l'aire d'étude immédiate.

Les terrains du projet ne sont pas concernés par un captage ou un périmètre de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine.

Les mesures de piézométrie réalisées au droit de l'aire d'étude immédiate indiquent une profondeur de la nappe d'environ -7,5 m.

Le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) gère le traitement de toutes les eaux usées du territoire avant leur rejet en milieu naturel. Les eaux usées sont acheminées vers l'usine d'épuration Seine Amont de Valenton.

Afin de préserver et d'améliorer l'état qualitatif et quantitatif de la ressource, l'aire d'étude est en outre concernée par deux zonages règlementaires (Zone de répartition des eaux et zone sensible à l'eutrophisation), ainsi que par divers documents de planification (SDAGE Seine-Normandie 2022-2027, SAGE Bièvre).

Le réseau hydrographique, de par son éloignement, est faiblement vulnérable à une pollution potentielle émanant de l'aire d'étude en cas notamment de migration d'une pollution des eaux souterraines de celle-ci compte tenu de la distance qui les sépare.

L'enjeu principal associé aux eaux superficielles est celui de la gestion des eaux de ruissellement pluvial.

Le bassin versant intercepté par l'aire d'étude immédiate est confondu avec celle-ci, étant donné la topographie quasiment plate du secteur et la densité de répartition des grilles d'eaux pluviales du réseau d'assainissement pluvial en amont hydraulique de l'aire d'étude.

L'enjeu lié à l'hydrologie et à l'hydrogéologie est donc considéré comme modéré.

1.4 RISQUES NATURELS

D'après Géorisques et le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) du Val-de-Marne, les communes de Rungis et de Chevilly-Larue sur lesquelles sont localisées l'aire d'étude immédiate sont concernées par les risques naturels suivants :

- **Inondation par ruissèlement** (commune de Chevilly-Larue)
- **Mouvements de terrain** (commune de Chevilly-Larue)
- **Retrait-gonflement des argiles** (commune de Chevilly-Larue et de Rungis)
- **Radon** (commune de Chevilly-Larue et de Rungis)

D'autres risques peuvent également être pris en compte, comme le risque sismique ou encore les risques climatiques (canicule, tempête et orage, grand froid, neige et verglas).

Depuis 1982, la commune de Chevilly-Larue a été soumise à 12 arrêtés de catastrophes naturelles et la commune de Rungis a été soumise à 4 arrêtés de catastrophes naturelles.

Tableau 18 : Arrêtés de catastrophes naturelles sur les communes de Chevilly-Larue et de Rungis

Commune de Chevilly-Larue			Commune de Rungis	
Type de catastrophe	Début le	Sur le journal officiel du	Début le	Sur le journal officiel du
Inondations et/ou Coulées de Boue	19/06/2021	02/07/2021	11/06/2018	15/08/2018
	03/06/2020	29/07/2020	27/07/2001	18/01/2002
	27/07/2001	18/01/2002	25/12/1999	30/12/1999
	06/07/2001	11/08/2001	23/07/1988	03/11/1988
	11/05/2000	07/10/2000		
	25/12/1999	30/12/1999		
	02/07/1995	08/09/1995		
	18/07/1994	20/11/1994		
	31/05/1992	16/01/1993		
	23/07/1988	03/11/1988		
Sécheresse	01/07/2003	13/12/2005		

1.4.1.1 Le risque inondation

a) Inondation par débordement d'un cours d'eau

L'inondation est une submersion temporaire, par l'eau, de terres qui ne sont pas submergées en temps normal. Cette notion recouvre les inondations dues aux crues de rivières, des torrents de montagne ainsi que les inondations dues à la mer dans les zones côtières. L'inondation est un phénomène naturel qui constitue une menace susceptible de provoquer des pertes de vie humaine, le déplacement de populations et des arrêts ou des perturbations d'activités économiques. Elle peut également nuire à l'environnement et compromettre gravement le développement économique.

Au regard de la situation hydrogéologique de l'aire d'étude immédiate et comme en atteste le PPRI de la Seine et de la Marne dans le Val de Marne approuvé par arrêté préfectoral le 12 novembre 2007, le site n'est pas situé en zone inondable.

Des cartographies interactives des zones d'inondation potentielles susceptibles d'être provoquées par les crues des grands cours d'eau d'Île-de-France pour différents niveaux de crues mises à disposition par la DRIEAT et l'institut Paris Région sont disponibles sur le site Cartoviz. La carte ci-dessous permet d'identifier les zones soumises à inondation potentielles à proximité de l'aire d'étude élargie.

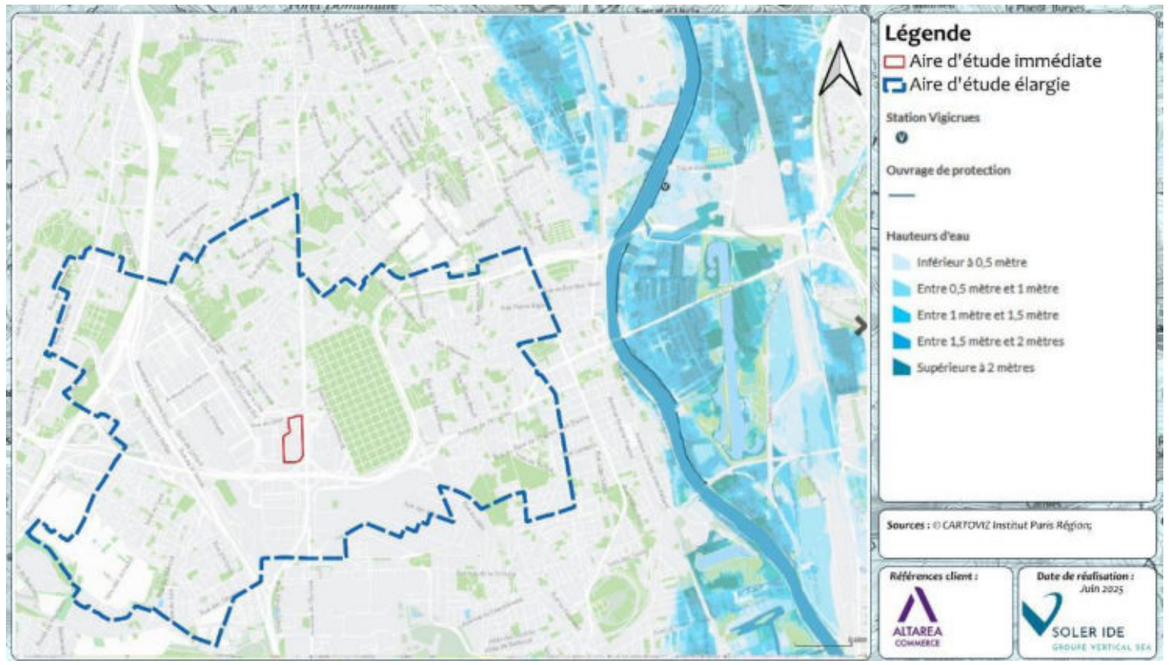


Figure 31 : Zones d'inondation potentielles au droit de l'aire d'étude élargie (Source : Cartoviz)

b) Inondation par ruissellement à cinétique rapide

La commune de Chevilly-Larue est soumise au risque d'inondation par **ruissèlement urbain.**

On observe une inondation par ruissellement lorsque la capacité d'infiltration est dépassée, soit lorsque l'intensité de la pluie est trop forte et le sol n'a pas le temps de l'absorber, soit l'intensité est faible mais le sol est déjà saturé. Ce ruissellement sature les réseaux d'évacuation et submerge rapidement la voirie et les habitations.

Le Plan de prévention des risques naturels (PPR) de type Inondation nommé PPRi Ruissellement urbain a été prescrit sur le territoire de la commune de Chevilly-Larue le 07/07/2001.

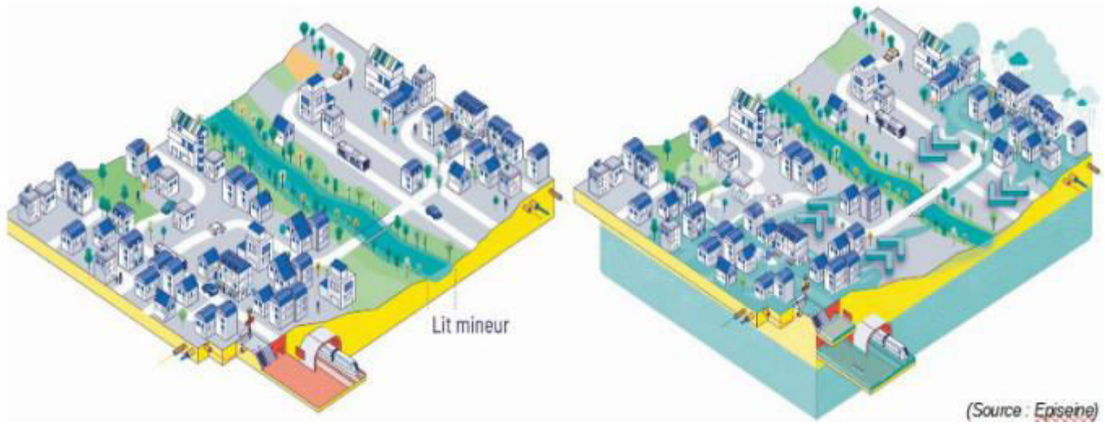


Figure 32 : Schéma illustrant le ruissèlement urbain (Source : DDRM du Val-de-Marne)

c) Inondation par remontée de nappes

L'inondation par « remontée de nappe » se produit lorsque, dans certains aquifères, les précipitations excèdent d'année en année les prélèvements et les sorties par les exutoires naturels, le niveau de la nappe s'élève. Ce niveau peut atteindre et dépasser le niveau du sol, provoquant alors une inondation.

Cette inondation peut survenir par transmission de l'onde de crue du fleuve à la nappe alluviale, en lien hydraulique avec le cours d'eau. L'inondation se produit alors au niveau des points topographiques les plus bas de la plaine alluviale. De plus, lors des épisodes longs de fortes précipitations, la recharge directe de la nappe peut contribuer aux débordements du cours d'eau principal drainant la nappe.

L'aire d'étude immédiate n'est pas concernée par le risque d'inondation par remontée de nappe.

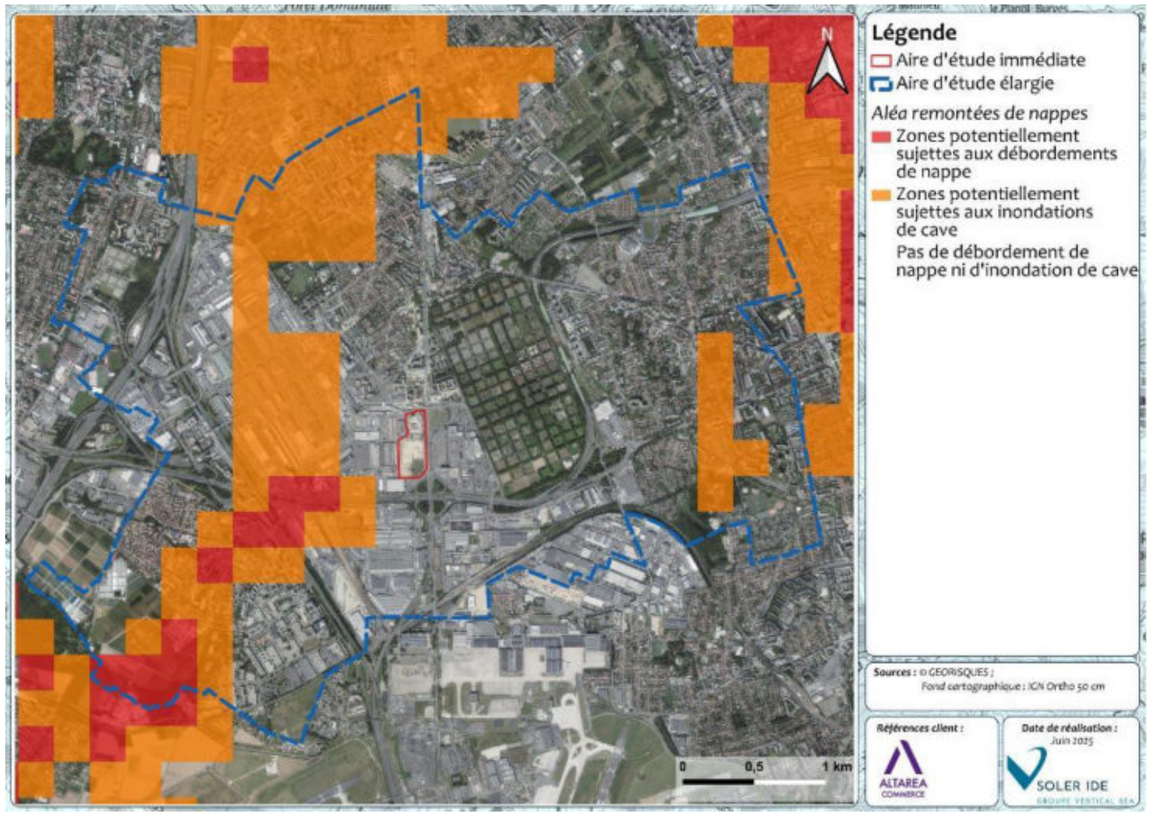


Figure 33 : Risque de remontée de nappes au droit de l'aire d'étude éloignée

1.4.1.2 Le risque mouvements de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement, plus ou moins brutal, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou anthropique. Le volume en jeu est compris entre quelques mètres cubes et quelques millions de mètres cubes. Le déplacement peut être lent (quelques millimètres par an) ou très rapide (quelques centaines de mètres par jour).

On différencie :

- Les mouvements lents et continus ;
  - Les tassements et les affaissements de sols ;
  - Le retrait-gonflement des argiles ;
  - Les glissements de terrain le long d'une pente ;
- Les mouvements rapides et discontinus ;
  - Les effondrements de cavités souterraines naturelles ou artificielles (carrières et ouvrages souterrains) ;
  - Les écroulements et les chutes de blocs ;
  - Les coulées boueuses et torrentielles.

Aucune cavité souterraine ni mouvement de terrain localisé n'est recensée au sein de l'aire d'étude élargie.

Les terrains argileux présentent des prédispositions plus ou moins importantes aux mouvements différentiels de terrains consécutifs au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux. La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau :

- Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente, on parle alors de « gonflement des argiles » ;
- Un déficit en eau provoque un assèchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

L'intégralité de l'aire d'étude immédiate est soumise à un risque de retrait-gonflement des argiles modéré.

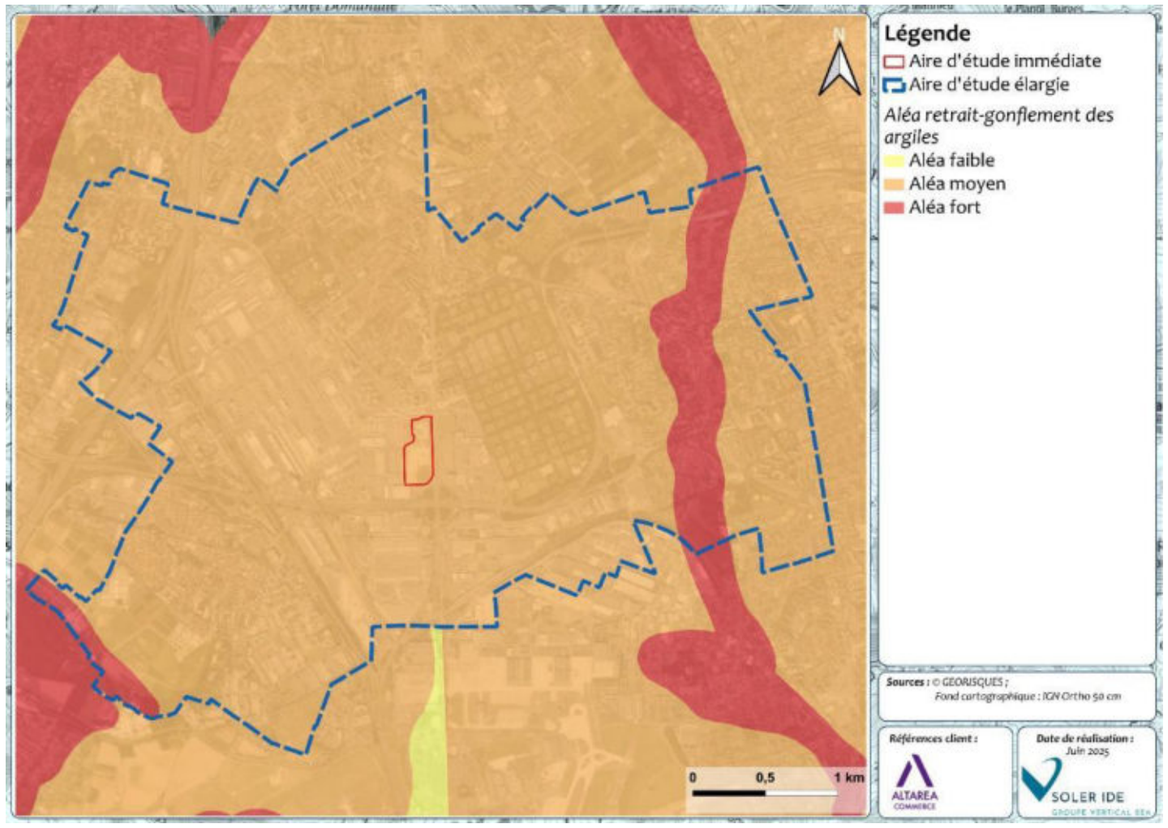


Figure 34 : Risque de retrait-gonflement des argiles au droit de l'aire d'étude élargie

1.4.1.3 Le risque sismique

Les risques sismiques sur le territoire français sont décrits par les décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 du 22 octobre 2010 relatifs au risque sismique, qui définissent respectivement :

- D'une part les catégories de bâtiments, équipements et installations, répartis en deux catégories dites « à risque normal » et « à risque spécial » ;
- D'autre part les zones de sismicité sur le territoire national.

L'aire d'étude éloignée est classée en zone de sismicité 1. Elle présente ainsi un aléa sismique très faible.

Selon la réglementation parasismique, les bâtiments à risque normal sont classés en quatre catégories d'importance croissante, de la catégorie I à faible enjeu à la catégorie IV qui regroupe les structures stratégiques et indispensables à la gestion de crise.

Catégorie d'importance		Description
I		■ Bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée.
II		■ Habitations individuelles. ■ Établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5. ■ Habitations collectives de hauteur inférieure à 28 m. ■ Bureaux ou établissements commerciaux non ERP, h ≤ 28 m, max. 300 pers. ■ Bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes. ■ Parcs de stationnement ouverts au public.
III		■ ERP de catégories 1, 2 et 3. ■ Habitations collectives et bureaux, h > 28 m. ■ Bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes. ■ Établissements sanitaires et sociaux. ■ Centres de production collective d'énergie. ■ Établissements scolaires.
IV		■ Bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public. ■ Bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie. ■ Bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne. ■ Établissements de santé nécessaires à la gestion de crise. ■ Centres météorologiques.

Figure 35 : Catégories de bâtiments (Source : www.developpement-durable.gouv)

Les exigences sur le bâti neuf dépendent de la catégorie du bâtiment et de la zone de sismicité.

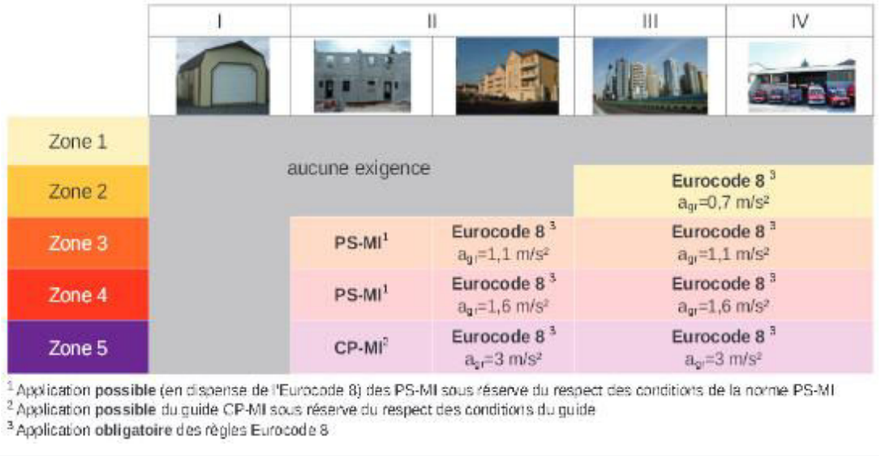


Figure 36 : Exigences sur le bâti neuf (Source : www.developpement-durable.gouv)

D'après les dispositions de ce texte, l'aire d'étude immédiate, qui est classée en zone de sismicité très faible (1), **n'est soumise à aucune règle de construction, d'aménagement et d'exploitation spécifiques.**

1.4.1.4 Le risque radon

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

L'aire d'étude éloignée est concernée par un risque radon faible.

1.4.1.5 Le risque climatique

Situé dans une zone de climat tempéré à dominante océanique, le département du Val-de-Marne peut être soumis à des phénomènes météorologiques généralement « ordinaires » devenant extrêmes et ravageurs. Ils peuvent faire des victimes, désorganiser la vie quotidienne, impacter les voies de communication, la distribution d'énergie.

Parfois abusées par leur apparente banalité, des personnes peuvent avoir un comportement imprudent et inconscient face à ces différents risques climatiques que sont les tempêtes, la neige, le verglas, la canicule ou encore le grand froid

d) Le risque tempête

On parle de tempête lorsqu'une perturbation atmosphérique (ou dépression) génère des vents dépassent 89 km/h (soit 48 nœuds - degré 10 de l'échelle de Beaufort). Ces vents violents s'accompagnent de fortes précipitations et parfois d'orages. Les tempêtes peuvent avoir un impact considérable aussi bien pour les personnes que pour leurs activités ou leur environnement.

Les tempêtes prennent naissance par contrastes thermiques horizontaux de l'air.

Elles se forment lorsque deux masses d'air, aux caractéristiques distinctes (température, teneur en eau), se confrontent et provoquent des vents pouvant être très violents. Contrairement aux cyclones, elles peuvent continuer à se renforcer pendant leur passage sur terre.

Les tempêtes « classiques » des régions tempérées surviennent surtout **au cours des mois d'automne et d'hiver, notamment en janvier et février, voire en novembre et décembre**. Cette répartition temporelle des événements tempétueux explique la dénomination de « tempêtes d'hiver ». Elle est notamment due au fait que les océans étant encore relativement chauds et l'air polaire déjà froid, le gradient de température (taux de variation d'un élément météorologie en fonction de la distance) entre les deux masses d'air en jeu est important. La puissance de la tempête est d'autant plus forte que ce gradient est élevé.

Comme toute la région parisienne, le Val-de-Marne est sujet au risque de tempête. La carte suivante représente les valeurs maximales des vents instantanés (= rafales) observés les 25 et 26 décembre 1999. Lothar a balayé le nord du pays avec des rafales souvent supérieures à 140 km/h sur une vaste zone s'étendant de la Bretagne à l'Alsace.

Des rafales de 173 km/h ont été enregistrées à Saint-Brieuc et Orly, de 169 km/h à Paris et 155 km/h à Nancy. Les vents exceptionnellement forts ont ainsi concerné de très nombreuses régions de la moitié nord de la France. De ce point de vue, Lothar est sans nul doute la tempête en France la plus sévère depuis 1980.

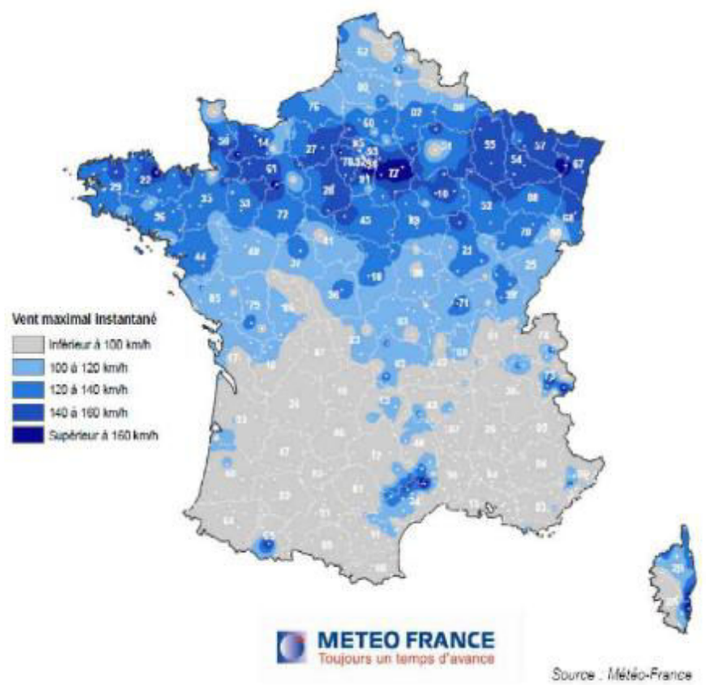


Figure 37 : Tempête des 25 et 26 décembre 1999 en France (Source : DDRM du Val-de-Marne)

Les orages sont dangereux par la foudre qui peut s'abattre sur des êtres vivants (humains, animaux et végétaux), que l'on soit en extérieur ou en intérieur, ou des bâtiments. Les orages, souvent accompagnés de fortes rafales de vent et de précipitations intenses peuvent également provoquer des inondations importantes

Lors des épisodes de tempête, les personnes sont également directement ou indirectement exposées aux conséquences du phénomène, le risque pouvant aller de la blessure légère au décès.

Les conséquences économiques de ces phénomènes météorologiques se traduisent par des destructions ou dommages portés aux édifices privés ou publics, au patrimoine, aux infrastructures industrielles ou de transport, ainsi que l'interruption des trafics (routier, ferroviaire, aérien) qui ont pour conséquences des coûts, des pertes ou des perturbations d'activité importants. De même, les réseaux d'eau, téléphoniques ou électriques subissent à chaque événement climatique majeur, à des degrés divers, des dommages à l'origine d'une paralysie temporaire de la vie économique.

e) Le risque grand froid, neige et verglas

Une vague de froid se caractérise par sa persistance, son intensité et son étendue géographique. L'épisode doit durer au moins 2 jours, avec des températures inférieures aux normales saisonnières (en dessous de 0°C en journée et inférieures ou égales à -5°C la nuit)

Le grand froid peut avoir des conséquences sur les personnes, l'économie et l'environnement. Les sans-abris, les personnes âgées, les nouveau-nés, les personnes à mobilité réduite et les personnes souffrant de maladies chroniques ont une capacité de résistance de leur organisme réduite.

Les précipitations de neige et la formation de verglas sur les chaussées peuvent provoquer des accidents de la circulation et l'isolement des personnes les plus fragiles par l'interruption des transports.

Le plan neige et verglas en Île-de-France (PNVIF) est mis en œuvre par le préfet de la zone de défense et de sécurité de Paris pour pallier les difficultés de la circulation routière. Il est activé chaque année entre le 15 novembre et le 15 mars, au niveau 1, pour permettre une veille continue sur l'ensemble de la période hivernale. Le niveau 2, quant à lui, donne lieu à une surveillance renforcée en cas d'intempéries pouvant générer des difficultés ponctuelles sur le réseau routier. Le niveau 3, déclenché par le préfet de police, est mis en place lorsque les intempéries entraînent des difficultés importantes de circulation routière. La circulation des véhicules de plus de 7,5 tonnes est interdite en Île-de- France : les véhicules déjà présents sont orientés vers l'une des 43 zones de stockage de poids- lourds mises en place pour l'occasion. Les autres sont invités à emprunter le grand contournement de l'Île-de-France. La population est également appelée à limiter ses déplacements et à privilégier les transports en commun.

f) Le risque canicule

Météo-France prévient d'un risque de canicule lorsque pendant au moins trois jours, les températures minimales, en particulier la nuit, sont au-dessus de 18-21°C et les températures maximales supérieures à 30-36°C selon les départements. Les seuils départementaux du Val-de-Marne sont de 21° la nuit et 31° le jour.

L'exposition à de fortes chaleurs constitue une agression pour l'organisme, notamment lorsque la chaleur est intense et durable lors des épisodes de canicule. Le temps d'acclimatation de l'organisme est alors insuffisant et la chaleur agit comme un stress thermique mettant à mal les mécanismes thermorégulateurs. Ainsi, la mortalité culmine le lendemain ou le surlendemain du jour le plus chaud d'une vague de chaleur. Les effets les plus conséquents sur la mortalité sont essentiellement dus au manque de repos nocturne, lorsque les températures ne baissent pas suffisamment pendant la nuit.

Les symptômes et problèmes de santé liés à la chaleur sont les crampes musculaires, l'épuisement dû à la chaleur, l'insolation et le coup de chaleur. La chaleur peut aussi aggraver les maladies chroniques telles que les maladies cardiaques et respiratoires ainsi que le diabète.

La possibilité de survenue d'une vague de chaleur est plus particulièrement renforcée au cours de la période de veille saisonnière, qui s'étend du 1er juin au 15 septembre de chaque année.

La surmortalité suite à ces épisodes a été évaluée à 11,6% en moyenne pour les départements franciliens (15% pour la moyenne nationale).

Un nouveau dispositif national d'appui et de conduite de crise sanitaire a vu le jour en 2021 et vient se substituer au Plan national canicule élaboré en 2004. Il vise à renforcer la coordination entre les différents ministères concernés par la gestion des impacts sanitaires des vagues de chaleur et à structurer leurs actions, y compris en matière de communication. Il associe également Santé publique France et Météo-France.

Synthèse :

L'aire d'étude immédiate est concernée par le risque de mouvement de terrain lié au retrait-gonflement des argiles (aléa modéré) et est concernée par le risque de ruissèlement urbain. Elle est également concernée par : le risque sismique (aléa très faible), le risque radon (aléa faible) et le risque phénomènes climatiques.

Des mesures de prévention existent et devront être intégrées dans le projet urbain afin de limiter les dommages aux biens et aux personnes et de ne pas accroître la vulnérabilité du territoire (études géotechniques, respect des préconisations de construction, gestion des îlots de chaleur et gestion optimale des eaux pluviales du projet…).

L'enjeu lié aux risques naturels est donc considéré comme modéré.

1.5 SYNTHESE DE L'ANALYSE DU MILIEU PHYSIQUE

Tableau 19 : Synthèse des enjeux associés au milieu physique

Thème environnemental	Diagnostic de l'état initial	Niveau de l'enjeu	Recommandations éventuelles
CLIMATOLOGIE	▪ Climat océanique dégradé. ▪ Les étés sont assez chauds et les hivers doux. ▪ Précipitations relativement bien réparties sur l'ensemble de l'année. ▪ La quantité moyenne d'eau mensuelle se situe aux environs de 63 mm/mois pour les hauteurs maximales et de 42,6 mm/mois pour les hauteurs minimales. ▪ Les vents dominants sont de Sud-Ouest avec un renforcement en provenance du Nord et du Nord-Est à la fin de l'hiver et au printemps. ▪ Phénomènes de neige, grêle et brouillard plutôt faible. ▪ La durée d'insolation est de 1 831,3 heures. ▪ La forte imperméabilisation et la forte densité du secteur confèrent à l'aire d'étude immédiate de nombreuses sources d'effets de chaleur. ▪ Dans un contexte de changement climatique, les phénomènes de sècheresse pourront s'accentuer dans un futur proche.	Faible	Prise en compte des conditions climatiques locales et de l'adaptation au changement climatique
GEOMORPHOLOGIE	▪ L'aire d'étude immédiate est implantée au centre du plateau de Longboyau, délimité à l'Est par la vallée de la Seine, à l'ouest par la vallée de la Bièvre et au Sud par les vallées de l'Yvette et de l'Orge. ▪ Le plateau de Longboyau s'élève à environ 80-90 m. ▪ L'aire d'étude immédiate se situe à environ 87 m NGF sur une surface plane et quasiment non pentée, au sein du plateau de Longboyau ▪ Les sols dans le secteur sont marqués sont marqués par les remblais, les calcaires de Brie, recouvrant les argiles vertes et les marnes de Pantin. ▪ Le tunnel de la ligne 14 du métro parisien passe sous le site, environ au centre de la parcelle selon un axe nord-sud. ▪ D'après la carte de l'IDPR, au droit de l'aire d'étude immédiate, l'infiltration est majoritaire. Néanmoins, la forte imperméabilisation du quartier rend le ruissèlement de surface majoritaire. ▪ Les essais d'infiltration réalisés au droit de l'AEI mettent en évidence un sous-sol moyennement perméable.	Faible	Gestion des déblais/remblais sur le site en limitant les intrants/sortants.
RESSOURCE EN EAU	▪ Une masse d'eau souterraine libre à l'état chimique médiocre et au bon état quantitatif avec des pressions significatives. ▪ Une masse d'eau souterraine captive (plus profonde) aux bons états chimique et quantitatif. ▪ Les mesures de piézométrie réalisées au droit de l'AEI indiquent une profondeur de la nappe d'environ -7,5 m. ▪ Une absence de masse d'eau superficielle au droit de l'aire d'étude immédiate. ▪ Le cours d'eau le plus proche se situe à près de 1,6 km au sud-ouest de l'aire d'étude immédiate : Ru de Rungis. ▪ L'aire d'étude immédiate n'est pas concernée par un captage ou un périmètre de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine. ▪ Les eaux pluviales sont recueillies par les gouttières de bâtiments existants et pour les surfaces non bâties, les eaux s'écoulent en direction d'avaloirs. ▪ Les voies routières qui ceinturent l'aire d'étude immédiate disposent d'avaloirs de récupération des eaux pluviales. Aucun ruissellement d'eau pluvial en provenance de l'amont hydraulique n'arrive sur l'aire d'étude immédiate. ▪ Les eaux usées sont traitées au sein de l'usine Seine Amont de Valenton, dont la capacité permet d'accueillir de nouvelle population. ▪ Aire d'étude immédiate classée en zone de répartition des eaux et en zone sensible à l'eutrophisation. ▪ Aire d'étude immédiate concernée par le SDAGE Seine-Normandie 2022-2027 et le SAGE Bièvre.	Faible	Eviter toute pollution des masses d'eau souterraines et superficielles, notamment pendant la phase de travaux : inscrire des mesures restrictives dans le plan général des travaux. Prise en compte de la gestion des eaux pluviales ruisselant sur les nouvelles infrastructures. Respecter les préconisations de gestion des eaux pluviales du territoire.
RISQUES NATURELS	▪ L'aire d'étude immédiate n'est pas située en zone inondable. ▪ Aire d'étude immédiate concernée par le risque inondation par ruissèlement urbain. ▪ Aire d'étude immédiate non soumise à un risque d'inondation par remontée de nappe. ▪ Aire d'étude immédiate couverte par un risque de retrait-gonflement des argiles modéré. ▪ Aucune cavité souterraine et mouvement de terrain recensé au droit de l'aire d'étude. ▪ Risque sismique très faible qui n'implique aucune règle de construction, d'aménagement et d'exploitation spécifiques. ▪ L'aire d'étude éloignée est soumise au risque de phénomènes climatiques : tempêtes, canicules et épisodes de grands froids. ▪ L'aire d'étude éloignée est concernée par un risque radon faible.	Modéré	Prise en compte des risques naturels majeurs dans la conception du projet et lors de la phase chantier (risques ruissèlement et retrait-gonflement des argiles notamment).

Valeur de l'enjeu	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort	Très fort

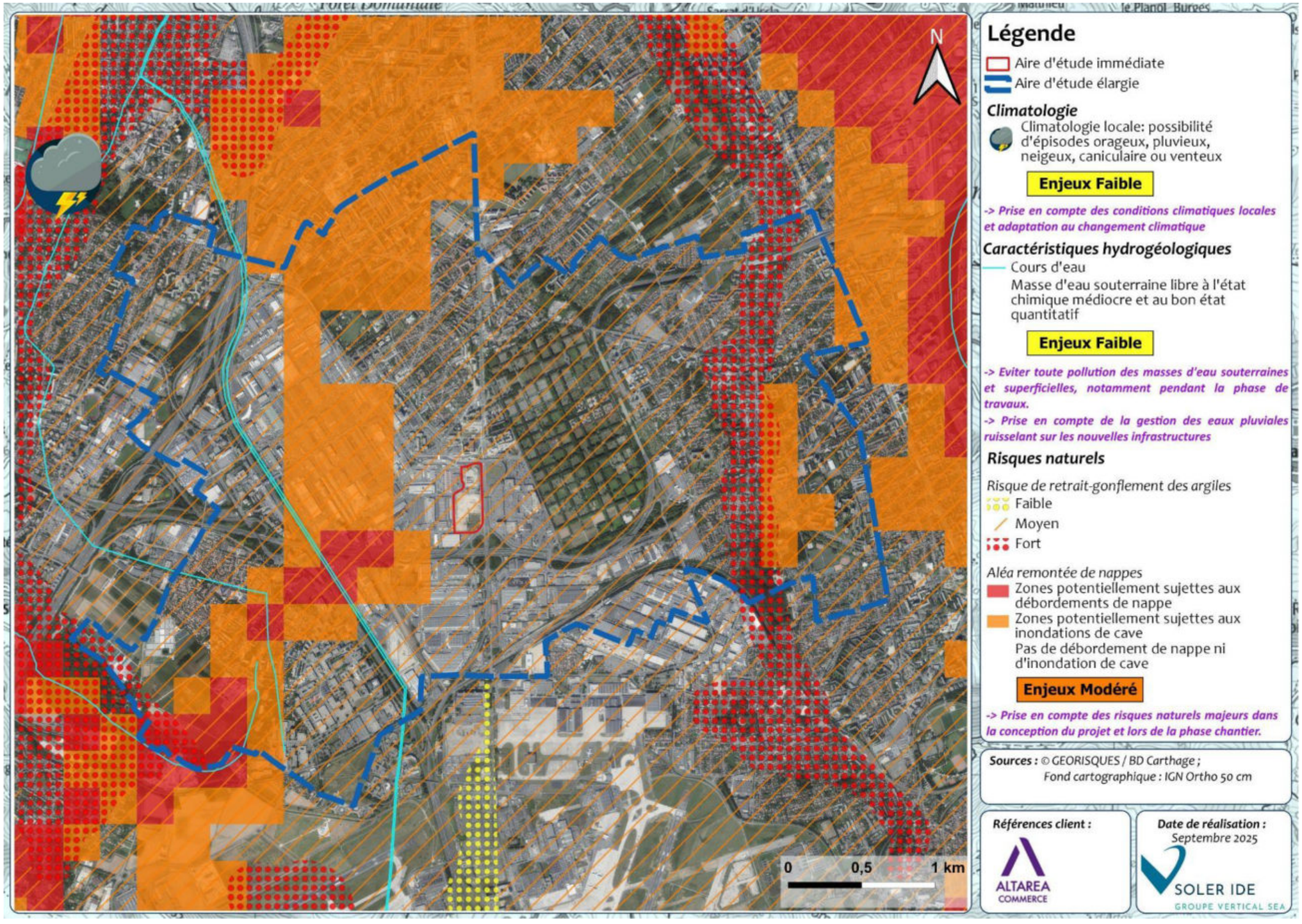


Figure 38 : Synthèse des enjeux associés au milieu physique au droit de l'aire d'étude élargie

2 MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE (SOURCE : DIAGOBAT)

L'analyse ci-dessous a été conduite par le bureau d'étude Diagobat Environnement.

2.1 ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE DU MILIEU NATUREL

Une étude des zonages du patrimoine naturel, de la Trame Verte et Bleue (TVB) et des Zones à Dominantes Humides (ZDH) est réalisée afin d'appréhender les relations entre la zone de projet et les espaces écologiques à proximité.

Le tableau suivant fait le récapitulatif de ces espaces écologiques dans la zone étendue du site, soit un rayon de 10 kilomètres (pour les zones Natura 2000 un rayon de 20 kilomètres est utilisé).

Type / N° identifiant	Nom	Distance par rapport au projet
ZNIEFF de type II 110030001	PARC DES LILAS	Environ 1,8 km au Nord-Est
ZNIEFF de type I 110030006	PRAIRIES ET FRICHES AU PARC DES LILAS	Environ 1,9 km au Nord-Est
ZNIEFF de type I 110020469	BOISEMENT DU PARC DÉPARTEMENTAL DE SCEAUX	Environ 4,6 km au Nord-Ouest
ZNIEFF de type II 110001605	VALLEE DE SEINE DE SAINT-FARGEAU À VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	Environ 5,4 km au Sud-Est
ZNIEFF de type I 110320023	LE CÔTEAU DES VIGNES	Environ 5,7 km au Sud
ZNIEFF de type I 110030011	FRICHES DU LAC DE CRÉTEIL	Environ 6,1 km au Nord-Ouest
ZNIEFF de type I 110001608	LA FOSSE AUX CARPES	Environ 8,2 km au Sud
ZNIEFF de type I 110001631	BASSIN DE RETENUE DE LA BIÈVRE À ANTONY	Environ 6,2 km au Sud-Ouest
RNR FR9300026	BASSIN DE LA BIEVRE	Environ 6,2 km à l'Ouest
ZNIEFF de type II 110001628	BASSE VALLEE DE L'YERRES	Environ 6,4 km au Sud-Est
ZNIEFF de type I 110030005	ROSELIÈRE DU PARC DÉPARTEMENTAL DE LA PLAGE BLEUE	Environ 6,9 km à l'Est
ZNIEFF de type II 110001762	FORÊT DE VERRIERES	Environ 7 km à l'Ouest
ZNIEFF de type II 110001701	BOIS DE VINCENNES	Environ 8,1 km au Nord-Est
APB FR3800499	LA FOSSE AUX CARPES	Environ 8,2 km au Sud
ZNIEFF de type I 110001693	FORÊT DE MEUDON ET BOIS DE CLAMART	Environ 8,5 km au Nord-Ouest
ZNIEFF de type II 110030022	FORÊTS DOMANIALES DE MEUDON ET DE FAUSSES-REPOSES ET PARC DE SAINT-CLOUD	Environ 8,5 km au Nord-Ouest
ZNIEFF de type I 110320001	BASSIN DE RETENUE DE SAULX	Environ 8,6 km au Sud-Ouest
ZNIEFF de type I 110020432	LA MARE DU GRIFFON ET LA MARE DES CARNIVORES	Environ 9,1 km au Sud-Est
ZNIEFF de type I 110020427	LE BASSIN DU GRAND HA-HA	Environ 9,2 km au Sud-Est
ZNIEFF de type II 110001610	FORÊT DE SENART	Environ 9,2 km au Sud-Est
APB FR3801062	OROBANCHE POURPRÉE	Environ 9,3 km au Sud-Ouest
ZNIEFF de type I 110020430	LA FRICHE DU GRAND WIRTEMBERG	Environ 9,8 km au Sud-Est
ZNIEFF de type I 110020461	LES ÎLES DE LA MARNE DANS LA BOUCLE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSES	Environ 9,8 km au Nord-Est
ZNIEFF de type I 110020428	LE BOIS D'YON	Environ 10,0 km au Sud-Est
ZPS FR1112013	SITES DE SEINE-SAINT-DENIS	Environ 12,0 km au Nord-Est
ZPS FR1112011	MASSIF DE RAMBOUILLET ET ZONES HUMIDES PROCHES	Environ 19,0 km au Sud-Ouest
ENS	PARC DES LILAS	N'intercepte aucun ENS
	Composantes de la Trame Verte et Bleue du SRCE	N'intercepte aucune composante du SRCE
	Objectifs de la Trame Verte et Bleue du SRCE	Intercepte deux objectifs du SRCE
	Zones à Dominante Humide	N'intercepte aucune Zone à Dominante Humide

L'emprise de la zone de projet est exclue de tous les zonages du patrimoine naturel, des composantes/objectifs du SRCE, des Zones à Dominante Humide (ZDH) recensés dans la cadre de cette expertise.

Ces espaces écologiques sont localisés dans les cartes aux pages suivantes.

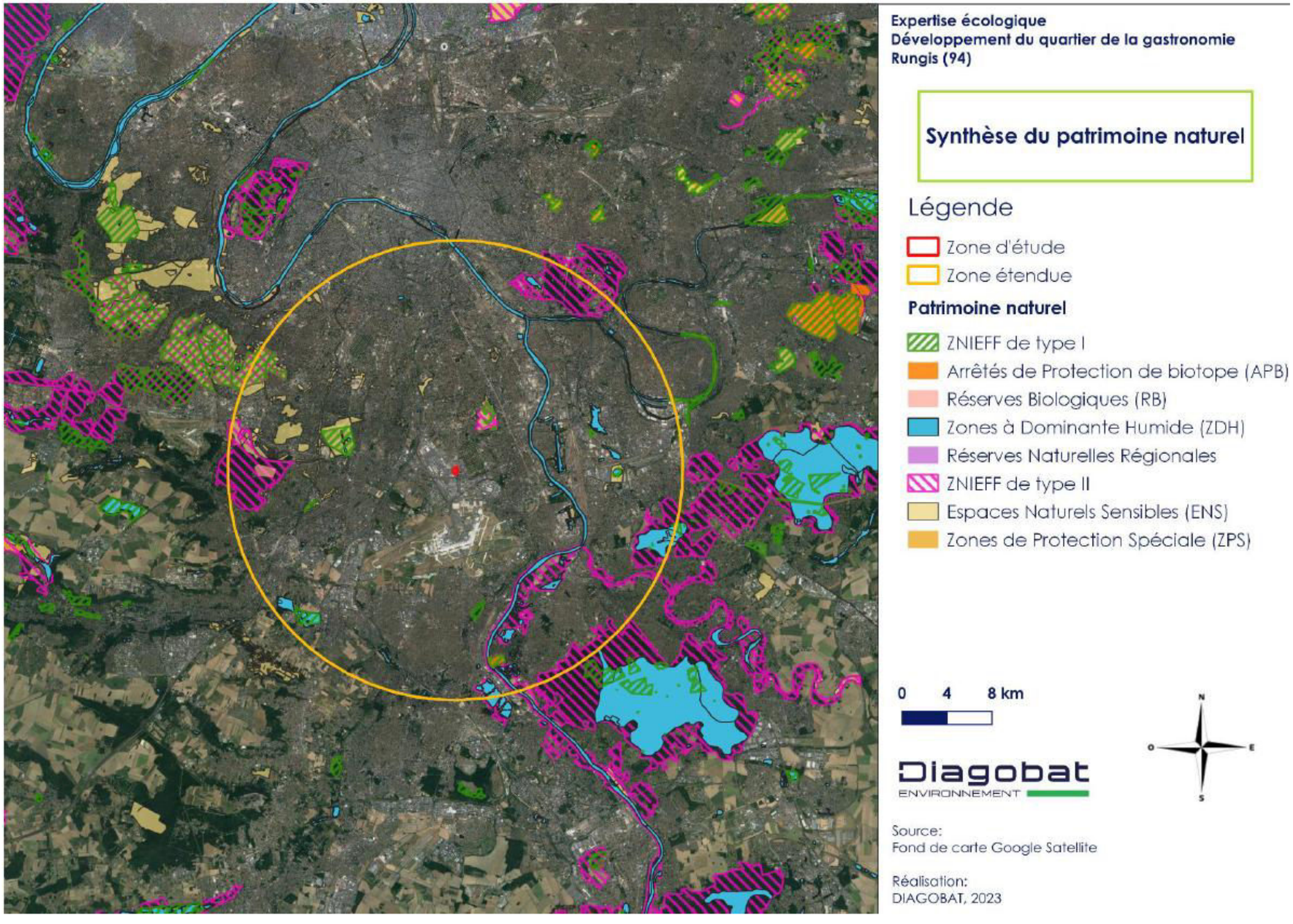


Figure 39 : Synthèse du patrimoine naturel -Source : Diagobat Environnement

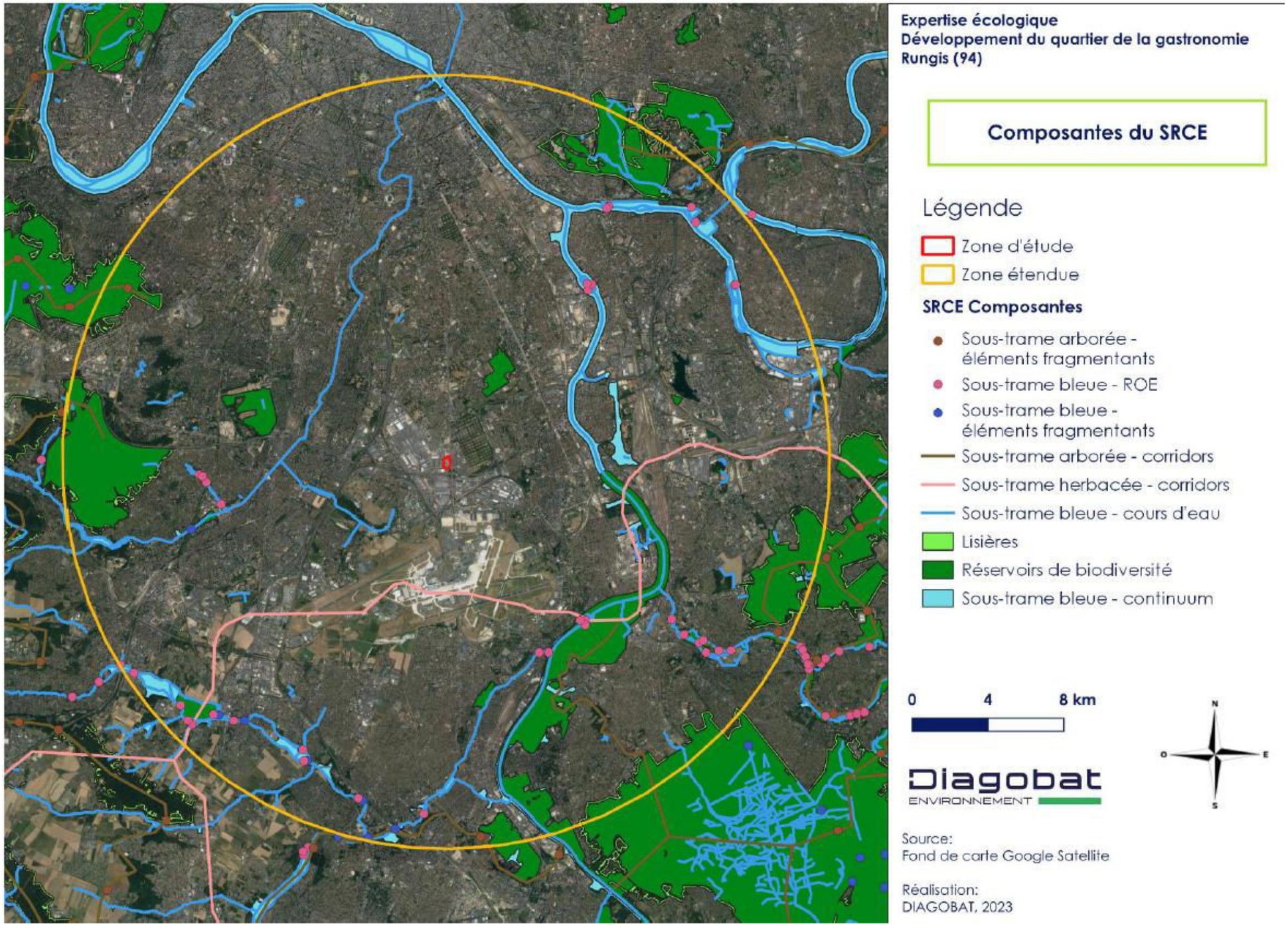


Figure 40 : Composantes du SRCE – Source : Diagobat Environnement

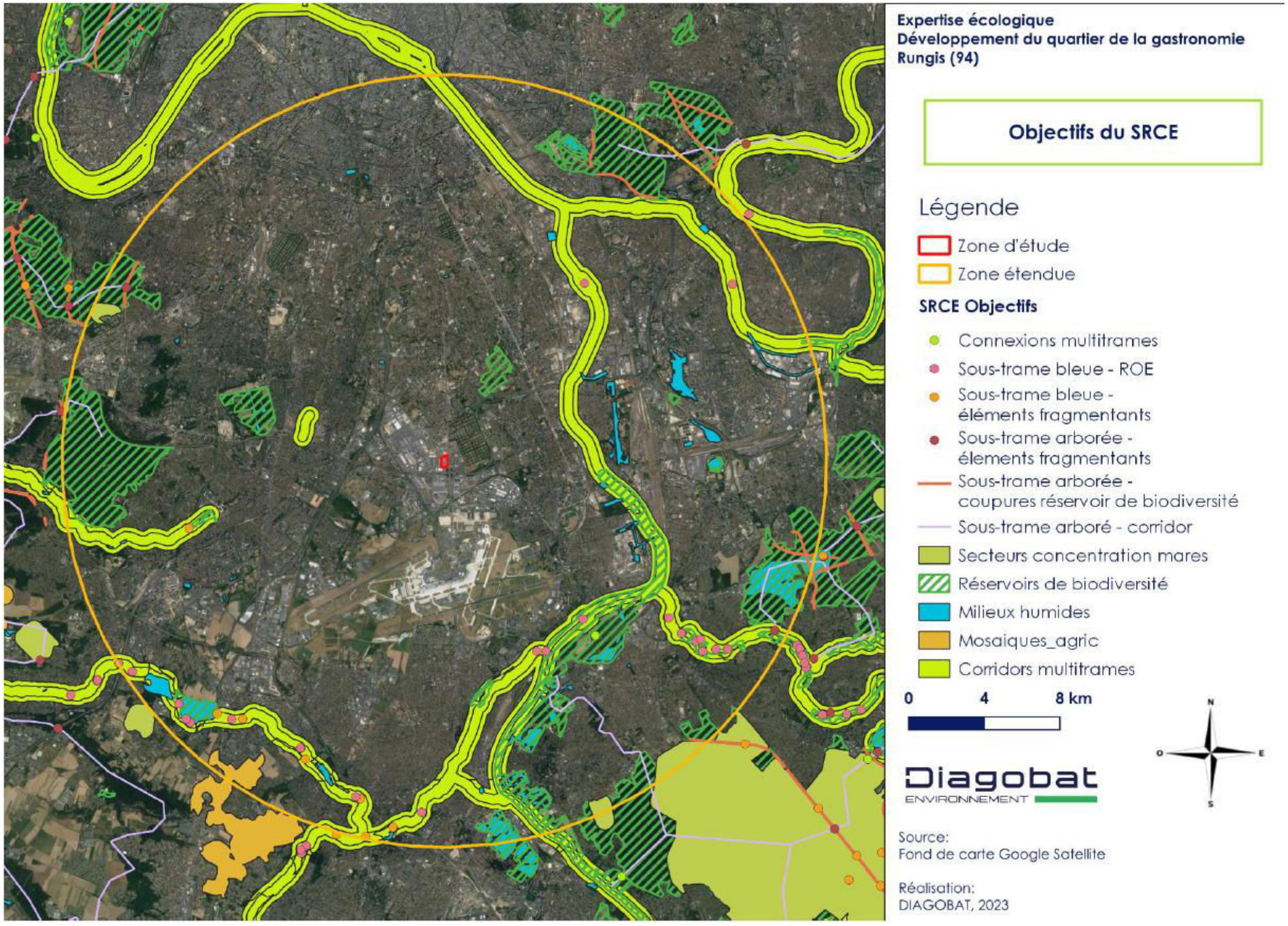


Figure 41 : Objectifs du SRCE – Source : Diagobat Environnement

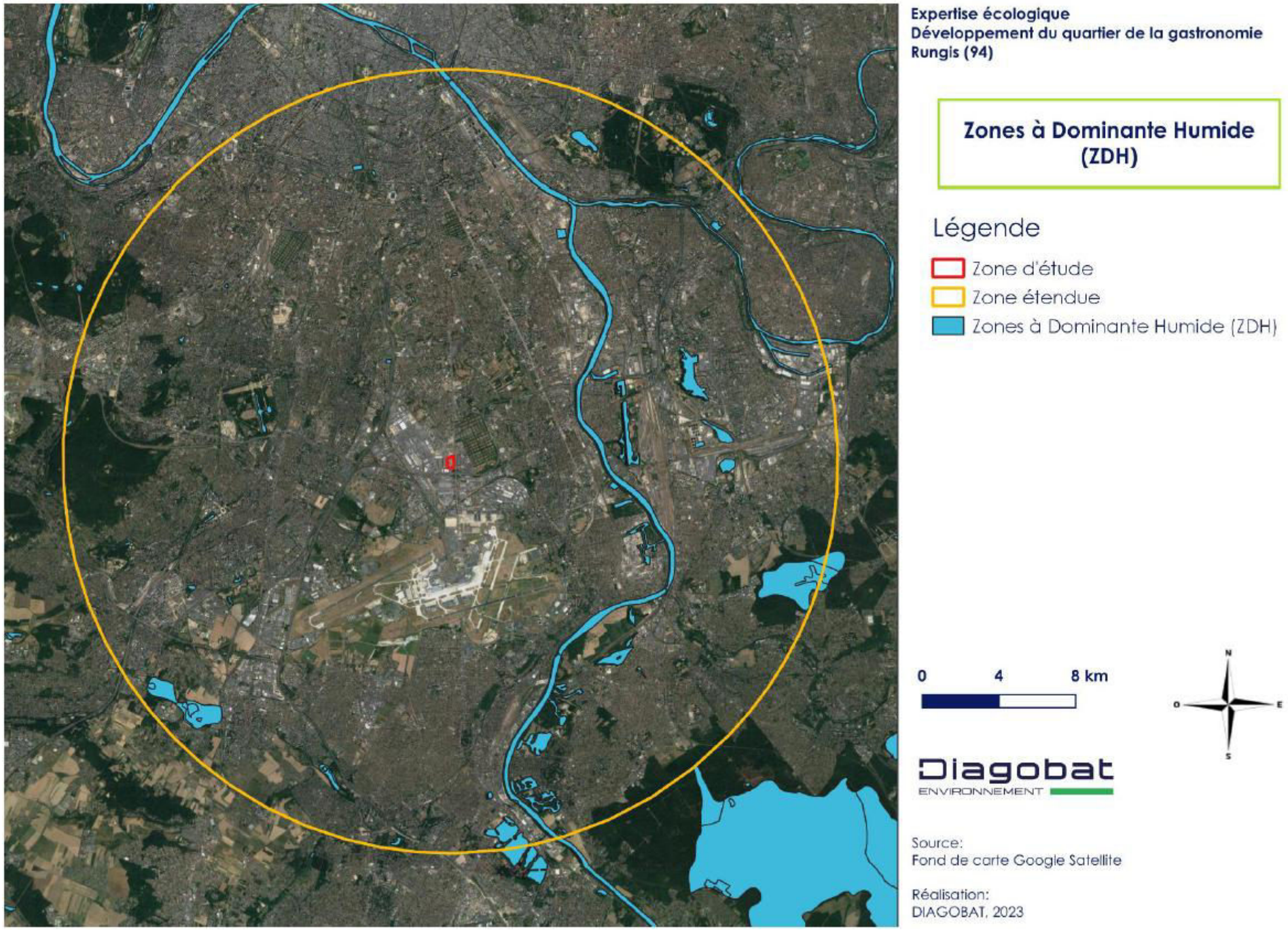


Figure 42 : Zones à Dominante Humide (ZDH) – Source : Diagobat Environnement

2.1.1 LOCALISATION DU PROJET PAR RAPPORT AUX SITES NATURELS PROTEGES OU REMARQUABLES

2.1.1.1 Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Qu'est-ce qu'une ZNIEFF ?

Une ZNIEFF est une zone de superficie variable dont **la valeur biologique élevée est due à la présence d'espèces animales ou végétales rares** et (ou) à l'existence de groupements végétaux remarquables. Elle peut présenter également un intérêt biologique remarquable d'un point de vue paysager, géologique ou hydrologique.

Les ZNIEFF de type I correspondent à des zones d'intérêt biologique remarquable au titre des espèces ou des habitats de grande valeur écologique.

Les ZNIEFF de type II sont constituées de grands ensembles naturels, riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

La présence d'une zone répertoriée à l'inventaire ZNIEFF ne constitue pas en soi une protection réglementaire du terrain concerné. Cependant, cet inventaire a pour objectif de contribuer à la prise en compte de patrimoine naturel dans tout projet de planification et d'aménagement, tel que le prévoit la législation française.

Aucune ZNIEFF n'est présente dans l'emprise de la zone de projet. Sept ZNIEFF de type II et quatorze ZNIEFF de type I sont cependant inclues, au moins en partie, dans le périmètre de la zone étendue du projet.

Celles-ci sont listées dans le tableau suivant.

TYPE DE ZONAGE	NOM	DISTANCE DE LA ZONE DE PROJET
ZNIEFF de type II 110030001	PARC DES LILAS	Environ 1,8 km au nord-est
ZNIEFF de type I 110030006	PRAIRIES ET FRICHES AU PARC DES LILAS	Environ 1,9 km au nord-est
ZNIEFF de type I 110020469	BOISEMENT DU PARC DÉPARTEMENTAL DE SCEAUX	Environ 4,6 km au nord-ouest
ZNIEFF de type II 110001605	VALLEE DE SEINE DE SAINT-FARGEAU À VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	Environ 5,4 km au sud-est
ZNIEFF de type I 110320023	LE CÔTEAU DES VIGNES	Environ 5,7 km au sud
ZNIEFF de type I 110030011	FRICHES DU LAC DE CRÉTEIL	Environ 6,1 km au nord-ouest
ZNIEFF de type I 110001631	BASSIN DE RETENUE DE LA BIÈVRE À ANTONY	Environ 6,2 km au sud-ouest
ZNIEFF de type II 110001628	BASSE VALLEE DE L'YERRES	Environ 6,4 km au sud-est
ZNIEFF de type I 110030005	ROSELIÈRE DU PARC DÉPARTEMENTAL DE LA PLAGE BLEUE	Environ 6,9 km à l'est
ZNIEFF de type II 110001762	FORÊT DE VERRIERES	Environ 7 km à l'ouest
ZNIEFF de type II 110001701	BOIS DE VINCENNES	Environ 8,1 km au nord-est
ZNIEFF de type I 110001608	LA FOSSE AUX CARPES	Environ 8,2 km au sud
ZNIEFF de type I 110001693	FORÊT DE MEUDON ET BOIS DE CLAMART	Environ 8,5 km au nord-ouest
ZNIEFF de type II 110030022	FORÊTS DOMANIALES DE MEUDON ET DE FAUSSES-REPOSES ET PARC DE SAINT-CLOUD	Environ 8,5 km au nord-ouest
ZNIEFF de type I 110320001	BASSIN DE RETENUE DE SAULX	Environ 8,6 km au sud-ouest
ZNIEFF de type I 110020432	LA MARE DU GRIFFON ET LA MARE DES CARNIVORES	Environ 9,1 km au sud-est
ZNIEFF de type I 110020427	LE BASSIN DU GRAND HA-HA	Environ 9,2 km au sud-est
ZNIEFF de type II 110001610	FORÊT DE SENART	Environ 9,2 km au sud-est
ZNIEFF de type I 110020430	LA FRICHE DU GRAND WIRTEMBERG	Environ 9,8 km au sud-est
ZNIEFF de type I 110020461	LES ÎLES DE LA MARNE DANS LA BOUCLE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSES	Environ 9,8 km au nord-est
ZNIEFF de type I 110020428	LE BOIS D'YON	Environ 10,0 km au sud-est

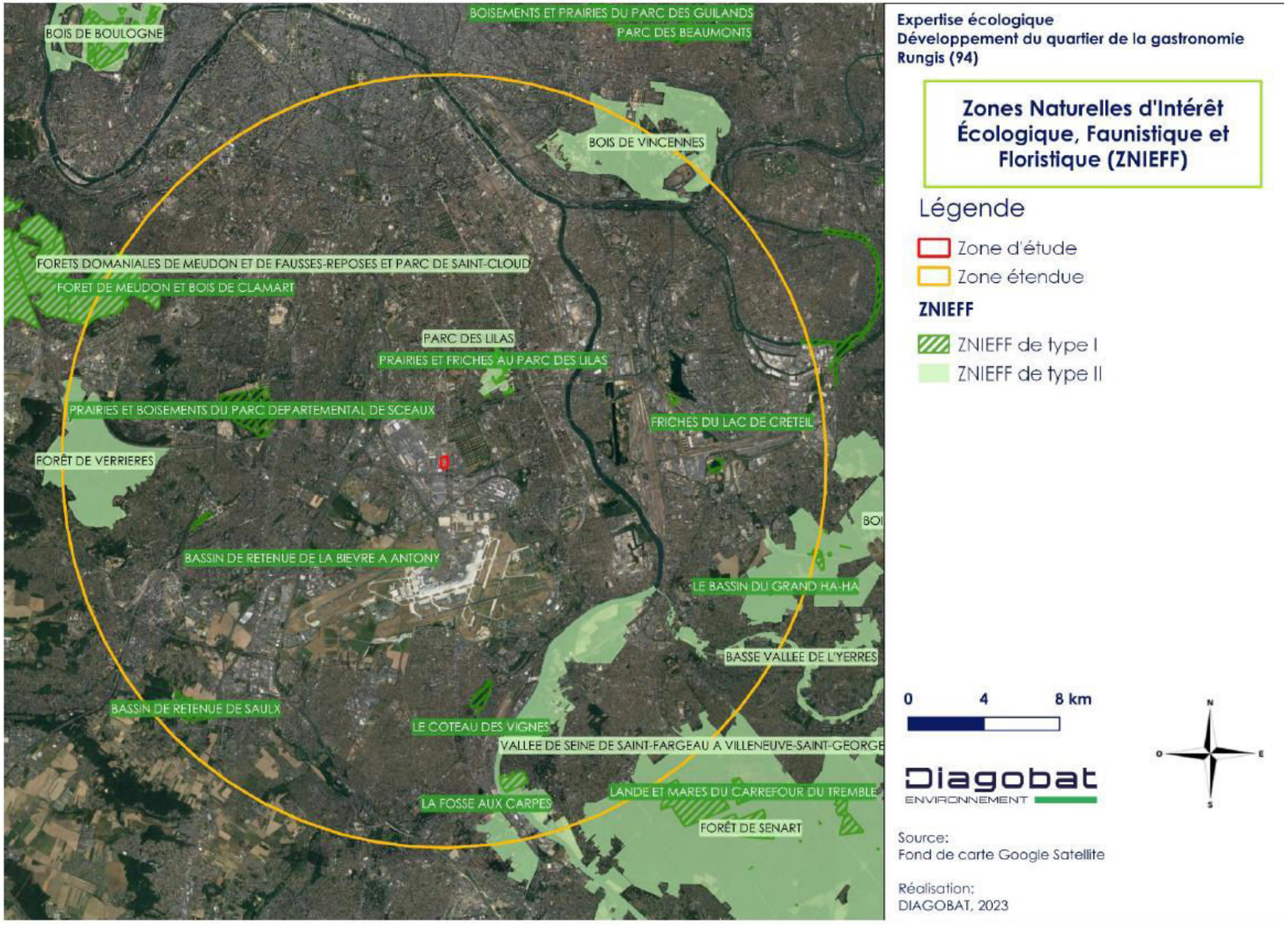


Figure 43 : Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) – Source : Diagobat Environnement

2.1.1.2 Natura 2000

« **Natura 2000** » est un programme européen destiné à assurer **la sauvegarde et la conservation de la flore, de la faune et des biotopes** importants. Il est composé de sites désignés spécialement par chacun des États membres en application des directives européennes dites "Habitats" et "Oiseaux" de 1992 et 2009.

La directive du 30 novembre 2009 dite directive "Oiseaux" prévoit la protection des habitats nécessaires à la reproduction et à la survie d'espèces d'oiseaux considérées comme rares ou menacées à l'échelle de l'Europe. Dans chaque pays de l'Union européenne seront classés en **Zone de Protection Spéciale (ZPS)** les sites les plus adaptés à la conservation des habitats de ces espèces en tenant compte de leur nombre et de leur superficie.

La directive du 21 mai 1992 dite directive "Habitats" promeut la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvages. Elle prévoit la création d'un réseau écologique européen de **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)**. La France recèle de nombreux milieux naturels et espèces cités par la directive : habitats côtiers et végétation des milieux salés, dunes maritimes et continentales, habitats d'eau douce, habitats rocheux et grottes, ... Avec leurs plantes et leurs habitants : mammifères, reptiles, amphibiens, poissons, arthropodes, ...

Aucun site Natura 2000 n'est présent sur la zone de projet ou dans la zone étendue. Les sites les plus proches sont à plus de 12 km de la zone de projet.

TYPE DE ZONAGE	NOM	DISTANCE DE LA ZONE DE PROJET
ZPS FR1112013	SITES DE SEINE-SAINT-DENIS	Environ 12,0 km au nord-est
ZPS FR1112011	MASSIF DE RAMBOUILLET ET ZONES HUMIDES PROCHES	Environ 19,0 km au sud-ouest

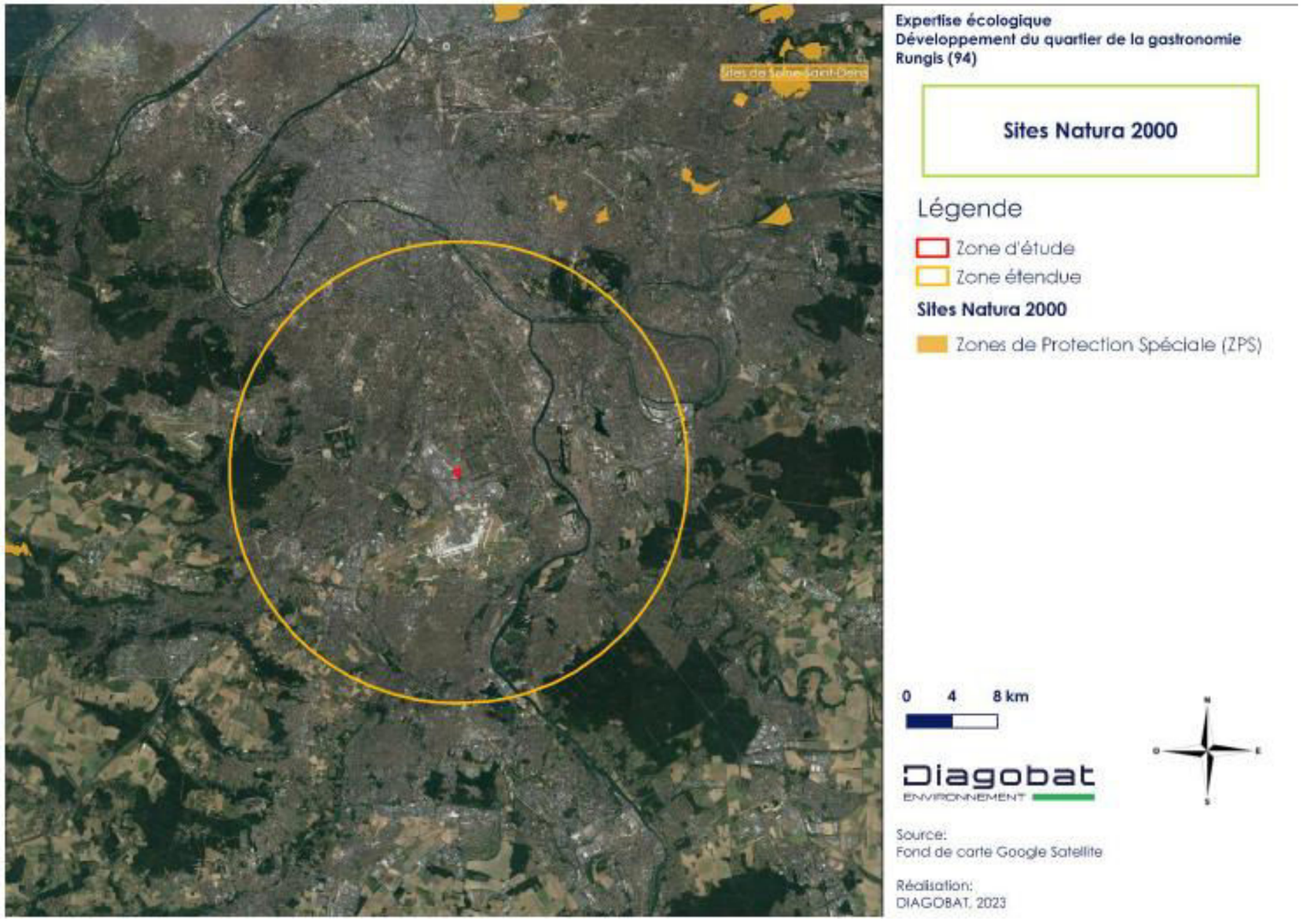


Figure 44 : Sites NATURA 2000 - Source : Diagobat Environnement

Prise en compte des sites Natura 2000 dans le cadre du projet

Il y a peu de probabilité que les espèces ayant permis la désignation des sites Natura 2000 puissent fréquenter le site.

D'une part, le projet est localisé en milieu urbain sans habitat favorable à l'installation des espèces dans son emprise. D'autres part, de nombreuses barrières empêchent le passage de la faune pédestre. Il est possible que certaines espèces ornithologiques puissent fréquenter le site, toutefois cela concernerait uniquement un transit d'un espace à l'autre.

2.1.1.3 Arrêtés de protection du biotope (APB)

L'arrêté préfectoral de protection de biotope (APB) est un outil de protection forte qui concerne un espace pouvant être limité. Il a pour objectif **la préservation des milieux naturels** nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des **espèces animales ou végétales protégées** par la loi.
Le terme biotope doit être entendu au sens large de milieu indispensable à l'existence des espèces de faune et de flore. Un biotope est une aire géographique bien délimitée, caractérisée par des conditions particulières (géologiques, hydrologiques, climatiques, sonores, etc.). Il peut arriver que le biotope d'une espèce soit constitué par un lieu artificiel (combles des églises, carrières), s'il est indispensable à la survie d'une espèce protégée.

Aucun arrêté préfectoral de protection de biotope n'est présent sur la zone de projet. Deux APB sont présents dans sa zone étendue. La probabilité qu'il y ait des interactions entre la zone d'étude et des zonages est faible au vu de la forte matrice urbaine qui les séparent.

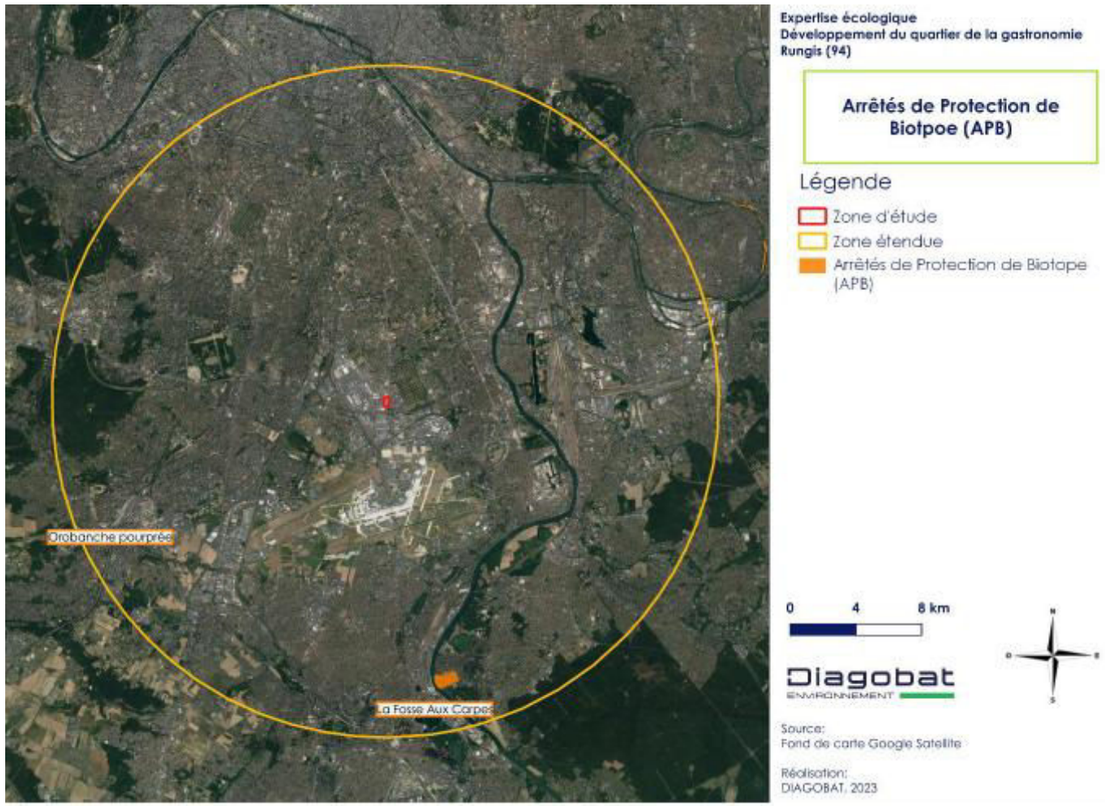


Figure 45 : Arrêtés de protection du biotope - Source : Diagobat Environnement

TYPE DE ZONAGE	NOM	DISTANCE DE LA ZONE DE PROJET
APB FR3800499	LA FOSSE AUX CARPES	Environ 8,2 km au Sud
APB FR3801062	OROBANCHE POURPRÉE	Environ 9,3 km au Sud-Ouest

2.1.1.4 Réserves Biologiques (RB)

Qu'est-ce qu'une Réserve Biologique ?

Les **Réserves biologiques** constituent un outil de protection propre aux forêts publiques et particulièrement bien adapté à leurs spécificités. On distingue deux types de réserves biologiques : les réserves biologiques dirigées et les réserves biologiques intégrales.

Les **Réserves biologiques dirigées (RBD)** ont pour objectif la conservation de milieux et d'espèces remarquables. Elles procurent à ce patrimoine naturel la protection réglementaire et la gestion conservatoire spécifique qui peuvent être nécessaires à sa conservation efficace.

Dans les **Réserves biologiques intégrales (RBI)**, l'exploitation forestière est proscrite et la forêt est rendue à une évolution naturelle. Les objectifs sont la connaissance du fonctionnement naturel des écosystèmes, et le développement de la biodiversité associée aux arbres âgés et au bois mort (insectes rares, champignons…). Les RBI constituent de véritables « laboratoires de nature ».

Les **Réserves biologiques** sont créées par arrêté interministériel (Ecologie et Agriculture), pour une durée illimitée.

Aucune Réserve Biologique n'est présente sur la zone de projet. Une RBI est cependant présente dans la zone étendue. Au vu de la forte matrice urbaine séparant la zone d'étude de cette réserve, Il ne semble pas qu'il y ait d'interactions possibles entre ces deux sites.

TYPE DE ZONAGE	NOM	DISTANCE DE LA ZONE DE PROJET
RBI FR2400207	VERRIERES-LE-BUISSON	Environ 7,9 km à l'Ouest

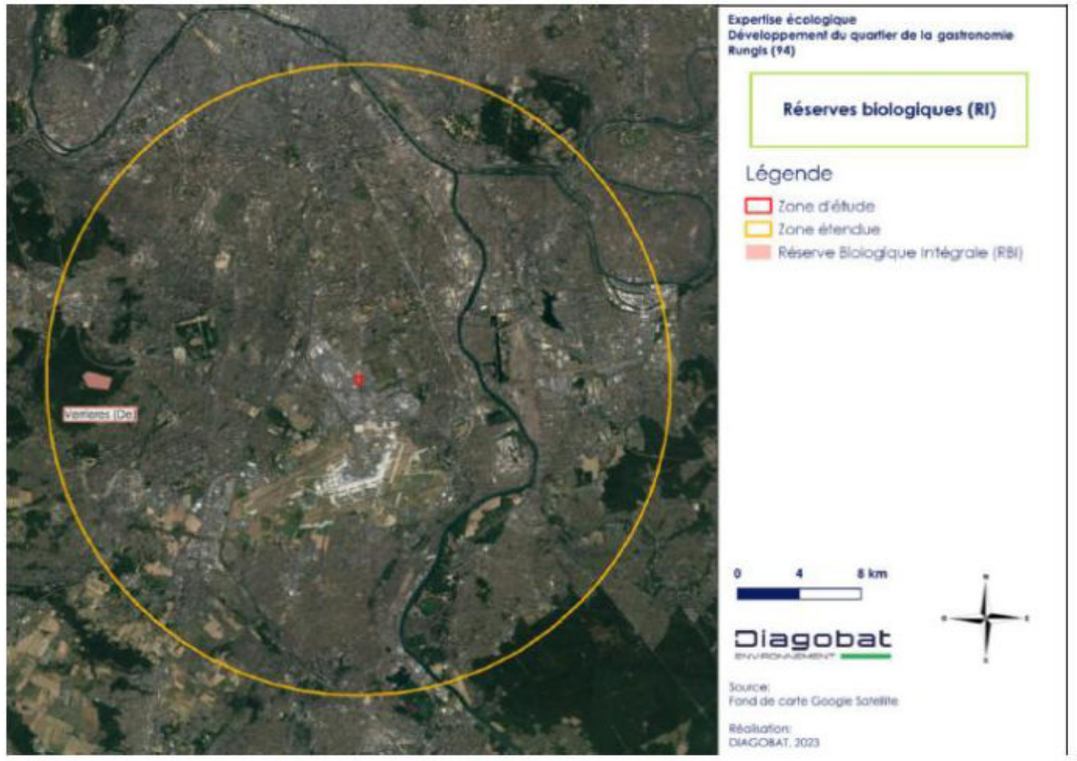


Figure 46 : Réserves biologiques - Source : Diagobat Environnement

2.1.1.5 Réserves Naturelles (RN)

Qu'est-ce qu'une Réserve Naturelle ?

Les réserves naturelles sont des espaces protégeant un patrimoine naturel remarquable par une réglementation adaptée en prenant en compte le contexte local. Ces réserves présentent des **particularités qui leurs sont propres** avec tout d'abord des différences de tailles, certaines sont reconnues principalement pour leur **patrimoine géologique** tandis que d'autres ont été classées pour leur **patrimoine biologique ou pour les habitats qui les composent** et peuvent se voir confier une **forte responsabilité régionale envers la conservation de certaines espèces.**

Une **Réserve Naturelle Nationale (RNN)** est un outil de protection à long terme d'espaces, d'espèces et d'objets géologiques rares ou caractéristiques, ainsi que de milieux naturels fonctionnels et représentatifs de la diversité biologique en France.

Les **Réserves Naturelles régionales (RNR)** présentent les mêmes caractéristiques que les réserves naturelles nationales, à ceci près qu'elles sont classées par le Conseil régional pour une durée limitée (renouvelable) et que certaines activités ne peuvent pas être réglementées (la chasse, la pêche, l'extraction de matériaux).

L'Île-de-France compte **12 Réserves Naturelles Régionales et 4 Réserves Naturelles Nationales** représentant environ 2% du territoire national métropolitain.

Aucune Réserve Naturelle n'est présente sur la zone de projet. Une RNN est cependant présente dans la zone étendue.

La Réserve Naturelle Régionale la plus proche est située à environ 6,2 km de la zone d'étude. Il s'agit de la RNR Bassin de la Bièvre (identifiant national n°FR9300026). De même que pour les Réserves Biologiques (RB), il semble peu probable que la RNR Marais de Stors et le site de projet interagissent ensemble.

TYPE DE ZONAGE	NOM	DISTANCE DE LA ZONE DE PROJET
RNR FR9300026	BASSIN DE LA BIEVRE	Environ 6,2 km à l'Ouest

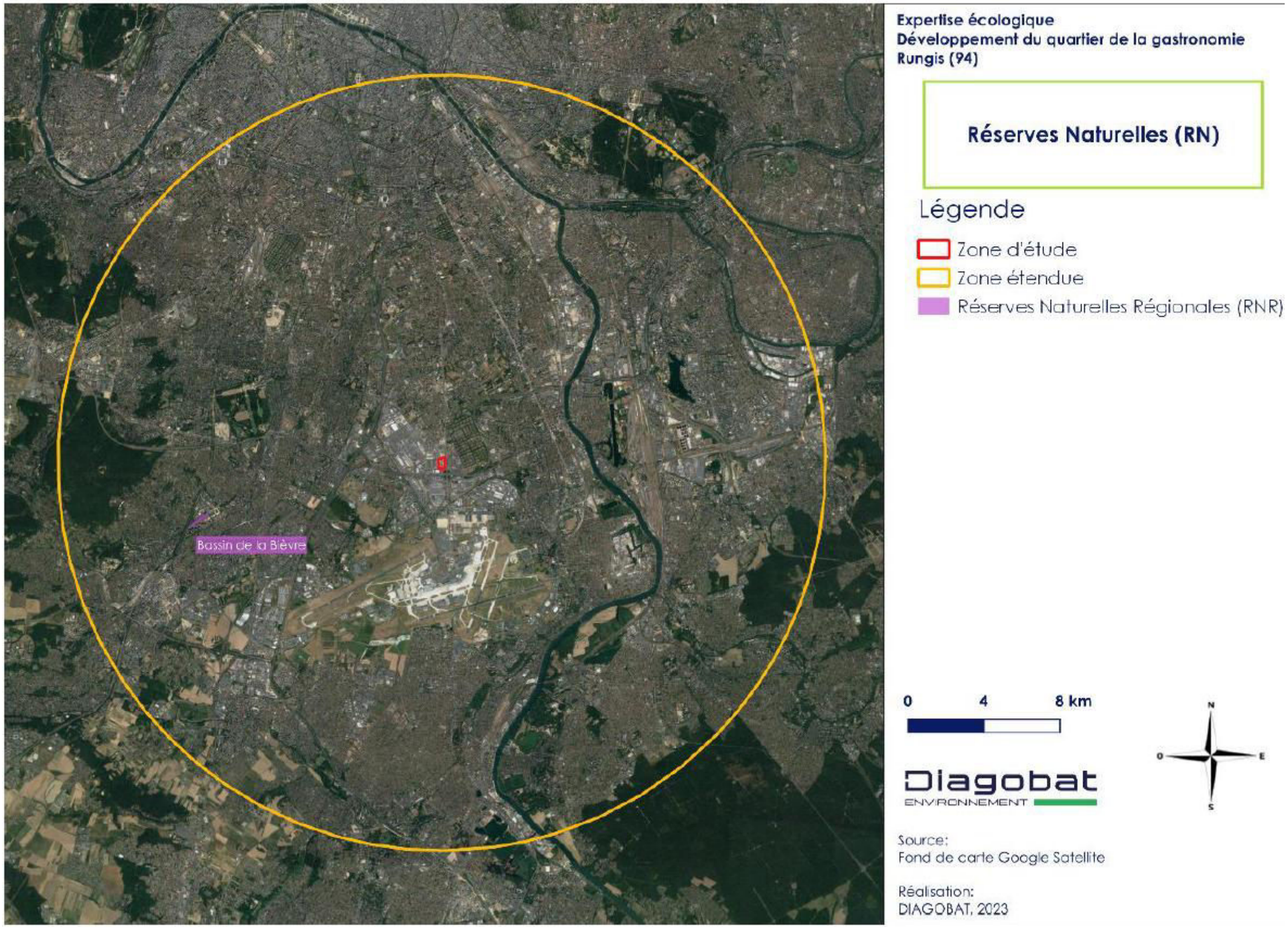


Figure 47 : Réserves naturelles - Source : Diagobat Environnement

2.1.1.6 Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) ont pour objectif **de protéger un patrimoine naturel, paysager ou géologique de qualité**, qui se révèle menacé ou vulnérable par l'urbanisation, le développement d'activités ou des intérêts privés.		
En sus de cette **mission de conservation**, les ENS ont aussi une **mission d'accueil** du public et de **sensibilisation**, au moins dans certains lieux et à certaines périodes de l'année si cela n'est pas incompatible avec la fragilité des sites.	Ces Espaces Naturels Sensibles sont établis à l'initiative des **conseils généraux des départements.** Ils peuvent pour cela mettre en place une taxe spécifique : la Taxe des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) sur les permis de construire.	Les fonds alimentés par cette taxe servent alors à **acquérir, restaurer, aménager et gérer les milieux naturels menacés.** La propriété et la gestion de ces espaces peuvent échoir aux départements ou bien à une tierce partie conventionnée (association, conservatoire du littoral, etc.).

Adopté par le Département des Hauts-de-Seine le 27 avril 2001, le schéma départemental des espaces naturels sensibles inventorie les espaces naturels et les hiérarchise. Il détermine des objectifs de préservation pour chacun d'eux et propose des outils adaptés à ces objectifs. Ce jeu de données les localise sur territoire départemental et précise leur surface.

On distingue les Espaces Naturels Sensibles (ENS) proprement dits et les Espaces Naturels Associés (ENA) qui sont en quelque sorte des zones tampons vis à vis des espaces urbanisés.

Le Schéma recense les espaces naturels répertoriés comme sensibles. Il fixe sept objectifs au regard de ces sites :

1. Valoriser la Seine et les berges naturelles de Rueil-Malmaison à Villeneuve-la-Garenne ;
2. Renforcer la vocation de nature des îles et préserver les dernières berges naturelles entre Asnières et Issy-les-Moulineaux ;
3. Préserver les zones humides de la Bièvre et des Godets ;
4. Préserver la continuité paysagère des coteaux de la Seine ;
5. Préserver la diversité écologique et paysagère des hauteurs de la Bièvre ;
6. Favoriser la diversité biologique des grands parcs et des forêts et préserver leurs lisières ;
7. Relier les grands espaces naturels entre eux par des continuités écologiques et paysagères.

Les espaces naturels associés correspondent à des sites de moindre naturalité et de moindre richesse biologique que les ENS mais qui participent à cette richesse par leur proximité d'un ENS.

Aucun ENS n'est inclus dans la zone de projet. Plusieurs ENS sont situés dans la zone étendue, le plus proche étant localisé à environ 1,9 km au nord-est du site. Il s'agit de l'ENS Parc des Lilas.

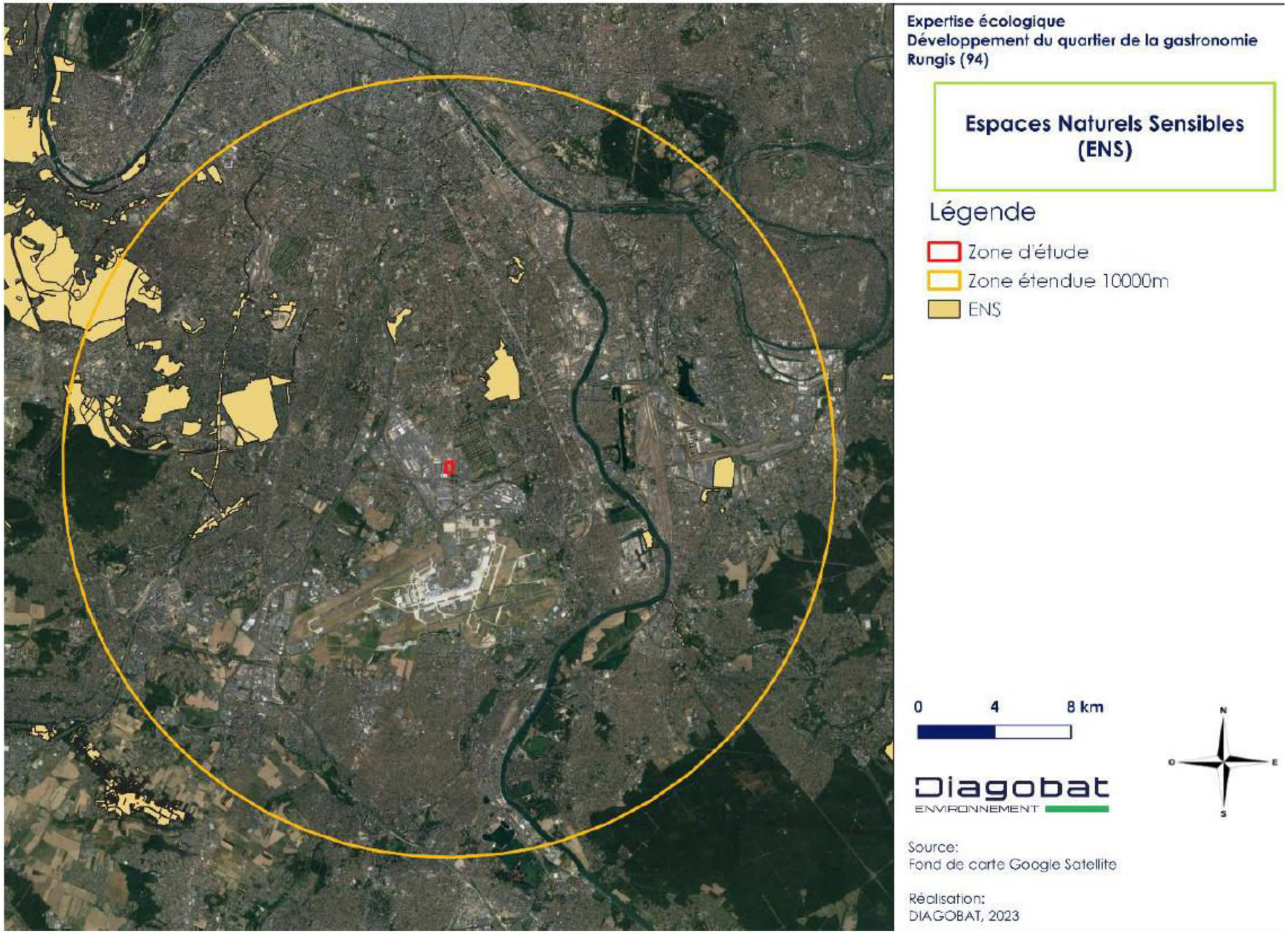


Figure 48 : Espaces Naturels Sensibles (ENS) – Source : Diagobat Environnement

2.1.2 LOCALISATION DU PROJET PAR RAPPORT A LA TRAME VERTE ET BLEUE

2.1.2.1 Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF)

Elaboré par le Région Île-de-France sur l'ensemble de son périmètre, en association avec l'Etat, le **Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF)** précise les moyens à mettre en œuvre pour :

- Corriger les disparités spatiales, sociales et économiques de la région,
- Coordonner l'offre de déplacement,
- Préserver les zones rurales et naturelles afin d'assurer les conditions d'un développement durable de la région.

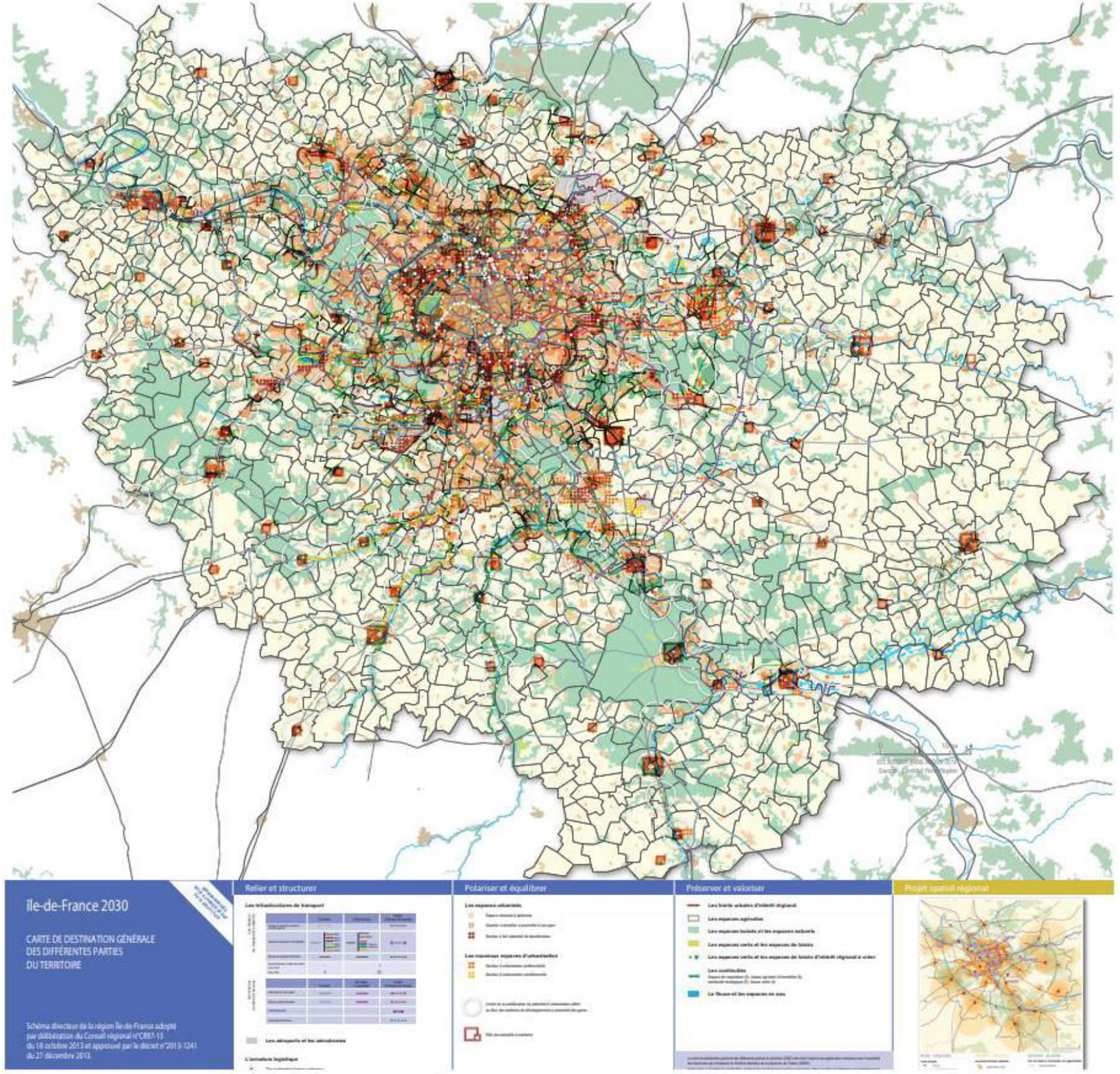
Il vise à **concilier la maîtrise de la croissance urbaine et démographique et de l'utilisation de l'espace, d'un côté, avec l'objectif de garantir le rayonnement international de l'Île-de-France, de l'autre.**

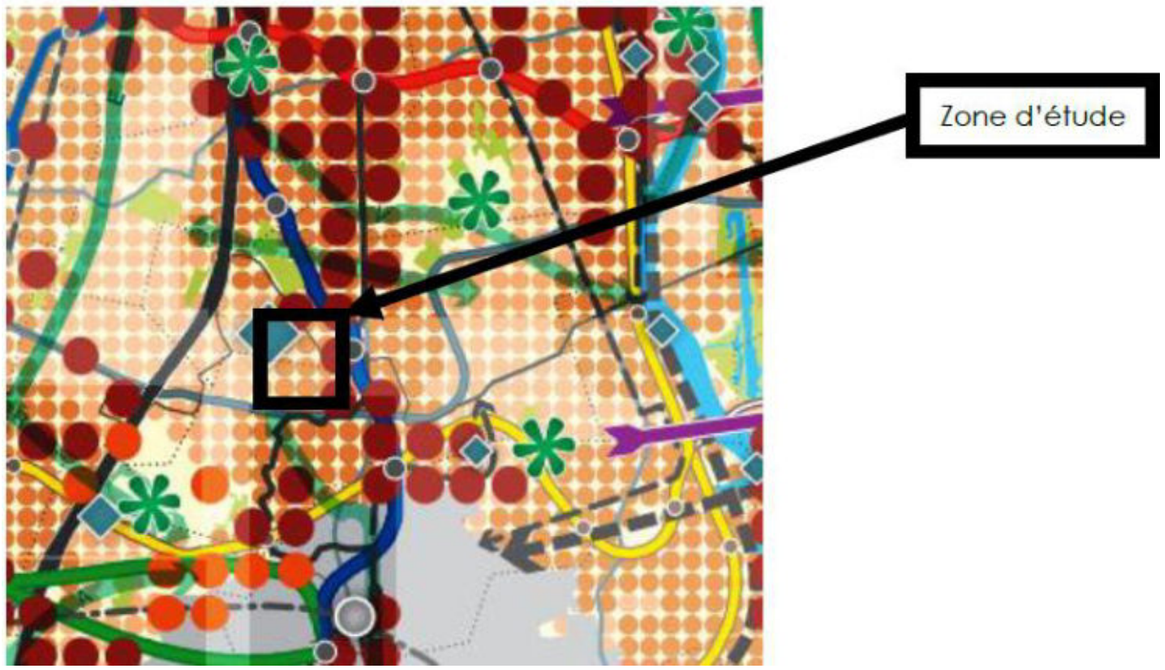
Pour cela, il détermine notamment :

- La destination générale de différentes parties du territoire,
- Les moyens de protection et de mise en valeur de l'environnement,
- La localisation des grandes infrastructures de transport et des grands équipements,
- La localisation préférentielle des extensions urbaines, ainsi que des activités industrielles, logistiques, artisanales, agricoles, forestières et touristiques,
- Une trajectoire permettant d'aboutir à l'absence de toute artificialisation nette des sols ainsi que, par tranches de 10 ans, un objectif de réduction du rythme de l'artificialisation.

Le SDRIF est adopté par la Région et approuvé par décret en Conseil d'Etat.

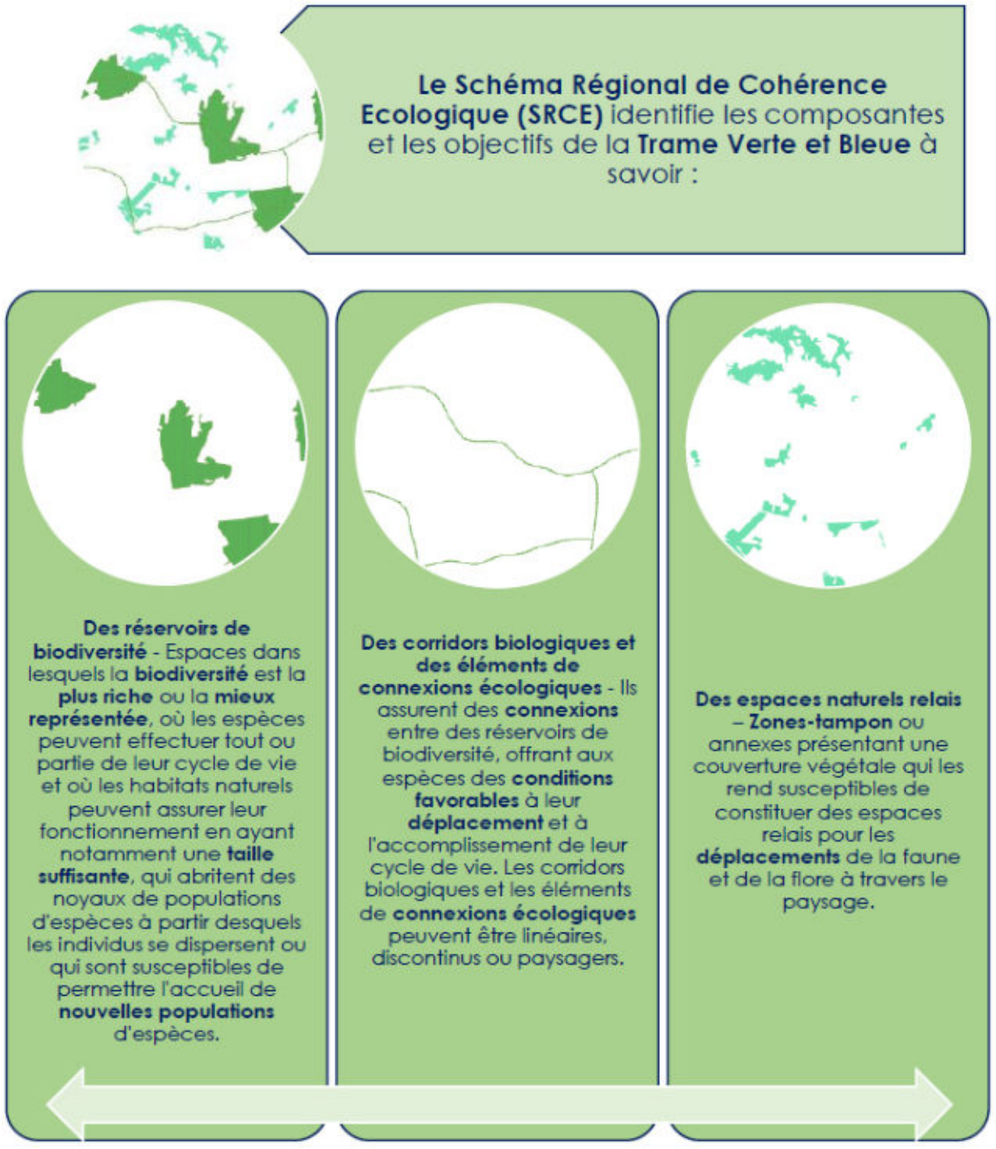
Les cartographies suivantes illustrent la destination générale des différentes parties du territoire à l'horizon 2030 pour la région Île-de-France adopté en 2013. La première cartographie reprend une vue d'ensemble de l'atlas fourni par le SRDIF. La deuxième cartographie montre les continuités écologiques à forte proximité du site.


Île-de-France 2030
CARTE DE DESTINATION GÉNÉRALE DES DIFFÉRENTES PARTIES DU TERRITOIRE
Schéma directeur de la région Île-de-France adopté par délibération du Conseil régional n°CR87-13 du 18 octobre 2013 et approuvé par le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013.
Relier et structurer
Polariser et équilibrer
Préserver et valoriser
Projet spatial régional



Le site est localisé dans un « espace urbanisé à optimiser » à proximité d'un « secteur à fort potentiel de densification », « site multimodal d'enjeux nationaux ».

2.1.2.2 Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE)



Aucun élément du SRCE (composantes ou objectifs) n'est inclus dans la zone de projet. Plusieurs éléments associés aux trames vertes et bleues sont cependant présents dans la zone étendue.

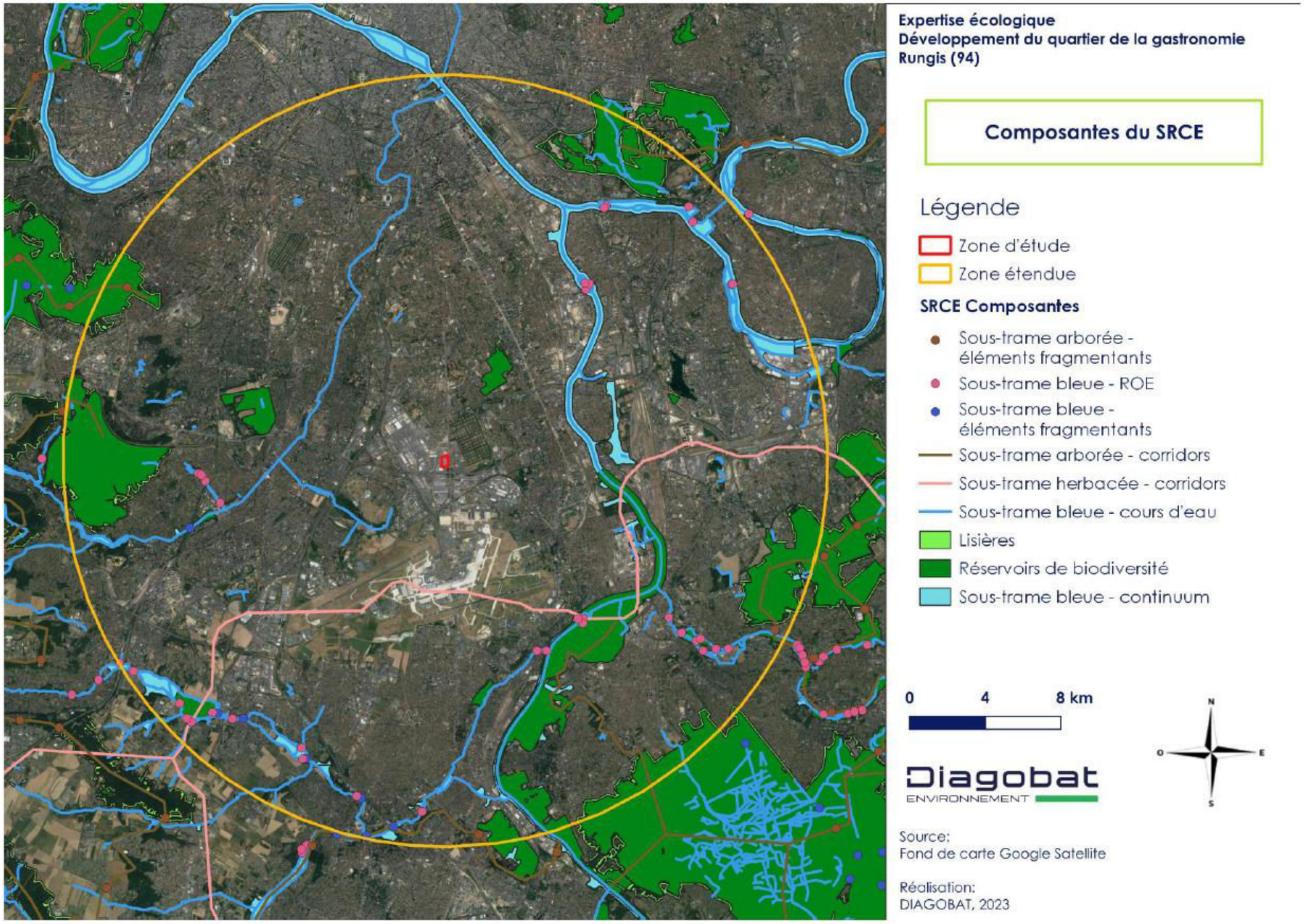


Figure 49 : Composantes du SRCE - Source : Diagobat Environnement

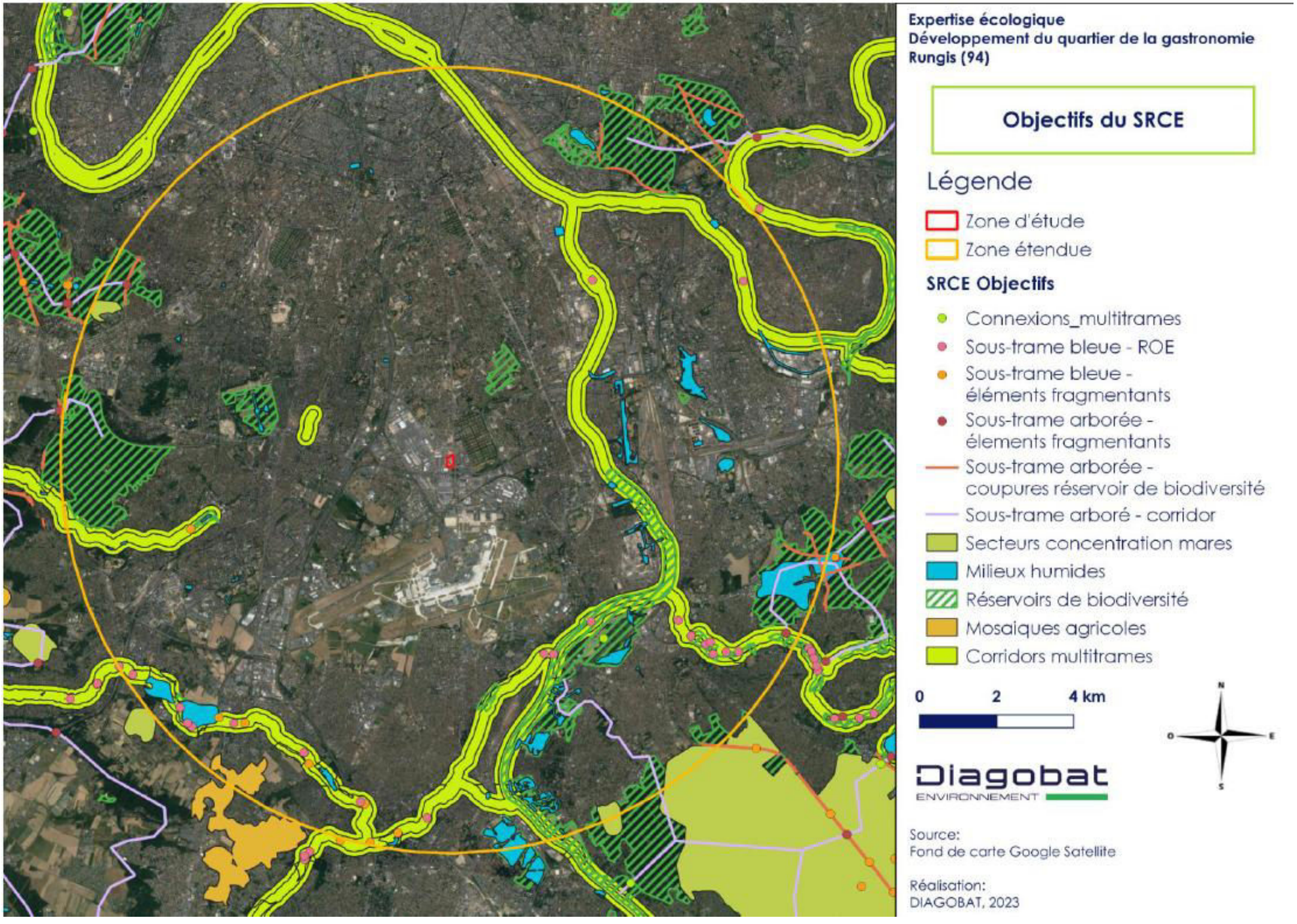


Figure 50 : Objectifs du SRCE – Source : Diagobat Environnement

2.1.3 ZONES A DOMINANTE HUMIDES (ZDH)

Dans le cadre du **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** Seine - Normandie, les **zones à dominante humide (ZDH)** ont été répertoriées et cartographiées.

Sont appelés « zones humides », les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salées ou saumâtres, de façon permanente ou temporaire. La végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année (loi sur l'eau du 3 janvier 1992).

Les sites Ramsar sont des zones humides d'importance internationales (Convention de Ramsar). Bien qu'ils ne soient pas protégés, ils sont souvent créés sur des aires qui le sont déjà (sites Natura 2000, par exemple).

La cartographie ci-dessous n'a aucune valeur réglementaire, elle a été mise en place pour signaler aux acteurs locaux, lors du développement d'un projet, la présence de zones humides qu'il convient d'actualiser et de compléter à une échelle adaptée au projet.

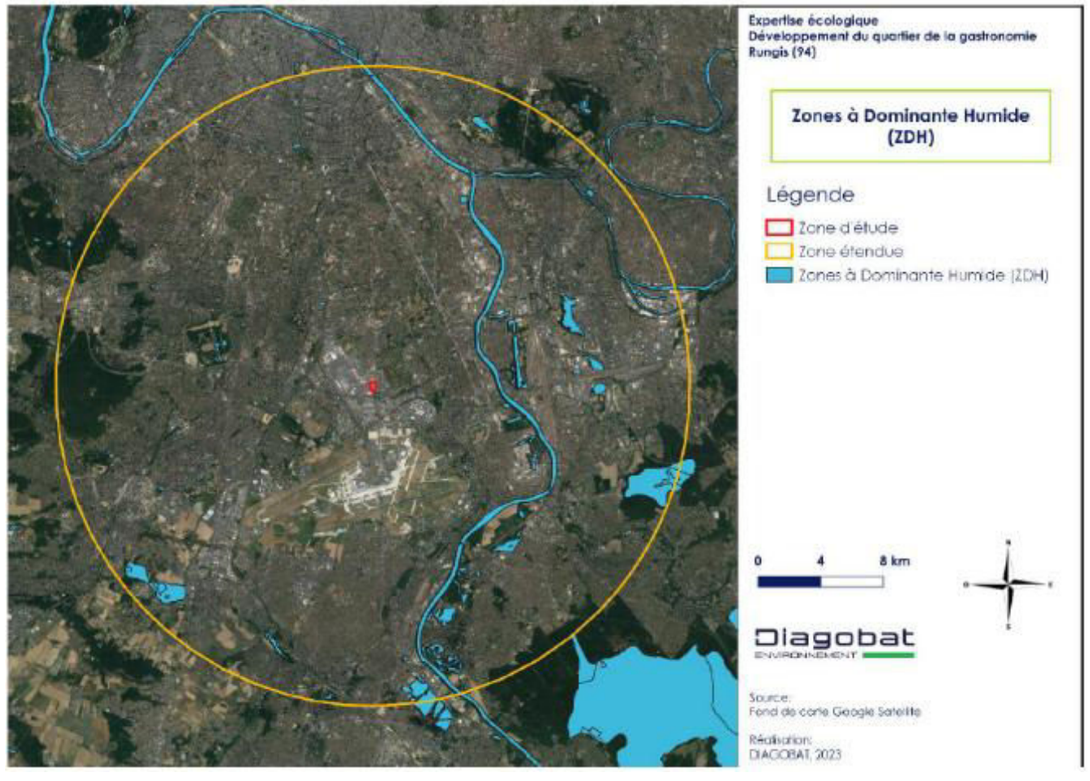
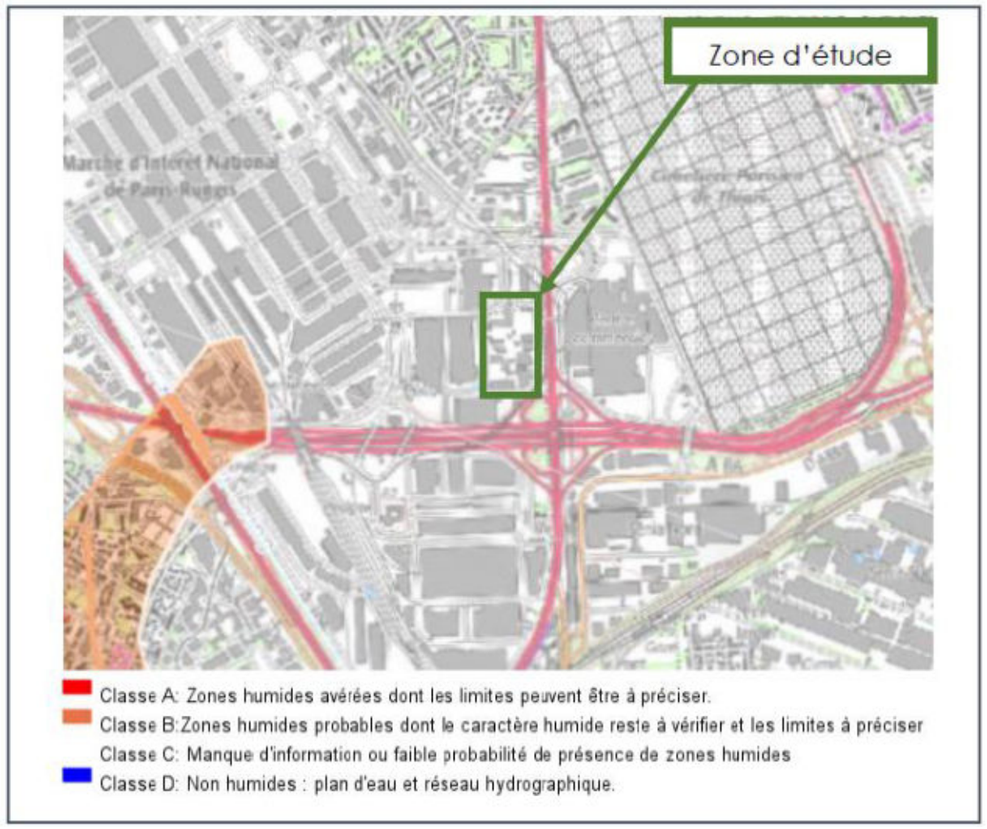


Figure 51 : Zones à Dominante Humide (ZDH)



La zone d'étude n'est concernée par aucune ZDH. De même, aucune enveloppe d'alerte de zone humide ne traverse la zone d'étude.

2.2 ETAT INITIAL ET BIO-EVALUATION DE LA FLORE, DES HABITATS ET DE LA FAUNE

2.2.1 INVENTAIRE NATIONAL DU PATRIMOINE NATUREL (INPN)

Les données issues de cet inventaire national sont présentées sur le site du Muséum (https://inpn.mnhn.fr/accueil/index).

Elles permettent de synthétiser, au niveau national les informations relatives au patrimoine naturel en France (espèces végétales, espèces animales, milieux naturels et patrimoine géologique), son évolution récente à partir des données disponibles au Muséum National d'Histoire Naturelle et celles du réseau des organismes partenaires. Les données concernant les espèces présentes à l'échelle communale sont recensées et présentées sous forme de fiche « commune ».

Règne	Classe	Nombre d'espèces
Animal	Amphibiens	1
	Arachnides	1
	Gastéropodes	1
	Insectes	29
	Mammifères	5
	Oiseaux	54
	Autres (Vers; Sangsues…)	3
Végétal	Plantes terrestres	303
Total		**397**

En date du 30/01/2024, l'INPN recense 397 espèces sur la commune de Rungis, dont 46 espèces protégées. Certaines de ces espèces sont susceptibles d'être présentes au sein de la zone d'étude.

Parmi elles, deux espèces de mammifères, le Hérisson d'Europe (Ericaceus europaeus Linnaeus, 1758) et la Pipistrelle commune (Pipistrellus pipistrellus (Schreber, 1774)). Au vu des obstacles à la faune terrestre présents autour du site, notamment le réseau routier dense, la Pipistrelle commune est la plus susceptible de fréquenter la zone d'étude, pour la chasse.

40 espèces d'oiseaux protégées ont également été recensées dans la commune, dont certaines sont fréquement observées dans les zones urbaines telles que : la Mésange charbonnière (Parus major Linnaeus, 1758), la Mésange bleue (Cyanistes caeruleus Linnaeus, 1758), le Moineau domestique (Passer domesticus Linnaeus, 1758), le Rougequeue noir (Phoenicurus ochruros S.G Gmelin, 1774), le Rougegorge familier (Erithacus rubecula Linnaeus, 1758), ou le Pinson des arbres (Fringilla coelebs Linnaeus, 1758).

Deux espèces d'insectes protégées sont également recensées dans la commune : le Conocéphale gracieux (Ruspolia nitidula (Scopoli, 1786)) et le Grand Paon de nuit (Saturnia pyri (Denis & Schiffermüller, 1775)).

2.2.2 CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL DU BASSIN PARISIEN (CBNBP)

Le Conservatoire Botanique National du Bassin parisien couvre les territoires d'Île-de-France, de l'ancienne Champagne-Ardenne, de l'ancienne Bourgogne et de l'ancien Centre. Ses missions sont diversifiées, et ont pour but l'enrichissement des connaissances des espèces végétales et de leurs associations, ainsi que la préservation de leurs habitats naturels. La banque d'informations numérique compilées par les botanistes professionnels et amateurs est disponible sur le site web du CBNBP (http://cbnbp.mnhn.fr/cbnbp/). Une recherche de la flore par localisation est consultable.

Statut de l'espèce (depuis le XXIe siècle)	Nombre d'espèces
Protégée (national + régional)	**3** Epipactis à larges feuilles *(Epipactis helleborine)* Orchis bouc *(Himantoglossum hircinum)* Ophrys abeille *(Ophrys apifera)*
Menacée (CR, EN et VU)	**1** Séneçon des marais *(Jacobaea paludosa)*
Déterminante ZNIEFF	**2** Séneçon des marais *(Jacobaea paludosa)* Patience maritime *(Rumex maritimus)*
Exotique envahissante	**6** Ailante glanduleux *(Ailanthus altissima)* Buddléia de David *(Buddleja davidii)* Renouée du Japon *(Reynoutria japonica)* Robinier faux-acacia *(Robinia pseudoacacia)* Séneçon du Cap *(Senecio inaequidens)* Solidage du Canada *(Solidago canadensis)*

En date du 30/01/2024, le CBNBP recense 3 espèces protégées et une espèce menacée sur la commune de Rungis.

Les habitats présents sur la zone de projet ne sont pas favorables à l'accueil de ces espèces qui préfèrent les zones herbeuses/boisées (pour l'Epipactis, l'Orchis et l'Ophrys) ou milieux humides/marais (pour le Séneçon).

Les probabilités de retrouver ces espèces au sein de la zone de projet sont quasi-nulles mais les potentialités de colonisation pour les espèces invasives sont fortes.

2.2.3 LES HABITATS

2.2.3.1 Données bibliographiques à l'échelle communale

De même que pour la flore, le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien permet de consulter les habitats par territoire (https://cbnbp.mnhn.fr/cbnbp/).

En effectuant une recherche pour la commune de Rungis, aucun habitat n'est visualisable. Il n'est donc pas possible de se prononcer sur les habitats potentiels présents sur le site du projet.

2.2.3.2 Méthodologie

Les habitats sont caractérisés et décrits selon les espèces végétales caractéristiques dominantes. Pour cela, des placettes de végétation homogène (placette floristique) sont réalisées pendant la période favorable à la flore **(d'avril à août).**

Chacune de ces entités reçoit un code afin de préciser sa nature sur la base de la **typologie EUNIS (European Nature Information System)** et d'autres référentiels (**Prodrome des Végétations de France, Corine Biotope, Directive Habitat Faune Flore**). Il est ainsi possible d'identifier les **statuts de rareté, de menace et de protection de chaque habitat**. La liste des habitats de la zone de projet fait également mention si l'habitat est une zone humide (selon l'arrêté du 24 juin 2008).

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Etude des habitats				Période propice								

2.2.3.3 Bio-évaluation des habitats

Au total, 6 habitats sont identifiés sur la zone de projet (une carte d'identification est disponible plus bas).

La majorité de la surface du site est constituée par des zones de terres remaniées, récemment mises à nues. Seule la portion herbacée au sud présente un caractère plus « naturel ».



J1.6 – Sites de construction et de démolition en zones urbaines et suburbaines (août 2024)



E5.12 – Communautés d'espèces rudérales des friches urbaines et suburbaines récemment abandonnées (août 2024)



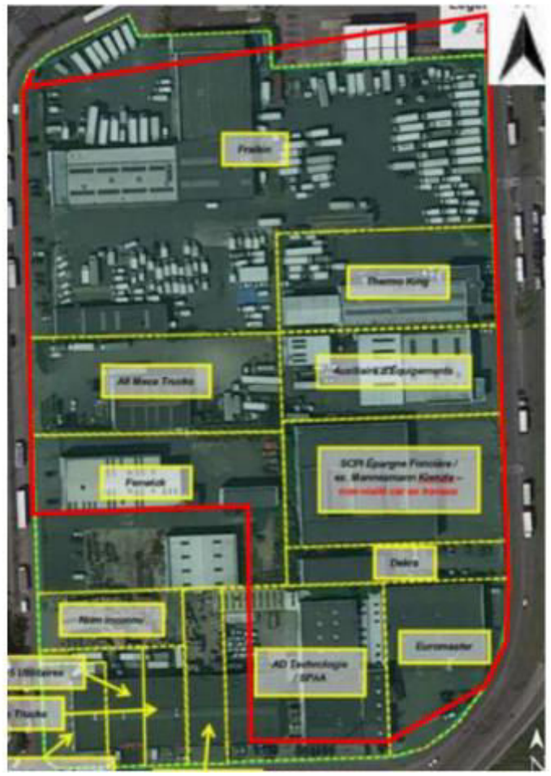
G5.1 – Alignement d'arbres (janvier 2024)

Il convient de préciser que cette friche s'est développée suite à des opérations de démolition réalisée en 2019 dans le cadre de l'aménagement du quartier de la Gastronomie de Rungis. Initialement toute l'emprise de la zone de projet était constituée de bâtiments industriels comme l'atteste les images ci-après. L'apparition de cette friche est ainsi liée à l'aménagement du projet et ne serait pas présente sans les opérations de démolition.

De plus, il s'agit d'espèces herbacées communes couramment retrouvées au niveau de friches urbaines servant de zones refuges à l'entomofaune et aux mammifères terrestres mais également de zone d'alimentation pour l'avifaune insectivore/granivore.

Aucun habitat protégé, menacé, rare ou inscrit à la DHFF (Directive-Habitat-Faune-Flore) n'est identifié sur la zone de projet.





Le tableau ci-dessous récapitule les habitats identifiés dans le cadre de l'expertise écologique :

European Nature Information System (EUNIS)		Prodrome des Végétations de France (PVF1)		Corine Biotope (CB)		DHFF	Rareté	Menace	Protection	Surface (m²)
Code	Nom	Code	Nom	Code	Nom					
E2.65	Pelouses de petite surface	-	-	-	-	NI	C	LC	Non	191,6
E5.1	Végétations herbacées anthropiques	7.0.2.0.2	*Dauco carotae – Melilotion albi* Görs 1966	87.2	Zones rudérales	NI	CCC	LC	Non	10 443,1
E5.22	Ourlets mésophiles	-	-	34.42	Lisières mésophiles	NI	CCC	LC	Non	1 469,6
F3.131	Ronciers	-	-	-	-	NI	CCC	-	Non	121,2
G5.1	Alignements d'arbres	-	-	84.1	Alignements d'arbres	NI	-	-	Non	194
J1.6	Sites de construction et de démolition en zones urbaines et suburbaines	-	-	-	-	NI	-	-	Non	22 977,3

Référentiels EUNIS, PVF1, CB, CH : - = Pas de nom associé.

DHFF (Directive Habitats-Faune-Flore) : NI = Non inscrit

Rareté : CCC = Extrêmement commun ; C = Commun ; - = Pas de statut associé.

Menace : LC = Préoccupation mineure ; - = Pas de statut associé.

La cartographie ci-dessous illustre les habitats présents sur la zone de projet :



Figure 52 : Identification des habitats – Source : Expertise écologique DIAGOBAT

2.2.4 LA FLORE

2.2.4.1 Méthodologie d'inventaires

L'inventaire se limite aux plantes supérieures (Ptéridophytes et Spermatophytes).

Ces inventaires sont réalisés par zones de végétation homogène. Les cortèges floristiques sont décrits (espèces, état de conservation...) et permettent de caractériser les habitats selon la **typologie CORINE Biotopes et EUNIS** (European Nature Information System).

Les espèces patrimoniales (remarquables par leur rareté, leur menace et leur statut de protection) **ainsi que les espèces exotiques envahissantes sont localisées**. Sont recherchées en priorité les espèces patrimoniales. Les périodes de floraison de ces dernières ont également été repérées afin de les identifier rapidement sur le terrain.

Aussi, pour la détermination lors des prospections, les écologues peuvent s'appuyer sur différents guides botaniques.

La période favorable et donc privilégiée pour l'étude de la flore se situe entre le mois d'avril et d'ao0t.

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Etude de la flore				Période propice								

2.2.4.2 Bio-évaluation de la flore

Actuellement, 80 espèces floristiques ont été identifiées sur la zone de projet. Les référentiels taxonomiques et de statuts proviennent du jeu de données du CBNBP. Parmi les espèces recensées, 68 sont indigènes.

Les tableaux ci-après présentent la répartition des espèces végétales en fonction des statuts de rareté, de menace et de protection.

Rareté régionale - Espèces indigènes (68)			
Très rares (RR)	**0**	**0,00 %**	**0 espèce rare**
Rares (R)	**0**	**0,00 %**	
Assez rares (AR)	**0**	**0,00 %**	
Peu communes (PC)	0	0,00 %	
Assez communes (AC)	1	1,25 %	
Communes (C)	4	5 %	
Très communes (CC)	12	15 %	
Extrêmement commun (CCC)	50	62,5 %	
Présumé extrêmement commun (CCC ?)	1	1,25 %	
Autres espèces (12)			
Eurynaturalisées (E)	9	11,25 %	
Plantées/Cultivées (P/C)	1	1,25 %	
Sans Objet (S.O)	1	1,25 %	
Subspontanées (Subsp)	1	1,25 %	
	80	**100,00 %**	

Aucune espèce indigène recensée ne présente de statut de rareté particulier. Il s'agit essentiellement d'espèces « Communes » à « Extrêmement communes »

Le cortège floristique est représentatif des zones de friches urbaines avec beaucoup d'herbacées. Quelques zones de friches arbustives sont présente dans la partie sud du site.

Menace régionale - Espèces indigènes (68)				
CR	En danger critique d'extinction	0	0,00 %	0,00 % d'espèces menacées
EN	En danger	0	0,00 %	
VU	Vulnérable	0	0,00 %	
NT	Quasi-menacé	0	0,00 %	
LC	Préoccupation mineure	66	82,5 %	
DD	Données insuffisantes	1	1,25 %	
.	Indéterminée	1	1,25 %	
Autres espèces (12)				
Eurynaturalisées (E)		9	11,25 %	
Plantées/Cultivées (P/C)		1	1,25 %	
Sans Objet (S.O)		1	1,25 %	
Subspontanées (Subsp)		1	1,25 %	
		80	**100,00 %**	

Aucune espèce indigène menacée n'a été contactée sur la zone de projet.

Protection Nationale et en Ile-de-France – Espèces indigènes			
Espèces indigènes (68)			
Oui	Espèces protégées	0	0 espèce protégée
Non	Espèces non protégées régionalement	68	
Autres espèces (12)			
Eurynaturalisées (E)		9	11,25 %
Plantées/Cultivées (P/C)		1	1,25 %
Sans Objet (S.O)		1	1,25 %
Subspontanées (Subsp)		1	1,25 %
		80	**100,00 %**

Aucune espèce protégée à l'échelle régionale et/ou nationale n'a été contactée depuis le début de l'expertise écologique.

Le tableau ci-dessous présente les 80 espèces contactées.

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indigénat	Protection (PN, PR)	DHFF	LR France	LR IdF	Exotique envahissant	Indicateur Zones Humides	Rareté	Statut ZNIEFF
Achillea millefolium L., 1753	Achillée millefeuille, Herbe au charpentier, Sourcils-de-Vénus	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Agrostis stolonifera L., 1753	Agrostide stolonifère	I	-	-	LC	LC	-	Ar. ZH	CCC	-
Ailanthus altissima (Mill.) Swingle, 1916	Faux vernis du Japon, Ailante glanduleux, Ailante, Ailanthe	E	-	-	NA	-	A.L.I	-	AC	-
Amaranthus retroflexus L., 1753	Amarante réfléchie, Amaranthe à racine rouge, Blé rouge	E	-	-	NA	-	-	-	AC	-
Anisantha sterilis (L.) Nevski, 1934	Brome stérile	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Arrhenatherum elatius (L.) P.Beauv. ex J.Presl & C.Presl, 1819	Fromental élevé, Ray-grass français	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Artemisia vulgaris L., 1753	Armoise commune, Herbe de feu	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Betula pendula Roth, 1788	Bouleau verruqueux	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Buddleja davidii Franch., 1887	Buddleja du père David, Arbre à papillon, Arbre aux papillons	E	-	-	NA	-	P.L.I	-	C	-
Centranthus ruber (L.) DC., 1805	Centranthe rouge, Valériane rouge	E	-	-	LC	-	-	-	R	-
Chenopodium album L., 1753	Chénopode blanc, Senousse	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Cirsium arvense (L.) Scop., 1772	Cirse des champs, Chardon des champs	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Cirsium vulgare (Savi) Ten., 1838	Cirse commun, Cirse à feuilles lancéolées, Cirse lancéolé	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Clematis vitalba L., 1753	Clématite des haies, Herbe aux gueux	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Convolvulus sepium L., 1753	Liset, Liseron des haies	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indigénat	Protection (PN, PR)	DHFF	LR France	LR IdF	Exotique envahissant	Indicateur Zones Humides	Rareté	Statut ZNIEFF
Cornus sanguinea L., 1753	Cornouiller sanguin, Sanguine	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Coronilla varia L., 1753	Coronille changeante	I	-	-	LC	LC	-	-	C	-
Dactylis glomerata L., 1753	Dactyle aggloméré, Pied-de-poule	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Daucus carota L., 1753	Carotte sauvage, Daucus carotte	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Elytrigia repens (L.) Desv. ex Nevski, 1934	Chiendent commun, Chiendent rampant	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Epilobium tetragonum L., 1753	Épilobe à tige carrée, Épilobe à quatre angles	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Equisetum arvense L., 1753	Prêle des champs, Queue-de-renard	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Erigeron annuus (L.) Desf., 1804	Vergerette annuelle, Érigéron annuel	E	-	-	NA	-	P.L.I	-	C	-
Euphorbia peplus L., 1753	Euphorbe omblette, Essule ronde	I	-	-	LC	LC	-	-	CC	-
Ficus carica L., 1753	Figuier commun, Figuier de Carie, Caprifiguier, Figuier	Sub	-	-	LC	-	-	-	.	-
Geranium molle L., 1753	Géranium à feuilles molles	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Hedera helix L., 1753	Lierre grimpant, Herbe de saint Jean	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Helminthotheca echioides (L.) Holub, 1973	Picride fausse Vipérine	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Heracleum sphondylium L., 1753	Patte d'ours, Berce commune, Grande Berce	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Holcus lanatus L., 1753	Houlque laineuse, Blanchard	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Hordeum murinum L., 1753	Orge sauvage, Orge Queue-de-rat	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Hypericum perforatum L., 1753	Millepertuis perforé, Herbe de la Saint-Jean	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Hypochaeris radicata L., 1753	Porcelle enracinée	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Jacobaea vulgaris Gaertn., 1791	Herbe de saint Jacques	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Lactuca muralis (L.) Gaertn., 1791	Pendrille	I	-	-	LC	LC	-	-	C	-
Lactuca serriola L., 1756	Laitue scariole, Escarole	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Ligustrum vulgare L., 1753	Troëne, Raisin de chien	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Linaria vulgaris Mill., 1768	Linaire commune	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Lolium perenne L., 1753	Ivraie vivace	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Lotus corniculatus L., 1753	Lotier corniculé, Pied de poule, Sabot-de-la-mariée	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Lysimachia arvensis (L.) U.Manns & Anderb., 2009	Mouron rouge, Fausse Morgeline	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Malus domestica Borkh., 1803	Pommier cultivé	S.O	-	-	-	-	-	-	.	-
Malva sylvestris L., 1753	Mauve sauvage, Mauve sylvestre, Grande mauve	I	-	-	LC	LC	-	-	CC	-
Medicago lupulina L., 1753	Luzerne lupuline, Minette	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Medicago sativa L., 1753	Luzerne cultivée	I	-	-	LC	LC	-	-	CC	-
Melilotus albus Medik., 1787	Mélilot blanc	I	-	-	LC	LC	-	-	C	-
Papaver rhoeas L., 1753	Coquelicot	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Parietaria judaica L., 1756	Pariétaire des murs, Pariétaire de Judée, Pariétaire diffuse	I	-	-	LC	LC	-	-	CC	-
Pastinaca sativa L., 1753	Panais cultivé, Pastinacier	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Picris hieracioides L., 1753	Picride éperviaire, Herbe aux vermisseaux	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indigénat	Protection (PN, PR)	DHFF	LR France	LR IdF	Exotique envahissant	Indicateur Zones Humides	Rareté	Statut ZNIEFF
Plantago coronopus L., 1753	Plantain Corne-de-cerf, Plantain corne-de-bœuf, Pied-de-corbeau	I	-	-	LC	LC	-	-	C	-
Plantago lanceolata L., 1753	Plantain lancéolé, Herbe aux cinq coutures	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Plantago major L., 1753	Plantain majeur, Grand plantain, Plantain à bouquet	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Poa annua L., 1753	Pâturin annuel	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Populus nigra L., 1753	Peuplier commun noir, Peuplier noir	I	-	-	LC	DD	-	Ar. ZH	AC	-
Populus tremula L., 1753	Peuplier Tremble	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Potentilla reptans L., 1753	Potentille rampante, Quintefeuille	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Prunus avium (L.) L., 1755	Merisier vrai, Cerisier des bois	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Prunus laurocerasus L., 1753	Laurier-cerise, Laurier-palme	E	-	-	NA	-	A.L.I	-	AC	-
Pyracantha rogersiana (A.B.Jacks.) Coltm.-Rog., 1928	Pyracantha	P/C	-	-	-	-	-	-	.	-
Reseda lutea L., 1753	Réséda jaune, Réséda bâtard	I	-	-	LC	LC	-	-	CC	-
Reynoutria japonica Houtt., 1777	Renouée du Japon	E	-	-	NA	-	A.L.I	-	CC	-
Robinia pseudoacacia L., 1753	Robinier faux-acacia, Carouge	E	-	-	NA	-	A.L.I	-	CCC	-
Rubus fruticosus L., 1753	Ronce commune	I	-	-	-	LC	-	-	CCC	-
Salix alba L., 1753	Saule blanc, Saule commun	I	-	-	LC	LC	-	Ar. ZH	CC	-
Salix caprea L., 1753	Saule marsault, Saule des chèvres	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Salix cinerea L., 1753	Saule cendré	I	-	-	LC	LC	-	Ar. ZH	CC	-
Sambucus nigra L., 1753	Sureau noir, Sampéchier	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Senecio inaequidens DC., 1838	Séneçon sud-africain	E	-	-	NA	-	P.L.I	-	AC	-
Silene latifolia Poir., 1789	Compagnon blanc, Silène à feuilles larges	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Solanum dulcamara L., 1753	Douce amère, Bronde	I	-	-	LC	LC	-	Ar. ZH	CCC	-
Solanum nigrum L., 1753	Morelle noire	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Tanacetum vulgare L., 1753	Tanaisie commune, Sent-bon	I	-	-	LC	LC	-	-	CC	-
Taraxacum officinale F.H.Wigg., 1780	Pissenlit	I	-	-	LC	-	-	-	CCC?	-
Trifolium fragiferum L., 1753	Trèfle Porte-fraises	I	-	-	LC	LC	-	-	CC	-
Trifolium pratense L., 1753	Trèfle des prés, Trèfle violet	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Tussilago farfara L., 1753	Tussilage, Pas-d'âne, Herbe de saint Quirin	I	-	-	LC	LC	-	-	CC	-
Ulmus minor Mill., 1768	Petit orme, Orme cilié	I	-	-	LC	LC	-	-	CCC	-
Verbascum thapsus L., 1753	Molène bouillon-blanc, Herbe de saint Fiacre	I	-	-	LC	LC	-	-	CC	-
Vulpia myuros (L.) C.C.Gmel., 1805	Vulpie queue-de-rat, Vulpie Queue-de-souris	I	-	-	LC	LC	-	-	CC	-

Légende et sources :

Indigénat : I = Indigène ; E = Eurynaturalisé ; P/C = Planté/Cultivé ; Sub = Subspontané ; S.O = Sans Objet ;

Protection (PN, PR) :

- **PN** (Protection Nationale) : Arrêté du 20 janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire ;
- **PR** (Protection Régionale) : Arrêté du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Ile-de-France complétant la liste nationale ;

DHFF (Directive Habitat Faune Flore) = Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la faune sauvage ;

LR (Liste rouge) : LC = Préoccupation mineure ; DD = Données insuffisantes ; NA = Non applicable ;

EEE (Espèce Exotique Envahissante) : A.L.I = Avérée largement implantée ; P.L.I = Potentielle largement implantée ;

ZH (Indicateur Zone Humide) : Ar. ZH = Appartenance à l'annexe 2 de l'Arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement.

Rareté IdF : CCC = Extrêmement commun ; CCC ? = Présumé extrêmement commun ; CC = Très commun ; C = Commun ; AC = Assez commun ; R = Rare.

Le cortège floristique recensé actuellement sur la zone de projet présente exclusivement des espèces assez communes à extrêmement communes (pour les espèces indigènes). Aucune espèce ne porte de statut de protection ou de menace particulier.

Le cortège recensé actuellement dénombre cependant 7 espèces exotiques envahissantes (EEE) sur le site. La localisation de 6 d'entre est présentée ci-après.

- Espèces exotiques envahissantes :

Sept espèces végétales contactées sont identifiées comme EEE avérées largement implantées ou potentielles largement implantées.

- Ailanthus altissima, l'Ailante glanduleux ;
- Buddleja davidii, Buddleja du père David ;
- Erigeron annuus, Vergerette annuelle ;
- Prunus laurocerasus, Laurier-cerise ;
- Reynoutria japonica, Renouée du Japon ;
- Robinia pseudoacacia, Robinier faux-acacia ;
- Senecio inaequidens, Séneçon sud-africain ;



Foyer de Renouée du japon *(Reynoutria japonica)* photographié le 12/09/23 dans la partie nord de la zone de projet

Robinier faux-acacia *(Robinia pseudoacacia)* photographié le 12/09/23 dans la partie sud de la zone de projet



Des mesures de traitement/éradication devront être mises en place dans le cadre du projet afin d'éviter la dispersion des espèces invasives.

La carte ci-après présente la localisation actuelle des EEE sur la zone de projet. Ces localisations pourront évoluer au fur et à mesure de l'expertise.



Figure 53 : Localisation des EEE – Source : Expertise écologique DIAGOBAT

2.2.5 LA FAUNE

2.2.5.1 Méthodologie commune de la faune

L'inventaire faunistique se focalise principalement sur les taxons comportant des espèces patrimoniales. Pour chaque groupe étudié, il s'agit alors de présenter :

- la méthodologie utilisée pour effectuer l'inventaire ;
- la liste commentée des espèces observées et potentielles (famille, nom latin et commun) ainsi que leur statut de protection ;
- la localisation et la description des territoires vitaux et couloirs de déplacement préférentiels de la faune patrimoniale ;
- les statuts de rareté et de menace des espèces ;
- le degré de protection (locale, régionale, nationale, européenne) des espèces.

2.2.5.2 Avifaune

<u>Méthodologie</u>

La méthode d'inventaire consiste à dénombrer et localiser les espèces en parcourant chaque type d'habitat présent sur la zone d'étude. **Une attention particulière sera portée aux espèces protégées et menacées susceptibles de nicher et de se reproduire sur la zone d'inventaire.**

L'inventaire se base sur l'observation directe des oiseaux et sur l'écoute des chants et cris, complété par la détection d'indices de présence sur le site d'étude (nids, œufs, plumes, ossements...). Aussi, une attention particulière est portée aux sujets arborés âgés pouvant présenter des cavités et donc des nids potentiels.

Au vu de la période à laquelle sont effectuées les prospections, la présente étude permettra d'inventorier l'ensemble de l'avifaune : hivernants, migrants et nicheurs.

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Identification de l'avifaune	Oiseaux hivernants		Migration prénuptiale			Oiseaux nicheurs		Migration postnuptiale			Oiseaux hivernants	



Figure 54 : Rougequeue noir (Phoenicurus ochruros) le 24/10/23

Bio-évaluation de l'avifaune

Actuellement, 18 espèces d'oiseaux ont été contactées sur et aux abords de la zone de projet.



Bergeronnette grise (Motacilla alba) le 18/03/24



Chardonneret élégant (Carduelis carduelis) le 15/04/24



Tarier pâtre le 24/04/24 (Saxicola torquatus) le 15/04/24

Le tableau ci-dessous présente les espèces contactées et leurs statuts respectifs.

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection (PN, PR)	Dir. Oiseaux	LR France (Nicheurs)	LR France (Hivernants)	LR France (Migrateurs)	LR IdF (Nicheurs)	Rareté IdF (Nicheurs)	Rareté IdF (Hivernants)	Rareté IdF (Migrateurs)	Statut ZNIEFF
Carduelis carduelis (Linné, 1758)	Chardonneret élégant	**PN**	-	**VU**	NAd	NAd	NT	NC	HC	MC	-
Chroicocephalus ridibundus (Linné, 1766)	Mouette rieuse	**PN**	DOII/B	NT	LC	NAd	NAb2	**NTR**	**HTR**	MC	-
Columba livia Gmelin, 1789	Pigeon biset	-	DOII/A	DD	-	-	LC	NCS	-	-	-
Columba palumbus Linné, 1758	Pigeon ramier	-	DOII/A DOIII/A	LC	LC	NAd	LC	NTC	HTC	MTC	-
Corvus corone Linné, 1758	Corneille noire	-	DOII/B	LC	NAd	-	LC	NTC	HTC	MTC	-
Cyanistes caeruleus Linné, 1758	Mésange bleue	**PN**	-	LC	-	NAb	LC	NTCS	HTC	MTC	-
Falco tinnunculus Linné, 1758	Faucon crécerelle	**PN**	-	NT	NAd	NAd	NT	NPC	HPC	MPC	-
Fringilla coelebs Linné, 1758	Pinson des arbres	**PN**	-	LC	NAd	NAd	LC	NTC	HTC	MTC	-
Larus argentatus Pontoppidan, 1763	Goéland argenté	**PN**	DOII/B	NT	NAc	-	LC	**NR**	HC	MC	-
Motacilla alba Linné, 1758	Bergeronnette grise	**PN**	-	LC	NAd	-	NT	NC	HPC	MC	-
Oenanthe oenanthe (Linné, 1758)	Traquet motteux	**PN**	-	NT	-	DD	NAb1	NO	-	MC	-

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection (PN, PR)	Dir. Oiseaux	LR France (Nicheurs)	LR France (Hivernants)	LR France (Migrateurs)	LR IdF (Nicheurs)	Rareté IdF (Nicheurs)	Rareté IdF (Hivernants)	Rareté IdF (Migrateurs)	Statut ZNIEFF
Phoenicurus ochruros (S. G. Gmelin, 1774)	Rougequeue noir	**PN**	-	LC	NAd	NAd	LC	NC	**HR**	MC	-
Phylloscopus collybita (Vieillot, 1817)	Pouillot véloce	**PN**	-	LC	NAd	NAc	LC	NTC	HTC	MTC	-
Pica pica (Linnaeus, 1758)	Pie bavarde	-	DOII/B	LC	-	-	LC	NTCS			-
Prunella modularis (Linné, 1758)	Accenteur mouchet	**PN**	-	LC	NAc	-	NT	NTCS	HTC	MTC	-
Psittacula krameri (Scopoli, 1769)	Perruche à collier	-	-	NAa	-	-	NAa	**NRS**	-	-	-
Saxicola torquatus (Linné, 1766)	Tarier pâtre	**PN**	-	NT	NAd	NAd	**VU**	NPC	**HTR**	MPC	-
Sturnus vulgaris Linné, 1758	Etourneau sansonnet	-	DOII/B	LC	LC	NAc	LC	NTC	HTC	MTC	-

<u>Légende et sources :</u>

Protection (BE, BO, PN) :

- BE (Convention de Bern) : Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel d'Europe ;

- BO (Convention de Bonn) : Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage ;

- PN (Protection Nationale) : Arrêté du 29 Octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

Dir. Oiseaux (Directive Oiseaux) : Directive 2009/147/CE du 21 Mai 1992 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

- DOII/A : Espèces pouvant être chassées dans la zone géographique maritime et terrestre d'application de la présente directive ;

- DOII/B : Espèces pouvant être chassées seulement dans les Etats membres pour lesquels elles sont mentionnées ;

- **DOIII/A** : Les activités visées au paragraphe 1 ne sont pas interdites pour autant que les oiseaux aient été licitement tués ou capturés ou autrement licitement acquis.

Liste Rouge : LC = Préoccupation mineure ; NT = Quasi-menacé ; VU = Vulnérable ; DD = Données insuffisantes ; NA = Non applicable :

- NAa = non soumise à évaluation car introduite après l'année 1500 ;
- NAb = présente de manière occasionnelle ou marginale et non observée chaque année en métropole ;
- NAc = régulièrement présente en métropole en hivernage ou en passage mais ne remplissant pas les critères d'une présence significative ;
- NAd = régulièrement présente en métropole en hivernage ou en passage mais pour laquelle le manque de données disponibles ne permet pas de confirmer que les critères d'une présence significative sont remplis ; /N = Indéterminé.

Rareté IdF : NTC = Nicheur très commun ; NC = Nicheur commun ; NO = Nicheur occasionnel ; NR = Nicheur rare ; HTC = Hivernant très commun ; HC = Hivernant commun ; HR = Hivernant rare **;** MTC = Migrateur très commun ; MC = Migrateur commun ; . = Statut inconnu.

Parmis les espèces observées et entendues, **12 d'entre elles sont protégées à l'échelle nationale** (article 3 de l'arrêté du 29/10/09) **dont deux portant des statuts de patrimonialité élevés** : le Chardonneret élégant (classé « Vulnérable » à l'échelle nationale) et le Tarier pâtre (classé « Vulnérable » à l'échelle régionale).

- <u>Espèces menacées :</u>



Le **Chardonneret élégant** est un oiseau assez commun des milieux boisés ouverts, qu'ils soient feuillus ou mixtes. On le retrouve au niveau des lisières, clairières et régénérations forestières, dans la steppe arborée, en forêt riveraine et en milieu anthropique dans des parcs, vergers et jardins arborés.

Le Chardonneret élégant est très majoritairement granivore. Il se nourrit en toutes saisons de graines très diverses, que ce soit de plantes herbacées, particulièrement d'astéracées (chardons, asters, tussilage, etc.), mais également d'arbres (bouleaux, aulnes, pins, etc.). En hiver, il fréquente volontiers les postes de nourrissage, attiré par les graines qu'on y dépose, pas du tout par la graisse ou autres substances d'origine animale.

Le territoire de nidification doit répondre à deux exigences. Il doit comporter des arbustes élevés ou des arbres pour le nid et une strate herbacée dense riche en graines diverses pour l'alimentation. A ce titre, les friches et autres endroits incultes jouent un rôle essentiel.



Le Tarier pâtre est un oiseau des milieux ouverts et semi-ouverts. Ces milieux sont fréquentés en toutes saisons, exceptés les habitats d'altitude dont les oiseaux descendent en plaine en hiver. L'espèce est presque exclusivement insectivore. La Tarier capture toutes sortes d'invertébrés de taille petite à moyenne (coléoptères, diptères, lépidoptères…). Il chasse à l'affut depuis un poste dominant, arbuste, piquet… La part végétale du régime est infime.

La saison de reproduction s'étale de mars à août et commence tôt du fait de la sédentarité de l'espèce. D'avril à juillet, les couples ont le temps de mener à bien deux nichées successives. La femelle bâtit son nid au sol ou à faible hauteur, sous une touffe herbacée ou au pied d'un petit buisson dense.

Des points d'écoutes pour les individus chanteurs sont réalisés sur la période mars-avril-mai afin d'étudier les espèces utilisant la zone de projet pour la reproduction.



Figure 55 : Localisation des points d'écoutes pour l'avifaune – Source : Expertise écologique DIAGOBAT

Le tableau ci-dessous présente la période d'observation de chaque espèce d'oiseau depuis le début de l'expertise (**les espèces protégées/menacées sont indiquées en gras**).

Espèce	Mois d'observation									Potentiel de nidification
	12/09	24/10	10/01	18/03	15/04	13/05	04/06	18/07	29/08	
Accenteur mouchet				1	1					Fort
Bergeronnette grise				1-2-3		1				Faible
Chardonneret élégant				1-3	1-2	1-2				Fort
Corneille noire				1-2-3	1-2-3	1-2-3				-
Etourneau sansonnet				1-2-3	1-3	1-2-3				-
Faucon crécerelle						1				Nulle
Goéland argenté										Nulle
Merle noir										Faible
Mésange bleue				1	1					Modéré
Mouette rieuse				1-2-3						Nulle
Perruche à collier						2-3				-
Pie bavarde					2	3				-
Pigeon biset										-
Pigeon ramier				1-2	1-2	1-2				-
Pinson des arbres										Faible
Pouillot véloce					1					Modéré
Rougequeue noir										Faible
Tarier pâtre					1-2	1-2				Modéré
Traquet motteux										Faible

La zone de projet suite aux opérations de décapage présente peu d'espace favorables pour l'avifaune nicheuse, quelques arbres et arbustes sont néanmoins présents au sud-est du site au niveau de la friche rudérale.



Friche rudérale favorable à l'alimentation de l'avifaune



Pinson des arbres (*Fringilla coelebs*) le 24/10/23

Actuellement, **18 espèces d'oiseaux dont 12 protégées** sont contactées au cours de l'expertise écologique. Parmi les espèces protégées, **deux d'entre elles présentent un statut de menace** « Vulnérable » sur le territoire métropolitain ou dans la région Ile-de-France : Chardonneret élégant – Tarier pâtre.

Un cortège d'espèces des milieux arbustifs et arborés est présent sur le site. La zone de projet bénéficie de peu d'espaces refuges denses toutefois la friche offre une zone d'alimentation assez riche pour les espèces insectivores et granivores. Plusieurs petits passereaux (Accenteur mouchet – Chardonneret élégant – Pouillot véloce...) sont identifiés au niveau des alignements arborés à l'ouest et vienne chasser au niveau de la friche.

Au regard des points d'écoutes réalisées, **les espèces d'oiseaux protégées les plus susceptibles de nicher sur le site sont : Accenteur mouchet – Chardonneret élégant – Mésange bleue – Pouillot véloce et Tarier pâtre.**

Les espèces protégées nicheuses et les espèces menacées doivent être prises en compte dans le cadre des opérations d'aménagements du projet.

2.2.5.3 Entomofaune

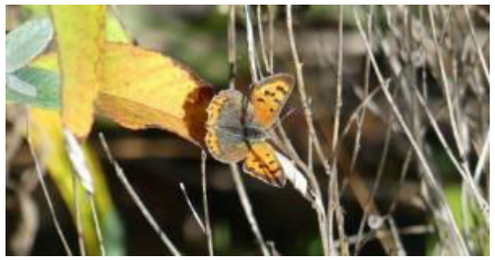
<u>Méthodologie</u>

Les inventaires concernant les insectes sont focalisés sur les groupes présentant des espèces patrimoniales : Odonates, Orthoptères et Lépidoptères. Aussi, d'autres groupes d'Arthropodes ne faisant pas l'objet de protections particulières pour le moment sont observées et identifiées (Malacostracés, Myriapodes, Arachnides, Hyménoptères, Coléoptères, Diptères, Hémiptères...).

Pour chacun des différents groupes, des méthodes spécifiques de captures sont utilisées :

- Capture au filet pour attraper les insectes volants (papillons, libellules, abeilles solitaires) ;
- Battage de la végétation (orthoptères) suivi d'une identification à l'aide de clés de détermination ;
- Repérage visuel aux jumelles ou à l'œil nu pour les espèces faciles à identifier ;
- Soulèvement de substrat en tout genre pour la faune du sol.

Concernant ce groupe, l'arrêté de protection nationale en vigueur (du 23/04/2007) fixe la liste des espèces et des modalités de protection de celles-ci.



Cuivré commun (Lycaena phlaeas) le 24/10/23

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Identification des arthropodes				Période propice								

<u>Bio-évaluation de l'entomofaune</u>

Au total, **24 espèces d'invertébrés** ont été identifiées dans l'emprise de la zone de projet. Parmi des derniers on dénombre **2 Arachnides, 6 Lépidoptères (Papillons), 1 Mantoptère (Mante), 1 Odonate (Libellule/Demoiselle) et 5 Orthoptères (Criquets/Sauterelles).** Les autres espèces mentionnées sont présentées à titre indicatif car il n'existe actuellement aucune réglementation permettant de traduire leur état de conservation dans la région ou à l'échelle nationale. L'ensemble des espèces (pour lesquelles une évaluation a été réalisée) présentent des statuts de rareté de « Très Commun » à « Assez commun ». Il s'agit d'espèces couramment retrouvées au niveau des friches rudérales. Toutes les espèces présentent également des statuts de menaces de « Préoccupation mineure » dans la région.



Mante religieuse (Mantis religiosa) le 24/10/23



Oedipode turquoise (Oedipoda caerulescens) le 28/08/24



Epeire diadème (Araneus diadematus) le 28/08/24

Le tableau ci-dessous présente les espèces recensées :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Famille	Protection (PN, PR)	DHFF	LR France	LR IdF	Rareté IdF	Statut ZNIEFF
Araignées								
Araneus diadematus Clerck, 1758	Épeire diadème	Araneidae	Non	Non	LC	-	-	Non
Argiope bruennichi (Scopoli, 1772)	Épeire frelon	Araneidae	Non	Non	LC	-	-	Non
Coléoptères (Coccinelles, Lucanes)								
Coccinella septempunctata Linnaeus, 1758	Coccinelle à 7 points	Coccinellidae	-	-	-	-	-	-
Hémiptères (Punaises)								
Pyrrhocoris apterus (Linnaeus, 1758)	Gendarme	Pyrrhocoridae	-	-	-	-	-	-
Hyménoptères (Abeilles, Guêpes)								
Apis mellifera Linnaeus, 1758	Abeille domestique	Apidae	-	-	-	-	-	-
Bombus pascuorum (Scopoli, 1763)	Bourdon des champs	Apidae	-	-	-	-	-	-
Bombus terrestris (Linnaeus, 1758)	Bourdon terrestre	Apidae	-	-	-	-	-	-
Vespa velutina Lepeletier, 1836	Frelon asiatique	Vespidae	-	-	-	-	-	-
Vespula vulgaris (Linnaeus, 1758)	Guêpe commune	Vespidae	-	-	-	-	-	-
Xylocopa violacea (Linnaeus, 1758)	Abeille charpentière	Apidae	-	-	-	-	-	-
Isopodes (Crustacés)								
Armadillidium vulgare (Latreille, 1804)	Cloporte commun (Le)	Armadillidiidae	-	-	-	-	-	-
Lépidoptères (Papillons)								
Coenonympha pamphilus (Linnaeus, 1758)	Fadet commun	Nymphalidae	Non	Non	LC	LC	C	Non
Gonepteryx rhamni (Linnaeus, 1758)	Citron (Le)	Pieridae	Non	Non	LC	LC	C	Non
Lycaena phlaeas (Linnaeus, 1761)	Cuivré commun (Le)	Lycaenidae	Non	Non	LC	LC	AC	Non
Pararge aegeria (Linnaeus, 1758)	Tircis	Nymphalidae	Non	Non	LC	LC	CC	Non
Pieris rapae (Linnaeus, 1758)	Piéride de la Rave (La)	Pieridae	Non	Non	LC	LC	C	Non
Polyommatus icarus (Rottemburg, 1775)	Azuré de la Bugrane (L')	Lycaenidae	Non	Non	LC	LC	C	Non
Mantoptères (Mantes)								
Mantis religiosa (Linnaeus, 1758)	Mante religieuse	Mantidae	**PR**	Non	-	LC	AC	Non
Odonate								
Chalcolestes viridis (Vander Linden, 1825)	Leste vert	Lestidae	Non	Non	LC	LC	C	Non
Orthoptères (Criquets, Sauterelles)								
Chorthippus biguttulus (Linnaeus, 1758)	Criquet mélodieux	Acrididae	Non	Non	-	LC	C	Non
Gomphocerippus brunneus (Thunberg, 1815)	Criquet duettiste	Acrididae	Non	Non	-	LC	AC	Non
Oecanthus pellucens (Scopoli, 1763)	Grillon d'Italie	Gryllidae	**PR**	Non	-	LC	AC	Non
Oedipoda caerulescens (Linnaeus, 1758)	OEdipode turquoise	Acrididae	**PR**	Non	-	LC	AC	Non
Platycleis albopunctata (Goeze, 1778)	Decticelle grisâtre	Tettigoniidae	Non	Non	-	LC	AC	Non

Légende et sources :

Protection (PN, PR) :

- PN (Protection nationale) **:** Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

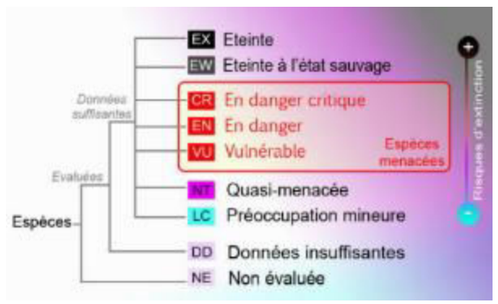
- PR (Protection régionale) = Arrêté du 22 juillet 1993 relatif à la liste des insectes protégés en région Ile-de-France complétant la liste nationale ;

DHFF (Directive Habitat Faune Flore) = Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la faune sauvage ;

LR (Liste rouge) : LC = Préoccupation mineure ; - = Statut inconnu ;

Rareté IdF (Rareté en Ile-de-France) : CC = Très commun; C = Commun ; AC = Assez commun ;

Statut ZNIEFF = Liste des habitats et espèces déterminants ZNIEFF actualisée en Ile-de-France



Trois espèces contactées présentent un statut de protection à l'échelle régionale (Article 1 de l'arrêté du 22 juillet 1993) :

(1) **La Mante religieuse** est une espèce méditerranéenne, observable jusqu'au nord de la Normandie et de l'Île-de-France. On la retrouve dans la végétation herbacée, du sol à la strate arbustive, les jeunes sont souvent visibles à hauteur de l'herbe. La ponte a lieu au cours de l'été, de juillet à septembre. L'espèce passe l'hiver sous forme d'œufs dans une oothèque accrochée à un support (aucune oothèque n'a été trouvé lors des prospections écologiques). Les jeunes sont très difficilement observables au printemps car très petits.

Deux oothèques (coques produites lors de la ponte qui contiennent les œufs) ont été trouvées lors de la prospection du mois d'Octobre 2023 et un individu insolé a été contacté sur site au niveau de la friche herbacée au sud-est et n'a plus été revu ensuite. La présence des oothèques semble indiquer que l'espèce se reproduit sur site.

(2) **Le Grillon d'Italie** est une espèce holo-méditerranéenne commune dans une grande partie de la France. Il présente une plasticité écologique affirmée et s'accommode de milieux très variés, y compris de sites très urbanisés. On le retrouve sur des prairies sèches riches en buissons, pelouses steppiques, vignobles, carrières et gravières abandonnées et les milieux rudéraux. Les adultes sont présents dès fin juin, avec un pic marqué en août-septembre, et jusqu'à fin octobre. Le mâle chante dès la tombée de la nuit, parfois aussi en plein jour quand le temps est couvert.

Quelques individus chanteurs ont été entendus lors de la prospection nocturne réalisée en août 2024. Les individus étaient localisés dans la friche au niveau des alignements arborés/arbustifs.

(3) **L'Œdipode turquoise** est une espèce xérothermophile (qui aime la chaleur et la sécheresse) présente dans toute l'Europe de l'Ouest. Les ailes postérieures, visibles uniquement en vol sont bleu turquoise avec les bords noir. L'espèce apprécie les lisières rocheuses ensoleillées, les prairies rases pouvant être sableuses ou rocailleuses, les carrières, les sablières voire les bordures de voie ferrées.

Moins de 5 individus sont contactées lors de la prospection du mois d'août 2024, ces derniers sont localisés au niveau d'une zone rase de la friche rudérale.



Oothèque sur site de Mante religieuse le 24/10/23



Zone d'observation des Œdipodes turquoise le 28/08/24

La cartographie ci-après précise la localisation des espèces d'insectes à enjeux observés :

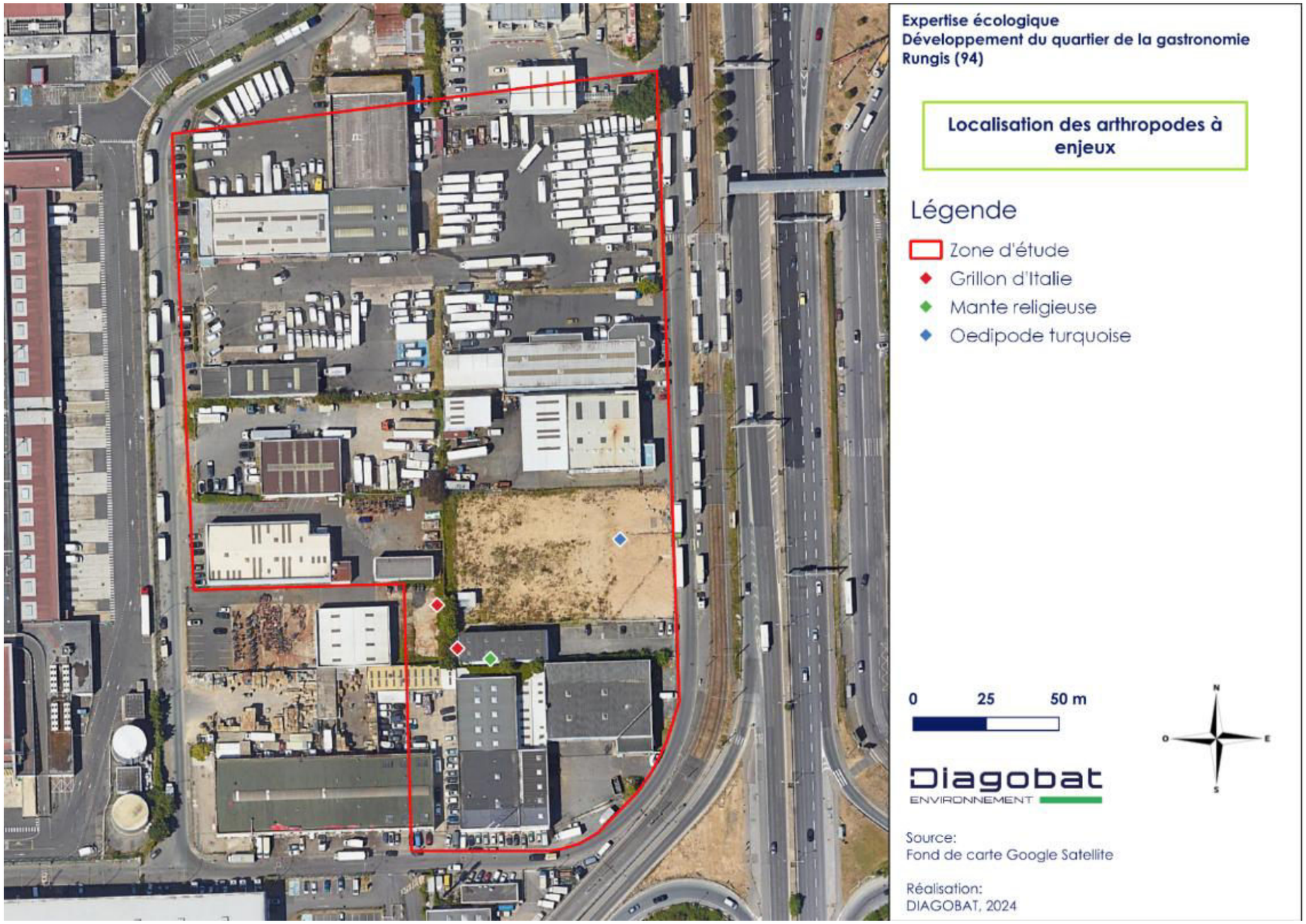


Figure 56 : Localisation des arthropodes à enjeux – Source : Expertise écologique DIAGOBAT

Aucune des espèces contactées ne présente de statut de menace ou de rareté particulier à l'échelle nationale ou régionale.

Aucune espèce contactée n'est inscrite à la DHFF (Directive Habitat Faune Flore) ou n'est déterminante ZNIEFF dans la région.

Trois espèces identifiées sont protégées à l'échelle régionale (article de 1 de l'arrêté du 22/07/1993) :

(1) Mante religieuse (Mantis religiosa) qui semble se reproduire au niveau des espaces herbacés les plus hauts de la friches (observation de plusieurs oothèques) ;

(2) Grillon d'Italie (Oecanthus pellucens), quelques individus sont entendus au niveau de la frange arbustive lors de la prospection nocturne réalisée en août 2024 ;

(3) Œdipode turquoise (Oedipoda caerulescens), quelques individus sont observés en août 2024 au niveau des parties rases de la friche rudérale.

Il convient de rappeler que des populations faibles sont observés (1 individu et deux oothèques pour la Mante religieuse – 3 individus chanteurs de Grillon d'Italie au niveau des alignements arborés/arbustifs – Petite population d'environ 5 individus d'Oedipode turquoise).

Ainsi cette friche apparue dans le cadre des opérations de démolition de 2019 et qui est la zone la plus « naturelle » du site est l'espace où sont observés le plus d'enjeux concernant l'entomofaune. Il est important de noter également que ce milieu tend à se refermer et ne sera bientôt plus favorables aux espèces observées (notamment la Mante et l'Oedipode).

2.2.5.4 Hertépofaune

L'identification des reptiles se fait à vue, le long des transects par temps chaud et sec. Les habitats propices aux reptiles sont particulièrement surveillés en période favorable comme les gravats et fissures des murs et des dalles de béton. La présence des reptiles sur un site n'est pas aisée à mettre en évidence, au vu de leur caractère discret.

En ce qui concerne les amphibiens, aucune méthode d'inventaire spécifique n'est mise en place au sein de la zone d'étude car celle-ci ne présente pas d'habitat propice à leur présence. **En effet, la zone d'étude ne présente aucun milieu aquatique d'eau douce nécessaire au cycle de vie des amphibiens**, notamment pour la reproduction (mares, lacs, naturels ou artificiels).

Pour les deux taxons, les habitats favorables aux différentes espèces patrimoniales observées et ces dernières font l'objet d'une description et d'une illustration.
En découle une délimitation des territoires vitaux (zone de dépendance écologique) des espèces patrimoniales répertoriées sur le site. Ces zones sont déterminées à partir des caractéristiques intrinsèques à chaque espèce et de leurs exigences écologiques.

Concernant ces deux groupes, l'arrêté de protection nationale en vigueur date du 19/11/2007 et fixe la liste des espèces et des modalités de protection de celles-ci.

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Etude des reptiles et amphibiens			Période propice									



Lézard des murailles (Podarcis muralis (Laurenti, 1768))

Bio-évaluation de l'herpétofaune

- Amphibiens

Aucune espèce d'amphibiens n'a été contactée depuis le début des prospections. La zone de projet ne semble pas favorable à l'accueil de ce taxon. Aucun point d'eau, même temporaire n'est identifié sur le site. Les potentialités d'accueil des amphibiens sont quasi-nulles. Le contexte urbain dans lequel s'inscrit la zone de projet confirme le faible intérêt du site pour ce groupe.

- Reptiles

Une espèce de reptile, le Lézard des murailles (Podarcis muralis) est identifié sur la zone projet.

Pour rappel, tous les reptiles indigènes possèdent un statut de protection en France métropolitaine (Article 2 de l'arrêté du 08/01/2021).

Trois individus adultes sont observés au sud-est de la friche rudérale en juin 2024. Aucun indice de reproduction n'est mis en évidence lors de cette visite et de celles qui ont suivis.



Photographie de la zone d'observation du Lézard des murailles en juin 2024

Le tableau ci-dessous récapitule les statuts reliés au Lézard des murailles :

Nom Scientifique	Nom Vernaculaire	Liste Rouge nationale	Liste Rouge régionale	Statut Rareté régionale	Protection nationale
Reptiles					
Podarcis muralis (Laurenti, 1768)	Lézard des murailles (Le)	LC	-	-	Art.2

Légende et sources :

Protection (PN, PR) :

- **PN** (Protection nationale) = Arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection I

– **Article 2** : Sont interdits, sur tout le territoire métropolitain et en tout temps :

- la destruction ou l'enlèvement des oeufs et des nids, la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement des animaux ;
- la perturbation intentionnelle des animaux, pour autant que la perturbation remette en cause le bon accomplissement des cycles biologiques de l'espèce considérée.

Sont interdites sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants, la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des animaux. Ces interdictions s'appliquent aux éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires à la reproduction ou au repos de l'espèce considéré e, aussi longtemps qu'ils sont effectivement utilisés ou utilisables au cours des cycles successifs de reproduction ou de repos de cette espèce et pour autant que la destruction, l'altération ou la dégradation remette en cause le bon accomplissement de ces cycles biologiques.

Sont interdits, sur tout le territoire national et en tout temps, la détention, le transport, la naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation, commerciale ou non, des spécimens prélevés :

- dans le milieu naturel du territoire métropolitain de la France, après le 12 mai 1979 ;
- dans le milieu naturel du territoire européen des autres Etats membres de l'Union européenne, après la date d'entrée en vigueur de la directive du 21 mai 1992 susvisée.

LR (Liste rouge) : LC = Préoccupation mineure ;

Rareté régionale : - = Inconnu ;

Lézard des murailles est une espèce méridionale. Très ubiquiste et commensale de l'homme, cette espèce se rencontre dans une multitude de milieux naturels ou anthropiques depuis le niveau de la mer jusque 2500 m d'altitude, avec cependant une préférence pour les substrats solides des milieux rocailleux et ensoleillées. En période de froid, elle trouve refuge dans toute sorte d'anfractuosités, des trous de vieux murs… Le Lézard des murailles est diurne et actif de février-mars à octobre-novembre (la période de reproduction débute au mois d'avril). Le Lézard des murailles consomme essentiellement de petits arthropodes (insectes, araignées, mille-pattes), les jeunes sont très friands des petites araignées.



Figure 57 : Localisation du Lézard des murailles – Source : Expertise écologique DIAGOBAT

Aucune espèce d'amphibien n'a été contactée sur le site au cours de la mission. La zone de projet n'est pas favorable à l'accueil de ce taxon, elle s'inscrit dans un contexte urbain sans aucun point d'eau même temporaire et est bordée par des voies de circulation très fréquentées qui ne sont pas favorables au déplacement de ce taxon.

Concernant les reptiles, une espèce est contactée à l'intérieur du site en juin 2024 (trois individus adultes). Ces derniers sont observés au niveau de la grande friche au sud-est, des photographies de la zone d'observation sont disponible en début de la sous-partie dédiée aux reptiles.

2.2.5.5 Mammalofaune

Concernant les mammifères terrestres, l'arrêté de protection nationale en vigueur date du 23/04/2007 (modifié par arrêté du 01/03/2019) et fixe la liste des espèces et des modalités de protection de celles-ci.

Les indices de présence (empreintes, fèces...) ou les observations directes sont notés sur l'ensemble de la zone d'inventaire afin de dresser une liste partielle des mammifères utilisant le site. Aucun dispositif d'étude particulier (pose de pièges à traces, tubes capteurs de poils, piège photographique...) n'est mis en place sur le terrain.

Concernant les grands mammifères, les recherches bibliographiques permettent d'appréhender les espèces en présence dans le secteur, d'évaluer les effectifs, ainsi que la localisation des cœurs de population dans et aux abords du secteur d'étude, les éventuels axes de déplacements connus et les franchissements d'infrastructures routières.

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Identification des mammifères terrestres	Identification à vue et observation de traces sur la zone d'inventaire											



Hérisson d'Europe (Erinaceus europaeus Linnaeus, 1758)

Concernant les chiroptères, deux sessions d'écoutes nocturnes (printemps + été) sont prévues. Des points d'enregistrement seront placés dans la zone d'étude et la zone d'inventaire. Les cris des individus seront ainsi enregistrés sur plusieurs points et transects du site à l'aide d'un détecteur à ultrasons puis analysés pour déterminer l'activité des individus.

Les indices de présence et le repérage des cavités propices au gîtage sont également notés afin de dresser une liste partielle des mammifères utilisant potentiellement le site. Ceci est complété par une recherche bibliographique en amont des prospections nocturnes.

Concernant ce groupe, l'arrêté de protection nationale en vigueur date du 23/04/2007 (modifié par arrêté du 01/03/2019) et fixe la liste des espèces et des modalités de protection de celles-ci.

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Identification des chiroptères	Hibernation			Gîte d'estivage						Hibernation		



Pipistrelle commune (Pipistrellus pipistrellus (Schreber, 1774)).

Bio-évaluation des Mammifères

- Mammifères terrestres

Une seule espèce de mammifère sauvage a été identifiée sur la zone de projet au cours de la mission : la Fouine (Martes foina).

Actuellement **une espèce de mammifère terrestre a été mise en évidence sur la zone de projet** : la Fouine (Martes foina). Les mammifères terrestres sont prudents et actif essentiellement au crépuscule rendant difficile leurs observations. Des indices de présences (fèces) ont permis de déterminer l'activité de la fouine sur la zone de projet. **Il ne s'agit ni d'une espèce protégée ni d'une espèce menacée.**

Nom Scientifique	Nom Vernaculaire	Liste Rouge nationale	Liste Rouge régionale	Statut Rareté régionale	Protection nationale
Martes foina (Erxleben, 1777)	Fouine	LC	.	.	Non

Liste rouge : LC = Préoccupation mineure ; . = Statut inconnu.
Statut Rareté régionale : = Statut inconnu.
Protection nationale : Non = Espèce non protégée à l'échelle nationale

Aucune espèce de mammifère terrestre protégée ou menacée n'est observée sur la zone de projet.

Les espaces de friches dans la partie sud sont favorables aux activités de chasses des petits carnivores tel que la Fouine.

Aucune autre espèce de mammifère terrestre n'est identifiée au cours de la mission. Concernant les espèces protégées, il est possible d'y retrouver le Hérisson d'Europe pour des activités d'alimentation et de transit.

- **Chiroptères (Chauves-souris)**

Concernant l'étude des chiroptères, deux prospections nocturnes ont été réalisées entre le début du printemps et la fin de l'été 2024. Ces prospections nocturnes se déroulent sous forme de transects courts et de point d'écoute de 15 min. Le tableau ci-dessous reprend la date ainsi que les conditions climatiques associées ainsi que le matériel utilisé lors de ces investigations.

	Dates	Conditions météo	Matériel utilisé
Ecoute active	06/05/2024	Ciel clair Vent faible 14°C	Détecteur ultrasons Pettersson D240x Enregistreur numérique H2N
	29/08/2024	Ciel nuageux Vent faible 21°C	

Malgré un climat relativement favorable lors des prospections nocturnes, aucun contact de chauve-souris n'est enregistré.

Une recherche de gîte est également effectuée lors des inventaires toutefois l'absence de zones bâtis ou d'arbre suffisamment âgé pouvant comporter des cavités démontre l'absence d'intérêt des chiroptères pour ce site.

Aucune cavité n'est mise en évidence lors des prospections écologiques.

Aucun contact de chiroptère n'est enregistré au cours des prospections nocturnes réalisée au mai et août 2024.

2.3 SYNTHESE DES ENJEUX ECOLOGIQUES

- **Habitats :** Enjeu faible

- Une majorité du site est occupée par des surfaces remaniées. Ces habitats ne sont, de fait, ni inscrits à la Directive dite « faune/flore », ni déterminants ZNIEFF, ni protégés, ni menacés ou rare. Il en va de même pour les habitats végétalisés (friche rudérale, ourlet mésophile, alignement d'arbre, pelouses de petite surface) qui sont intégralement anthropisés, que les végétations soient plantées ou spontanées.

- **Flore :** Enjeu faible

- Parmi les espèces indigènes identifiées aucune ne porte de statut de protection, de menace ou de rareté particulier. Il s'agit d'espèces communes à très communes couramment retrouvées dans les friches urbaines.
- Sept espèces exotiques envahissantes sont identifiées sur la zone de projet ou à forte proximité. Le risque de propagation des espèces invasives notamment en phase chantier présente un enjeu écologique.

- **Faune**

Avifaune : Enjeu faible à modéré

- Douze espèces d'oiseaux contactées sont protégées en France métropolitaine. Deux espèces contactées sont également menacées : le Chardonneret élégant et le Tarier pâtre. Plusieurs espèces ont été entendu (chant) en période de reproduction. Les potentialités de nidification les plus fortes concernent l'Accenteur mouchet, le Chardonneret élégant, la Mésange bleue, le Pouillot véloce et le Tarier pâtre.

Entomofaune : Enjeu modéré

- Trois espèces d'insectes protégées à l'échelle régionale sont identifiées sur la zone de projet : Mante religieuse (1 individu observé en octobre 2023 et deux oothèques identifiées) – Grillon d'Italie (2 individus chanteurs entendu pendant la nocturne d'août 2024) – Œdipode turquoise (4-5 individus observés en août 2024). Toutes ces observations sont réalisées au niveau de la grande friche rudérale au sud. Il convient de préciser que les populations sont assez faibles pour chaque observation.

Herpétofaune :

Amphibiens : Enjeu très faible

- Aucune espèce d'amphibien n'est identifié sur la zone de projet. Aucun point d'eau même temporaire n'est présent sur le site qui n'est pas favorable à l'accueil de ce taxon. La zone est bordée par des axes routiers qui constituent des barrières non négligeables aux amphibiens.

- **Reptiles :** Enjeu faible à modéré

- Une espèce de reptile est identifiée sur le site : le Lézard des murailles (3 individus adultes observés en juillet 2024 uniquement). Aucun juvénile ou indice de reproduction n'est mis en évidence. Compte-tenu du développement rapide de la flore spontanée dans la friche, le milieu tend à se refermer et à devenir défavorable à l'espèce qui affectionne les micro-habitats ouvert proposant des zones refuges.

- **Mammalofaune :**

Mammifères terrestres : Enjeu faible

- Aucune espèce de mammifère terrestre protégée n'est identifiée sur la zone de projet au cours de l'expertise. Le site n'est globalement pas favorable aux activités des mammifères terrestre de part les activités des engins de chantier. Seule la friche rudérale au sud pourrait occasionnellement être fréquentée par le Hérisson d'Europe pour ses déplacements et son alimentation.

Chiroptères : Enjeu faible

- Aucune espèce de chiroptère n'est enregistrée lors des prospections nocturnes réalisée en mai et août 2024. Une potentielle activité de chasse au niveau de la friche rudérale est émise. Le site n'est cependant pas favorable aux gîtes de ce taxon (absence de bâtis ou d'arbre âgé comportant des cavités favorables).

3 PAYSAGE ET PATRIMOINE

3.1 LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL, CULTUREL ET ARCHEOLOGIQUE

3.1.1 LES MONUMENTS HISTORIQUES

Un monument historique est un immeuble ou un objet mobilier recevant un statut juridique particulier destiné à le protéger, du fait de son intérêt historique, artistique, architectural mais aussi technique ou scientifique.

La protection au titre des monuments historiques, telle que prévue par le livre VI du code du patrimoine, reprenant notamment les dispositions de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, constitue une servitude de droit public.

Un périmètre de protection de 500 mètres est délimité aux abords des monuments historiques. Il s'agit d'une servitude d'utilité publique qui s'applique autour de chaque édifice inscrit ou classé au titre des monuments historiques : «Lorsqu'un immeuble est situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé au titre des monuments historiques ou inscrit, il ne peut faire l'objet, tant de la part des propriétaires privés que des collectivités et établissements publics, d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect, sans une autorisation préalable.» art. L. 621-31 du code de l'Urbanisme.

L'Architecte des Bâtiments de France est appelé à donner son avis sur tous les projets (constructions, réhabilitations, aménagements extérieurs) à l'intérieur des périmètres de protection. Selon la protection de l'espace (inscrit ou classé) et le type de travaux, il s'agit en effet d'un avis simple ou d'un avis conforme.

Dix monuments historiques sont recensés au sein de l'aire d'étude élargie. **Néanmoins, aucun monument historique ni périmètre de protection de Monuments Historiques (MH) ne recoupe l'aire d'étude immédiate.**

Les monuments historiques présents au droit de l'aire d'étude élargie sont recensés dans le tableau suivant.

Tableau 20 : Monuments historiques au droit de l'aire d'étude élargie

Numéro	Dénomination	Protection au titre des monuments historiques	Date de protection	Description des éléments protégés	Distance par rapport à l'aire d'étude immédiate	Commune
1	Eglise Saint-Leu Saint-Gilles	Inscrit	10/10/1929	Eglise	1,1 km à l'est	Thiais
2	Eglise Sainte-Colombe	Inscrit	19/10/1928	Eglise	1,6 km au nord-ouest	Chevilly-Larue
3	Maison du manufacturier Gilardoni	Inscrit partiellement	07/06/2004 27/06/2007	Les façades et toitures de la maison de maître ; les façades et toitures des communs ; les pièces du rez-de-chaussée de la maison de maître, à savoir : le salon, la salle à manger, la cuisine, la salle de billard, l'ancienne bibliothèque ; l'ensemble des espaces de distribution de la maison de maître, à savoir : le vestibule d'entrée, l'escalier et sa cage, y compris les paliers- Les parties suivantes des communs : les quatre pièces du rez-de-chaussée, à savoir le garage, la sellerie, la buanderie, l'écurie	2,7 km au nord-est	Thiais
4	Eglise Notre-Dame de l'Assomption	Inscrit	09/02/1999	Eglise	1,4 km au sud-ouest	Rungis
5	Petit pavillon du Premier Empire	Inscrit	10/09/1929	Petit pavillon du Premier Empire	2 km au nord-est	Thiais
6	Pavillon de chasse	Inscrit partiellement	19/10/1928	Façade	1,5 km au nord-ouest	Chevilly-Larue
7	Aqueduc des eaux de Rungis	Inscrit	10/02/1988	Aqueduc dans son ensemble	1,2 km au sud-ouest	Rungis
8					1,3 km au sud-ouest	
9					1,1 km au sud-ouest	
10					1 km au sud-ouest	

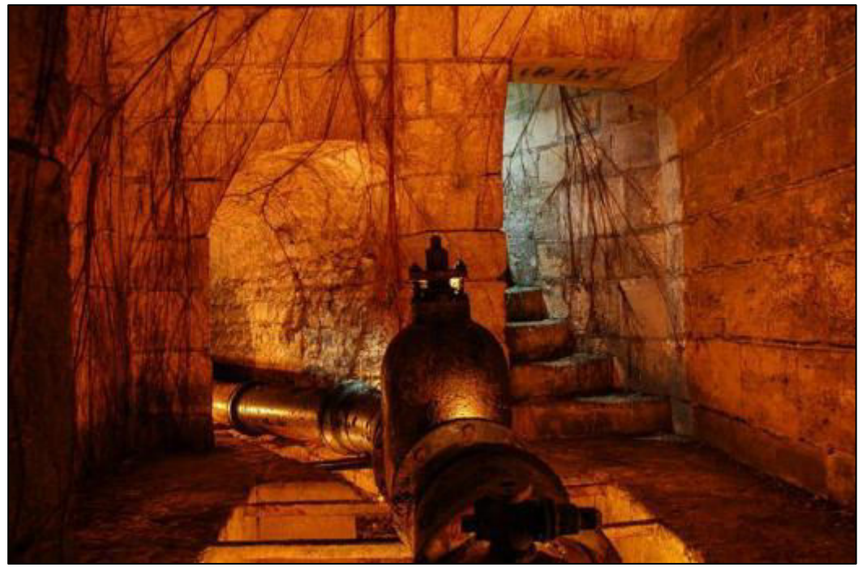


Figure 58 : Photographie de l'aqueduc des Eaux de Rungis (Source : Monumentum – Crédit photo JeanRoulin - Sous licence Creative Commons)

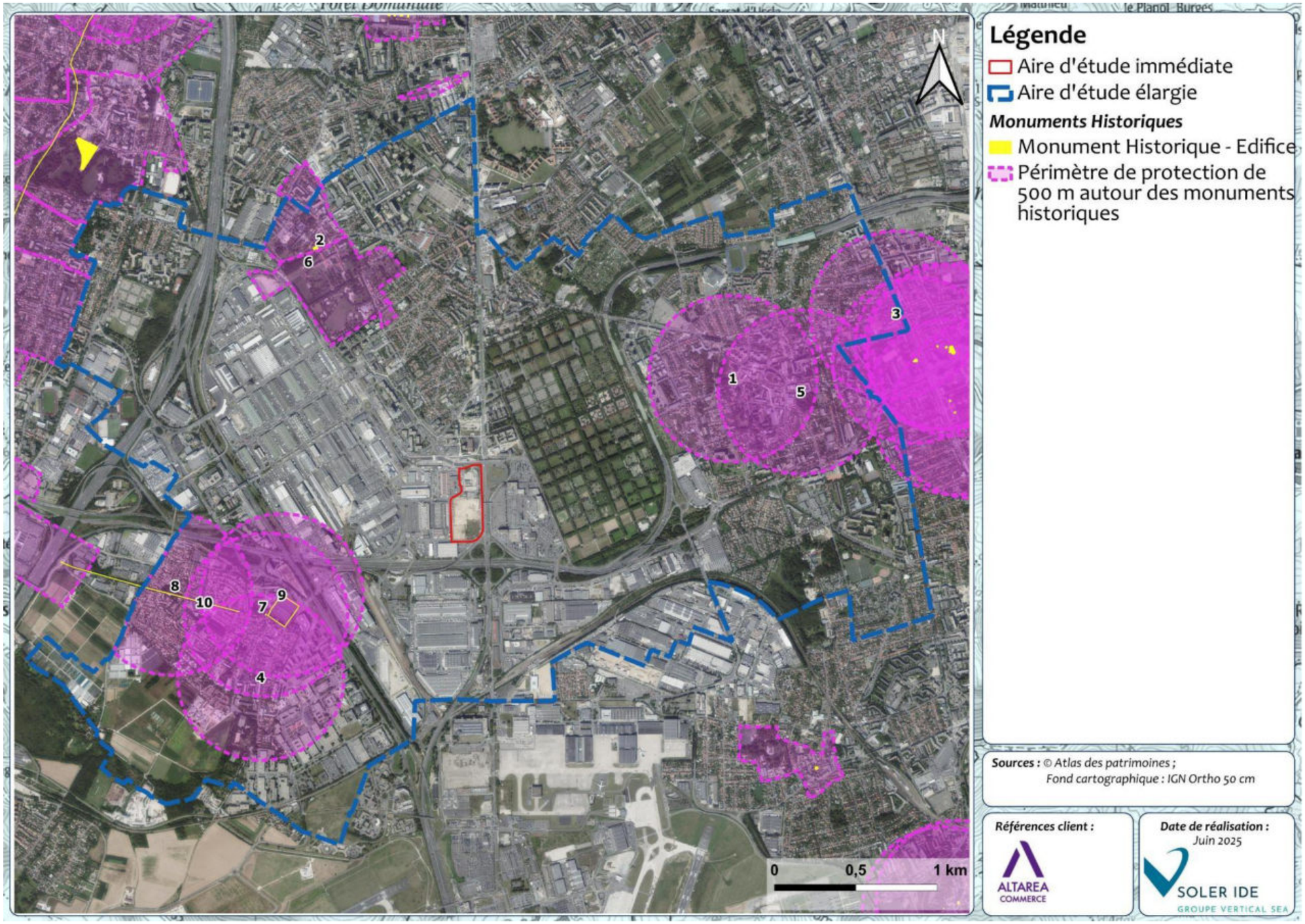


Figure 59 : Monuments historiques et leur périmètre de protection au droit de la commune de l'aire d'étude élargie (Source : Atlas des patrimoines)

3.1.2 LES SITES NATURELS INSCRITS ET CLASSES

Issue de la loi du 2 mai 1930, la protection des sites a pour but d'assurer la préservation des monuments naturels et des sites dont le caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque relève de l'intérêt général. Il existe deux niveaux de protection : le classement et l'inscription.

Le classement est réservé aux sites les plus remarquables qui doivent être rigoureusement préservés. Les travaux susceptibles de modifier l'état des lieux y sont soumis selon leur importance à autorisation préalable du préfet ou du ministre en charge des sites. Dans ce dernier cas, l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites est obligatoire.

L'inscription est proposée pour des sites moins sensibles ou plus humanisés qui, sans qu'il soit nécessaire de recourir au classement, présentent suffisamment d'intérêt pour être surveillés de très près. Les travaux y sont soumis à déclaration auprès de l'Architecte des Bâtiments de France. Celui-ci dispose d'un simple avis consultatif sauf pour les permis de démolir où l'avis est conforme. Il ne s'agit pas d'interdire d'aménager ou de bâtir, mais de veiller à l'intégration des aménagements dans leur environnement et éventuellement d'améliorer la qualité du projet.

Comme en atteste la figure suivante, 1 site inscrit est situé au sein de l'aire d'étude élargie. Il s'agit des Avenues de Versailles et de la République. Celui-ci se situe au plus près à environ 600 m au sud-est de l'aire d'étude immédiate.

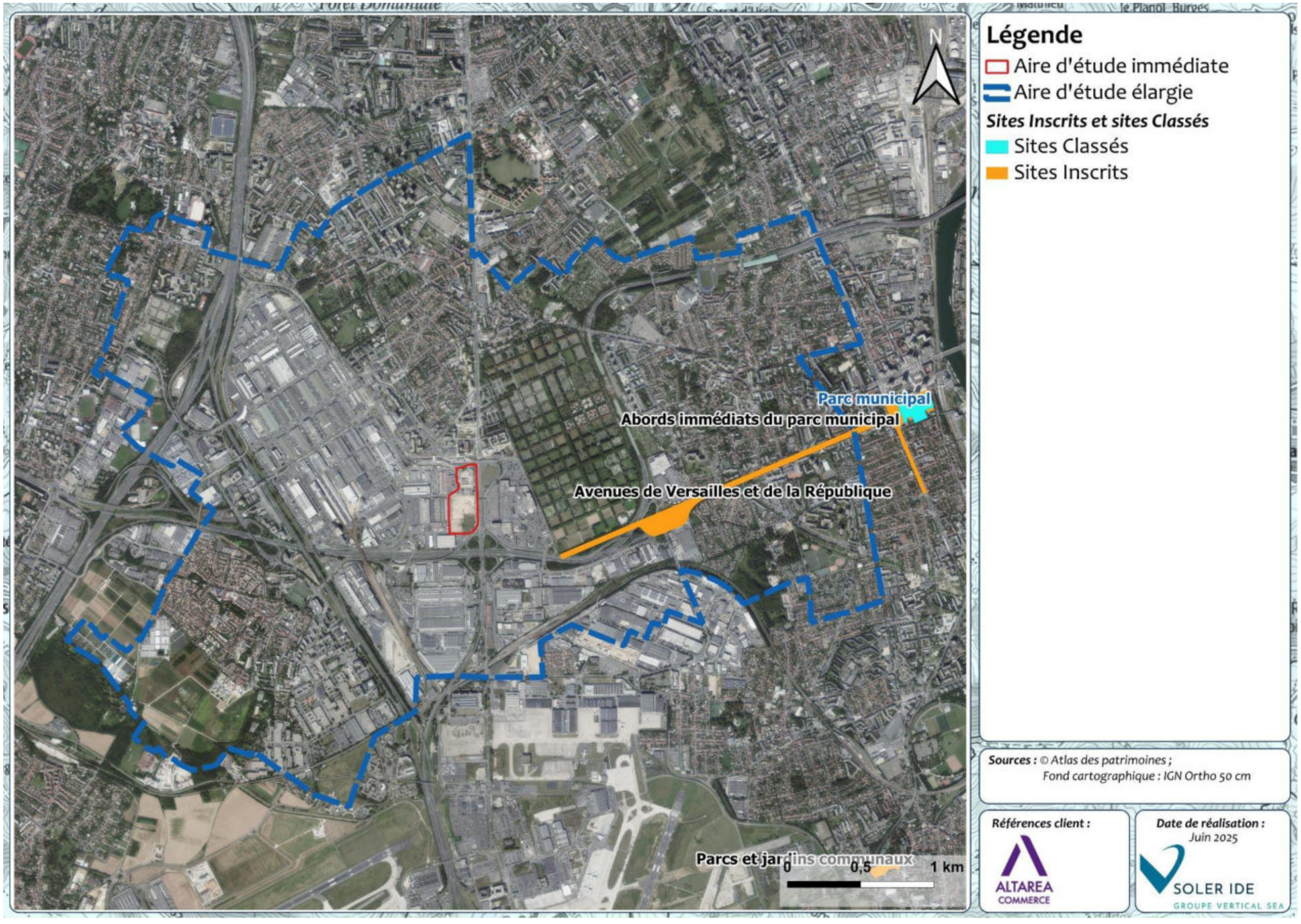


Figure 60 : Sites classés et inscrits à proximité de l'aire d'étude élargie

3.1.3 LES SITES PATRIMONIAUX REMARQUABLES

Les sites patrimoniaux remarquables ont été créés par la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine. Ce dispositif a pour objectif de protéger et mettre en valeur le patrimoine architectural, urbain et paysager de nos territoires.

Les sites patrimoniaux remarquables sont « les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. »

Les espaces ruraux et les paysages qui forment avec ces villes, villages ou quartiers un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur peuvent être classés au même titre. Les sites patrimoniaux remarquables ont été créés pour clarifier la protection en faveur du patrimoine urbain et paysager. Le dispositif permet d'identifier clairement les enjeux patrimoniaux sur un même territoire.

Ces enjeux sont retranscrits dans un plan de gestion du territoire qui peut prendre deux formes :

- Soit un plan de sauvegarde et de mise en valeur (document d'urbanisme) ;
- Soit un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (servitude d'utilité publique).

Chacun d'eux constitue un facteur de lisibilité pour les porteurs de projets et les habitants.

Les sites patrimoniaux remarquables se substituent aux anciens dispositifs de protection : secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP), aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP). Ces derniers ont été automatiquement transformés par la loi en sites patrimoniaux remarquables.

Aucun site patrimonial remarquable n'est situé au droit de l'aire d'étude élargie.

3.1.4 LE PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

L'archéologie préventive, (…) a pour objet d'assurer (…) la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement. Elle a également pour objet l'interprétation et la diffusion des résultats obtenus (Article L521-1 du Code du patrimoine).

Pour les dossiers soumis à autorisation administrative (comme c'est le cas du projet « quartier de la gastronomie », les dossiers de travaux sont transmis au Préfet de région (Drac – Service régional de l'archéologie).

Les prescriptions de l'Etat concernant les diagnostics et les opérations de fouilles d'archéologie préventive sont motivées.

Les prescriptions de diagnostic sont délivrées deux mois lorsque les aménagements, ouvrages ou travaux projetés sont soumis à une étude d'impact en application du code de l'environnement (Article L522-2 du Code du patrimoine).

L'arrêté de prescription de diagnostic archéologique est notifié par le préfet de région (Drac – Service régional de l'archéologie) à l'aménageur, (au service instructeur du dossier) et aux opérateurs potentiels : service(s) archéologique(s) des collectivités territoriales concernées par le projet (lorsqu'ils existent) et INRAP.

- Si la collectivité territoriale dispose d'un service archéologique agréé, elle doit faire connaître son intention de réaliser le diagnostic dans le délai d'un mois à compter de la réception de l'arrêté de prescription de diagnostic.
- Si la collectivité territoriale dispose d'un service archéologique agréé, elle doit faire connaître son intention de réaliser le diagnostic dans le délai d'un mois à compter de la réception de l'arrêté de prescription de diagnostic.
    - Si sa réponse est oui, le Préfet de région (Drac – Service régional de l'archéologie) attribue la réalisation du diagnostic au service agréé et en informe l'aménageur.
    - Si sa réponse est non, le diagnostic est attribué à l'INRAP et l'aménageur est informé.
- Si la collectivité territoriale ne dispose pas d'un service archéologique agréé, le diagnostic est directement attribué à l'INRAP.

Le projet de quartier de la Gastronomie, étant soumis à autorisation administrative, verra son dossier de travaux examiné par le Préfet de région. Celui-ci émettra ou non des prescriptions concernant les diagnostics et les opérations de fouilles d'archéologie préventive.

3.2 LE PAYSAGE

L'étude du paysage a pour objectif de définir les conditions d'intégration du projet dans son environnement en prenant en compte les spécificités des composantes du territoire, leur organisation spatiale et leur perception directe ou indirecte par les différents usagers du site. L'analyse du paysage distingue 2 niveaux :

- L'analyse bibliographique et cartographique est réalisée à l'échelle de la zone d'influence directe et de la zone des effets éloignés et induits ;
- L'analyse fine des composantes et des qualités paysagères est réalisée à l'échelle du périmètre d'étude.

Les données sur le paysage proviennent principalement des recherches bibliographiques complétées par les observations réalisées sur le périmètre d'étude.

3.2.1 CARACTERISTIQUES GENERALES DU PAYSAGE (ETUDES BIBLIOGRAPHIQUES)

Appartenant à la proche couronne parisienne, fortement marqué par sa géomorphologie, le territoire départemental du Val-de-Marne présente une diversité et un contraste entre des paysages très urbains et des espaces naturels encore préservés.

L'atlas des paysages du Val-de-Marne est en cours d'élaboration. A l'issue d'une première analyse, le département a été découpé en "entités et unités paysagères". L'aire d'étude immédiate se situe au droit de l'entité paysagère « Plateau de Longboyau – Plateau urbain et plus particulièrement au droit de l'unité paysagère « Plateau d'Orly – Plateau d'activités économiques.

La partie centrale du plateau est occupée par l'aéroport d'Orly. Le tissu urbain est mixte : zones résidentielles, tissu collectif, zones industrielles et commerciales, etc. Le réseau routier y est particulièrement développé.

Le territoire de l'aire d'étude élargie est traversé par de grandes infrastructures de transports (A86, A106) qui lui confèrent une grande accessibilité mais qui marquent aussi fortement le paysage, de par leur étendue et leur importance.

3.2.2 PAYSAGE A PROXIMITE DE L'AIRE D'ETUDE IMMEDIATE : LE QUARTIER DU PROJET

3.2.2.1 A l'heure actuelle un territoire de transition

La Route Départementale 7 jouxtant l'aire d'étude à l'est, en structure fortement l'environnement selon un axe Nord/Sud.

Au nord de l'aire d'étude se trouvent les dernières zones urbaines pavillonnaires de Chevilly-Larue, composées majoritairement d'îlots pavillonnaires disposés autour de quelques grands ensembles de logements collectifs (Cité Anatole France, Résidences des Lilas et des Hortensias, allée des Magnolias et les résidences sociales de l'avenue de Fontainebleau à Thiais). A partir du rond-point des Halles (au nord-est de l'aire d'étude) depuis lequel on accède au M.I.N. de Rungis comme au centre commercial Belle Epine, commence véritablement un territoire (auquel est incluse l'aire d'étude immédiate) constitué de grandes emprises d'équipements métropolitains et de logistique jusqu'à l'aéroport.

3.2.2.2 Un tissu urbain très sectorisé

Le quartier de l'aire d'étude immédiate se caractérise donc par un tissu très sectorisé, à la fois par des axes routiers structurants (autoroute A 86, RD 7) et des grandes emprises plus ou moins fermées (cimetière parisien de Thiais, centre commercial Belle Epine, M.I.N. et SOGARIS plus au sud). Dans ces emprises, les espaces ouverts sont nombreux (parking, cimetière ou voirie du M.I.N. et de SOGARIS adaptée aux véhicules) et on y trouve un bâti de grande échelle. Comme décrit précédemment le secteur résidentiel du quartier, principalement situé à Chevilly-Larue au nord-ouest, comporte une variété de bâtiments : pavillons hétéroclites ou ensembles homogènes comme ceux des castors, logements collectifs de moyenne ou de plus grande taille comme la résidence des Hortensias ou la Cité Anatole France.

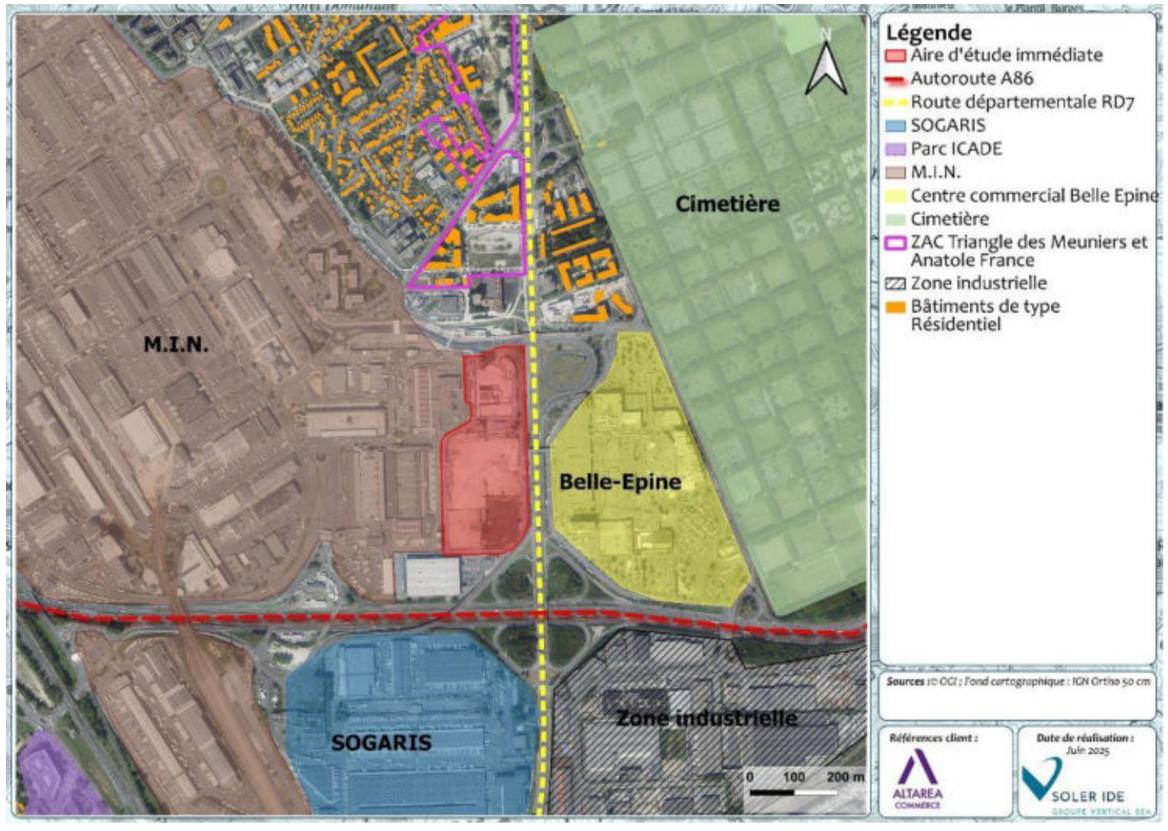


Figure 61 : Paysage à proximité de l'aire d'étude immédiate

3.2.2.3 Un bâti peu élevé dans le quartier

Le quartier de l'aire d'étude immédiate comporte un nombre important de bâtiments de faible hauteur, les trois quarts des surfaces bâties appartenant à des constructions comprises entre 7 et 15 mètres de hauteur. Cela inclut notamment les larges entrepôts du MIN. et le centre commercial Belle Epine. Les émergences les plus hautes sont les tours de bureaux du centre administratif du M.I.N. et la tour Europa à Belle Epine.



Figure 62 : Tour Europa à Belle Epine – Source : Google View, juillet 2022



Figure 63 : Centre administratif du M.I.N. - Source : Google View, juillet 2022

3.2.2.4 Un cadre végétal peu visible

Le cadre végétal du quartier est principalement constitué du cimetière parisien de Thiais, des jardins des pavillons et des grands arbres autour de la cité Anatole France et des espaces de « délaissés urbains » interstitiels situées dans les boucles de l'échangeur routier du carrefour de la Belle Epine. Les espaces verts de loisirs et d'agrément sont donc assez rares, d'autant que les autres secteurs du quartier sont très minéraux, à l'image du M.I.N., SOGARIS, SENIA et du centre commercial Belle Epine.

Notons que le M.I.N. a fait l'objet d'un programme d'aménagement d'espaces verts ces dernières années et que près de 500 arbres ont été plantés. Une coulée verte le long du boulevard Circulaire entre les secteurs de l'Horticulture et de la Décoration et des Fruit et Légumes a été aménagée. Le projet, sur une emprise globale de 7 000 m², a permis la mise en place de plantations d'espaces verts sur 1 050 m². De la même manière, il est réalisé actuellement, sur l'emprise foncière de l'ancien commissariat « H4 », un espace paysager de qualité d'environ 500 m² pour les salariés de la SEMMARIS, les concessionnaires du Marché ainsi que les visiteurs du Marché International de Rungis.

3.2.3 ANALYSE PAYSAGERE DE L'AIRE D'ETUDE IMMEDIATE

A l'heure actuelle, l'emprise nord de l'aire d'étude immédiate (SEMMARIS) est **une base chantier** de la ligne 14 du métro dont la réalisation a été confiée à la RATP. La Base chantier sera en activité pour le temps nécessaire à la construction de la ligne dont l'ouverture est prévue en 2024.

Concernant la station de métro « porte de Thiais », prévue au droit du terrain, sa construction est aujourd'hui achevée.



Figure 64 : Base chantier de la ligne 14 du métro présente sur la partie nord de l'AEI (Source : DIAGOBAT, Septembre 2023)

Sur la partie sud de l'aire d'étude immédiate (partie située sur la commune de Rungis), les terrains sont à nus. La démolition des bâtiments, des fondations et des enrobés existants a été effectué en août 2023. Le permis de démolir a été obtenu le 13 mars 2023 (affichage constaté par huissier le 28 mars 2023 et le 29 juin 2023).



Figure 65 : Photos de l'aire d'étude immédiate après démolition (Source : DIAGOBAT, Septembre 2023)



Figure 66 : Photo de l'aire d'étude immédiate (sud-ouest) après démolition (Source : DIAGOBAT, Septembre 2023)

Avant la démolition, l'aire d'étude immédiate présentait un paysage d'entrepôts d'activités liées au transport routier et à l'entretien et la maintenance automobile. De nombreux véhicules utilitaires et poids lourds y était stationnés sur de vastes emprises de parking.



Figure 67 : Prises de vue au droit de l'aire d'étude immédiate avant démolition des constructions – Source : EGIS, mai 2019 / Google streetview ©, juin 2018



Figure 68 : Prises de vue au droit de l'aire d'étude immédiate avant démolition des constructions – Source : EGIS, mai 2019 / Google streetview ©, juin 2018



















Figure 69 : Prises de vue au droit de l'aire d'étude immédiate avant démolition des constructions – Source : EGIS, mai 2019 / Google streetview ©, juin 2018

A proximité du site d'étude se trouvent :

- A l'Est : la rue Latérale, les voies du tramway T7, la route Départementale RD7 puis le centre commercial Belle Epine ;
- Au Sud : la rue des transports, l'agence Chronopost de Rungis, les voies de tramway puis l'autoroute A86 ;
- A l'Ouest : la rue des routiers puis les installations du M.I.N. ;
- Au nord : la rue de l'Arrivée, la station de tramway T7 « Porte de Thiais », l'avenue de la Cité ainsi que le centre de secours de Rungis et un concessionnaire automobile.

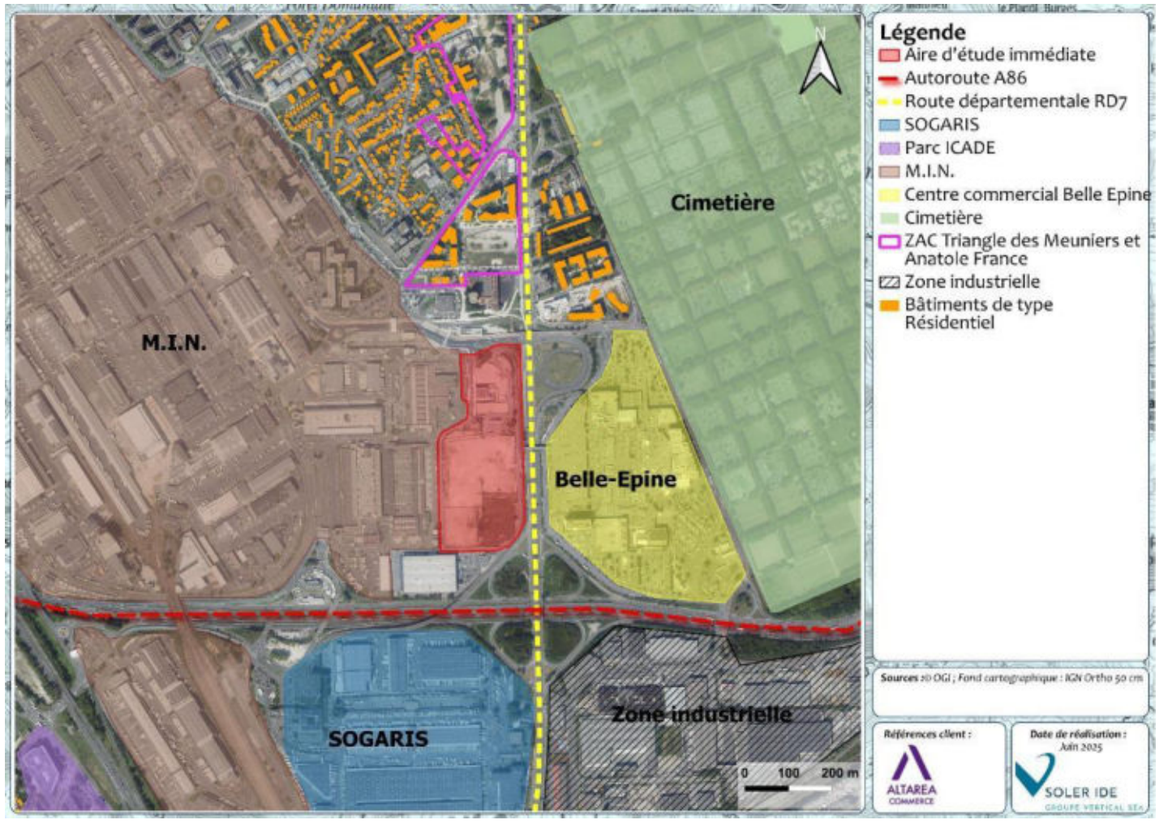


Figure 70 : Occupation des sols à proximité de l'aire d'étude immédiate

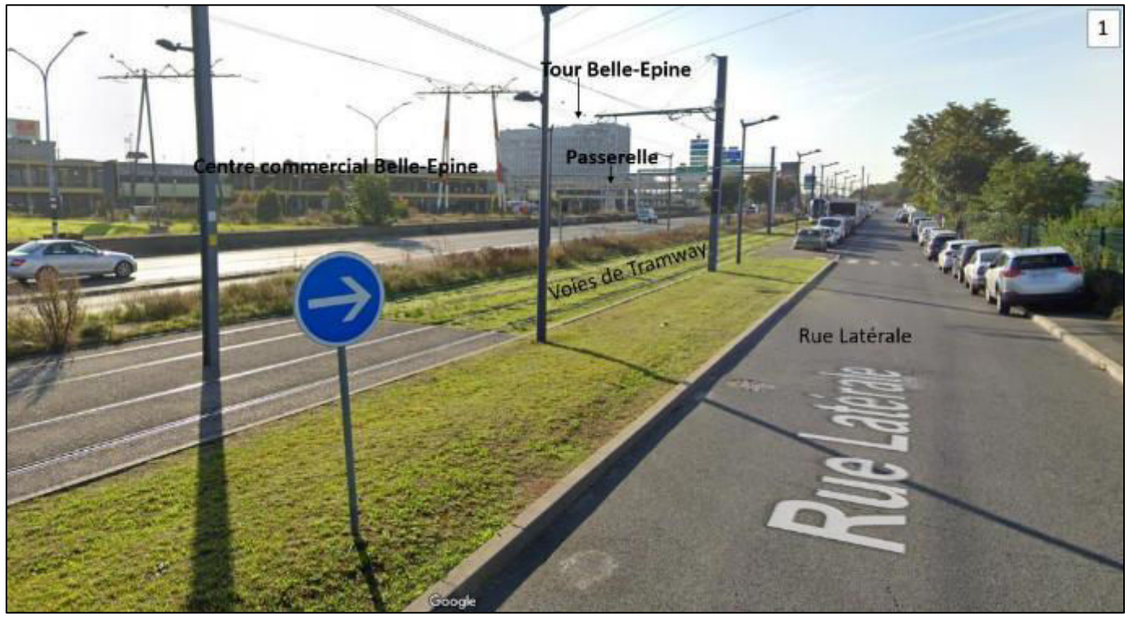


Figure 71 : Vue depuis le point de prise de vue n°1(en direction du Sud) –

Source : Google View, octobre 2021



Figure 72 : Vue depuis le point de prise de vue n°2 (en direction de l'Est)– Source : Google View, juillet 2022

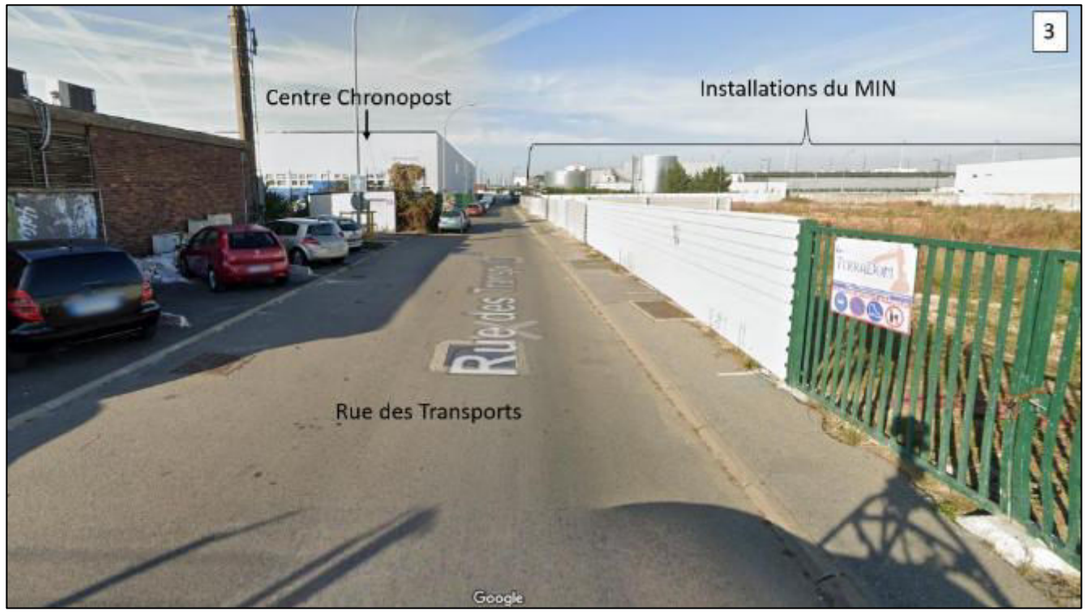


Figure 73 : Vue depuis le point de prise de vue n°3 (en direction de l'ouest) –

Source : Google View, octobre 2021



Figure 74 : Vue depuis le point de prise de vue n°4 (en direction du sud) –

Source : Google View, octobre 2021

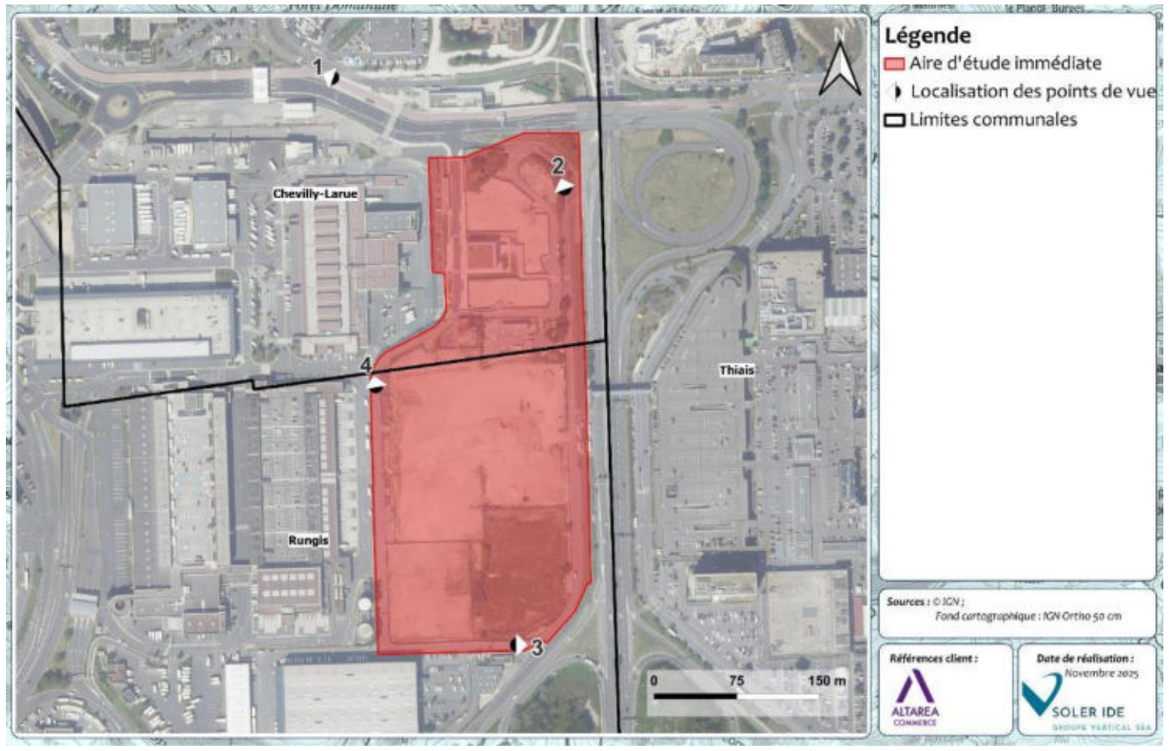


Figure 75 : Localisation des points de vue Google View

3.3 SYNTHESE DE L'ANALYSE DU PATRIMOINE ET DU PAYSAGE

Tableau 21 : Synthèse des enjeux associés au patrimoine et au paysage

Thème environnemental		Diagnostic de l'état initial	Niveau de l'enjeu	Recommandations éventuelles
LE PAYSAGE	Le paysage général	▪ L'aire d'étude immédiate se situe au droit de l'entité paysagère « Plateau de Longboyau – Plateau urbain et plus particulièrement au droit de l'unité paysagère « Plateau d'Orly – Plateau d'activités économiques. ▪ La partie centrale du plateau de Longboyau est occupée par l'aéroport d'Orly. Le tissu urbain est mixte : zones résidentielles, tissu collectif, zones industrielles et commerciales, etc. Le réseau routier y est particulièrement développé. ▪ Le territoire de l'aire d'étude élargie est traversé par de grandes infrastructures de transports (A86, A106) qui lui confèrent une grande accessibilité mais qui marquent aussi fortement le paysage, de par leur étendue et leur importance.	FAIBLE	Composer un aménagement paysager global et cohérent sur l'ensemble du secteur et s'intégrant dans l'environnement immédiat
	Le quartier de l'aire d'étude immédiate	▪ Le paysage actuel des abords de l'aire d'étude n'a évolué qu'à la marge depuis la fin des années 1970. Il est fortement sectorisé entre de grandes emprises d'activités ou d'équipements urbains à l'ouest, au sud et à l'est, et des secteurs résidentiels de pavillons de banlieue ou d'ensembles collectifs au nord (que l'aménagement de l'Ecoquartier des Portes d'Orly à Chevilly-Larue, formé par les ZAC du Triangle des Meuniers et Anatole France, va fortement remanier). ▪ Le quartier de l'aire d'étude immédiate se caractérise donc par un tissu très sectorisé, à la fois par des axes routiers structurants (autoroute A 86, RD 7) et des grandes emprises plus ou moins fermées (cimetière parisien de Thiais, centre commercial Belle Epine, M.I.N. et SOGARIS plus au sud). ▪ Dans ce secteur très minéral, les espaces verts de loisirs et d'agrément sont assez rares, et se limitent à ceux du cimetière parisien de Thiais, des jardins des pavillons et des grands arbres autour de la cité Anatole France ainsi que des « délaissés urbains» interstitiels et autres haies paysagères. ▪ L'aire d'étude immédiate est bordée à l'est par la RD 7, au sud par l'A 86 et à l'ouest par le M.I.N. ▪ L'aire d'étude située en limite de zones à dominantes résidentielle (au nord), d'activités et d'infrastructures peu perméables entre elles pourrait jouer un rôle de lien paysager entre celles-ci. ▪ Le quartier de l'aire d'étude immédiate comporte un nombre important de bâtiments de faible hauteur, les trois quarts des surfaces bâties appartenant à des constructions comprises entre 7 et 15 mètres de hauteur.	MODERE	
	Le paysage de l'aire d'étude immédiate	▪ Le projet de quartier de la gastronomie s'inscrit dans le paysage urbanisé d'Orly-Rungis. ▪ A l'heure actuelle, l'emprise nord de l'aire d'étude immédiate (SEMMARIS) est une base chantier de la ligne 14 du métro dont la réalisation a été confiée à la RATP. La Base chantier sera en activité pour le temps nécessaire à la construction de la ligne dont l'ouverture est prévue en 2024. Concernant la station de métro « porte de Thiais », prévue au droit du terrain, sa construction est aujourd'hui achevée. ▪ Sur la partie sud de l'aire d'étude immédiate (partie située sur la commune de Rungis), les terrains sont à nus. La démolition des bâtiments, des fondations et des enrobés existants a été effectué en août 2023. Le permis de démolir a été obtenu le 13 mars 2023. ▪ Avant la démolition, l'aire d'étude immédiate présentait un paysage d'entrepôts d'activités liées au transport routier et à l'entretien et la maintenance automobile. De nombreux véhicules utilitaires et poids lourds y était stationnés sur de vastes emprises de parking.		
LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL, CULTUREL ET ARCHEOLOGIQUE	Les monuments historiques	▪ Dix monuments historiques sont recensés au sein de l'aire d'étude élargie. ▪ L'aire d'étude immédiate n'accueille aucun édifice classé Monument Historique. ▪ Aucun périmètre de protection de Monuments Historiques (MH) ne recoupe l'aire d'étude immédiate.	FAIBLE	Protéger et valoriser les éléments patrimoniaux.
	Les sites naturels inscrits et classés	▪ 1 site inscrit est situé au sein de l'aire d'étude élargie. Il s'agit des Avenues de Versailles et de la République. Celui-ci se situe au plus près à environ 600 m au sud-est de l'aire d'étude immédiate.		
	Les sites patrimoniaux remarquables	▪ Aucun site patrimonial remarquable n'est situé au droit de l'aire d'étude élargie.		
	Le patrimoine archéologique	▪ Le projet de quartier de la Gastronomie, étant soumis à autorisation administrative, verra son dossier de travaux examiné par le Préfet de région. Celui-ci émettra ou non des prescriptions concernant les diagnostics et les opérations de fouilles d'archéologie préventive.		

Valeur de l'enjeu	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort	Très fort

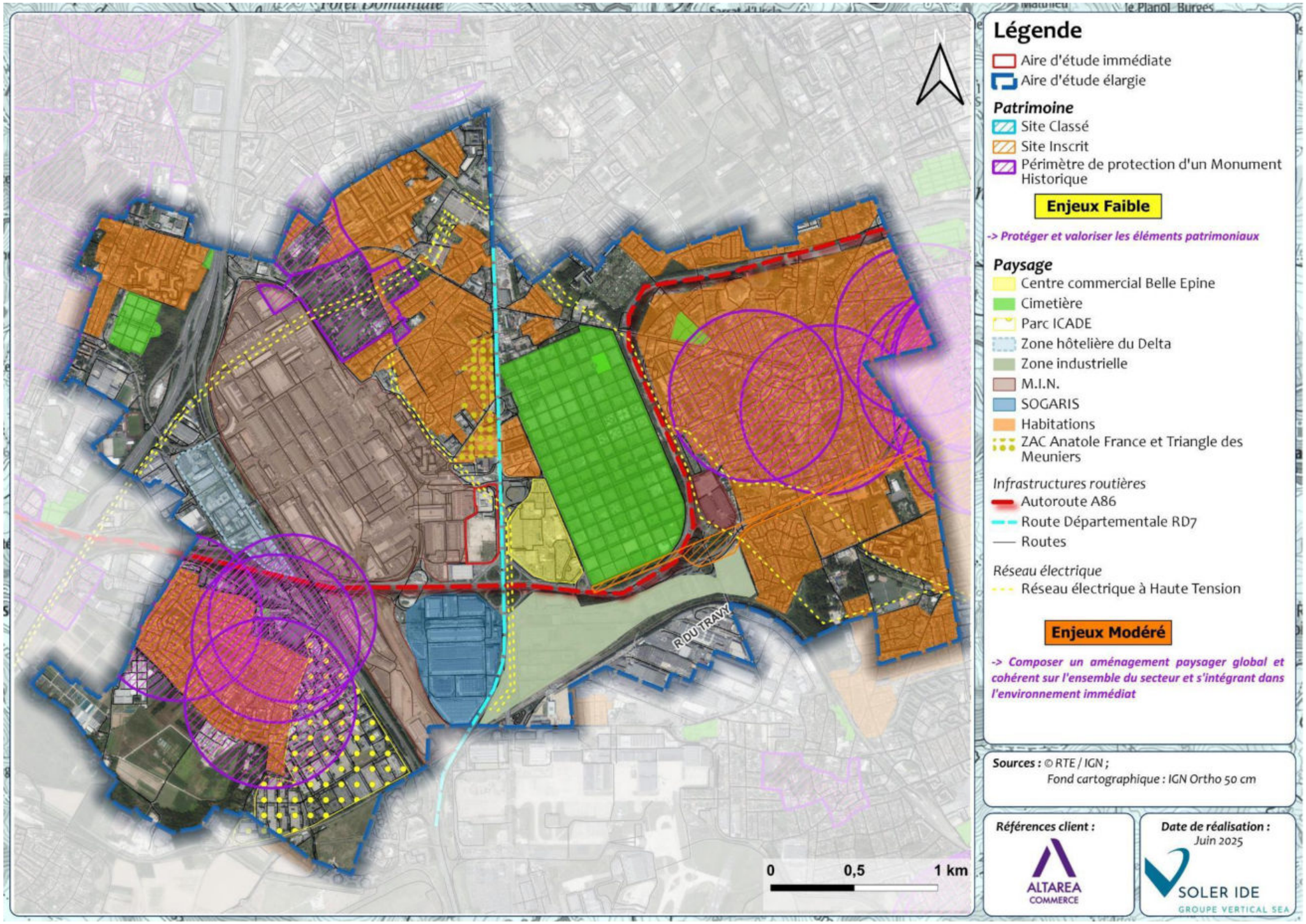


Figure 76 : Synthèse des enjeux associés au paysage et au patrimoine au droit de l'aire d'étude élargie

4 MILIEU HUMAIN

4.1 ENVIRONNEMENT DEMOGRAPHIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE

4.1.1 OCCUPATION DES SOLS

4.1.1.1 Historique de l'occupation des sols

4.1.1.1.1 Evolution de l'occupation depuis 100 ans

L'environnement de l'aire d'étude immédiate a connu au cours du dernier siècle une évolution drastique. Ce secteur agricole a été rapidement refaçonné au tournant des années 1960 et 1970 avec l'implantation d'équipements stratégiques de la région capitale (Aéroport d'Orly, MIN, Plate-forme logistique SOGARIS, centre commercial Belle-Epine). Le secteur Orly-Rungis où s'inscrit l'aire d'étude immédiate est donc un témoin privilégié de l'extension urbaine de l'agglomération parisienne au cours du 20ème siècle et son paysage s'en trouve fortement marqué.

A l'origine, un secteur agricole au carrefour de deux voies royales

L'aire d'étude immédiate est accolée à l'actuelle RD 7 dont le tracé est calqué sur celui du « Grand Chemin » reliant Paris à Lyon dès le Moyen-Âge. Cette voie se connectant à la voie romaine reliant Lyon à Rome fut dénommée Route Impériale 8 sous Napoléon Bonaparte puis Route Royale n°7 sous la Restauration dès 1824. Dès l'instauration de la IIIème République, en 1870, elle fut rebaptisée Route Nationale 7. La RN 7 reliant Paris à Nice via Lyon et Marseille devint, avec l'essor des congés payés dès 1936 et l'avènement de l'automobile après-guerre, l'itinéraire privilégié des parisiens pour rejoindre le Midi. Elle fut alors associée aux vacances dans l'imaginaire collectif et communément appelée « route bleue » ou encore « route des vacances ». Charles Trenet lui dédia une chanson en 1955, parachevant de lui conférer un caractère mythique et populaire.

Cette voie emblématique (appelée sur ce tronçon Route de Fontainebleau) croise aujourd'hui au sud de l'aire d'étude immédiate l'A 86 (ancienne route de la reine reliant Versailles à Choisy-le-Roi) (cf. Figure suivante).

Situé en pleine campagne, le carrefour est, dès le 19ème siècle, bordé de quelques fermes et établissements dédiés au voyageurs (auberges, restaurants et hôtels), d'une gendarmerie, d'un tabac et d'une station-service. L'intersection de ces deux anciennes voies royales forment le carrefour de la Belle Epine (cf. Figure suivante).

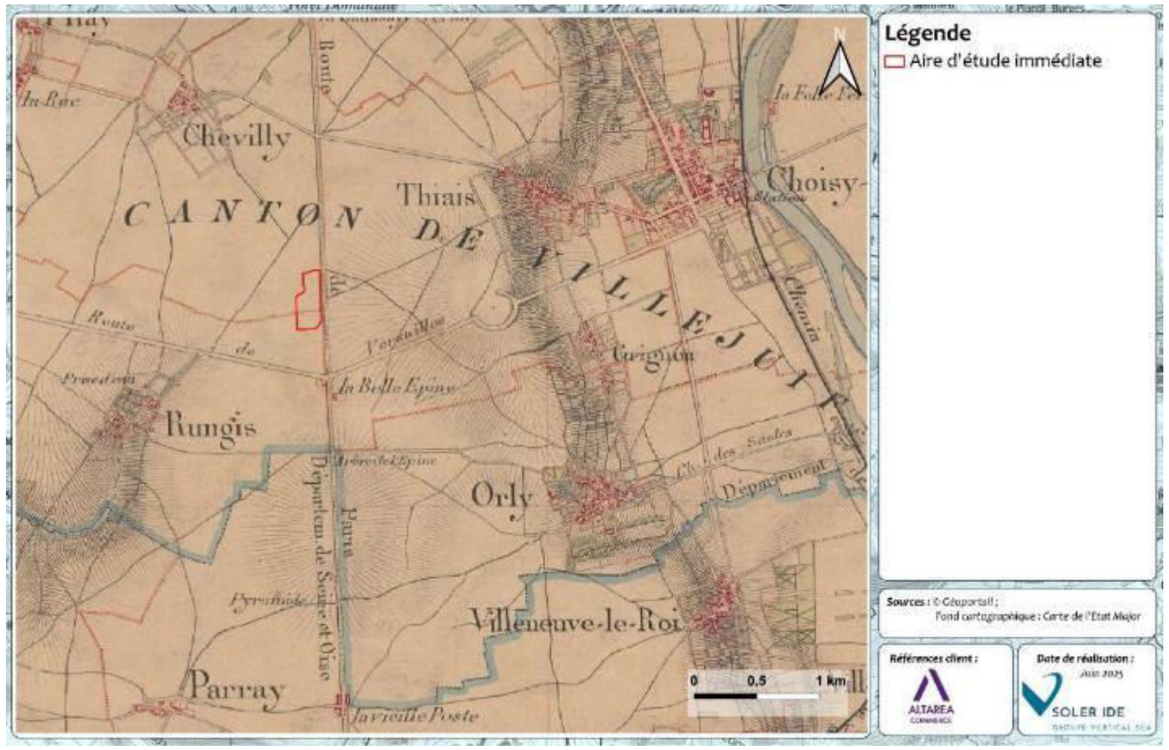


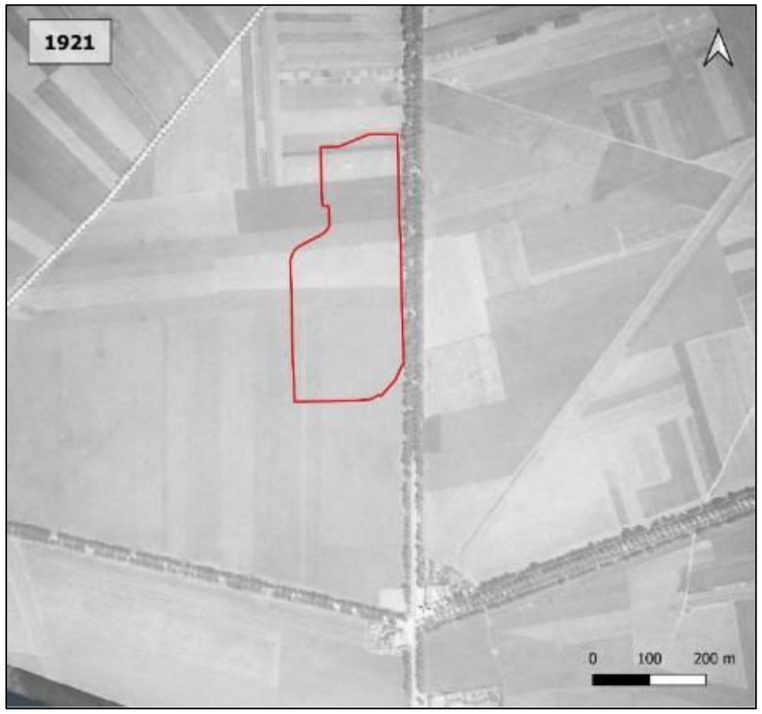
Figure 77 : Carte d'état-major 1820-1866 – Source : Géoportail

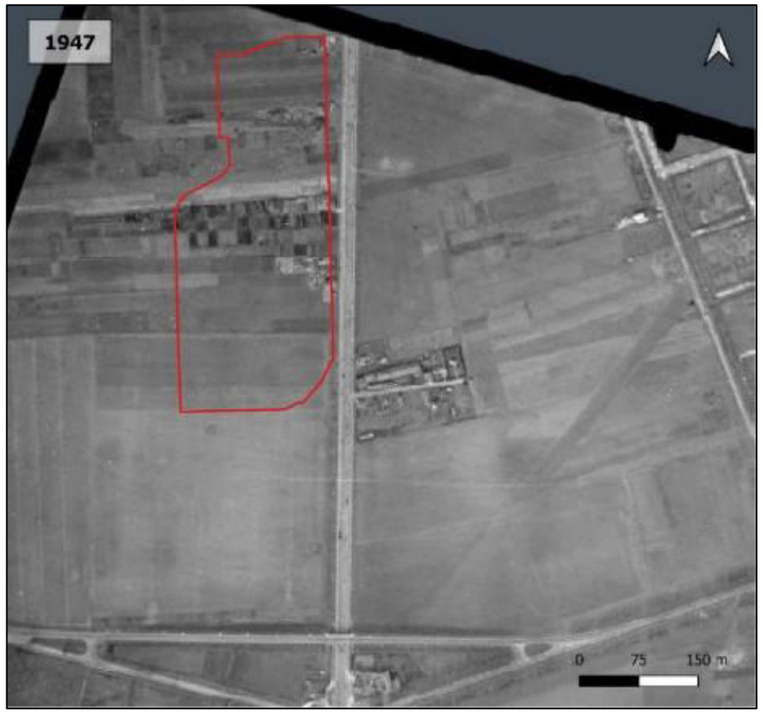


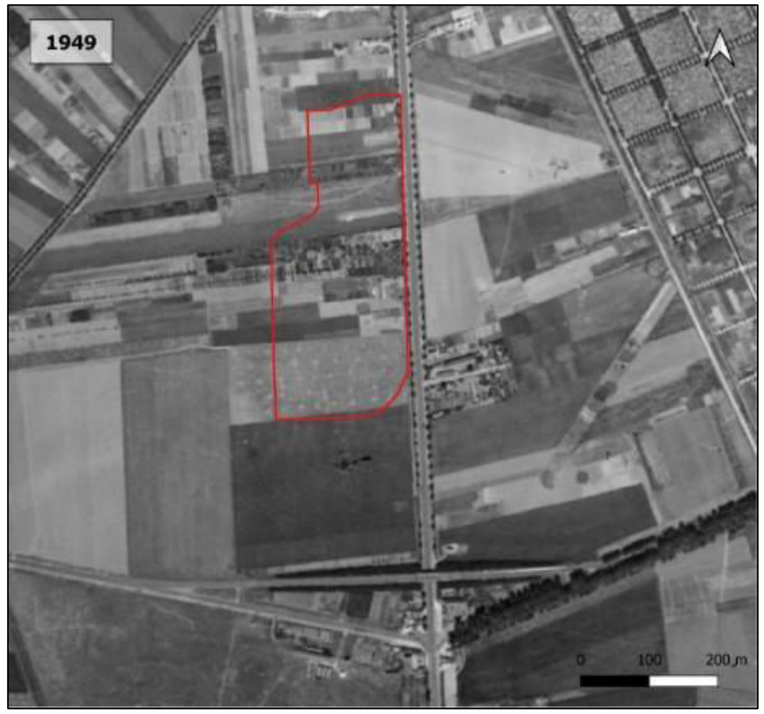
Figure 78 : Carrefour de la Belle-Epine, début du 20ème siècle – Source : inconnue

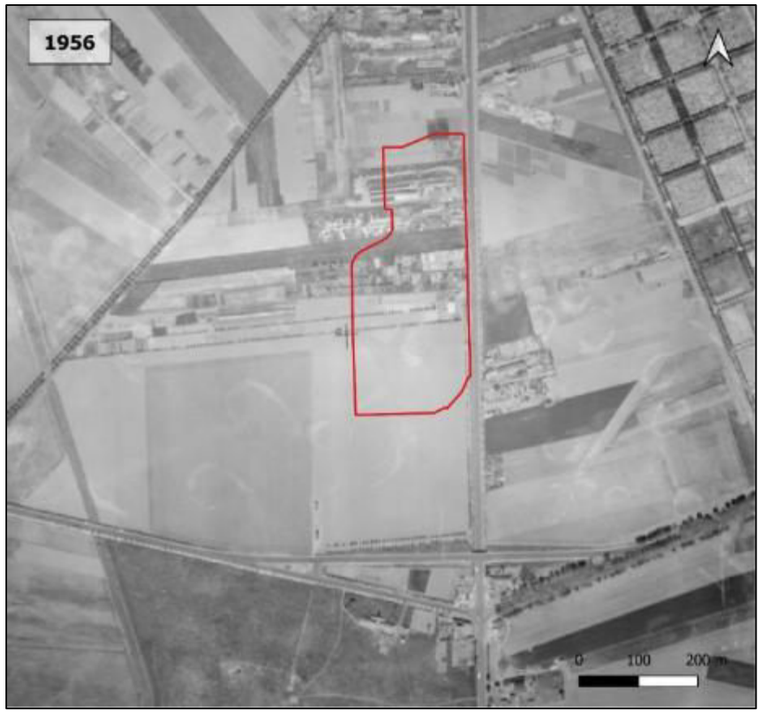
Le secteur agricole de la Belle Epine ayant subi peu d'évolutions notables au cours des siècles a connu d'importantes mutations pendant l'entre-deux guerres et surtout à partir des années 1960. Les principales étapes d'évolutions sont retracées ci-dessous et illustrées par les photos aériennes du secteur présentées dans les pages suivantes (Source : « Remonter le temps » disponible sur le site internet Géoportail :

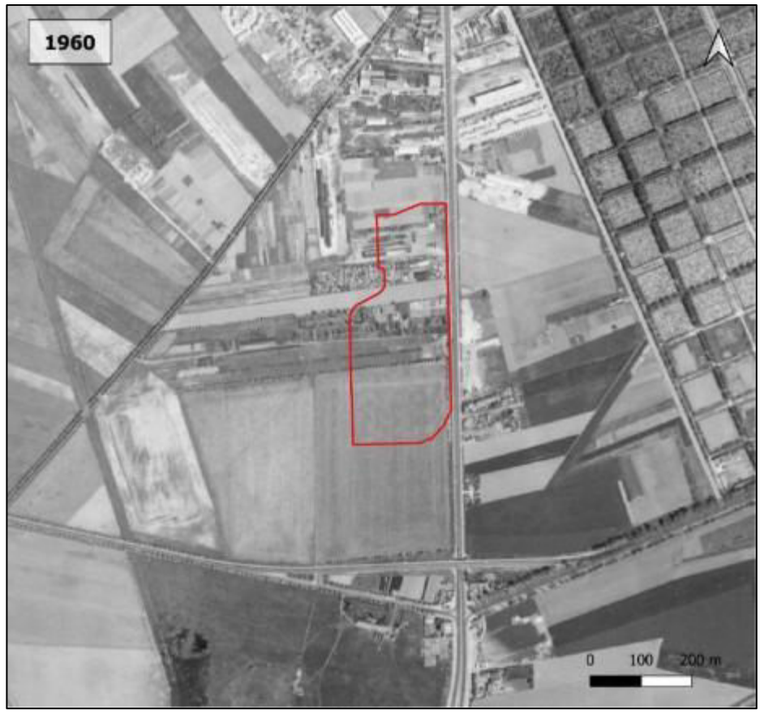
- 1929 : Implantation à Thiais à l'est de l'aire d'étude (350 m) du dernier des cimetières parisiens construit extra-muros ;
- 1938 : Construction du pont permettant le franchissement de la RN7 par la RN 186 ;
- 1960 : Achèvement de l'aérogare sud de l'aéroport d'Orly à environ 2.5 km au sud de l'aire d'étude immédiate ;
- 1967 : Ouverture de la plate-forme logistique de la SOGARIS au sud de l'aire d'étude (400 m) ;
- 1968 : Construction de l'autoroute A 86 modifiant légèrement le tracé de la RN 186 et construction de l'échangeur de Belle-Epine ;
- Entre 1965 et 1969, les constructions au droit de l'aire d'étude immédiate ont débuté ;
- 1969 : Ouverture du MIN de Rungis à l'ouest de l'aire d'étude immédiate ;
- 1971 : Inauguration du Centre Commercial Belle-Epine à l'est de l'aire d'étude immédiate ;
- 1973 : Extension du MIN à l'est (à proximité de l'aire d'étude) afin d'accueillir les halles de vente de produits carnés jusque-là situées aux halles de la Villette (Paris 19ème). Le centre technique routier (CTR) est alors construit sur le périmètre de l'aire d'étude immédiate. La SOGARIS en est le concessionnaire ;
- 1974 : Le SENIA (Secteur des Entrepôts et Industries Alimentaires) est inauguré au sud-est de l'aire d'étude immédiate (300 m) ;
- 2013 : Mise en service du Tramway T7 sur la RD7 requalifiée.
- Entre 2018 et 2024 : Construction de la station de métro Porte de Thiais située sur la partie nord de l'aire d'étude immédiate ;
- Juin 204 : Inauguration de la station dite « Porte de Thiais » (ou « MIN – Porte de Thiais ») qui fait partie du prolongement sud de la ligne 14 du métro.

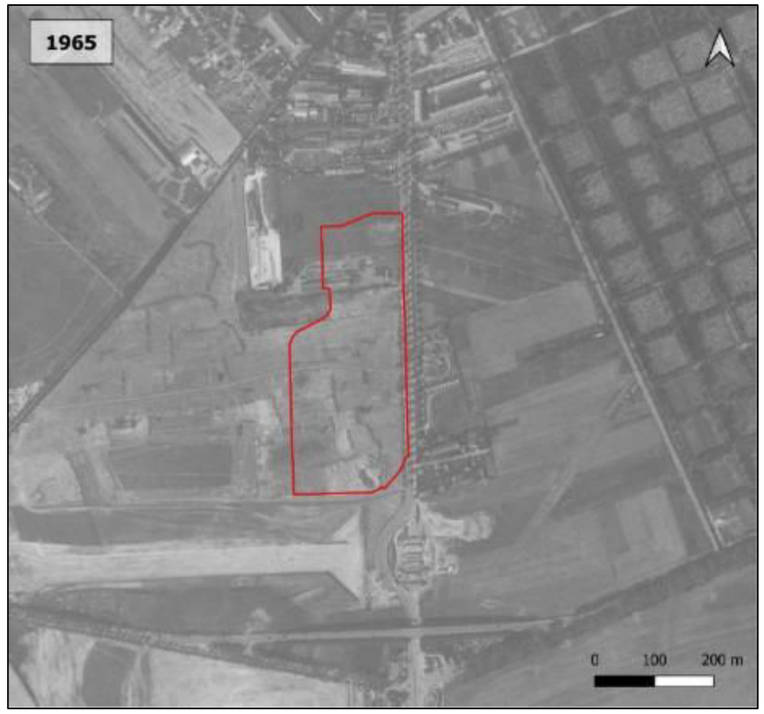

1921
0 100 200 m

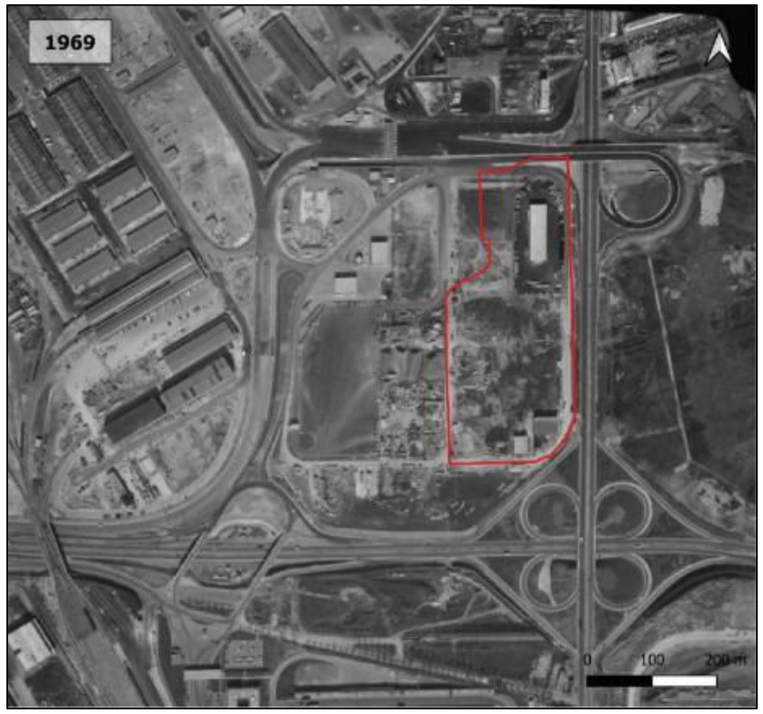

1947
0 75 150 m

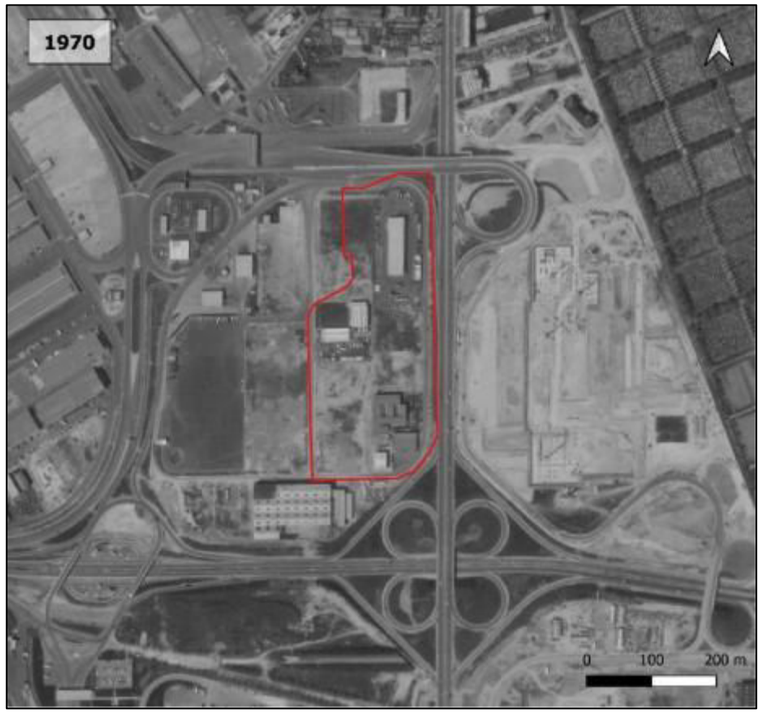

1949
0 100 200 m


1956
0 100 200 m

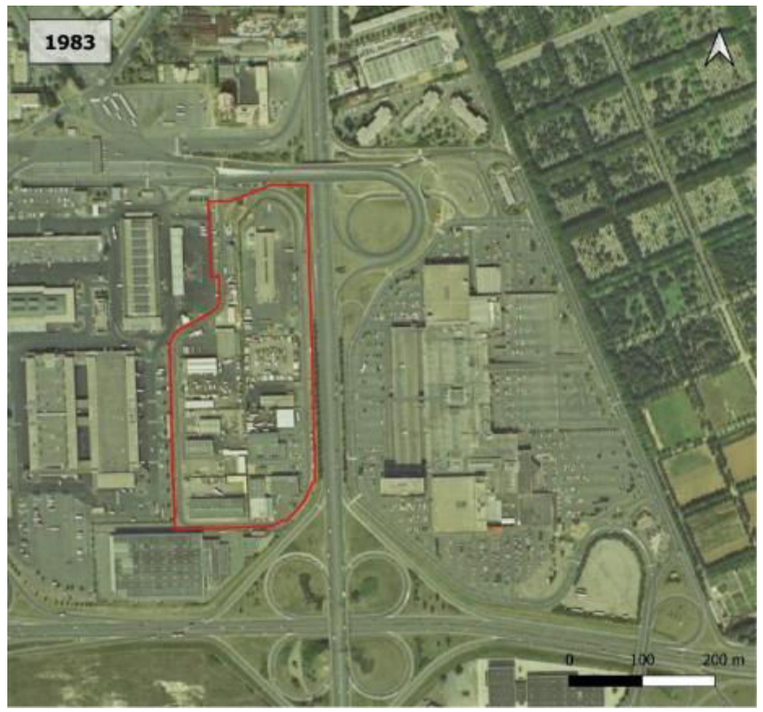

1960
0 100 200 m


1965
0 100 200 m


1969
0
100
200 m


1970
0
100
200 m


1971
0
100
200 m


1983
0
100
200 m


2003


2011


2014

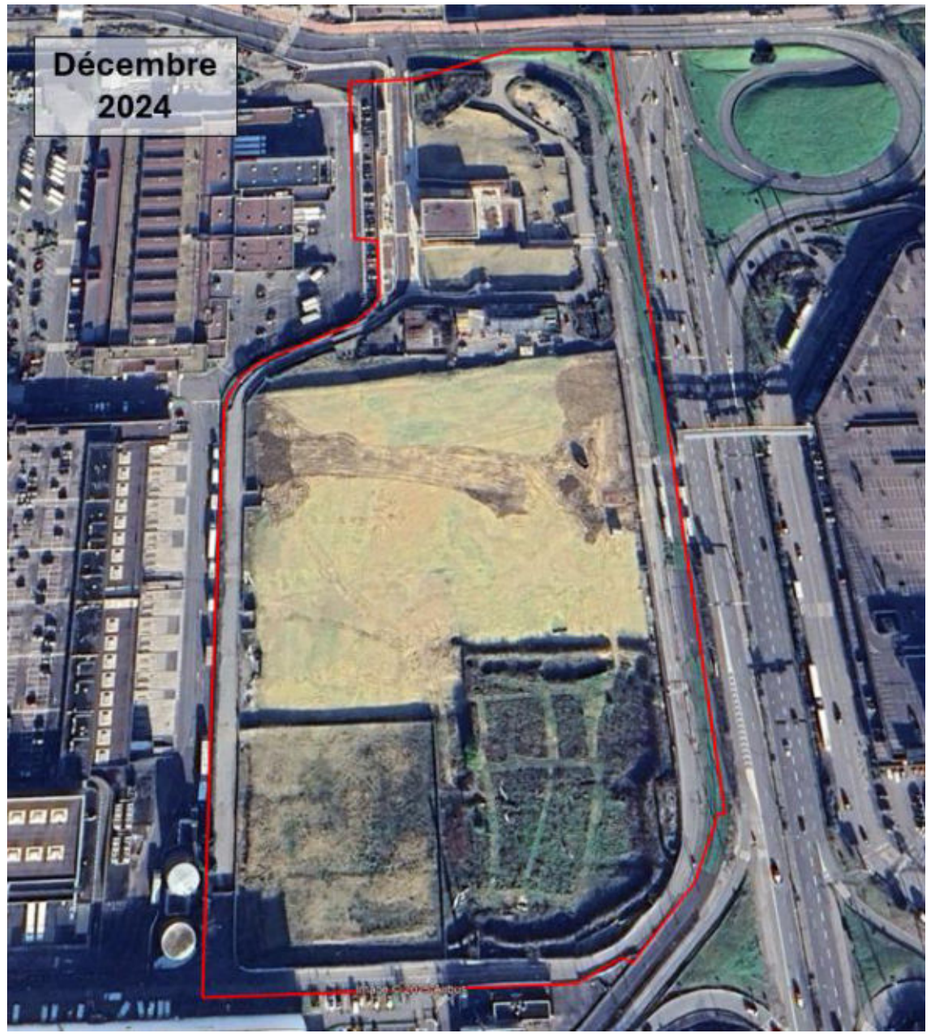

2018


2019


2020


2022
0
50
100





4.1.1.1.2 Un quartier transformé au tournant des années 1960 et 1970 avec l'arrivée du M.I.N.

Après la seconde guerre mondiale, le quartier de M.I.N. Porte de Thiais était principalement constitué de secteurs pavillonnaires dans l'actuel quartier Bretagne à Chevilly-Larue et du cimetière parisien de Thiais (1929). Entre 1949 et 1975, le quartier s'est transformé avec le transfert des Halles de Paris et l'installation du M.I.N. sur d'anciens terrains agricoles dans le courant des années 1960 (pour un déménagement définitif en 1969) et la construction du centre commercial Belle Epine en 1971. Des ensembles de logements collectifs se sont également construits à Bretagne (la cité Anatole France par exemple), de même que la résidence des Castors au début des années 1950. La mutation du quartier s'est ralentie à partir de 1975, avec des évolutions diffuses dans le pavillonnaire ainsi que dans le secteur du Triangle des Meuniers.

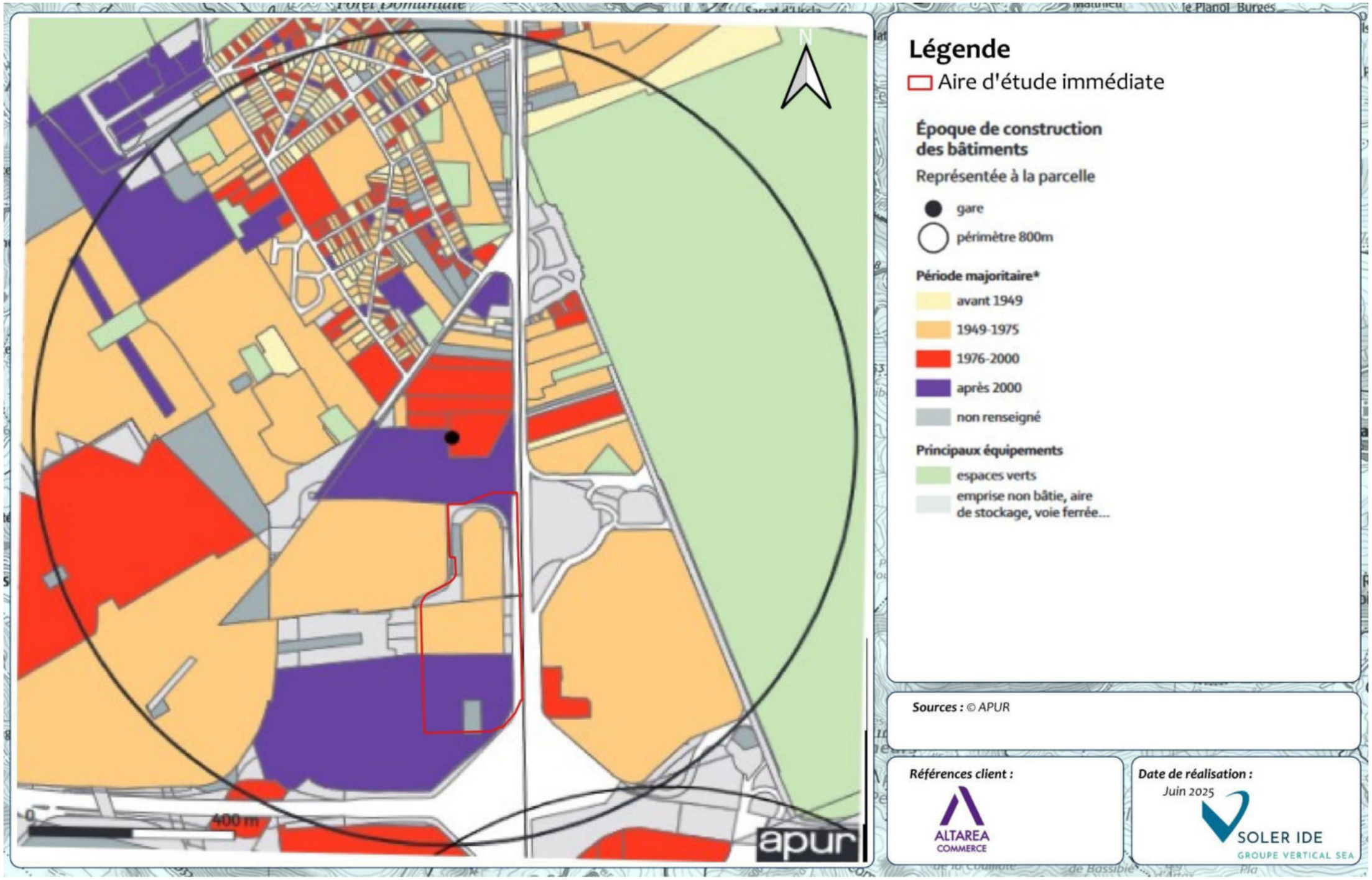


Figure 79 : Epoque de construction des bâtiments au droit de l'aire d'étude immédiate

4.1.1.2 Occupation actuelle des sols

L'aire d'étude éloignée présente une occupation du sol majoritairement urbaine. En effet, 70,0 % de sa superficie est occupée par du tissu urbain et de zones industrielles ou commerciales.

Selon la nomenclature Corine Land Cover 2018, les occupations de sols au droit de l'aire d'étude éloignée sont les suivantes :

- **Tissu urbain discontinu** (Code Corine Land Cover 112) qui couvre 53,0% de l'aire d'étude éloignée : espaces structurés par des bâtiments. Les bâtiments, la voirie et les surfaces artificiellement recouvertes coexistent avec des surfaces végétalisées et du sol nu, qui occupent de manière discontinue des surfaces non négligeables.
- **Zones industrielles ou commerciales et installations publiques** (Code Corine Land Cover 121) qui couvre 16,1% de l'aire d'étude éloignée : Zones recouvertes artificiellement (zones cimentées, goudronnées, asphaltées ou stabilisées : terre battue, par exemple), sans végétation occupant la majeure partie du sol. Ces zones comprennent aussi des bâtiments et / ou de la végétation.
- **Aéroports** (Code Corine Land Cover 124) qui couvre 15,7% de l'aire d'étude éloignée : Infrastructures des aéroports : pistes, bâtiments et surfaces associées.
- **Espaces verts urbains** (Code Corine Land Cover 141) qui couvre 3,5% de l'aire d'étude éloignée : Espaces végétalisés inclus dans le tissu urbain. Y compris parcs urbains et cimetières avec végétation.
- **Terres arables hors périmètre d'irrigation** (Code Corine Land Cover 211), qui couvre 2,1% de l'aire d'étude éloignée : Ces espaces accueillent des activités culturales telles des céréales, des légumineuses de plein champ, des cultures fourragères, des plantes sarclées mais également des jachères. Y sont inclus enfin les cultures florales, forestières (pépinières) et légumières (maraîchage) de plein champ, sous serre et sous plastique, ainsi que les plantes médicinales, aromatiques et condimentaires. Les prairies ne sont pas comprises dans cette nomenclature (14,4% de l'aire d'étude éloignée).
- **Equipements sportifs et de loisirs** (Code Corine Land Cover 142) qui couvre 2,0% de l'aire d'étude éloignée : Infrastructures des terrains de camping, des terrains de sport, des parcs de loisirs, des golfs, des hippodromes... y compris les parcs aménagés non inclus dans le tissu urbain.
- **Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés** (Code Corine Land Cover 122) qui couvre 1,9% de l'aire d'étude éloignée : Autoroutes, voies ferrées, y compris les surfaces annexes (gares, quais, remblais). Largeur minimale prise en compte : 100 m.
- **Systèmes culturaux et parcellaires complexes** (Code Corine Land Cover 242), qui couvre 1,8% de l'aire d'étude éloignée : ces milieux sont constitués d'une juxtaposition de petites parcelles de cultures annuelles diversifiées, de prairies et/ou de cultures permanentes complexe.
- **Cours et voies d'eau** (Code Corine Land Cover 511) qui couvre 1,0% de l'aire d'étude éloignée : Cours d'eau naturels ou artificiels qui servent de chenal d'écoulement des eaux. Y compris les canaux. Largeur minimale de prise en compte : 100 mètres.
- **Tissu urbain continu** (Code Corine Land Cover 111) qui couvre 0,9% de l'aire d'étude éloignée : Espaces structurés par des bâtiments. Les bâtiments, la voirie et les surfaces artificiellement recouvertes couvrent la quasi-totalité du sol. La végétation non linéaire et le sol nu sont exceptionnels.
- **Plans d'eau** (Code Corine Land Cover 512), qui couvre 0,5% de l'aire d'étude éloignée : Étendues d'eau, naturelles ou artificielles, de plus de 25 hectares.
- **Forêt de feuillus** (Code Corine Land Cover 311), qui couvre 0,5 % de l'aire d'étude éloignée : ces formations végétales sont principalement constituées d'arbres, mais aussi de buissons et arbustes en sous-étage, où dominent les espèces forestières feuillues.
- **Zones portuaires** (Code Corine Land Cover 123), qui couvre 0,3 % de l'aire d'étude éloignée : Infrastructures des zones portuaires, y compris les quais, les chantiers navals et les ports de plaisance.
- **Surfaces essentiellement agricoles interrompues par des espaces naturels importants** (Code Corine Land Cover 243), qui couvre 0,3 % de l'aire d'étude éloignée : ce type de milieu concerne des surfaces essentiellement agricoles, interrompues par de la végétation naturelle.
- **Forêts et végétation arbustive en mutation** (Code Corine Land Cover 324), qui couvre 0,3% de l'aire d'étude éloignée : Végétation arbustive ou herbacée avec arbres épars. Formations pouvant résulter de la dégradation de la forêt ou d'une re-colonisation / régénération par la forêt

D'après la cartographie Corine Land Cover (2018), l'aire d'étude immédiate est entièrement située au droit de zones industrielles ou commerciales.

En effet, l'AEI correspondait dans les années 2010 à une zone industrielle, avec notamment les sociétés suivantes :

- FRAIKIN, société de location de véhicules industriels ;
- THERMO KING, société de conception et distribution des groupes frigorifiques ;
- ALL MECA TRUCKS, société d'entretien et de réparation de véhicules automobiles (garage) ;
- AUXILIAIRE D'EQUIPEMENTS, société de commerce de gros d'équipements automobiles ;
- FENWICK, société de fabrication de matériel de levage et de manutention ;
- DEKRA, société d'inspection de véhicules automobiles (garage de contrôle technique) ;
- SPAA, société de fabrication, vente et réparation de pièces automobiles (garage + showroom) ;
- EUROMASTER, société d'entretien, réparation et vente des pneumatiques (garage).

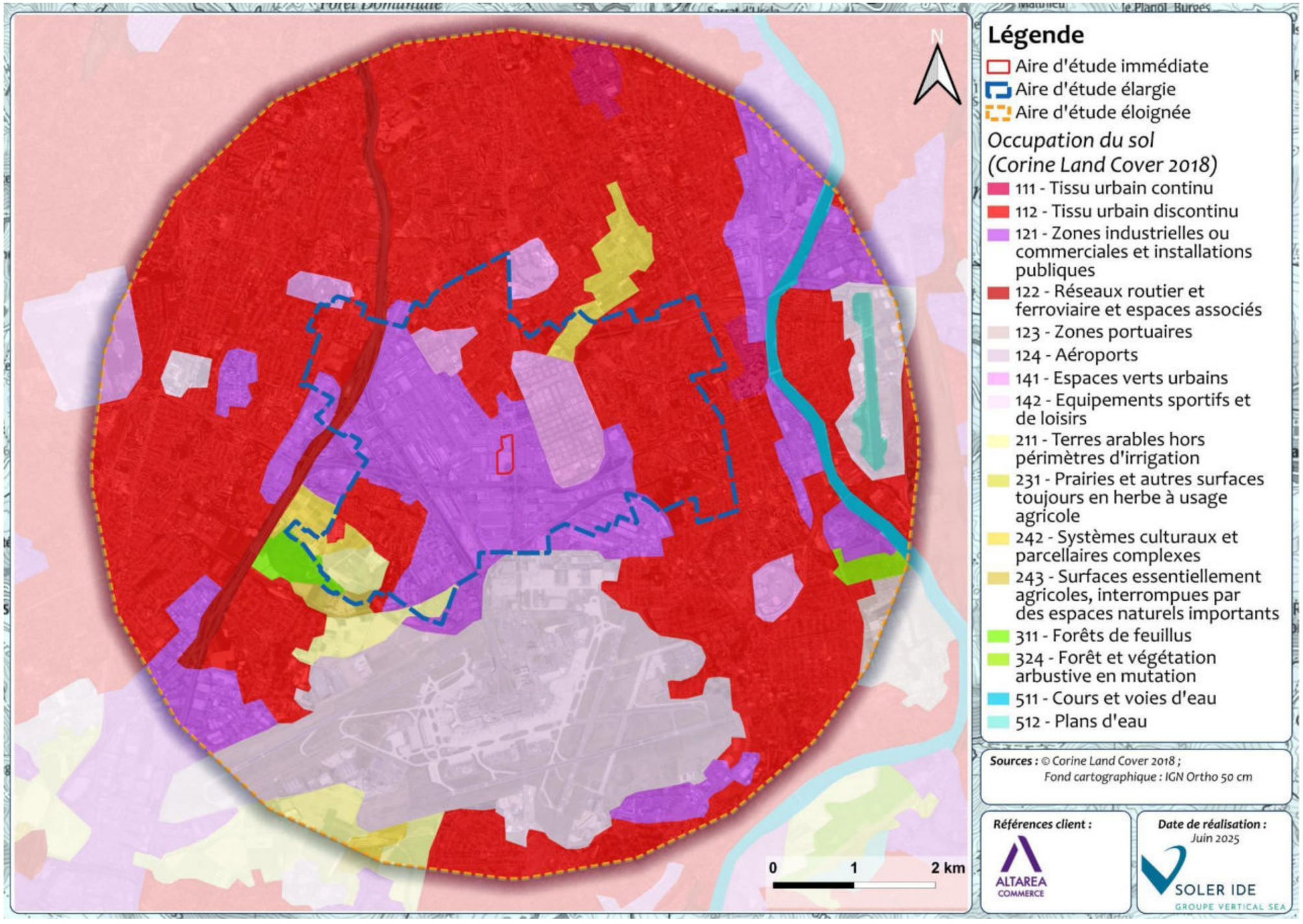


Figure 80 : Occupation du sol selon la nomenclature Corine Land Cover 2018

Le Mos (Mode d'occupation du sol) est un inventaire numérique de l'occupation du sol de l'Île-de-France. Actualisé régulièrement depuis sa première édition en 1982, le millésime 2021 est sa dixième mise à jour.

Au-delà d'un état des lieux à un instant T, c'est aussi un outil unique de suivi et d'analyse de l'évolution de l'occupation du sol francilien. Réalisé à partir de photos aériennes qui couvrent l'ensemble du territoire régional, le Mos distingue les espaces agricoles, naturels, forestiers et urbains (habitat, infrastructures, équipements, activités économiques, etc.) selon une classification allant jusqu'à 81 postes de légende.

La carte du Mos au droit de l'aire d'étude élargie figure ci-dessous.

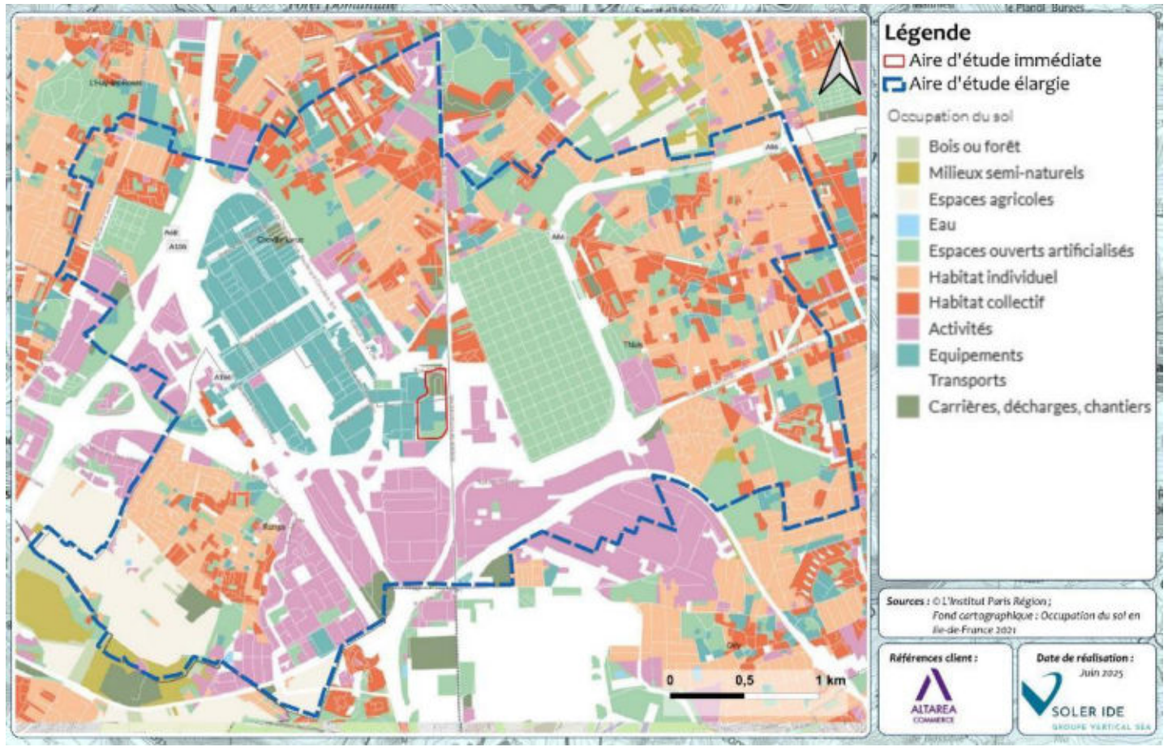


Figure 81 : Occupation du sol majoritaire au droit de l'aire d'étude élargie (Source : Institut Paris Région 2021)

En 2021, date d'élaboration de la carte du Mos, l'aire d'étude immédiate est entièrement artificialisée.

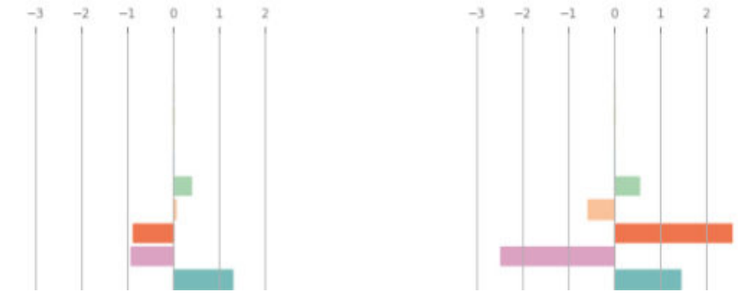
Par ailleurs, les surfaces d'occupation du sol au droit de la commune de Rungis et de Chevilly-Larue sont indiquées dans les tableaux suivants.

Chevilly-Larue — **Surfaces en hectares**

Type d'occupation du sol	2012	2017	2021
Bois et forêts	0.0	0.0	0.0
Milieux semi-naturels	0.0	0.0	0.0
Espaces agricoles	0.0	0.0	0.0
Eau	0.0	0.0	0.0
Total espaces naturels agricoles et forestiers	**0.0**	**0.0**	**0.0**
Espace ouverts artificialisés	62.66	63.06	63.59
Habitat individuel	60.72	60.78	60.21
Habitat collectif	58.07	57.19	59.76
Activités	50.76	49.83	47.35
Équipements	90.4	91.7	93.14
Transport	93.96	93.86	90.3
Carrières, décharges et chantiers	6.03	6.18	8.25
Total espaces artificialisés	**422.61**	**422.61**	**422.61**
Total communal	**422.61**	**422.61**	**422.61**

Évolutions en hectares

Évolutions 2012-2017	Évolutions 2017-2021



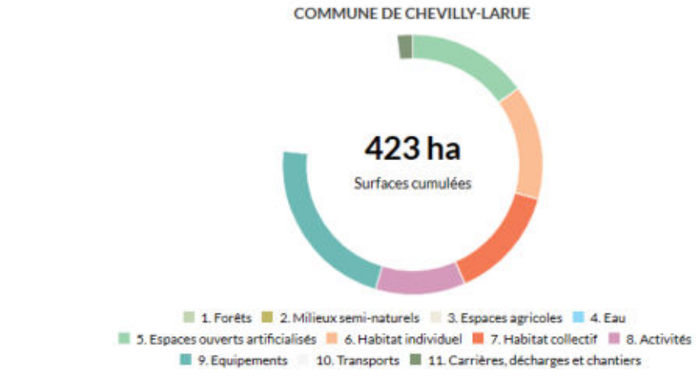


Figure 82 : Bilan de l'occupation du sol sur la commune de Chevilly-Larue

Rungis — **Surfaces en hectares**

Type d'occupation du sol	2012	2017	2021
Bois et forêts	1.46	1.46	1.46
Milieux semi-naturels	6.09	6.09	6.09
Espaces agricoles	60.87	62.33	58.76
Eau	0.6	0.6	0.6
Total espaces naturels agricoles et forestiers	**69.02**	**70.48**	**66.91**
Espace ouverts artificialisés	16.64	24.03	24.75
Habitat individuel	47.6	47.38	47.38
Habitat collectif	18.04	17.64	18.37
Activités	108.03	107.91	107.16
Équipements	47.58	49.1	46.89
Transport	103.22	100.73	100.23
Carrières, décharges et chantiers	9.82	2.69	8.25
Total espaces artificialisés	**350.93**	**349.47**	**353.04**
Total communal	**419.95**	**419.95**	**419.95**

Évolutions en hectares

Évolutions 2012-2017	Évolutions 2017-2021

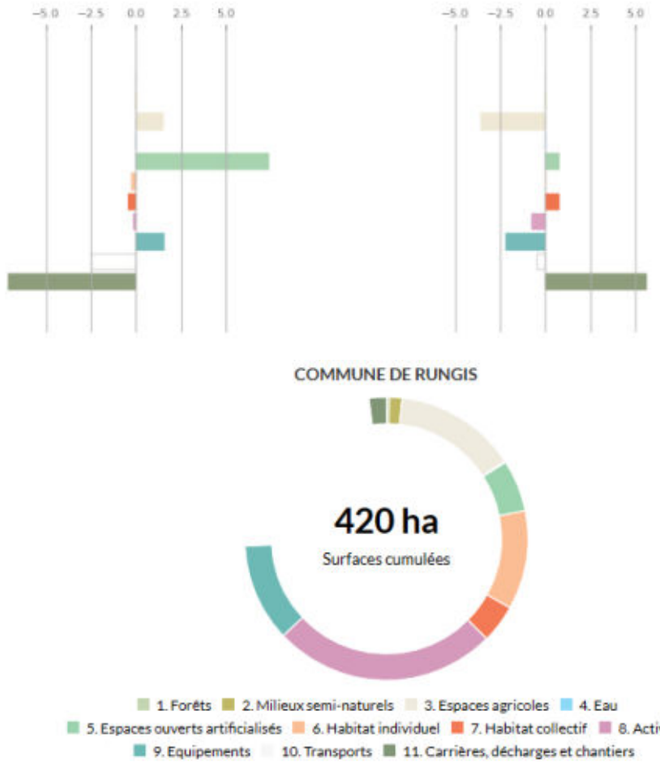


Figure 83 : Bilan de l'occupation des sols sur la commune de Rungis



Figure 84 : Occupation du sol en 2020 avant démolition des constructions (Source : Google Earth Pro)

En 2023, lors de la rédaction du présent état initial, l'emprise nord de l'aire d'étude immédiate (SEMMARIS) est **une base chantier** de la ligne 14 du métro dont la réalisation a été confiée à la RATP.



Figure 85 : Base chantier de la ligne 14 du métro présente sur la partie nord de l'AEI (Source : DIAGOBAT, Septembre 2023)

Sur la partie sud de l'aire d'étude immédiate (partie située sur la commune de Rungis), les terrains sont à nus. La démolition des bâtiments, des fondations et des enrobés existants a été effectué en août 2023. Le permis de démolir a été obtenu le 13 mars 2023 (affichage constaté par huissier le 28 mars 2023 et le 29 juin 2023).





Figure 86 : Photos de l'aire d'étude immédiate après démolition (Source : DIAGOBAT, Septembre 2023)



Figure 87 : Photo de l'aire d'étude immédiate (sud-ouest) après démolition (Source : DIAGOBAT, Septembre 2023)

Une photographie de l'aire d'étude immédiate a été prise le 18 septembre 2024 par SOL CONSEIL. Celle-ci figure ci-après.



Figure 88 : Photographie de la zone d'étude prise le 18/09/2024 – Source : SOL CONSEIL

En 2025, date d'achèvement de la rédaction de l'étude d'impact, la construction de la station de métro « porte de Thiais », prévue au droit du terrain, est achevée.

Synthèse :

D'après la nomenclature Corine Land Cover, l'aire d'étude éloignée est majoritairement urbaine.

En 2020, l'aire d'étude immédiate est entièrement artificialisée. En août 2023, suite à la démolition des constructions situées sur la partie sud de l'aire d'étude immédiate, les terrains sont à nus. La partie nord est occupée par une base chantier de la ligne 14 du métro dont la réalisation a été confiée à la RATP. En 2025, la station de métro « porte de Thiais », prévue au nord-ouest de l'AEI, est achevée et mise en service.

Selon la nomenclature Corine Land Cover, l'aire d'étude immédiate est entièrement située au droit de zones industrielles ou commerciales.

4.1.2 LA POPULATION ET SON EVOLUTION

L'aire d'étude immédiate se situe sur la commune de Rungis en limite communale au nord avec Chevilly-Larue et à l'est avec Thiais, dans le département du Val de Marne. Elle est située au sud de l'entrée de la future gare M.I.N. Porte de Thiais de la ligne 14, et se trouve donc incluse dans le rayon de 800 m au sein duquel un diagnostic socio-économique monographie du quartier et comparaison des tissus économiques des quartiers de gare) a été mené par l'Observatoire des quartiers de gare du Grand Paris (SGP, DRIEA et APUR).

Certaines parties développées ci-après se basent sur les données issues de ce diagnostic détaillé. Ce diagnostic a été élaboré en 2015. Les caractéristiques socioéconomiques de ce quartier ont toutefois peu évolué au cours des dernières années.

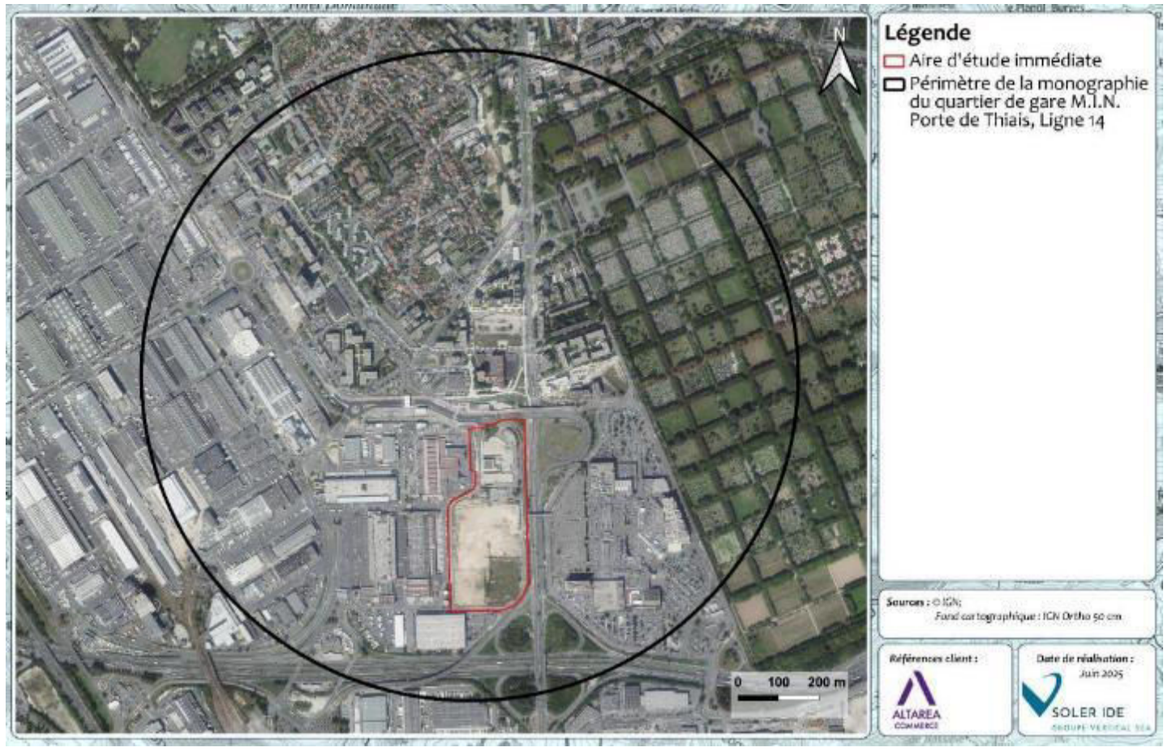


Figure 89 : Périmètre de la monographie du quartier de gare M.I.N. Porte de Thiais, Ligne 14 et position de l'aire d'étude immédiate dans ce périmètre

4.1.2.1 Commune de Rungis

La commune de Rungis présente une population communale de **5 625 habitants en 2020**, pour une superficie de 4,2 km^2, soit une densité de 1 339,3 hab/km^2. Le taux de variation annuelle de la population est de -0,1 % entre 2014 et 2020. Ainsi la population a diminué entre ces années.

Tableau 22 : Evolution de la population municipale et densité moyenne entre 1968 et 2020 sur la commune de Rungis (Source : INSEE)

	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014	2020
Population	2 686	2 986	2 649	2 939	5 424	5 642	5 651	5 625
Densité moyenne (hab/km²)	639,5	711,0	630,7	699,8	1 291,4	1 343,3	1 345,5	1 339,3
Variation annuelle moyenne de la population (%)	/	1,5	-1,7	1,3	7,0	0,4	0,0	-0,1

Entre 1968 et 2014, la ville de Rungis voit sa population augmenter. Sur l'ensemble de la période, l'augmentation atteint +109 %. La population a donc plus que doublé avec une augmentation significative entre les années 1990 et 1999 ou celle-ci est passée de 2 939 à 5 424 habitants.

D'après le diagnostic du PLU de Rungis, la croissance démographique de la commune depuis 2012 est faible, en raison notamment du nombre limité de logements construits ces dernières années.

Ces dernières années, on constate un solde migratoire négatif, se traduisant par un excédent des départs sur les arrivées.

Sur la commune de Rungis, la classe d'âge des 45 à 59 ans est la plus représentée en 2020 (21,6 %), suivie par celle des 30 à 44 ans (18,6 %) et des 0 à 14 ans (17,7%). L'histogramme ci-après permet de visualiser ces données sur la commune de Rungis. Les classes d'âge des 0-14 ans, 60-74 ans et 75 ans ou plus sont en hausse. Les classes d'âge des 15-29 ans, 30-44 ans et 45-59 ans sont en baisse.

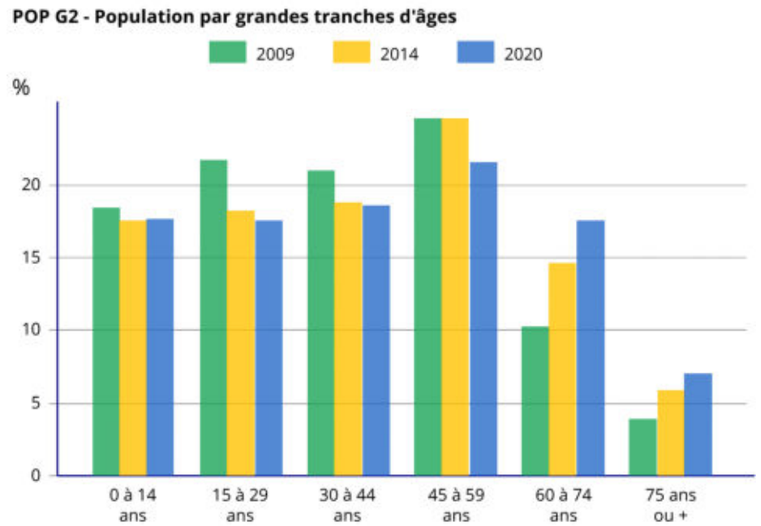


Figure 90 : Population par grandes tranches d'âge sur la commune de Rungis (Source : INSEE, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.)

4.1.2.2 Commune de Chevilly-Larue

La commune de Rungis présente une population communale de **20 372 habitants en 2020**, pour une superficie de 4,2 km², soit une densité de 4 827,5 hab/km². Le taux de variation annuelle de la population est de 1 % entre 2014 et 2020. Celle-ci est principalement du au solde naturel positif.

Tableau 23 : Evolution de la population municipale et densité moyenne entre 1968 et 2020 sur la commune de Chevilly-Larue (Source : INSEE)

	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014	2020
Population	16 168	17 687	16 026	16 223	18 149	18 707	19 151	20 372
Densité moyenne (hab/km²)	3 831,3	4 191,2	3 797,6	3 844,3	4 300,7	4 432,9	4 538,2	4 827,5
Variation annuelle moyenne de la population (%)	/	1,3	-1,4	0,2	1,3	0,3	0,5	1,0

Entre 1968 et 2020, la ville de Chevilly-Larue voit sa population augmenter. Sur l'ensemble de la période, l'augmentation atteint +26 %.

Sur la commune de Chevilly-Larue, la classe d'âge des 0 à 14 ans est la plus représentée en 2020 (20,4 %), suivie par celle des 45 à 59ans (20,3 %) et des 30 à 44 ans (20 %). L'histogramme ci-après permet de visualiser ces données sur la commune de Chevilly-Larue.

Les classes d'âge des 0-14 ans, 60-74 ans et 75 ans ou plus sont en hausse. Les classes d'âge des 15-29 ans, 30-44 ans et 45-59 ans sont en baisse.

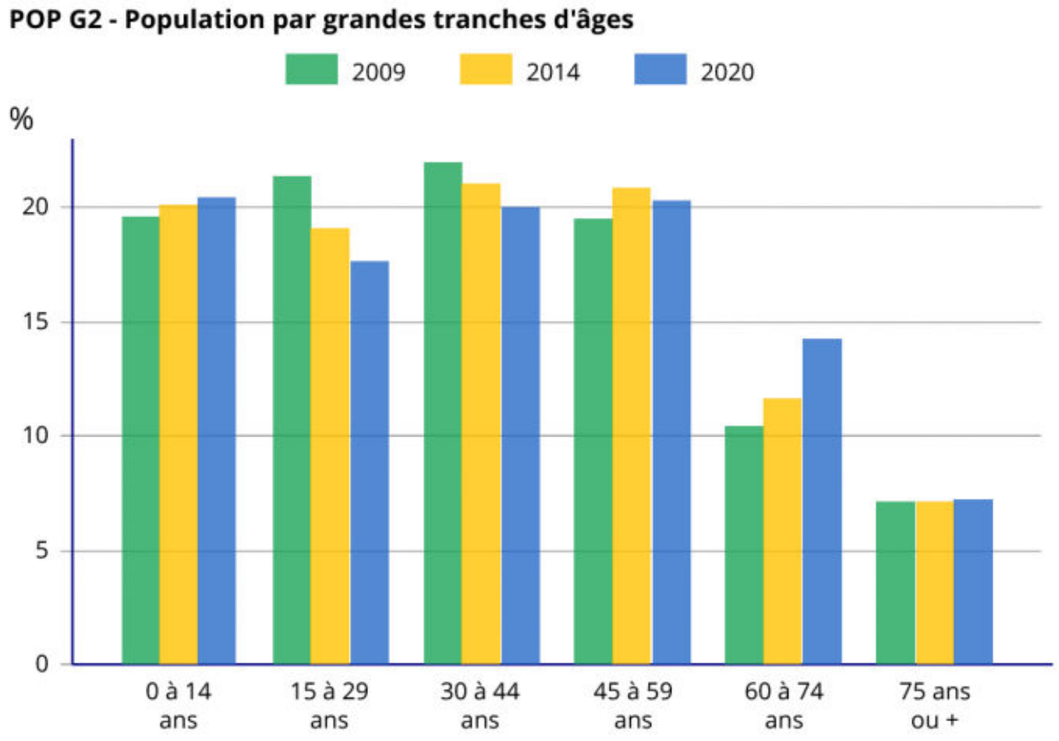


Figure 91 : Population par grandes tranches d'âge sur la commune de Chevilly-Larue (Source : INSEE, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.)

4.1.2.3 Le quartier de gare de M.I.N Porte de Thiais

Le quartier de gare de M.I.N Porte de Thiais, dans lequel l'aire d'étude immédiate est incluse, est peu peuplé (Source : APUR, Janvier 2015).

Le quartier de gare de M.I.N. Porte de Thiais, auquel appartient l'aire d'étude immédiate, s'étend en partie sur le marché d'intérêt nationale de Rungis. La moitié ouest du quartier sert de support à des activités logistiques, le vaste cimetière parisien de Thiais occupe une place importante dans la moitié est du quartier. Cela ne laisse que peu de place aux secteurs d'habitat, presque tous situés dans la commune de Chevilly-Larue, au nord de la future gare du Grand Paris et de la Cité de la Gastronomie. Par conséquent, le nombre d'habitants dans ce quartier est plus faible que le nombre d'emplois.

4.1.3 LA COMPOSITION DES FAMILLES

4.1.3.1 Commune de Rungis

En 2020, la ville de Pontoise compte 2 393 ménages pour une population de 5 508 personnes. Ce nombre a progressé de 4% par rapport à 2014 (+ 95 ménages). Depuis 1968, la taille des ménages se réduit à Rungis.

Le nombre moyen d'occupants par résidence principale à Rungis en 2020 est de 2,31. Ce nombre est supérieur à celui de la France métropolitaine (2,19).

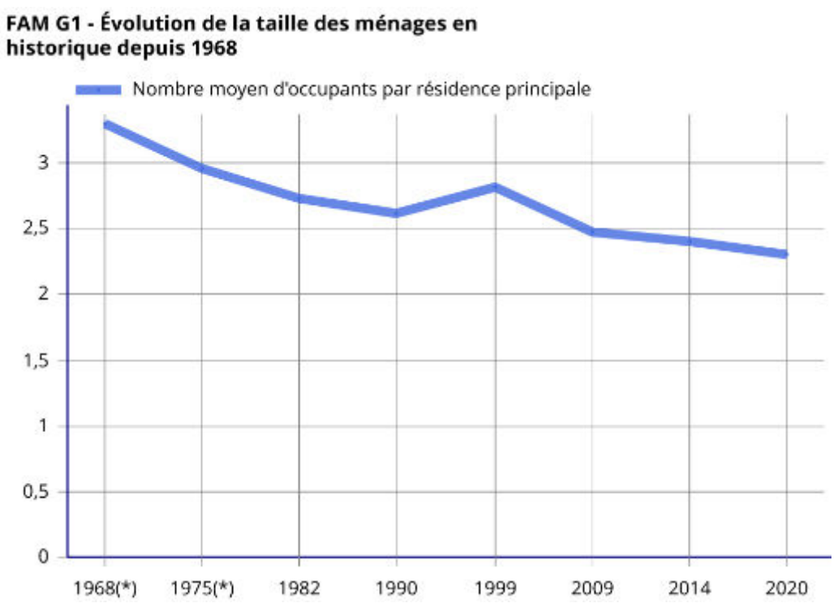


Figure 92 : Evolution de la taille des ménages à Rungis depuis 1968 (Source : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2009 au RP2020 exploitations principales.)

La répartition des ménages sur la commune de Rungis en 2020 se décompose en 5 types :

- 32,7 % des ménages sont des ménages d'une personne.
- Les couples sans enfant représentent 25,6 % des ménages.
- Les couples avec enfant(s) représentent 30,2 % des ménages.
- Les familles monoparentales représentent 10,8 % des ménages. 686 personnes vivent dans ces familles soient 12,5 % de la population des ménages.
- 0,6 % des ménages sont sans famille. Il s'agit essentiellement de personnes qui cohabitent par exemple en colocation. Ils sont 34 personnes à vivre dans ce type de ménage.

4.1.3.2 Commune de Chevilly-Larue

En 2020, la ville de Chevilly-Larue compte 8 120 ménages pour une population de 19 935 personnes. Ce nombre a progressé de 4,4% par rapport à 2014 (+ 345 ménages). Depuis 1968, la tendance globale est une diminution de la taille des ménages à Chevilly-Larue. Néanmoins, entre 2014 et 2020, la taille des ménages a augmenté passant de 2,42 à 2,46.

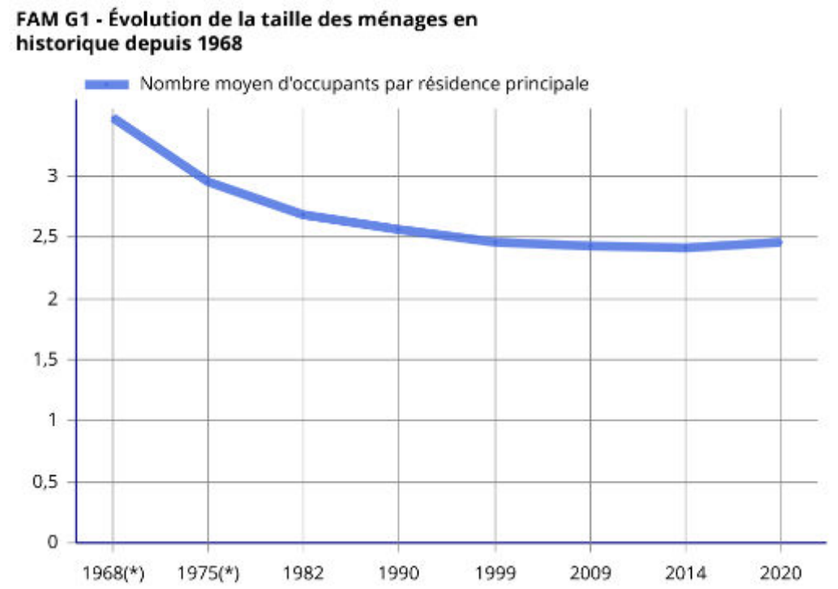


Figure 93 : Evolution de la taille des ménages à Chevilly-Larue depuis 1968 (Source : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2009 au RP2020 exploitations principales.)

La répartition des ménages sur la commune de Chevilly-Larue en 2020 se décompose en 5 types :

- 32,6 % des ménages sont des ménages d'une personne.
- Les couples sans enfant représentent 18,3 % des ménages.
- Les couples avec enfant(s) représentent 30,6 % des ménages.
- Les familles monoparentales représentent 15,7 % des ménages. 3 561 personnes vivent dans ces familles soient 17,9 % de la population des ménages.
- 2,9 % des ménages sont sans famille. Il s'agit essentiellement de personnes qui cohabitent par exemple en colocation. Ils sont 543 personnes à vivre dans ce type de ménage.

4.1.4 LES CARACTERISTIQUES DE L'HABITAT

4.1.4.1 Commune de Rungis

Sur la commune de Rungis, 2 585 logements sont recensés en 2020, et sont majoritairement des résidences principales (92,8% des logements en 2020). 1,9 % sont des logements secondaires ou des logements occasionnels. Le taux de logements vacants est de 5,3% (137 logements). Les logements sont assez grands. En effet, 79 % des résidences principales disposent de plus de 3 pièces, et 54,1% de plus de 4 pièces. Par ailleurs, 61,5 % des logements sont des appartements.

La majorité des logements ont été construits entre les années 1950 et 2000.

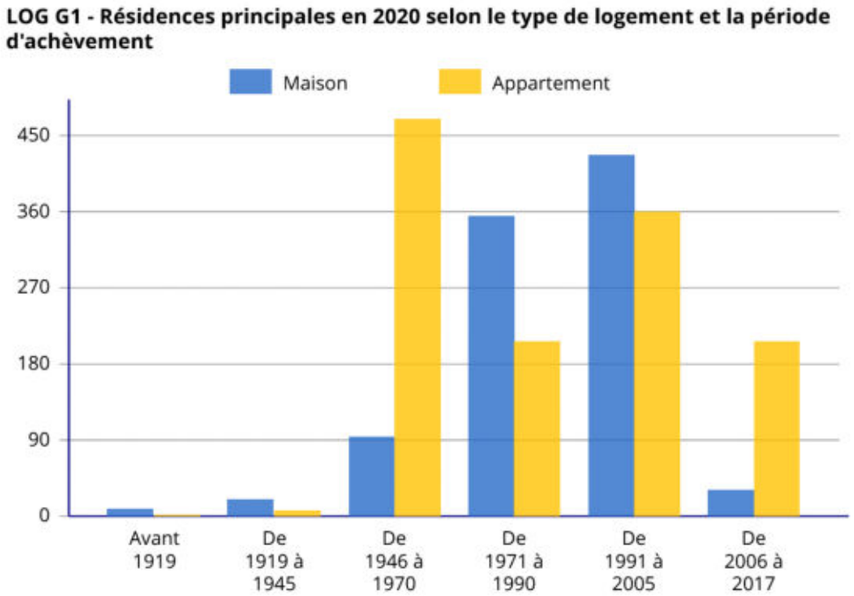


Figure 94 : Résidences principales en 2020 à Rungis selon la période d'achèvement (Source : INSEE)

4.1.4.2 Commune de Chevilly-Larue

Sur la commune de Chevilly-Larue, 8 878 logements sont recensés en 2020, et sont majoritairement des résidences principales (91,5% des logements en 2020). 3,6 % sont des logements secondaires ou des logements occasionnels. Le taux de logements vacants est de 4,9% (433 logements). Les logements sont plus petits que sur la commune de Rungis. En effet, près de 60 % des résidences principales disposent de moins de 3 pièces. Par ailleurs, 78,8 % des logements sont des appartements.

La majorité des logements ont été construits entre les années 1950 et 1990.

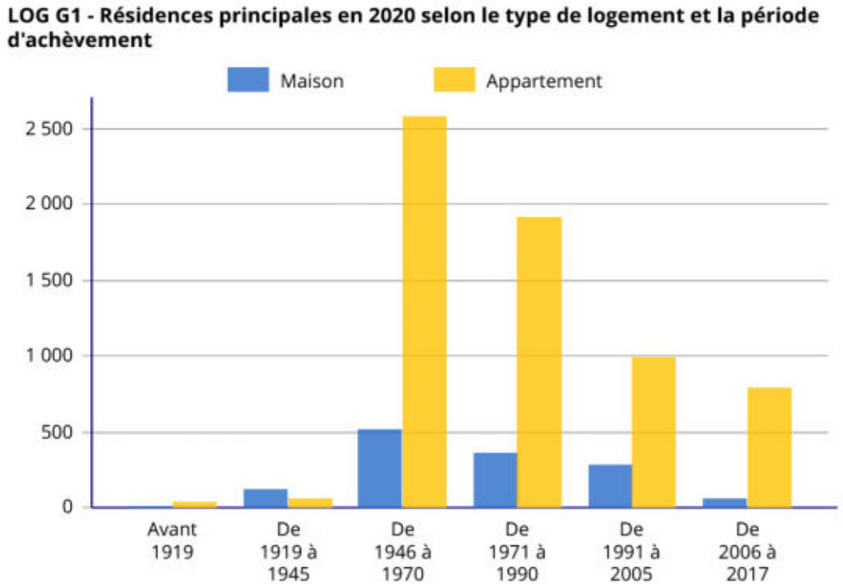


Figure 95 : Résidences principales en 2020 à Chevilly-Larue selon la période d'achèvement (Source : INSEE)

4.1.4.3 Le quartier de gare de M.I.N Porte de Thiais

Le quartier de gare de M.I.N. Porte de Thiais, auquel appartient l'aire d'étude de la Cité de la Gastronomie, s'étend en partie sur le marché d'intérêt nationale de Rungis. La moitié ouest du quartier sert de support à des activités logistiques, le vaste cimetière parisien de Thiais occupe une place importante dans la moitié est du quartier. **Cela ne laisse que peu de place aux secteurs d'habitat**, presque tous situés dans la commune de Chevilly-Larue, au nord de la future gare du Grand Paris et de l'aire d'étude immédiate. Par conséquent, le nombre d'habitants dans ce quartier est plus faible que le nombre d'emplois : 4 200 personnes contre 16 400 emplois (Source : étude AZUR, 2015).

Avec le M.I.N. et le cimetière, le quartier de la Cité de la Gastronomie présente la spécificité d'être en grande partie composé de quelques très grandes parcelles détenues par des propriétaires publics (Etat, collectivités locales et établissement public). Au nord à Chevilly-Larue, les parcelles, dont beaucoup correspondent à de l'habitat, sont de plus petite dimension et appartiennent à des propriétaires privés. A Thiais, les parcelles sont détenues par des propriétaires privés, hormis quelques parcelles appartenant aux bailleurs sociaux.

- <u>Une offre de logements en fort développement au nord</u>

Les ZAC du Triangle des Meuniers et Anatole France formant l'Ecoquartier des Portes d'Orly à Chevilly-Larue sont en cours de construction à près de 155 m au nord de l'aire d'étude immédiate. La ZAC Anatole France située au nord a été créée en 2009 et est répartie sur 6 ha et la ZAC du triangle des Meuniers située au Sud s'étend sur près de 4,5 ha et a été créé en 2011.

La programmation globale prévoit environ :

- 56 900 m² SDP de logements ;
- 11 574 m² de résidence sociale ;
- 8 434 m² de résidence spécifique ;
- 56 650 m² SDP de bureaux, résidences services et activités ;
- 4 122 m² SDP de commerces ;
- 4 539 m² SDP pour des équipements de proximité (groupe scolaire et crèche).

Les logements déjà livrés et ceux en construction ou en projet vont par ailleurs largement densifier à court terme l'offre de logements au nord de l'aire d'étude. Ainsi, la ZAC du Triangle des Meunier située directement au nord de l'aire d'étude immédiate prévoit 20 900 m² de logements, 6 000 m² de résidence sociale ADEF et 2 500 m² de résidence pour personnes âgées.

La ZAC Anatole France prévoit 36 000 m² de logements, 6 000 m² de résidence sociale ADEF et 3 000 m² de résidence pour personnes âgées.



Au sud de l'écoquartier, en bordure de la RD7, l'ambitieux projet Urbain prévoit la construction de 31 400 m2 de bureaux, 4 000 m2 d'hôtel et 1 000 m2 de commerces et de services.



Figure 96 : Ecoquartier des Portes d'Orly

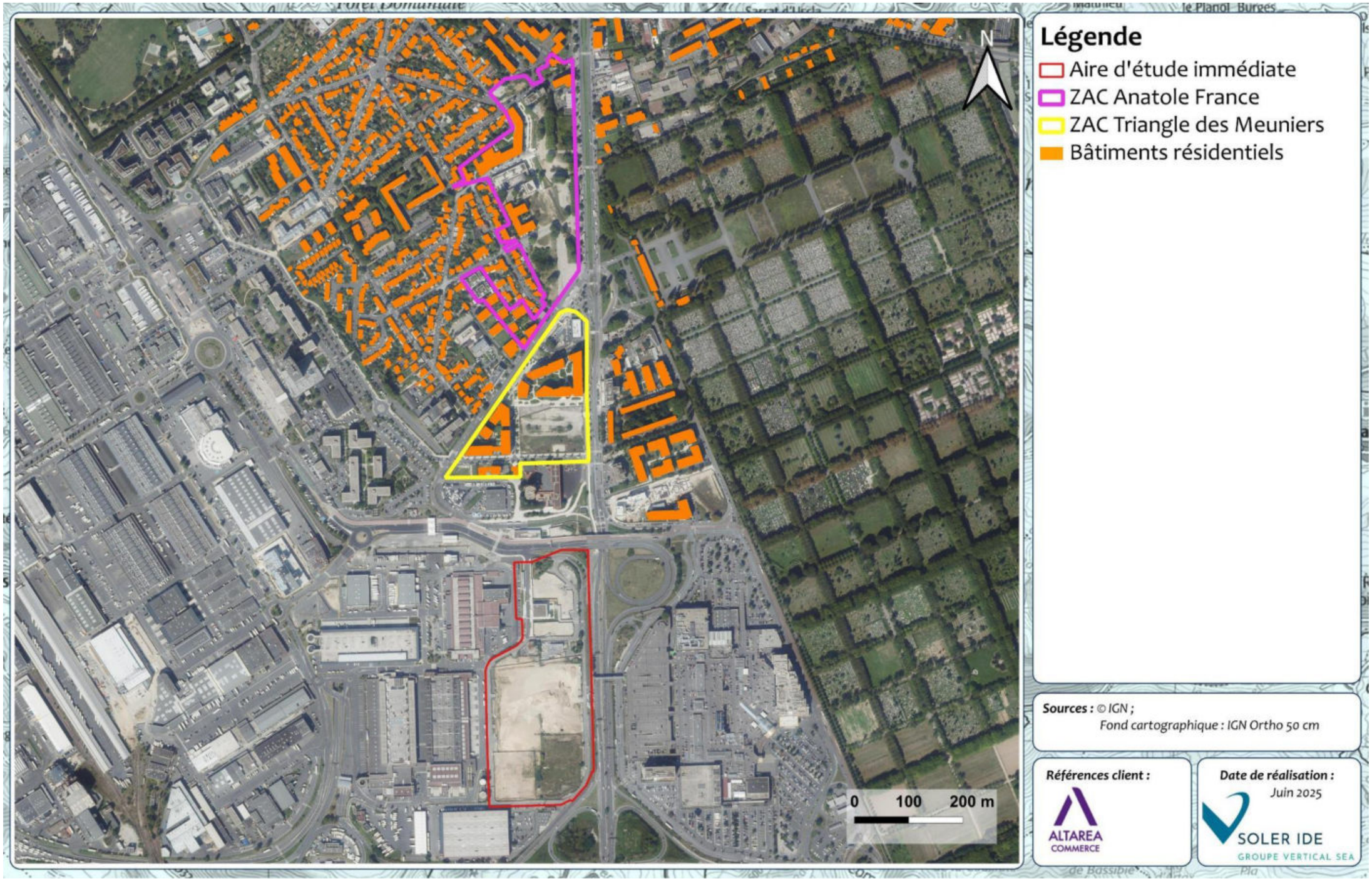


Figure 97 : Localisation de l'Ecoquartier des Portes d'Orly et des premières habitations situés au nord de l'aire d'étude immédiate

Le territoire de l'aire d'étude élargie est à forte dominante d'activités. Les zones d'habitations sont principalement réparties à l'est et au nord de l'aire d'étude.

Les habitations les plus proches de l'aire d'étude immédiate se situent à près de 90 m au nord-est. Il s'agit de logements collectifs.

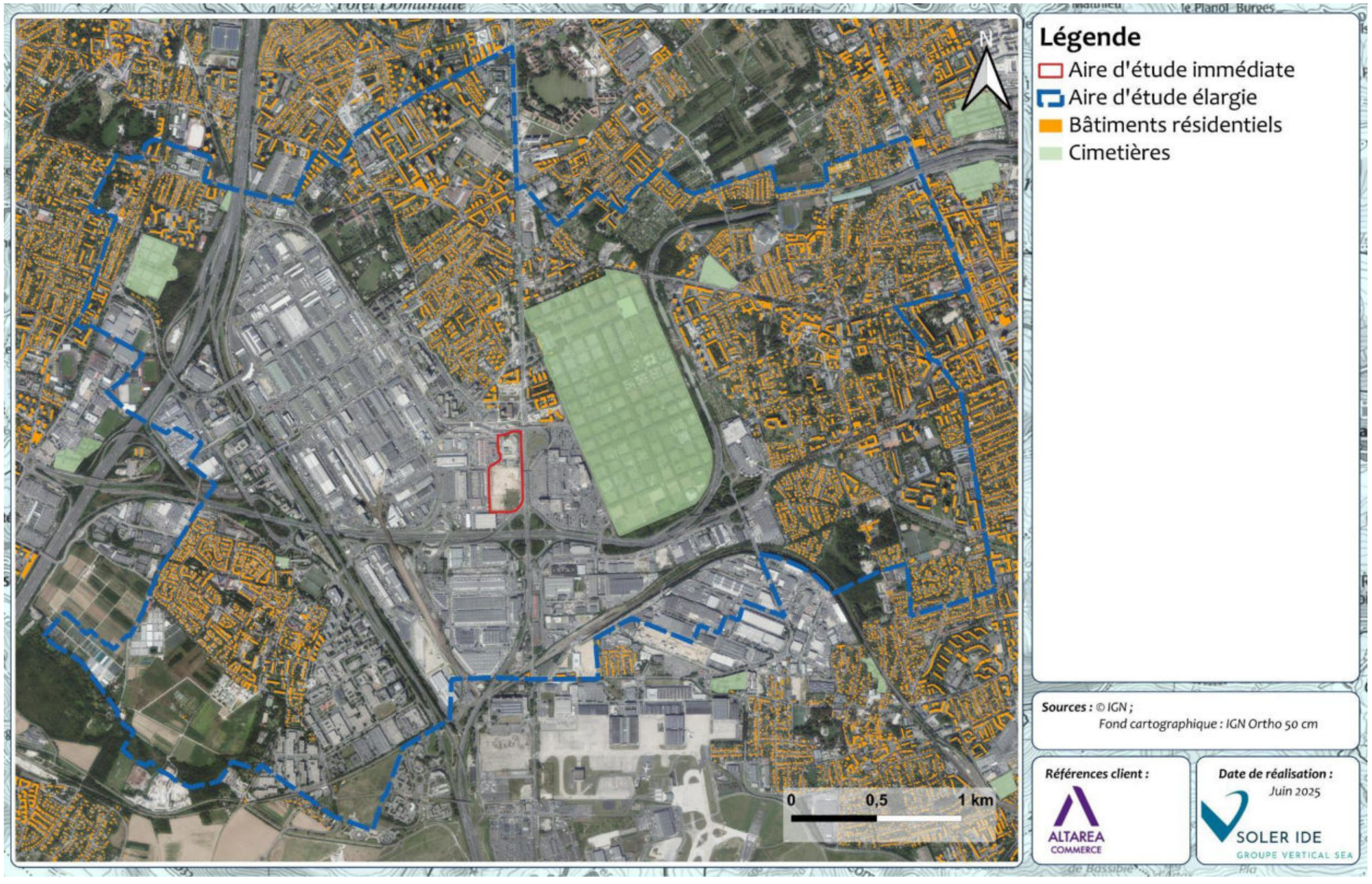


Figure 98 : Habitations au droit de l'aire d'étude élargie

4.1.5 LES CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI ET LA POPULATION ACTIVE

➢ <u>Commune de Rungis</u>

La commune de Rungis compte 26 501 emplois (salariés ou non) en 2020 dont 94% d'emploi salarié. Le nombre d'emploi a diminué depuis 2008. Le taux d'activité des 15-64 ans est de 62,8% en 2020.

La commune dispose de 871 établissements actifs au 01 janvier 2023 dont 86,8% liés aux commerces, transports et services divers, 4,9 % à l'administration publique, 4,5% à l'industrie, 3,7% à la construction et 0,1 % à l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

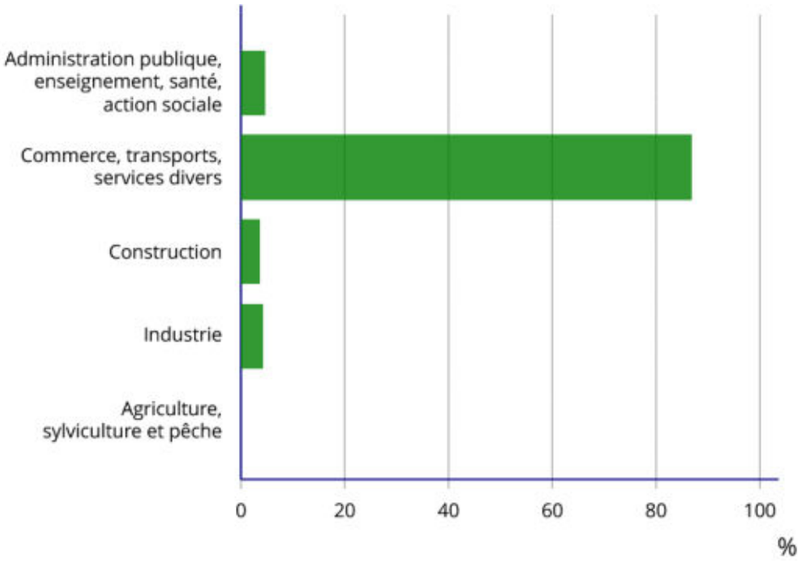


Figure 99 : Répartition des établissements actifs par secteur d'activité agrégé fin 2021 sur la commune de Rungis

Source : INSEE, Flores (Fichier LOcalisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié) en géographie au 01/01/2023.

➢ <u>Commune de Chevilly-Larue</u>

La commune de Chevilly-Larue compte 8 208 emplois (salariés ou non) en 2020 dont 93% d'emploi salarié. Le nombre d'emploi a augmenté depuis 2008. Le taux d'activité des 15-64 ans est de 61% en 2020.

La commune dispose de 883 établissements actifs au 01 janvier 2023 dont 84,6% liés aux commerces, transports et services divers, 7,8% à la construction, 5,2% à l'administration publique, 2,2% à l'industrie et 0,2 % à l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

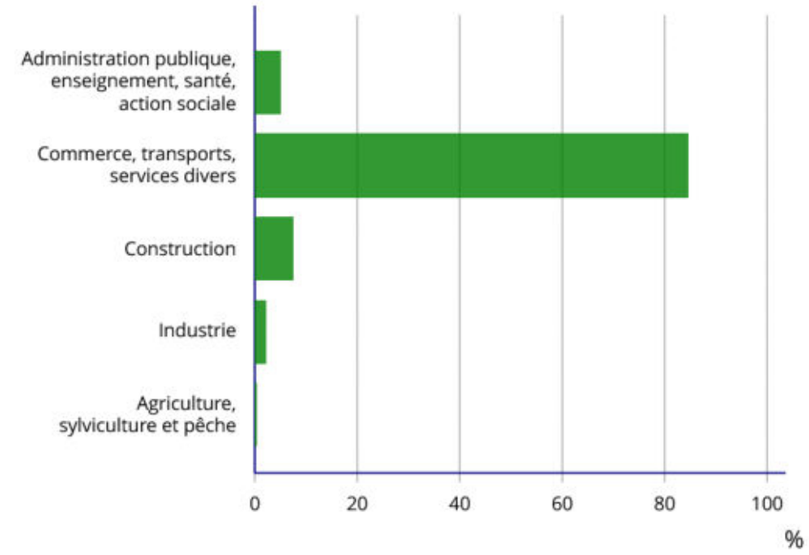


Figure 100 : Répartition des établissements actifs par secteur d'activité agrégé fin 2021 sur la commune de Chevilly-Larue

Source : INSEE, Flores (Fichier LOcalisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié) en géographie au 01/01/2023.

4.1.6 LES ACTIVITES ECONOMIQUES

➢ <u>Le quartier de gare de M.I.N Porte de Thiais</u>

Le quartier de la gare M.I.N. Porte de Thiais, qui inclut l'aire d'étude immédiate, est à forte dominante d'activités avec notamment les activités du Marché d'Intérêt National de Rungis à l'ouest, des activités logistiques de SOGARIS au sud, des activités commerciales de Belle Epine à l'est. Ainsi, la vocation du territoire est avant tout économique.

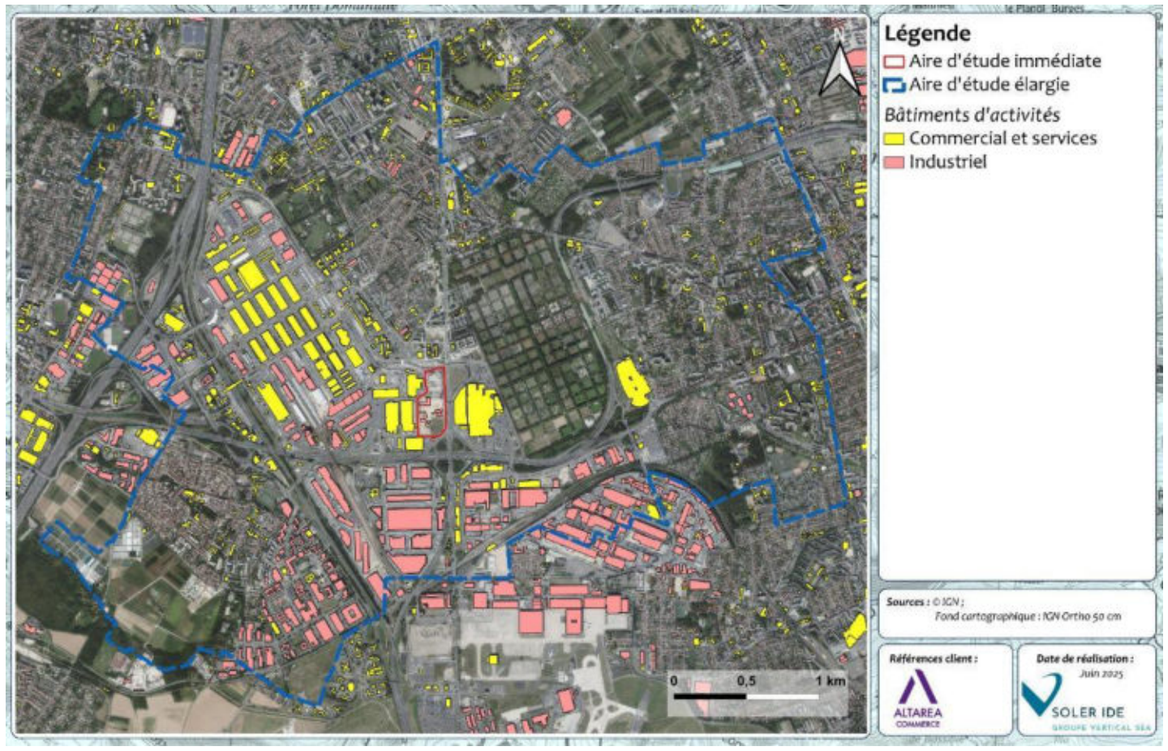


Figure 101 : Bâtiments d'activités au droit de l'aire d'étude élargie

L'aire d'étude immédiate et le quartier de la gare M.I.N. Porte de Thiais sont situés au nord du vaste pôle d'activités économiques du secteur Orly-Rungis qui se développe depuis les années 1960. Ce pôle de 15 000 entreprises (1.6% des entreprises franciliennes) et 135 000 emplois (2.4% des emplois franciliens) est en premier lieu composé d'activités liées à la logistique, à l'aéroportuaire et à l'agroalimentaire.

La logistique est un secteur en fort développement depuis les années 1960 qui rassemble 42 000 emplois en 2012 au sein du MIN de Rungis, l'aéroport d'Orly, SOGARIS, SENIA, Euro Delta en lien avec les gares de triage de Valenton et Villeneuve-Saint-Georges.

L'aéroportuaire avec la plateforme aéroportuaire d'Orly (ADP) ouverte en 1961 qui rassemble 27 600 emplois.

L'agroalimentaire et le commerce de gros avec le MIN de Rungis qui constitue le premier marché de produits frais au monde (12 000 emplois) et qui en dépit d'une baisse du jombre de grossistes et primeurs affiche une hausse constante de son chiffre d'affaires.

Le commerce de détail est également une activité importante de la zone avec le centre commercial Belle-Epine et celui plus récent de Thiais Village. L'offre hôtelière est également importante avec notamment la zone Delta.

Enfin, une tertiarisation des activités s'est opérée plus récemment notamment au sein du parc d'affaire SILIC, de la SEMMARIS, de SOGARIS et d'ADP notamment.

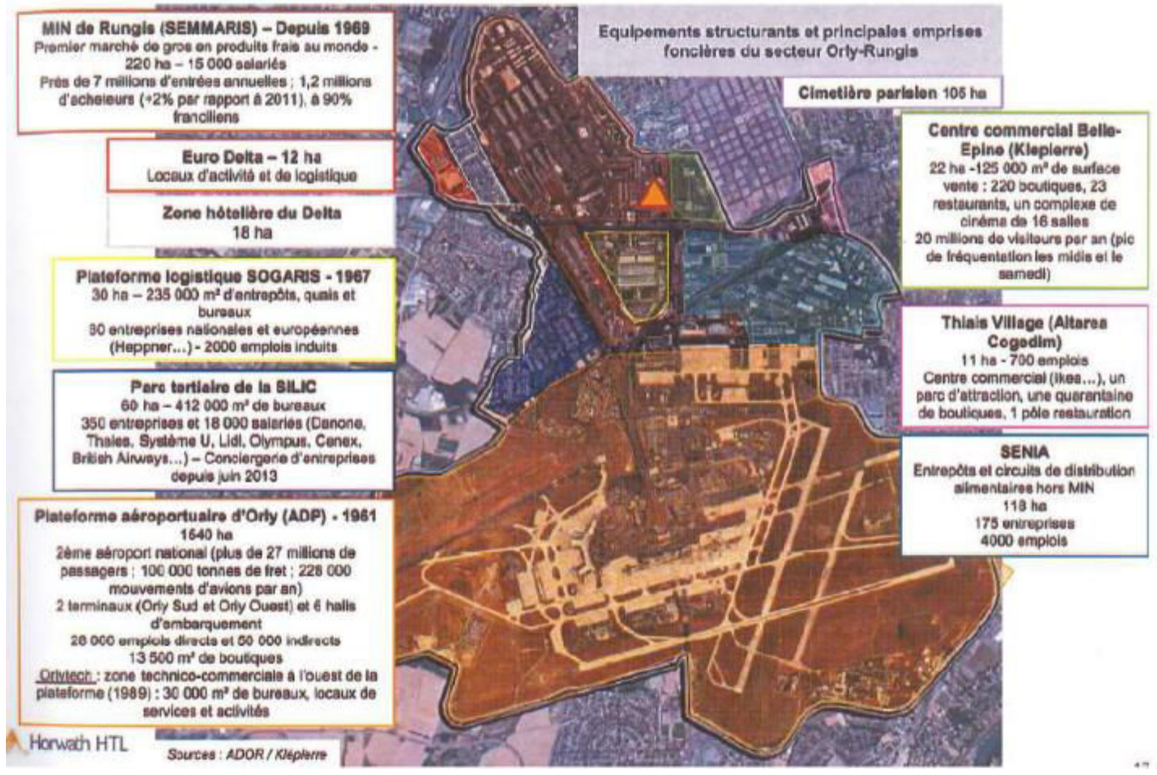


Figure 102 : Composantes du pôle économique Orly-Rungis - source : Horwarth HTL d'après ADOR /Klépierre

4.1.6.1 Les activités logistiques et agroalimentaires

➢ Le MIN de Rungis (Source : Rapport annuel de la SEMMARIS, 2018)

La création du Marché d'Intérêt National (MIN) de Rungis a été décidée au cours des années 1950 dans la cadre de la création d'une chaîne de marché d'intérêt national sur l'ensemble du territoire français. La MIN de Rungis a en particulier pour vocation de désengorger le quartier des Halles situé au coeur de Paris et devenu insuffisant à l'accueil des activités de marché de gros dans un contexte de forte croissance démographique et économique de l'Ile de France. Le marché des « halles centrales » situées dans 10 pavillons Baltard depuis la seconde moitié du XIXème siècle est déménagé à l'hiver 1969.



Figure 103 : Les halles centrales de Baltard avant démolition – Source : ville de Paris



Figure 104 : Localisation du MIN - Source : SEMMARIS, 2021

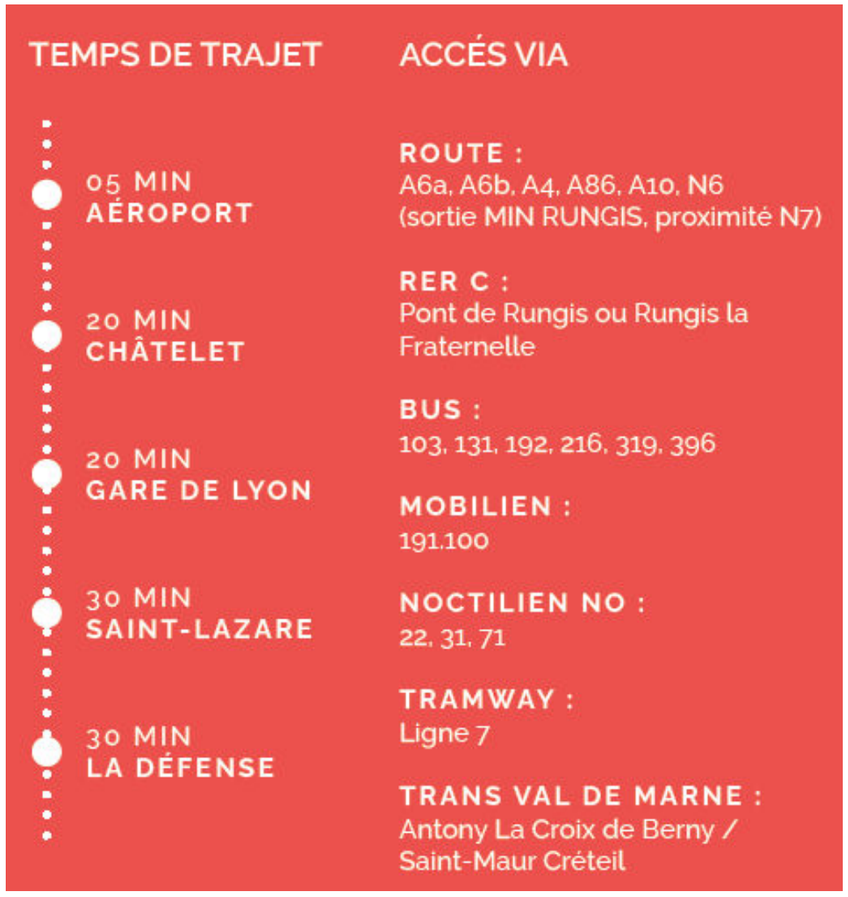


Figure 105 : Accès au marché international de Rungis - Source : SEMMARIS, 2021

Le MIN de Rungis couvre une superficie de 234 hectares répartis sur les communes de Rungis et Chevilly-Larue. Le Marché est géré par la SEMMARIS, société d'économie mixte gestionnaire du Marché, dont les missions principales sont l'aménagement, l'exploitation, la commercialisation et la promotion des infrastructures du Marché de Rungis. Le MIN de Rungis accueille en son sein 1 226 entreprises et 12 947 emplois et a généré en 2022 un chiffre d'affaire de près de 10,3 milliards d'euros.

Situé à 7 km de Paris il est desservi par plusieurs autoroutes, routes nationales et lignes de transports en communs.

Accessible par 5 portes équipées de péages, il est entouré d'un boulevard périphérique facilitant la circulation des poids-lourds. Il abrite également une gare de fret ferroviaire en son sein permettant son approvisionnement par des wagons frigorifiques.

Les secteurs du MIN sont les suivants (cf. Plan suivant) :

- Administratif ;
- Fruits et légumes ;
- Secteur Marée ;
- Produits carnés ;
- Horticulture et décoration ;
- Produits laitiers et gastronomie.



Figure 106 : Les 6 secteurs principaux du MIN – Source : SEMMARIS, 2021



Figure 107 : Plan du MIN de Rungis - source : SEMMARIS, 2021

➢ La SOGARIS

La plateforme de Rungis de SOGARIS dédiée au transport et à la logistique urbaine a été inaugurée en 1967. C'est la plate-forme historique de l'entreprise qui a fait l'objet d'important travaux de rénovation ces dernières années afin de « mieux intégrer la plateforme à son milieu urbain et à optimiser l'organisation des flux". L'objectif est d'étendre sa surface actuellement d'environ 20 ha en mixant son offre logistique à des activités commerciales et tertiaires ainsi qu'à des espaces "végétalisés" et services aux entreprises. Les premiers travaux réalisés ont consisté en l'aménagement d'une station-service de gaz naturel liquéfié (GNL), la "végétalisation" de plusieurs parcelles, et l'amélioration énergétique de bâtiments existants.



Figure 108 : Vue aérienne de la plate-forme SOGARIS – Source : SOGARIS, Rapport d'activité 2017

➢ Le SENIA

Le SÉNIA, devenir d'un territoire logistique en moyenne couronne, Mastère AMUR - ENPC - 11 décembre 2017, Rim Alaoui - Lucy Buratto - Vincent Duponchel - Said Mahiout - Agathe Mariau - Hugo Philippon

Le Secteur des ENtrepôts et Industries Alimentaires (SENIA) est inauguré en 1974. Il constitue l'une des grandes emprises d'activités du pôle Orly-Rungis et couvre actuellement 120 ha. Il abrite 323 entreprises qui génèrent 4 600 emplois des domaines de la logistique et de l'agroalimentaire.

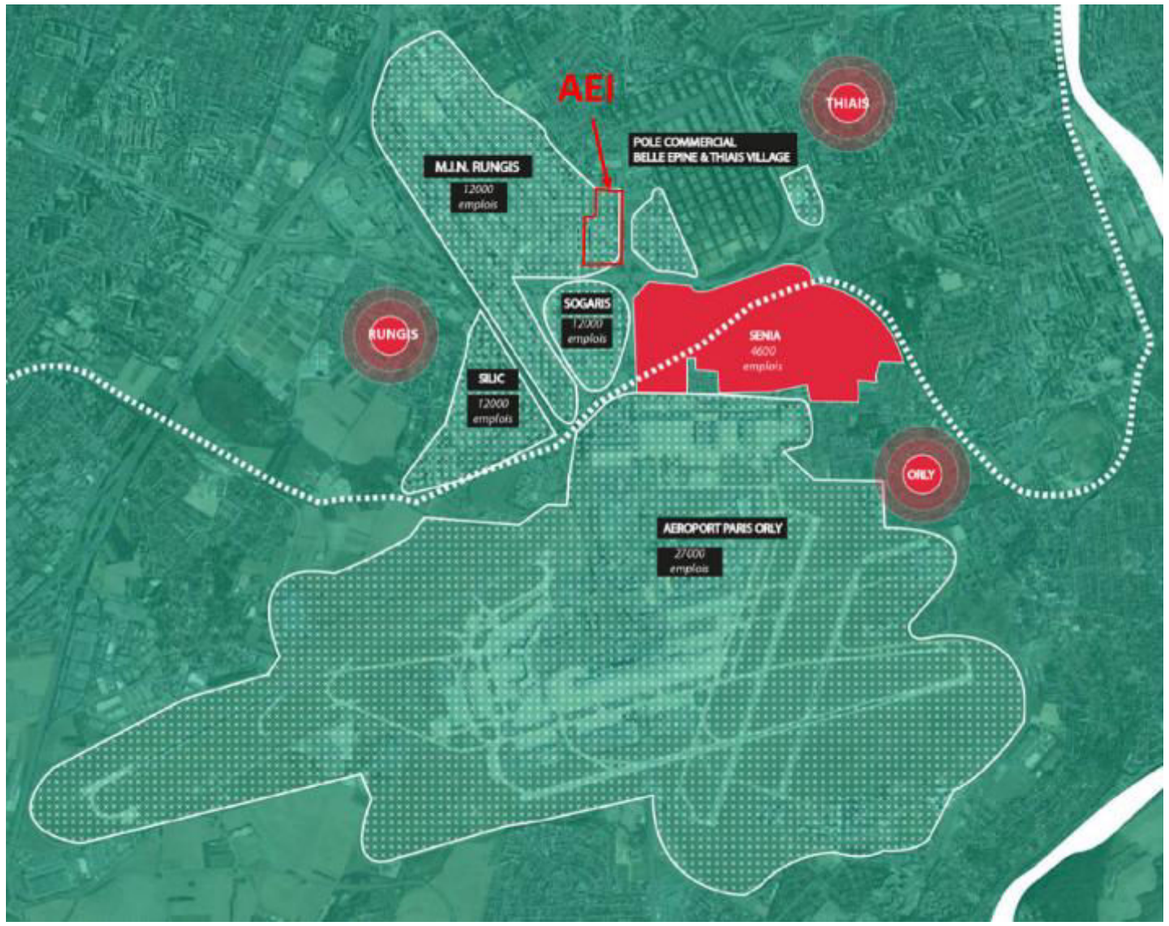


Figure 109 : Situation du SENIA au sein du pôle Orly-Rungis - source : Le SÉNIA, devenir d'un territoire logistique en moyenne couronne, Mastère AMUR – ENPC, 2017

4.1.6.2 L'aéroport de Paris-Orly

L'Aéroport de Paris-Orly est situé à environ 2,5 km au sud de l'aire d'étude. Son aérogare Sud inauguré en 1961 est alors un symbole de modernité et est toujours en fonctionnement aujourd'hui. A cette période la Nationale 7 est déviée vers l'ouest pour la faire passer juste en dessous d'Orly-Sud. Ceci permet une desserte plus rapide de l'aéroport depuis Paris. En 1971, l'aérogare Ouest de Paris-Orly est mis en service.

Couvrant aujourd'hui 1 528 ha, l'aéroport représente la seconde plate-forme aéroportuaire de France après celle de Roissy-Charles-de-Gaulle.



Figure 110 : Aéroport de Paris-Orly (terminal Sud au premierplan, terminal Ouest en arrière-plan) - source : © ADP

Géré par Aéroports de Paris (ADP) l'aéroport d'Orly a employé de manière directe environ 28 360 personnes en 2022 et a accueilli près de 29 millions de passagers.

4.1.6.3 L'activité commerciale et hôtelière

➢ **Belle Epine**

Le centre commercial régional de la Belle Epine (148 000 m²), situé sur la commune de Thiais, a été inauguré en 1971 et est alors le second grand centre commercial d'Ile-de-France. Agrandi en 1993, il dispose d'environ 220 commerces (dont un hypermarché Carrefour de 12 779 m²), 31 restaurants, un multiplexe de cinéma Pathé de 16 salles et concentre 2 800 emplois directs (auxquels s'ajoutent 700 salariés du centre d'affaires). Il est géré par l'entreprise Klépierre et accueille environ 13 millions de visiteurs chaque année. Son parking compte environ 6 000 place de stationnement. Ce centre commercial, parmi le plus grand de France, est situé à proximité de l'aire d'étude dont il est séparé par la RD7. Une passerelle piétonne inaugurée en 2013 relie l'aire d'étude immédiate au centre commercial Belle Epine.



Figure 111 : Passerelle piétonne entre le centre commercial Belle Epine et l'AEI – Source : Google View (Juillet 2022)

➢ **Thiais village**

L'espace commercial « Thiais-Village », regroupant sur 12 hectares une quarantaine de boutiques et de restaurants et près d'un millier d'emplois, a été ouvert en 2007. Il est situé à environ un kilomètre à l'est du centre commercial Belle Epine, de l'autre côté du cimetière parisien et de l'A86.

➢ **L'offre hôtelière du Delta**

L'offre hôtelière aux abords directs de l'aire d'étude immédiate est nulle, toutefois celle-ci se trouve à environ 1 km à l'est au niveau de la zone hôtelière du Delta. Cette concentration hôtelière importante s'étend sur plus d'1 km à l'ouest du MIN le long de l'autoroute A106 qui dessert l'aéroport d'Orly au sud (cf. Figure suivante).

Les principaux hôtels de ce secteur lié à l'aéroport d'Orly et plus généralement au pôle économique d'Orly-Rungis, sont :

- l'Hôtel Mercure Paris Orly Rungis, 4 Etoiles, qui offre 190 chambres ;
- l'Hôtel Novotel Paris Orly Rungis, 4 étoiles, 180 chambres ;
- l'Hôtel Best Western Aéroport Paris Orly, 3 étoiles, 169 chambres ;
- l'Hôtel ibis Paris Orly Rungis, 3 étoiles, 144 chambres ;l'All Suites Appart Hôtel Orly-Rungis, 3 étoiles, 135 chambres ;
- l'Hôtel Première Classe Orly Rungis, 1 étoile, 85 chambres ;
- le B&B Hôtel, 2 étoiles, 83 chambres ;
- le Confort Hôtel Rungis – Orly, 3 étoiles, 77 chambres ;
- l'Hôtel F1 Rungis Orly, 1 étoile, 70 chambres.

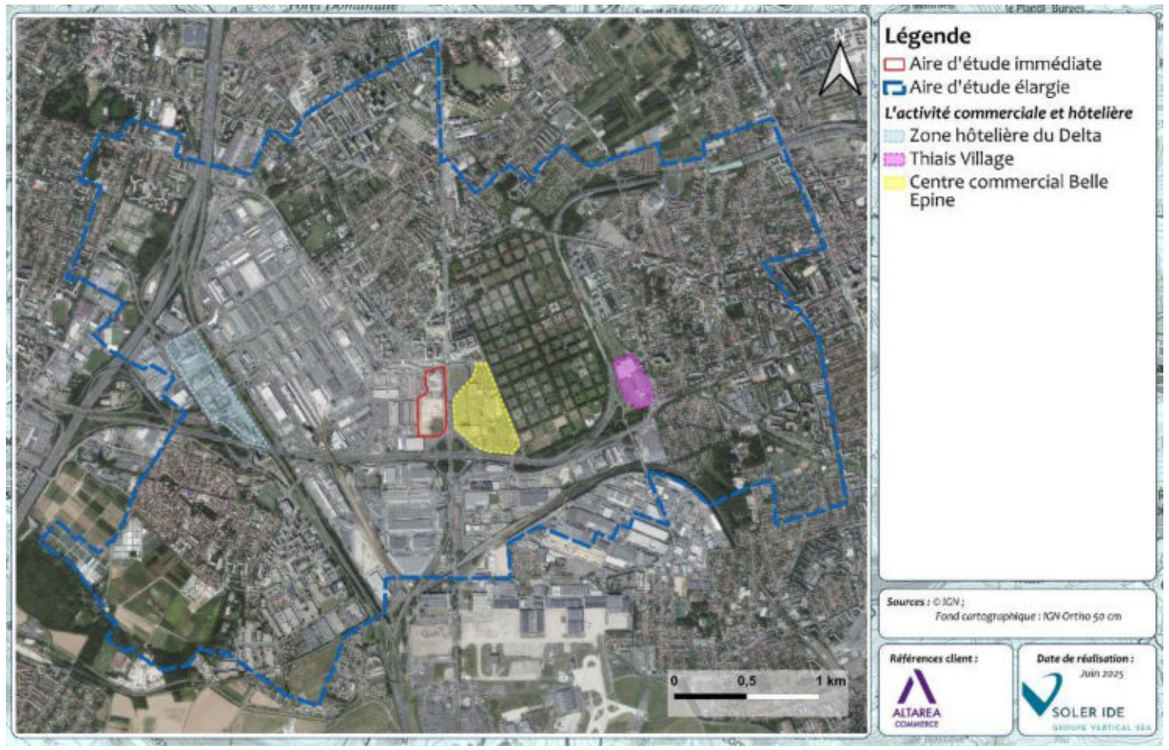


Figure 112 : Localisation des principales activités commerciales et hôtelières au droit de l'aire d'étude élargie

4.1.6.4 Le tertiaire

➢ **Parc ICADE Paris Orly-Rungis (ex SILIC)**

Le Parc d'activités et de bureaux ICADE Paris Orly-Rungis, situé à environ 1 km au sud-ouest de l'aire d'étude immédiate, est un parc privé qui s'étend sur 58 hectares. Il intègre :

- 392 000 m² de surfaces de bureaux et d'activités ;
- 70 immeubles ;
- Plus de 220 locataires ;

- 16 000 personnes travaillent quotidiennement sur le Parc.

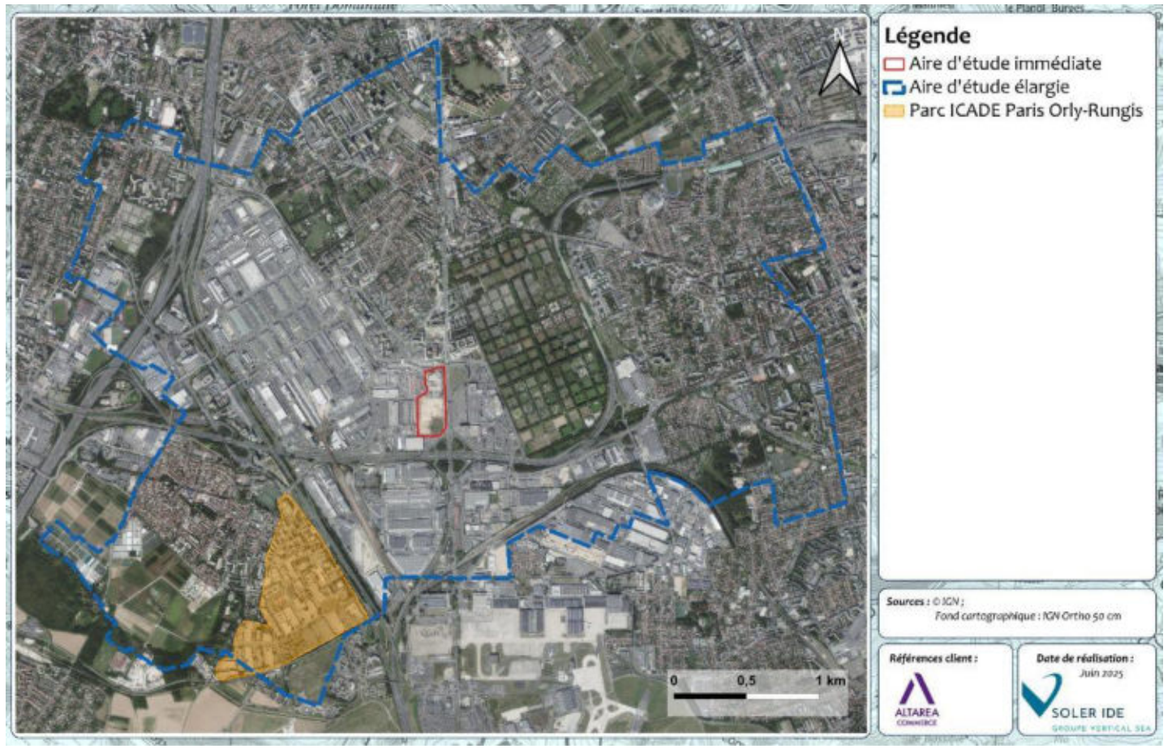


Figure 113 : Localisation du parc ICADE Paris Orly-Rungis

4.1.7 L'ACTIVITE AGRICOLE

Selon le recensement de l'Agreste 2020, les communes de Rungis et Chevilly-Larue ne comptent aucune exploitation agricole.

Aucune production agricole n'a lieu sur l'aire d'étude immédiate. Au droit de l'aire d'étude élargie, six parcelles sont recensées au sein du Registre Parcellaire Graphique de 2021. Ces parcelles sont situées au sud-ouest de la commune de Rungis.

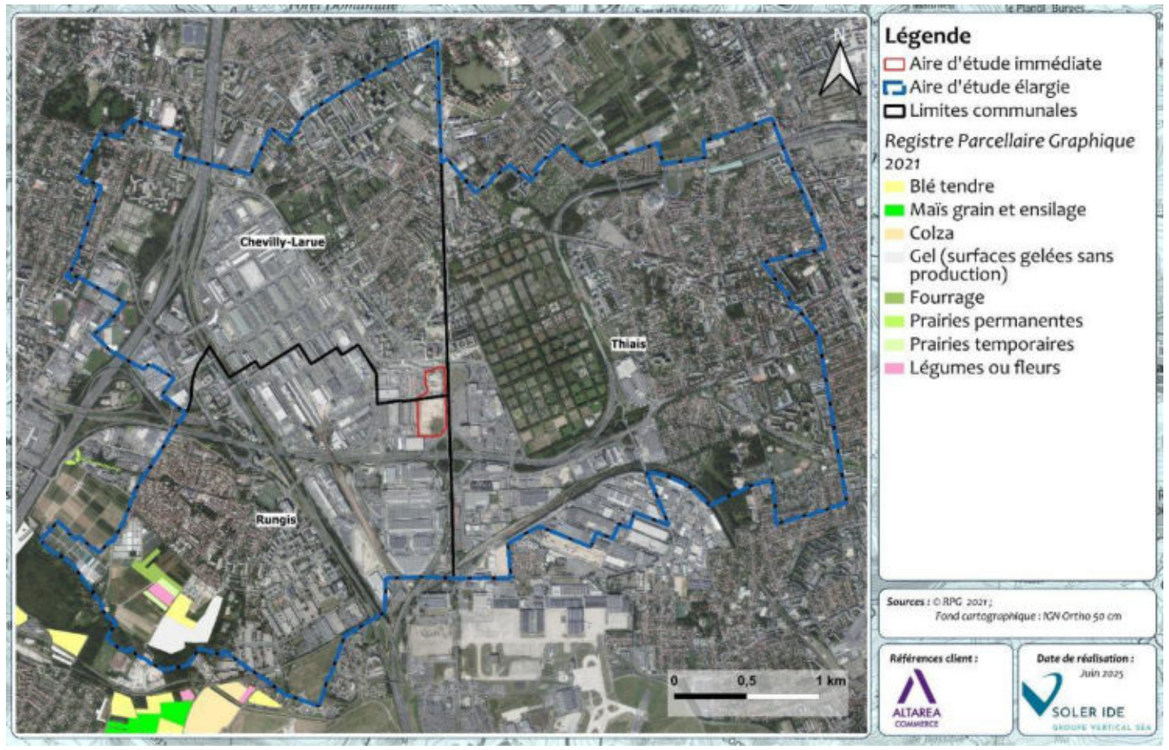


Figure 114 : Registre Parcellaire Graphique au droit de l'aire d'étude élargie

4.1.8 LE TOURISME

De par la richesse de son patrimoine culturel et sa position de premier plan pour le tourisme d'affaires, l'Ile-de-France capte plus du quart de la consommation touristique en France, soit 39 milliards d'euros. Les retombées économiques du tourisme profitent plus particulièrement aux activités de transport aérien, aux agences de voyages, à l'hôtellerie et au secteur de la restauration. Le tourisme génère au total 395 000 emplois en Ile-de-France dont 261 500 sont directement liés à la présence de touristes dans la région. Parmi ces derniers, six sur dix sont des emplois dans la restauration et l'hébergement.

Les communes de l'aire d'étude élargie ne sont pas touristiques. Néanmoins, le territoire dispose d'une offre hôtelière importante en lien avec la présence de l'aéroport d'Orly situé à près de 2,5 km au sud de l'aire d'étude immédiate.

Reconnu dans le monde entier, le Marché de Rungis est le plus grand marché de gros de produits frais au monde. Il est possible pour le public de visiter le marché via une visite guidée nocturne.

Historiquement, Rungis est également connue pour son aqueduc Médicis, construit sur ordre de Marie de Médicis, et qui, à partir du XVIIe siècle, conduisait l'eau des sources de Rungis vers Paris.

4.1.8.1 Equipements

Les données de l'équipomètre de l'IAU font apparaître que la commune de Rungis présente une offre en équipements plutôt élevée et bien répartie et qu'à contrario la commune de Chevilly-Larue dispose d'une offre d'équipement plutôt inégale.

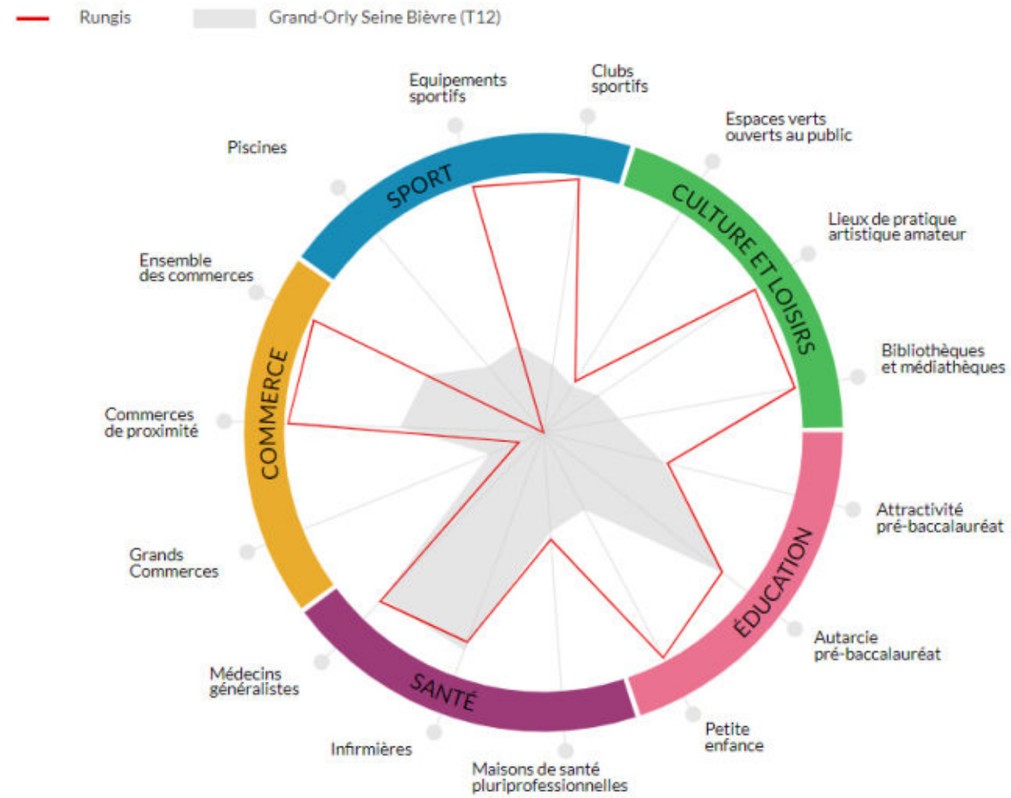


Figure 115 : Synthèse sur les niveaux d'équipements de Rungis par rapport à l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre (Source : Institut Paris Région)

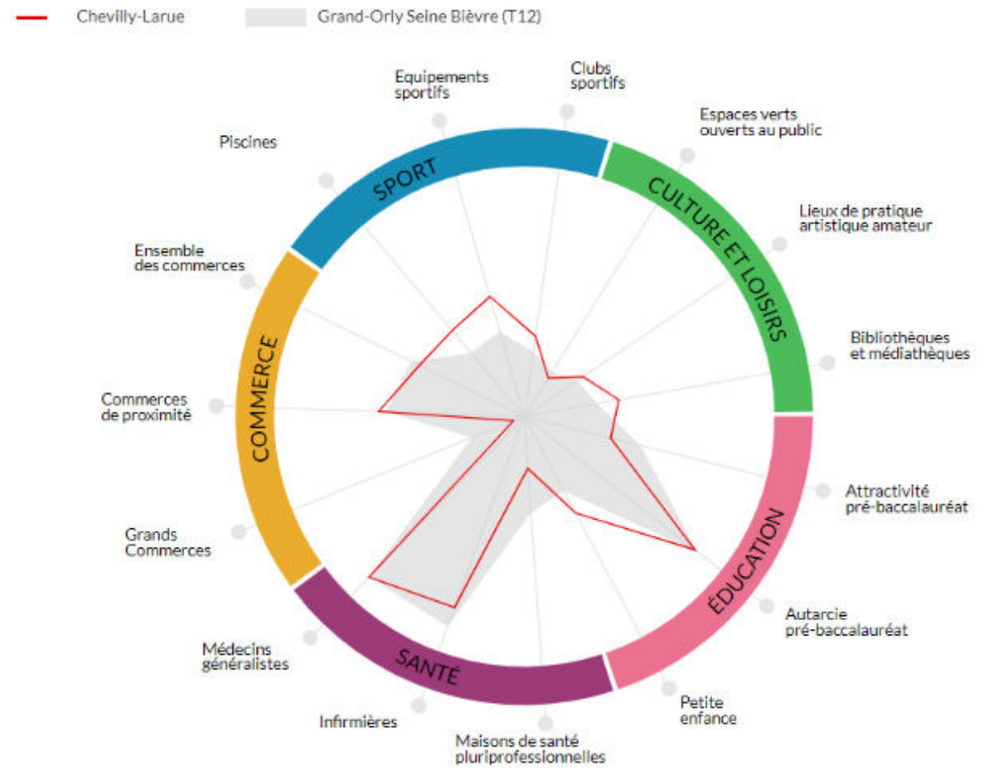


Figure 116 : Synthèse sur les niveaux d'équipements de Chevilly-Larue par rapport à l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre (Source : Institut Paris Région)

Synthèse :

L'aire d'étude immédiate se situe à cheval sur les communes de Rungis et de Chevilly-Larue, comptant 5 625 et 20 372 habitants en 2020. Le secteur de l'aire d'étude immédiate qui s'est véritablement urbanisée au tournant des années 1960 et 1970 est largement tournée vers l'activité économique, avec de grandes emprises dédiées aux activités logistiques et commerciales, et présente un déséquilibre en termes d'offre de logements.

L'aire d'étude immédiate est située au sein du pôle d'activité économique Orly-Rungis, à distance des zones d'habitation (bien que d'importants programmes immobiliers d'habitat soient en cours au nord de l'aire d'étude). Cette situation la met ainsi à distance des équipements de proximité (établissements scolaires, équipements de santé, sportifs et culturels, etc.). L'habitat existant est marqué par la prédominance de l'habitat collectif.

L'aire d'étude immédiate est située dans la partie nord du pôle économique Orly-Rungis qui accueille près de 15 000 entreprises et 135 000 emplois. Ce pôle, façonné par de vastes opérations d'aménagement au cours des années 1960, est spécialisé dans le commerce et l'industrie alimentaire (MIN et SENIA), la logistique (MIN et SOGARIS), le commerce (Belle Epine, Thiais Village et zone hôtelière du Delta), l'aéroportuaire (Aéroport Paris-Orly) et le tertiaire (parc ICADE).

Ce secteur à vocation d'activités quasi exclusive est constitué de grandes emprises peu perméables au tissu urbain avoisinant et ce malgré sa bonne desserte routière et autoroutière (A86, A106, RD7) et en transports en communs (T7, RER C, TVM et Métro 14).

La mutation de ce secteur en lien avec les évolutions des activités commerciales et logistiques, et celles de l'économie en général, semble nécessaire et engagée par ces principaux opérateurs (SEMMARIS, SOGARIS, SENIA, ADP). Une meilleure insertion urbaine de ces grandes plaques d'activités apparait également comme un enjeu fort à l'heure du Grand Paris.

Bien que le tourisme ne soit pas particulièrement développé sur les communes de Rungis et de Chevilly-Larue, le Marché de Rungis est le plus grand marché de gros de produits frais au monde et il est possible pour le public de visiter le marché via une visite guidée nocturne.

4.2 DEPLACEMENTS ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT (SOURCE : CDVIA)

L'analyse ci-dessous a été conduite par le bureau d'étude CDVIA.

4.2.1 LEXIQUE

Les abréviations utilisées dans le présent rapport sont définies ci-dessous :

- HPM : Heure de pointe du matin ;
- HPS : Heure de pointe du soir ;
- CA : Comptages automatiques ;
- CDir : Comptages directionnels ;
- RD : Route départementale ;
- Véh : véhicule ;
- UVP : Unités de véhicules particuliers telles que :

$$"UVP" = \sum("VL";"PL"\times 2;"2R"\times \tfrac{1}{3}) ;$$

- VL : Véhicule léger < 3,5 T ;
- VUL : Véhicule Utilitaire léger : 3,5 T < …< 7,5 T;
- PL : Poids-lourd > 7,5 T ;
- TC = Transport en commun 1 TC = 2 uvp ;
- BHNS : Bus à haut niveau de services ;
- 2R : Deux roues ;
- TV : Tous véhicules ;
- Charge globale : Somme des véhicules entrant dans un carrefour en 1 heure (en UVP) ;
- Part modale VP : part des usagers effectuant leur déplacement en véhicule particulier ;
- TAD : Tourne-à-droite ;
- TAG : Tourne-à-gauche ;
- TMJ : Trafic moyen journalier ;
- TMJO : Trafic moyen journalier (jours ouvrés) ;
- Réserve de capacité : la réserve de capacité d'une ligne de feu correspond à l'augmentation de trafic que celle-ci peut absorber avant saturation ;
- Situation actuelle = Situation actuelle correspondant à la visite et aux enquêtes de trafics réalisés au premier semestre 2023
- O/D : Origines et Destinations des flux
- D-T : Trajet dont l'origine est le Domicile et la destination le Travail
- VSA : Voie structurante d'agglomération
- MIN : Marché International de Rungis ;
- CEREMA : Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement ;
- SLT : Signalisation Lumineuse Tricolore ;
- SH : Signalisation horizontale de marquage sur la chaussée ;
- SV : Signalisation verticale – comprend les panneaux de police, d'indication, les bornes, les balises, les barrières, la SLT…
- CLP : Cédez le passage.

4.2.2 LOCALISATION DU PROJET

À proximité de l'aéroport Paris-Orly, du Marche International de Rungis et du centre commercial de Belle-Epine, le site est bordé par des axes routiers majeurs avec au Sud l'A86 qui constitue la rocade de la petite couronne et à l'Est la RD7 (ex-RN7) qui est un axe départemental structurant en radial connectant ainsi Paris à l'Essonne.



Figure 117 : Localisation du site étudié

4.2.3 DONNEES INSEE

Rungis est une commune de 5 600 habitants comptant sur son territoire plus de 26 000 emplois (en 2020), elle est située au Sud-Ouest du département du Val de Marne (94), au sein de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre de la Métropole du Grand Paris.

Tableau 24 : Données démographiques INSEE

Indicateurs de mobilité - INSEE 2020					
Zone	Population totale	Ratios actifs occupés parmi les 15-64 ans	Nb de pers par ménage	Tx ménag. au moins 1 voit.	Nb Emplois
Rungis	5 625	71.5%	2.30	87%	26 501
Dpt. 94	1 407 972	66.7%	2.29	67%	521 486
Région IDF	12 213 447	67.4%	2.28	65%	5 826 854

La commune est située en petite couronne de la région parisienne avec des caractéristiques correspondantes.

- La proportion d'actifs est légèrement supérieure aux moyennes départementales et régionales, de même que le taux de motorisation des ménages.
- Le nombre d'habitants par logements est équivalents aux moyennes régionales et départementales.
- Le taux de motorisation est relativement important pour la région et pour le département témoignant d'une offre en transports en commun assez éloignée du centre-ville résidentiel.
- On note un très grand nombre d'emplois dans la zone en raison notamment de la présence sur la commune du Marché International de Rungis et du parc d'activité Sogaris, à proximité de l'aéroport Paris Orly.
- Concernant les modes de transports utilisés pour les déplacements Domicile-Travail, la voiture particulière est très nettement le mode privilégié pour les résidents (67%) et pour les emplois sur la zone (74%) ce qui indique que le centre résidentiel et les activités sont aujourd'hui relativement mal desservis par les grandes infrastructures de transports en communs, alors que les accès au réseau routier structurant d'Ile de France sont très proches (A86, RN7, A106 et A6). L'utilisation de la voiture est donc largement supérieure sur la commune aux moyennes du département et de la région.
- On notera que les pratiques cyclables sont très peu développées sur la commune contrairement au développement rapide de ces pratiques observées dans certaines polarités de l'Ile-de-France.

Parts modales Domicile - Travail - INSEE 2019							
Déplacements Domicile-Travail		Rungis		Dép. Val de Marne		Région Île de France	
		Pop. active	Emplois	Pop. active	Emplois	Pop. active	Emplois
Dépl. Tous modes	Nbr/jr	2 540	26 805	622 k	549 k	5 400 k	5 667 k
TC	%	15%	21%	48%	39%	44%	42%
VP	%	67%	74%	38%	47%	40%	43%
Deux-roues Motorisé	%	5%	2%	3%	4%	3%	4%
Vélo	%	2%	1%	2%	7%	2%	7%
Marche à pied	%	9%	2%	7%	3%	7%	4%
Sans Déplacement	%	2%	0%	3%	7%	3%	7%

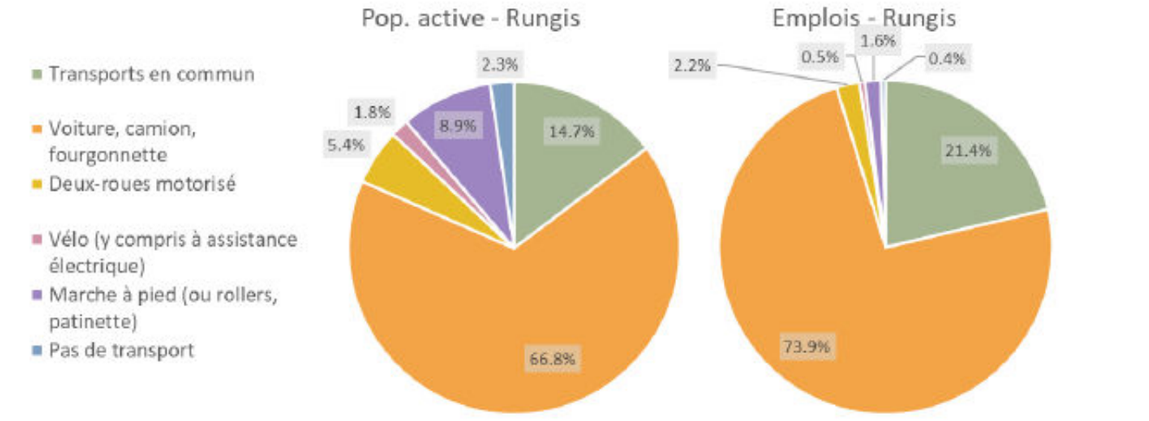


Figure 118 : Données de mobilité domicile-travail sur la commune (2019)

4.2.4 RESEAU ROUTIER

4.2.4.1 Description du réseau routier

Dans le cadre de la présente étude, des comptages ont été réalisés sur les axes routiers voisins du projet. Sur la carte suivante figurent les résultats des trafics journaliers ouvrés sur un périmètre élargi en prenant en compte les différentes données disponibles.

Le réseau routier national à proximité du site est constitué de :

- L'autoroute A86 qui forme une rocade complète autour de Paris, à une distance variant entre 21 et 7 km du boulevard périphérique parisien supporte un trafic supérieur à 100 000 véh/jours.
- L'autoroute A6, à l'Ouest, accessible via l'A86, qui relie le sud-est de Paris et Lyon, en empruntant la vallée de la Saône avec des niveaux de trafic équivalents voire supérieurs à l'A86.

La RD7, est une route départementale du Val-de-Marne (94) qui relie actuellement Paris (Porte d'Italie) à l'aéroport d'Orly. Elle supporte d'un trafic de près de 30 000 TV/jour dans les deux sens confondus au niveau du périmètre d'étude.

L'ouvrage du Cor de Chasse situé à l'est de la RD7 et au nord du centre commercial « Belle Épine » permet d'accéder au Marché d'intérêt national de Rungis depuis la RD7. Plus au sud de cet ouvrage, la RD7 puis la RN7 jusqu'au carrefour des Portes de l'Essonne au Sud de l'aéroport d'Orly est aménagée en voie express à 2x2 voies et limitée à 70 km/h sans qu'il n'y ait de carrefour à feux.

Les autres voies routières comptées sont des axes de desserte locales donnant sur le site du projet de la Cité de la Gastronomie.

La rue des Routiers, au nord du site, permet de rejoindre la RD7 via la rue de l'Arrivée. Le demi-tour étant impossible à ce niveau, les usagers sortant du site et souhaitant se rendre vers le nord sont contraints d'emprunter les bretelles de l'A86 pour opérer un demi-tour.

La circulation des Poids Lourds est importante sur les axes structurants départementaux et nationaux ainsi sur les axes de desserte des activités en raison de la nature des activités présentes sur le périmètre du MIN de Rungis.

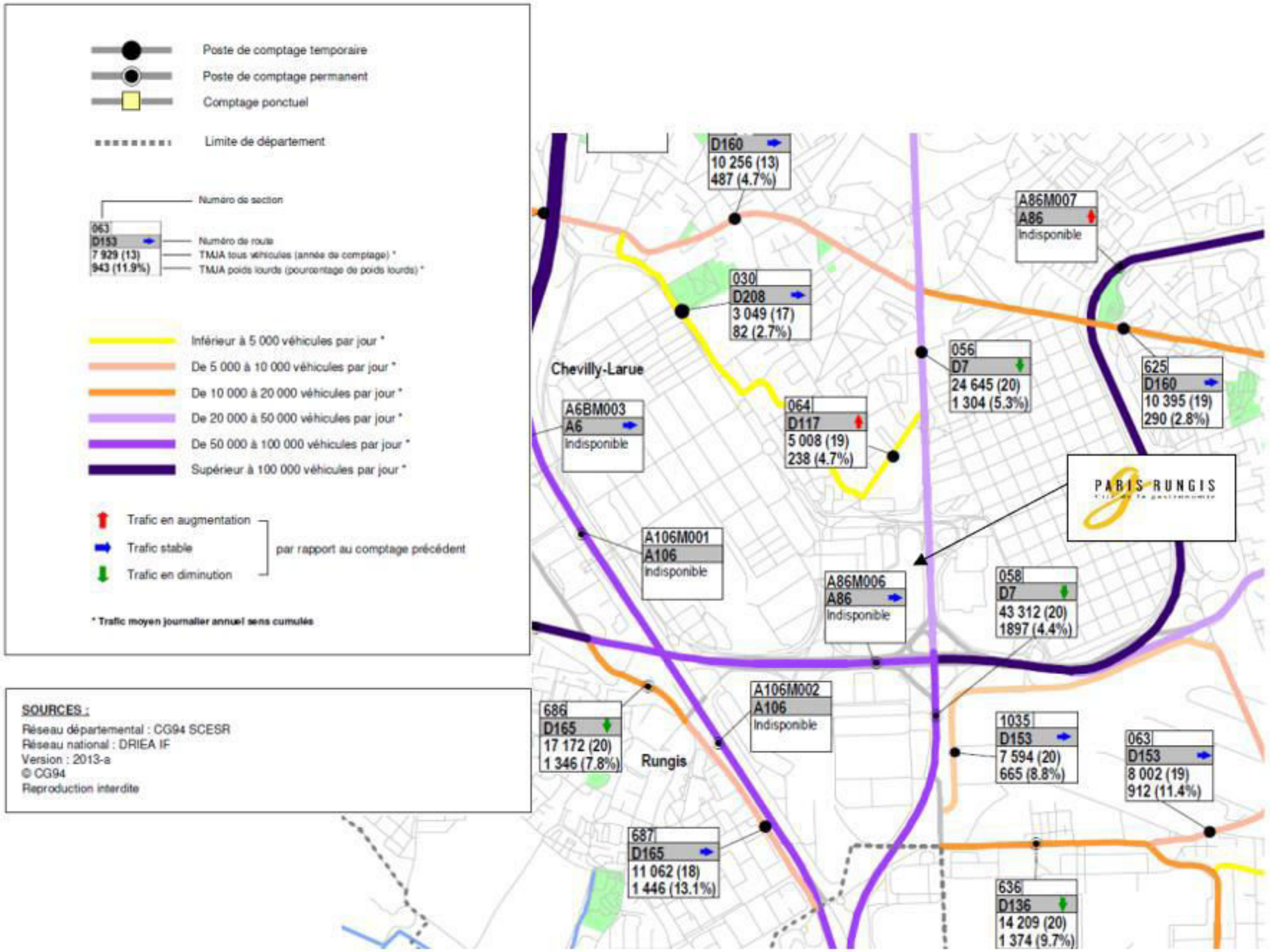


Figure 119 : Carte des trafics journaliers en Val-de-Marne en 2020 (source CD94)

4.2.4.1 Trafics journaliers

Lundi 16 Octobre 2023 le long de la Rue Latérale, et de la RD7, permettant ainsi une évaluation complète et précise du trafic journalier sur ces axes.
Le trafic journalier sur la RD7 est de l'ordre de 12 000 véh/jours dans le sens Sud > Nord. Dans le sens opposé, le trafic est légèrement plus important, avec 15 000 véh/jours en moyenne dans le sens Nord > Sud. Les pics liés aux heures de pointe sont très marqués, avec un trafic horaire dépassant les 1000 véhicules/h dans le sens Sud > Nord à 9h et dépassant les 1 200 véhicules dans le sens Nord > Sud à 18h. Le taux de PL sur la RD7 est de 4% dans les deux sens confondus.
Le long de la rue Latérale, le trafic est nettement plus faible avec une moyenne de 650 véhicules en jours ouvrés. On observe également des pics liés aux heures de pointe avec un trafic horaire supérieur à 40 véhicules à 9h et 10h. En raison des activités de la zone, le taux de PL sur la rue Latérale est important, représentant 8% du trafic journalier



Figure 120 : Enquête de circulation – Source CDVIA

4.2.4.2 Comptages directionnels

Les comptages ont permis d'obtenir les données de trafics et mouvements tournants au niveau des carrefours de la rue de l'Arrivée et la rue Latérale, ainsi qu'aux entrées et sorties de l'ouvrage du Cor de Chasse en distinguant les différentes catégories de véhicules (véhicules légers, poids lourd, bus, 2 roues motorisé et vélos). Ils ont été réalisés le jeudi 12 octobre, entre 7h-9h le matin et 17h00-19h00 le soir, et le samedi 14 octobre entre 12h et 14h. Les données de comptages nous ont permis d'identifier les heures de pointe suivantes :

- Jeudi 12 Octobre : 8h-9h
- Jeudi 12 Octobre : 17h-18h
- Samedi 14 Octobre : 13h-14h



Figure 121 : Enquête de circulation – Heure de pointe du matin (Source CDVIA)



Figure 122 : Enquête de circulation -Heure de pointe 13h-14h (source : CDVIA)



Figure 123 : Enquête de circulation -Heure de pointe du soir (source : CDVIA)

4.2.5 CONDITIONS DE CIRCULATION

4.2.5.1 Fonctionnement en situation actuelle

Lors de la visite de terrain effectuée le 10 octobre 2023, CDVIA a pu observer que le chantier de requalification de la RD7 réduisait à une file la chaussée de la RD7 du Sud vers le Nord au niveau du projet qui est normalement à deux files. La zone de travaux limite ainsi le stockage prévu en amont du carrefour à feux avec la rue de la Sécurité Parisienne ce qui étire ponctuellement les congestions jusqu'à la passerelle piétonne.

Ce chantier est temporaire et les congestions sont ponctuelles donc sans impacts sur les trafics relevés.



Figure 124 : Réduction de voies RD7 (Source : CDVIA)



Figure 125 : Déchets au niveau de la rue des routiers (Source : CDVIA)

- **Trafic habituel aux heures de pointe**

On observe une forte congestion sur l'A86 et sa collectrice la RN186 sur une grande période de la journée le matin et le soir principalement dans le sens Est > Ouest en amont du tunnel de Fresnes mais le sens Ouest > Est est également très chargé. L'amplitude des congestions observées est très variable d'un jour à l'autre liée à de nombreux facteurs (congestions du réseau magistral, accidents, travaux, météo etc.).

La RD7 entre le Cor de Chasse est la RN186 est aujourd'hui aménagée en voie structurante d'agglomération (VSA) – ou voie express. La circulation sur cette portion est souvent rapide et fluide mais elle peut être ponctuellement impactée par les remontées de files provenant de la saturation du réseau magistral.

Au nord du Cor de Chasse, la RD7 est aménagée en boulevard urbain longé par le tramway T7 au niveau de Chevilly-Larue. Le trafic est souvent chargé, voire saturé aux heures de pointe au droit des différents carrefours à feux de la RD7.

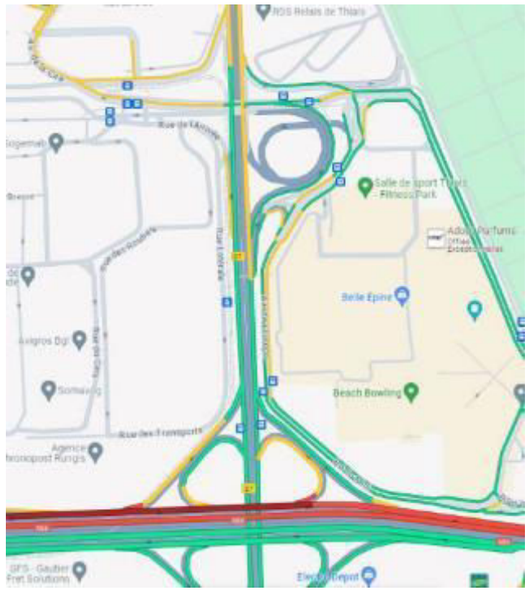


Figure 126 : Trafic habituel en HPM

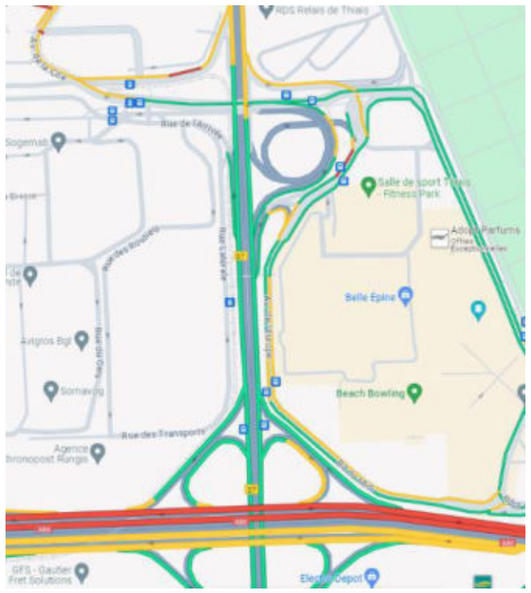


Figure 127 : Trafic habituel en HPS

4.2.5.2 Etudes des infrastructures routières à proximité du site

Le diagnostic du site de la Cité de la Gastronomie s'appuie sur l'analyse de plusieurs infrastructures routières à proximité du site. Ces infrastructures sont indiquées sur la carte ci-dessous.



Figure 128 : Infrastructures routières étudiées (source : CDVIA)

➢ Carrefour Rue de l'Arrivée x Rue des Routiers

Le carrefour rue de l'Arrivée x rue des Routiers, situé au nord du site, permet de rejoindre la RD7 en direction du Sud. En heure de pointe, le carrefour est très peu chargé, comme sur le reste de la journée.

Un Stop est aujourd'hui installé régulant les flux en provenance de la rue des Routiers laissant ainsi prioritaire la rue de l'Arrivée.



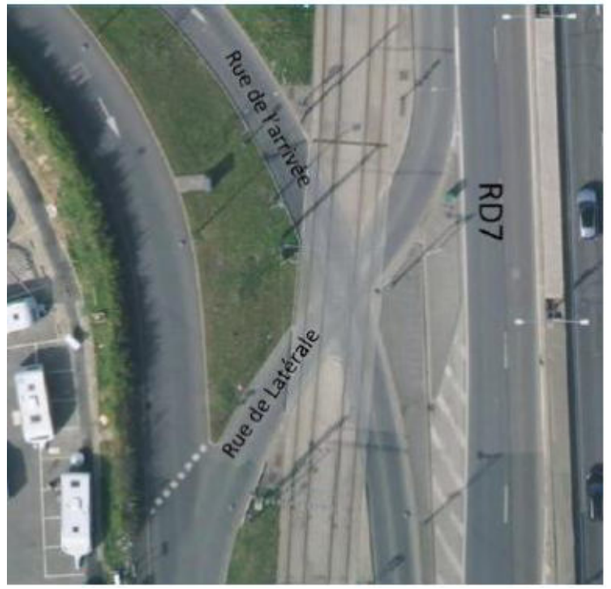
Les réserves de capacité actuelles calculées* pour le carrefour à Stop sont très confortables avec :

- A l'HPM : 91% de réserve de capacité sur la branche avec le Stop et un temps moyen d'attente très faible de l'ordre de 5 s par véhicule.
- A l'HPS : 95% de réserve de capacité sur la branche avec le Stop et un temps moyen d'attente très faible de l'ordre de 4 s par véhicule.
- A l'HPSAM : 97% de réserve de capacité sur la branche avec le Stop et un temps moyen d'attente très faible de l'ordre de 4 s par véhicule.

**calculs réalisés par la méthode dite « Allemande » inspirée des travaux de Harders et Siegloch sur les carrefours à priorité et sans feux.*

➢ Carrefour Rue de l'Arrivée x Rue Latérale

Le carrefour Rue de l'Arrivée x Rue Latérale est un croisement géré par des feux tricolores entre l'entrée vers la Rue Latérale depuis la RD7 et la sortie de la rue de l'Arrivée vers la RD7. Le carrefour est traversé par la ligne du tramway T7. En heure de pointe, le tramway a une fréquence de 6 minutes, soit 10 tramways par heure.



Le flux sortant de la RD7 est très réduit, ne dépassant pas les 40 uvp/h. Les temps de vert sont confortables et le carrefour offre ainsi de larges réserves de capacité aux deux entrées et permet surtout de sécuriser le passage du tramway.

Les réserves de capacité actuelles calculées sont très confortables avec :

- A l'HPM : 47% de réserve de capacité sur la rue de l'Arrivée et 94% de réserve de capacité sur l'accès à la rue Latérale.
- A l'HPS : 74% de réserve de capacité sur la rue de l'Arrivée et 95% de réserve de capacité sur l'accès à la rue Latérale.
- A l'HPSAM : 92% de réserve de capacité sur la rue de l'Arrivée et 97% de réserve de capacité sur l'accès à la rue Latérale.

➢ Fonctionnement actuel sur la RD7

Actuellement, la section de la RD7 située à proximité du projet fonctionne en voie Express avec des échanges dénivelés par l'intermédiaires d'échangeurs avec RN186 et le Cor de Chasse. Le trafic est souvent fluide sur cette section sauf en cas de remontées de files provenant des sections voisines. Le trafic sur la RD7 est important, avec plus de 12 000 véh/jour dans le sens Sud > Nord et plus de 15 000 véh/ jour dans le sens Nord > Sud.

La saturation est principalement observée au nord du site, dans la section « boulevard urbain » de la RD7 au niveau du carrefour avec la rue de la Sécurité Parisienne.

Un projet de requalification de la RD7 en boulevard urbain est prévu dans les prochaines années en prolongement des aménagements déjà réalisés plus au Nord au niveau de Chevilly-Larue.

4.2.6 AMENAGEMENTS DEDIES AUX PIETONS

La RD7 étant un axe routier aujourd'hui très circulé en secteur urbain avec une faible fréquentation piétonne. Les aménagements en faveur de la marche sont très rares.

Autour du site, les rues Latérale et de l'Arrivée ne disposent pas d'aménagement piétons.

Au niveau de l'arrêt de Tramway « La belle épine », une passerelle permet de franchir la RD7 afin d'accéder au centre commercial depuis l'arrêt de tramway « la belle épine ». La passerelle supporte un flux piéton important de l'ordre de 3 000 piétons/jours, le Tramway étant l'un des moyens de transport le plus utilisé pour se rendre au centre commercial.

Figure 129 : Passerelle piétonne entre l'arrêt de Tramway et le centre commercial Belle Epine

De nombreux aménagements pour les modes actifs et les piétons sont prévus dans le cadre du projet de requalification de la RD7 en boulevard urbain.

4.2.7 AMENAGEMENTS DEDIES AUX CYCLES

Les aménagements dédiés à la circulation des vélos sont très rares à proximité du projet, comme l'indique la carte des aménagements cyclables de l'institut Paris Région. La continuité cyclable le long de la RD7 est rompue sur la section intermédiaire situé aux abords du projet.

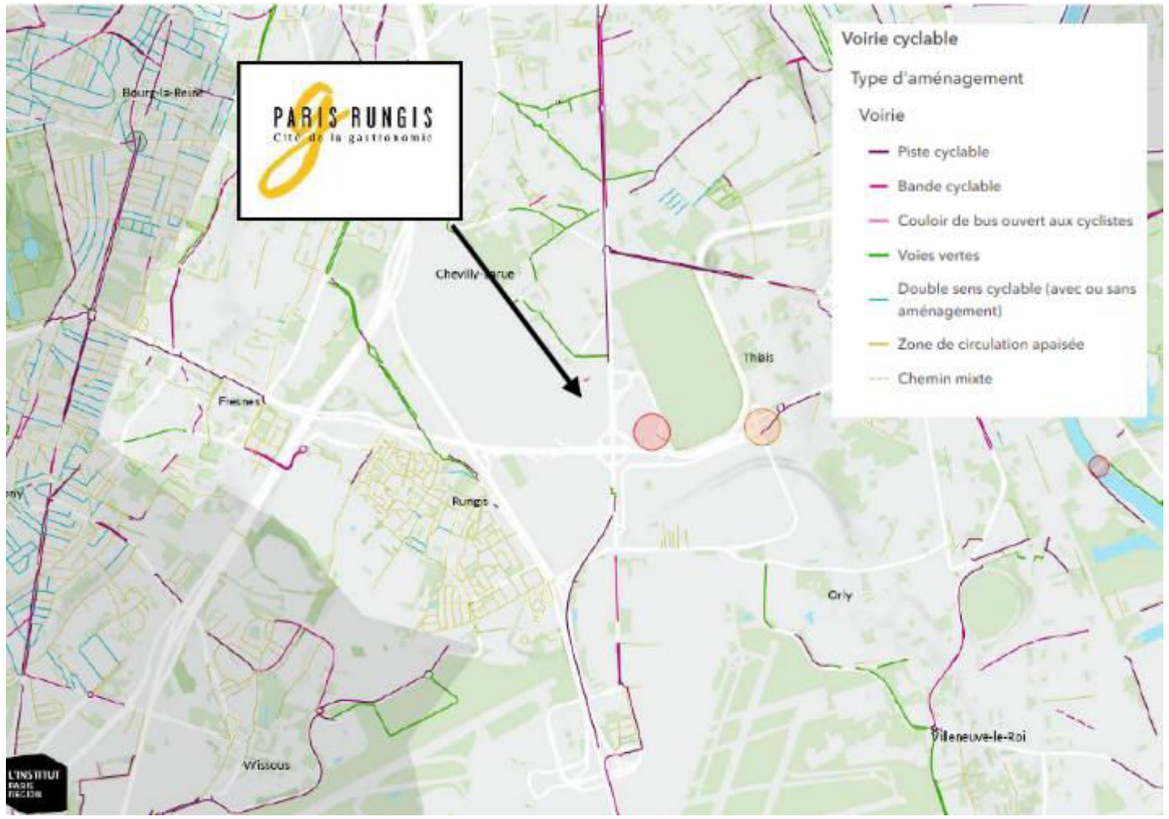


Figure 130 : Carte des aménagements cyclables – source Institut Paris Région

Le projet de requalification de la RD7 en boulevard urbain prévoit de rétablir la continuité cyclable en prolongeant les infrastructures existantes.

4.2.8 DESSERTE EN TRANSPORT EN COMMUN

Le site envisagé pour la cité de la Gastronomie à Rungis présente une desserte en transports en commun s'articulant autour des lignes présentées sur le plan ci-dessous et ci-après dans le détail.

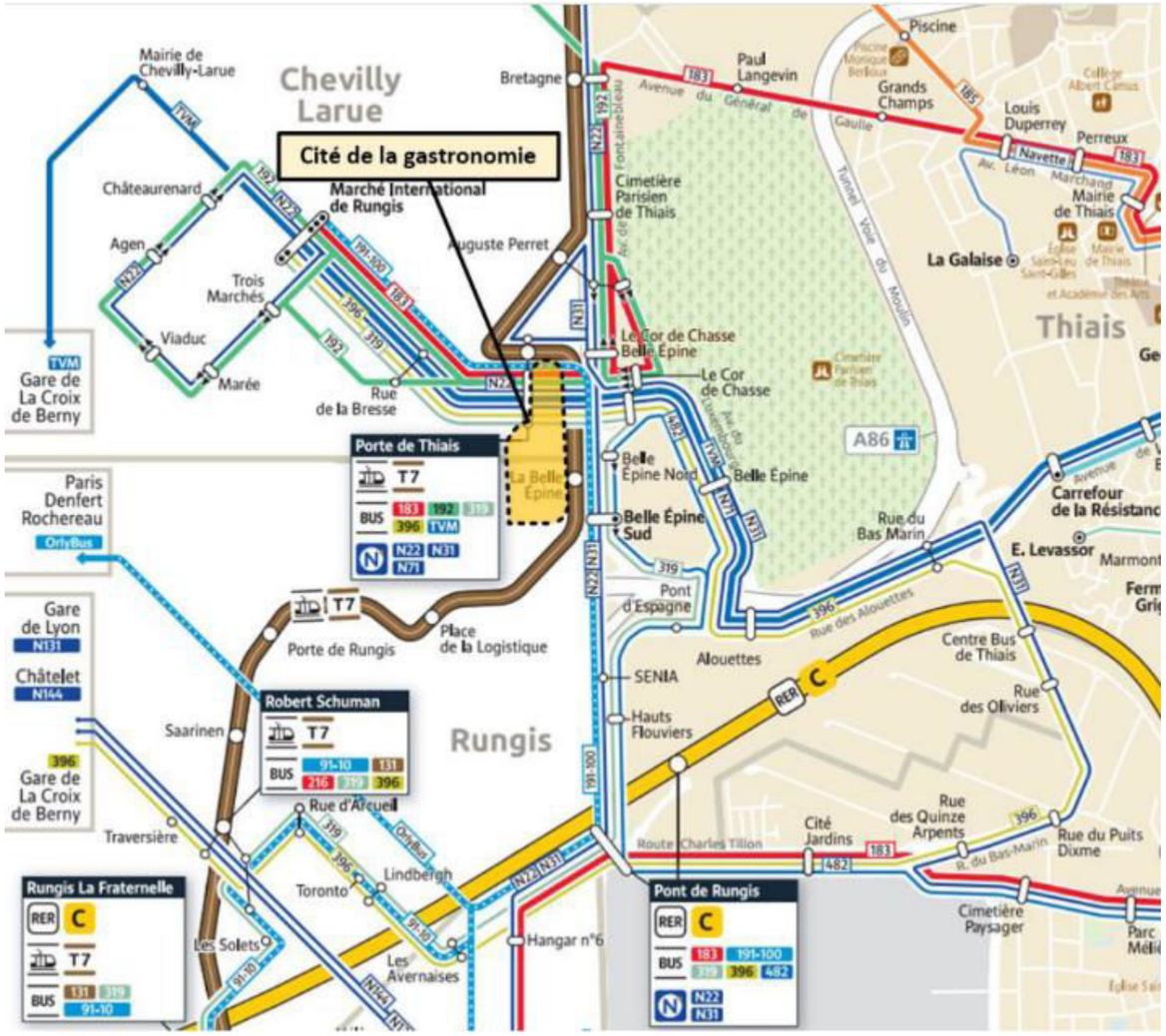


Figure 131 : Plan des transports en commun du secteur

4.2.8.1 Ligne ferroviaire / RER

Plusieurs lignes ferroviaires sont à proximité :

- Le Tramway T7 dessert la Cité de la Gastronomie avec l'arrêt « Porte de Thiais » au nord du site, et « La Belle Epine » à l'Est du site. Au nord, la ligne T7 s'inscrit dans le prolongement la ligne de métro 7 depuis la station « Villejuif-Louis Aragon ». Via cette correspondance, le centre de Paris est accessible en 30 minutes. Au sud, la ligne de Tramway T7 permet de rejoindre l'aéroport de Paris-Orly.
- Au Sud, la gare de RER C « Pont de Rungis » est située à environ 1km du site. Elle est difficilement accessible à pied (35 minutes) en dehors d'un rabattement par bus (15 minutes) ou par voiture (10 minutes). Le RER C assure une connexion vers le centre de Paris et vers le département des Hauts de Seine situé à l'Ouest du Val de Marne.



Figure 132 : Plan de la ligne T7

4.2.8.2 Ligne de bus

Trois arrêts de bus sont situés à proximité du site :

- Porte de Thiais, au nord du site sur l'avenue de la cité.
- Belle Epine Sud, au sud du centre commercial Belle épine.
- Belle Epine Nord, au Nord du centre commercial Belle épine.

Plusieurs lignes de bus desservent ces arrêts.

- Trans Val de Marne :
  - TVM Antony–La Croix de Berny RER / Saint-Maur–Créteil RER : max 6 par heures
- Principales :
  - 183 Porte de Thiais – Aéroport d'Orly : max 4 par heure
  - 192 Chevilly-Larue – Marché International de Rungis / Robinson RER: max 12 par heure
  - 319 Chevilly-Larue – Marché International de Rungis / Gare de Massy – Palaiseau RER : max 3 par heure
  - 396 Chevilly-Larue – Marché International de Rungis / Croix de Berny RER : max 4 par heures

- 482 Belle Épine Sud Villeneuve-le-Roi / Place Jeanne d'Arc : max 2 par heures

- Express
  - 191-100 Chevilly-Larue Marché International de Rungis / Gare de Yerres : Max 1 par heures.

4.2.8.3 Grand Paris Express – Prolongement de la ligne 14

Dans le cadre du Grand Paris Express, le prolongement de la ligne 14 au Nord et au Sud reliera Aéroport d'Orly à Saint-Denis Pleyel en 40 minutes.

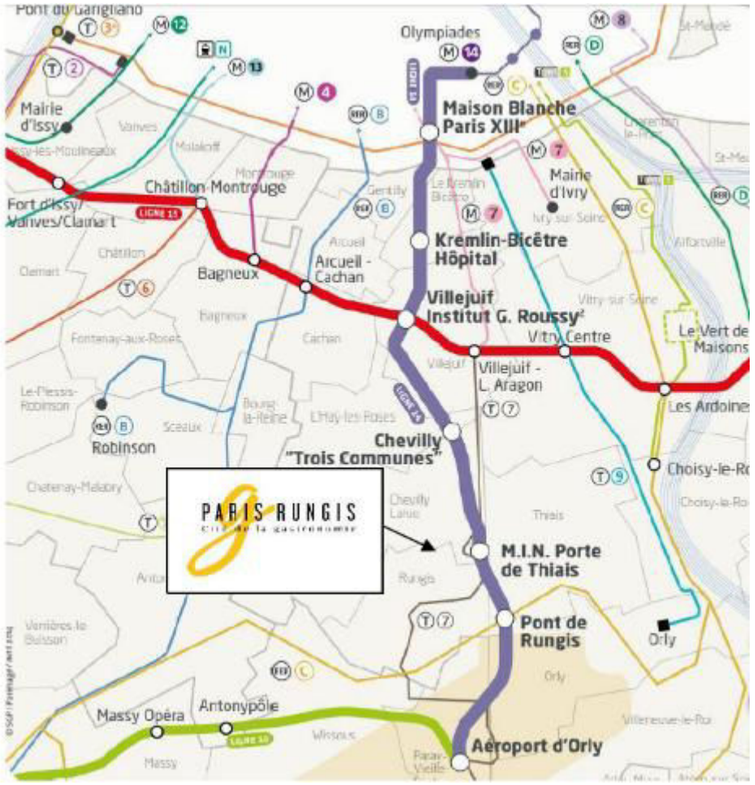


Figure 133 : Prolongement sud de la ligne 14

La construction du prolongement de la ligne 14 s'inscrit dans le cadre d'un partenariat inédit entre la RATP, acteur historique du métro parisien, exploitant les 200 km de ligne de métro en service, et la Société du Grand Paris, établissement public créé pour concevoir, financer et réaliser le nouveau réseau de 200 km de métro supplémentaires du Grand Paris Express.

Le prolongement de la 14 au sud jusqu'à Aéroport d'Orly va rallonger la ligne de métro de 14 kilomètres et ajouter 7 nouvelles stations, dans 3 départements.

La gare Chevilly-Larue offrira un accès au Marché de Rungis. Elle permettra aussi la desserte de la future Cité de la Gastronomie et des correspondances seront assurées avec les bus du secteur. L'ouverture de cette gare prévue à mi 2024 s'accompagnera d'un réaménagement du pôle multimodal en lien avec la requalification de la RD7 en boulevard urbain.



Figure 134 : Tracé de la ligne 14

4.2.9 LE PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS D'ÎLE-DE-FRANCE

Les plans de déplacements urbains visent à atteindre un équilibre durable entre les besoins de mobilité des personnes et des biens, d'une part, la protection de l'environnement et de la santé et la préservation de la qualité de vie, d'autre part. La contrainte des capacités de financement des acteurs publics intervient de plus dans le choix des actions à mener.

Le Plan de déplacements urbains de la région Île-de-France (PDUIF) a été approuvé par la délibération du Conseil régional n°CR36-14 du 19 juin 2014.

Le PDUIF fixe les objectifs et le cadre de la politique des personnes et des biens pour l'ensemble des modes de transport d'ici 2020. Ses actions à mettre en œuvre sur la période 2010-2020 ont pour ambition de faire évoluer l'usage des modes vers une mobilité plus durable. Compte tenu des développements urbains attendus en Île-de- France, on estime que les déplacements de personnes vont croître de 7 %. Même si cette croissance était totalement absorbée par les modes alternatifs à la voiture, ce serait encore insuffisant pour atteindre les objectifs environnementaux fixés par la réglementation française en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et diminution de la pollution atmosphérique. Il est donc nécessaire d'aller plus loin et de réduire l'usage des modes individuels motorisés par rapport à leur niveau actuel.

Le PDUIF vise ainsi globalement :

- Une croissance de 20% des déplacements en transports collectifs ;
- Une croissance de 10% des déplacements en modes actifs (marche et vélo). Au sein des modes actifs, le potentiel de croissance du vélo est de plus grande ampleur que celui de la marche ;
- Une diminution de 2% des déplacements en voiture et deux-roues motorisés.

Pour cela, la stratégie du PDUIF est articulée autour de 9 défis :

- Défi 1 : Construire une ville plus favorable aux déplacements à pied, à vélo et en transports collectifs : La manière dont la ville est organisée et structurée est un des déterminants majeurs des besoins et des pratiques de déplacement. Agir sur les formes urbaines et sur l'aménagement est la condition préalable pour permettre une mobilité durable.
- Défi 2 : Rendre les transports collectifs plus attractifs : L'usage des transports collectifs doit continuer à croître massivement dans les dix années à venir. Il est nécessaire de les conforter là où leur usage est déjà important et de les développer là où ils manquent. Rendre les transports collectifs plus attractifs, c'est aussi renforcer la qualité du service offert.
- Défi 3 : Redonner à la marche de l'importance dans la chaîne de déplacement : La marche est un chaînon de tous les déplacements ; pourtant, sa pratique n'est pas toujours aisée : cheminements difficilement praticables, coupures urbaines, cohabitation difficile avec la circulation générale découragent trop fréquemment le piéton. Bien souvent oubliée dans les politiques de déplacements, la marche est bien un mode de déplacement à part entière.
- Défi 4 : Donner un nouveau souffle à la pratique du vélo : Sa pratique était tombée en désuétude en Île-de-France comme dans beaucoup d'autres villes françaises. Aujourd'hui, le vélo possède un fort potentiel de développement à condition de mettre en œuvre les conditions nécessaires à son essor.
- Défi 5 : Agir sur les conditions d'usage des modes individuels motorisés : Pour réduire l'usage des modes individuels motorisés, voitures et deux-roues motorisés, il est essentiel d'améliorer les modes de déplacement alternatifs (transports collectifs, modes actifs). En parallèle, il est aussi nécessaire d'utiliser les leviers possibles de régulation de l'usage des modes individuels motorisés tel que le stationnement et d'encourager les usages partagés de la voiture.
- Défi 6 : Rendre accessible l'ensemble de la chaîne de déplacement : Pour que les personnes à mobilité réduite puissent participer à la vie sociale, c'est l'ensemble de la chaîne de déplacement qui doit être rendue accessible, voirie et transports collectifs.
- Défi 7 : Rationaliser l'organisation des flux de marchandises et favoriser le transport par fret ferroviaire et par voie d'eau : L'usage de la voie d'eau et du fret ferroviaire doit être développé. Cependant, la route restera le mode de transport prépondérant dans les années à venir. Les mesures à prendre doivent permettre de limiter les nuisances environnementales qui lui sont liées et de faciliter le transport des marchandises.
- Défi 8 : Construire un système de gouvernance responsabilisant les acteurs pour la mise en œuvre du PDUIF : La mise en œuvre du PDUIF repose sur la mobilisation de tous les acteurs des politiques de déplacements. Le système de gouvernance proposé va permettre de concrétiser l'ambition du PDUIF.
- Défi 9 : Faire des Franciliens des acteurs responsables de leurs déplacements : Il est nécessaire que chacun prenne conscience des conséquences de ses choix de déplacement sur l'environnement et sur le système de transport. L'objectif de ce défi est de permettre cette prise de conscience par tous les Franciliens et d'éclairer leurs choix.

Les communes de Rungis et de Chevilly-Larue font partie du territoire « cœur de métropole » tel qu'il est défini dans le PDUIF. Dans ce territoire, les actions prioritaires à mettre en œuvre sont les suivantes :

- Développement urbain orienté autour des lignes de transports collectifs structurantes et conception de quartiers favorables aux modes actifs ;
- Fiabilisation du réseau ferré existant ;
- Renfort d'offre sur les lignes de métro, de tramways et de T-Zen existantes et développement de ces modes de transports collectifs, en particulier avec le tronçon Ouest de la ligne 15 du Grand Paris Express ;
- Réalisation d'aménagements de voirie permettant de fiabiliser les temps de parcours des lignes de bus ;
- Amélioration des conditions d'intermodalité ;
- Aménagement de l'espace public permettant de faciliter et rendre plus sûrs la marche et le vélo ;
- Mise en place de politiques de stationnement visant à limiter l'usage de la voiture ;
- Mesures permettant de garantir la sécurité et le stationnement des deux-roues motorisés ;
- Développement des usages partagés de la voiture (autopartage, nouveaux véhicules urbains) ;
- Réflexion sur la chaîne logistique afin de limiter les distances parcourues par les poids lourds et les utilitaires.

Ainsi, les principes du PDUIF sont à respecter dans le cadre du projet.

Par délibération en date du 25 mai 2022, le conseil d'Ile-de-France Mobilités a pris acte de l'évaluation du Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) 2010-2020 et a décidé la mise en révision du PDUIF en vue de l'élaboration du Plan des mobilités en Île-de-France 2030.

En l'absence de mise à jour du PDUIF pour la période suivante, on considère que les objectifs sont, au minimum, identiques à ceux de l'horizon 2020.

Synthèse :

Le lieu choisi pour le projet de la Cité de la Gastronomie, implanté à Rungis dans le Val-de-Marne, se trouve dans un territoire urbain étroitement associé au Marché d'Intérêt National de Rungis, le centre commercial Belle Epine et à l'aménagement de la future gare Chevilly-Larue (Marché de Rungis) de la ligne 14 du Grand Paris.

Le site est entouré par des axes routiers majeurs tels que l'A86 au Sud et la RD7 (ex-RN7) à l'Est. La circulation routière occupe une place prépondérante dans cette zone, comme en témoigne l'usage majoritaire des voitures individuelles par les habitants et les emplois sur la zone.

Aux heures de pointe, la circulation sur la RD7 en face du projet est fluide actuellement en raison de l'absence de carrefour. L'A86 au sud est quant à elle souvent congestionnée en heure de pointe ainsi que la section « boulevard urbain » de la RD7 au nord du projet. Ces congestions peuvent ponctuellement impacter la fluidité du trafic sur la RD7 le long du site de la Cité de la Gastronomie.

Les voies d'accès locales sont quant à elles fluides, et les carrefours d'accès au site présentent de bonnes réserves de capacité.

Des projets d'infrastructures majeurs sont prévus dans les années à venir pour améliorer la desserte multimodale du secteur, avec notamment l'extension de la ligne 14 (mise en service depuis juin 2024), mais également avec la requalification de la RD7 en boulevard urbain qui permettra de promouvoir les déplacements à pied et à vélo.

Ces initiatives devraient induire un changement significatif des habitudes de déplacement, avec un report modal conséquent depuis le mode routier vers les TC et les modes actifs.

L'analyse prospective qui sera réalisée ultérieurement et traitant l'impact du projet de la Cité de la Gastronomie intégrera ces modifications profondes via des modélisations de trafic entre autres.

4.3 QUALITE DE L'AIR (SOURCE : ISPIRA)

L'analyse ci-dessous a été conduite par le bureau d'étude ISPIRA.

4.3.1 POLLUANTS MESURES

4.3.1.1 Effets sur la santé

Les sources et effets sur la santé des polluants mesurés lors de cette étude sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 25 : Sources et effets sur la santé des différents polluants mesurés dans le cadre de l'étude

Paramètre	Sources	Effets sur la santé
Dioxyde d'azote (NO_2)	Les principaux contributeurs des émissions de NO_2 sont le secteur des transports (routier et non routier), le secteur lié à l'industrie au sens large (production d'énergie / industrie / traitement des déchets) et le secteur résidentiel-tertiaire.	Le NO_2 est un gaz irritant pour les bronches qui favorise les infections pulmonaires chez les enfants, et augmente la fréquence et la gravité des crises chez les asthmatiques.
Particules (PM)	Les particules proviennent en majorité de la combustion à des fins énergétiques de différents matériaux (bois, charbon, pétrole), du transport routier (imbrûlés à l'échappement, usure des pièces mécaniques par frottement, des pneumatiques...), d'activités industrielles très diverses (sidérurgie, incinération, chaufferie) et du brûlage de la biomasse (incendie, déchets verts). On distingue les PM_{10} (diamètre inférieur à 10 µm), et les $PM_{2,5}$ (diamètre inférieur à 2,5 µm).	Selon leur taille, les particules pénètrent plus ou moins profondément dans le système respiratoire, avec un temps de séjour plus ou moins long. Les plus dangereuses sont les particules les plus fines. Elles peuvent irriter les voies respiratoires inférieures et altérer la fonction respiratoire dans son ensemble.
Benzène	Hors zone industrielle, le benzène est un polluant majoritairement émis par le trafic routier, plus particulièrement par les véhicules à motorisation essence dont les deux-roues motorisés. Il est également présent près des zones de stockage et de distribution de carburant (stations-services). Le benzène est aussi émis lors de la combustion de biomasse type chauffage au bois domestique et écobuage.	Le benzène est considéré comme cancérigène par le CIRC.

4.3.1.2 Valeurs repères en vigueur

La stratégie communautaire européenne de surveillance de la qualité de l'air et les valeurs réglementaires (valeurs limites, valeurs cibles, objectifs de qualité sur le long terme) sont indiquées dans la directive européenne (2008/50/CE) du 21 mai 2008 et dans la directive n°2004/107/CE du 15 décembre 2004. Ces textes ont été transposés par la France par le décret 2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air. Les critères nationaux de qualité de l'air sont définis dans le Code de l'environnement (articles R221-1 à R221-3). Il existe différents seuils :

Valeur limite : niveau à atteindre dans un délai donné et à ne pas dépasser, il est fixé sur la base des connaissances scientifiques afin d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou sur l'environnement dans son ensemble.

Objectif de qualité : niveau à minorer ou atteindre à long terme et à maintenir, sauf lorsque cela n'est pas réalisable par des mesures proportionnées, afin d'assurer une protection efficace de la santé humaine et de l'environnement dans son ensemble.

Les résultats de la campagne de mesures de la qualité de l'air sont comparés aux valeurs limites et objectifs de qualité présentés dans le tableau ci-dessous, où figurent également les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (note : FR/OMS= origine des valeurs).

Tableau 26 : Valeurs de références pour les polluants étudiés

Dioxyde d'azote (NO_2)		
Objectif de qualité	10 µg/m³ (OMS)	en moyenne annuelle
Valeurs limites pour la protection de la santé humaine	40 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Particules PM_{10}		
Objectif de qualité	30 µg/m³ (FR) 15 µg/m³ (OMS)	en moyenne annuelle
	45 µg/m³ (OMS)	en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 3 jours/an
Valeurs limites pour la protection de la santé humaine	50 µg/m³ (FR)	en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 35 jours/an
	40 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Particules $PM_{2,5}$		
Objectif de qualité	10 µg/m³ (FR) 5 µg/m³ (OMS)	en moyenne annuelle
	15 µg/m³ (OMS)	en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 3 jours/an
Valeur limite pour la protection de la santé humaine	25 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Benzène		
Objectif de qualité	2 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Valeur limite pour la protection de la santé humaine	5 µg/m³ (UE)	en moyenne annuelle

4.3.2 QUALITE DE L'AIR A L'ECHELLE LOCALE

4.3.2.1 Inventaire des émissions

Le tableau ci-après présente les quantités émises en 2019, dernières données disponibles, pour l'intercommunalité du Grand Orly Seine et Bièvre, à laquelle Rungis appartient, et la part qu'elles représentent par rapport aux émissions régionales, pour les polluants disponibles.

Tableau 27 : Quantités émises pour les polluants étudiés sur l'intercommunalité Grand Orly Seine et Bièvre en 2019 (Source : Airparif)

Polluant	NO_x	PM_{10}	$PM_{2,5}$	SO_2	COVNM*
Emissions annuelles sur l'intercommunalité Grand Orly Seine et Bièvre (en Tonnes)	3 594	526	384	196	2 831
Part dans les émissions régionales (en %)	*6 %*	*4 %*	*4 %*	*4 %*	*4 %*

** Composés Organiques Volatils Non Méthaniques*

La répartition des émissions de ces polluants par secteur d'activité pour l'intercommunalité est présentée ci-après. Il ressort de ces éléments que :

- Les oxydes d'azote sont majoritairement émis par le transport routier (39 %), suivi par les plateformes aéroportuaires (23 %) ;
- Pour les émissions des particules, le secteur résidentiel présente une contribution importante aux émissions de PM10 (41 %), suivi par le transport routier et les activités de chantier (21 % et 19 %, respectivement). Quant aux PM2,5, le contributeur majeur est le secteur résidentiel avec 53 % ;
- Les COVNM sont majoritairement émis par le secteur résidentiel (43 %), suivi du secteur industriel (29 %) ;
- Le dioxyde de soufre est majoritairement émis par les secteurs des déchets, le secteur résidentiel et les plateformes aéroportuaires (avec 31 %, 23 % et 20 % respectivement).

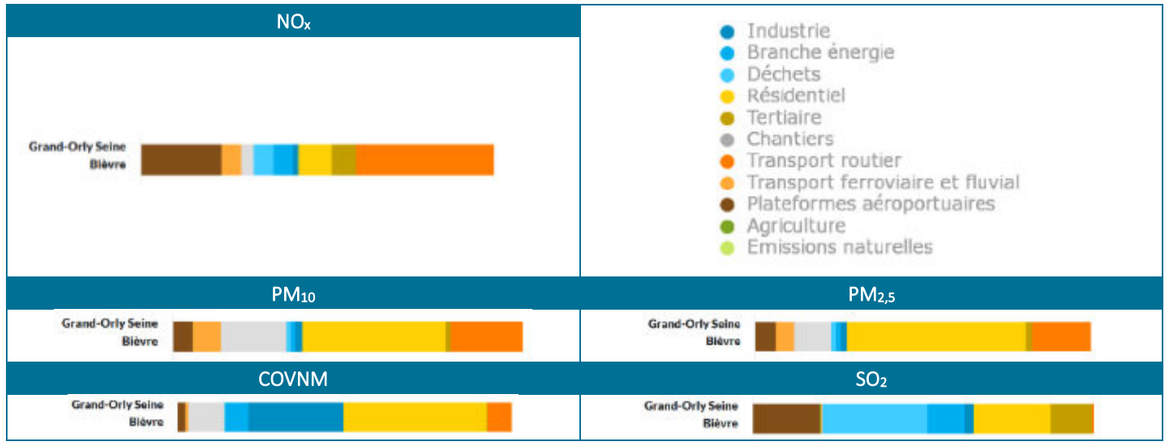


Figure 135 : Répartition des émissions des polluants étudiés par secteur d'activité pour l'intercommunalité du Grand Orly Seine Bièvre (source : Airparif 2019)

4.3.2.2 Bilan de la qualité de l'air locale

Sur l'ensemble du territoire national, la surveillance de la qualité de l'air est effectuée par diverses associations à l'échelle des régions. L'association agréée de surveillance de la qualité de l'air en région Île de France est Airparif. Son réseau de stations de mesure pérennes permet une surveillance à l'année de la qualité de l'air en différentes zones de la région.

Selon Airparif dans son dernier bilan , les niveaux de pollution enregistrés en 2022 ont légèrement baissé sur l'ensemble de la région Île-de-France par rapport à 2021, à l'exception de l'ozone (O3). Ce constat est essentiellement lié à la baisse tendancielle des émissions du secteur résidentiel et du trafic routier et à des conditions météorologiques favorables.

En 2022, environ 40 000 Franciliens sont potentiellement exposés au dépassement de la valeur limite annuelle en NO2 et la quasi-totalité des Franciliens est exposée à un air qui ne respecte pas les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) annuelle et journalière (respectivement 10 µg/m^3 en moyenne annuelle et 25 µg/m^3 à ne pas dépasser plus de 3 jours par an).

Les valeurs limites annuelles et journalières pour les particules PM10 (respectivement 40 µg/m^3 en moyenne annuelle et 35 jours maximum supérieurs à 50 µg/m^3) sont quant à elles respectées en 2022. Aucun Francilien n'est concerné par un dépassement de ces valeurs limites pour les particules PM10, toutefois près de 90 % des Franciliens sont exposés à un dépassement des recommandations de l'OMS (15 µg/m^3 en moyenne annuelle et 3 jours maximum supérieurs à 45 µg/m^3 pour la moyenne journalière).

Pour les particules fines PM2.5, la valeur limite annuelle de 25 µg/m^3 est respectée mais les niveaux moyens annuels sont largement supérieurs aux recommandations de l'OMS. En 2022, la totalité des Franciliens est concernée par un dépassement des recommandations de l'OMS (5 µg/m^3 pour la moyenne annuelle et 3 jours maximum supérieurs à 15 µg/m^3 pour la moyenne journalière).

Ainsi, malgré l'amélioration de la qualité de l'air, les concentrations en NO_2 et en particules fines notamment dépassent largement les seuils recommandés par l'OMS en matière de qualité de l'air sur l'ensemble de l'Île-de-France. Ces seuils,

basés sur les connaissances scientifiques les plus récentes en matière d'impact des polluants de l'air sur la santé, sont plus bas que les valeurs limites réglementaires françaises et européennes actuelles. Leur alignement progressif sur les lignes directrices OMS est en cours de débat, à ce jour, il serait prévu un abaissement à 20 µg/m^3 pour le NO_2 et les PM10 et 10 µg/m^3 pour les $PM_{2,5}$ en 2030.

Les stations de mesure Airparif à proximité de la zone d'étude sont illustrées sur la carte suivante :

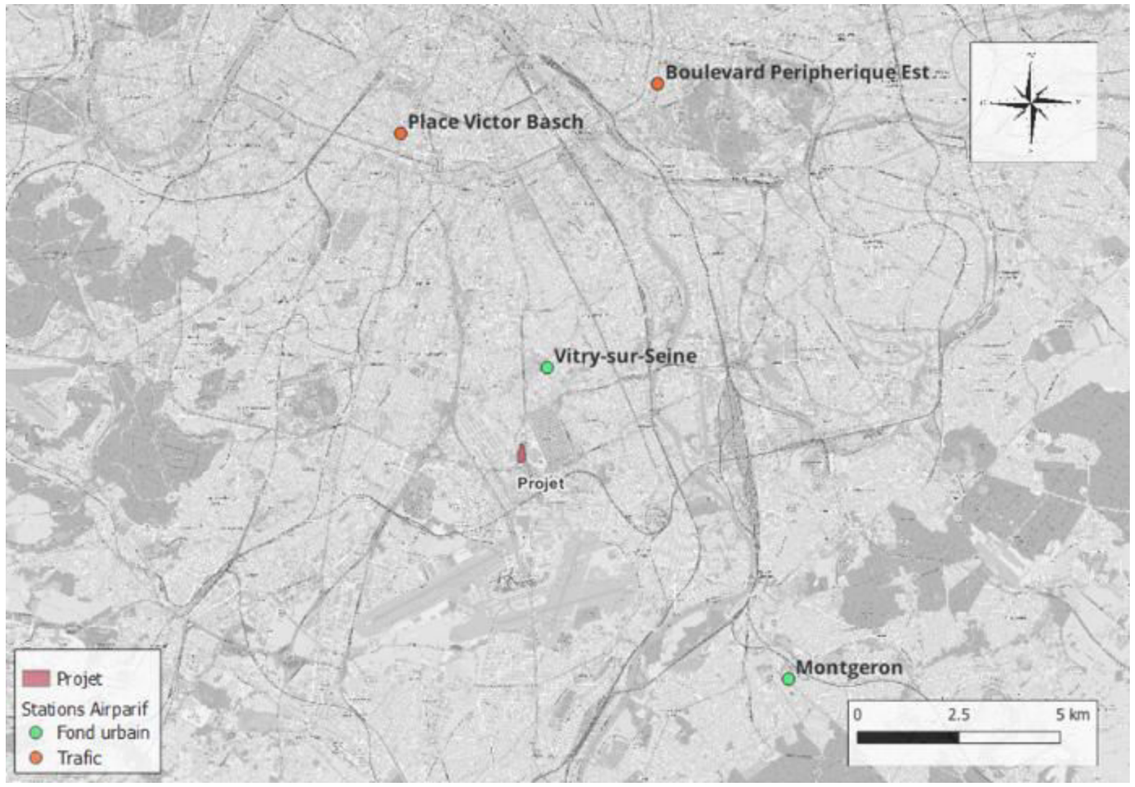


Figure 136 : Implantation des stations de mesure Airparif vis-à-vis de la zone d'étude

Le tableau ci-dessous détaille les polluants mesurés par les stations de mesures Airparif les plus proches de la zone d'étude :

Tableau 28 : Stations Airparif à proximité de la zone d'étude et liste des polluants mesurés sur chaque station

Station	Typologie	Polluants mesurés			
		NO_2	PM_{10}	$PM_{2,5}$	Benzène
Vitry-sur-Seine	Fond urbain	X	X	X	
Montgeron	Fond urbain	X			
Boulevard périphérique est	Trafic urbain	X	X	X	
Place Victor Basch	Trafic urbain	X	X		X

Les résultats des mesures réalisées par ISPIRA seront comparés aux données de ces stations.

4.3.2.3 Comptabilité du projet avec les documents de planification relatifs à l'air

Différents plans d'actions sont établis à plusieurs échelles (nationale, régionale, locale) et leurs objectifs sont, entre autres, de réduire l'émissions de polluants atmosphériques et l'exposition de la population à cette pollution. Le projet en étude doit ainsi être en cohérence avec les orientations décrites dans ces outils. Les thématiques concernant la qualité de l'air de ces derniers sont présentées en annexe.

Le présent volet Air et Santé améliore les connaissances sur la qualité de l'air de la zone par la réalisation d'une étude bibliographique mais également de mesures in-situ. En effet, il permet de s'assurer du respect des valeurs réglementaires à l'état actuel. Il prend également en compte l'évaluation de l'impact du projet par un calcul des émissions liées au transport routier ainsi qu'une modélisation des niveaux en polluants (NO_2) à l'horizon de la mise en service de ce dernier. La qualité de l'air est ainsi considérée dans le cadre de la politique d'aménagement.

4.3.3 CAMPAGNE DE MESURE IN-SITU

4.3.3.1 Stratégie d'échantillonnage

La campagne de mesure s'est déroulée sur une période de deux semaines, du 11 au 24 octobre 2023.

Deux types de mesures ont été conduites :

- Des mesures par échantillonnage passif fournissant des moyennes, sur la période de mesure, de concentration en dioxyde d'azote et BTEX ;
- Des mesures par microcapteur fournissant des données en particules PM_{10} et $PM_{2,5}$, en continu sur un point de mesure.

Dix points d'échantillonnage ont été répartis sur la zone en étude. Le tableau ci-après reprend les durées des prélèvements et le nombre d'échantillons (y compris blanc et doublon). La description des méthodes de prélèvement et d'analyse est présentée en annexe. L'analyse de la qualité des données est consultable en annexe.

Tableau 29 : Durée des prélèvements et nombre d'échantillons

Polluants	Nombre de points de mesures	Techniques de mesures	Durée	Nombre d'échantillons	Justification du nombre de points de mesure
Dioxyde d'azote	10	Echantillonneur passif	14 jours	12	Bon indicateur de la pollution liée au trafic routier, concentrations hétérogènes suivant la distance aux sources
Benzène	2	Echantillonneur passif		2	Le benzène est un polluant classé cancérogène avéré pour l'homme dont les concentrations sont relativement homogènes à l'échelle du projet
PM_{10}, $PM_{2,5}$	1	Microcapteur		1	Homogénéité des niveaux en milieu urbain (hors proximité immédiate des axes routiers fréquentés)

Les critères suivants ont été utilisés pour définir l'emplacement des points de mesure :

- Périmètre du projet ;
- Voies d'accès au projet ;
- Localisation des axes routiers structurants.

La carte ci-après présente en détail les polluants mesurés sur chacun des points d'échantillonnage.

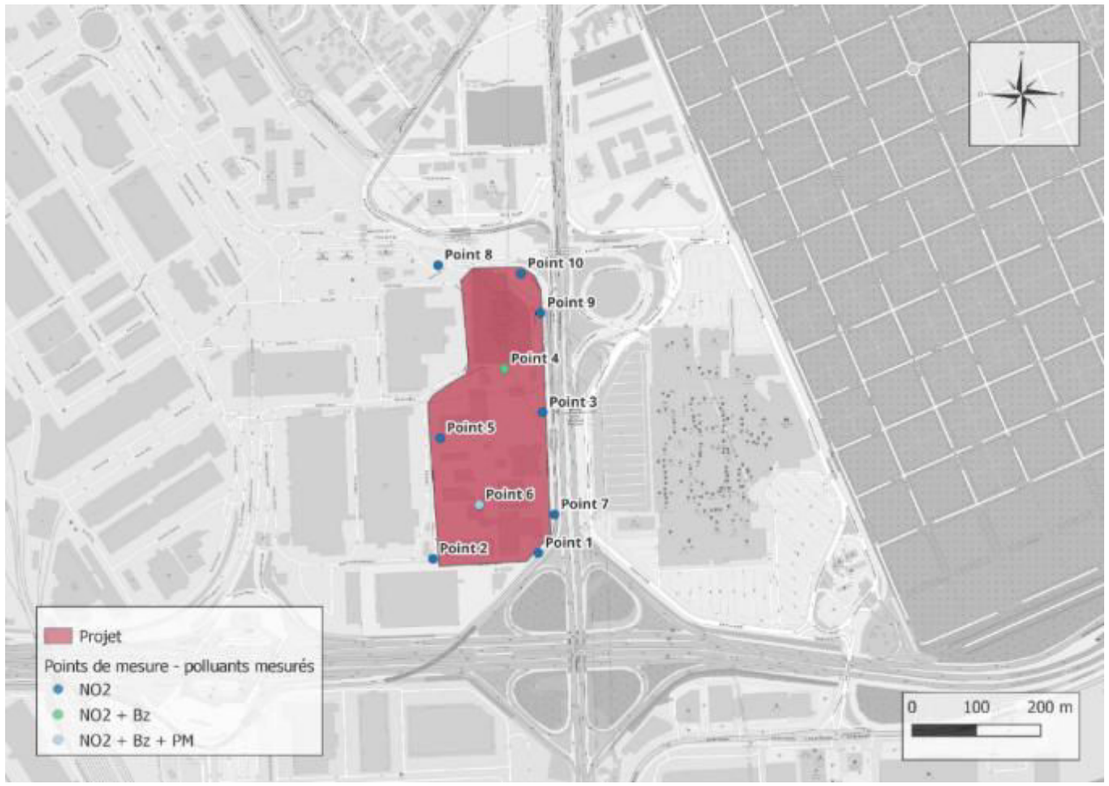


Figure 137 : Localisation des points de mesure

4.3.3.2 Données météorologiques

Les données météorologiques enregistrées durant la période de mesure (du 11 au 24 octobre 2023) sur la station de Orly (Indicatif : 910227002, alt : 86m, lat : 48°43'05"N, lon : 2°23'49"E), à environ 3 kilomètres à vol d'oiseau du projet, sont présentées ci-après.

- **Température et pluviométrie**

Les températures minimales, maximales et moyennes sont indiquées dans le graphique ci-après.

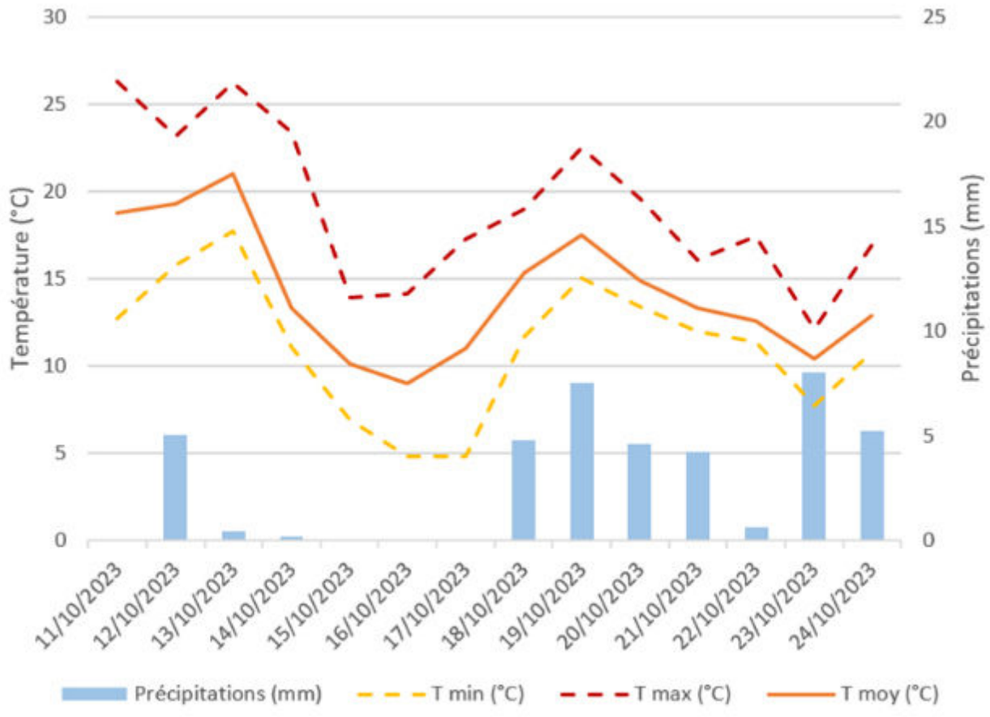


Figure 138 : Evolution des précipitations et de la température au cours de la campagne de mesure – Source : station Orly, Météo France.

La comparaison aux normales saisonnières s'appuie sur la fiche climatologique de la station délivrée par Météo-France (statistiques 1991-2020).

Tableau 30 : Normales météorologiques saisonnières à la station Paris - Orly

	Période de mesure 11 au 24 octobre 2023	Normales du mois d'octobre
Température moyenne (°C)	14,2	12,7
Précipitations (mm)	40,5	52,8
Nombre de jours moyens avec précipitations > 1 mm	7,0	9,3

Sur la période de mesure, la température moyenne est supérieure aux normales de saison. Au regard de la durée des mesures, les précipitations relevées durant la campagne apparaissent importantes vis-à-vis des normales saisonnières mensuelles. Il est à noter qu'une importante pluviométrie est favorable au lessivage de l'atmosphère et ainsi à la diminution des concentrations de polluants gazeux et particulaires dans l'air.

- **Vents**

Les figures ci-après présentent la rose des vents en présence durant la campagne de mesure ainsi que les roses des vents décennales pour le mois d'octobre par classe de vitesse pour la station d'Orly. Pour rappel, la rose indique d'où provient le vent.

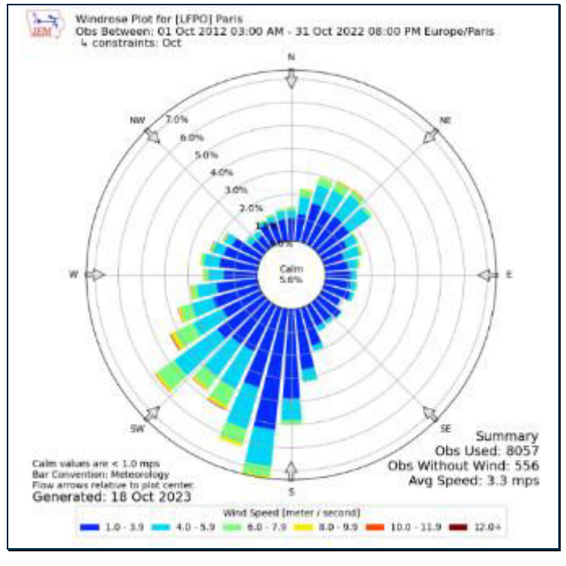


Figure 139 : Rose des vents à la station de Orly du mois d'octobre de 2012 à 2022 – données issues de Météo France

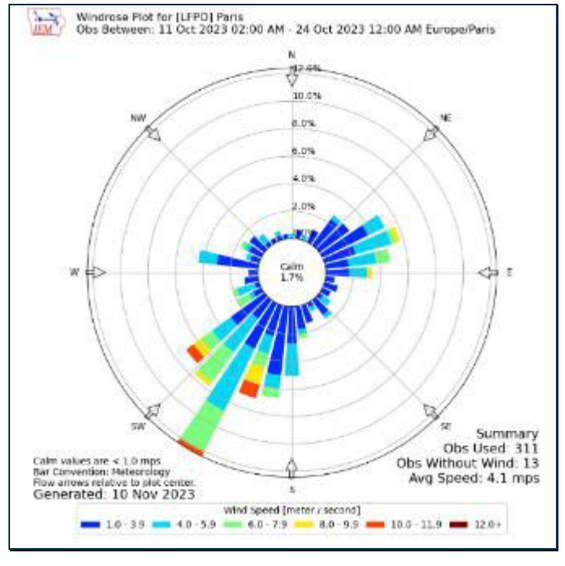


Figure 140 : Rose des vents à la station de Orly du 11 au 24 octobre 2023 – données issues de Météo France

Habituellement sur la zone au mois d'octobre, les vents observés proviennent majoritairement d'un large secteur sud à sud-ouest et on observe également une composant plus minoritaire en provenance du nord-est.

Durant la campagne, les vents proviennent principalement du sud-sud-ouest et affichent en moyenne des vitesses plus importantes qu'à l'accoutumée (Figure à gauche ci-dessus). Une composante minoritaire est-nord-est est également présente.

4.3.4 RESULTATS

4.3.4.1 Dioxyde d'azote

➢ **Présentation des résultats**

Le graphique ci-après présente les concentrations observées sur les différents points de mesure.

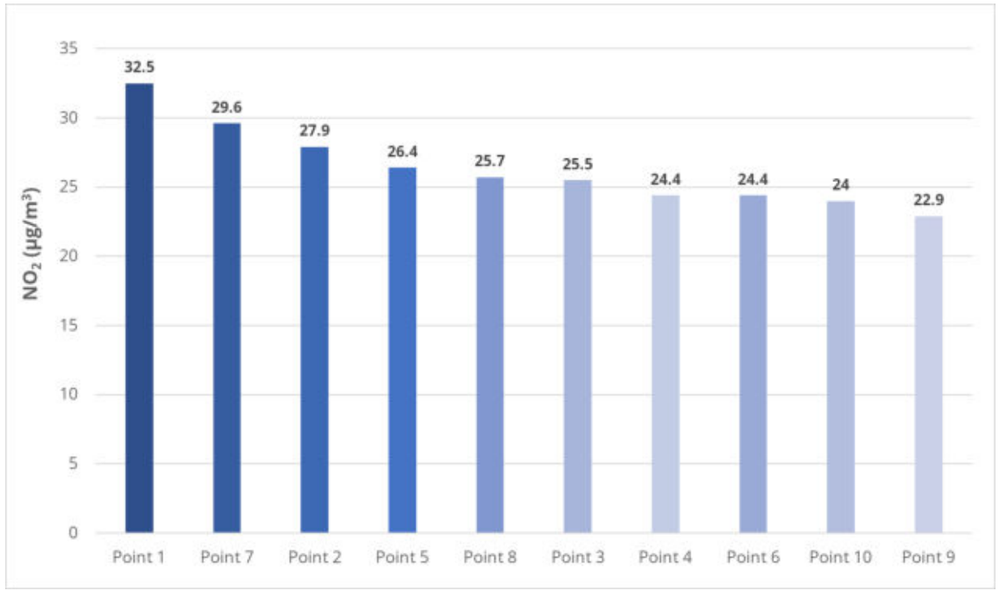


Figure 141 : Concentrations moyennes en dioxyde d'azote sur les différents points de mesures du 11 au 24 octobre 2023

La carte ci-après présente les valeurs obtenues par gamme de concentrations :

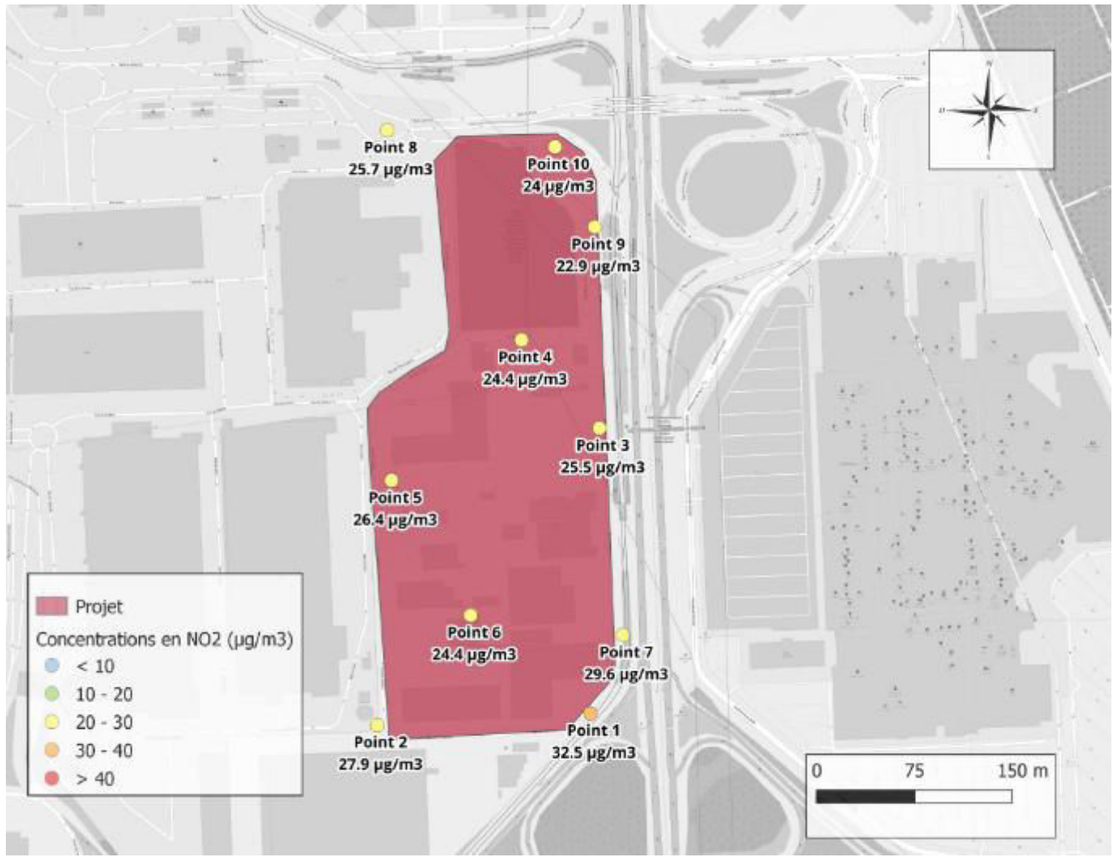


Figure 142 : Cartographie des concentrations mesurées en dioxyde d'azote sur chaque point du 11 au 24 octobre 2023

Les concentrations en dioxyde d'azote s'échelonnent de **22,9** µg/m³ à **32,5** µg/m³ sur la zone du projet.

Au niveau du secteur en étude, les points à proximité des axes fréquentés (avenue de Fontainebleau (D7) /A86), et donc plus affectés par la pollution azotée, présentent les concentrations les plus élevées (points 1 et 7). Les teneurs décroissent avec l'éloignement à ces axes mais restent néanmoins soutenus et homogènes sur l'emprise du projet.

➢ **Confrontation aux stations pérennes d'Airparif**

La confrontation aux données des stations pérennes sur la même période permet d'évaluer la qualité de l'air de la zone d'étude par rapport à son environnement. Le graphique ci-dessous illustre les teneurs annuelles en NO_2 relevées entre 2018 et 2022 au niveau des stations d'Airparif. Il met également en regard les concentrations issues de ces mêmes stations ainsi que les concentrations mesurées in-situ du 11 au 24 octobre 2023.

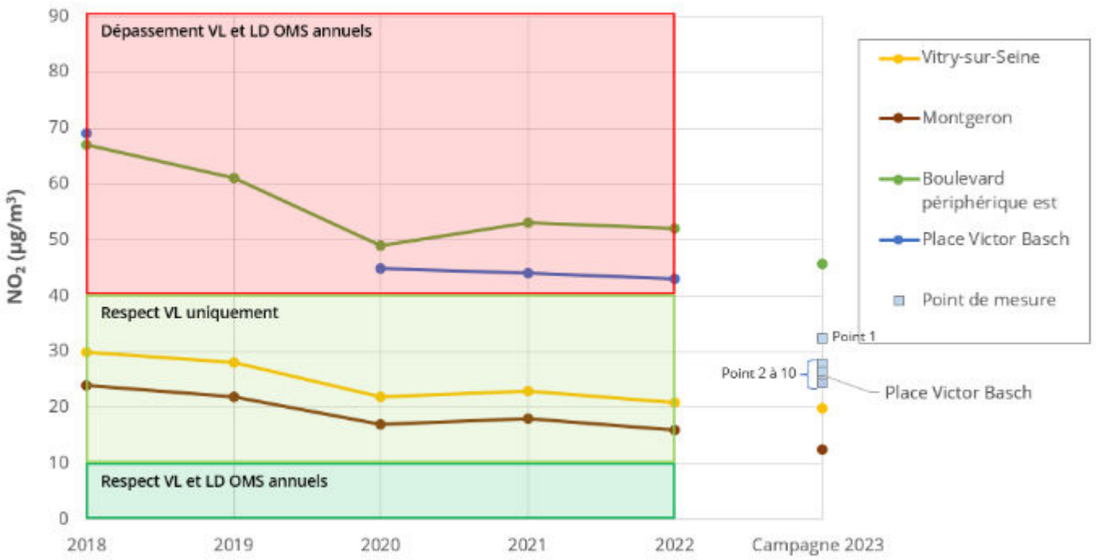


Figure 143 : Concentrations moyennes en NO2 relevées sur les différents points de mesure ainsi qu'aux stations d'Airparif durant la campagne de mesure avec mise en regard de leur évolution annuelle

On constate que :

- Les concentrations annuelles des deux stations Airparif de typologie trafic dépassent la valeur limite annuelle sur les cinq dernières années et a fortiori la ligne directrice OMS. Seules les stations de fond urbain de Vitry-sur-Seine et Montgeron respectent la valeur limite, mais non la ligne directrice OMS.
- Durant la campagne, les points de mesure présentent des concentrations moyennes comparables à celle relevée à la Place Victor Basch, supérieures à celle des stations de fond urbain de Vitry-sur-Seine et Montgeron, mais inférieures à celle relevée à la station Boulevard périphérique est. A titre indicatif, tous les points de mesures respectent la valeur limite annuelle mais dépassent la ligne directrice de l'OMS.

Cette comparaison tend à indiquer un probable dépassement de la valeur limite annuelle de 40 µg/m^3 pour l'ensemble des points. Toutefois, au regard des concentrations mesurées durant la campagne par rapport aux moyennes annuelles sur les stations autres que Place Victor Basch, nous considérons qu'il n'est pas possible de conclure en l'état quant au respect de la valeur limite par manque de recul sur la représentativité de la concentration mesurée durant la campagne sur cette station. Les résultats de la modélisation permettront d'évaluer le respect des valeurs réglementaires sur la zone du projet.

Concernant la ligne directrice (LD) de 10 µg/m^3 recommandée par l'OMS en 2021, il est certain qu'elle est dépassée sur l'ensemble des points de mesures comme sur les stations pérennes étudiées depuis plusieurs années et sur une grande partie du territoire (voir 4.3.2).

4.3.4.2 Particules PM_{10} et $PM_{2,5}$

La période prise en compte ici est celle du 12 au 22 octobre 2023 correspondant aux journées complètes de mesure. En effet, l'appareil de mesure fonctionnant sur batterie du fait des contraintes terrain, son autonomie a été limitée. Cette durée de prélèvement reste suffisante et n'affecte pas les conclusions de l'étude du fait de la comparaison aux stations pérennes sur la même période.

➢ **Données sur la zone d'étude du 12 au 22 octobre 2023**

Les évolutions journalières des concentrations en particules (PM_{10} et $PM_{2,5}$) sur la période peuvent être trouvées figures suivantes :

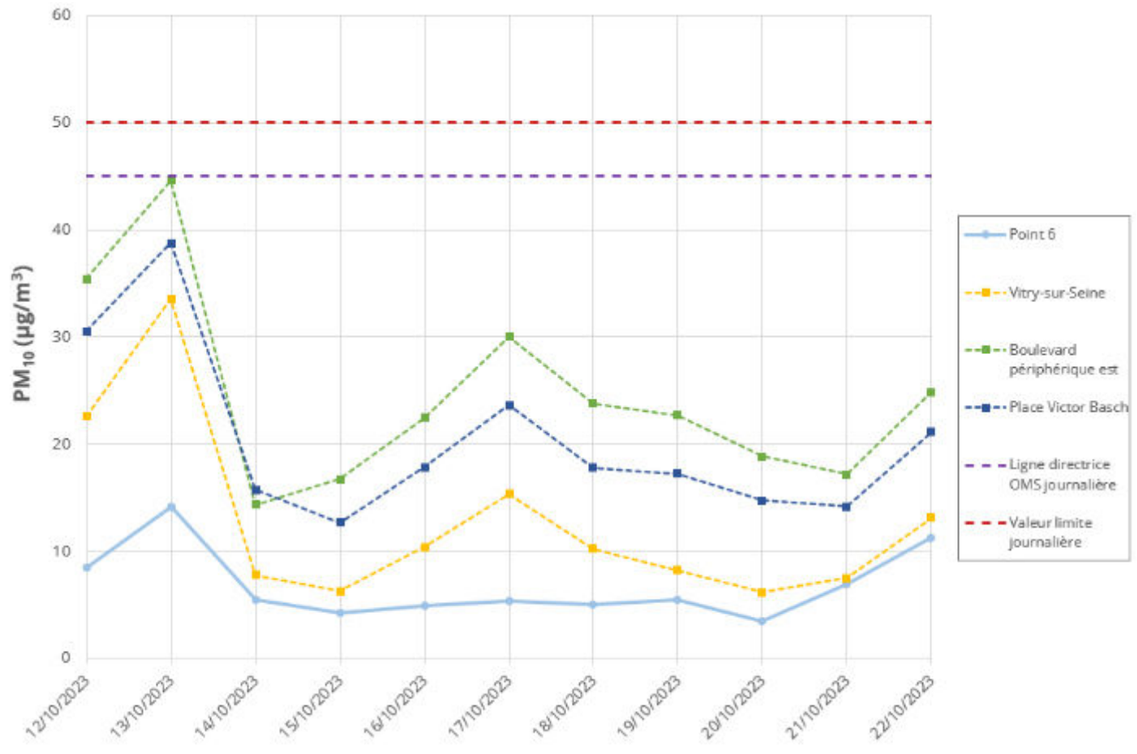


Figure 144 : Evolution des concentrations en particules PM_{10} en moyenne journalière au point de mesure 6 et aux stations d'Airparif du 12 au 22 octobre 2023

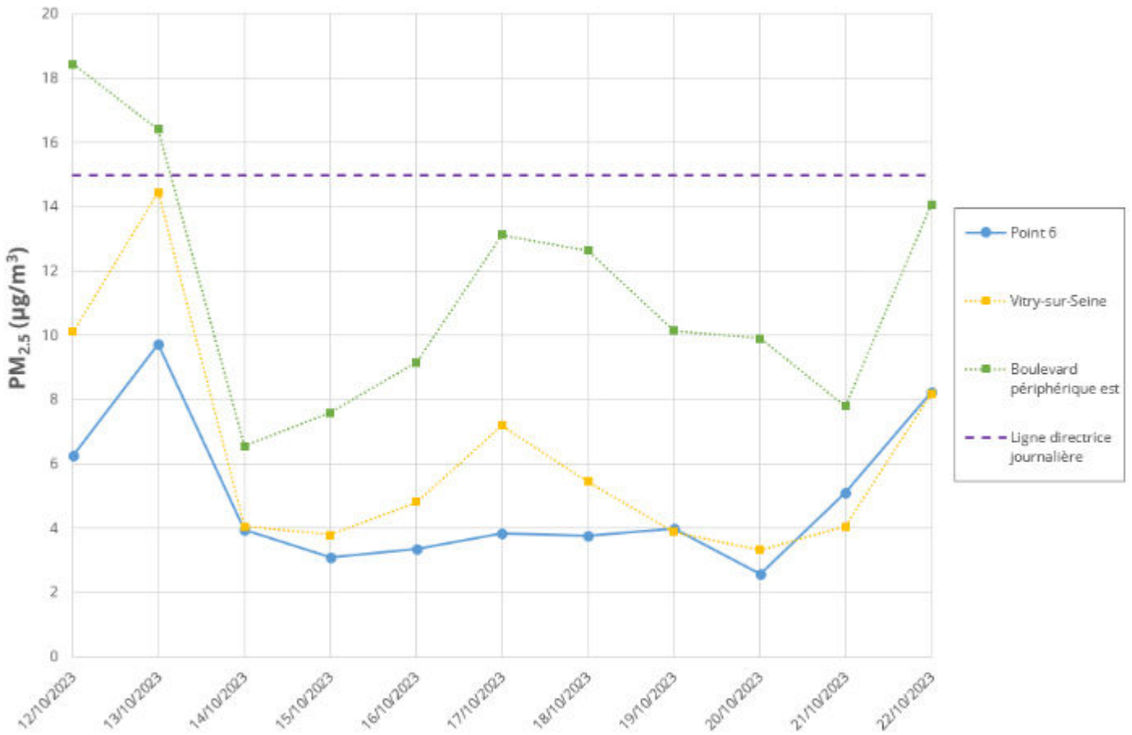


Figure 145 : Evolution des concentrations en particules $PM_{2,5}$ en moyenne journalière au point de mesure 6 et aux stations d'Airparif du 12 au 22 octobre 2023

S'agissant des **PM_{10}**, la valeur limite journalière de 50 µg/m³ a été respectée sur l'ensemble de la période de mesure sur l'emprise du projet, la ligne directrice OMS également.

La concentration moyenne en PM_{10} obtenue au point 6 est de 6,8 µg/m³, elle est inférieure aux concentrations moyennes relevées sur les stations d'Airparif.

Pour les $PM_{2,5}$, l'objectif de qualité fixé en 2021 par l'OMS à 15 µg/m³ en moyenne journalière a été dépassé uniquement à la station Boulevard périphérique Est les 12 et 13 octobre.

Lors de la campagne, la concentration moyenne en PM2,5 relevée au point 6 (4,9 µg/m³) est inférieure à celles relevées aux stations de mesure d'Airparif. Elle s'approche de la concentration observée à la station Vitry-sur-Seine (6,3 µg/m³).

- **Confrontation aux données des stations pérennes d'Airparif**

Particules PM_{10}

Le graphique suivant illustre les teneurs annuelles en PM_{10} relevées entre 2018 et 2022 au niveau des stations Airparif ainsi que les concentrations mesurées sur la zone vis-à-vis de cette station pendant la campagne.

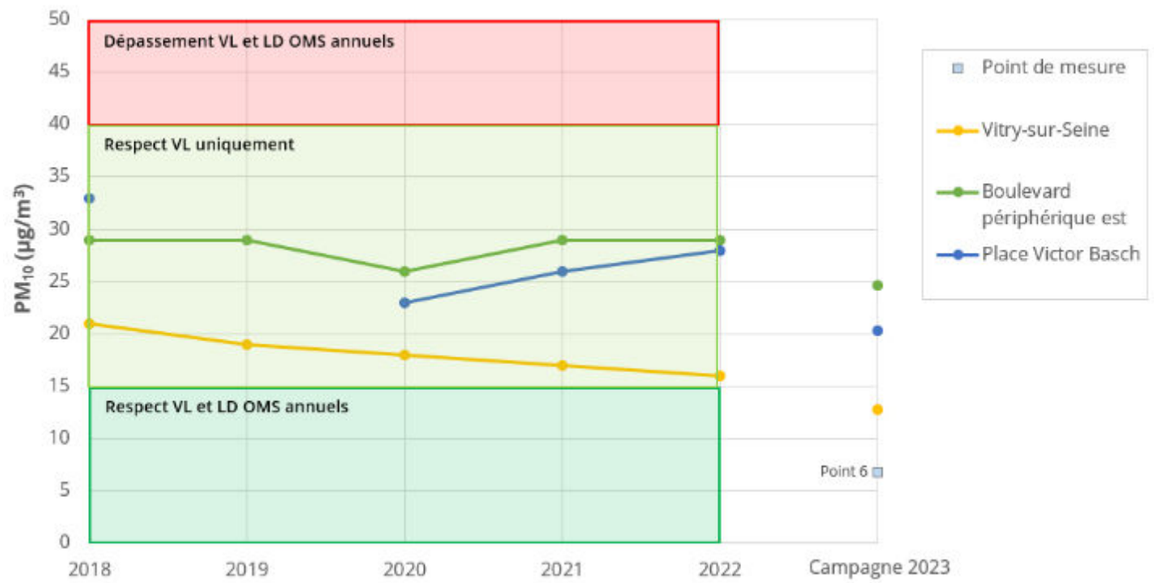


Figure 146 : Concentrations en PM10 relevées au point 6 et aux stations Airparif durant la campagne de mesure et évolution annuelle

D'après les données disponibles, les stations étudiées respectent la valeur limite annuelle de 40 µg/m³ pour les PM_{10} depuis plusieurs années. La Ligne Directrice (LD) de l'OMS de 15 µg/m³ édictée en 2021 est en revanche systématiquement dépassée.

Ainsi, au regard de cette analyse, le respect de la valeur limite en moyenne annuelle de 40 µg/m³ sur l'emprise du projet est attendu.

Concernant la valeur recommandée par l'OMS en 2021, de 15 µg/m³ en moyenne annuelle, il est possible qu'elle soit dépassée sur la zone du projet comme sur les stations pérennes étudiées depuis plusieurs années et sur une grande partie du territoire (voir paragraphe 4.3.2).

Particules $PM_{2,5}$

Le graphique suivant illustre les teneurs annuelles en $PM_{2,5}$ relevées entre 2018 et 2022 au niveau des stations d'Airparif ainsi que les concentrations mesurées sur la zone vis-à-vis de ces stations pendant la campagne.

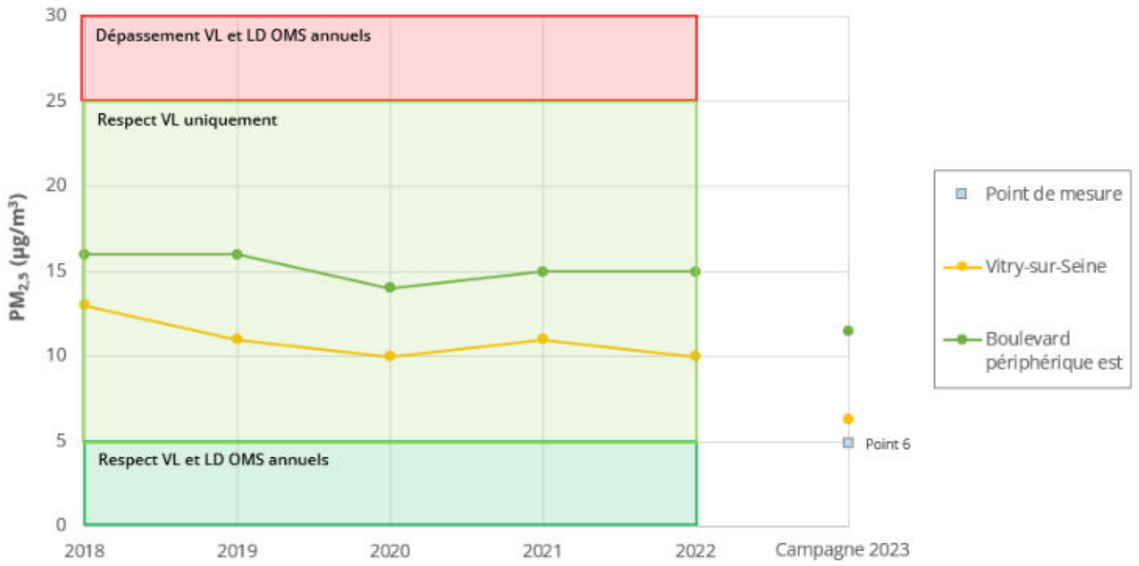


Figure 147 : Concentrations en $PM_{2,5}$ relevées au point 6 et aux stations d'Airparif durant la campagne de mesure et évolution annuelle

Les stations Airparif respectent la valeur limite annuelle de 25 µg/m³ pour les $PM_{2,5}$ depuis plusieurs années, la ligne directrice de l'OMS de 5 µg/m³ édictée en 2021 est quant à elle systématiquement dépassée.

Ainsi, au regard de cette analyse, le respect de la valeur limite en moyenne annuelle de 25 µg/m³ sur l'emprise du projet est attendu.

Concernant la valeur recommandée par l'OMS en 2021, de 5 µg/m³ en moyenne annuelle, il est probable qu'elle soit dépassée sur la zone du projet comme sur les stations pérennes étudiées depuis plusieurs années et sur une grande partie du territoire (voir paragraphe 4.3.2).

4.3.4.3 Benzène

Les résultats des mesures de benzène sont faibles et homogènes, respectivement de 0,6 et 0,5 µg/m³ aux points 4 et 6.

Les niveaux mesurés sont, à titre indicatif, inférieurs à l'objectif de qualité de 2 µg/m³, et donc à fortiori à la valeur limite de 5 µg/m³ en moyenne annuelle. A titre de comparaison, la concentration moyenne relevée à la station Airparif la plus proche du projet (Vitry-sur-Seine) de 2018 et 2022 est également faible et inférieure à 1 µg/m³.

Il est très probable que la valeur limite annuelle de 5 µg/m³ fixée pour ce composé soit respectée au droit du projet.

Synthèse :

Dans le cadre du projet de quartier de la gastronomie à Rungis, une étude de la qualité de l'air a été réalisée.

Elle s'est déroulée du 11 au 24 octobre 2023 et a concerné les polluants suivants : dioxyde d'azote, particules PM_{10} et $PM_{2,5}$ et benzène.

Pour le dioxyde d'azote, les concentrations s'échelonnement de 22,9 à 32,5 µg/m³. Au niveau du secteur de l'étude, les points à proximité des axes fréquentés (avenue de Fontainebleau (D7) /A86) sont plus affectés par la pollution azotée. Les teneurs décroissent avec l'éloignement à ces axes mais restent néanmoins soutenues et homogènes sur l'emprise du projet. Au vu des concentrations relevées au droit des stations pérennes d'Airparif durant la campagne en parallèle des points de mesure ainsi que de leurs données historiques, il n'est pas possible de conclure en l'état quant au respect de la valeur limite. Concernant la ligne directrice (LD) de 10 µg/m³ recommandée par l'OMS en 2021, il est certain qu'elle sera dépassée sur l'ensemble des points de mesures comme sur les stations pérennes étudiées et sur une partie du territoire depuis plusieurs années. Les résultats de la modélisation permettront d'évaluer le respect des valeurs de référence.

S'agissant des particules PM10, une concentration moyenne de 6,8 µg/m³ a été mesurée au niveau du point 6. La valeur limite fixée à 50 µg/m³ en moyenne journalière est respectée sur l'ensemble de la campagne de mesure. Pour les PM2,5, la concentration moyenne durant la campagne est de 4,9 µg/m³. L'objectif de qualité fixé en 2021 par l'OMS à 15 µg/m³ en moyenne journalière n'a pas été dépassé au cours de la campagne de mesure au niveau du projet. Au regard des données historiques relevées au niveau des stations pérennes d'Airparif pour ces polluants, le respect des valeurs limites en moyenne annuelle pour les PM_{10} et $PM_{2.5}$, respectivement de 40 µg/m³ et 25 µg/m³, est attendu au niveau du projet. Pour ce qui est des lignes directrices OMS, il est probable qu'elles soient dépassées au droit du projet comme sur d'autres parties du territoire.

Le benzène affiche une concentration faible sur la zone du projet, en-deçà de 1 µg/m³. Il est ainsi très probable que la valeur limite annuelle de 5 µg/m³ fixée pour ce composé soit respectée au droit du projet.

4.4 ENVIRONNEMENT SONORE ET VIBRATOIRE (SOURCE : GAMBA)

4.4.1 AMBIANCE SONORE

4.4.1.1 Emplacement des points et conditions de mesure

3 points de mesures de 24h ont été réalisés le 11 et 12 octobre par Audrey SEVEGNES et Chérif SNOUN.

Les mesures ont été réalisées à l'aide de 3 sonomètres intégrateurs-stockeurs de Classe 1, types Black SOLO et Blue SOLO de 01-dB. Lors des mesures ils étaient munis de boules anti-vent et anti-pluie de type BAP 21. Ces appareils ont été étalonnés grâce à un calibreur type 1251 de chez 01dB.

Le dépouillement et l'analyse ont été réalisés à l'aide du logiciel dBTRAIT version 6.0.0 développé par 01 dB.



Figure 148 : Emplacement des points de mesures (fond de plan IGN)

Le détail des conditions météorologiques observées par heure lors des mesurages à la station la plus proche (Commune ATHIS-MONS à environ 3,5 km) est donné en annexe.

4.4.1.2 Résultats

Niveaux sonores moyens LAeq

La réglementation française pour le bruit prend en compte l'indicateur LAeq qui considère un niveau sonore moyen sur une période déterminée. Les périodes réglementaires sont le jour (6h-22h) et la nuit (22h-6h).

Les niveaux sonores moyennés sur les périodes jour et nuit sont présentés dans le tableau ci-dessous (valeurs arrondies à 0.5dB près) :

	LAeq jour en dB(A)	LAeq nuit en dB(A)
Point 1	65.5	63.0
Point 2	59.5	58.5
Point 3	55.5	57.0

Niveaux sonores moyens Lden et Ln

L'OMS recommande fortement aux responsables politiques de mettre en œuvre des mesures adaptées, susceptibles de réduire l'exposition au bruit pour les populations soumises à des niveaux supérieurs aux valeurs suivantes :

- Bruit routier : 53 dB(A) selon l'indicateur Lden et 45 dB(A) selon l'indicateur Ln ;
- Bruit ferroviaire : 54 dB(A) selon l'indicateur Lden et 44 dB(A) selon l'indicateur Ln ;

Les niveaux sonores mesurés sont indiqués dans le tableau ci-dessous (valeurs arrondies à 0.5dB près) :

	Lden mesuré	Seuil OMS Lden (bruit routier)	Ln mesuré	Seuil OMS Ln (bruit routier)
Point 1	70.0	54 dB	63.0	44 dB
Point 2	65.0	54 dB	58.5	44 dB
Point 3	63.0	54 dB	57.0	44 dB

Les niveaux sonores caractérisés au niveau du point de mesures font ressortir des valeurs supérieures aux recommandations de l'OMS.

4.4.1.3 Campagne complémentaire de février 2026

Une campagne de mesures acoustiques complémentaire a été réalisée sur une période continue du 16 février 2026 à 12h00 au 23 février 2026 à 12h00 au niveau du point de mesure LD1, situé rue des Transports à Rungis (cf. résultats des mesures en annexe n°12).

La lecture des données sur la période du 16 au 23 février 2026 montre une exposition sonore assez constante et intense.

- En journée, le bruit se stabilise autour de 63 à 65 dB(A), reflétant un flux important de véhicules légers et de poids lourds. Les pics de bruit (LAmax), atteignant 85 dB(A) témoignant de passages d'engins particulièrement bruyants ou de sirènes.
- En soirée, la baisse de régime est peu significative avec des niveaux de bruits maintenus autour de 60 dB(A).
- En période nocturne, le bruit de fond ne descend pas en dessous de 50 dB(A).

4.4.1.4 Documents bruits

4.4.1.4.1 Classement sonore des routes

Le classement sonore des infrastructures constitue le volet préventif de la politique nationale de lutte contre le bruit des transports terrestres, mis en place par la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. Il se traduit par la classification du réseau routier en tronçons auxquels sont affectés une catégorie sonore, ainsi que par la délimitation de secteurs dits « affectés par le bruit » dans lesquels les bâtiments à construire doivent présenter une isolation acoustique renforcée

Le site projet est entouré à l'est de la D7, classé en catégorie 2 et au Sud par les nationales N186 et N186B, respectivement classées en catégorie 1 et 2.

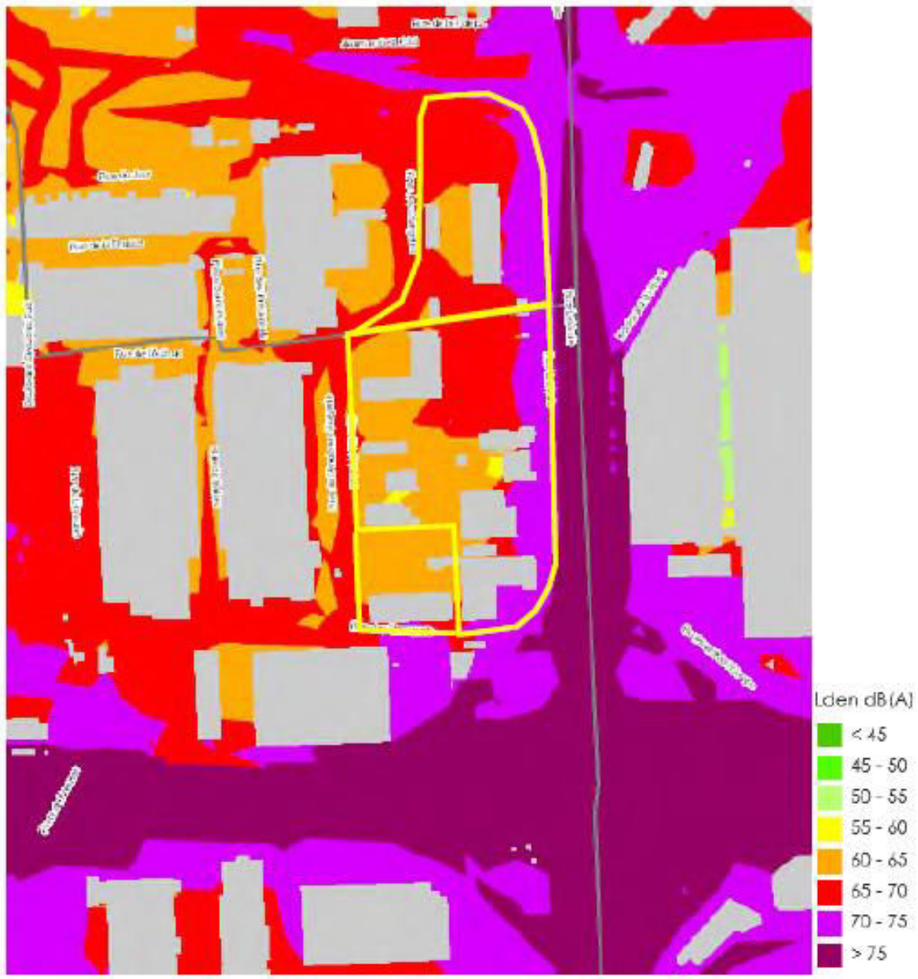
L'ensemble de la zone projet se situe en secteur affecté par le bruit. En conséquence, les isolements acoustiques des bâtiments sensibles, dont la résidence étudiante, devront respecter les seuils réglementaires.



Extrait du classement sonore des routes et secteurs affectés par le bruit du Val de Marne (approuvé par les arrêtés préfectoraux n°2002-06, 2002-07 et 2002-08 du 3 janvier 2002) - Source : https://www.val-de-marne.gouv.fr

4.4.1.4.2 Carte de bruit

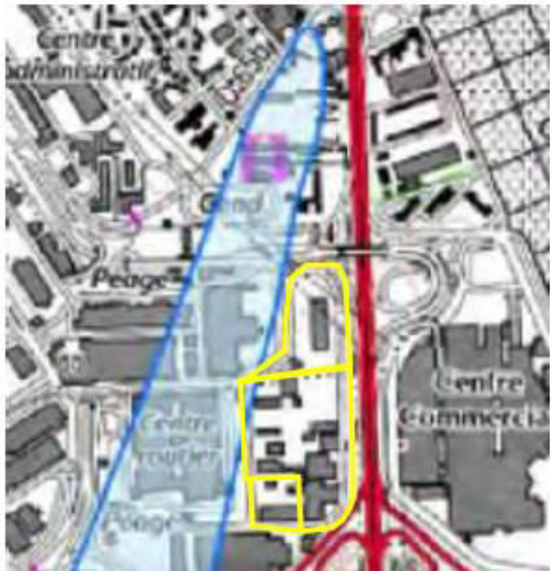
La zone projet se situe dans un environnement sonore marqué par le bruit routier et ferroviaire, qui en cumulé atteint et dépasse les 70 dB(A) en Lden du coté la route départementale RD7. Pour les cotés Nord, Sud et Ouest, les niveaux sonores Lden dépassent les 65 dB(A).

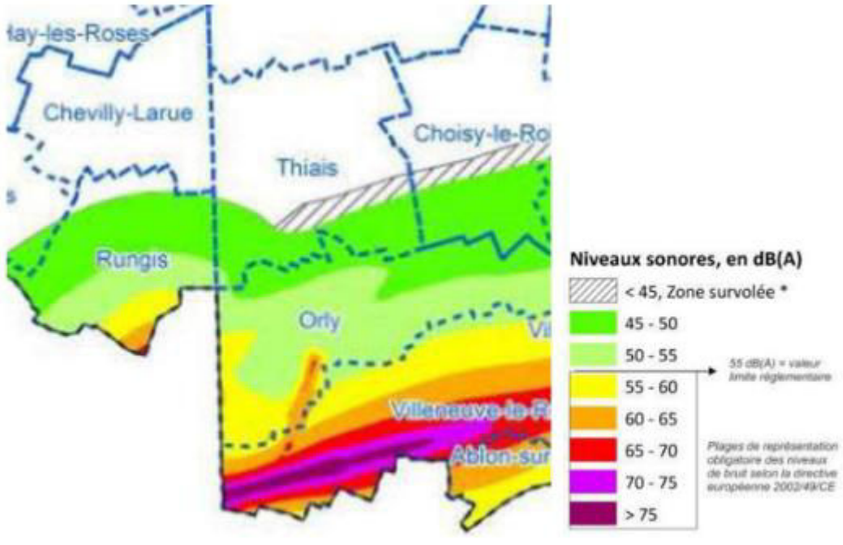


Bruit routier – indicateur Lden
Source : https://carto.bruitparif.fr/

4.4.1.4.3 Plan d'exposition au bruit aérien

Le PEB affecte peu la zone d'étude, toutefois les mesures montrent une présence du bruit aérien bien que moins dimensionnant que le bruit routier.





Extrait du bruit aérien – indicateur Lden

Source : DGAC (2018) & Bruitparif (2019)

4.4.1.4.4 PPBE

Les PPBE routes, fer et territoire ont été élaborés par les différents gestionnaires. Ces PPBE présentent les différentes actions menées par le gestionnaire ces dix dernières années et aussi celles programmées sur la période 2019-2023 pour lutter contre le bruit et prévenir des nuisances sonores. Les PPBE élaborés sont les suivants :

	Période	Validation
PPBE Conseil départemental	2019-2023	Conseil communautaire 19 octobre 2020
PPBE Etat		Arrêté interpréfectoral n° 2022/00949 du 17 mars 2022
PPBE aérodrome Paris-Orly	2018-2023	approuvés le 26 juillet 2013

4.4.2 VIBRATIONS

4.4.2.1 Diagnostic vibratoire

Un diagnostic sur site a été réalisé par la société GAMBA afin de déterminer les niveaux vibratoires engendrés par la voie ferrée du tramway et les caractéristiques mécaniques du sol.

A ce jour, il n'existe pas de réglementation nationale spécifique concernant les vibrations générées par les infrastructures de transport terrestres qui sont transmises dans les constructions. Celle-ci est en cours d'élaboration.

Toutefois, la proximité directe du projet avec les voies de tramway motive à étudier cette problématique vibro-acoustique et éventuellement à traiter les bâtiments afin de livrer aux futurs occupants un équipement satisfaisant et anticipant sur la future réglementation.

Le diagnostic réalisé permet de quantifier les niveaux vibratoires de la source à un instant t.

4.4.2.1.1 Méthodologie et matériel de mesure utilisé

Les mesures de diagnostic vibratoire ont été effectuées le 11 octobre 2023 sur le site du projet. Les mesures suivantes ont été effectuées :

- Caractérisation de sol par la méthode dite « MASW » ;
- Caractérisation de niveaux vibratoires aux passages de tramway.

Le matériel utilisé pour la réalisation des mesures était le suivant :

- 1 carte d'acquisition Pulse Bruel et Kjaer
- accéléromètres PCB type 393B12 – Sensibilité 10V/g ;

- 1 masse d'impact instrumentée type DYTRAN 5803A.

L'acquisition et le traitement des mesures type MASW et des passages de trains ont été fait à l'aide du logiciel LABSHOP de B&K.

4.4.2.1.2 Résultats de mesure

- <u>Caractérisation de sol - MASW</u>

La présente partie rend compte des résultats de mesures et des conclusions par suite des mesures de caractérisation de sol réalisée par la méthode « MASW » (Multiple Analysis of Surface Wave).

Ces mesures ont été réalisées en s'inspirant de la norme ISO 14837-32, et permettent grâce à des processus d'inversion de déduire les caractéristiques mécaniques des différentes couches de sol par la mesure de la vitesse des ondes de surface (Ondes de Rayleigh).

Cette procédure de mesurage permet d'accéder aux informations suivantes pour chaque couche de sol :

- Nombre de couches de sol ;
- Célérité des ondes de cisaillement – C_s ;
- Célérité des ondes de compression/dilatation – Cp ;
- Masse volumique – ρ ;
- Amortissement des ondes de cisaillement – η_s ;
- Amortissement des ondes de compression/dilatation – η_p.

La vue aérienne suivante localise la position de mesures retenue :

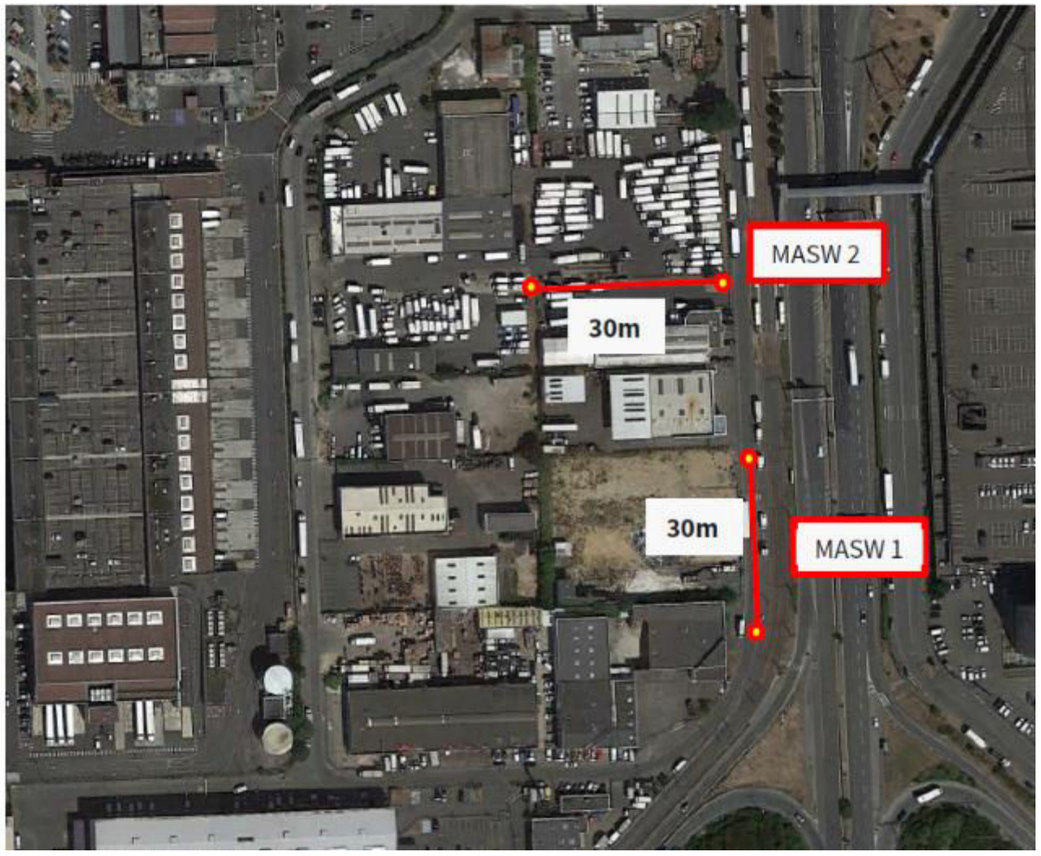


Figure 149 : Repérage de deux mesures MASW – Source : Diagnostic vibratoire, GAMBA

Sur la base des résultats de mesure de caractérisation vibratoire du sol par la méthode MASW, les hypothèses concernant la typologie en fonction de la profondeur et des bâtiments sont les suivantes :

<u>Masw1</u>

Couche	1	2
Epaisseur des couches [m]	2	-
Célérité des ondes de cisaillement – C_s [$m.s^{-1}$]	150	250
Célérité des ondes de compression - C_p [$m.s^{-1}$]	300	500
Amortissement des ondes de cisaillement - η_s	0.06	0.03
Amortissement des ondes de compression - η_p	0.06	0.03
Masse volumique – ρ [$kg.m^{-3}$]	1500	2000

Masw2

Couche	1	2
Epaisseur des couches [m]	2	-
Célérité des ondes de cisaillement – C_s [m.s^{-1}]	150	250
Célérité des ondes de compression - C_p [m.s^{-1}]	300	500
Amortissement des ondes de cisaillement - η_s	0.04	0.03
Amortissement des ondes de compression - η_p	0.04	0.03
Masse volumique – ρ [kg.m^{-3}]	1500	2000

Les résultats de deux mesures de caractérisation vibratoire du sol par la méthode MASW présentent une configuration identique de nombre de strates géologiques ainsi que le même type de sol présenté au chapitre b et qui sera considéré ensuite dans le calcul vibratoire.

- Niveaux vibratoires aux passages

Des relevés de niveaux vibratoires ont été effectués en 3 points de mesures tel que repérés sur la vue aérienne suivante, en cohérence avec la position de la résidence étudiante et du « LAB ».

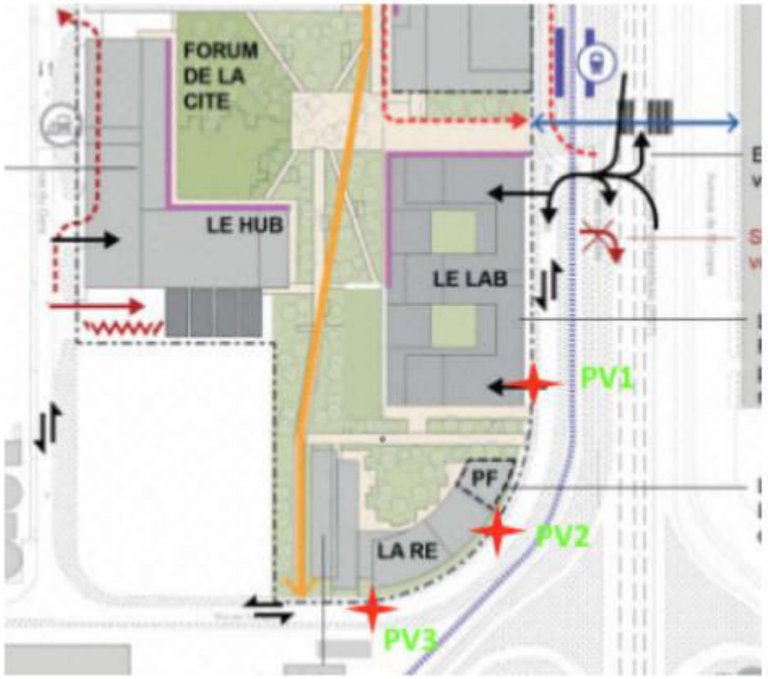
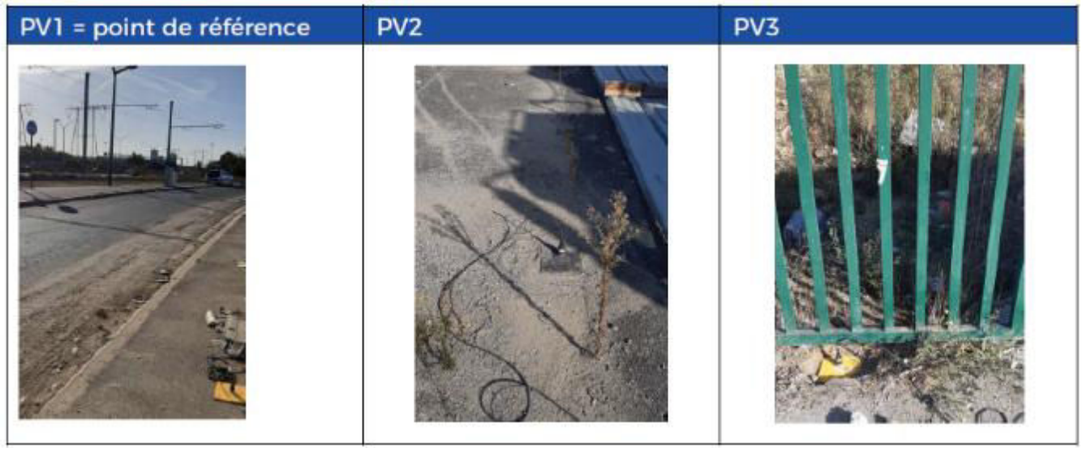


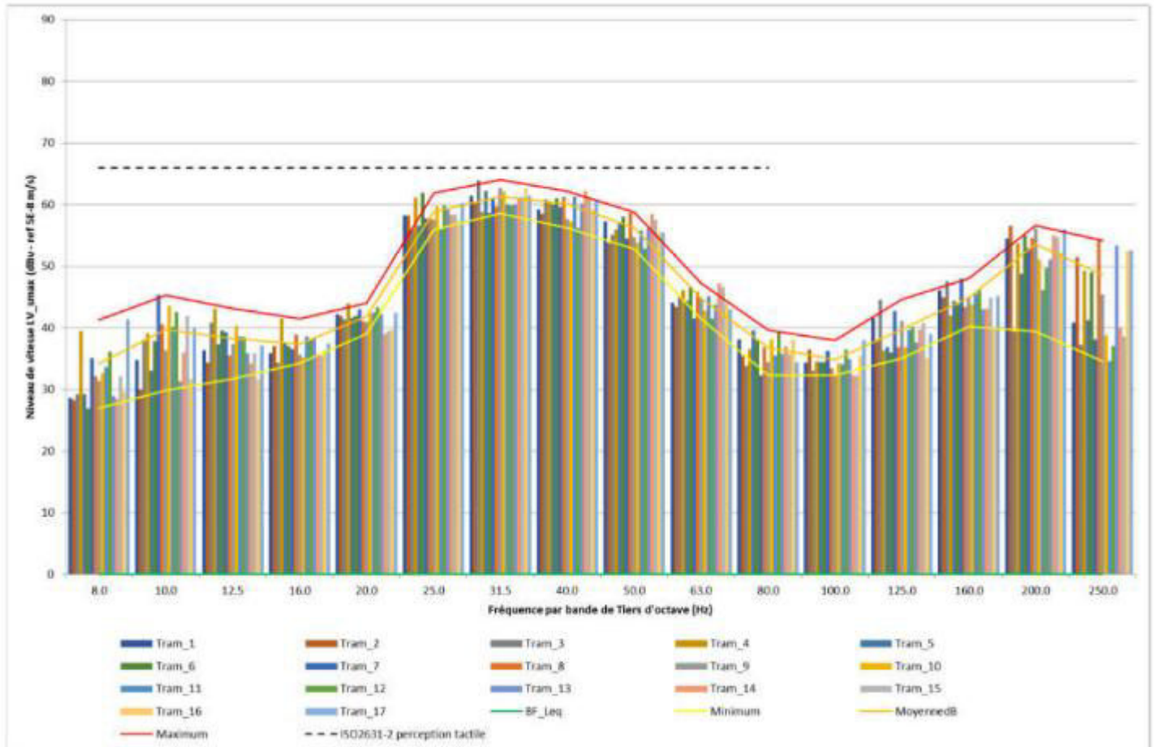
Figure 150 : Repérage des points de mesures aux passages du tramway – Source : Diagnostic vibratoire, GAMBA



Le point de référence a été mesuré par l'intermédiaire d'une plaque en acier placée sur le bitume du trottoir.

- **Niveaux vibratoires aux passages - PV1 = Point de référence**

Les niveaux vibratoires, selon l'axe vertical, mesurés au point 1 sont les suivants :



Commentaire : les niveaux vibratoires par fréquence ont été caractérisés aux passages de plusieurs tramway dans les deux sens de circulations. On constate que la courbe rouge qui représente le maximum des vibrations caractérisées au niveau du sol se situe en-dessous du seuil de perception tactile (66 dBv) mais avec des niveaux vibratoires élevés entre 25 Hz et 50 Hz et entre 200 Hz et 250 Hz.

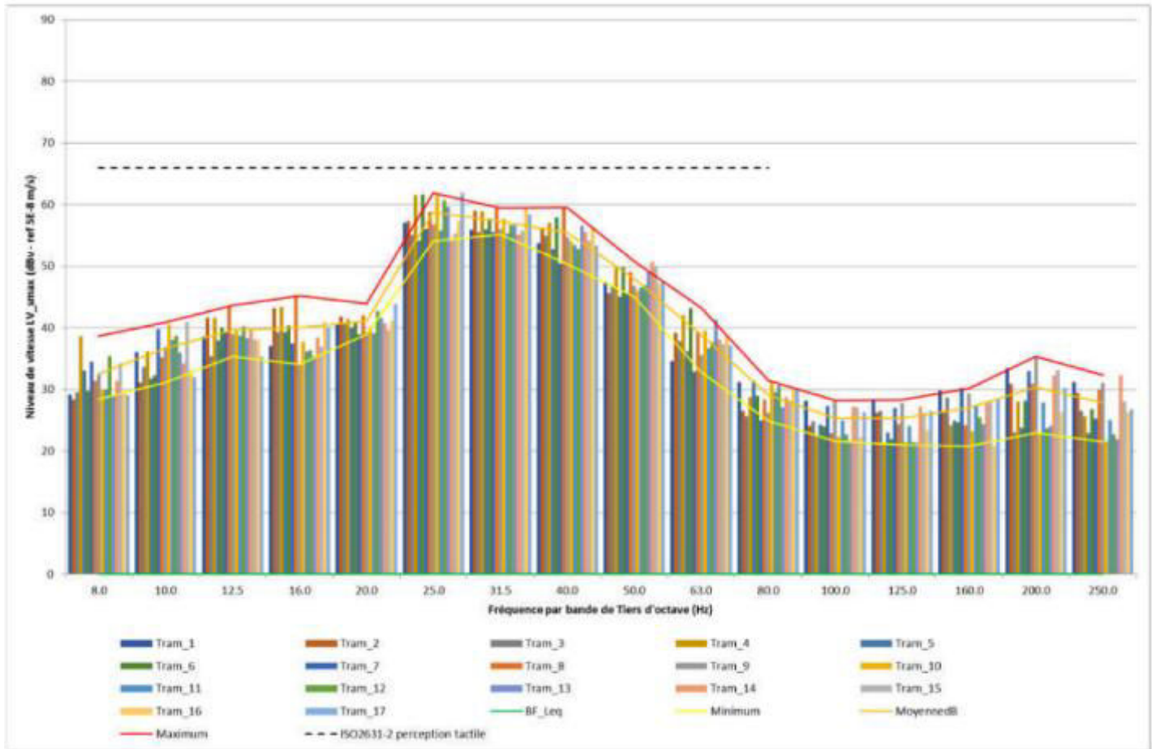
Les valeurs tabulées du point de référence sont reportées dans le tableau ci-dessous :

Bande de tiers d'octave (en Hz)	Lv,s (dBv- ref 5e-8 m/s)	
	Moyenne énergétique	Maximum
5.0	32.5	43.1
6.0	34.2	43.4
8.0	34.2	41.3
10.0	39.7	45.3
12.5	38.3	43.1
16.0	37.4	41.5
20.0	41.9	44.0
25.0	58.8	61.9
31.5	61.2	64.0
40.0	60.1	62.2
50.0	56.2	58.7
63.0	44.7	47.2
80.0	36.8	39.6
100.0	34.8	38.0
125.0	39.8	44.6
160.0	44.9	48.0
200.0	53.5	56.6
250.0	48.6	54.2

Les niveaux vibratoires déterminés par modélisation dans la suite de la présente étude le sont par référence aux niveaux vibratoires « moyenne énergétique » et « maximum » mesuré au point de référence et décrit dans le graphe et le tableau ci-dessus.

- **Niveaux vibratoires aux passages – PV2**

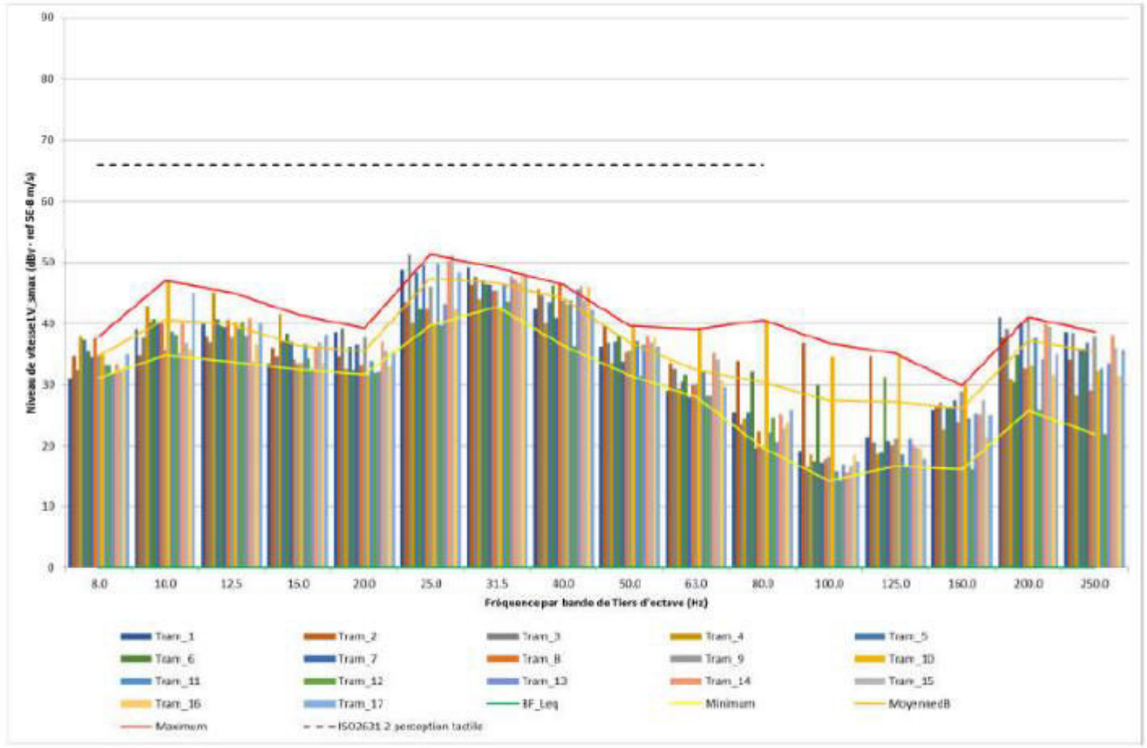
Les niveaux vibratoires, selon l'axe vertical, mesurés au point 2 sont les suivants :



Commentaire : les niveaux vibratoires par fréquence ont été caractérisés aux passages de plusieurs tramway dans les deux sens de circulations. On constate que la courbe rouge qui représente le maximum des vibrations caractérisées au niveau du sol se situe en-dessous du seuil de perception tactile (66 dBv) mais avec des niveaux vibratoires élevés entre 25 Hz et 50 Hz.

- **Niveaux vibratoires aux passages – PV3**

Les niveaux vibratoires, selon l'axe vertical, mesurés au point 2 sont les suivants :



Commentaire : les niveaux vibratoires par fréquence ont été caractérisés aux passages de plusieurs tramway dans les deux sens de circulations. On constate que la courbe rouge qui représente le maximum des vibrations caractérisées au niveau du sol se situe en-dessous du seuil de perception tactile (66 dBv).

4.4.2.2 Calcul de l'impact vibratoire sur le projet

L'ensemble des calculs ont été réalisées sur la base des caractéristiques de futurs bâtiments les plus courantes :

- Fondation béton
- Structure béton
- Hauteur maximum supérieur à R+4

4.4.2.2.1 Hypothèses de calcul

- *Type de sol*

Sur la base des résultats de mesure de caractérisation vibratoire du sol par la méthode MASW, les hypothèses concernant la typologie en fonction de la profondeur des strates sont les suivantes :

Strate géologique	Niveau bas des strates / niveau existants	Type de sol
1ère	2	Sol "mou" (Cs < 150 m/s)
2ème	-	Sol "moyen" (150 < Cs < 350 m/s)

- *Type de fondations*

Nous prenons l'hypothèse d'une fondation de type :

- Fondation dans la deuxième strate géologique mentionnée précédemment.

- *Type de bâtiment*

Description des niveaux	Destination	
	Résidence étudiante	Le LAB
Sous-sol	Sans objet	Parking + Bureaux
RDC	Logements	Commerces + Coworking
Etages supérieurs	Logements	Parking + Bureaux

L'estimation des fonctions de transport du sol vers le bâtiment et dans le bâtiment, est effectuée à partir de notre base de données issue de nombreuses mesures et simulations et selon les hypothèses suivantes :

- Bâtiment >R+4
- Une structure porteuse type béton plein.

4.4.2.2.2 Calculs vibratoires

- *Estimation des niveaux vibratoires dans le futur bâtiment*

A partir des résultats du diagnostic vibratoire, une modélisation vibratoire prédictive a été réalisée afin d'obtenir une évaluation de l'impact vibratoire de la voie ferroviaire sur le bâtiment projeté. L'estimation des niveaux vibratoires sur les planchers du futur bâtiment est établie à partir de l'équation suivante :

$$Lv_{plancher} = Lv_{sol} + FT2 + FT3$$

Avec :

- $Lv_{plancher}$ = niveau vibratoire en dBv (réf 5.10-8 m/s) sur un plancher du bâtiment ;
- Lvs_{ol} = niveau vibratoire en dBv (réf 5.10-8 m/s) mesuré au passage des trains en champ libre ;

- FT2 = fonction de transfert en dBv entre les fondations du bâtiment et le champ libre ;
- FT3 = fonction de transfert en dBv entre les fondations du bâtiment et le plancher d'une pièce.

- *Estimation du niveau de bruit rayonné*

A partir des niveaux vibratoires sur les planchers du futur bâtiment, un calcul de rayonnement acoustique des planchers dans les locaux du futur bâtiment est réalisé. L'évaluation des niveaux de pression acoustique est menée en suivant l'équation :

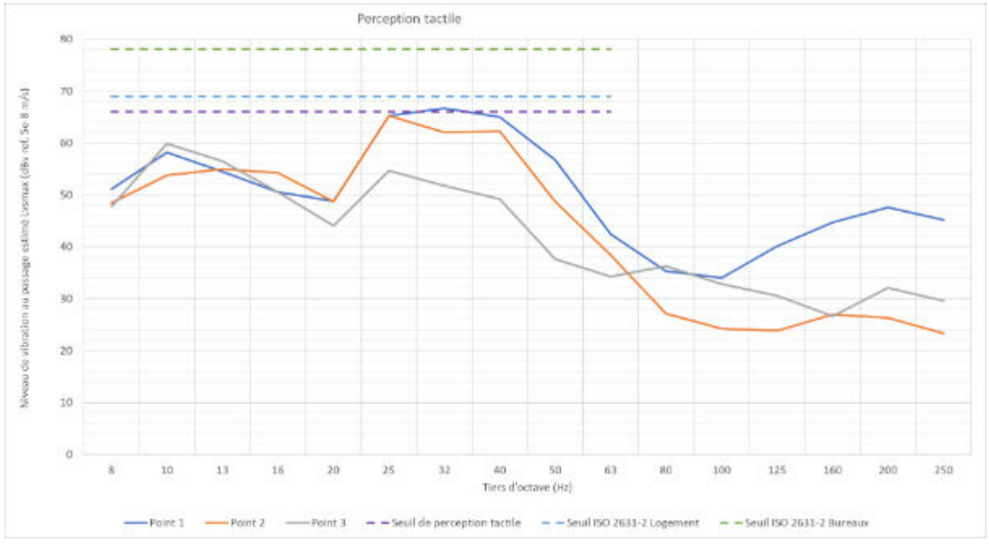
$$Lp = Lv_{plancher} + 10\log(4\sigma\frac{S}{A})$$

Avec :

- Lp : Niveau de pression acoustique en dB réf (2x10-5 Pa) ;
- Lvplancher : niveau vibratoire en dBv (réf 5.10-8 m/s) sur un plancher du bâtiment ;
- σ : facteur de rayonnement (-). Ici considéré égale à 1 ;
- S : Surface des parois rayonnantes (m²). Ici considérée égale à 9 m² ;
- A : Aire d'absorption équivalente du local (m²). Ici considéré égale à 0.16 V / Tr avec V le volume de la pièce de réception ici considéré égal à 22.5 m³ et Tr la durée de réverbération ici considérée égale à 0.7 seconde sur l'ensemble des bandes d'octave 16 Hz à 250 Hz.

- *Résultats de calcul vibratoire*

En considérant l'ensemble des hypothèses décrites ci-dessus, les niveaux vibratoires estimés sur les planchers des locaux du futur bâtiment sont les suivants :



Rappel : *Le seuil de perception tactile choisi est le « seuil logement » en bleu ci-dessus pour les logements et le « seuil bureau » en vert ci-dessus pour les bureaux et le co-working.*

Commentaires :

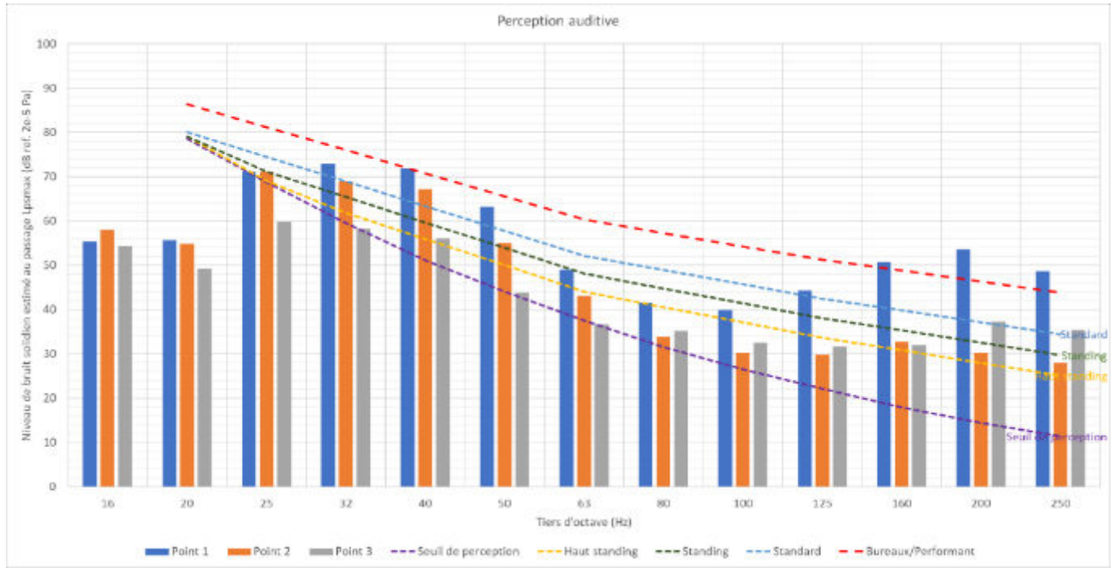
Le respect du seuil de perception tactile est décrit dans le tableau ci-dessous :

Point de mesure/Bâtiment	Respect du seuil de perception tactile	
	Logements	Bureaux
Point 1 / LAB	Non concerné	OUI
Point 2 et 3 / Résidence étudiante	OUI	Non concerné

Les deux bâtiments ne présentent pas de dépassement du seuil de perception tactile.

- *Résultats de calcul acoustique*

En considérant l'ensemble des hypothèses décrites ci-dessus, les niveaux vibratoires estimés sur les planchers des locaux du futur bâtiment sont les suivants :



Rappel : Le seuil de perception auditive choisi est le « seuil standard » en bleu ci-dessus pour les logements et « bureau performant » en rouge ci-dessus pour les bureaux et les co-workings.

Commentaires :

Le respect du seuil de perception auditive est décrit dans le tableau ci-dessous :

Point de mesure/Bâtiment	Respect du seuil de perception auditive			
	Pièce principale d'un logement Haut-Standing	Pièce principale d'un logement Standing	Pièce principale d'un logement Standard	Bureau Performant
Point 1-LAB	Non concerné	Non concerné	Non concerné	NON
Point 2 et 3 / Résidence étudiante	NON	NON	NON	Non concerné

Il en ressort que les niveaux de bruit solidien estimés à l'intérieur du bâtiment sont supérieurs aux valeurs cibles retenues pour les deux bâtiments.

4.4.2.3 Synthèse et conclusion

La conclusion des calculs vibro-acoustiques est reportée dans le tableau ci-dessous :

Point de mesure/Bâtiment	Respect du seuil de perception tactile		Respect du seuil de perception auditive			
	Logements	Bureaux	Pièce principale d'un logement Haut-Standing	Pièce principale d'un logement Standing	Pièce principale d'un logement Standard	Bureau Performant
Point 1 / LAB	Non concerné	OUI	Non concerné	Non concerné	Non concerné	NON
Point 2 et 3 / Résidence étudiante	OUI	Non concerné	NON	NON	NON	Non concerné

Une désolidarisation des bâtiments serait nécessaire sur l'emplacement du projet. Pour la dimensionner, une étude plus approfondie visant à ajuster les hypothèses par lot de construction devra être effectuée. Cette étude permettra de déterminer la nature des solutions anti-vibratiles à mettre en place (adaptations structurelles, plots élastomères, boîtes à ressorts…) en fonction de l'emplacement et des caractéristiques structurelles des bâtiments du projet.

Synthèse :

La zone d'étude est entourée par des axes routiers importants, avec un classement sonore de catégorie 1 et 2, à l'est et au Sud du site. Le classement sonore montre que l'ensemble du secteur d'étude est concerné par le secteur affecté par le bruit nécessitant un isolement de façade respectant les seuils réglementaires pour les bâtiments sensibles.

Selon les points de mesures, les niveaux sonores varient en moyenne de 55 à 65 dB le jour et de 57 à 63 dB la nuit. Ces niveaux sonores, représentatifs d'une zone exposée aux bruits des infrastructures de transport, se situent au-dessus des seuils de recommandation de l'OMS.

Concernant les vibrations, un diagnostic sur site a été réalisé pour déterminer les niveaux vibratoires engendrés par le tramway et les caractéristiques mécaniques du sol. Des modélisations des niveaux vibratoires et acoustiques dans les futurs bâtiments ont été réalisé pour déterminer la nécessité ou non de désolidariser. Il ressort de l'étude que le maximum des vibrations caractérisées au niveau du sol mesurés au niveau des 3 points de passage se situe en dessous du seuil de perception tactile mais avec des niveaux élevés pour certaines fréquences pour les points 1 et 2. Par ailleurs, les conclusions de l'étude vibro-acoustique indiquent qu'une désolidarisation de certains bâtiments serait nécessaire sur l'emplacement du projet.

4.5 POLLUTION LUMINEUSE

La pollution lumineuse désigne à la fois la présence nocturne anormale ou gênante de lumière et les conséquences de l'éclairage artificiel nocturne sur la faune, la flore, les écosystèmes, ainsi que les effets suspectés ou avérés sur la santé humaine. La lumière émise par les villes (éclairage en bordure de voirie, candélabres des espaces publics) et les infrastructures la nuit occasionne une gêne pour l'observation des étoiles.

Cette pollution a également un impact sur le milieu naturel, générant pour la faune et la flore des perturbations endocriniennes ou comportementales. La faune est davantage perturbée, avec des phénomènes d'attraction irrésistible vers la lumière ou au contraire, de répulsion. Tout éclairage artificiel est susceptible d'impacter la biodiversité, puisqu'il perturbe le cycle naturel jour/ nuit. Certaines technologies sont plus impactantes que d'autres. On retiendra d'une part que, plus le spectre d'émission de la source lumineuse est large, plus elle est susceptible d'affecter les espèces. D'autre part, toute source lumineuse émettant dans l'UV, le violet et le bleu sera fortement impactante sur les espèces animales (ex : Vapeur de mercure, Iodure métallique, LED standard).

Les tâches urbaines induites par les communes qui se sont développées le long des principaux axes routiers constituent des sources de pollution lumineuse en période nocturne.

L'analyse cartographique issue de la mosaïque satellitaire nocturne de la Métropole du Grand Paris (2021-2022) permet de situer le site étudié dans son environnement lumineux. Celui-ci se trouve en zone fortement urbanisée, où l'éclairage artificiel est dense et continu. Les images mettent en évidence une forte intensité lumineuse, liée à la proximité immédiate de grandes infrastructures urbaines et routières.

L'ambiance lumineuse du secteur est générée par les différents éclairages existants :

- Lampadaires/candélabres installés en bordure des voiries publiques périphériques ;
- Phares des véhicules motorisés (voitures, motos) qui circulent sur les axes routiers cités précédemment créant un trait lumineux continu.

Ces éclairages créent des halos lumineux qui témoignent du caractère urbanisé du secteur. Il est important de souligner leur importance en matière de sécurité et de confort visuel.

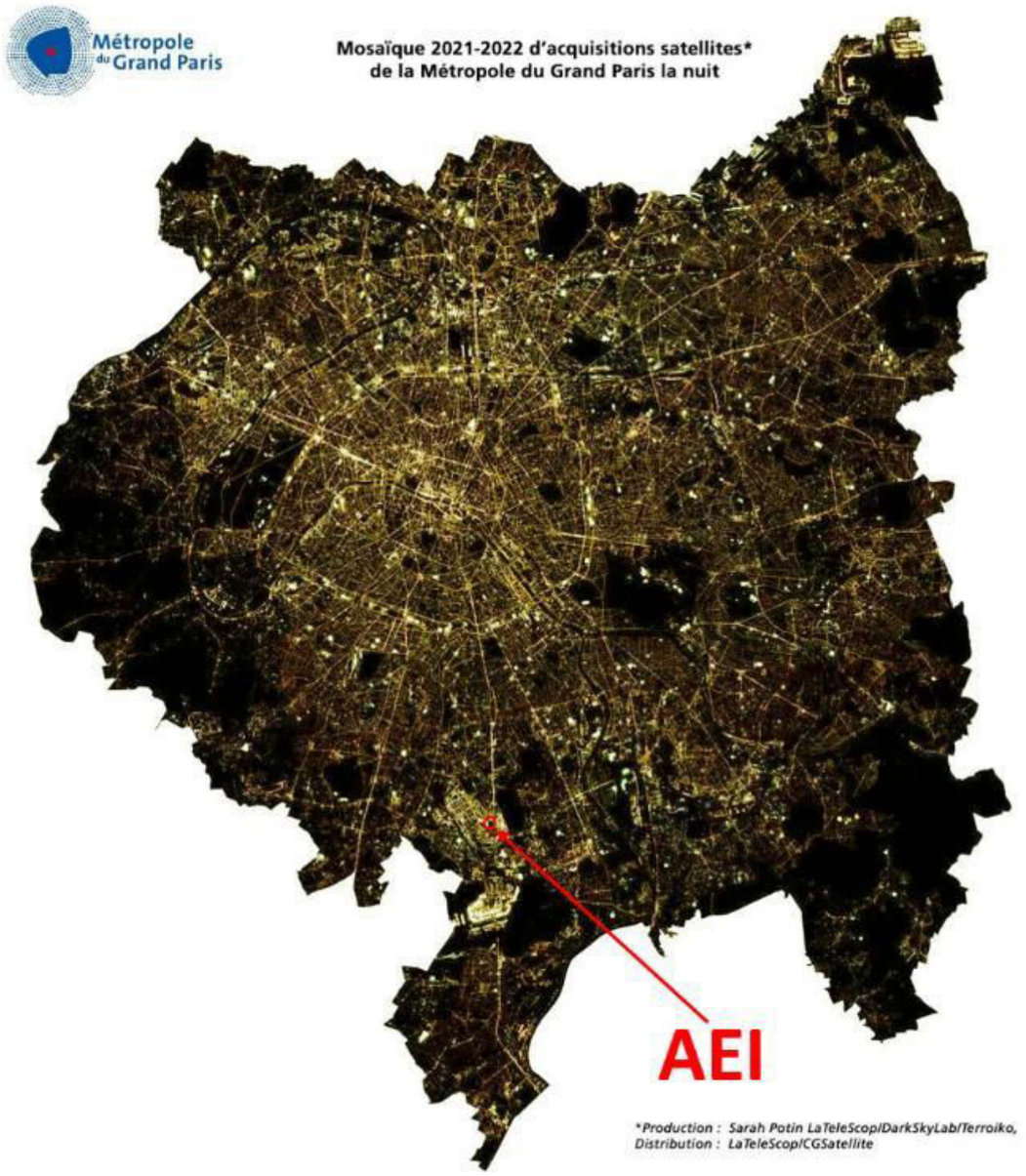


Figure 151 : Grand Paris depuis l'espace - Source : Métropole Grand Paris

Synthèse :

L'AEI se situe dans une aire où la pollution lumineuse est élevée, reflet de l'urbanisation dense de la métropole parisienne.

4.6 LES NUISANCES ELECTROMAGNETIQUES

Une onde électromagnétique est la résultante d'un champ électrique et d'un champ magnétique dont l'amplitude varie de façon sinusoïdale au cours de sa propagation. Une onde électromagnétique peut être produite par un courant électrique variable. Les ondes électromagnétiques transportent de l'énergie, mais pas de matière.

Les antennes, fixées à des supports, permettent de transporter, de diffuser, d'émettre et/ou de recevoir des signaux radioélectriques. En fonction du type de signal radioélectrique et de son usage, des catégories de services portés par les antennes peuvent être définies : la téléphonie mobile, les réseaux de radio mobiles professionnels ou PMR en anglais (sociétés d'ambulances, de taxis…), la diffusion de télévision, la diffusion de radio, le transport de signaux par faisceaux hertziens et les "autres installations".

Les informations proviennent d'une base de données de l'Agence Nationale des Fréquences (ANFR) alimentée par les exploitants d'installations radioélectriques, publics ou privés, dans le cadre de la procédure administrative prévue par l'article L.43 du code des postes et communications électroniques.

L'aire d'étude élargie regroupe un nombre important d'antennes. Par ailleurs, une antenne est recensée à près de 12 m au sud de l'aire d'étude immédiate. Il s'agit d'une antenne de téléphonie positionnée à 26 m de hauteur (site n°798423).



Figure 152 : Vue de l'antenne située au sud de l'aire d'étude immédiate – Source : Google View, Oct 2021

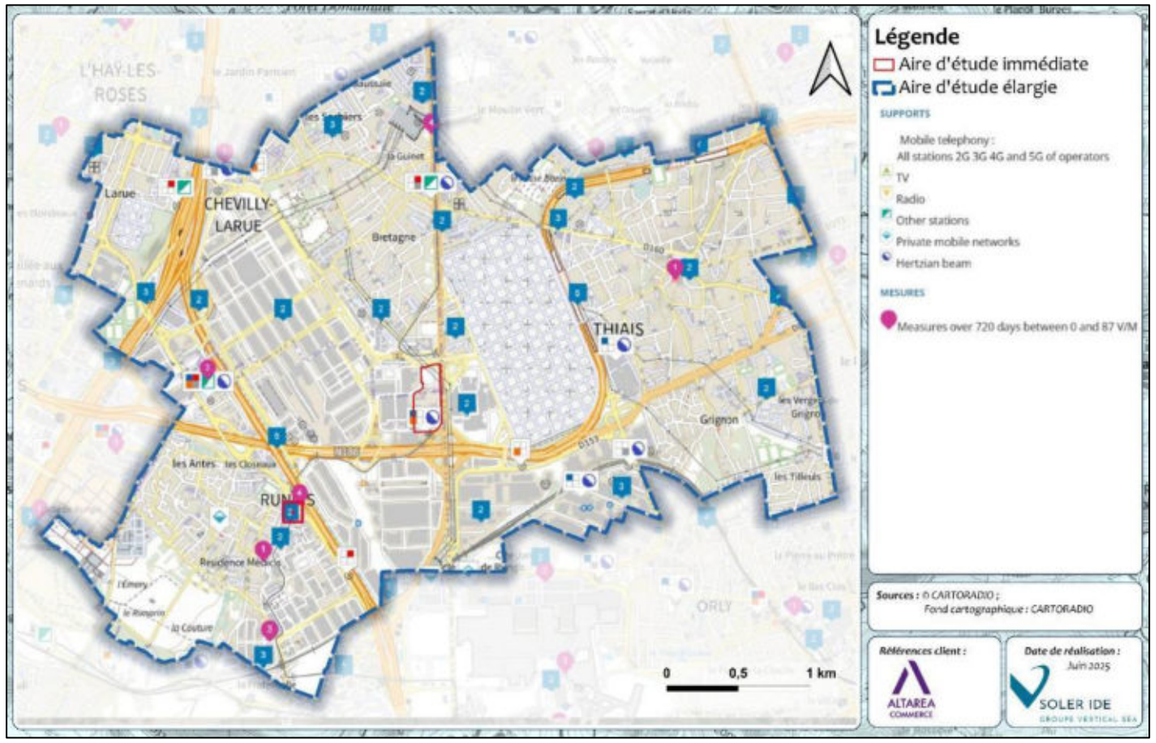


Figure 153 : Ouvrages émetteurs de champ électromagnétique au droit de l'aire d'étude élargie

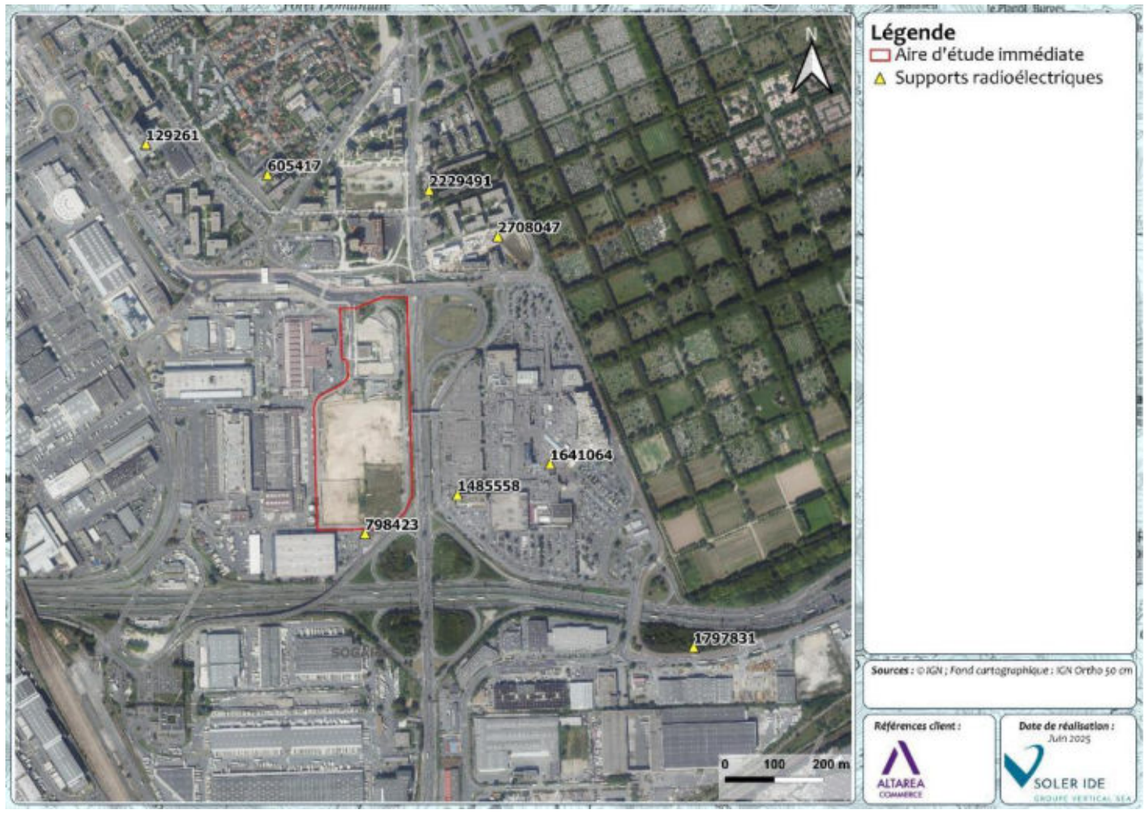


Figure 154 : Supports radioélectriques à proximité de l'aire d'étude immédiate (Source : Cartoradio)

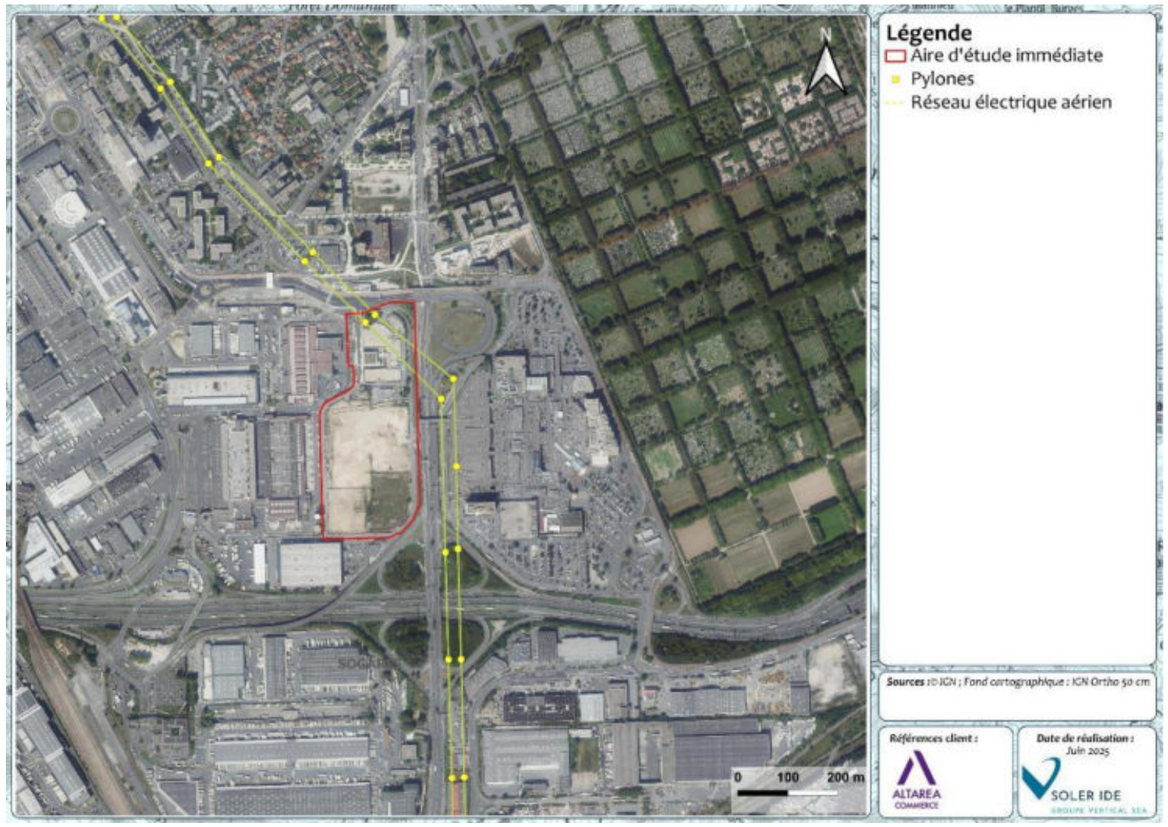


Figure 155 : Lignes RTE aériennes au droit et à proximité de l'aire d'étude immédiate (Source : RTE)

Par ailleurs, deux lignes à très haute tension RTE traversent la partie Nord de l'aire d'étude immédiate (liaison 225 kV Chevilly-Rungis 1&2). L'aire d'étude immédiate comprend 2 pylônes.

Des servitudes imposent le libre passage à l'exploitant pour toute opération de maintenance des lignes électriques.

4.7 LA GESTION DES DECHETS

La Régie personnalisée pour la valorisation et l'exploitation des déchets de la région de Rungis (RIVED) est l'établissement public local qui assure le traitement des déchets ménagers et assimilés collectés sur le territoire de dix communes : Ablon-sur-Seine, Arcueil, Chevilly-Larue, Choisy-le-Roi, Fresnes, L'Haÿ-les-Roses, Orly, Rungis, Thiais et Villeneuve-le-Roi.

Au service d'une population de plus de 228 000 habitants, la RIVED traite dans ses installations près de 145 000 tonnes de déchets par an, qu'elle valorise à plus de 96 % sous forme de matières recyclables ou d'énergie.

La RIVED exerce ses compétences sur 10 des 24 communes du Territoire Grand Orly Seine Bièvre dont les communes de Rungis, Chevilly-Larue et Thiais.

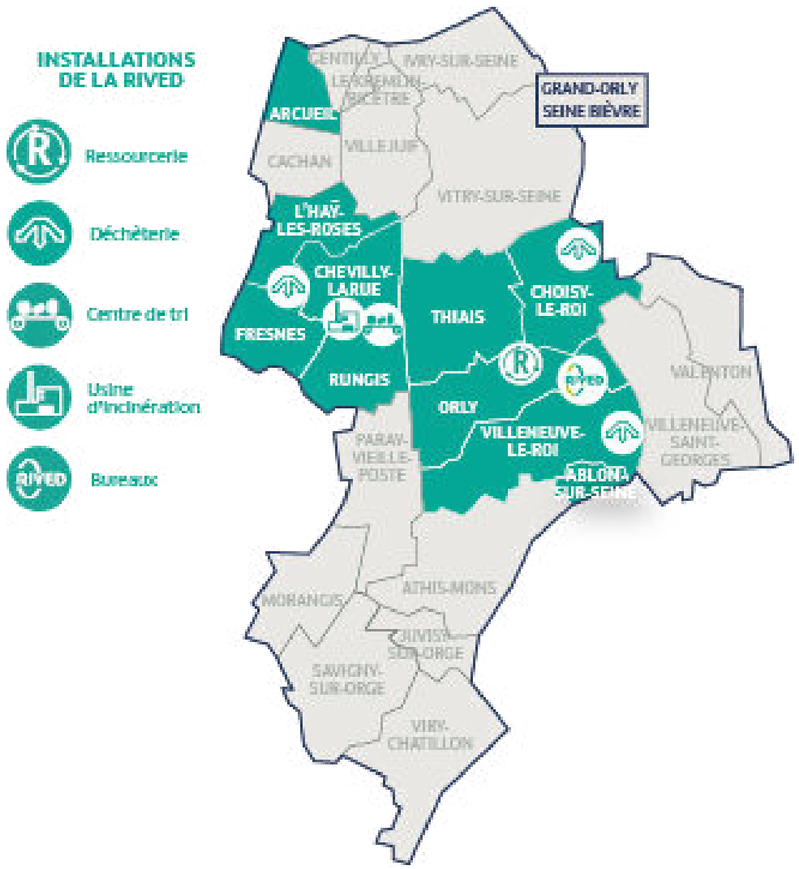


Figure 156 : Territoire de la RIVED – Source : site internet de la RIVED

La régie a trois missions principales :

- Réduire la production de déchets, via un Programme Local de Prévention des Déchets.
- 2. Sensibiliser la population au tri et à la prévention, en lien avec les collectivités adhérentes et l'Établissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre.
- 3. Traiter et valoriser les déchets collectés sur les dix communes du territoire et sur le réseau de déchèteries ainsi que ceux produits sur le MIN - Marché d'Intérêt National - de Rungis.

La RIVED réceptionne chaque année dans ses installations environ 150 000 tonnes de déchets produits par les ménages et les acteurs économiques de son territoire.

Les déchets d'emballages (plastiques, papiers, cartons, acier, aluminium…) et les déchets occasionnels (mobiliers, végétaux, bois, gravats, encombrants...) font l'objet d'opérations de tri en déchèteries ou sur les centres de tri afin d'optimiser leur acheminement vers les filières de fabrication consommatrices de matière recyclée. On parle alors de valorisation matière.

Les ordures ménagères résiduelles et les refus de tri sont valorisés sous forme d'énergie fatale par l'unité de valorisation énergétique de Rungis qui alimente les réseaux de chaleur du M.I.N. de Rungis, de la plateforme aéroportuaire d'Orly et des villes de Vitry-sur-Seine et Choisy-le-Roi. (cf. partie 4.8.2.2).

Ainsi, La collecte des déchets sur l'aire d'étude immédiate relève de la RIVED, qui traite et valorise les déchets de ces communes adhérentes notamment au sein de son UIOM située dans le M.I.N. de Rungis (alimentant le réseau de chaleur de la SEMMARIS).

Les entreprises qui étaient présentes avant la démolition des bâtiments présents au droit de l'aire d'étude immédiate avaient la charge de la gestion de ses propres déchets. Néanmoins, les entreprises étaient sous concessionnaires de la SOGARIS qui était en charge du nettoiement de la voirie et du ramassage des déchets abandonnés dans le cadre de ses obligations d'entretien des espaces généraux et réseaux de sa concession.

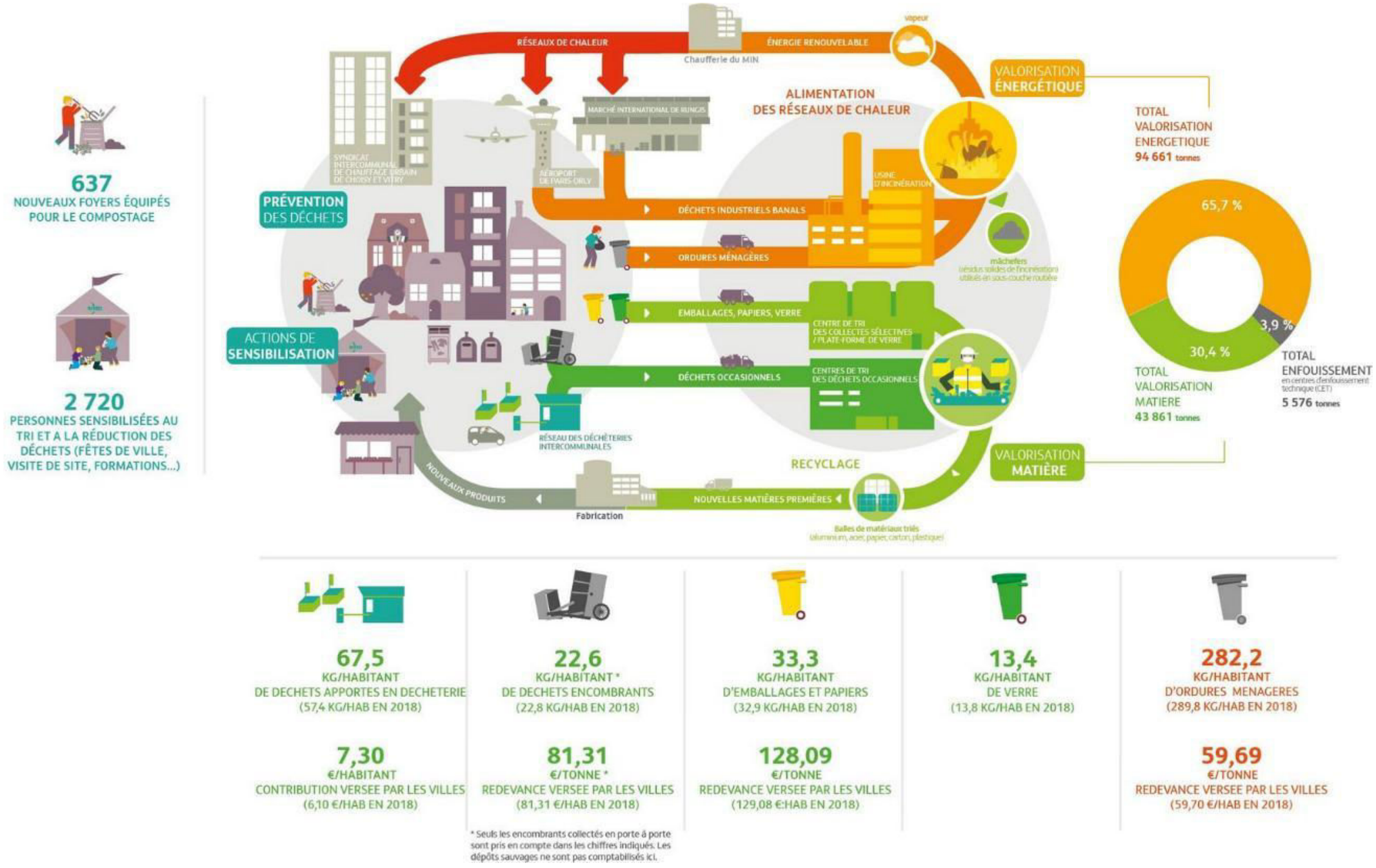


Figure 157 : Schéma du cycle de collecte, traitement et valorisation des déchets de la RIVED -source : site internet du RIVED

4.8 ENERGIE ET CARBONE

4.8.1 STRATEGIE, SCHEMAS ET PLANS POUR LE CLIMAT, L'AIR ET L'ENERGIE DU TERRITOIRE

4.8.1.1 Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) d'Île-de-France

Le SRADDET est un schéma de planification dont l'élaboration est confiée aux Régions par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe. Le SRADDET est le résultat de la fusion de plusieurs plans et schémas régionaux préexistants. Il doit permettre d'assurer la cohérence de plusieurs politiques publiques. Ce document vient donc se substituer au SRCAE.

Après avoir été approuvé à l'unanimité par le Conseil régional le 23 novembre 2012, le préfet de la région Île-de- France a arrêté le 14 décembre 2012 le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie d'Île-de-France (SRCAE).

Le SRCAE d'Île-de-France, élaboré conjointement par les services de l'État (DRIEE), de la Région et de l'ADEME, fixe 17 objectifs et 58 orientations stratégiques pour le territoire régional en matière de réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre, d'amélioration de la qualité de l'air, de développement des énergies renouvelables et d'adaptation aux effets du changement climatique.

Le SRCAE définit les trois grandes priorités régionales en matière de climat, d'air et d'énergie :

- Le renforcement de l'efficacité énergétique des bâtiments avec un objectif de doublement du rythme des réhabilitations dans le tertiaire et de triplement dans le résidentiel ;
- Le développement du chauffage urbain alimenté par des énergies renouvelables et de récupération, avec un objectif d'augmentation de 40% du nombre d'équivalent logements raccordés d'ici 2020 ;
- La réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre du trafic routier, combinée à une forte baisse des émissions de polluants atmosphériques (particules fines, dioxyde d'azote).

Le SRCAE prend en compte les enjeux :

- Environnementaux, pour limiter l'ampleur du réchauffement climatique ;
- Sociaux, pour réduire la précarité énergétique ;
- Économiques, pour baisser les factures énergétiques liées aux consommations de combustibles fossiles et améliorer la balance commerciale française ;
- Industriels, pour développer des filières créatrices d'emplois locaux, en particulier dans la rénovation des bâtiments et le développement des énergies nouvelles ;
- Sanitaires, pour réduire les conséquences néfastes de la pollution atmosphérique.

La nouvelle stratégie Régionale Énergie-Climat de la Région île de France a été votée le 3 juillet 2018, et a fait l'objet de nombreux travaux de concertation avec les acteurs de l'énergie (collectivités, industriels, agriculteurs, associations, producteurs d'énergie, transporteurs d'énergie, professionnels des bâtiments, agences locales de l'énergie et du climat, acteurs du cycle des déchets, petits, grands, « Majors » d'échelle nationale ou internationale, acteurs régionaux ou locaux).

Cette stratégie doit permettre de renforcer la robustesse énergétique de la région et de rattraper le retard accumulé depuis plusieurs années. L'Île-de-France importe plus de 90% de son énergie, sa production locale d'énergies renouvelables et de récupération n'est que d'à peine 8% du mix énergétique régional.

La nouvelle stratégie énergie-climat votée le 3 juillet 2018 se fixe des objectifs ambitieux à 2030 et 2050. Pour 2030, la cible est de diminuer de moitié la dépendance aux énergies fossiles et au nucléaire de l'Île-de-France par rapport à 2015 en agissant sur la réduction des consommations énergétiques et le développement amplifié des énergies renouvelables.

Pour 2050, l'objectif est tendre vers une région 100% ENR et zéro carbone grâce à :

- La réduction de 40% de la consommation énergétique régionale.
- La multiplication par 4 de la quantité d'énergie renouvelable produite sur le territoire francilien.

Avec une mobilisation sans précédent, l'ambition de produire 37 TWh d'ENR en Île de-France en 2030 se décline avec les objectifs suivants par filières, en choisissant de maximiser tous les potentiels.

- Solaire photovoltaïque : 6 TWh (2030 – facteur 60 par rapport à 2015)
- Énergies de récupération : 5,1 TWh (Énergies issues des UIOM 4,2 TWh et chaleur fatale 0,9 TWh)
- Bio méthane : 5 TWh (2030 – facteur 30 par rapport à 2017)
- Bois énergie en réseau de chaleur : 4 TWh (2030 – facteur 4,5 par rapport à 2015)
- Bois individuel : 4,5 TWh maintien avec des équipements performants et peu polluants
- Pompes à Chaleur : 4 TWh
- Géothermie profonde : 3 TWh (2030 – facteur 3,5 par rapport à 2015)
- Éolien : 2 TWh (2030 – facteur 13 par rapport à 2015)
- Pyrogazéification : 2 TWh
- Autres filières ENR : 1.7 TWh (bio-carburants, solaire thermique , petit hydraulique)

4.8.1.2 Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) du Grand Orly Seine Bièvre

Le Plan Climat Air Énergie Territorial est un outil opérationnel de coordination de la transition énergétique et climatique sur le territoire. Il définit des objectifs stratégiques dans le but de réduire ou atténuer les émissions de gaz à effet de serre responsables du changement climatique. Dans une logique d'adaptation, il vise à réduire la vulnérabilité de ce territoire face aux modifications climatiques à venir. La thématique «Air» est traitée en interaction avec les sujets de l'énergie et du climat.

Le PCAET du Grand Orly Seine Bièvre a été arrêté lors du Conseil Territorial le 13 mai 2025. Il est actuellement soumis à l'avis des autorités compétentes (État, Région, Métropole, Mission régionale de l'autorité environnementale) et fera ensuite l'objet d'une consultation électronique du public.

Les orientations dudit PCAET sont reprises ci-dessous :

- Protéger la santé des habitants face aux risques climatiques, énergétiques et environnementaux, en agissant concrètement sur leur quotidien.
- Structurer le territoire en faveur de la sobriété et de la transition énergétique, à travers des infrastructures adaptées et des services résilients.
- Engager les entreprises et les collectivités dans la transition écologique et énergétique, en créant une dynamique collective.

- Prendre notre part dans la lutte contre le changement climatique, avec une administration exemplaire, à travers la démarche "Climat : prenons notre part"

4.8.1.3 Les émissions de gaz à effet de serre

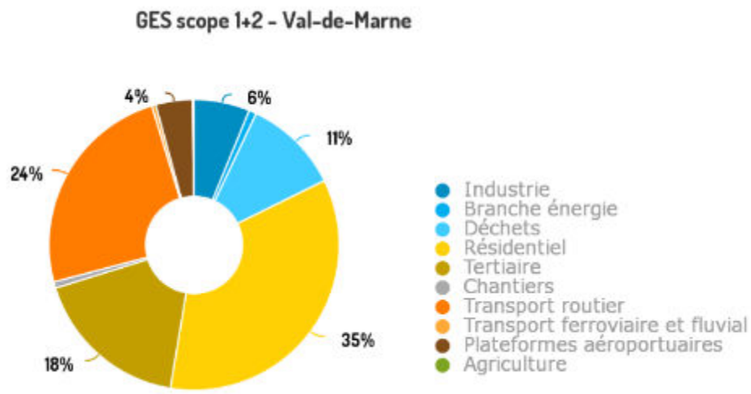
Un bilan des émissions atmosphériques de 2019 a été réalisé par Airparif sur le département du Val de Marne.

Les gaz à effet de serre (GES) pris en compte dans l'inventaire francilien sont le dioxyde de carbone, le méthane, le protoxyde d'azote et les composés fluorés. Les émissions de ces composés sont présentées en équivalent CO2 : elles sont corrigées de leur Pouvoir de Réchauffement Global (PRG) par rapport à celui du CO2 ; il est par exemple de 28 pour le CH4 d'origine biogénique, 265 pour le N2 O, de 23 500 pour le SF6 et de 4 800 pour le HFC143a. Cet indicateur a été défini afin de déterminer l'impact relatif de chacun des GES sur le changement climatique. Les coefficients ci-dessus sont ceux définis dans le cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de 2013.

Selon les définitions retenues par la CCNUCC et compte tenu du cycle court du carbone de la biomasse, les émissions de CO_2 issues de la combustion de la biomasse ne sont pas comptabilisées dans l'inventaire.

Les données d'émissions de gaz à effet de serre, par secteur d'activité à l'échelle intercommunale, émissions se produisant directement sur le territoire concerné (Scope 1) ainsi que les émissions intégrant les émissions indirectes liées à la consommation d'électricité et de chauffage urbain (scope 1+2),

Le graphique ci-dessous montre que, sur l'ensemble du Val-de Marne, les secteurs d'activités les plus émetteurs de gaz à effet de serre sont le secteur résidentiel et le transport routier. Ils contribuent respectivement pour 35 % et 24 % aux émissions directes et indirectes de gaz à effet de serre (GES Scope 1+2). Les émissions de GES au sein du Val-de-Marne en 2019 représentent 3 702 kt éq. CO_2.



Secteurs d'activités	GES – (Scope 1 + 2) – kteqCO2/an
Industrie	231
Branche énergie	30
Déchets	395
Résidentiel	1292
Tertiaire	651
Chantiers	26
Transport routier	903
Transport ferroviaire et fluvial	16
Plateformes aéroportuaires	152
Agriculture	6
Emissions naturelles	
Total général	3702

Figure 158 : Répartition sectorielle des émissions de GES en 2019 dans le Val-de Marne - Source : AIRPARIF Bilan 2019 des émissions atmosphériques

La première source d'émissions de GES (Scopes 1+2) en 2019 sur le territoire sont les bâtiments, c'est-à-dire les secteurs résidentiel et tertiaire (53 %). Le secteur résidentiel contribue à hauteur de 35 % aux émissions, qui sont dues principalement au chauffage (dont 60 % au gaz naturel). Le secteur tertiaire contribue pour 18% aux émissions, elles sont dues au chauffage des locaux (dont 52 % au gaz naturel) et à l'utilisation d'électricité (31 %). Le transport routier contribue pour 24 % aux émissions de GES. Elles proviennent essentiellement des véhicules diesel (73 %, tous types de véhicules confondus), compte-tenu de leur importance dans la répartition des kilomètres parcourus. Dans le traitement des déchets, qui contribue pour 11 %, les émissions sont notamment dues à l'incinération des déchets. Dans l'industrie, qui contribue pour 6 %, les émissions sont notamment dues à l'industrie chimique et à la combustion de gaz naturel. D'autres secteurs d'activités contribuent de façon moindre aux émissions de GES (Scope 1+2) : les plateformes aéroportuaires pour 4 % (cycle LTO). La contribution de chacun des autres secteurs est inférieure à 1 %.

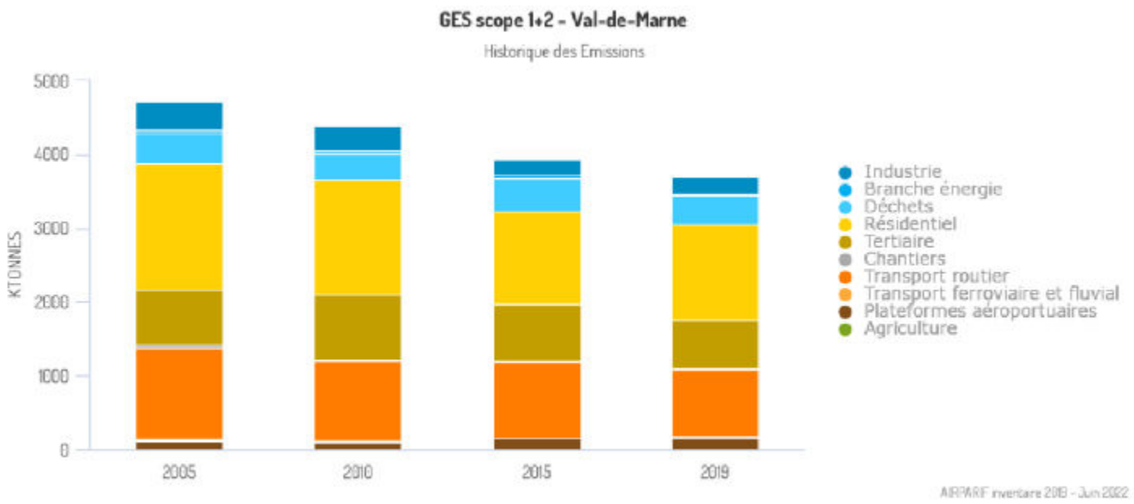


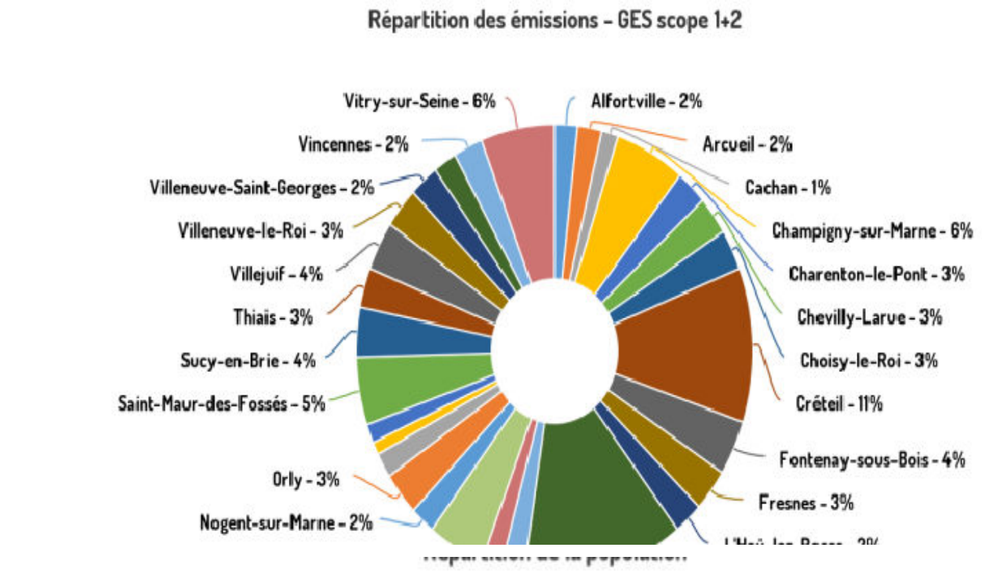
Figure 159 : Evolution des émissions de GES depuis 2005 - Source : AIRPARIF Bilan 2019 des émissions atmosphériques

La baisse des émissions de GES a été de 22 % en 14 ans.

La baisse des émissions de GES a été de 7 % entre 2005 et 2010 et de 16 % entre 2010 et 2019.

Dans les secteurs d'activités les plus contributeurs, les baisses d'émissions de GES (Scope 1+2) en 14 ans sont de 24 % pour le secteur résidentiel, 2 7 % pour le transport routier, 1 4 % pour le secteur tertiaire et 5 % pour le traitement des déchets. Les diminutions s'expliquent, pour les secteurs résidentiel et tertiaire, par une baisse des consommations d'énergie, plus marquée pour les produits pétroliers (essentiellement le fioul). Néanmoins, dans le secteur tertiaire, une hausse des émissions indirectes dues à l'électricité est observée (+ 21 %), en raison d'une consommation accrue de cette énergie (+ 1 8 %). Pour le transport routier, elles sont principalement dues à la baisse de la consommation moyenne de carburant des véhicules et à une baisse de 1 5 % des kilomètres parcourus. Dans les secteurs d'activités moins contributeurs, les émissions sont en baisse de 12 % pour le traitement des déchets et ont augmenté de 4 % pour les plateformes aéroportuaires.

L'évolution des émissions de GES, directement liées aux consommations d'énergie, est plus faible que celle des polluants atmosphériques (NOx, particules, etc.), dont la baisse est accrue par les améliorations technologiques de dépollution à l'échappement. Ces dernières n'induisent pas de baisse des émissions de GES qui sont directement liées à la consommation énergétique.



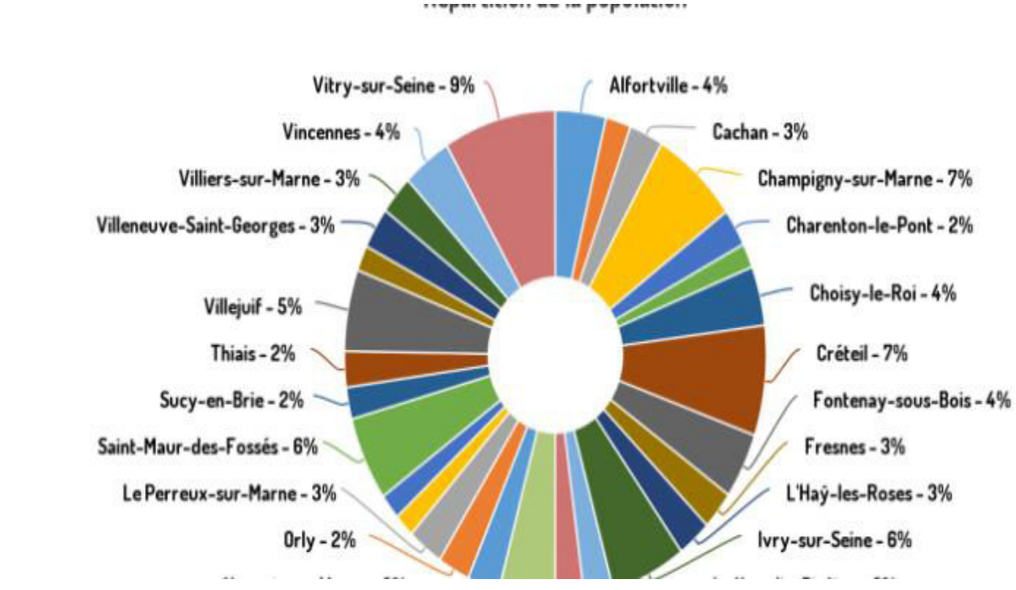


Figure 160 : Répartition spatiale des émissions de GES en 2019 - Source : AIRPARIF Bilan 2019 des émissions atmosphériques

Les graphiques ci-dessus illustrent la répartition spatiale par commune de plus de 20 000 habitants aux émissions de GES et la répartition spatiale de la population. Ces deux paramètres sont relativement liés, malgré quelques disparités sur des communes où des activités telles que le transport routier ou de grandes installations de combustion sont prépondérantes par rapport aux activités de la population.

4.8.2 LA PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES

Selon le document intitulé « une nouvelle stratégie énergie-climat pour la Région Ile-de-France », les énergies renouvelables et de récupération produites en Ile-de-France représentent actuellement 8% du mix énergétique soit une production annuelle d'environ 18 TWh. Il y a à la fois beaucoup de potentiels valorisables et beaucoup de débouchés qui permettent un développement économique positif des énergies renouvelables et de récupération (ENRR) :

- L'important gisement de déchets peut être valorisé énergétiquement (déchets urbains, eaux usées) de même que la chaleur perdue des activités économiques (data center, industrie, etc.) ; tous ces gisements de « chaleur fatale » sont la première des ressources à valoriser.
- La richesse du sous-sol du Bassin parisien, dont la réputation n'est plus à démontrer avec l'exploitation industrielle de la géothermie profonde pour chauffer nombre d'immeubles franciliens permettrait l'exploitation de nouvelles nappes aquifères.
- Le solaire a des opportunités de valorisation offertes par le bâti (toitures) et certains modes d'occupation du sol comme les surfaces de parking pour des ombrières, ou des anciens sites militaires et friches industrielles pour des centrales solaires au sol dans le respect des autres usages.
- La biomasse reste un important vecteur de développement local avec le bois énergie et la méthanisation.
- L'hydraulique et surtout l'éolien, sous représentés en Île-de-France, laissent entrevoir des potentiels locaux qui méritent d'aller au-delà d'une exploitation purement symbolique.

4.8.2.1 Solaire photovoltaïque

Le potentiel de production d'électricité à base de centrales solaires photovoltaïques en Île-de-France est extrêmement élevé puisqu'il pourrait passer de 0,15 TWh/an en 2015 à près de 6 TWh/an en 2030.

La région s'engage, par exemple, à équiper de panneaux solaires 100 lycées d'ici à 2024 et à construire un parc photovoltaïque régional. Elle souhaite également soutenir les collectivités en commençant par l'identification de leur potentiel solaire sur leur territoire. Pour cela, une cartographie, aussi appelée cadastre solaire, a été réalisée à partir des données modélisées par l'Institut Paris Région et l'Agence régionale énergie-climat (Arec). Les 2,5 millions de bâtiments en Ile-de-France ont été étudiés afin de déterminer leur ensoleillement et ainsi leur potentiel solaire. Celui-ci permet de visualiser les bâtiments ayant un gisement solaire important (rouge), intermédiaire (jaune) ou faible (bleu). Quand un immeuble est peu élevé et à l'ombre, le gisement solaire de son toit est quasi nul.

4.8.2.2 Energies de récupération

L'Île-de-France est pourvue d'environ une vingtaine d'usines de traitement des déchets ménagers. Une directive européenne impose désormais qu'elles valorisent l'énergie de l'incinération sous forme d'électricité et de chaleur. Les premières estimations concluent qu'en 2030, les usines d'incinération pourraient valoriser 1,2 TWh/an d'électricité et 3 TWh/an de chaleur distribuée via les réseaux de chaleur.

Un potentiel important d'énergie de récupération, essentiellement sous forme de chaleur appelée fatale, dans les usines d'incinération, les industries, les data centers et les eaux usées existe en Île-de-France et mérite d'être valorisé. À l'échelle nationale, l'Île-de-France est la région qui concentre le plus grand nombre de data centers et, sur cette seule cible, 0,3 TWh de chaleur pourraient être récupérés.

<u>Réseau de chaleur de la SEMMARIS et interconnexion</u>

Dès l'ouverture du M.I.N. en 1969, la SEMMARIS a favorisé la valorisation énergétique de ses déchets. Une chaufferie centrale a été installée en vue d'incinérer la totalité des déchets et d'alimenter un réseau de chaleur.

Le réseau de chaleur du M.I.N. est alimenté par une usine d'incinération des ordures ménagères (UOIM) située dans son périmètre. Créée en 1984 par le SIEVD (Syndicat Intercommunal d'Exploitation et de Valorisation des déchets de la région de Rungis), actuelle RIVED, en partenariat avec le M.I.N. de Rungis, cette usine dispose d'une capacité annuelle de traitement de 130 000 tonnes de déchets ménagers et assimilés. Elle est équipée de deux lignes de fours produisant une eau surchauffée à 185 °C, 20 bars. La chaleur issue de l'incinération – énergie renouvelable et de récupération (ENR/R) - est disponible par le biais d'échangeurs thermiques d'une puissance de 30 à 32 MW. La chaleur est utilisée prioritairement pour le chauffage des bâtiments desservis par le réseau de chaleur de la SEMMARIS.

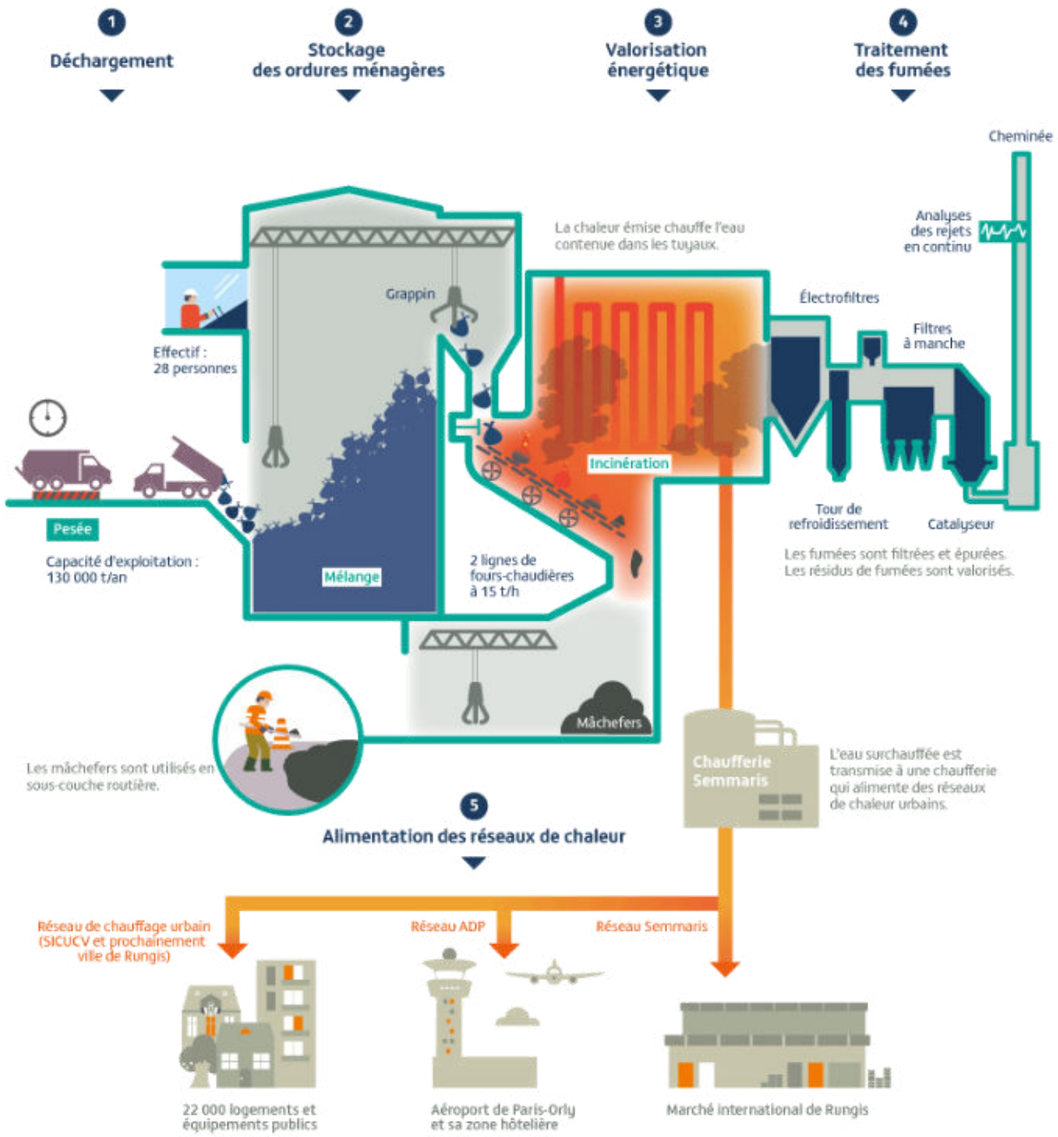


Figure 161 : Schéma fonctionnel de la valorisation thermique des déchets de la RIVED dans les réseaux de chaleur de la SEMMARIS, d'ADP et de la SICUCV - Source : RIVED

Avant 2014, ce réseau de chaleur n'utilisait pas complètement la chaleur produite par l'incinération, un excédent étant dissipé à l'atmosphère dès que la température extérieure était supérieure à 2-3°C. La chaleur excédentaire non-utilisée représentait une quantité comprise entre 90 000 et 100 000 MWh par an.

En 2014, est réalisée l'interconnexion du réseau de chaleur de la SEMMARIS avec celui du SICUCV (Syndicat Intercommunal de Chauffage Urbain de Choisy-Vitry) afin de transférer sur celui-ci l'excédent de chaleur non utilisée produite sur le premier. Une station d'échange construite par la SEMMARIS dans le M.I.N. permet de relier le réseau du SICUCV à partir de la commune de Vitry-sur-Seine grâce à une canalisation de haute pression de chauffage urbain.

Ce dispositif technique est réversible, c'est-à-dire que le réseau de la SEMMARIS peut également être alimenté par celui du SICUCV dans certaines configurations : arrêt technique des installations du RIVED par exemple ou en substitution d'une des chaufferies de secours actuelle du M.I.N.

Le projet renforce ainsi la sécurité d'alimentation des réseaux de chaleur concernés au profit de leurs utilisateurs : d'où l'expression choisie « d'interconnexion » des réseaux.

L'ambition du projet d'interconnexion SICUCV – RIVED – SEMMARIS était à la fois de rendre plus vertueux les réseaux de chaleur et de répondre à des besoins de production supplémentaires, en s'appuyant en priorité sur les sources d'énergies renouvelables existantes avec l'UIOM située à Rungis. Il s'agissait notamment d'éviter la construction d'une nouvelle unité de combustion qui constituerait une source de polluants à traiter.

La valorisation de chaleur excédentaire utilisée par le réseau du SICUCV a évité le recours à la construction d'une nouvelle chaufferie pour répondre aux besoins croissants de ce syndicat. Le projet a permis d'éviter l'émission d'environ 11 000 tonnes de CO_2 supplémentaires par an, par rapport au fonctionnement avant interconnexion.

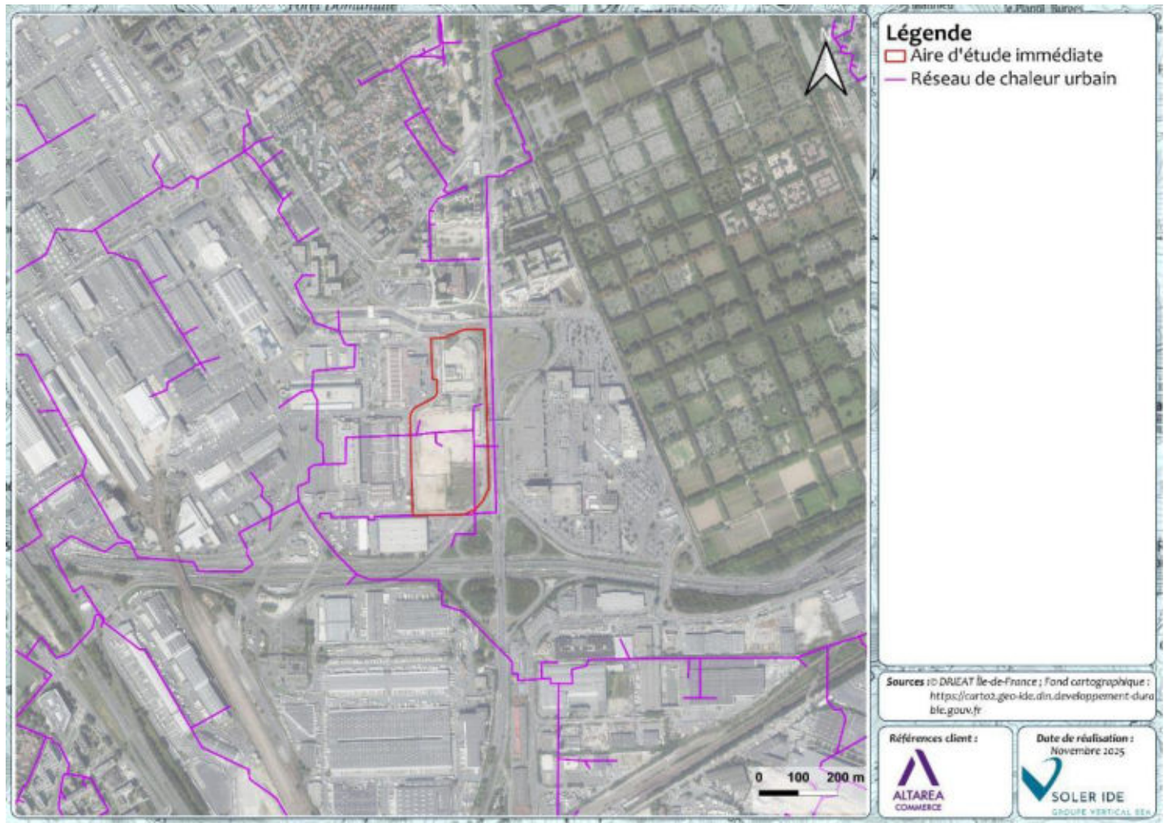


Figure 162 : Réseau de chaleur au droit et à proximité de l'aire d'étude immédiate – Source : DRIEAT Île-de-France, Géo-IDE Carto2

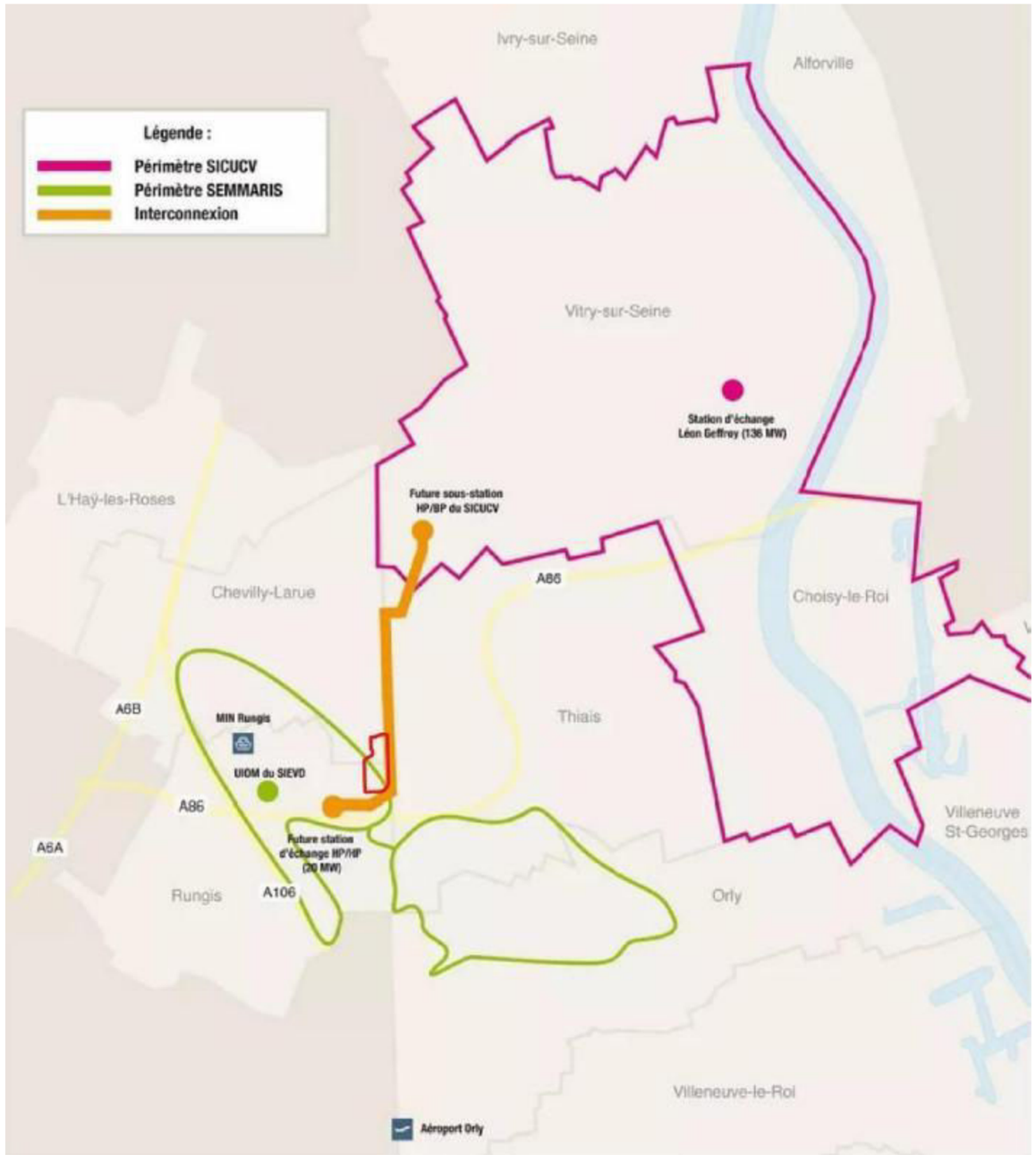


Figure 163 : Plan de l'interconnexion entre réseaux de chaleur de la SEMMARIS et de la SICUCV – Source : Syndicat intercommunal de chauffage urbain de Choisy-Vitry

Le réseau de la SICUCV, interconnecté avec celui de la SEMMARIS, borde l'aire d'étude immédiate à l'est et au sud.

4.8.2.3 Biométhane

La méthanisation, technologie fondée sur la dégradation de la matière organique par des micro-organismes en l'absence d'oxygène, permet de produire du biogaz, mélange gazeux composé d'environ 50 % à 70 % de méthane (CH4) et de 20 % à 50 % de gaz carbonique (CO2). Le biogaz est épuré pour obtenir du biométhane.

Cette énergie renouvelable peut être utilisée pour la production d'électricité et de chaleur ou pour être injecté dans les réseaux de gaz. Son usage est alors celui du gaz, valorisé en chaleur ou utilisé en carburant.

En Île-de-France, avec la création de centrales de méthanisation, cette filière se développe depuis quelques années principalement dans le domaine agricole en injection du biométhane dans les réseaux. Les stations d'épuration constituent également des sources potentiellement très importantes de production de biogaz.

Avec un réseau de gaz dense et des surfaces agricoles importantes en Île-de-France, le biogaz possède un fort potentiel de développement. Ce potentiel est encore renforcé par les efforts accrus des collectivités pour trier et valoriser les déchets fermentescibles. On estime qu'en 2030, la production de biométhane pourrait contribuer à hauteur de 5 TWh/an à la production d'ENR, ce qui représente un équivalent d'environ 240 installations.

4.8.2.4 Pompes à chaleur

En prélevant des calories dans l'air, l'eau ou le sol pour les transférer vers un autre milieu, la pompe à chaleur (PAC) est un équipement de chauffage thermodynamique à énergie renouvelable.

Les pompes à chaleur géothermale méritent un développement beaucoup plus important en Île-de-France car cette technologie, incontournable par le potentiel qu'elle représente, répond tout à la fois à des besoins de chauffage, eau chaude et rafraîchissement. Ce potentiel est aujourd'hui très insuffisamment mobilisé.

4.8.2.5 Géothermie profonde

L'Île-de-France se caractérise par un potentiel exceptionnel en matière de géothermie profonde car le sous-sol est composé de plusieurs aquifères et plus particulièrement la nappe du Dogger située à environ 1 800 mètres de profondeur. Elle est d'ailleurs, avec 45 installations, la région d'Europe la plus dotée en centrales de production qui alimentent de manière prioritaire les réseaux de chaleur.

Le développement de la géothermie profonde en Île-de-France est lié à l'exploration de nouveaux aquifères plus profonds, comme le Trias riche d'un fort potentiel avec des températures plus élevées. Cette exploration doit être encouragée et soutenue.

4.8.2.6 Eolien

L'énergie éolienne offre un potentiel important et encore largement sous-exploité en Île-de-France pour la production d'électricité. Avec des machines d'une puissance de 2 à 3 MW, ce potentiel a été évalué à environ 40 parcs soit 300 mats à l'horizon 2030.

Rappelons qu'il existe aujourd'hui en Île-de-France au plus une trentaine de mats seulement alimentant la région en électricité. Compte tenu de la rareté des terres agricoles et de la valeur patrimoniale des paysages, cet objectif ne pourra être atteint que si le développement des projets se fait en bonne intelligence avec les habitants des territoires, avec des bénéfices véritablement partagés, en termes de retombées économiques et d'emplois. Ainsi la Région ne soutiendra que les projets ayant reçu l'aval des collectivités concernées.

4.8.2.7 Hydroélectricité

Même si le potentiel de l'hydroélectricité ne représente que 0,1 TWh en Île-de-France, cette production, qualitative du fait de sa régularité, représente un intérêt local important, par exemple en étudiant la piste des anciens moulins. Le potentiel de 0,8 TWh en biocarburants mérite d'être pleinement valorisé. Le solaire thermique représente le même potentiel de 0,8 TWh.

4.8.3 LA VULNERABILITE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Si les conséquences du changement climatique à l'échelle mondiale sont multiples et assez bien documentées grâce aux travaux de synthèse du GIEC, l'exercice est plus complexe à l'échelle locale et reste soumis à de larges incertitudes.

Pour les besoins de l'élaboration du Plan « Protection, Anticipation et Adaptation de la région Île-de-France au changement climatique », adopté en septembre 2022, L'Institut Paris Région a réalisé une étude des vulnérabilités franciliennes aux effets du changement climatique.

Comme le reste du monde, le territoire francilien est également exposé à ces impacts climatiques. Ce diagnostic présente les vulnérabilités et enjeux associés à l'échelle de l'une des régions métropolitaines les plus densément peuplées et urbanisées d'Europe, région caractérisée aussi par l'importance de ses espaces agricoles, forestiers et naturels.

Cette étude vise à étudier les aléas climatiques actuels et projetés décrits dans la littérature scientifique et observés dans les territoires. Elle donne des éléments clés de compréhension de leurs effets selon trois familles d'enjeux : la santé des franciliens, la biodiversité et les ressources naturelles, les activités économiques.

La synthèse ci-dessous provient de l'Agence Régionale Energie Climat (AREC).

L'évolution tendancielle du climat francilien (élévation des températures moyennes, régime de précipitations…) est moins directement perceptible que les chocs car elle procède par effets cumulatifs ; elle n'en est pas moins dommageable pour les écosystèmes, l'assèchement progressifs des sols… L'Île-de-France est concernée par toutes ces évolutions. Une augmentation de la température moyenne de 2°C a en effet déjà été observée depuis 1950 et devrait se poursuivre quelles que soient les projections. Par ailleurs, la diminution du nombre de jour de gel va également se poursuivre.

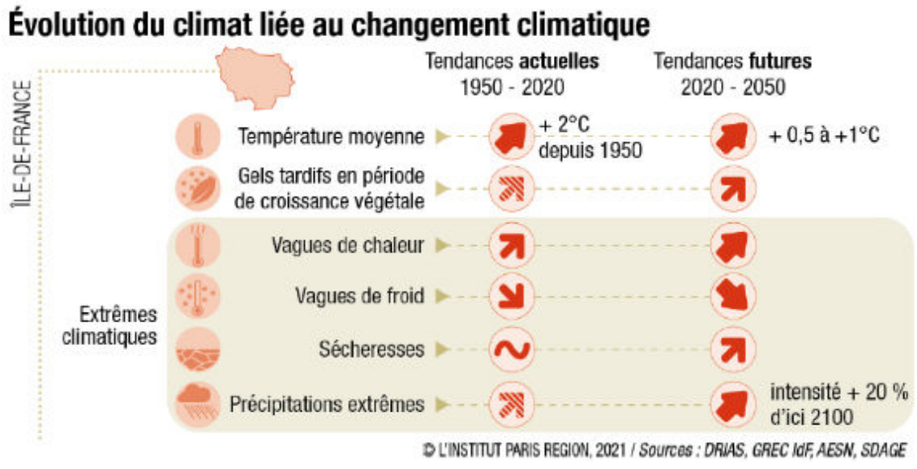


Figure 164 : Synthèse des éléments de projection climatique en Ile-de-France - Source : L'institut Paris Région – Vulnérabilités de l'Ile-de-France aux effets du changement climatique

De plus, la région est particulièrement exposée aux extrêmes climatiques : des vagues de chaleur et des sécheresses plus longues et plus intenses, des précipitations extrêmes en durée ou en intensité… En outre, leur survenance génère d'autres phénomènes (ou aléas induits) : les vagues de chaleur dégradent la qualité de l'air, les pluies extrêmes participent à la survenance des inondations… La sécheresse apparaît comme un super-aléa commandant toute une série de « variables indirectes » : incendies, retrait-gonflement des argiles, impacts sur la ressource en eau…

Enfin, si ces aléas climatiques surviennent de façon indépendante, ils peuvent aussi être concomitants, augmentant potentiellement certains risques (ex. : période de sécheresse concomitante avec une vague de chaleur qui accroit le risque d'incendies de forêt).

En croisant ces composantes avec les caractéristiques de la région francilienne, se dessinent trois grandes entrées pour expliciter les enjeux franciliens – « ce à quoi l'on tient » - face au changement climatique.

4.8.3.1 Les franciliens et leur cadre de vie

La majorité des Franciliens vivent en milieu urbain dense avec un déficit d'espaces de fraicheur de proximité, ils sont particulièrement surexposés aux effets d'îlots de chaleur urbain pouvant entrainer des problématiques de santé pour toute la population et une surmortalité pour les populations fragiles. Cette problématique, en lien avec l'inconfort thermique dans les bâtiments et les espaces publics, vient aggraver la vulnérabilité liée à d'autres préoccupations de santé publique aussi influencées par le changement climatique comme les maladies infectieuses et les allergies respiratoires. L'augmentation des épisodes extrêmes impacte le cadre de vie des franciliens en lien avec le retrait-gonflement des argiles, les inondations, les tempêtes et incendies causant d'importants dommages au bâti et infrastructures. L'imperméabilisation des sols, les pratiques agricoles (ruissellements) peuvent constituer des facteurs aggravants.

4.8.3.2 Une biodiversité et des écosystèmes menacés

Le changement climatique influence la biodiversité et les écosystèmes de deux manières : en modifiant les aires de répartition et le cycle de vie des espèces, et en impactant les services dits "écosystémiques". Ces derniers représentent les bénéfices offerts aux sociétés humaines par les écosystèmes et se distinguent en quatre catégories de services : les services d'approvisionnement (ex. : nourriture, combustibles, matériaux), les services de régulation (ex. : pollinisation, climat), les services de soutien (grands cycles biogéochimiques de l'eau, du carbone) et les services culturels (aspects esthétiques, récréatifs). Des écosystèmes en bonne santé assurent ces fonctions et participent à la résilience de l'Île-de-France. Or, le changement climatique accentue les pressions anthropiques (urbanisation, mitage, agriculture intensive…) déjà observées et participe à l'érosion de la biodiversité. Pour exemple, l'eau, habitat et ressource pour tous les êtres vivants et leurs milieux est autant menacée par les sécheresses qu'une solution d'adaptation pour faire face aux excès du réchauffement.

4.8.3.3 Les activités économiques et les grands services urbains et ruraux

Dans le domaine économique, les impacts climatiques s'exprimeront à la fois sur la santé des travailleurs (stress thermique), sur les modes et pratiques associées aux métiers (travail de nuit pour éviter les fortes chaleurs) et sur le cadre dans lequel s'opère cette activité économique (confort thermique dans les structures touristiques, tensions sur les sites de loisirs aquatiques). Cela concernera notamment les secteurs du tourisme et de la construction très représentés en Île-de-France. Par ailleurs, les réseaux d'énergie, de transport, d'eau potable et d'assainissement seront fortement impactés. Les chaleurs et les sécheresses mais aussi les inondations peuvent fragiliser l'alimentation en électricité et le fonctionnement des infrastructures entrainant des répercussions conséquentes sur le quotidien des franciliens et des activités économiques. Les tensions autour de la ressource en eau, seront une des problématiques majeures des prochaines années. Elle concerne notamment l'agriculture francilienne, secteur susceptible de s'appuyer sur une irrigation croissante pour faire face aux sécheresses.

4.8.3.4 Le besoin de stratégies d'adaptation

La lecture de ces enjeux souligne la nécessité d'étudier et de prendre en compte au plus vite les nombreuses vulnérabilités du territoire francilien par les différents acteurs territoriaux.

Repenser nos villes, nos campagnes, nos modes de vie s'avère indispensable, comme le développement d'un aménagement plus respectueux du cadre de vie et de la santé des franciliens, des écosystèmes et des ressources. Ainsi, la désimperméabilisation des sols et leur renaturation, la présence d'eau et son usage rationnel, le choix des matériaux sont autant de pistes pour offrir des îlots de fraîcheur dans l'espace public ou pour limiter les risques de ruissellement... La réorganisation des modes de travail et des services urbains doit aussi être intégrée pour maintenir les activités économiques et la vie sociale.

Les options d'adaptation sont multiples et peuvent d'ores et déjà être déployées massivement à condition d'être bien dimensionnées selon les particularités locales du territoire. La consolidation des connaissances scientifiques et empiriques est essentielle à ce stade. Des solutions multifonctionnelles répondant à plusieurs problématiques comme les solutions fondées sur la Nature (captage du carbone et des particules fines, rafraichissement, gestion des eaux pluviales...) sont à privilégier. Elles doivent être encouragées dans les stratégies d'adaptation comme dans les exercices de planification ; elles éviteront les écueils de la « maladaptation ».

Synthèse :

Plusieurs plans et programmes visent à réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle régionale (SRCAE/SRADDET), ou encore plus locale, au niveau de la métropole avec le PCAET du Grand Orly Seine Bièvre.

En 2019, les émissions de gaz à effet de serre sont estimées à 3 702 kteqCO_2, principalement liées au transport routier et au secteur résidentiel. La production d'énergies renouvelables représente 18 TWh avec les pompes à chaleur comme filière la plus favorisée.

Le changement climatique sera à l'origine d'une augmentation des températures, d'une diminution du nombre de jours de gel et une augmentation du nombre de journées chaudes. La période sèche sera également plus longue. Ces évolutions du climat auront des incidences sociales, économiques, environnementales et sanitaires qu'il conviendra de prendre en compte dans le cadre du projet.

L'enjeu lié à l'énergie et la lutte contre le changement climatique est fort.

4.9 RISQUES TECHNOLOGIQUES

4.9.1 LE RISQUE DE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES

Le risque de transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport de matières dangereuses par voies routière, ferroviaire, maritime ou fluviale ou par canalisation. Compte tenu de la diversité des produits transportés et des destinations, un accident de transport de matières dangereuses peut survenir pratiquement n'importe où.

4.9.1.1 Le risque de transport de matières dangereuses par voie routière

Le réseau routier construit suivant les normes et réglementations techniques en vigueur n'est pas dangereux par lui-même. Cependant, certaines sections de ce réseau, de par leurs caractéristiques aériennes ou souterraines, leurs pentes ou leurs courbes, peuvent conduire à des sinistres plus que d'autres dans le cas d'une perte de contrôle d'un véhicule.

Le territoire du pôle Orly-Rungis ou s'inscrit l'aire d'étude immédiate est exposé au risque TMD par voies routières car étant traversé par les autoroutes A 86 et A 106 supportant un trafic dense en lien avec les activités logistiques du MIN, de Sogaris et du Sénia et utilisées pour le transport des matières dangereuses, à l'exception des tronçons où il y a une restriction.

L'aire d'étude immédiate est concernée par ce risque puisque celle-ci est bordée par des voies à grande circulation (A86, D7).

4.9.1.2 Le risque de transport de matières dangereuses par voie ferroviaire

Les voies ferrées et les canalisations apparaissent comme les modes de transport de matières dangereuses les plus sûrs. Elles sont protégées de certains risques majorants : intempéries, personnes présentes sur les routes.

Selon le Dossier Départemental des Risques Majeurs, deux axes ferroviaires traversent le département du Nord au Sud (Charenton-le-Pont < > Villeneuve-Saint-Georges) et du Nord à l'Ouest (Bry-sur-Marne < > Rungis) et support un trafic de TMD.

La voie ferrée la plus proche est située à près de 750 m au sud de l'aire d'étude immédiate. Le risque au niveau de l'aire d'étude immédiate est nul.

4.9.1.3 Le risque de transport de matières dangereuses par canalisation

Plusieurs réseaux de canalisation sont installés dans le département du Val de Marne : 143 km de transport de gaz naturel et 32 km de transport d'hydrocarbures.

Aucune canalisation de transport de matières dangereuses ne se situe au droit de l'aire d'étude immédiate. La canalisation de transport de gaz la plus proche se situe à près de 1 km au nord de l'aire d'étude immédiate et la canalisation d'hydrocarbures la plus proche se situe à environ 3,4 km à l'est de l'aire d'étude immédiate.

L'aire d'étude immédiate n'est pas concernée par ce risque.

4.9.1.4 Le risque de transport de matières dangereuses par voie fluviale

Le transport par voie fluviale constitue un mode de transport à faible risque ; il permet en outre de convoyer de grandes quantités de produits. Le cours d'eau utilisé à cette fin le plus proche de l'aire d'étude immédiate est La Seine située à plus de 3,5 km à l'Est de l'aire d'étude immédiate. En cas d'accident (très rare), le principal risque est le déversement de matières dangereuses pouvant entraîner une pollution ; le risque d'explosion n'est pas exclu.

L'aire d'étude immédiate n'est pas concernée par ce risque.

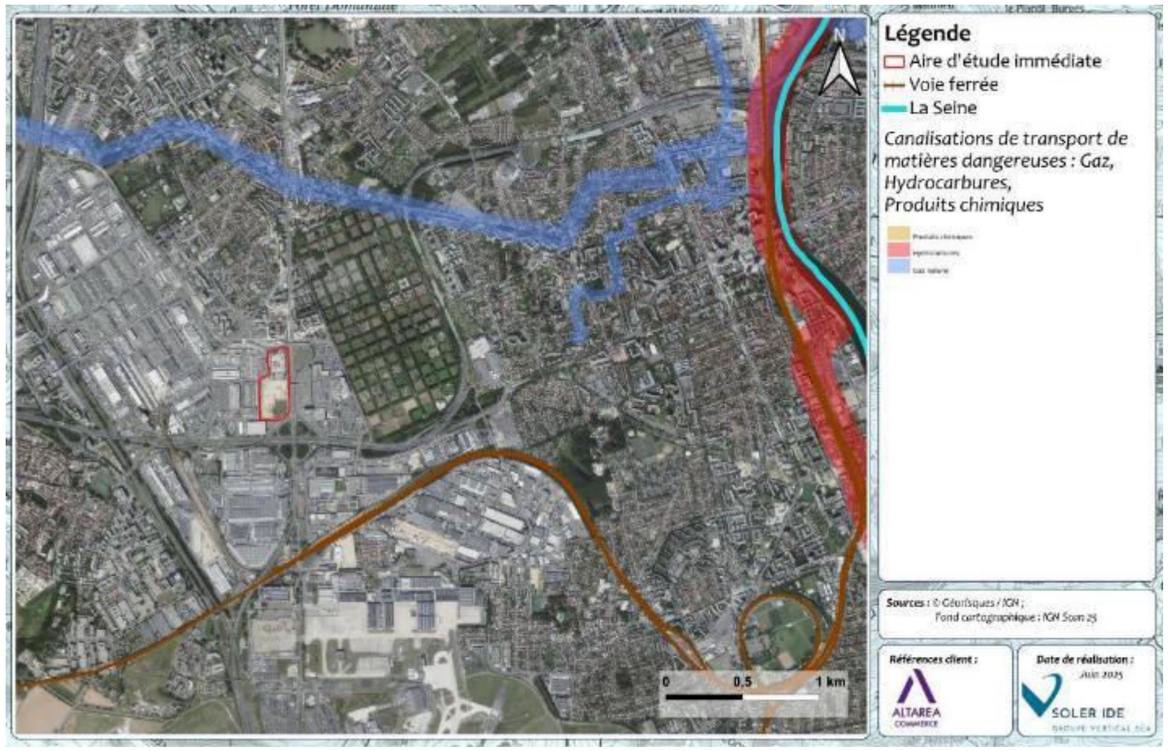


Figure 165 : Risque de transport de matières dangereuses à proximité de l'aire d'étude immédiate

4.9.2 LE RISQUE INDUSTRIEL : ETABLISSEMENTS SEVESO ET ICPE

Le risque industriel est un évènement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et l'environnement. Afin d'en limiter la survenue et les conséquences, les établissements les plus dangereux sont soumis à une règlementation stricte et à des contrôles réguliers. Il s'agit des Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et des établissements SEVESO.

La législation relative aux installations classées, codifiée au Titre Ier du Livre V du code de l'environnement, est la base juridique de la politique de l'environnement industriel en France.

Les activités industrielles qui relèvent de la législation des installations classées sont énumérées dans une nomenclature (annexe à l'article R.511-9 du Code de l'environnement, modifié par décret n°2017-1595 du 21 novembre 2017) qui les soumet soit à un régime d'autorisation, soit à un régime de déclaration, selon l'importance de l'activité et suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation. La typologie est la suivante :

- **Les établissements soumis à déclaration**

La déclaration concerne les activités les moins polluantes ou les moins dangereuses. Elle consiste à faire connaître au préfet son activité (le préfet remet alors un récépissé de déclaration) et à respecter des prescriptions standardisées. Les prescriptions techniques qui leur sont applicables sont signifiées aux établissements par arrêtés types préfectoraux ou ministériels.

- **Les établissements soumis à autorisation**

L'autorisation concerne les activités les plus polluantes ou les plus dangereuses. La procédure d'autorisation débute par la constitution d'un dossier de demande d'autorisation où figurent l'étude d'impact et l'étude de dangers. Ces deux documents sont fondamentaux. Le dossier est ensuite instruit par les services du préfet. Il est soumis à diverses consultations et notamment à une consultation du public (c'est l'enquête publique). La procédure se termine par la délivrance (ou le refus) de l'autorisation sous la forme d'un arrêté du préfet qui contient les prescriptions (par exemple pour les rejets : les valeurs-limites de concentrations et de flux des divers polluants) que doit respecter l'industriel.

- **Les établissements soumis à enregistrement**

Depuis le 11 juin 2009 (Ordonnance n°2009-663 du 11 juin 2009 relative à l'enregistrement de certaines installations classées pour la protection de l'environnement, JO du 12 juin 2009), un troisième régime a été institué : le régime d'enregistrement qui constitue un régime d'autorisation simplifiée.

Cette nouvelle procédure a pour objet d'instaurer un régime intermédiaire entre les régimes de déclaration et d'autorisation. L'objectif est également d'alléger les procédures administratives pour les petites installations dans les cas où il existe des risques significatifs justifiant un examen préalable du projet par l'inspection des installations classées, mais qui peuvent être prévenus par le respect de prescriptions standardisées.

Tous ces établissements sont des établissements fixes qui produisent, utilisent ou stockent des produits répertoriés dans une nomenclature spécifique.

Les établissements SEVESO « seuil bas »

En plus des obligations qui s'appliquent à un établissement soumis à autorisation, ils doivent élaborer une étude de dangers prenant en compte l'effet domino, recenser chaque année les substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement et les notifier à l'administration, ainsi que définir une politique de prévention des risques majeurs et en informer le public et son personnel et informer les ICPE tiers des risques qu'ils leurs font subir.

Les établissements SEVESO « seuil haut »

En plus d'obligations qui s'appliquent à un établissement Seveso « seuil bas », ils doivent mettre en place un Système de Gestion de la Sécurité (SGS) ainsi qu'un Plan d'Organisation Interne (POI) et fournir toutes les informations nécessaires à la maîtrise de l'urbanisation et à la mise en place d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI).

Au droit de l'aire d'étude élargie on compte **84 installations classées** pour la protection de l'environnement (ICPE) localisées par Géorisques :

- 7 ICPE soumise au régime de l'Autorisation.
- 37 ICPE soumises au régime de l'Enregistrement.
- 40 ICPE soumises à Déclaration.

Aucune installation située au droit de l'aire d'étude élargie n'est classée SEVESO et aucune ICPE n'est située au droit de l'aire d'étude immédiate (AEI).

L'installation de la SOGARIS située à près de 190 m au sud de l'aire d'étude immédiate est soumise à Autorisation ICPE au titre de la rubrique n°1510-2a « Entrepôts couverts […] 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant a) Supérieur ou égal à 900 000 m^3 ». Le centre commercial « Belle-Epine » situé à près de 60 m à l'Est est soumis au régime de l'Enregistrement ICPE.

Tableau 31 : Liste des ICPE soumises aux régimes de l'Autorisation situées au droit de l'aire d'étude élargie

Communes	Nom d'établissement	Régime	Statut Seveso	Etat d'activité	Activité principale	Distance par rapport à l'aire d'étude immédiate
CHEVILLY-LARUE	COMADIM (BNP PARIBAS)	Autorisation	Non Seveso	En fin d'exploitation	/	1 150 m au nord-ouest
RUNGIS	SOGARIS	Autorisation	Non Seveso	En activité	Entrepôt	190 m au Sud
	VALORGIS	Autorisation	Non Seveso	En activité	Incinérateur de déchets	770 m à l'ouest
	SUEZ Centre de tri « point A »	Autorisation	Non Seveso	En activité	Installation de traitement de déchets	530 m à l'ouest
	SEMMARIS	Autorisation	Non Seveso	En activité	Entrepôts couverts	925 m au sud-ouest
THIAIS	DAVLI MENZZO	Autorisation	Non Seveso	En activité	Entrepôt	700 m au Sud-Est
	RATP	Autorisation	Non Seveso	En activité	Installation de remplissage de gaz naturel	1,4 km au Sud-Est

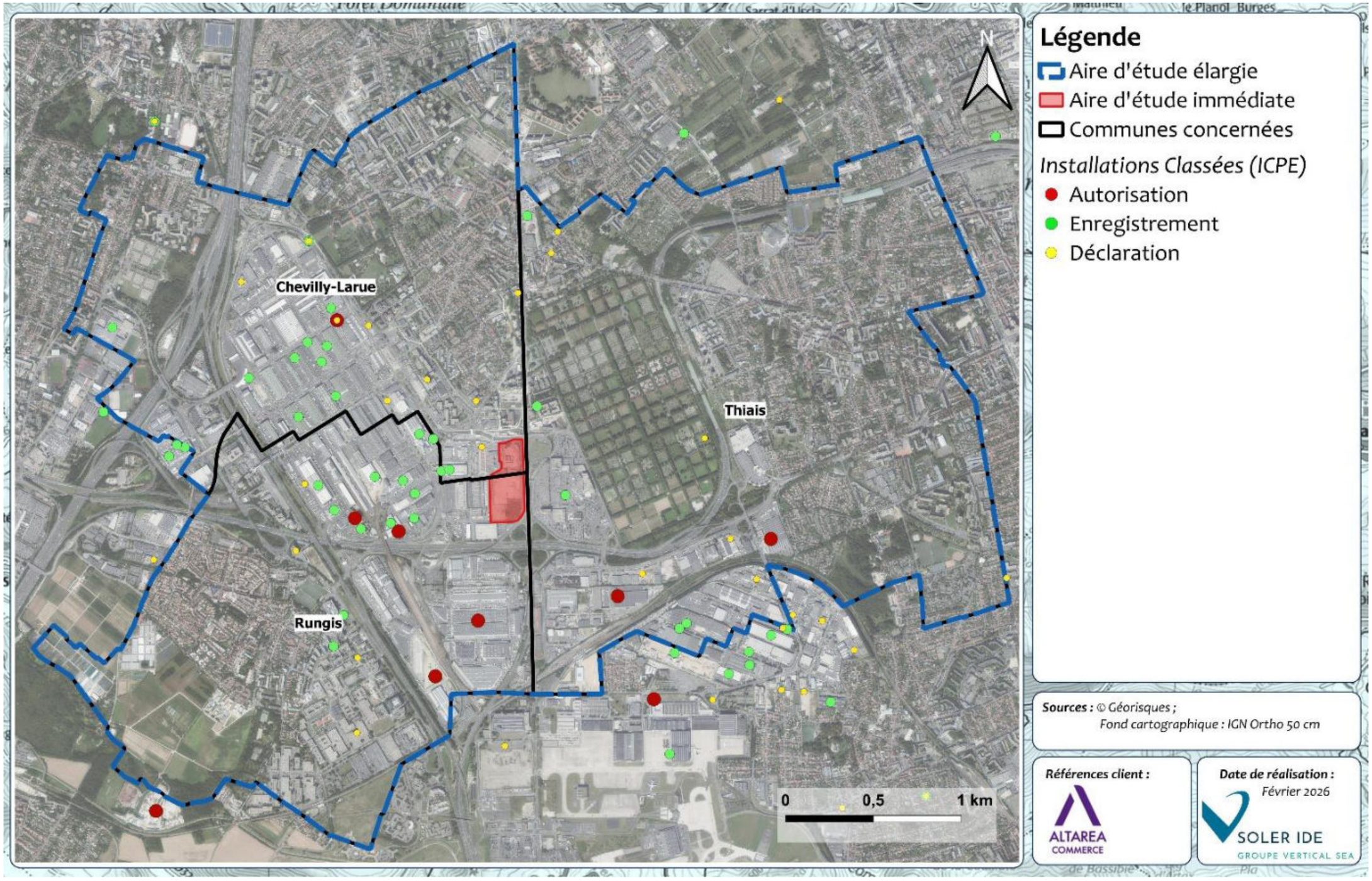


Figure 166 : ICPE au droit de l'aire d'étude élargie

4.9.3 LE RISQUE NUCLEAIRE

Le risque nucléaire provient de la survenue d'accidents, conduisant à un rejet d'éléments radioactifs à l'extérieur des conteneurs et enceintes prévus pour les contenir.

Si aucun centre nucléaire de production d'électricité n'est implanté dans le département, le Val-de-Marne comprend toutefois, depuis 1957, un site d'expérimentations nucléaires spécialisé dans l'instrumentation spatiale et neutronique (la SODERN).

Sur les 1 000 transports nucléaires effectués en France en 2018, 29 ont emprunté des voies ferrées du Val-de-Marne (matières nucléaires irradiées de catégorie 3 et 98 de catégorie 2) mais aucun transport routier.

Concernant la SODERN, seul équipement situé dans le Val de Marne, une étude d'impact atmosphérique réalisée par le Commissariat à l'Energie Atomique le 28 septembre 2000, révèle que l'activité de la société en mode normal ou en cas d'accident, s'avèrerait modérée et peu conséquente sur l'environnement ainsi que sur les individus exposés par inhalation.

Le risque nucléaire sur l'aire d'étude immédiate est très faible mais n'est pas nul en raison d'installations nucléaires en région parisienne et de transport et utilisation de sources radioactives au sein du territoire francilien.

L'aire d'étude immédiate se trouve principalement concerné par le risque lié aux transports de matières dangereuses routiers et, dans une moindre mesure, par la proximité d'installations industrielles classées. Toutefois, en raison du cadre réglementaire applicable aux ICPE, les impacts extérieurs de ces installations doivent être maîtrisés, ce qui réduit significativement l'exposition réelle du site aux risques industriels. Les autres risques technologiques identifiés (fluvial, ferré, canalisation, nucléaire) demeurent très faibles à négligeable

4.10 LES SITES ET SOLS POLLUES

4.10.1 RECHERCHES BIBLIOGRAPHIQUES

La carte des anciens sites industriels et activités de services (**CASIAS**) recense les anciennes activités susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols. Il peut s'agir d'anciennes activités industrielles (qu'il s'agisse d'industries lourdes, manufacturières, etc.) ou encore d'anciennes activités de services potentiellement polluantes (par exemple les blanchisseries, les stations-services et garages, etc.). Elle témoigne notamment de l'histoire industrielle d'un territoire depuis la fin du 19ème siècle.

La constitution de la CASIAS a pour finalité de conserver la mémoire d'anciens sites industriels et activités de service pour fournir des informations utiles à la planification urbanistique et à la protection de la santé publique et de l'environnement.

Il faut souligner que la CASIAS est une cartographie de l'histoire des activités industrielles ou de service qui se sont succédé au cours du temps sur un territoire, et ne préjuge pas de la pollution effective des sols des établissements recensés.

La CASIAS a pour objectif d'aider, dans les limites des informations dont l'Etat a connaissance, les notaires et les détenteurs des sites, actuels ou futurs, pour toutes transactions immobilières. Il faut souligner que **l'inscription d'un établissement dans la CASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.**

La base de données CASIAS est un inventaire historique des sites industriels et activités de services. De nombreux sites CASIAS (ex BASIAS) sont recensés à proximité de l'aire d'étude immédiate. Par ailleurs, deux sites sont localisés au droit de l'aire d'étude immédiate. Il s'agit des site IDF9403514 et IDF9402753. Il s'agit de sites dont l'activité est aujourd'hui terminée.

Tableau 32 : Sites CASIAS (ex BASIAS) recensés au droit de l'aire d'étude immédiate

Identifiant site CASIAS	Nom de l'activité	Activité principale	Etat du site	Date du début d'activité
IDF9403514	RENAULT FRANCE VI SA	Garage - Entretien et réparation de véhicules automobiles (ou autres)	Activité terminée	25/06/1971
IDF9402753	EUROMARCHE, SA	Dépôt de liquides inflammables	Activité terminée	01/01/1986

Sur la figure suivante, sont localisés les anciens sites industriels et activités de service recensés à partir des archives disponibles, départementales et préfectorales.

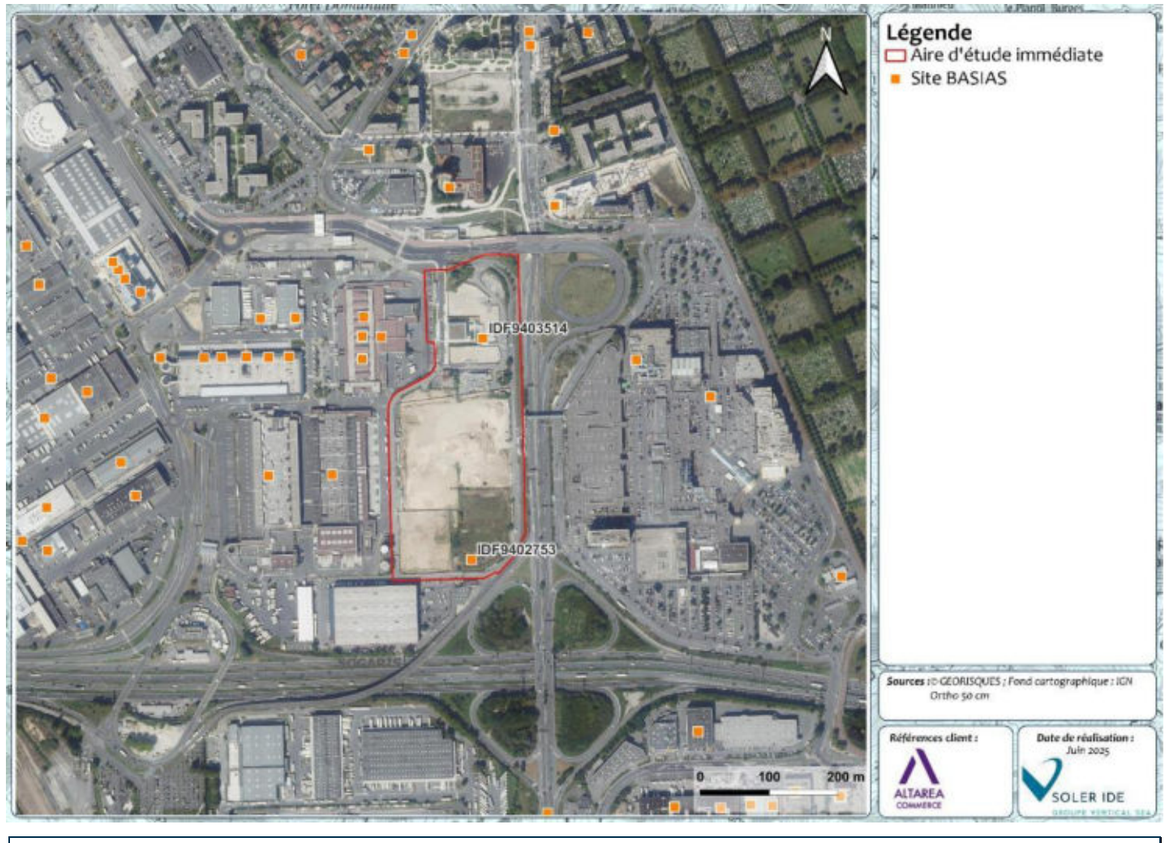


Figure 167 : Sites BASIAS à proximité de l'aire d'étude immédiate

La base de données BASOL recense les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif. Une dizaine de sites BASOL se situent au sein de l'aire d'étude élargie, mais aucun au sein de l'aire d'étude immédiate. Néanmoins, un site BASOL se situe à l'ouest à proximité immédiate. Il s'agit du site SSP000535801.

La fiche BASOL de ce site indique les éléments suivants :

1- Présentation de l'établissement
Cette station-service était exploitée sur le site du Marché Internationale (MIN) de Rungis depuis 1966. Elle comprenait 2 distributeurs de carburants et 3 cuves enterrées, sur une surface de 2300 m². En date du 06/02/2013 l'exploitant a informé le préfet de la cessation totale des installations classées qu'il exploitait. La cessation d'activité est effective depuis le 31/08/2012. Le récépissé de cessation d'activité a été délivré le 26/07/2013.
2- Diagnostics réalisés
Un diagnostic pollution initial a été transmis à la préfecture le 22/09/1994, suite à une perte de carburant, estimée à 5000 litres. Un nouveau diagnostic complémentaire, demandé par la préfecture en 1995, a conclu à la présence de teneurs peu élevées en hydrocarbures dans les terres. Dans le cadre de la cessation d'activité, l'exploitant a transmis, un diagnostic environnemental réalisé en date du 17 novembre 2009 et le plan de gestion de la pollution du site. Les investigations de terrain ont été réalisées les 10 et 11 août 2009 (réalisation de 18 sondages) et complétées en janvier, mars et juillet 2013 (réalisation de 33 sondages). Les analyses ont mis en évidence une pollution par les hydrocarbures sur l'ensemble des sondages avec des teneurs comprises entre 85 et 24 000 mg/kg.
3- Dépollution réalisée
Les travaux de dépollution ont été mis en place conformément au plan de gestion transmis : - la première phase de travaux visait à purger les terres impactées au niveau des anciennes pistes poids lourd (PL) : 1350,90 tonnes de terres excavées, ont été triées et envoyées vers un centre de traitement. Les fouilles ont ensuite été remblayées pas des matériaux sains de carrière ; - la seconde phase de traitement des terres impactées en hydrocarbures volatils a été réalisée avec un venting, au droit des anciennes pistes des véhicules légers (VL). 6 aiguilles d'extraction ont été mises en place. Les gaz extraits ont été traités sur charbon actif. Le nettoyage et l'enlèvement des cuves et des tuyauteries de la station-service ont été effectués le 21 janvier 2015.
4- Pollution résiduelle
Après les travaux d'excavation de la zone PL : Les concentrations résiduelles maximales mesurées vont jusqu'à 38 640 mg/kg en hydrocarbure C10-C40. Pour les gaz du sol les concentrations résiduelles sont de 81 187 µg/m³ en hydrocarbures aliphatiques C6-C16 et de 20 491 µg/m³ en hydrocarbure aromatique C8-C16. Après les travaux d'excavation de la zone VL : La concentration résiduelle en hydrocarbures C10-C35 la plus élevée était de 4514 mg/kg et de 604 mg/kg pour les xylènes.
5-Usage retenu
Le site a été entièrement réhabilité. Il a été constaté en 2017 que la plus grande partie du site a été aménagée à usage de parking et la seconde partie abrite une station-service gaz. Les calculs de risque ont permis de vérifier que le site était compatible avec l'usage envisagé, industriel.
6- Restrictions
Les préconisations suivantes ont été faites par le bureau d'étude : - surveillance des eaux souterraines ; - conservation de la mémoire des contaminations résiduelles ; - en cas de travaux dans la zone, suivi des travaux par une société spécialisée ; - dispositions particulières à prendre en cas de mise en place de canalisation d'eau potable ; - en cas de changement d'usage ou d'aménagement, il sera nécessaire de s'assurer de la compatibilité du site avec le nouvel aménagement ou usage.

7-Changement d'usage
Il est de l'entière responsabilité du maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage de définir les mesures de gestion de la pollution des sols et de les mettre en œuvre afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et le nouvel usage projeté. Il doit notamment s'appuyer sur la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués décrits dans la note ministérielle du 19 avril 2017. Le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage fait attester de cette mise en œuvre par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués. Le cas échéant, cette attestation est jointe au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager.

Précisons par ailleurs qu'en application de l'article L125-6 du code de l'environnement, **un SIS (secteur d'information sur les sols) a été créé au droit du site BASOL n° SSP000535801**, situé à proximité immédiate à l'Ouest de l'aire d'étude immédiate.

Aussi, conformément à l'article L556-2 du code de l'environnement, tout projet d'aménagement ou de construction sur ce site devra faire l'objet d'une attestation, par un bureau d'études certifiés dans le domaine des sites et sols pollués, garantissant la compatibilité du projet avec l'état du sol.

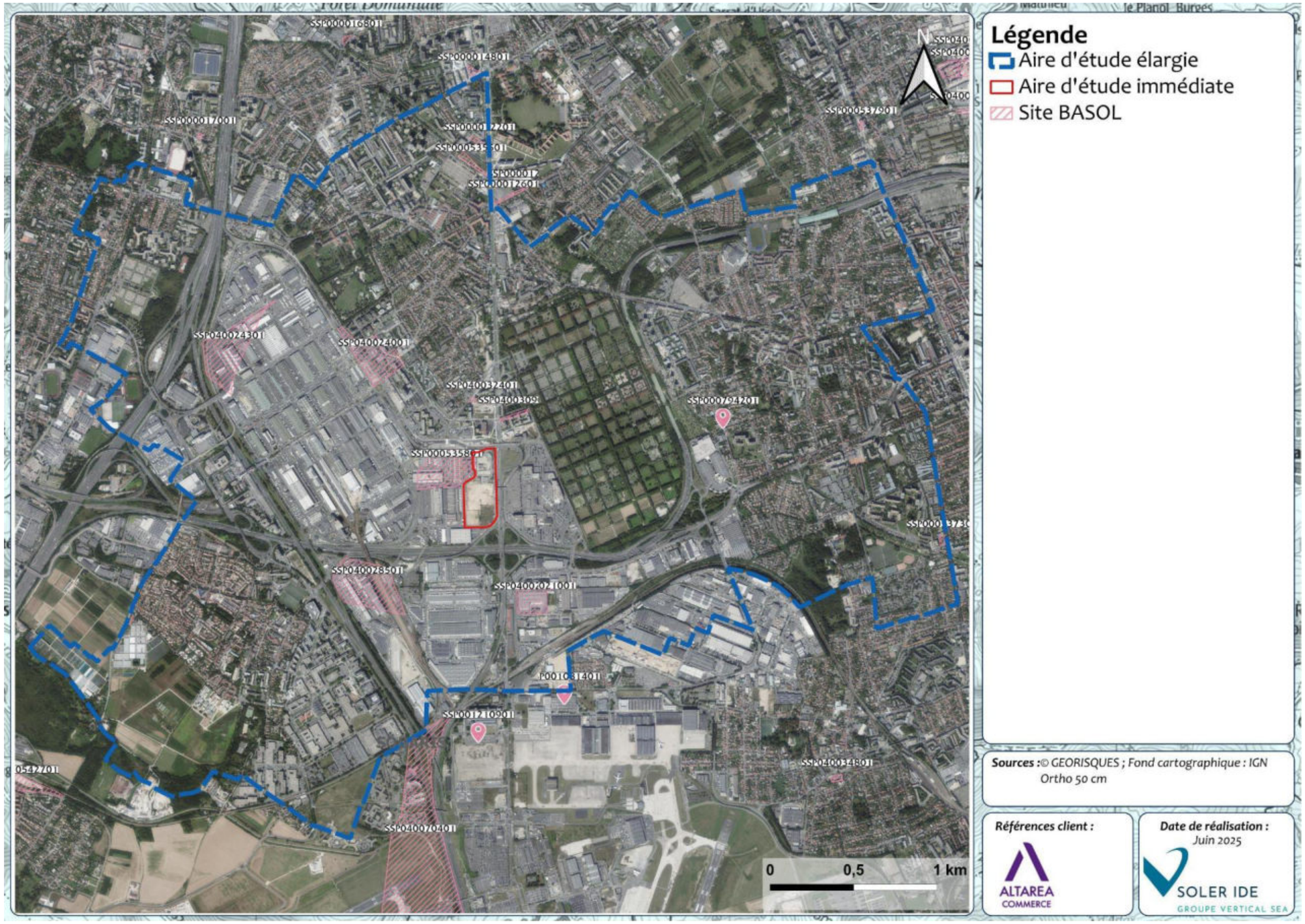


Figure 168 : Sites BASOL à proximité de l'aire d'étude immédiate

4.10.2 INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES SOLS

Dans le cadre du projet d'aménagement, la société SOLER IDE a réalisé le plan de gestion de la pollution sur le secteur sud de l'aire d'étude immédiate (excepté le terrain de la SOGARIS situé au sud-ouest) (cf. étude dans son intégralité en annexe). Il s'agissait de connaître le meilleur scénario de réhabilitation au regard du passif industriel du site et des dépollutions effectuées.

Plusieurs études environnementales ont été réalisées au droit du site depuis 2018. D'une manière générale, les terrains rencontrés sont constitués de remblais reposant sur des argiles limoneuses à sableuses puis des marnes. Les différentes investigations ont montré :

- **Sur le milieu Sol** : ponctuellement des odeurs d'hydrocarbures et des couleurs suspectes, des anomalies ponctuelles en métaux principalement dans les remblais, des impacts en hydrocarbures, des traces de PCB et COHV, et localement, des anomalies en antimoine lixiviable ;
- **Sur le milieu Eau souterraines :** un niveau de la nappe entre 7m et 8m de profondeur, la présence d'hydrocarbures C10- C40 et de composés chlorés ;
- **Sur le milieu Gaz souterrain** : la présence de polluant volatils (hydrocarbures et composés chlorés).

Suite à ces études, des travaux de dépollution effectués en 2024 au niveau des 5 zones de pollution concentrées mises en évidence lors des études précédentes (All Meca Trucks, Fraikin, Thermo King, Fenwick et Auxiliaire d'équipement). Au total 3 303 tonnes de terres polluées ont été évacuées au biocentre de La Courneuve. Dans la grande majorité des cas, les terres du site ont servi pour remblayer les fouilles. Toutefois, 7 000 m^3 de terres saines sont venues de l'extérieur du site pour achever le remblaiement les fouilles situées sur les zones de Fenwick, All Meca et Thermo King. A noter que lors des travaux de dépollution, des teneurs résiduelles ont été mesurées au niveau des fouilles All Meca Trucks, Fenwick et Auxuiliaire d'équipement. Ces teneurs n'ont pu faire l'objet d'un traitement dans la mesure où elles étaient localisées soit au niveau de la nappe (environ 8 mètres de profondeur), soit à proximité de la limite de site (limite technique).

La campagne de reconnaissance complémentaire sur les sols a été menée du 5 au 20/11/2024. Au total, 36 sondages (noté T1 à T30, P1 à P4, P1a et P4a) dont 13 piézairs (notés PG1 à PG13) ont été effectués. Au cours des investigations, les formations suivantes ont été rencontrées :

- Remblais Limonneux sableux graveleux à argileux, avec parfois quelques débris de briques ou de béton, brun à gris foncé, entre environ 30 cm et plus de 3 mètres de profondeur ;
- Limons à argiles plus ou moins sableux, brun à beiges jusqu'à environ 3 mètres de profondeur ;
- Marnes avec plus ou moins de grains à blocs calcaires, beiges à blancs, jusqu'à plus de 9 mètres de profondeur.

Lors des investigations sur les sols, il a été identifié ponctuellement des couleurs et des odeurs suspectes, notamment au droit du sondage T10. La présence de COV à des teneurs jusqu'à 61 ppmV ont été mesurées sur le PID (sondage T10).

Les résultats d'analyses sur les sols ont notamment montré :

- des anomalies ponctuelles sur les métaux, avec des teneurs plus ou moins notables ;
- des impacts ponctuels en hydrocarbures C10-C40 (sondages T7 et T10) ainsi qu'en PCB (sondage T6) ;
- uniquement sur l'horizon des remblais, des dépassements ponctuels des critères d'acceptation en ISDI sur lixiviat en antimoine (partie Nord-Est du site) et en fraction soluble associée avec des sulfates (partie Sud du site).

La campagne de reconnaissance sur les eaux souterraines a été menée les 13 et 18/11/2024 au droit de l'ouvrage posé PZ1 ainsi que des 2 ouvrages présents (PZ1 et PZ3). Lors des investigations, il a été observé un niveau de la nappe vers 80 NGF, soit entre 7 et 8 mètres de profondeur. Lors de la réalisation des purges et des prélèvements d'eaux souterraines, il a été constaté uniquement au droit de l'ouvrage PZ1, la présence d'une irisation de l'eau. Cependant, aucune odeur n'a été ressentie.

Les résultats d'analyses des eaux souterraines ont mis en évidence la présence :

- d'anomalies en nickel et en mercure, uniquement au droit du piézomètre aval PZ1 ;
- d'impacts en hydrocarbures (HAP avec 1,4 µg/l et hydrocarbures C10-C40 avec 45mg/l), uniquement au droit du piézomètre amont PZ1.

La campagne de reconnaissance sur les gaz souterrains a été menée les 6, 7 et 12/11/2024 au droit des ouvrages piézairs posés entre 1,5 et 3,5 mètres de profondeur et notés PG1 à PG13. À noter que le piézair PG13 a été posé au droit d'une zone suspecte comme polluée (zone du sondage T10) et localisée en espaces verts dans le projet d'aménagement. Lors des investigations, il a été mesuré des teneurs au PID jusqu'à 61 ppmV pour le piézair PG13 et jusqu'à 1,4 ppmV pour les autres piézairs.

Les analyses des gaz du sol ont mis en évidence la présence de composés organiques en concentrations supérieures aux limites de quantification du laboratoire, sur les paramètres suivants :

- en hydrocarbures aliphatiques C5-C16 : jusqu'à 25 000 µg/m³ excepté au droit de l'ouvrage PG13 avec 230 000 µg/m³ ;
- en hydrocarbures aromatiques mono-cycliques (BTEX) : jusqu'à 95 µg/m³ excepté au droit de l'ouvrage PG13 avec 2 200 µg/m³ ;
- en composés organo-halogénés volatils (CONV) : jusqu'à 700 µg/m³ (ouvrage PG11).

Au regard de l'ensemble des résultats des investigations complémentaires effectuées sur le milieu SOL, les impacts mesurés sur ce milieu (en hydrocarbures C10-C40 ou en PCB) sont ponctuels (3 échantillons sur 64 analysés) et disparates. **Par conséquent, au regard de la méthodologie des sols et des sites pollués, il est considéré que ces impacts ne peuvent pas constituer des zones de pollutions concentrées en raison de leurs caractères ponctuels et hétérogènes.**

D'après le projet d'aménagement et les résultats d'analyses sur les sols, la majorité des impacts seront excavés pour l'aménagement du site. En première approche, Le coût lié à la prise en charge des déblais non conformes ISDI dans le cadre du projet est estimé entre environ **350 et 620 K€ HT** dont un surcoût compris entre environ **260 et 480 K€HT.**

Une Analyse des Risques sanitaires Résiduels (ARR) prédictive a été réalisée en fonction du projet actuel. Celle-ci conclut à l'acceptabilité des risques sanitaires pour le projet, sous conditions d'un recouvrement des sols soit :

- par un horizon minéralisé (enrobé, béton…) ;
- par grillage avertisseur (ou géotextile), puis par au minimum 30 cm de terres saines au niveau des zones d'espaces verts ;
- par grillage avertisseur (ou géotextile), puis jusqu'à 1 mètre de terres saines (selon une approche sécuritaire) au niveau des zones susceptibles d'accueillir des jardins potagers (y compris jardins surélevés).

Pour les arbres fruitiers, une fosse de terres propres, dont le volume sera adapté en fonction du système racinaire de chaque espèce, devra être réalisée. Un géotextile devra être mis en œuvre en fond de fosse afin de limiter le développement racinaire des arbres.

Cette évaluation des risques sanitaires constitue une ARR prédictive basée sur les teneurs mesurées dans les gaz du sol avant les travaux d'aménagement du site. Il y aura ainsi lieu de mettre à jour cette étude par une ARR Finale, sur la base de contrôles des sols et gaz du sol après travaux.

Au regard des anomalies et des impacts présents, les travaux d'excavation et d'évacuation devront faire l'objet d'un suivi et de contrôles en cours de travaux, par un Maître d'Œuvre spécialisé. Des mesures de surveillance de l'environnement et des dispositions de conservation de la mémoire du site devront être mises en œuvre après travaux.

Synthèse

Un grand nombre de site BASIAS sont situés à proximité de l'aire d'étude immédiate et deux d'entre eux sont situés au sein de l'aire d'étude immédiate. L'activité de ces sites est terminée. Un site BASOL est recensé à proximité immédiate de l'aire d'étude immédiate.

Un plan de gestion de la pollution a été réalisée par la société OGI en juin 2023 au droit du périmètre « Cité de la Gastronomie ». Conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, a proposé des mesures de gestion et de traitement des sources de pollution concentrée identifiées et évalué la comptabilité sanitaire des terrains avec le projet d'aménagement.

L'étude des données d'entrée a permis, en conformité avec la méthodologie française, de définir deux scénarii de gestion distincts

- Scénario 1 : excavation/évacuation en filières hors site adaptées (biocentre et ISDD en première approche) des matériaux pollués de l'ensemble des points chauds et des zones de pollutions concentrées ;

- Scénario 1bis : excavation/évacuation en filières hors site adaptées (biocentre et ISDD) des matériaux pollués des points chauds et de la zone Sogi19 + excavation/évacuation en ISDI de la plupart des matériaux issus de la zone PZaogi7.

Une phase de dépollution complémentaire à celle réalisée par le Syndicat de la Cité de la Gastronomie est donc prévue pendant le chantier. Celle-ci a pour objet de traiter la présence de terres polluées de façon à rendre compatible le site avec le programme de construction visé.

4.11 LA SANTE, LA SECURITE ET LA SALUBRITE PUBLIQUE

L'ensemble des activités humaines est à l'origine de rejets, d'émissions ou de nuisances diverses qui sont susceptibles d'occasionner des incidences directes ou indirectes sur la santé humaine. Ceci se produit lorsque les charges polluantes atteignent des concentrations ou des valeurs trop élevées pour être évacuées, éliminées ou admises sans dommage pour l'environnement, et donc, par voie de conséquence, pour la santé humaine.

Les effets potentiels sur la santé humaine du territoire du projet sont dus aux problématiques suivantes, d'ores et déjà traitées dans les parties précédentes :

- La pollution des eaux (cf. partie 5.1.3) ;
- L'accidentologie liée aux transports (cf. parties 5.4.4 et 5.4.6) ;
- L'accidentologie liée aux risques technologiques (cf. partie 5.4.6) ;
- La pollution des sols (cf. partie 5.4.2) ;
- Les pollutions atmosphériques (cf. partie 5.4.9) ;
- Les nuisances acoustiques (cf. partie 5.4.8).

4.12 DOCUMENTS DE PLANIFICATION APPLICABLES

4.12.1 SCHEMA DIRECTEUR DE LA REGION D'ÎLE-DE-FRANCE (SDRIF)

Le Schéma Directeur détermine la destination générale des sols en prenant en compte les programmes d'aménagement du territoire conduits par l'État, les collectivités locales, les services et établissements publics. Il fixe les orientations de l'aménagement des territoires concernés en veillant à préserver l'équilibre entre, d'une part, l'extension urbaine, l'exercice des activités agricoles et les autres activités économiques et, d'autre part, la préservation de la qualité de l'air, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains (Code de l'Urbanisme – Loi n°83-8 du 7 janvier 1983, art 75-I-1).

Le Schéma Directeur de la région Ile-de-France est un document d'aménagement du territoire et d'urbanisme qui définit une vision globale, à 25 ans, de l'Île-de-France et de ses territoires, et affiche des ambitions et des objectifs à prendre en compte au niveau local. Il a été établi sous la responsabilité du préfet de la région d'Ile-de-France, avec la participation de représentants du conseil régional, du comité consultatif économique et social et des préfets des départements.

Le SDRIF baptisé SDRIF 2030, a été approuvé par l'État par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013.

Le SDRIF est un document d'urbanisme et d'aménagement du territoire qui définit une politique à l'échelle de la région Île-de-France. Il vise à contrôler la croissance urbaine et démographique ainsi que l'utilisation de l'espace, tout en garantissant le rayonnement international de la région. Il préconise des actions pour :

- Corriger les disparités spatiales, sociales et économiques de la région ;
- Coordonner l'offre de déplacement ;
- Préserver les territoires ruraux et les espaces naturels.

L'aire d'étude immédiate est identifiée comme un « **secteur à fort potentiel de densification** » : « Il s'agit de secteurs comprenant des emprises mutables importantes ou des secteurs disposant d'un fort potentiel de valorisation. »

L'aire d'étude est par ailleurs :

- bordée par une « route du réseau principal » au sud (A86) et à l'est (RD7) ;
- située au droit d'une future gare de la ligne 14 du Grand Paris Express et située au droit du futur tracé de cette même ligne vers la gare Pont de Rungis au sud ;
- située à l'est d'un « Site multimodal d'enjeux nationaux » (MIN de Rungis).

Par ailleurs, la Cité de la Gastronomie Paris-Rungis est un équipement dont la construction est un objectif du SDRIF.

En effet, dans l'« introduction aux objectifs du Schéma Directeur » du SDRIF, chapitre 4 « Consolider le fonctionnement métropolitain de l'Île-de-France », sous-objectif 4.3 « Valoriser les équipements attractifs », paragraphe « Développer de grands projets culturels porteurs de rayonnement » est écrit : *« La notoriété de Paris capitale culturelle tient beaucoup à ses grands lieux d'exposition et de création symboliques. Il s'agit à la fois de renouveler la palette de cette offre de prestige pour l'accueil de fonctions contemporaines, d'investir de nouveaux lieux et de faire émerger de nouvelles localisations pour de grands projets.*

Ainsi, entrent dans ce registre la Cité du cinéma à Saint-Denis, la Cité de l'air et de l'espace au Bourget, le Centre de création vocale et scénique d'Aulnay-sous-Bois, le Centre de création contemporaine sur l'île Séguin, à Boulogne-Billancourt, la Philharmonie de la Cité de la Musique à Paris, ***la Cité de la Gastronomie à Rungis/Chevilly-Larue****, le Centre de développement chorégraphique de la Briqueterie à Vitry-sur-Seine, ou encore le Musée des transports urbains à Chelles et le Musée français de la photographie à Bièvres.* » (p. 144, SDRIF – 02 - défis, projet spatial régional et objectifs).

A noter que le Schéma directeur de la région Île-de-France environnemental (SDRIF-E) est la nouvelle version du schéma directeur régional, adoptée par délibération du Conseil régional d'Île-de-France le 11 septembre 2024 puis approuvée par décret en Conseil d'État le 10 juin 2025 (entré en vigueur immédiatement après publication) sous l'appellation SDRIF-E pour environnemental, avec pour horizon de planification l'année 2040.

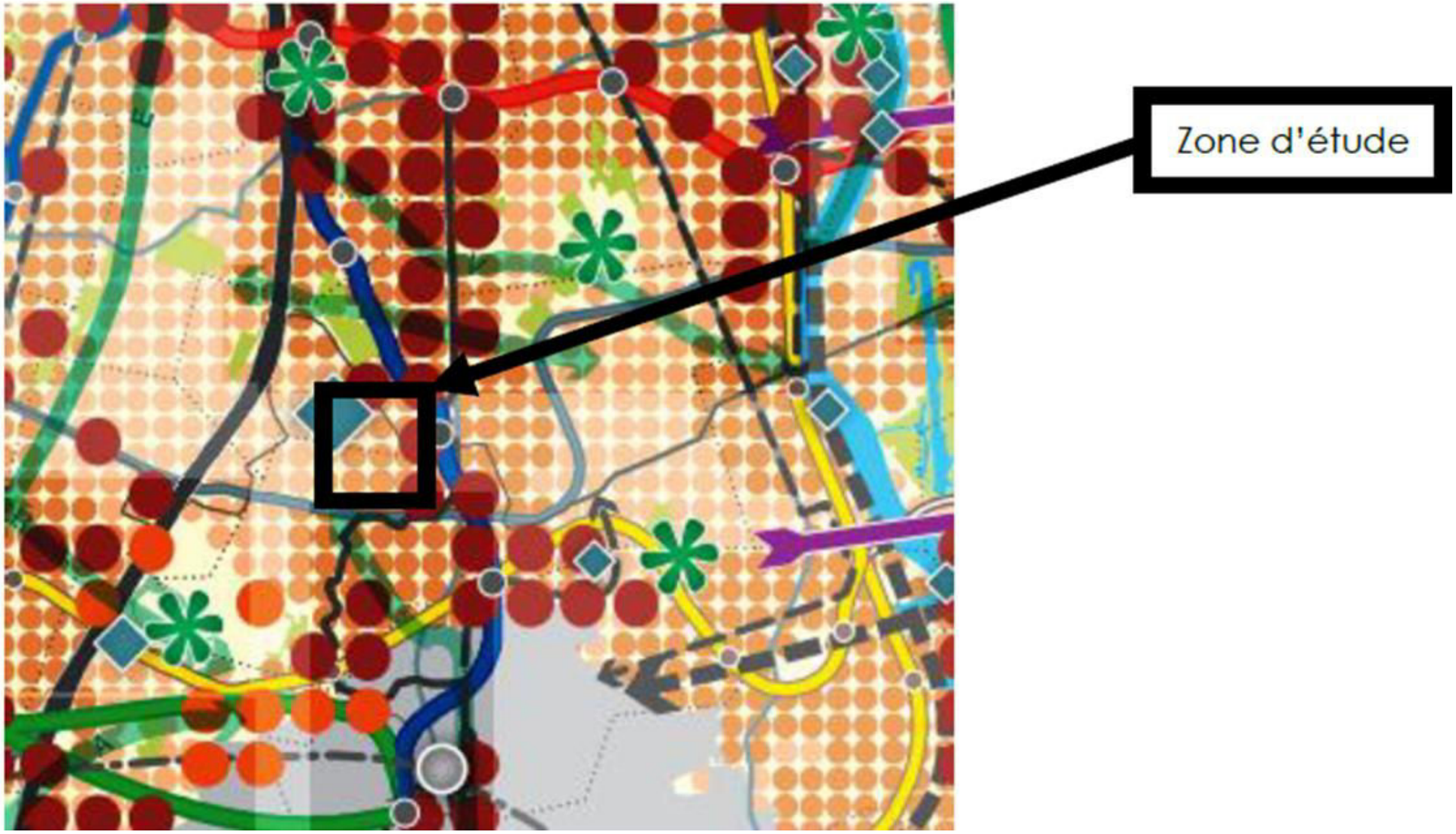


Figure 169 : Extrait de la carte de destination générale des différentes parties du territoire (SDRIF)

Relier et structurer

Les infrastructures de transport

Les réseaux de transports collectifs

	Existant	Projet (tracé)	Projet (Principe de liaison)
Niveau de desserte national et international			
Niveau de desserte métropolitain	Réseau RER : RER A, RER B, RER C, RER D, RER E	Nouveau Grand Paris : tracé de référence	
Niveau de desserte territorial			
Gare ferroviaire, station de métro (hors Paris)			
Gare TGV			

Les réseaux routiers et fluviaux

	Existant	Itinéraire à requalifier	Projet (Principe de liaison)
Autoroute et voie rapide			
Réseau routier principal			
Franchissement			
Aménagement fluvial			

Les aéroports et les aérodromes

L'armature logistique

- Site multimodal d'enjeux nationaux
- Site multimodal d'enjeux métropolitains
- Site multimodal d'enjeux territoriaux

Polariser et équilibrer

Les espaces urbanisés

- Espace urbanisé à optimiser
- Quartier à densifier à proximité d'une gare
- Secteur à fort potentiel de densification

Les nouveaux espaces d'urbanisation

- Secteur d'urbanisation préférentielle
- Secteur d'urbanisation conditionnelle

Limite de la mobilisation du potentiel d'urbanisation offert au titre des secteurs de développement à proximité des gares

Pôle de centralité à conforter

Préserver et valoriser

- **Les fronts urbains d'intérêt régional**
- **Les espaces agricoles**
- **Les espaces boisés et les espaces naturels**
- **Les espaces verts et les espaces de loisirs**
- **Les espaces verts et les espaces de loisirs d'intérêt régional à créer**
- **Les continuités**
  Espace de respiration (R), liaison agricole et forestière (A), continuité écologique (E), liaison verte (V)
- **Le fleuve et les espaces en eau**

4.12.2 LE SDRIF-E

La région île de France a lancé la révision de son schéma Directeur Régional « Ile de France » (SDRIF 2030) en novembre 2021. Le nouveau document stratégique intitulé Schéma Directeur Régional Île-de-France Environnement (SDRIF-E) propose un cadre de développement pour le territoire à horizon 2040. Il a été arrêté par le Conseil Régional le 12 juillet 2023 et a été voté par la Région le 11 septembre 2024.

Le SDRIF-E a pour objectif la composition et la préservation d'une armature verte de la région. Cet objectif se traduit à travers différentes orientations :

- Faire progresser la sobriété foncière pour mieux protéger les espaces ouverts, clés de la résilience régionale grâce à une trajectoire ambitieuse de réduction de la consommation foncière.
- La restauration d'un réseau de trames écologiques pour favoriser le retour de la biodiversité : trames verte, bleue, noire et blanche.
- La transformation des tissus urbains pour développer la nature en ville grâce à la protection des espaces de nature existants, la reconquête des espaces de pleine terre et la végétalisation de la ville.

Le Schéma directeur de la région Île-de-France environnemental **(SDRIF-E) est la nouvelle version du schéma directeur régional, adoptée par délibération du Conseil régional d'Île-de-France le 11 septembre 2024 puis approuvée par décret en Conseil d'État le 10 juin 2025** (entré en vigueur immédiatement après publication) sous l'appellation SDRIF-E pour environnemental, avec pour horizon de planification l'année 2040.

Ce document stratégique de planification territoriale établit les grandes orientations pour l'aménagement du territoire francilien, en intégrant de manière volontariste les enjeux environnementaux, notamment la trajectoire de zéro artificialisation nette des sols à l'horizon 2050 et la réduction soutenue de la consommation foncière ainsi que la transition écologique, la résilience climatique, le développement polycentrique et l'accès aux services et aux infrastructures pour tous les habitants. Le SDRIF-E vise à structurer la région autour de polarités locales, à encadrer la croissance démographique avec la programmation de nouveaux logements et à préserver ou renforcer les espaces naturels et agricoles, tout en orientant la localisation des grandes infrastructures de transport et des équipements régionaux.

Il constitue désormais un cadre opposable pour les documents d'urbanisme locaux, avec une mise en cohérence obligatoire pour les SCoT et PLU des communes franciliennes.

Le projet de la Cité de la Gastronomie est cité dans le cadre de l'orientation "Créer un espace vert et un espace de loisirs d'intérêt régional", tel qu'indiqué sur la Figure 172. Ce projet, situé dans une zone de 1 à 5 ha, vise à créer un espace de loisirs et un lieu d'intérêt régional, en accord avec les objectifs d'aménagement et de développement durable de la région.

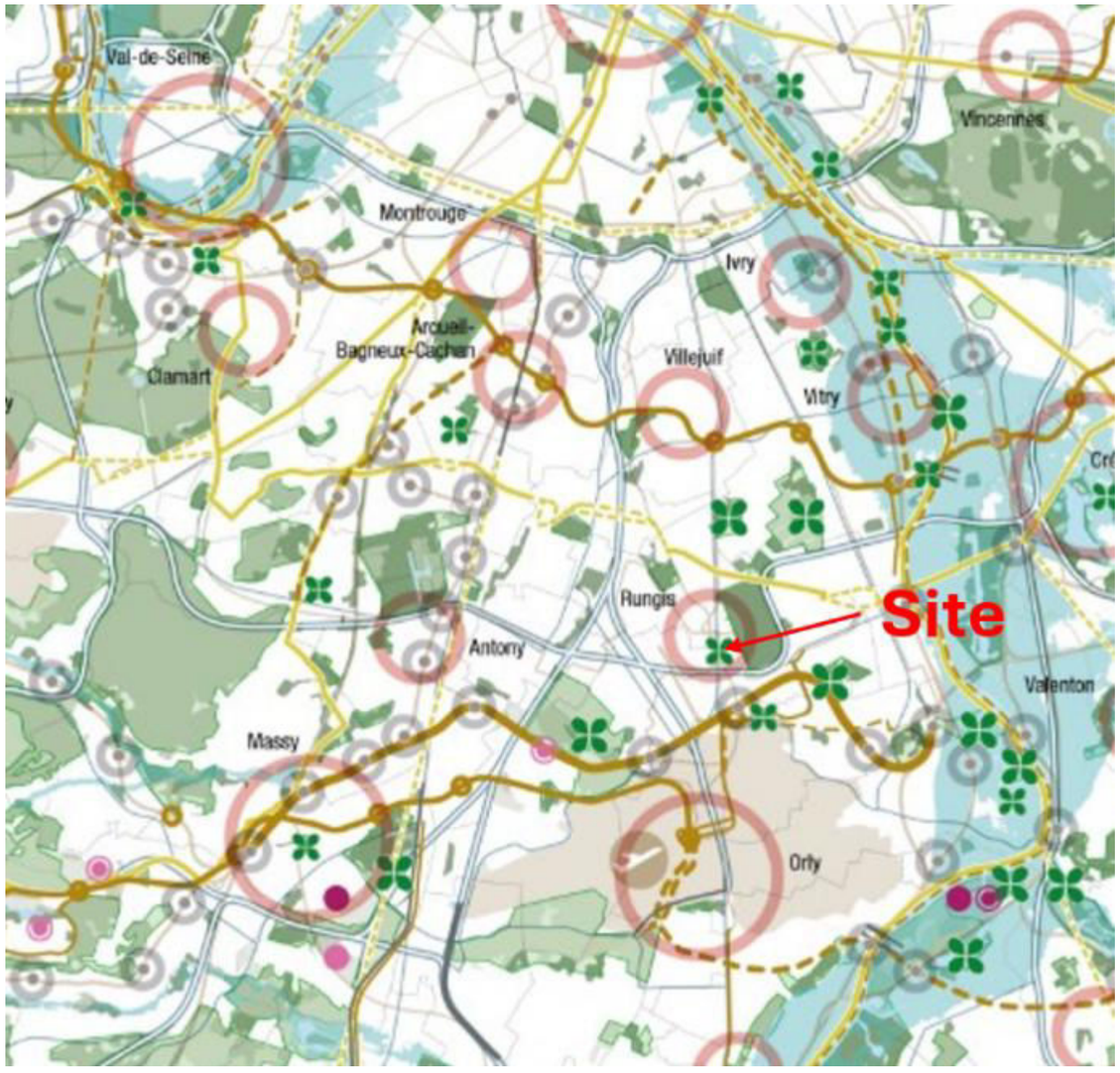


Figure 170 : Localisation du site au droit de la carte 1 du SDIF-E Maitriser le développement urbain



Figure 171 : légende de la carte du SDIF-E Maitriser le développement urbain



Figure 172 : Zoom sur le secteur du projet SDIF-E Maitriser le développement urbain

4.12.3 SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT) DU GRAND PARIS

Les objectifs du SCoT sont fixés par l'article L.141-1 et suivants et R.141-1 et suivants du Code de l'urbanisme : déterminer les orientations générales de l'organisation et de la restructuration de l'espace et déterminer les grands équilibres entre les espaces urbains (et à urbaniser) et les espaces naturels, agricoles et forestiers.

Le SCoT définit notamment les objectifs relatifs à l'équilibre social de l'habitat et à la construction des logements sociaux, à l'équilibre entre l'urbanisation et la création de desserte en transports collectifs, à l'équipement commercial et artisanal, aux localisations préférentielles des commerces, à la protection des paysages, à la mise en valeur des entrées de ville et à la préservation des risques. Il détermine les espaces et sites naturels ou urbains à protéger et peut en définir la localisation ou la délimitation. Les orientations permettant l'évolution du territoire sont définies par les élus dans le respect des objectifs d'un développement durable.

Le Conseil de la Métropole du Grand Paris s'est réuni le 24 janvier 2022 sous la présidence de Patrick OLLIER lors d'une séance exceptionnelle dédiée au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) métropolitain. Dans ce cadre, les élus métropolitains ont approuvé le 1e arrêt du SCoT. L'approbation de ce dernier est prévu pour fin 2023.

Le SCoT est le premier document de planification urbaine réfléchi à l'échelle du territoire et du bassin de vie métropolitain. Jusqu'alors, les évolutions de ce territoire étaient encadrées à l'échelle communale par le PLU (Plan Local d'Urbanisme) ainsi qu'à l'échelle intercommunale avec le PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal). Un des enjeux principaux de ce

SCoT est la construction d'une métropole résiliente face aux aléas climatiques, aux risques naturels, technologiques et sanitaires. Il aspire à une métropole accueillante pour tous, qui réduit les déséquilibres et les inégalités territoriales. Ce document est le fruit d'un travail itératif et collaboratif, de quatre années, mené avec l'Etat ainsi que l'ensemble des acteurs, des partenaires et des experts, au premier rang desquels les communes et les territoires. Le SCoT est composé de quatre documents et s'articule autour de 12 grandes orientations prioritaires.

Aujourd'hui, il s'agit de doter le territoire d'une vision d'aménagement métropolitaine dans un contexte sanitaire, environnemental et économique qui nécessite d'envisager l'avenir autrement. La Métropole du Grand Paris, ce sont 7,2 millions d'habitants et plus de 4 millions d'emplois qui partagent un territoire où l'urbanisation est continue. Il s'agit d'améliorer le cadre de vie et d'augmenter les possibilités d'emploi pour tous. Ce document d'urbanisme doit ainsi être un SCoT d'accompagnement, de rénovation, de réparation, de régulation, d'innovation et d'expérimentations pour rendre nos villes plus inclusives, plus vivables, plus robustes et résilientes.

À ce jour, le SCoT de la Métropole du Grand Paris défini trois objectifs à suivre :

- Contribuer à la création de la valeur, conforter l'attractivité et le rayonnement métropolitain ;
- Améliorer la qualité de vie de tous les habitants, réduire les inégalités afin d'assurer les équilibres territoriaux et impulser des dynamiques de solidarités ;
- Construire une métropole résiliente.

Les axes de priorités du PADD sont :

- Conforter une métropole polycentrique, économe en espace et équilibrée dans la répartition de ses fonctions.
- Embellir la métropole et révéler les paysages, renforcer la présence de la nature et de l'agriculture en ville, renforcer le développement de la biodiversité en restaurant notamment des continuités écologiques telles que les trames vertes et bleues, tout en offrant des îlots de fraîcheur et la rétention de l'eau à la parcelle.
- Permettre aux quartiers en difficulté de retrouver une dynamique positive de développement.
- S'appuyer sur les nouvelles technologies et les filières d'avenir pour accélérer le développement économique, la création d'emplois et la transition écologique.
- Mettre en valeur la singularité culturelle et patrimoniale de la Métropole du Grand Paris au service de ses habitants et de son rayonnement dans le monde.
- Offrir un parcours résidentiel à tous les métropolitains.
- Agir pour la qualité de l'air, transformer les modes de déplacement et rendre l'espace public paisible.
- Renforcer l'accessibilité de tous à tous les lieux en transports en commun et tisser des liens entre territoires.
- Confirmer la place de la métropole comme première créatrice de richesse en France en confortant les fonctions productives et la diversité économique.
- Engager le territoire métropolitain dans une stratégie ambitieuse d'économie circulaire et de réduction des déchets.
- Organiser la transition énergétique.
- Maîtriser les risques et lutter contre les dégradations environnementales, notamment par l'arrêt de la consommation et la reconquête des espaces naturels, boisés et agricoles.

Concernant la trame verte et bleue, la zone d'implantation potentielle s'insère dans une zone artificialisée, à proximité de zones naturelles ayant pour objectif « Préserver les bois, forêts, parcs, jardins. Préserver et renforcer leur biodiversité ».

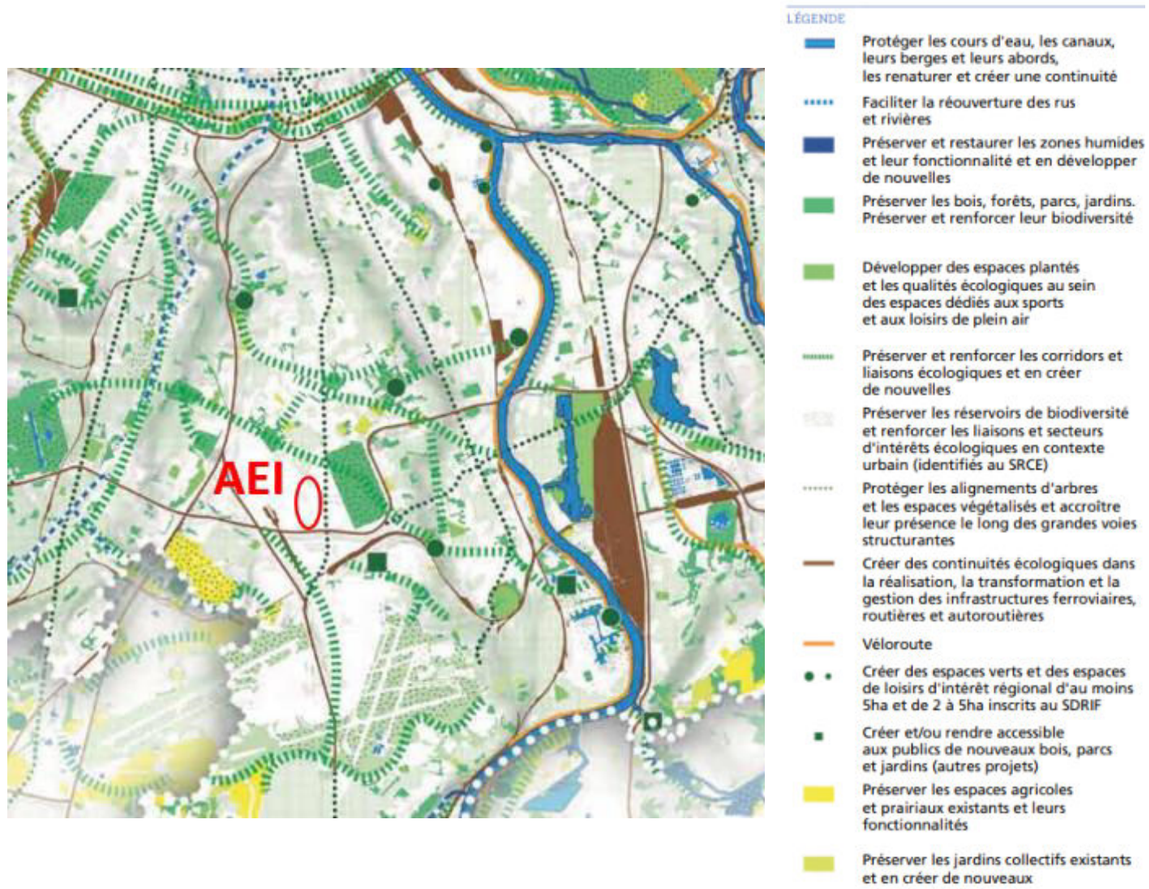


Figure 173 : Extrait de la TVB au droit du projet - Source : SCoT du Grand Paris

Le projet devra être compatible avec le SCoT du Grand Paris. La compatibilité du projet avec le SCOT est étudiée au chapitre Erreur ! Source du renvoi introuvable..

4.12.4 LE PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Le Plan local d'urbanisme (PLU) est un document communal. Il présente le projet de la commune en matière d'aménagement, de traitement de l'espace public, de paysage et d'environnement. Il fixe les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols.

Il fait l'objet d'une concertation avec la population pendant son élaboration et est soumis à enquête publique avant son approbation par le Conseil municipal.

En France, le PLU est le principal document de planification de l'urbanisme au niveau communal, ou intercommunal (PLUi). Il remplace progressivement le Plan d'Occupation du Sol (POS) depuis la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000. Le PLU est régi par les dispositions du Code de l'urbanisme, essentiellement aux articles L.151-1 et suivants et R.151-1 et suivants.

La loi d'Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010 a modifié plusieurs aspects du PLU : prise en compte de la trame verte et bleue, orientations d'aménagement et de programmation, compatibilité avec le PLH et le PDU.

La partie nord du projet est située sur la commune de Chevilly-Larue et la partie sud est située sur la commune de Rungis.

La dernière procédure du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rungis a été approuvée le 14 décembre 2015 et la modification n°2 a été approuvée en Conseil de Territoire en date du 27 août 2025.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Chevilly-Larue a été initialement approuvé le 27 mars 2012 et constitue actuellement le document de référence régissant les règles d'urbanisme sur le territoire communal. Toutefois, dans le cadre de l'évolution des dynamiques urbaines et de l'intégration au sein de l'intercommunalité, un Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) est en cours d'élaboration pour la commune. Cette révision vise à harmoniser les règles d'urbanisme avec les autres communes de l'intercommunalité, à intégrer les nouvelles orientations de développement urbain et à répondre aux enjeux de mobilité, de densité, de mixité fonctionnelle et de préservation des espaces naturels. Le PLUi-H n'est pas encore entré en vigueur, et son approbation finale dépendra de la conclusion des procédures d'enquête publique et de validation par les autorités compétentes.

La partie sud du projet située au droit du **PLU de Rungis** est située au droit de la zone **UAE4 (SOGARIS).** Il est écrit dans le règlement associé que cette zone accueille le projet de Cité de la gastronomie qui comprendra une nouvelle offre d'activités, de commerces, de bureaux et d'hébergements. **Cette zone fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation sectorielle (OAP).**

En effet, l'aire d'étude immédiate fait l'objet d'un OAP sectorielle dédiée présentée comme suit : « *Nouvel équipement au sein d'un quartier animé de 7 hectares, la Cité de la gastronomie Paris-Rungis ouvrira ses portes à proximité du Marché international (MIN) de Rungis. Lieu culturel, créatif et convivial, la Cité valorise une alimentation durable et une gastronomie responsable autour de la pratique sociale et festive du repas.*

La Cité de la gastronomie Paris-Rungis est imaginée et conçue comme un ensemble culturel où l'expérience pratique et sensorielle, pédagogique ou artistique, accompagne chaque temps, chaque espace. »

La partie nord de l'aire d'étude immédiate est située au droit du **PLU de la commune de Chevilly-Larue** au droit du secteur **UM**. Il s'agit d'une zone figurant dans l'ancien document d'urbanisme comme zone hors POS, et qui comprend le MIN, ses annexes, une partie de la zone Eurodelta…

Sont notamment autorisées et soumises à des conditions particulières « les constructions destinées aux activités économiques (activités artisanales ou arpentée, commerces, entrepôt, bureaux, services, etc…) »

Le PADD de la ville de Rungis fixe plusieurs principes, dont certains se révèlent pertinent à l'échelle de l'opération :

1. Protéger et mettre en valeur le cadre de vie
2. Recréer du lien territorial et modérer l'expansion urbaine
3. Maintenir le dynamisme socio-économique et le bon niveau d'équipements
4. Valoriser la qualité environnementale des espaces urbains et naturels

Ces quatre objectifs sont déclinés en sous-objectifs qui tracent de manière plus concrète les chemins d'action pour mettre en œuvre le PADD.

Les sous-objectifs du PADD :

- 3.4 : « Conforter le développement économique sur l'ensemble des zones d'activités de Rungis et accompagner leur essor » ;
- 3.6 « Programmer la création de nouveaux équipements pour répondre aux besoins actuels et futurs en tenant compte des perspectives d'évolution démographiques retenues »

incluent la construction de la Cité de la Gastronomie.



I. PROTEGER ET METTRE EN VALEUR LE CADRE DE VIE

- Maintenir et conforter la qualité de vie dans les quartiers
- Conforter et mettre en valeur le réseau d'espaces verts urbains
- Conforter les polarités de commerces et d'équipements

II. RECRÉER DU LIEN TERRITORIAL ET MODERER L'EXPANSION URBAINE

- Développer et mailler le réseau de circulations douces
- Créer une mixité de fonctions
- Développer de nouvelles opérations de logements bien intégrées
- Favoriser le développement économique
- Réaménager le pôle gare de la Fraternelle
- Axes structurants à requalifier
- Axes structurants à créer

III. MAINTENIR LE DYNAMISME SOCIO-ÉCONOMIQUE ET CONFORTER LE BON NIVEAU D'ÉQUIPEMENTS ET DE SERVICES

- Accompagner les projets économiques du MIN et de SOGARIS
- Permettre une évolution du parc ICADE et travailler en partenariat avec la Ville
- Conforter les grands secteurs d'équipements
- Renforcer l'offre en équipements notamment culturels et sportifs
- Soutenir le projet de la Cité de la Gastronomie

IV. VALORISER LA QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE DES ESPACES URBAINS ET NATURELS

- Engager un projet de restructuration de l'activité agricole Sur la plaine
- Maintenir l'accueil des pépinières et y aménager des circulations douces

Figure 174 : Carte d'orientations générales du PADD – source : PLU de Rungis

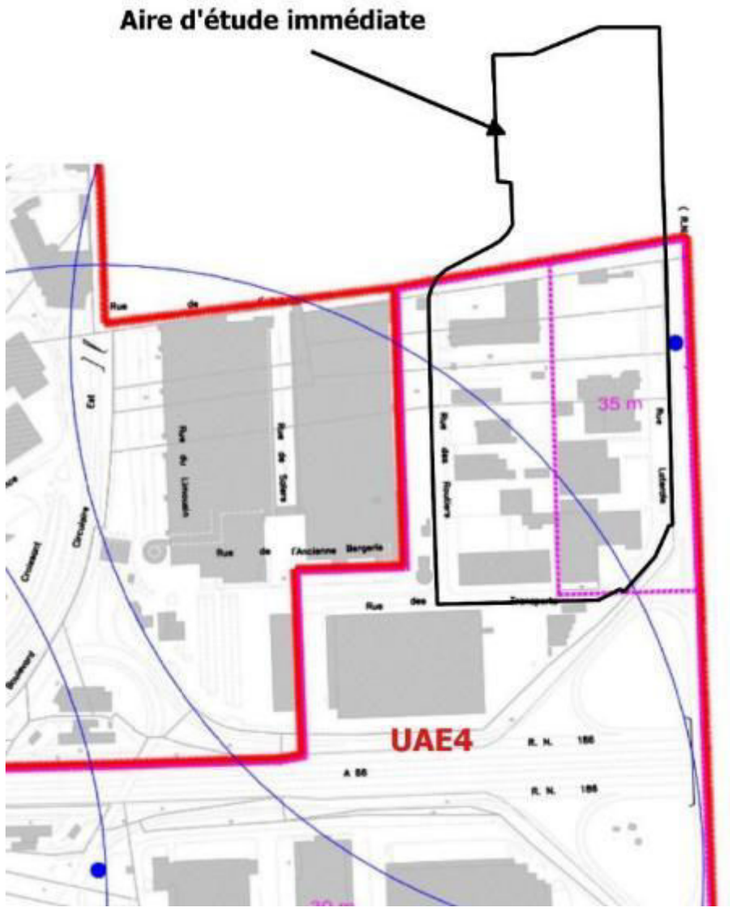


Figure 175 : Localisation de l'aire d'étude immédiate (secteur sud) au droit du plan de zonage du PLU de Rungis



Figure 176 : Localisation de l'aire d'étude immédiate (secteur nord) au droit du plan de zonage du PLU de Chevilly-Larue

4.12.5 LE PLUI DU GRAND-ORLY SEINE BIEVRE

Les communes de Chevilly-Larue et de Rungis appartiennent au périmètre du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Grand-Orly Seine Bièvre. **Ce PLUi a été arrêté par le conseil territorial le 17 décembre 2024 et poursuit actuellement sa procédure d'élaboration**. Après l'arrêt du projet, une enquête publique s'est tenue au printemps 2025, et le document est désormais en phase d'analyse des avis et de préparation de sa version modifiée en vue de son approbation finale. À ce jour, le PLUi n'a pas encore été approuvé.



Figure 177 : Point d'étape du PLUi du Grand Orly Seine Bièvre – Source : site internet du Grand-Orly Seine Bièvre

4.12.6 LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE (SUP)

Les servitudes d'utilité publique sont des limitations administratives au droit de propriété instituées au bénéfice de personnes publiques (État, collectivités locales, établissements publics), des concessionnaires de services ou de travaux publics (ERDF, GrDF, etc.), de personnes privées exerçant une activité d'intérêt général (concessionnaires d'énergie hydraulique, de canalisations destinées au transport de produits chimiques, etc.).

Elles constituent des charges qui existent de plein droit sur tous les immeubles concernés et qui peuvent aboutir :

- Soit à certaines interdictions ou limitations à l'exercice par les propriétaires du droit d'occuper ou d'utiliser le sol ;
- Soit à supporter l'exécution de travaux ou l'installation de certains ouvrages ;
- Soit à imposer certaines obligations de faire aux propriétaires (travaux d'entretien ou de réparation).

Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols sont celles mentionnées par le Code de l'urbanisme aux articles R.151-51 et R. 161-8 et dont la liste est fournie par l'annexe au livre Ier du Code de l'urbanisme. Mises en œuvre par l'État, elles s'imposent aux communes, communautés de communes, syndicats de communes ou établissements publics lors de l'élaboration des documents d'urbanisme. Ces décideurs publics doivent tenir compte de l'ensemble des servitudes dans leurs projets et documents de planification. Le PLU doit respecter et annexer ces servitudes dont la liste est dressée par décret en Conseil d'État.

Les servitudes d'utilité publique sont classées en quatre grandes catégories :

- Les servitudes relatives à la conservation du patrimoine (par exemple, les périmètres de protection des monuments historiques affectant l'aspect architectural des constructions environnantes) ;
- Les servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et certains équipements (I3, EL3, T5 ; par exemple, les servitudes relatives au passage des lignes électriques réduisent les possibilités de construction aux abords de celles-ci) ;
- Les servitudes relatives à la défense nationale (par exemple, les servitudes relatives aux transmissions radioélectriques) ;
- Les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publique (par exemple, les plans de préventions des risques naturels ou technologiques).

L'aire d'étude est située en zone secondaire des stations de l'Aéroport d'Orly et est donc concernée par une servitude de protection contre les obstacles des stations radioélectriques, dite **servitude PT2.**

Au sein de l'aire d'étude, cette servitude interdit (sans autorisation du ministre, qui exploite ou contrôle le centre) de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède la cote de 120 m, laquelle cote est fixée par le décret de servitudes.

Par ailleurs, l'aire d'étude immédiate est concernée par une servitude aéronautique de dégagement ou **servitude de type T5**. Les SUP de type T5 sont créées afin d'assurer la sécurité de la circulation des aéronefs, à l'exclusion des servitudes radioélectriques.

Sur l'aire d'étude immédiate, située dans la surface horizontale intérieure du Plan de Servitudes Aéronautique, **la hauteur des bâtiments est limitée à 137 m.**



Figure 178 : Plan de servitudes aéronautiques (PSA) au droit de l'aire d'étude immédiate – Source : Géoportail

Enfin, la partie nord de l'aire d'étude immédiate située sur la commune de Chevilly-Larue est concernée par des servitudes relatives aux lignes aériennes Haute tension.

4.12.6.1 Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aérodrome Paris-Orly

Objectifs et principes généraux

Les textes de référence en matière de PEB sont rassemblés dans le code de l'urbanisme (articles L. 147-1 à L. 147-8 et R. 147-1 à R. 147-11).

Le plan d'exposition au bruit est un document opposable aux tiers, visant à éviter que de nouvelles populations ne soient exposées aux nuisances sonores générées par l'activité d'un aéroport. Pour les communes concernées, il doit être annexé au plan local d'urbanisme (PLU). Les dispositions de ces documents ainsi que celles des schémas de cohérence territoriale et des schémas de secteur doivent être compatibles avec les prescriptions du PEB en vigueur.

Le PEB réglemente en particulier l'utilisation des sols aux abords des aérodromes en vue d'interdire ou d'y limiter la construction de logements, dans l'intérêt même des populations, et d'y prescrire des types d'activités peu sensibles au bruit ou compatibles avec le voisinage d'un aérodrome. Outre l'objectif premier de maîtrise de l'urbanisation à travers le droit de construire et les modalités de construction, le PEB introduit des obligations en matière d'information des riverains.

Restrictions à l'urbanisation

Le plan d'exposition au bruit est découpé en 4 zones : 3 zones A, B, et C, dans lesquelles différentes restrictions à l'urbanisation s'appliquent, et une zone D qui prévoit une obligation d'information et des normes d'isolation acoustique applicables aux constructions neuves. Le code de l'urbanisme aménage cependant quelques dérogations aux restrictions qu'il impose. Ces dispositions sont prévues à l'article L.147-5 du code de l'urbanisme.

De manière générale, les constructions à usage d'habitation sont interdites dans les zones du PEB, sauf pour les exceptions suivantes :

- dans les zones A et B, considérées comme des zones de bruit fort, seuls peuvent être autorisés les logements et les équipements publics ou collectifs liés à l'activité aéronautique, les logements de fonction nécessaires aux activités industrielles et commerciales admises dans la zone et les constructions nécessaires à l'activité agricole ;
- à l'intérieur des zones C, considérées comme des zones de bruit modéré, seules les constructions individuelles non groupées sont autorisées à condition d'être situées dans un secteur déjà urbanisé et desservi par des équipements publics et dès lors qu'elles n'accroissent que faiblement la capacité d'accueil du secteur ;
- à l'intérieur de ces mêmes zones C, les plans d'exposition au bruit peuvent délimiter des secteurs où, pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou de villages existants, des opérations de réhabilitation et de réaménagement peuvent être autorisées, à condition qu'elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores : ces secteurs peuvent également être délimités postérieurement à l'approbation du PEB, à la demande de la commune compétente en matière de plan local d'urbanisme, par arrêté préfectoral et après enquête publique.
- dans les zones A, B et C, la rénovation, la réhabilitation, l'amélioration, l'extension mesurée et la reconstruction sont admises à condition qu'elles n'impliquent pas d'accroissement de la capacité d'accueil d'habitants.

La zone D, instaurée par la loi du 12 juillet 1999, n'implique aucune restriction à l'urbanisation.

Cas particulier de l'aérodrome de Paris-Orly

La loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion a introduit des dispositions spécifiques pour les aérodromes dont le nombre de créneaux horaires attribuables sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture fait l'objet d'un plafonnement réglementaire. Ces dispositions s'appliquent par définition au cas de Paris-Orly.

Ainsi, le PEB de l'aérodrome de Paris-Orly ne comporte que deux zones A et B. Toutefois, dans le périmètre défini par la zone C en vigueur au 20 février 2009, les restrictions à l'urbanisation inhérentes à une zone C continuent de s'appliquer.

De plus, dans ce même périmètre, il est désormais possible d'autoriser, dans les secteurs de renouvellement urbain, une augmentation du nombre de logements et de la population, dans une limite définie dans l'acte de création de ces secteurs, ou dans une décision modificative prise dans les mêmes formes.

Pour résumé, les dispositions de l'article L.147-4-1 du code de l'urbanisme impliquent ainsi que :

- le projet de PEB ne comporte plus qu'une zone A et une zone B ;
- toutefois, un principe général d'inconstructibilité est conservé sur l'ensemble de l'ancienne zone C du PEB de 1975 (zone C qui existait le 20 février 2009), de façon définitive. Il a été choisi, pour plus de lisibilité, de faire mention de ces contraintes dans le projet de PEB et de les faire figurer sur les différentes cartes ;
- ce principe général d'inconstructibilité peut être levé sur tout secteur de la zone C par la création d'un secteur de renouvellement urbain communément dénommé « pastille », à condition de le faire valider explicitement par arrêté préfectoral pris après enquête publique. Ces procédures nécessitent notamment de préciser l'étendue exacte concernée et le nombre de logements nouveaux prévus dans le secteur de renouvellement urbain.

Comme le précise la carte du PEB (cf. Figure suivante) l'aire d'étude immédiate n'est pas concernée par le PEB de l'aérodrome de Paris-Orly. Néanmoins, l'ancienne zone C recoupe les deux angles nord-ouest de l'aire d'étude immédiate.

Synthèse :

Les communes de Rungis et Chevilly-Larue sont concernées par le Schéma Directeur de la Région d'Île-de-France (SDRIF) et par le SCOT de de la Métropole du Grand Paris. Le projet d'aménagement est compatible avec le SDRIF et avec les grandes orientations du SCOT en cours d'approbation.

De plus, les communes de Rungis et de Chevilly-Larue sont couvertes par des PLU. L'aire d'étude immédiate se situe au droit des zonages UAE4 et UM qui permettent l'implantation du projet de quartier de la gastronomie au droit de l'aire d'étude immédiate.

L'aire d'étude du projet de la Cité de la Gastronomie fait l'objet d'un OAP sectorielle dédiée au sein du PLU de Rungis qui définit les vocations et axes programmatiques de ce nouvel équipement.

L'aire d'étude immédiate est soumise à une servitude d'utilité publique (SUP) de protection contre les obstacles des stations radioélectriques (T2), interdisant la création d'obstacles fixes ou mobiles excédant 120 m de hauteur.

Elle est également soumise à une SUP aéronautique de dégagement (T5) qui limite sur son emprise la hauteur des bâtiments à 137 m ainsi qu'à des servitudes relatives aux ligne aériennes Haute tension qui la traversent.

Le PLU de Rungis ayant un règlement plus restrictif en termes de hauteur autorisée des constructions l'enjeu est qualifié de très faible.

L'aire d'étude immédiate n'est pas concernée par le PEB de l'aérodrome de Paris-Orly. Néanmoins, l'ancienne zone C recoupe les deux angles nord-ouest de l'aire d'étude immédiate.

Le projet de quartier de la gastronomie devra être compatible avec les différents documents d'urbanisme.

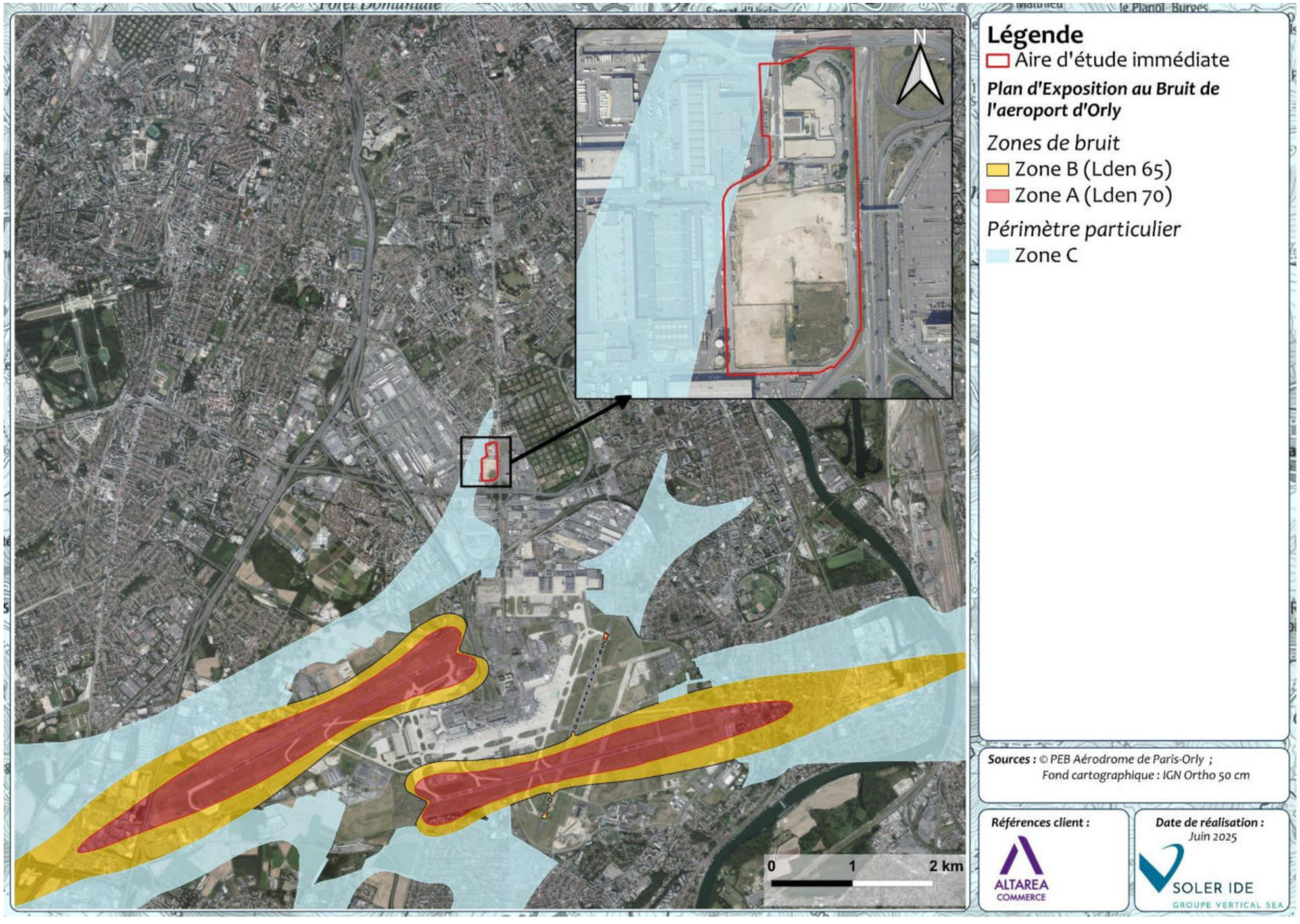


Figure 179 : Localisation de l'aire d'étude immédiate vis-à-vis des zones exposées au bruit engendré par les aéronefs de l'aérodrome de Paris-Orly

4.13 SYNTHESE DE L'ANALYSE DU MILIEU HUMAIN

Tableau 33 : Synthèse des enjeux associés au milieu humain

Thème environnemental	Diagnostic de l'état initial	Niveau de l'enjeu	Recommandations éventuelles
L'ENVIRONNEMENT DEMOGRAPHIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE	▪ Aire d'étude éloignée est majoritairement urbaine. ▪ L'aire d'étude immédiate est originellement située dans une zone agricole de la petite couronne parisienne. ▪ Les premières constructions sur le site débutent à la fin des années 60. ▪ Aire d'étude immédiate entièrement artificialisée en 2020 (avant démolition des constructions). ▪ Démolition des constructions présentes sur la partie sud de l'aire d'étude immédiate en août 2023. ▪ Suite à la démolition des constructions situées sur la partie sud de l'aire d'étude immédiate (août 2023), les terrains sont à nus. ▪ En août 2023, suite à la démolition des constructions situées sur la partie sud de l'aire d'étude immédiate, les terrains sont à nus. La partie nord est occupée par une base chantier de la ligne 14 du métro dont la réalisation a été confiée à la RATP. ▪ En 2025, la station de métro « porte de Thiais », prévue au nord-ouest de l'AEI, est achevée et mise en service. ▪ Aire d'étude immédiate située sur les communes de Rungis et de Chevilly-Larue qui comptent respectivement 5 625 et 20 372 habitants en 2020. ▪ La croissance démographique de la commune depuis 2012 est faible, en raison notamment du nombre limité de logements construits ces dernières années. ▪ La population sur la commune de Chevilly-Larue augmente régulièrement depuis 1982. ▪ Le secteur de l'aire d'étude immédiate qui s'est véritablement urbanisée au tournant des années 1960 et 1970 est largement tournée vers l'activité économique, avec de grandes emprises dédiées aux activités logistiques et commerciales, et présente un déséquilibre en termes d'offre de logements. ▪ L'aire d'étude immédiate est située au sein du pôle d'activité économique Orly-Rungis, à distance des zones d'habitation (bien que d'importants programmes immobiliers d'habitat soient en cours au nord de l'aire d'étude). Cette situation la met ainsi à distance des équipements de proximité (établissements scolaires, équipements de santé, sportifs et culturels, etc.). L'habitat existant est marqué par la prédominance de l'habitat collectif. ▪ L'aire d'étude immédiate est située dans la partie nord du pôle économique Orly-Rungis qui accueille près de 15 000 entreprises et 135 000 emplois. Ce pôle, façonné par de vastes opérations d'aménagement au cours des années 1960, est spécialisé dans le commerce et l'industrie alimentaire (MIN et SENIA), la logistique (MIN et SOGARIS), le commerce (Belle Epine, Thiais Village et zone hôtelière du Delta), l'aéroportuaire (Aéroport Paris-Orly) et le tertiaire (parc ICADE). ▪ Ce secteur à vocation d'activités quasi exclusive est constitué de grandes emprises peu perméables au tissu urbain avoisinant et ce malgré sa bonne desserte routière et autoroutière (A86, A106, RD7) et en transports en communs (T7, RER C, TVM et bientôt Métro 14). ▪ La mutation de ce secteur en lien avec les évolutions des activités commerciales et logistiques, et celles de l'économie en général, semble nécessaire et engagée par ces principaux opérateurs (SEMMARIS, SOGARIS, SENIA, ADP). Une meilleure insertion urbaine de ces grandes plaques d'activités apparait également comme un enjeu fort à l'heure du Grand Paris. ▪ Bien que le tourisme ne soit pas particulièrement développé sur les communes de Rungis et de Chevilly-Larue, le Marché de Rungis est le plus grand marché de gros de produits frais au monde et il est possible pour le public de visiter le marché via une visite guidée nocturne.	MODERE	Compatibilité entre le projet et les activités du territoire. Valoriser et fédérer un des symboles majeurs de la gastronomie nationale : le Marché d'intérêt national (MIN) de Rungis. Proposer un lieu de vie pour les habitants et les salariés du pôle d'Orly Rungis. Proposer une répartition cohérente des activités et des résidences à l'échelle de la zone d'étude Proposer une programmation mixte afin de diversifier les usages sur la parcelle et de l'ouvrir vers les alentours. Donner une place importante aux espaces verts sur le site. Limitation des gênes du voisinage.
DEPLACEMENTS ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	▪ Le lieu choisi pour le projet de la Cité de la Gastronomie, implanté à Rungis dans le Val-de-Marne, se trouve dans un territoire urbain étroitement associé au Marché d'Intérêt National de Rungis, le centre commercial Belle Epine et à l'aménagement de la future gare Chevilly-Larue (Marché de Rungis) de la ligne 14 du Grand Paris. ▪ Le site est entouré par des axes routiers majeurs tels que l'A86 au Sud et la RD7 (ex-RN7) à l'Est. La circulation routière occupe une place prépondérante dans cette zone, comme en témoigne l'usage majoritaire des voitures individuelles par les habitants et les emplois sur la zone. ▪ Aux heures de pointe, la circulation sur la RD7 en face du projet est fluide actuellement en raison de l'absence de carrefour. L'A86 au sud est quant à elle souvent congestionnée en heure de pointe ainsi que la section « boulevard urbain » de la RD7 au nord du projet. Ces congestions peuvent ponctuellement impacter la fluidité du trafic sur la RD7 le long du site de la Cité de la Gastronomie. ▪ Les voies d'accès locales sont quant à elles fluides, et les carrefours d'accès au site présentent de bonnes réserves de capacité. ▪ Des projets d'infrastructures majeurs sont prévus dans les années à venir pour améliorer la desserte multimodale du secteur, avec notamment l'extension de la ligne 14, mais également avec la requalification de la RD7 en boulevard urbain qui permettra de promouvoir les déplacements à pied et à vélo. ▪ Ces initiatives devraient induire un changement significatif des habitudes de déplacement, avec un report modal conséquent depuis le mode routier vers les TC et les modes actifs.	MODERE	Privilégier les accès existants pendant les travaux. Proposer une trame viaire pour le projet permettant son accès sans dysfonctionnement. Développer les cheminements doux. Créer des cheminements lisibles et sécurisants.

Thème environnemental	Diagnostic de l'état initial	Niveau de l'enjeu	Recommandations éventuelles
QUALITE DE L'AIR ET SANTE	▪ Au droit de l'intercommunalité Grand Orly Seine et Bièvre, les oxydes d'azote sont majoritairement émis par le transport routier, suivi par les plateformes aéroportuaires. Pour les émissions des particules, le secteur résidentiel présente une contribution importante aux émissions de PM10, suivi par le transport routier et les activités de chantier. Quant aux PM2,5, le contributeur majeur est le secteur résidentiel. Les COVNM sont majoritairement émis par le secteur résidentiel, suivi du secteur industriel. Le dioxyde de soufre est majoritairement émis par les secteurs des déchets, le secteur résidentiel et les plateformes aéroportuaires. ▪ La société ISPIRA a mené une campagne de mesure de la qualité de l'air au droit de l'aire d'étude immédiate du 11 au 24 octobre 2023. ▪ Pour le dioxyde d'azote, les points à proximité des axes fréquentés (avenue de Fontainebleau (D7) /A86) sont plus affectés par la pollution azotée. Les teneurs décroissent avec l'éloignement à ces axes mais restent néanmoins soutenues et homogènes sur l'emprise du projet. ▪ Concernant les particules PM10, la valeur limite fixée à 50 µg/m3 en moyenne journalière est respectée sur l'ensemble de la campagne de mesure. ▪ Concernant les particules PM2,5, l'objectif de qualité fixé en 2021 par l'OMS à 15 µg/m^3 en moyenne journalière n'a pas été dépassé au cours de la campagne de mesure au niveau du projet. Le benzène affiche une concentration faible sur la zone du projet, en-deçà de 1 µg/m^3.	FORT	Limitation des pollutions inhérentes aux travaux. Limiter l'exposition des populations sensibles aux pollutions atmosphériques. Préservation de la santé des usagers du site et des riverains.
L'AMBIANCE SONORE ET LES VIBRATIONS	▪ Dans le quartier, les sources principales de bruit sont les axes routiers situés en périphérie. ▪ La zone d'étude est entourée par des axes routiers importants, avec un classement sonore de catégorie 1 et 2, à l'est et au Sud du site. ▪ Le classement sonore montre que l'ensemble du secteur d'étude est concerné par le secteur affecté par le bruit nécessitant un isolement de façade respectant les seuils réglementaires pour les bâtiments sensibles. ▪ Selon les points de mesures, les niveaux sonores varient en moyenne de 55 à 65 dB le jour et de 57 à 63 dB la nuit. Ces niveaux sonores, représentatifs d'une zone exposée aux bruits des infrastructures de transport, se situent au-dessus des seuils de recommandation de l'OMS. ▪ Le maximum des vibrations caractérisées au niveau du sol mesurés au niveau des 3 points de passages se situe en dessous du seuil de perception tactile mais avec des niveaux élevés pour certaines fréquences pour les points 1 et 2. ▪ Les conclusions de l'étude vibro-acoustique indiquent qu'une désolidarisation des bâtiments serait nécessaire sur l'emplacement du projet.	FORT	Limitation des pollutions sonores inhérentes aux travaux. Prévoir une adéquation dans les principes de construction des bâtiments avec le contexte sonore. Réaliser une étude permettant de déterminer la nature des solutions anti-vibratiles à mettre en place en fonction de l'emplacement et des caractéristiques structurelles des bâtiments du projet
POLLUTION LUMINEUSE	▪ L'AEI se situe dans une aire où la pollution lumineuse est élevée, reflet de l'urbanisation dense de la métropole parisienne.	FORT	Limitation ou compensation de l'éclairage artificiel (réduction des flux lumineux, orientation des sources, extinction nocturne partielle, etc.).
LES NUISANCES ELECTROMAGNETIQUES	▪ L'aire d'étude élargie regroupe un nombre important d'antennes. ▪ Une antenne est recensée à près de 12 m au sud de l'aire d'étude immédiate. Il s'agit d'une antenne de téléphonie positionnée à 26 m de hauteur (site n°798423). ▪ Deux lignes à très haute tension RTE traversent la partie Nord de l'aire d'étude immédiate (liaison 225 kV Chevilly-Rungis 1&2). ▪ L'aire d'étude immédiate comprend 2 pylônes. ▪ Des servitudes imposent le libre passage à l'exploitant pour toute opération de maintenance des lignes électriques. ▪ Le champ est le plus élevé dans les zones situées à proximité immédiate des lignes à haute tension et décroît rapidement à mesure que l'on s'éloigne de ces zones.	FORT	Préservation de la santé des usagers du site et des riverains. Respecter les servitudes associées aux lignes électriques.
LA GESTION DES DECHETS	▪ La Régie personnalisée pour la valorisation et l'exploitation des déchets de la région de Rungis (RIVED) est l'établissement public local qui assure le traitement des déchets ménagers et assimilés collectés sur les communes de Rungis et de Chevilly-Larue. ▪ Les ordures ménagères résiduelles et les refus de tri sont valorisés sous forme d'énergie fatale par l'unité de valorisation énergétique de Rungis qui alimente les réseaux de chaleur du M.I.N. de Rungis, de la plateforme aéroportuaire d'Orly et des villes de Vitry-sur-Seine et Choisy-le-Roi. ▪ Les entreprises qui étaient présentes avant la démolition des bâtiments présents au droit de l'aire d'étude immédiate avaient la charge de la gestion de ses propres déchets. Néanmoins, les entreprises étaient sous concessionnaires de la SOGARIS qui était en charge du nettoiement de la voirie et du ramassage des déchets abandonnés dans le cadre de ses obligations d'entretien des espaces généraux et réseaux de sa concession.	FAIBLE	S'assurer de la bonne gestion des déchets de chantiers. Etudier les voies possibles de réemploi, réutilisation et recyclage des produits et matériaux Assurer une bonne gestion du système de gestion des déchets du quartier.
ENERGIE ET CARBONE	▪ Les communes de Rungis et de Chevilly-Larue sont couvertes par le SRCAE d'Ile de France. ▪ A l'échelle du territoire Grand-Orly Seine Bièvre, un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) a été engagé en 2017. Celui-ci est toujours en cours d'élaboration. ▪ Sur l'ensemble du Val-de-Marne, les secteurs d'activités les plus émetteurs de gaz à effet de serre sont le secteur résidentiel et le transport routier. ▪ La baisse des émissions de GES en Ile de France a été de 7 % entre 2005 et 2010 et de 15 % entre 2010 et 2019. ▪ Dès l'ouverture du M.I.N. en 1969, la SEMMARIS a favorisé la valorisation énergétique de ses déchets. Une chaufferie centrale a été installée en vue d'incinérer la totalité des déchets et d'alimenter un réseau de chaleur.	MODERE	Prise en compte des préconisations des schémas régionaux et départementaux et contribution à l'atteinte des objectifs proposés. Limitation des émissions de gaz à effet de serre.

Thème environnemental		Diagnostic de l'état initial	Niveau de l'enjeu	Recommandations éventuelles
		▪ L'aire d'étude immédiate est alimentée par le réseau de chaleur urbain. Territoire vulnérable au changement climatique (aggravation des épisodes caniculaires et de sécheresse, augmentation du nombre de phénomènes extrêmes…).		
LES RISQUES TECHNOLOGIQUE	LES ICPE	▪ Au droit de l'aire d'étude élargie on compte 76 installations classées pour la pour la protection de l'environnement (ICPE) : 10 ICPE soumise au régime de l'Autorisation, 32 ICPE soumises au régime de l'Enregistrement et 34 ICPE soumises à Déclaration. ▪ Aucune installation située au droit de l'aire d'étude élargie n'est classée SEVESO et aucune ICPE n'est située au droit de l'aire d'étude immédiate (AEI). ▪ L'installation de la SEMMARIS située à près de 15 m à l'ouest de l'aire d'étude immédiate est soumise à Autorisation ICPE au titre de la rubrique n°3642 « Production d'aliments à partir de matières premières animales ». ▪ Le centre commercial « Belle-Epine » situé à près de 60 m à l'Est est soumis au régime de l'Enregistrement ICPE.	MODERE	Préservation de la santé des usagers du site et des riverains.
	Les risques de TMD	▪ Le territoire du pôle Orly-Rungis ou s'inscrit l'aire d'étude immédiate est exposé au risque TMD par voies routières car étant traversé par les autoroutes A 86 et A 106 supportant un trafic dense en lien avec les activités logistiques du MIN, de Sogaris et du Sénia et utilisées pour le transport des matières dangereuses, à l'exception des tronçons où il y a une restriction. ▪ L'aire d'étude immédiate est concernée par Le risque TMD puisque celle-ci est bordée par des voies à grande circulation (A86, D7). ▪ Aucune canalisation de transport de matières dangereuses ne se situe au droit de l'aire d'étude immédiate. La canalisation de transport de gaz la plus proche se situe à près de 1 km au nord de l'aire d'étude immédiate et la canalisation d'hydrocarbures la plus proche se situe à environ 3,4 km à l'est de l'aire d'étude immédiate.	MODERE	Maintenir des marges d'éloignement des constructions suffisantes par rapport à la départementale RD7.
	Le risque nucléaire	▪ Si aucun centre nucléaire de production d'électricité n'est implanté dans le département, le Val-de-Marne comprend toutefois, depuis 1957, un site d'expérimentations nucléaires spécialisé dans l'instrumentation spatiale et neutronique (la SODERN). ▪ Le risque nucléaire sur l'aire d'étude immédiate est très faible mais n'est pas nul en raison d'installations nucléaires en région parisienne et de transport et utilisation de sources radioactives au sein du territoire francilien.	TRES FAIBLE	/
LES SITES ET SOLS POLLUES		▪ Un grand nombre de site BASIAS sont situés à proximité de l'aire d'étude immédiate et deux d'entre eux sont situés au sein de l'aire d'étude immédiate. L'activité de ces sites est terminée. Un site BASOL est recensé à proximité immédiate de l'aire d'étude immédiate. ▪ Un plan de gestion de la pollution a été réalisée par la société OGI en juin 2023 au droit du périmètre « Cité de la Gastronomie ». Conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, a proposé des mesures de gestion et de traitement des sources de pollution concentrée identifiées et évalué la comptabilité sanitaire des terrains avec le projet d'aménagement. ▪ L'étude des données d'entrée a permis, en conformité avec la méthodologie française, de définir deux scénarii de gestion distincts ▪ Une phase de dépollution complémentaire si nécessaire est prévue pendant le chantier. Celle-ci a pour objet de traiter la présence de terres polluées de façon à rendre compatible le site avec le programme de construction visé. En effet, le syndicat a assuré la dépollution des terrains (usage industriel lié à l'occupation antérieure du site).	FORT	Prévoir une phase de dépollution pendant le chantier. Apport de terres saines. En cas de réutilisation de matériaux sur le site, d'assurer la traçabilité des mouvements de terres (notamment ne pas mettre en surface des terres contenant des métaux), et de conserver la mémoire associée à la réutilisation des matériaux… ; Intégrer dans la programmation et dans les règlements de copropriété la mise en place des mesures simples de gestion. Garder la mémoire de la qualité des terrains investigués et transmettre les études environnementales réalisées sur le site. En cas de changement d'usage dans le cadre du projet ou ultérieurement, de vérifier que les terrains sont compatibles avec les nouveaux usages considérés.
DOCUMENTS DE PLANIFICATION APPLICABLES		▪ L'aire d'étude est située dans l'espace réglementaire « Secteur à fort potentiel de densification » de la carte de destination du SDRIF car offrant « un potentiel de mutation majeur qui ne doit pas être compromis. La Cité de la Gastronomie est en outre citée dans le SDRIF comme un des « grands projets culturels porteurs de rayonnement » à développer. ▪ Le SCoT métropolitain en cours d'élaboration sera le document de planification et d'urbanisme définissant les grandes orientations d'aménagement et de développement pour la Métropole du Grand Paris. Il servira de référence pour tous les documents de planification métropolitains. ▪ Les communes de Rungis et de Chevilly-Larue sont couvertes par des PLU. L'aire d'étude immédiate se situe au droit des zonages UAE4 et UM qui permettent l'implantation du projet de quartier de la gastronomie au droit de l'aire d'étude immédiate. ▪ Le PLUi Grand-Orly Seine Bièvre a été arrêté par le conseil territorial le 17 décembre 2024 et poursuit actuellement sa procédure d'élaboration.	FAIBLE	S'assurer de la compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme. Prendre en compte dans la conception du projet les différentes servitudes. Prise en compte du PLUI en cours de validation

Thème environnemental	Diagnostic de l'état initial	Niveau de l'enjeu	Recommandations éventuelles
	▪ L'aire d'étude du projet de la Cité de la Gastronomie fait l'objet d'un OAP sectorielle dédiée au sein du PLU de Rungis qui définit les vocations et axes programmatiques de ce nouvel équipement. ▪ L'aire d'étude immédiate est soumise à une servitude d'utilité publique (SUP) de protection contre les obstacles des stations radioélectriques (T2), interdisant la création d'obstacles fixes ou mobiles excédant 120 m de hauteur. ▪ Elle est également soumise à une SUP aéronautique de dégagement (T5) qui limite sur son emprise la hauteur des bâtiments à 137 m. ▪ Le PLU de Rungis ayant un règlement plus restrictif en termes de hauteur autorisée des constructions l'enjeu est qualifié de très faible. ▪ L'aire d'étude immédiate n'est pas concernée par le PEB de l'aérodrome de Paris-Orly. Néanmoins, l'ancienne zone C recoupe les deux angles nord-ouest de l'aire d'étude immédiate.		

Valeur de l'enjeu	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort	Très fort

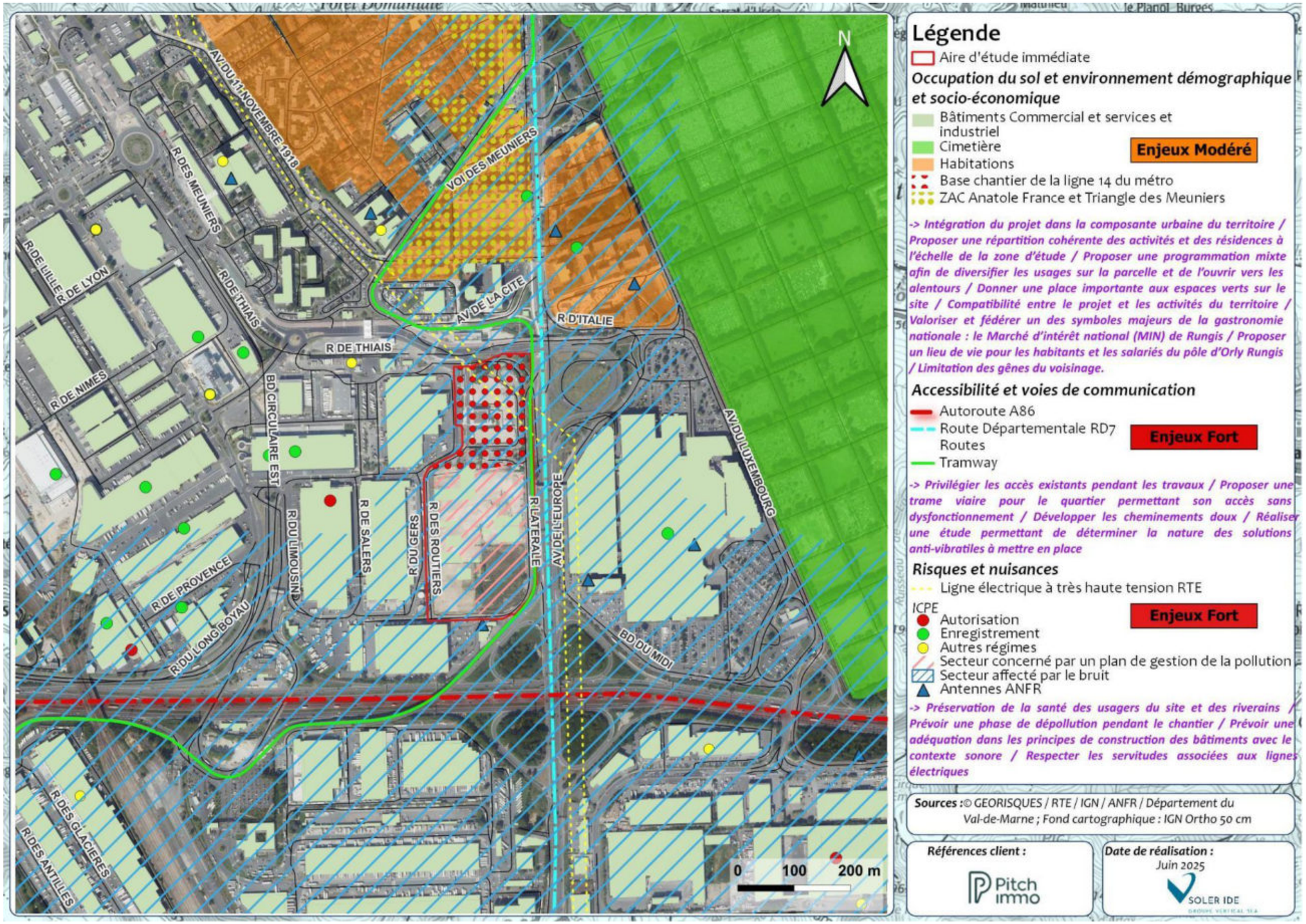


Figure 180 : Synthèse des enjeux associés au milieu humain

C DESCRIPTION DU PROJET RETENU ET LA DEMARCHE ITERATIVE AYANT GUIDE SA DEFINITION

1 PRESENTATION DE LA SOLUTION RETENUE ET DES MODALITES PREVUES POUR SA MISE EN ŒUVRE

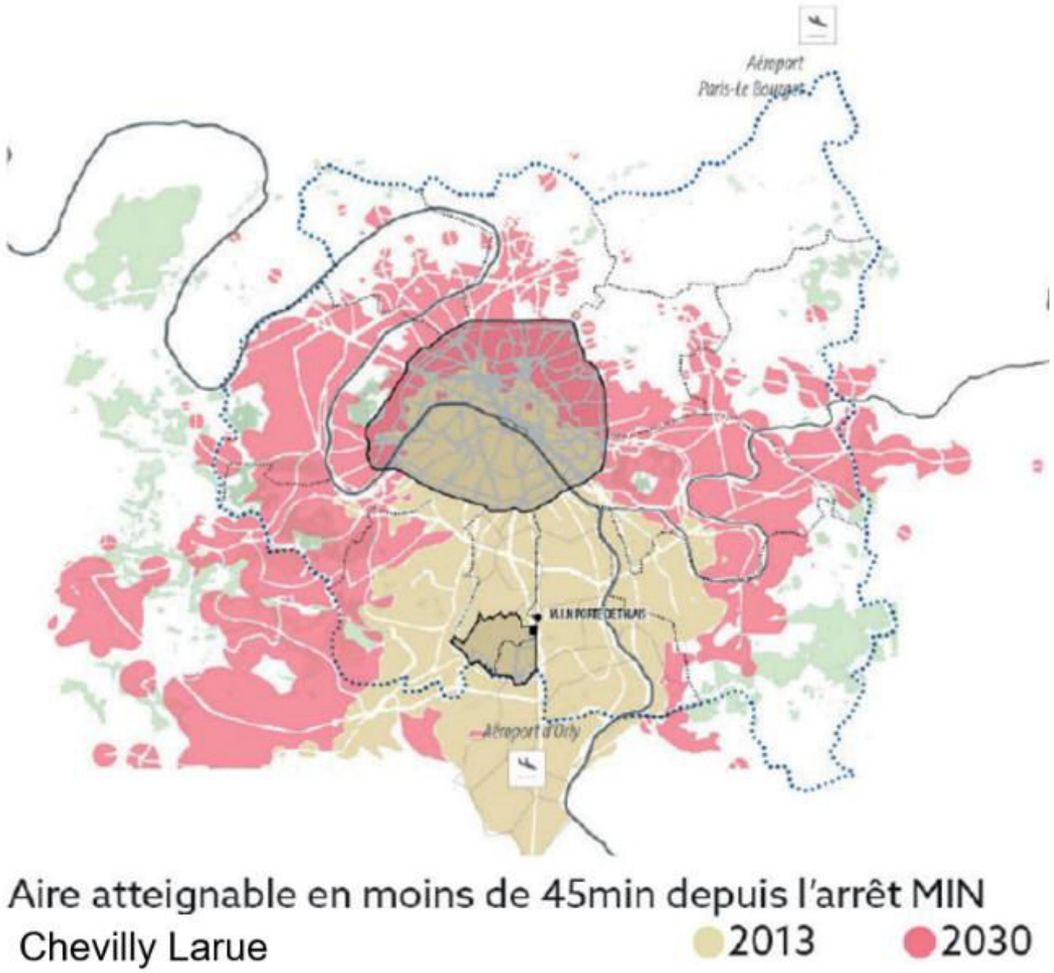
1.1 UNE DYNAMIQUE URBAINE ENGAGEE

Le site du quartier de la Gastronomie Paris-Rungis fait partie intégrante du territoire de la Métropole du Grand Paris. Cette situation lui confère un dynamisme urbain qui n'aura de cesse de se développer dans le temps. Le territoire dans lequel elle prend place s'inscrit dans une logique de déploiement économique, social, culturel, environnemental qui tend aussi à accroître son attractivité à l'international.

Située sur l'axe qui relie l'aéroport international d'Orly au cœur métropolitain, le site s'implante sur un corridor stratégique à l'échelle francilienne. Jalonné par d'autres grandes infrastructures de transports avec d'une part l'autoroute A6 et d'autre part l'autoroute A86, souvent désignée comme le super périphérique parisien, et qui permettra d'acheminer de nombreux visiteurs issus des préfectures et sous-préfectures de la petite couronne parisienne.

Par ailleurs, hier doté d'une accessibilité en transport public essentiellement « intercommunale » avec le Tvm et le Tramway, le site bénéficie désormais d'une accroche réellement métropolitaine, qui va doubler le territoire accessible en 45 minutes de Rungis. En effet, l'aire d'accessibilité de la porte de Thiais (station « Chevilly-Larue » de la ligne 14 du métro), d'abord étendue au nord vers Paris avec la mise en service de la ligne 14 du métro, va prochainement s'élargir à l'Est et vers l'Ouest au gré des interconnexions entre le métro 14 et les futures lignes 15, 16 et 18.

D'ici l'horizon 2030, les différents réseaux de transports en commun additionnés aux infrastructures présentes, permettront de faciliter la praticabilité du site. Ceci confortera le quartier de la Gastronomie au centre d'un système d'accès logique et performant, enclin à l'innovation.



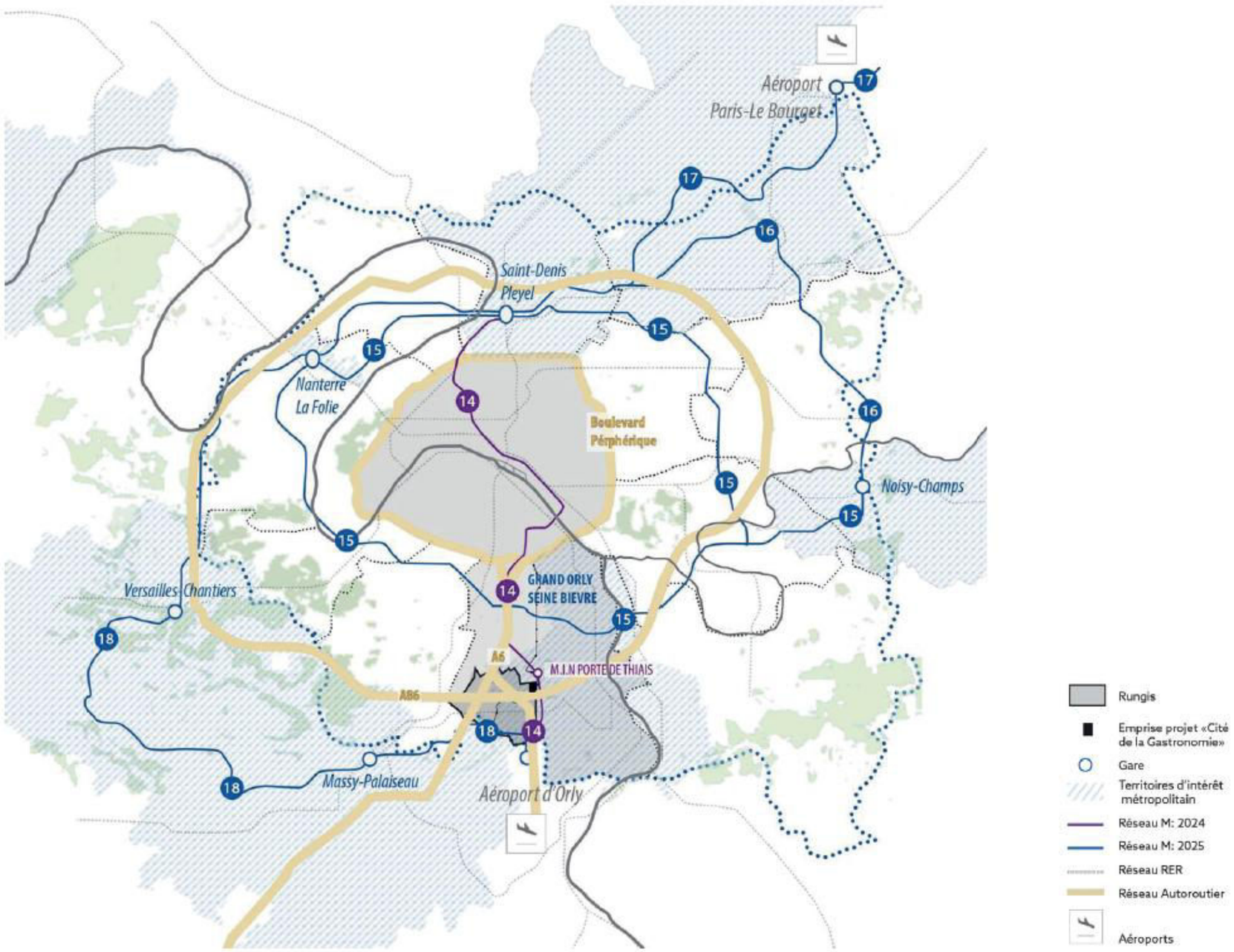


Figure 181 : Une dynamique urbaine engagée

1.2 UN PAYSAGE EN DEVENIR

Historiquement organisés autour de la capitale en fonction du réseau hydrographique de la Seine et de ses confluents, les anciens « pays de l'Île-de-France » représentent la richesse des terroirs franciliens : le Vexin français, le Mantois, l'Hurepoix, les Bries française et champenoise ou encore le Gâtinais, chacun illustre les relations entre culture et territoire, inhérentes à la gastronomie française si emblématique. Ainsi, parmi les cultures typiques encore présentes en Île-de-France, la culture de l'asperge d'Argenteuil qui offre un paysage singulier en buttes de terre, la culture du cresson seminière, ou encore les cultures céréalières, l'arboriculture et les produits laitiers. Ce panel de cultures singulières crée le paysage de la région francilienne, un paysage fertile et riche autant par ses ressources que par son aspect.

Ce paysage a su susciter le développement de plusieurs campus directement en lien avec les thèmes qui le composent. L'institut des sciences et des industries du vivant et de l'environnement (Agro-Paris Tech) en est une illustration emblématique. La présence sur le territoire de pôles éducatifs et de recherche d'excellence est un atout primordial pour la pérennisation et l'évolution de celui-ci. Nous imaginons alors que le paysage, nourri de ces apports scientifiques, pourra prendre une dimension innovante et acquérir une dynamique pionnière dans ses enjeux environnementaux.

En résonance avec l'enseignement, le territoire Francilien compte de nombreux pôles culturels et éducatifs avec pour chacun d'entre eux, un thème précis mis en avant : la Cité de la Mode et du Design, la Cité de la Musique ou encore la Cité des Sciences et de l'Industrie offrant tout au long de l'année des expositions ludiques accessibles à tous types de visiteurs, adultes, enfants… La présence de ces lieux est un atout majeur ajoutant une valeur attractive indéniable à la Métropole du Grand Paris.

Dans la même dynamique, la future Cité de la Gastronomie prendra place au sein de ce territoire marqué par la trame agricole de l'Île-de-France et à la confluence de tous les savoir-faire que concentre cette région. Son implantation précise se fera sur la commune de Rungis, au contact des communes de Chevilly Larue, Thiais et Orly, **un lieu de choix pour exposer et promouvoir l'art culinaire français**. En effet, ce territoire rayonne à l'échelle territoriale et bien au-delà des seules limites communales, car **il abrite le plus grand marché de produits agricoles frais au monde : le Marché d'Intérêt National de Rungis, ou MIN**. Construit en 1964, sa proximité avec la Capitale (seulement 7 km du centre parisien) lui confère un rôle central pour la fourniture de denrées fraîches pour la région. La Semmaris, gestionnaire du MIN, a ainsi en charge l'aménagement de la partie Nord du futur quartier situé sur la commune de Chevilly-Larue.

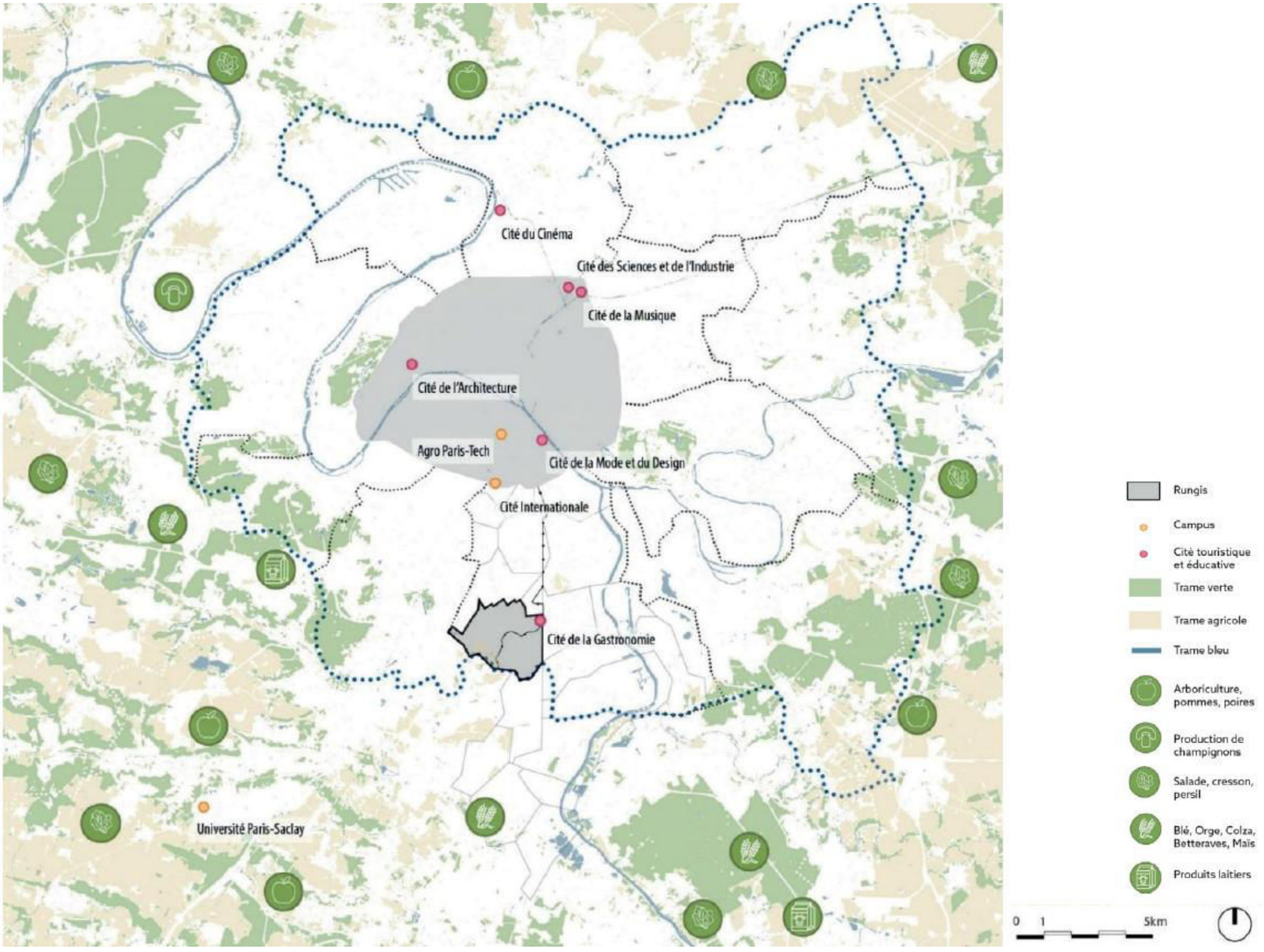


Figure 182 : Cultures en Île-de-France et à proximité

1.3 ACTIVER LES LIENS

Le projet de la Cité de la Gastronomie permet de fertiliser le territoire, aussi bien au sens propre de la reconquête d'une biodiversité riche ancrée dans un sol à nouveau fertile, que dans le sens d'une redynamisation des usages et des liens au-delà de l'emprise stricte concernée par le projet.

La future Cité de la Gastronomie occupe le sud d'un périmètre marqué par l'arrivée en 2024 du Grand Paris Express au nord (ligne 14 du métro) et du quartier de la Gastronomie, bordé à l'ouest par le MIN et à l'est par Belle Épine ; et le réseau routier constitué principalement par l'échangeur de l'autoroute A86 et la route départementale 7 (ancienne route de Fontainebleau).

L'installation de la Cité s'appuie sur les dynamiques urbaines en cours, et les renforce. Cet équipement métropolitain est l'occasion de transformer radicalement les relations entre les différentes entités en présence, amorcer la constitution d'un nouveau quartier urbain qui offre toutes les aménités de la ville contemporaine.

Dans cet objectif, l'implantation de la Cité sur l'axe de l'ancienne Route Nationale est déterminante. La Cité n'est pas une nouvelle enclave fermée et autocentrée, mais au contraire : l'équipement articule les échelles et établit les liens.

Au droit de l'arrêt du tram et de la station du métro, une grande place, le Forum, constitue l'adresse principale de la Cité, qui s'ouvre vers le boulevard urbain reconfiguré, et accompagne le franchissement vers son entrée principale et sa future façade est, programmée et active. Les principales fonctions de la Cité de la Gastronomie sont rassemblées autour de ce Forum ouvert vers la ville, et qui pourra aussi se prolonger vers l'ouest et établir le lien avec la rue Antonin Carême et le MIN. Le Forum est l'aboutissement de l'axe Nord/sud et devient à son tour une polarité à l'échelle du secteur.

La Cité de la Gastronomie se déploie autour du Forum, un grand sol continu accueillant aussi bien les activités à ciel ouvert que différents programmes ouverts au public. **Les programmes culturels et commerciaux, les espaces d'hébergement s'inscrivent autour du Forum en favorisant les continuités d'un espace à l'autre, et la visibilité des différentes activités possibles**. Le bâtiment signal implanté au nord-est du Forum identifie la Cité et la rend visible à la distance, en ponctuant grâce à son architecture emblématique la nouvelle séquence urbaine.

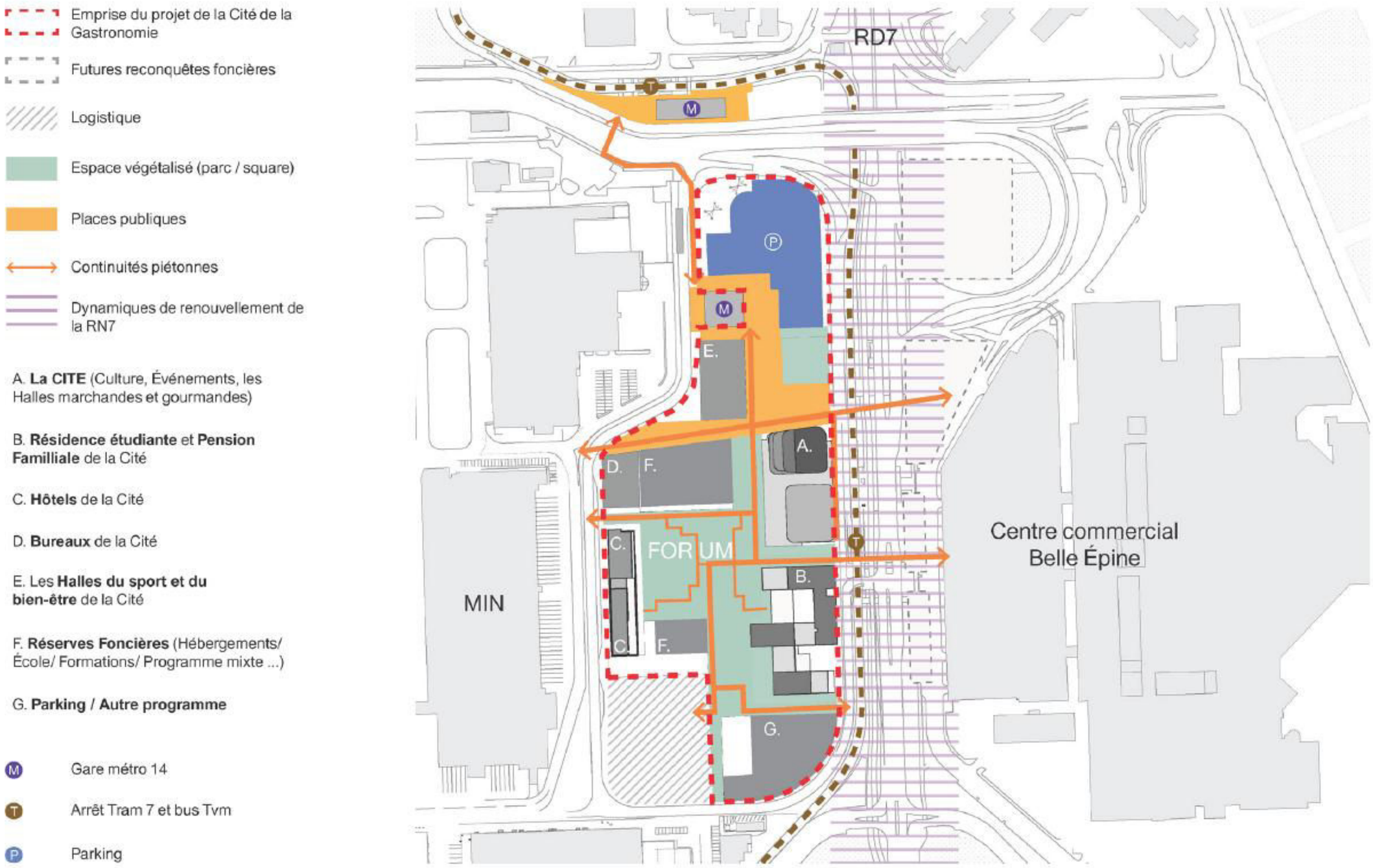


Figure 183 : Activer les liens : Organisation spatiale et fonctions du projet de la Cité de la Gastronomie

1.4 UN POUMON VERT AUTONOME, CONNECTE AU PAYSAGE URBAIN

La transformation de la route départementale 7 (RD7) permet de retrouver la pratique de l'espace public, et d'envisager des franchissements à niveau d'une rive à l'autre, à l'instar d'une ville ordinaire. Le Forum et les liens nord/sud et ouest/est organisent le quartier. Et dans les interstices, les sols disponibles, dans les constructions, sur les toitures et les façades, et aussi dans un vaste secteur au sud-est du site, la végétation et le vivant colonisent le site, et accompagnent la régénération du sol et la gestion de l'eau de pluie, de façon à composer ce substrat paysager qui alimente la cohésion et l'harmonie de l'ensemble.

Recréer un paysage accueillant à partir d'un « morceau de ville » artificialisé et imperméable, voilà le parti pris pour imaginer le nouveau quartier de la Gastronomie.

Ce voulant comme un poumon vert protégeant du tumulte des grands paysages urbains voisins, Il accueillera les visiteurs, petits et grands, mais aussi un paysage varié, au sein du Forum de la Cité. Des micro-lieux d'usages aux grands espaces partiellement cultivés, le parc est conçu comme un paysage s'inspirant du paysage agricole vert, calme et ombragé en harmonie avec la nature.

La déambulation s'inscrit autour de ces différents espaces aux dynamiques et aux ambiances végétales singulières.

Ce paysage spécifique a pour vocation de donner une âme particulière aux bâtiments comme à l'espace public (Forum et square des 5 sens) qui les borde. Lieu d'échange et de synergie entre les différents usages et avec l'espace public, lieu démonstrateur de l'écosystème propre à la Cité de la Gastronomie.

Quant au confort urbain, les espaces végétalisés participent activement à la régulation hygrométrique et climatique en créant un microclimat agréable grâce à l'évapotranspiration jouant le rôle de « climatisation naturelle ». **Ainsi, la végétation offre des espaces ombragés à l'abri du soleil et contribuant à réduire l'ensoleillement des surfaces minéralisées (évitant ainsi le stockage de chaleur).**

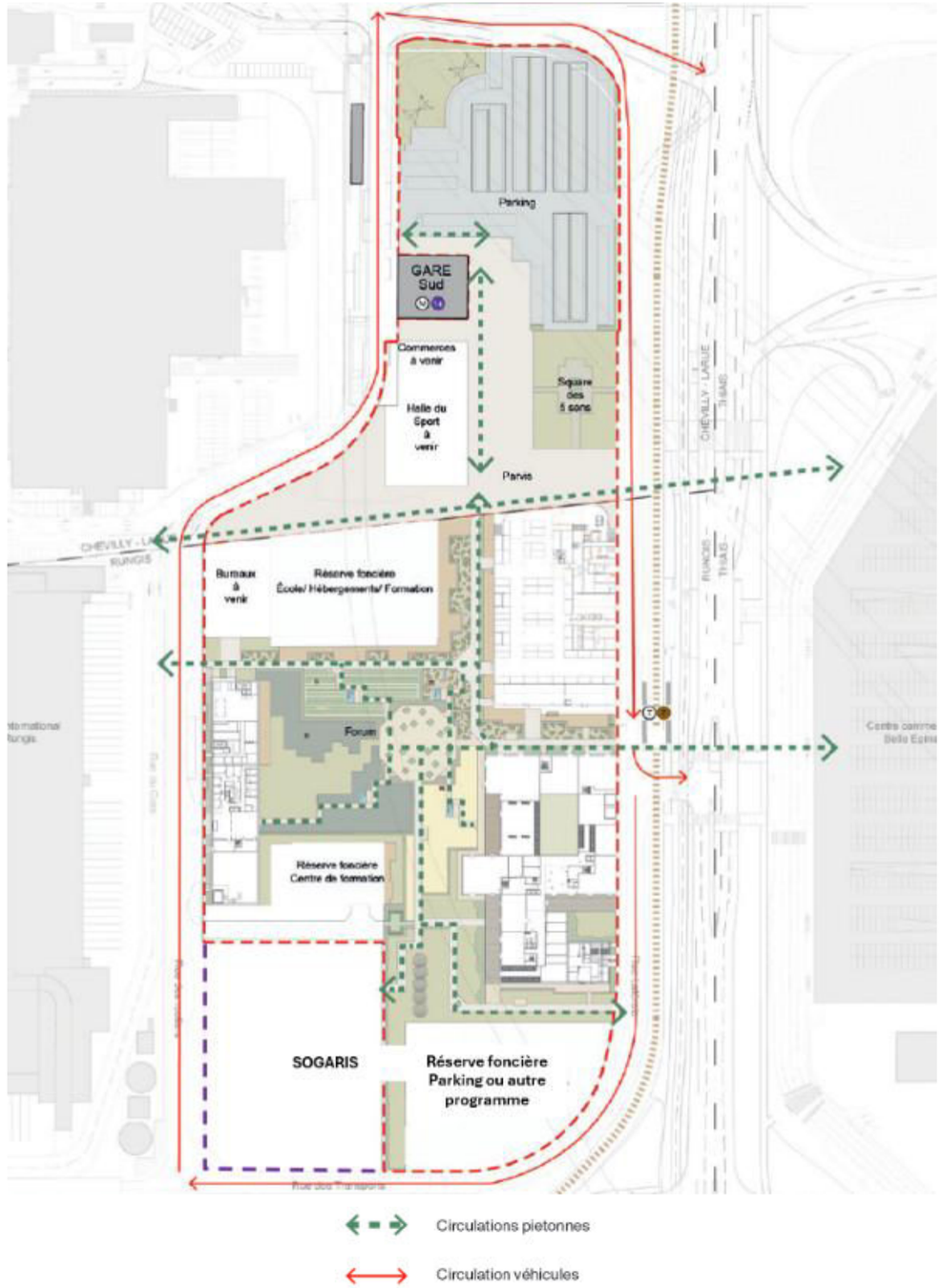


Figure 184 : Connexions piétonnes au droit du projet

1.5 PROGRAMME GENERAL

Ce programme multifonctionnel et interconnecté vise à transformer la Cité Internationale de la Gastronomie Paris-Rungis en un pôle d'attractivité international, en offrant une combinaison unique d'espaces dédiés à la culture, au commerce, à la formation, à l'hébergement, et au bien-être. Ce projet est conçu pour devenir un lieu de rencontre privilégié pour les professionnels de la gastronomie, mais aussi pour le grand public, les touristes et les étudiants. Le site mettra ainsi en lumière l'excellence du secteur gastronomique français tout en enrichissant le tissu urbain environnant.

Le projet regroupe les composantes suivantes :

- **Espaces culturels et événementiels** : musée, espaces d'exposition, salle événementielle, espaces immersifs.
- **Halles gourmandes et marchandes** : dédiées à la gastronomie et aux produits alimentaires.
- **Halle sportive et de bien-être** : pour compléter l'offre d'équipements publics.
- **Espaces tertiaires** : bureaux modernes pour accueillir entreprises et services.
- **Espaces de formation et d'enseignement** : centre de formation, école, lieux pédagogiques.
- **Hébergements variés** : hôtel, résidence étudiante, pension de famille.
- **Commerces de proximité** : intégrés au quartier et connectés au Forum.
- **Espaces publics et paysagers** : Forum, square des 5 sens, poumon vert structurant le site.
- **Stationnement mutualisé** : environ 291 places de parking (dont PMR et bornes électriques)

Le projet se structure donc autour de 13 entités programmatiques, mêlant culture, sport, commerce, formation et hébergement.

- La Cité de la Gastronomie (environ 8.800 m² SdP)
  - Lot culturel 4.500 m² SdP dont Evènementiel 500 m² SdP
  - Lot halles marchandes et gourmandes 4 300 m² SdP
- Des bureaux environ 5.000 m² SdP
- Une halle sport / bien-être (environ 2 950 m² SdP)
- Des équipements de formation environ 5.000 m² SdP + environ 130 studios pour hébergements associés
- Un centre de formation et de conférences environ 3.500 m² SdP
- Une résidence étudiante environ 20 482 m² SdP pour environ 731 chambres + environ 682 m² SdP de commerces de proximité attenants
- Une pension de famille environ 1.000 m² SdP pour environ 30 studios
- Un programme mixte (activités/petite logistique, etc) d'environ 6.000 m² SdP
- Deux hôtels pour environ 8 000 m² SdP pour environ 200/250 chambres
- Des espaces verts (forum et square des 5 sens)
- Un parking au Nord d'environ 291 places VL

A noter, dans l'emprise du projet la présence d'une parcelle de la SOGARIS au sud-ouest du projet portant un programme d'hôtel activités/logistique/commerces de 10 000 m² de SDP.

Le quartier de la Gastronomie se positionne comme une centralité métropolitaine innovante, attractive et durable, au service de la gastronomie et du rayonnement international du savoir-faire français. Le tableau ci-après résume leur nature et maîtrise d'ouvrage.

Tableau 34 : Découpage en lots

Lot	Programme	Surface de terrain (en m²)	Maîtrise d'ouvrage
A	Parking (291 places) 7000 m² de panneaux photovoltaïques sur ombrières	7 732	SEMMARIS
B	Square des 5 sens	2 448	SEMMARIS
C	Halles des sports et du bien-être	2 925	SEMMARIS
grisé	Parvis / Espaces publics	4 490	SEMMARIS
1	Cœur de la Cité (musée, halles gourmandes, espaces culturels)	4 447	SAS CIG PARIS RUNGIS
2	Résidence étudiante	4 554	SAS PIA RUNGIS
3	Pension de famille	545	SAS PIA RUNGIS
4	Réserve foncière Sud Parking / Autre programme	4 509	SAS PIA RUNGIS
5	Réserve foncière Centre de formation	2 138	SAS PIA RUNGIS
6	Hôtel	1 388	SAS PIA RUNGIS
7	Hôtel	1 032	SAS PIA RUNGIS
8	Bureaux	932	SAS PIA RUNGIS
9	Réserve foncière Nord École / Hébergement / Formation	2 630	SAS PIA RUNGIS
10	Forum	11 472	SAS PIA RUNGIS
11	Espaces ouverts au public en lien avec le forum de la Cité		SAS PIA RUNGIS
SOGARIS	Hôtel/activités/logistique/commerces	6 200	SOGARIS

Le site, accueillera à terme près de 64 000 m² de surface de plancher cumulé au 10 000 m² de SdP de la SOGARIS.

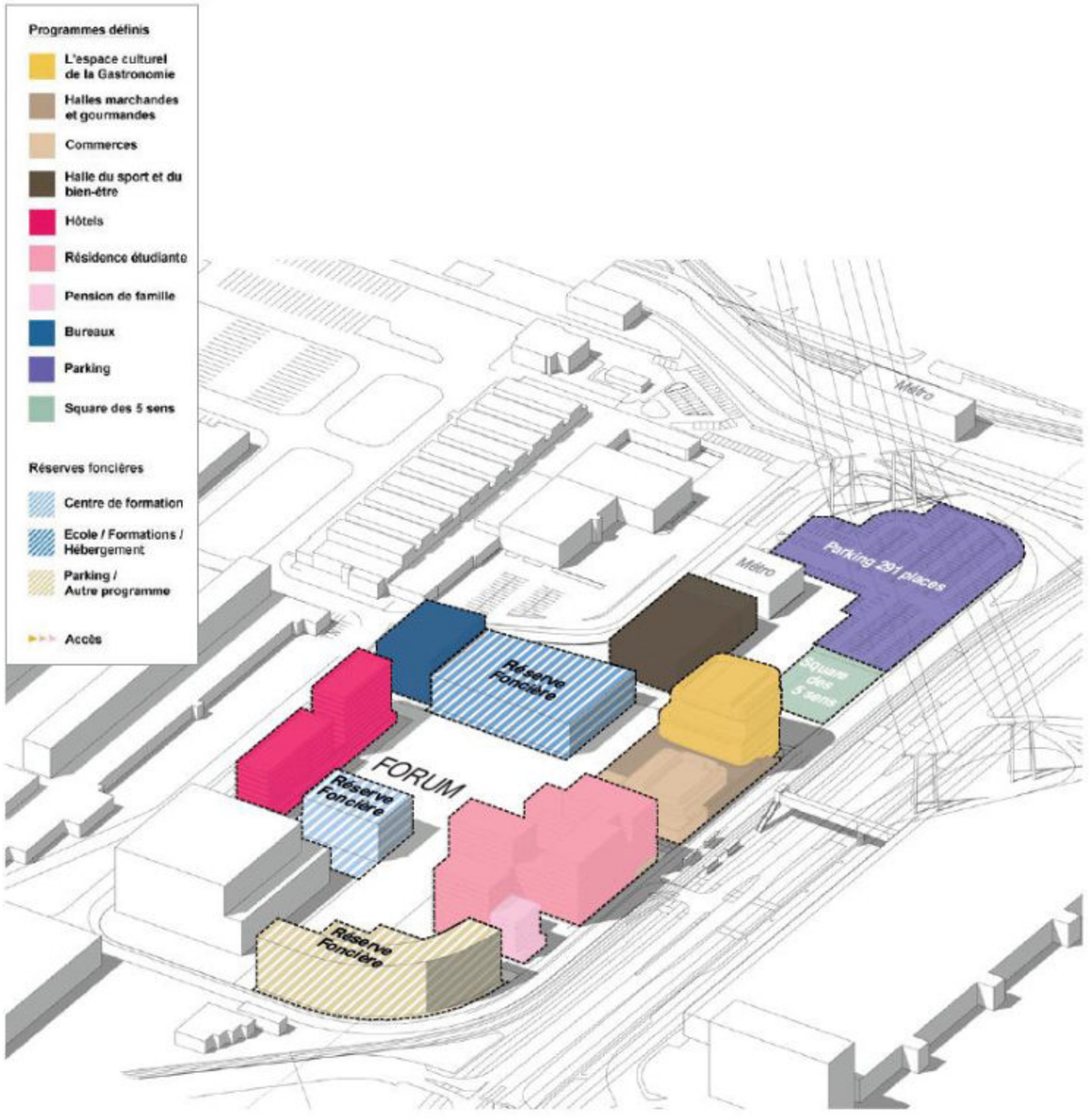


Figure 185 : Programme général

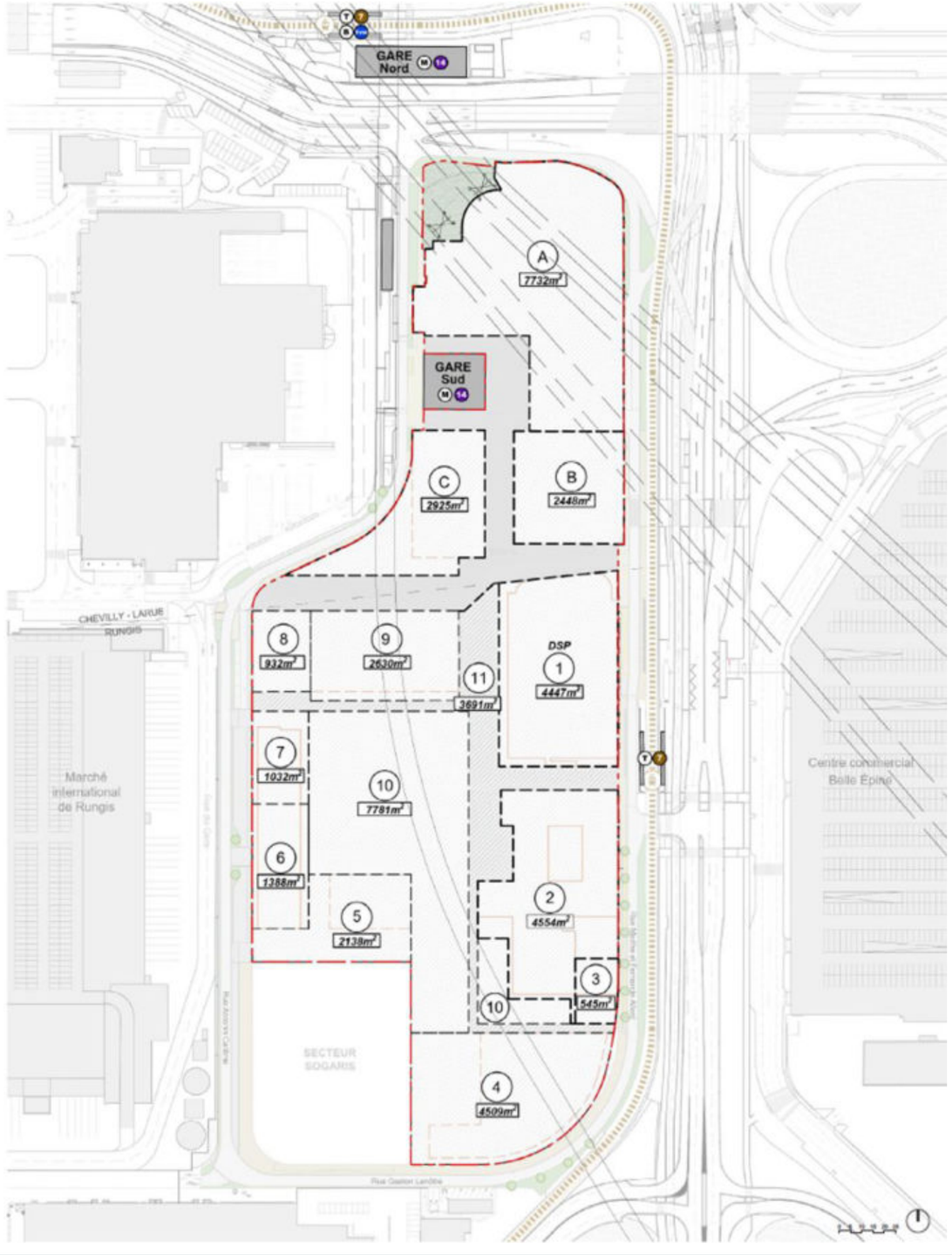


Figure 186 : Découpage en lots du programme

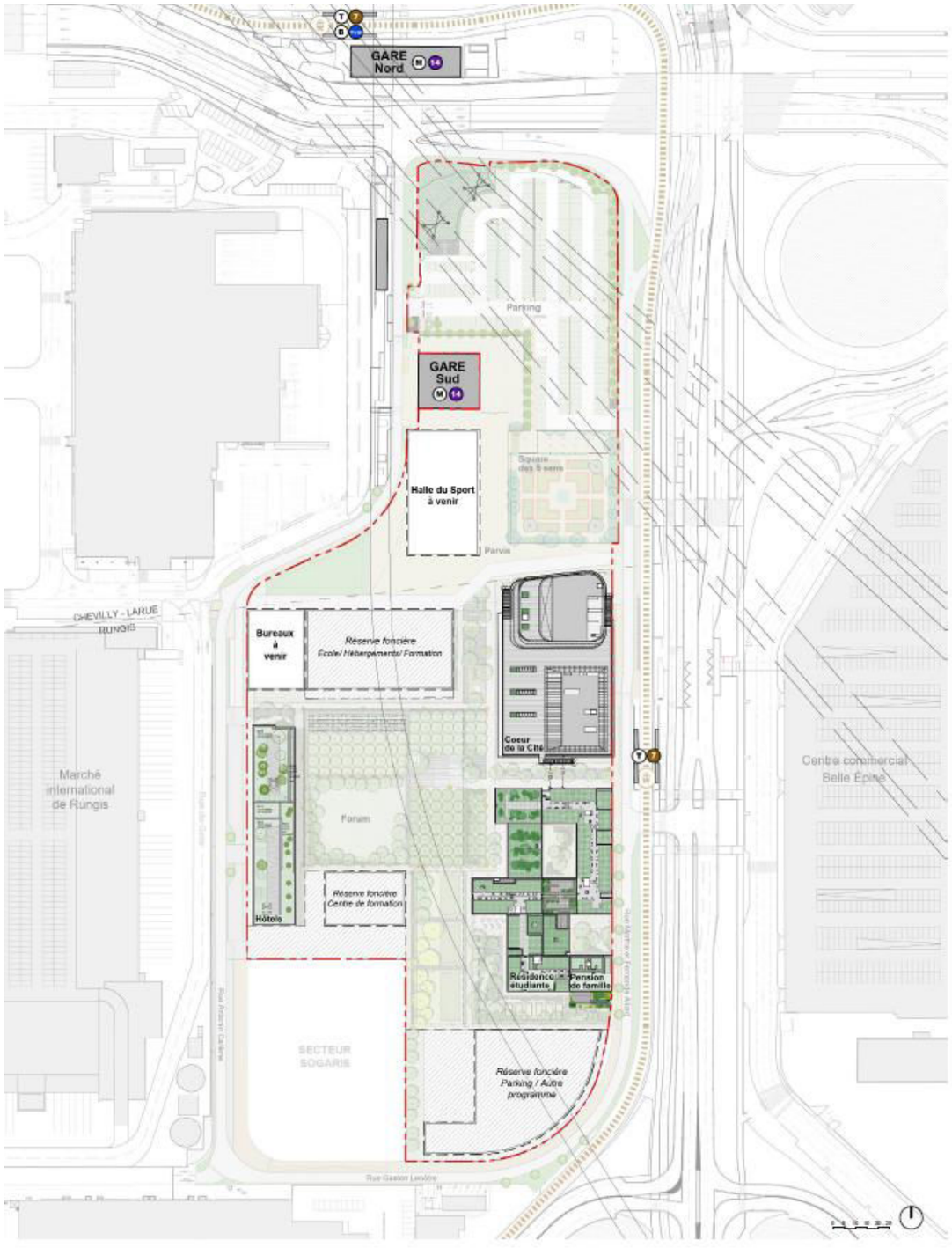


Figure 187 : Plan de masse du projet

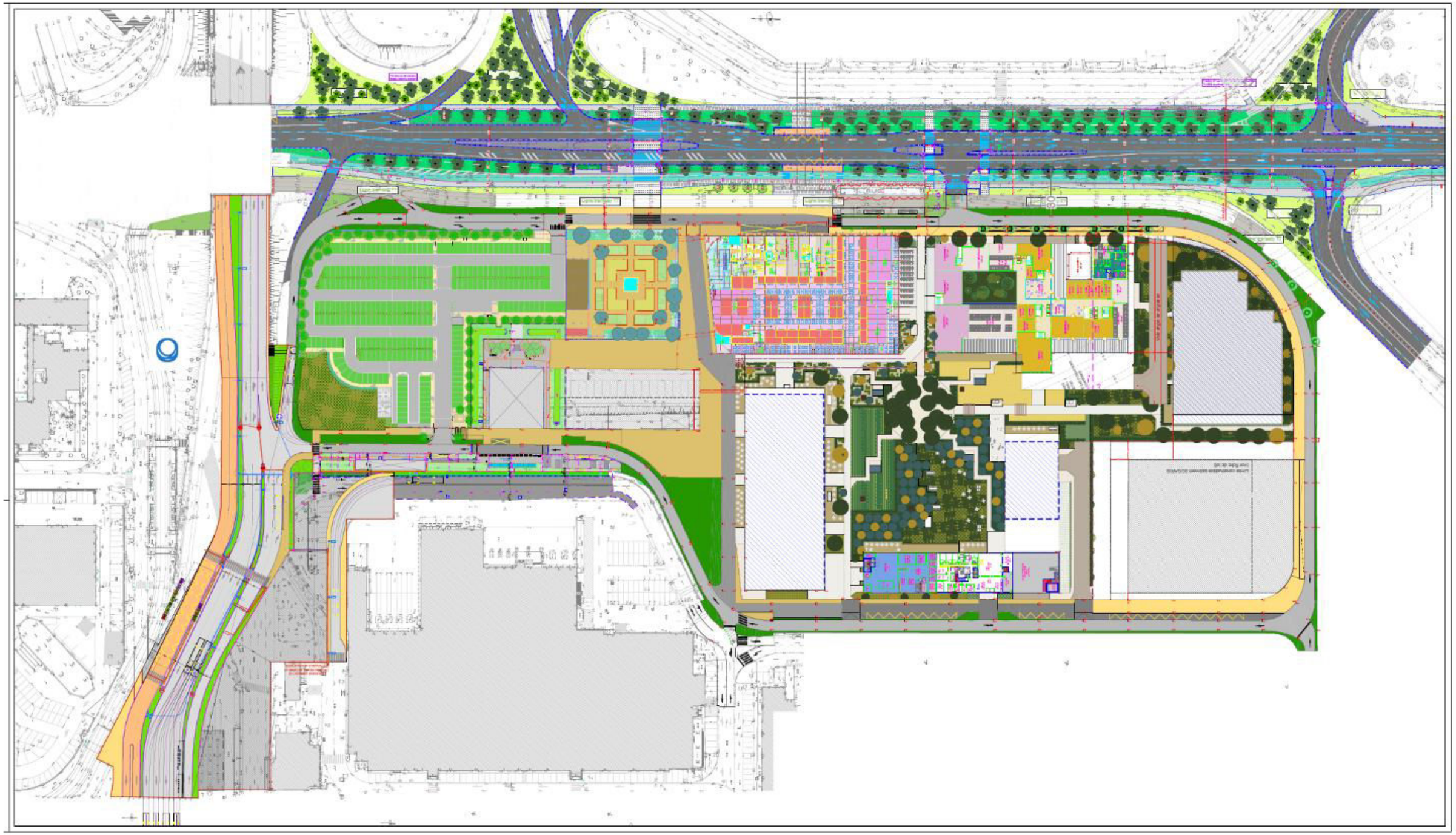


Figure 188 : Plan masse et voiries périphériques quartier de la gastronomie

1.5.1 LE PARKING ET LE SQUARE (LOTS A ET B)

Un parking VL de 269 places sera créé au nord. Plusieurs entrées pour l'accès au parking sont prévues : à partir de la Rue Marthe et Fernande Allard ou par la Rue Antonin Carème. Pour la sortie, elle se fera exclusivement vers la Rue Antonin Carème. Les accès au parking seront sécurisés par des portiques en barrières levantes. La circulation se fera majoritairement en sens unique avec des voies de 5m de largeur permettant ainsi la bonne manœuvre des véhicules. Toutefois, la voirie s'agrandit à 6m de largeur pour l'entrée et la sortie, voie en double sens, du côté de la Rue Antonin Carème. Les voies de circulation seront en enrobé noir, comme identique aux voiries des rues avoisinantes.

Les places de stationnements sont prévues perméables en pavés engazonnées. Cette installation permettra une infiltration partielle des eaux de pluies qui s'écouleront sur les places de parking. Le parking comprend également dans ces 269 places :

- 6 places de stationnements PMR sont prévues en enrobé, identique aux voiries de circulation sur le parking,
- 16 places de stationnements dédiés à la recharge des véhicules électriques (les places PMR sont inclus dans ces 16 places).
- Un espace de 22 places dédié aux stationnements des 2 roues est également inséré au projet et sera en dalle béton.

Des trottoirs en enrobé clair permettront de desservir toutes les places de stationnement en toute sécurité. L'enrobé clair permettra également de réduire les ilots de chaleur urbain sur l'emprise du projet. Un mur de soutènement est prévu le long de la Rue Marthe et Fernande Allard : il permettra, d'une part, la retenue des terres et, d'autre part, la protection des piétons.

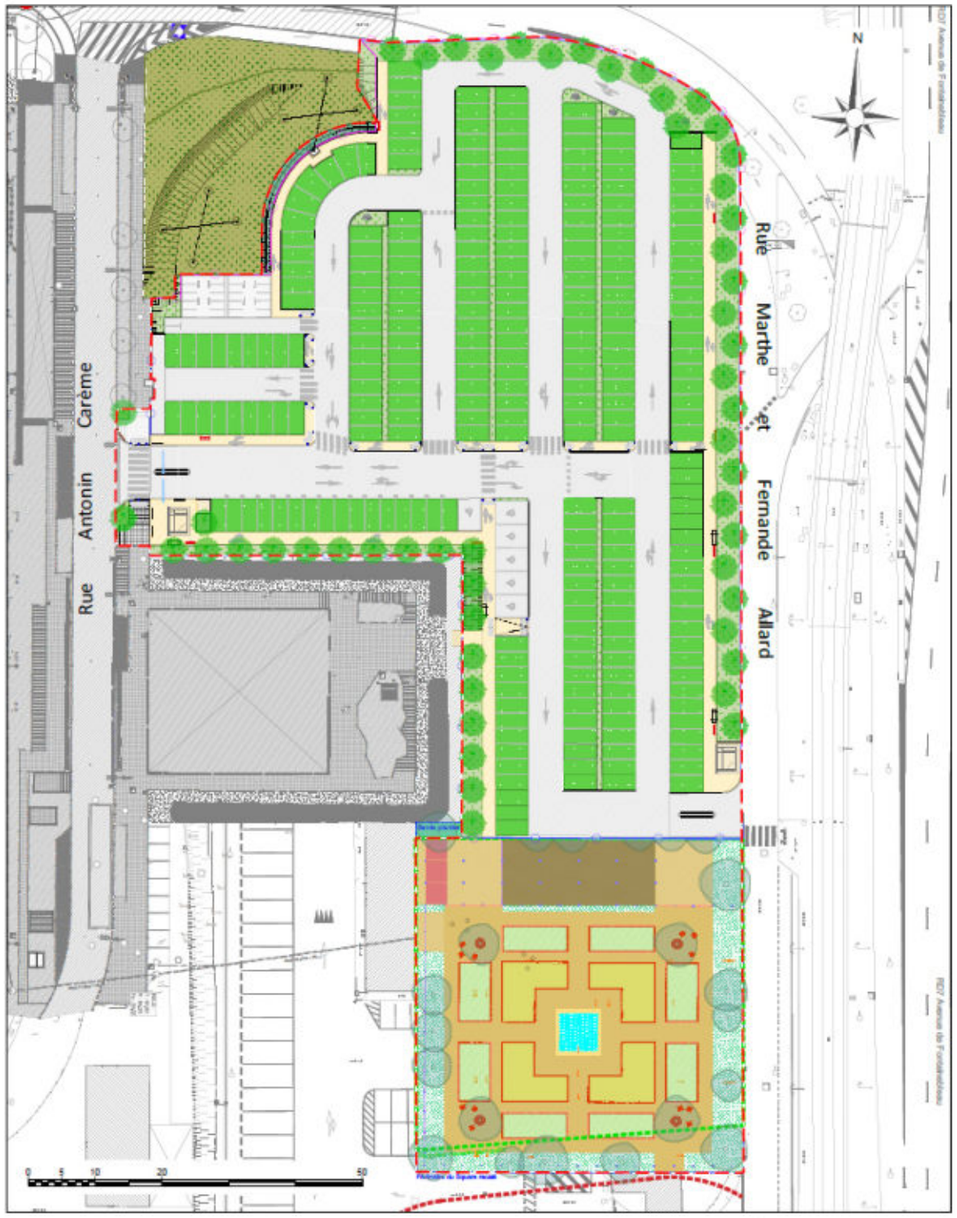


Figure 189 : Plan du square et du parking

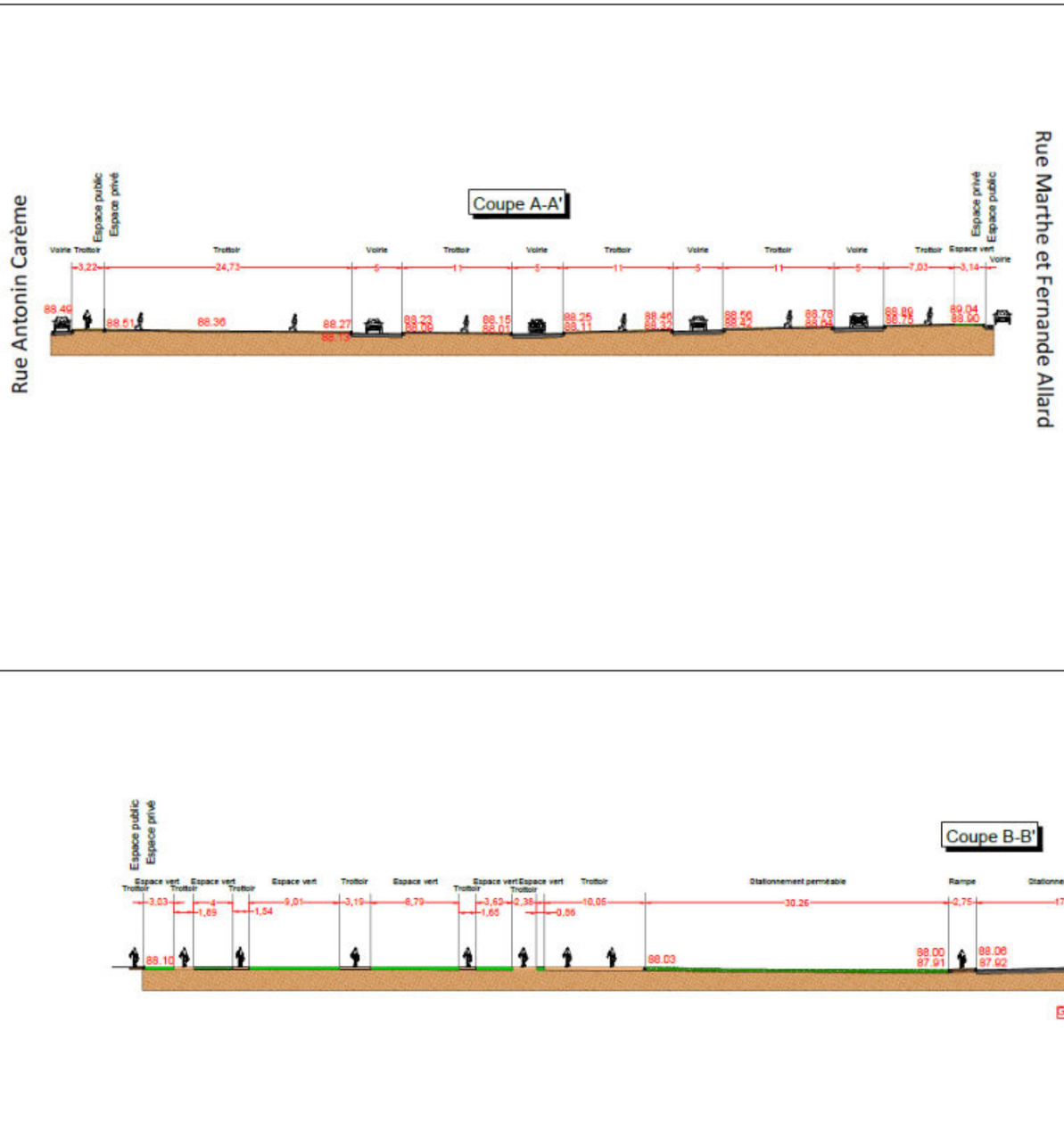


Figure 190 : Plan et coupes du parking

1.5.2 LA CITE UN REPERE POUR UNE NOUVELLE DESTINATION DU GRAND PARIS

La cité de la gastronomie prend place au nord de la Pièce Urbaine. Elle s'adresse aux infrastructures et à la nouvelle centralité initiée par l'arrivée de la ligne 14. Le bâtiment de la Cité s'inscrit comme un élément d'identité fort du renouvellement de ce territoire et comme un landmark pour cette nouvelle destination.

Son architecture est ancrée dans la composition générale et notamment dans les niveaux bas dont la conception et la programmation contribuent au socle actif commun à tous les bâtiments de la cité.

Le bâtiment prend une certaine autonomie formelle et s'affine pour s'intéresser au rapport au ciel et aux vues lointaines.

Si dans la relation au sol, la Cité s'adapte aux différentes situations ou orientations, dès qu'il en échappe, le bâtiment devient panoramique…

Il s'adresse à tout le territoire sans distinction et l'embrasse. Il s'inscrit ainsi dans une double ambition : voir et être vu.

Capter le paysage alentour et s'y affirmer comme un élément remarquable.

Ce travail d'élancement et d'amincissement du corps du bâtiment se traduit par un système de plateaux associés à une vêture extérieure qui semble s'enrouler autour du corps principal.

Cette enveloppe remplit plusieurs fonctions, mais elle contribue en particulier à renforcer le caractère emblématique, voire énigmatique de ce bâtiment signal. Cette double peau filtre les vues et accompagne les décalages successifs qui créent des prolongements extérieurs et des terrasses. Ainsi la volumétrie, au service du caractère emblématique de la Cité, devient également une valeur d'usage.











Figure 191 : Images d'illustration de la Cité

Le bâtiment s'adresse d'abord au parvis nord et à la station de métro.

Il animera également le Forum grâce aux différents accès visiteurs qui sont repartis le long de la façade Est de la halle gourmande, et aux quatre stands ouverts vers l'extérieurs.

Il s'ouvre également au sud et à l'est grâce à des baies et à des entrées généreusement dimensionnées.

Le bâtiment accueillera une programmation variée :

- 1 : Dans la partie Nord, du RDC au R+5, un espace culturel à vocation de découverte et de mise en scène de la gastronomie française.

  Cette partie est composée d'un hall d'accueil en double hauteur, d'une boutique donnant sur la terrasse du R+1, de trois plateaux d'expositions, et d'une salle polyvalente au R+5 avec sa terrasse panoramique.

- 2 : Dans la partie Sud, au RDC, une halle gourmande généreusement dimensionnée et ouverte sur le forum, abritera une cinquantaine de stands et offrira aux visiteurs une déambulation libre et une grande variété d'offres de dégustation.

  Certains stands seront dédiés à la vente de produits finis (légumes, pâtisseries etc.), et la majorité des stands, équipés de cuisines ouvertes, proposeront les aliments cuisinés sur place. Les visiteurs pourront emporter les aliments ou les consommer sur place.

  Quatre stands seront orientés vers l'extérieur, avec leurs terrasses orientées à ouest, offrant une vue sur le Forum.

- 3 : Au RDC, deux commerces animent la façade sud : une brasserie et une boulangerie.

- 4 : Au R+1, se trouveront quatre restaurants et leurs grandes terrasses.

Trois escaliers monumentaux situés autour du bâtiment, ainsi que deux ascenseurs, permettront aux visiteurs de monter au R+1. La fin du parcours des espaces culturels, passant par la boutique, débouchera également sur la terrasse du R+1.

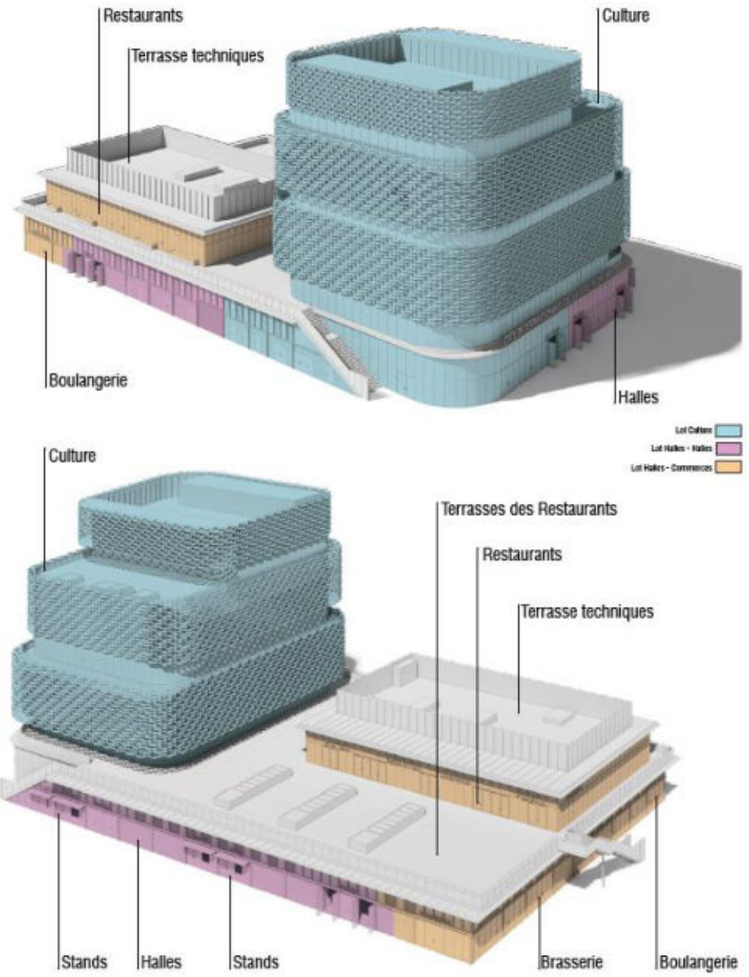


Figure 192 : Programmations de la Cité

Les terrasses accessibles au public disposeront de jardinières et offriront aux visiteurs des parcours entre vue lointaine et univers végétal. Ces jardinières auront une épaisseur de terre généreuse (60cm minimum) favorable au développement des plantations.

Les terrasses techniques seront intensément occupées par les équipements et les réseaux.

Les machines seront dissimulées pour ne pas être vues par les visiteurs.

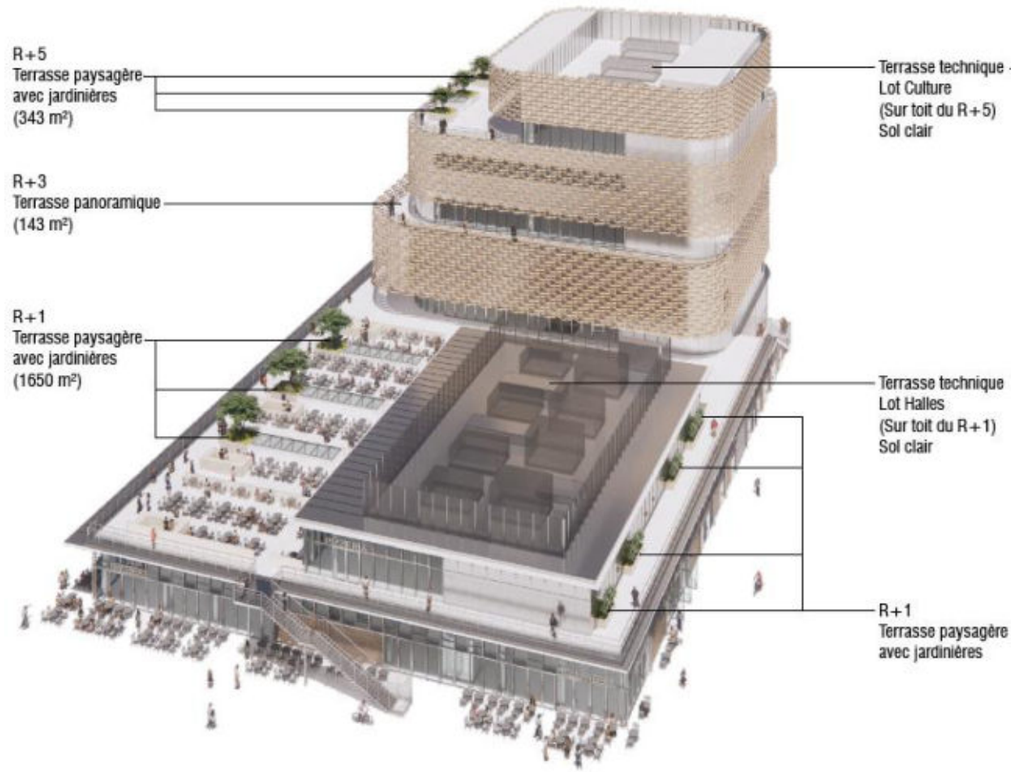


Figure 193 : Qualité spatiale intérieure et extérieure du CIG

- **Label « Biodivercity »**

Des éléments architecturaux favorisant la biodiversité sont intégrés dès la conception du bâtiment, visant à atteindre les critères d'une labellisation « Biodivercity ».

De grandes jardinières seront implantées sur la terrasse du R+1 et R+5, avec une épaisseur de terre généreuse, favorable au développement d'une végétation variée.

Le choix des matériaux des façades du bâtiment vise à limiter la pollution lumineuse. Le projet mettra en oeuvre du béton matricé teinté de couleur de terre au niveau du socle, des tuiles céramiques aux étages, ainsi que des bardages et des couvertures métalliques teintés en gris clair. Ces matériaux limiteront la réflexion excessive de la lumière vers l'environnement.

Les types de vitrages seront choisis afin de réduire les risques de collision pour l'avifaune. Au RDC et au R+1, les débords de casquettes projettent de l'ombre sur les vitrages, les consoles sous ces casquettes marqueront davantage la présence des façades vitrées, contribuant ainsi à réduire davantage les risques de confusion visuelle pour les oiseaux.

L'ensemble des zones ouvertes aux visiteurs sera accessible aux personnes à mobilité réduite. La circulation entre les espaces intérieurs et extérieurs situés au même niveau se fera de plain-pied. Les ascenseurs seront implantés à des emplacements clairement visibles le long des parcours afin d'accompagner tous les publics.

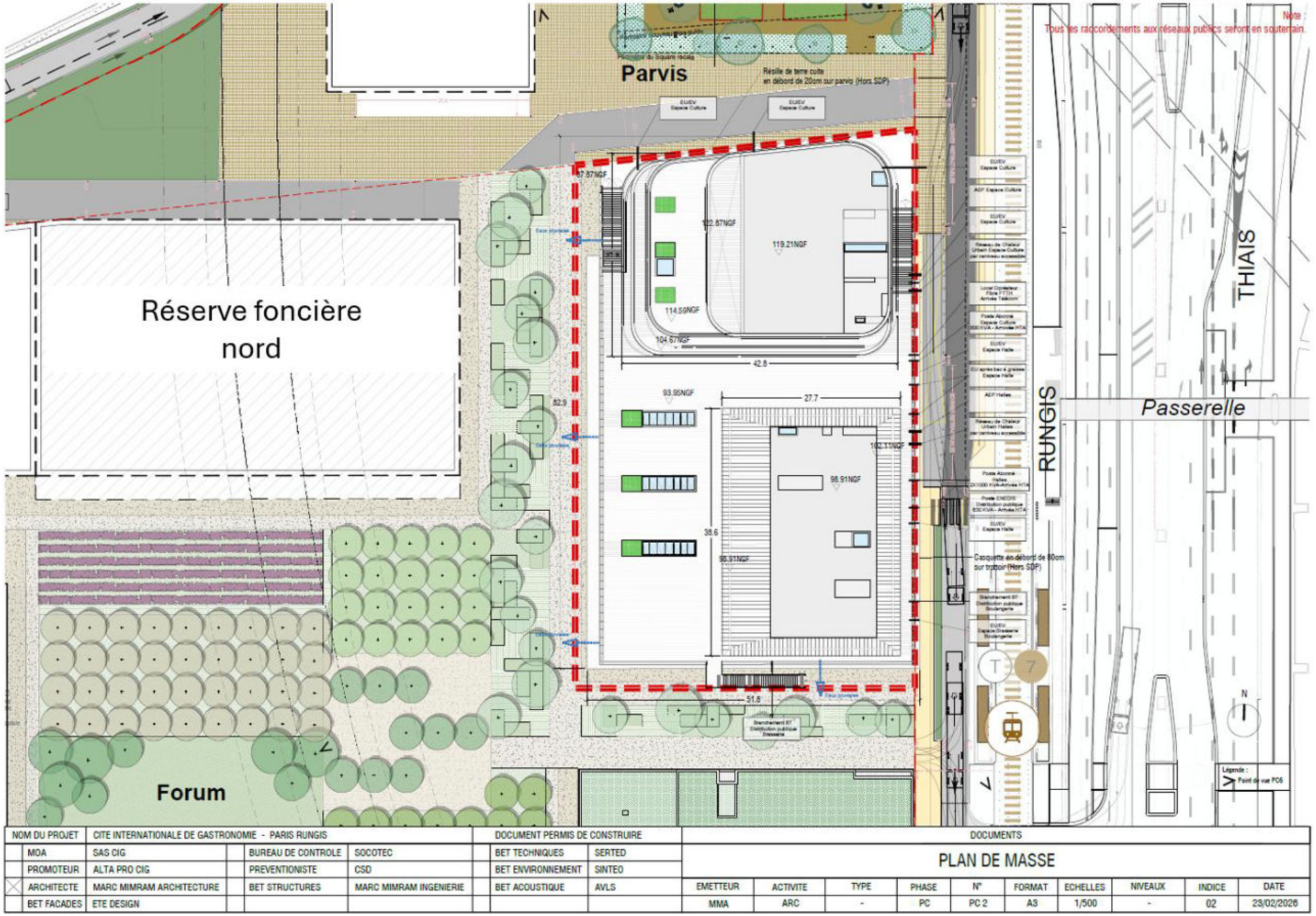


Figure 194 : Plans du cœur de la Cité gastronomique (lot 1)

1.5.3 HALLE SPORTIVE ET DE BIEN-ETRE

La halle sportive et de bien-être constitue un équipement de proximité majeur du projet, conçu pour promouvoir la pratique sportive, la santé et le bien-être dans un cadre ouvert à tous. Il s'agit d'un établissement de 3e catégorie adressée sur le parvis de la Cité et qui se développé sur environ 2 700 m². Cet équipement s'inscrit dans la logique d'un quartier vivant et mixte, où les fonctions sportives, récréatives et de restauration participent à la qualité d'usage et à la vitalité des espaces publics. Son implantation et son ouverture sur le parvis et les espaces extérieurs contribuent à faire de la halle un lieu d'échanges et de bien-être quotidien, au service des habitants, des salariés et des visiteurs.

1.5.4 ESPACES TERTIAIRES

Ce programme regroupe des bureaux modernes destinés à accueillir des entreprises, des start-ups, ou encore des institutions liées à l'univers de la gastronomie et de l'innovation.

- **Bureaux :** Ces espaces seront dédiés aux entreprises du secteur de la gastronomie, mais également aux structures éducatives, aux centres de recherche, et aux autres entreprises souhaitant s'implanter dans le quartier gastronomique. Ils permettront d'ancrer la Cité comme un lieu d'innovation.
- **Co-working et recherche** : Des espaces modulables destinés à favoriser les synergies entre entreprises, professionnels et chercheurs dans le domaine de la gastronomie et des industries alimentaires.

1.5.5 ESPACES DE FORMATION ET D'ENSEIGNEMENT

La Cité sera aussi un centre de formation et d'éducation, créant des opportunités pour les professionnels du secteur gastronomique et les futurs étudiants.

- **Centre de formation** : Un espace destiné à des programmes de formation professionnelle dans les métiers de la gastronomie, du vin, de l'hôtellerie, et de la restauration.
- **École et formations spécialisées** : Un lieu d'enseignement pour des formations académiques et techniques, avec des modules de formation continue pour les professionnels du secteur.

1.5.6 ESPACES D'HEBERGEMENT

Ce programme comprend une variété d'options d'hébergement destinées à répondre aux besoins divers des visiteurs, étudiants, et professionnels du secteur.

- **Hôtels** : Plusieurs hôtels seront intégrés dans le projet, allant des hôtels économiques aux établissements plus haut de gamme, destinés à accueillir les visiteurs de passage ou les professionnels du secteur en séminaire ou en congrès.
- **Résidence étudiante** : Un bâtiment spécifiquement conçu pour accueillir des étudiants, notamment ceux qui pourraient suivre des formations en lien avec la gastronomie.
- **Pension de famille** : Un espace dédié à l'accueil de personnes en difficulté, en réinsertion, dans un cadre familial et convivial, contribuant à l'aspect social de la Cité.

1.5.6.1 La résidence étudiante

La résidence étudiante prend place au sud du bâtiment Cœur de la Cité et au Nord-Ouest de la Pension de Famille.

Elle s'adresse d'une part au Forum, nouvelle centralité du quartier et longe la rue Marthe et Fernande Allard (ex-rue latérale) en parallèle de la RD7, futur boulevard urbain reconfiguré et apaisé. Ce bâtiment a été travaillé de manière à intégrer parfaitement la grande échelle de la Cité, bâtiment signal fort du quartier mais également la pension de famille petit bâtiment plus confidentiel, qui vient clore la nouvelle séquence urbaine proposée sur la rue Marthe et Fernande Allard. Un jardin en pleine terre met à distance la résidence de la réserve foncière au sud du site.

La résidence étudiante développe 20 482 m² de surface de plancher dont 18 816m² d'hébergement et 1665m² de locaux communs répartis de plain-pied à rez-de-chaussée.

Dans la partie nord du rez-de-chaussée du bâtiment, à proximité immédiate de l'arrêt de tramway et en face des halles gastronomiques du Cœur de la Cité, 682 m² de surface commerciale viennent compléter le projet.

Le programme se développe autour de deux espaces extérieurs : au sud, une cour d'entrée ouverte sur l'avenue Marthe et Fernande Allard et au nord un patio planté en pleine terre clos. Ce bâtiment a été découpé en plusieurs volumes de hauteurs différentes afin d'en atténuer la massivité et garantir le plus d'ensoleillement possible et des vue dégagées pour tous les studios.



Figure 195 : Plan masse de la résidence étudiante



Figure 196 : Coupe AA Longitudinale de la résidence étudiante – Façade Est sur patio

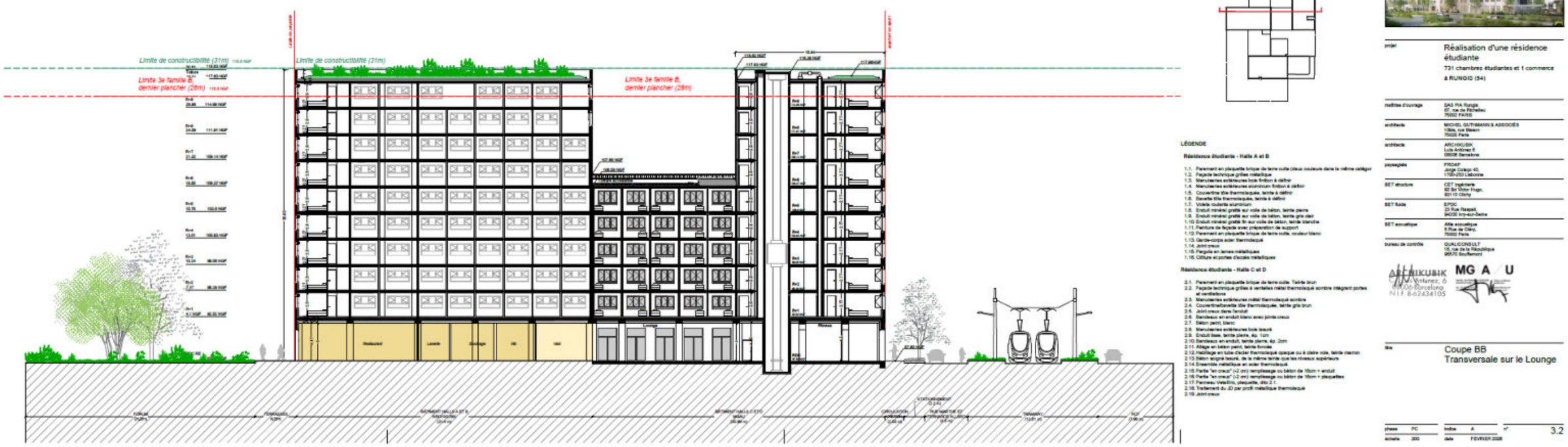
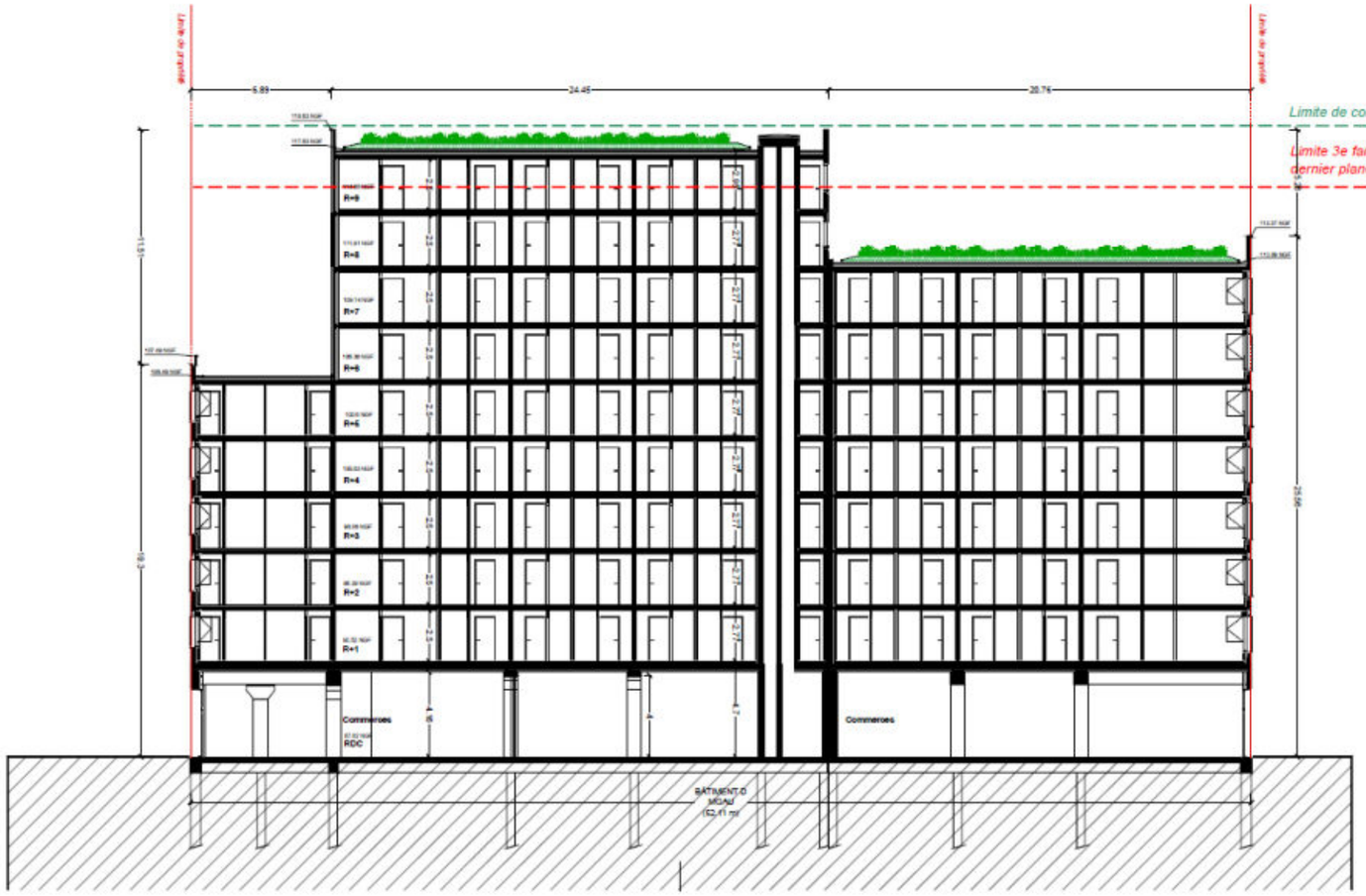
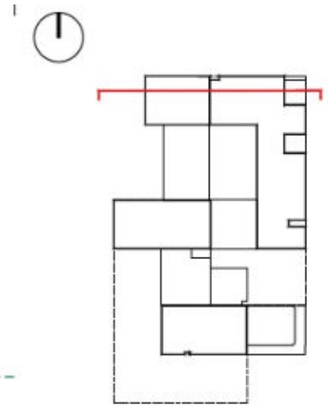


Figure 197 : Coupe BB Transversale sur le Lounge





LÉGENDE

Résidence étudiante - Halls A et B

1.1. Parement en plaquette brique de terre cuite (deux couleurs dans la même catégori
1.2. Façade technique grilles métallique
1.3. Menuiseries extérieures bois finition à définir
1.4. Menuiseries extérieures aluminium finition à définir
1.5. Couvertine tôle thermolaquée, teinte à définir
1.6. Bavette tôle thermolaquée, teinte à définir
1.7. Volets roulants aluminium
1.8. Enduit minéral gratté sur voile de béton, teinte pierre
1.9. Enduit minéral gratté sur voile de béton, teinte gris clair
1.10. Enduit minéral gratté fin sur voile de béton, teinte blanche
1.11. Peinture de façade avec préparation de support
1.12. Parement en plaquette brique de terre cuite, couleur blanc
1.13. Garde-corps acier thermolaqué
1.14. Joint creux
1.15. Pergola en lames métalliques
1.16. Clôture et portes d'accès métalliques

Résidence étudiante - Halls C et D

2.1. Parement en plaquette brique de terre cuite. Teinte brun
2.2. Façade technique grilles à ventelles métal thermolaqué sombre intégrant portes et ventilations
2.3. Menuiseries extérieures métal thermolaqué sombre
2.4. Couvertine/bavette tôle thermolaquée, teinte gris brun
2.5. Joint creux dans l'enduit
2.6. Bandeaux en enduit blanc avec joints creux
2.7. Béton peint, blanc
2.8. Menuiseries extérieures bois lasuré
2.9. Enduit lisse, teinte pierre, ép. 1cm
2.10. Bandeaux en enduit, teinte pierre, ép. 2cm
2.11. Allège en béton peint, teinte foncée
2.12. Habillage en tube d'acier thermolaqué opaque ou à claire voie, teinte marron
2.13. Béton soigné lasuré, de la même teinte que les niveaux supérieurs
2.14. Ensemble métallique en acier thermolaqué
2.15. Partie "en creux" (-2 cm) remplissage ou béton de 16cm + enduit
2.16. Partie "en creux" (-2 cm) remplissage ou béton de 16cm + plaquettes
2.17. Panneau VetaBric, plaquette, dito 2.1.
2.18. Traitement du JD par profil métallique thermolaqué
2.19. Joint creux



projet
Réalisation d'une résidence étudiante
731 chambres étudiantes et 1 commerce
à RUNGIS (94)

maîtrise d'ouvrage	SAS PIA Rungis 87, rue de Richelieu 75002 PARIS
architecte	MICHEL GUTHMANN & ASSOCIÉS 10bis, rue Bisson 75020 Paris
architecte	ARCHIKUBIK Luis Antúnez 6 08006 Barcelone
paysagiste	PROAP Jorge Colaço 43, 1700-253 Lisbonne
BET structure	CET Ingénierie 92 Bd Victor Hugo, 92110 Clichy
BET fluide	EPDC 23 Rue Raspail, 94200 Ivry-sur-Seine
BET acoustique	Altia acoustique 5 Rue de Cléry, 75002 Paris
bureau de contrôle	QUALICONSULT 16, rue de la République 95570 Bouffemont

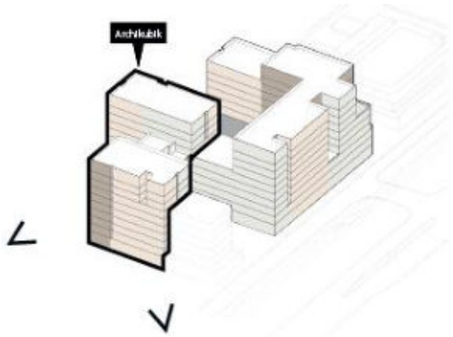
ARCHIKUBIK
Luis Antunez, 6
08006-Barcelona
N.I.F. B-62434105

MG A U

titre
Coupe CC Longitudinale sur commerce

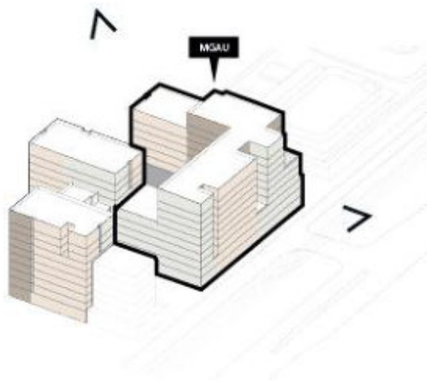
phase	PC	indice	A	n° PC 3.3
échelle	200	date	FEVRIER 2026	

Figure 198 : Coupe CC Longitudinale sur commerce




Bâtiment ArchiKubik - vue depuis la rue M. et F. Allard


Bâtiment ArchiKubik - vue depuis le forum




Bâtiment MG-AU - vue depuis la rue M. et F. Allard


Bâtiment MG-AU - vue depuis le forum

Figure 199 : Visuels de la résidence étudiante

1.5.6.2 Réversibilité d'usage et adaptabilité du programme de résidence étudiante et de la pension de famille

En observant la courbe démographique de la France, la question du vieillissement rapide de la population et la baisse significative de la natalité confortent l'idée de concevoir dès aujourd'hui des bâtiments capables d'accueillir aujourd'hui, des chambres d'étudiants, demain, une organisation différente des typologies.

Une vision systémique a été développée pour l'ensemble des programmes de la Cité afin d'accélérer la transition écologique, énergétique, économique et sociale nécessaire pour faire face au changement climatique. Une attention particulière a été portée à l'organisation des programmes et à la méthode constructive, dans le but de créer des « volumes capables » favorisant la réversibilité des usages dans le temps.

La place du paysage, la ventilation naturelle des espaces et le travail avec la lumière naturelle, viennent compléter cette vision holistique pour assoir la ville en transition, la ville décarbonée.

La structure porteuse de la résidence étudiante et de la pension de famille sera réalisée par des voiles perpendiculaires aux façades positionnés tous les deux logements. Le reste des divisions sera assuré par des cloisons sèches permettant un regroupement et une reconfiguration des studios et chambres en logements familiaux, par exemple. Ces voiles comporteront aussi des parties « fusibles », non porteuses, pour plus de liberté dans la réorganisation des espaces entre eux.

Les façades seront en partie porteuses, en partie réalisées avec des matériaux de remplissage non porteurs pour permettre l'agrandissement ou la modification des fenêtres. Ainsi, il sera possible de supprimer des allèges pleines de fenêtres pour les transformer en baies vitrées et permettre un accès à des balcons autoportés, accolés au bâtiment, offrant un espace extérieur à tous les nouveaux espaces de vie.

1.5.7 COMMERCES ET ESPACES PUBLICS

Les commerces et espaces publics jouent un rôle pour l'animation du site, offrant aux visiteurs un cadre agréable pour se détendre et consommer.

- **Commerces de proximité** : Quelques boutiques proposant des produits locaux et de qualité, en lien avec l'univers gastronomique (boulangerie, produits frais, épicerie fine, etc.).
- **Forum et espaces publics** : Le Forum est l'espace central du projet, un lieu de rencontre, d'échanges et de détente, où se tiendront des événements réguliers.

  Le square des 5 sens, un parc pédagogique, mettra en avant les différents aspects de la gastronomie au travers de l'éveil des sens (goût, odeur, vue, toucher, ouïe). L'implantation d'un square offrira un espace de détente et de respiration sur le parvis d'accès du quartier. En sortant du métro, les passants, les travailleurs ou les habitants pourront profiter d'un coin de verdure pour faire une pause, lire, discuter ou simplement attendre un rendez-vous. Cela rendra l'espace urbain plus agréable et plus humain.

1.6 INTEGRATION PAYSAGERE ET ENVIRONNEMENTALE

1.6.1 TRAITEMENT PAYSAGER ET ENVIRONNEMENTAL DES ESPACES ET PLANTATIONS

Le projet paysager de la Cité Internationale de la Gastronomie Paris-Rungis s'inscrit dans une logique de requalification écologique et urbaine ambitieuse. Il vise à transformer un site historiquement urbanisé, autrefois composé d'entrepôts et de surfaces imperméabilisées, en un quartier mixte, perméable et durable. En prenant appui sur la nature pédologique des sols, cette démarche paysagère fait écho à l'héritage végétal et géologique de la région francilienne. La trame verte locale est pleinement intégrée, notamment grâce à la création d'une venelle centrale de 17 mètres de large, rétrocédée à la commune, qui assure la continuité écologique et paysagère sur l'ensemble du site.

L'approche repose sur deux objectifs principaux :

- Restaurer la continuité écologique en maximisant les surfaces de pleine terre et en réduisant l'imperméabilisation des sols.
- Réduire l'imperméabilisation grâce à l'usage de revêtements perméables sur les cheminements et espaces techniques, permettant une meilleure gestion des eaux pluviales.

Les plantations, buttes végétalisées et toitures jardins jouent un rôle crucial dans la rétention des eaux pluviales, tout en contribuant à l'évapotranspiration, et créent un environnement favorable à la biodiversité. Ces choix permettent également de réguler le ruissellement tout en renforçant la résilience face aux épisodes pluvieux intenses. Le projet présente une organisation des flux au sol pensée pour concilier les contraintes techniques et la création de cheminements doux accessibles à tous. Ces parcours sont distincts des zones de circulation automobile et sont enrichis d'une mise en scène paysagère intégrant des espaces verts propices à la biodiversité.

1.6.2 HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS, COUPES ET IMPLANTATION

La densité des constructions est maîtrisée grâce à une hauteur modulée et adaptée aux besoins du site. Le projet prévoit des bâtiments atteignant des hauteurs maximales de 35 m, en particulier dans les zones stratégiques du cœur du projet, tout en respectant les normes du PLUi. Cette hauteur permet une densification verticale tout en limitant l'emprise au sol, garantissant ainsi un équilibre entre urbanisation et espaces naturels.

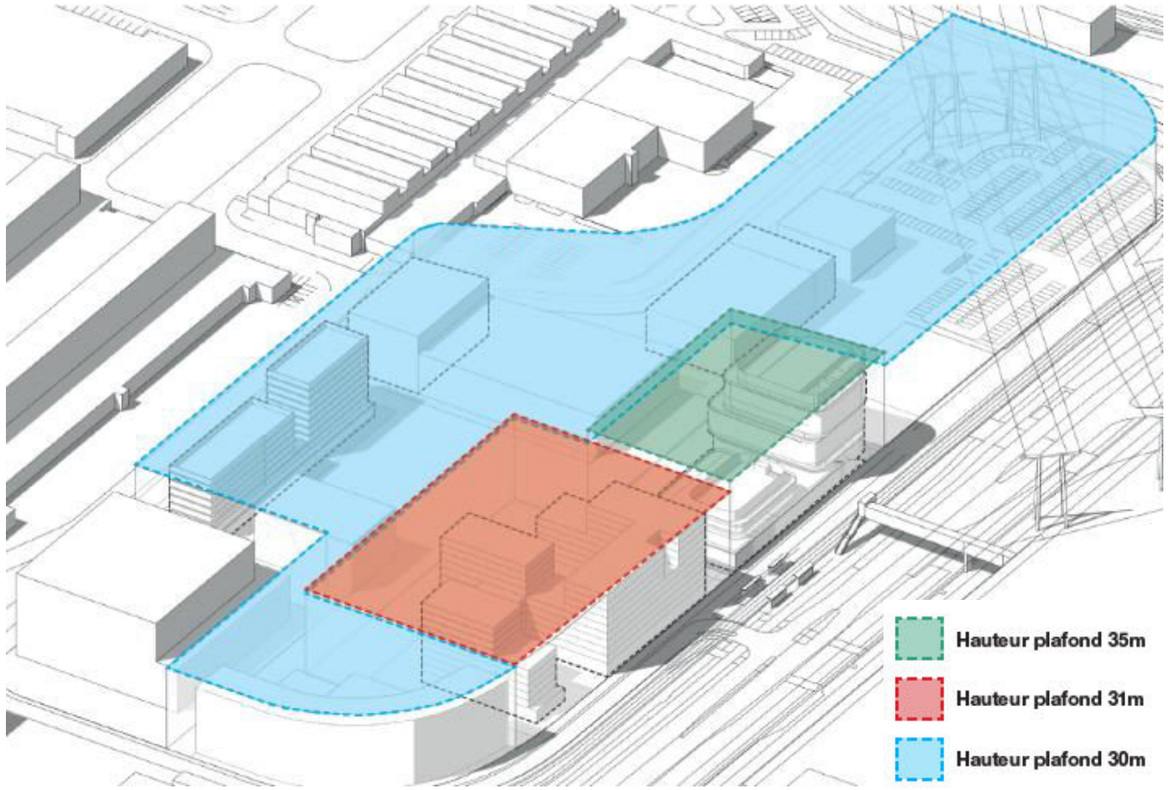


Figure 200 : Hauteur des constructions

Les implantations des bâtiments sont positionnées en périphérie du site, le long des voiries existantes, afin de libérer le centre pour des espaces publics végétalisés, notamment le Forum, cœur paysager du projet. Cette implantation périphérique permet de créer des continuités végétales et assure une circulation fluide tout en respectant l'intégrité écologique du site.



Figure 201 : Hauteur des constructions et altimétries

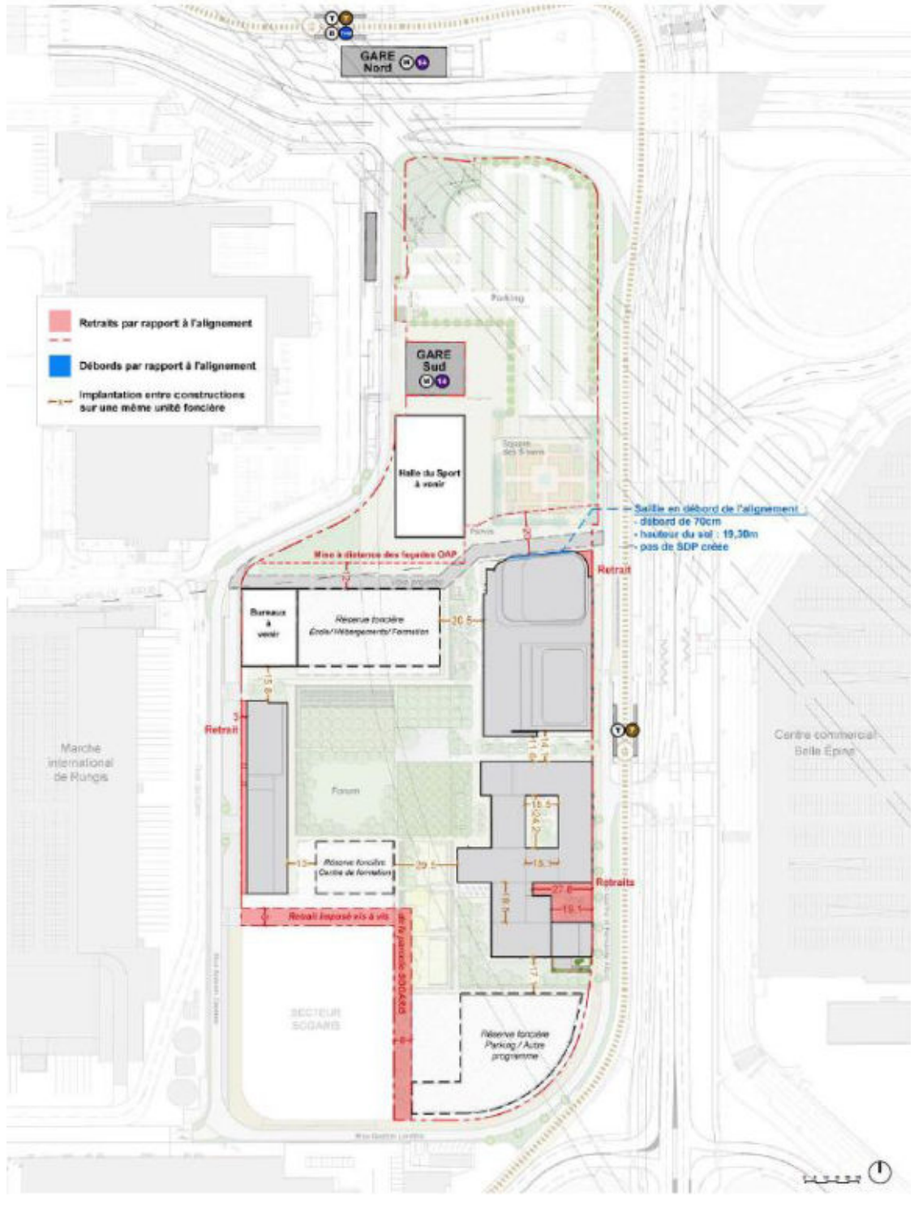


Figure 202 : Implantation des constructions

Les coupe nord-sud et coupe est-ouest suivantes montrent comment les bâtiments s'intègrent dans le paysage environnant. La variante volumétrique entre zones basses et hautes permet de créer une variation de perspectives, tout en minimisant l'impact visuel des constructions. La gestion des prospects, en particulier l'étude des ombres portées et des co-visibilités, garantit que la densité bâtie n'altère pas la qualité d'usage des espaces environnants. Cela contribue à un cadre de vie agréable, avec des espaces extérieurs préservés.

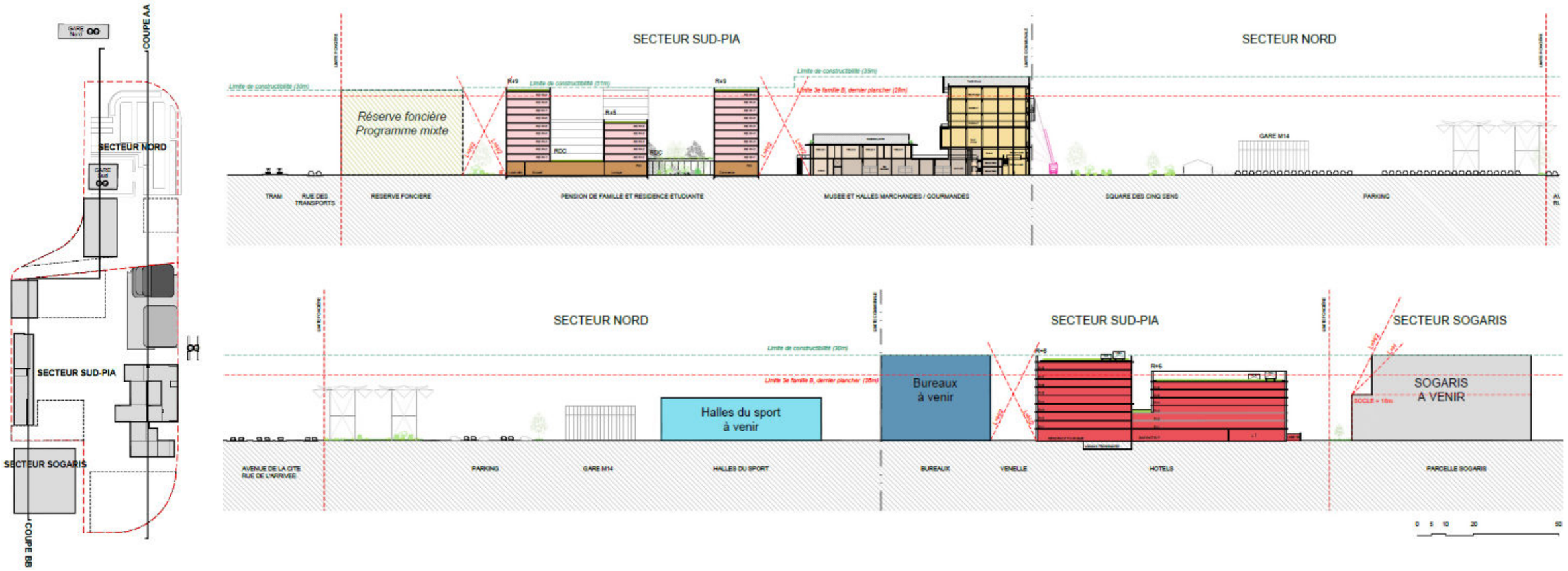
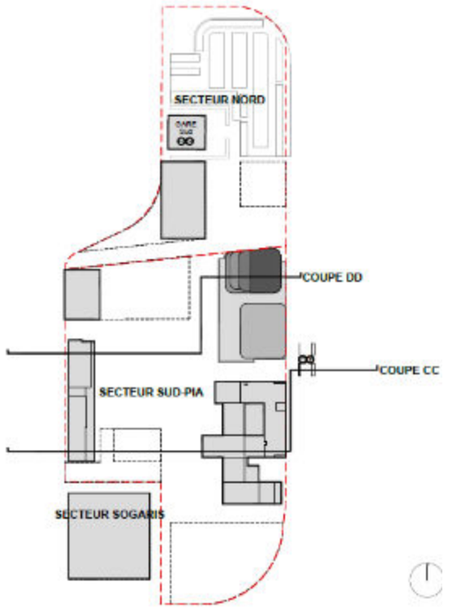
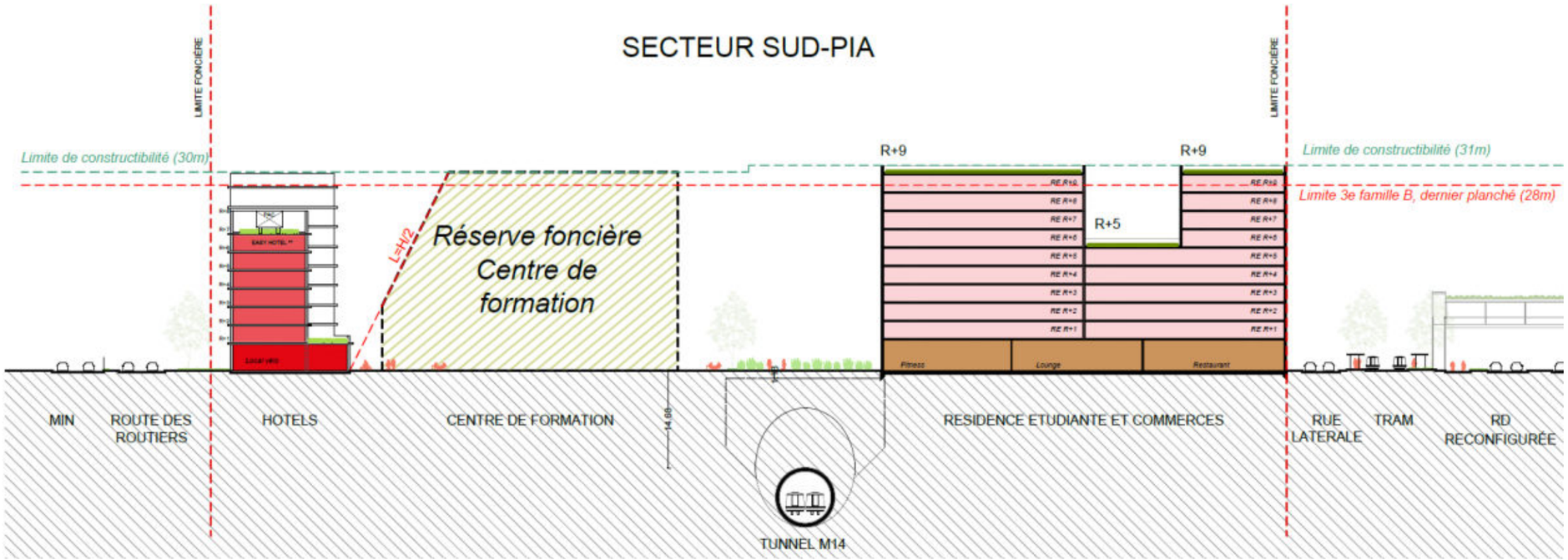


Figure 203 : Coupes AA et BB





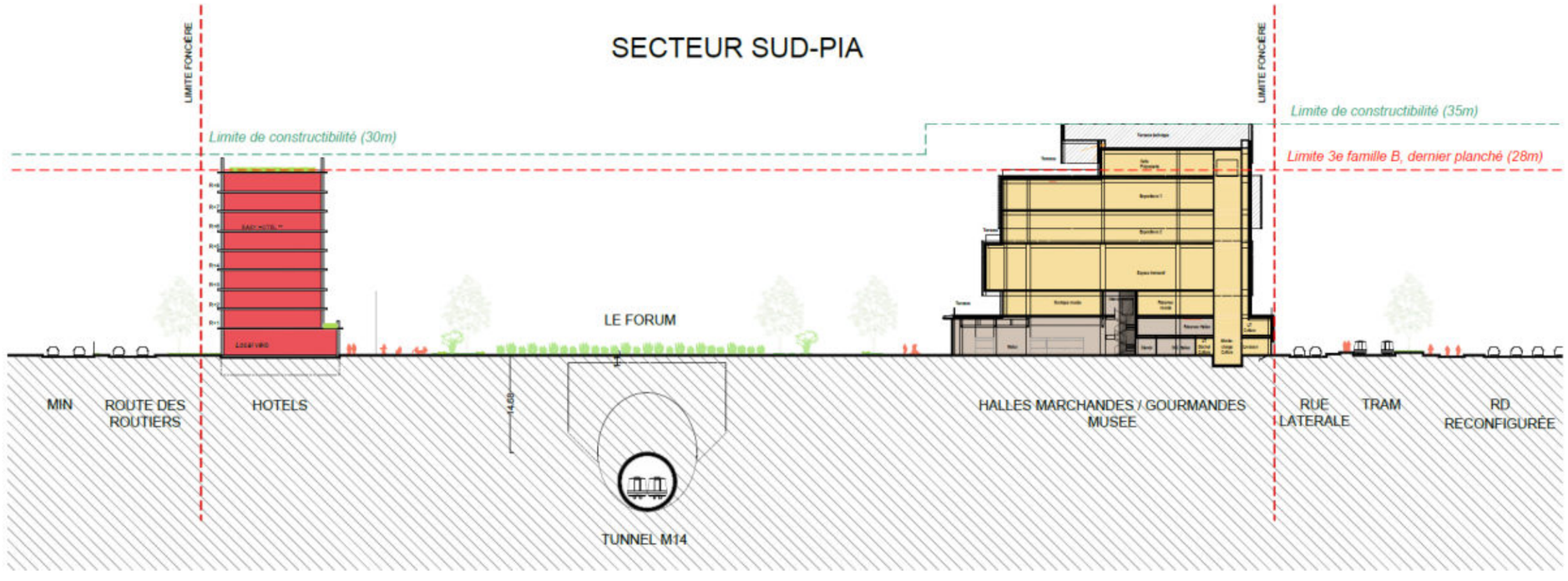
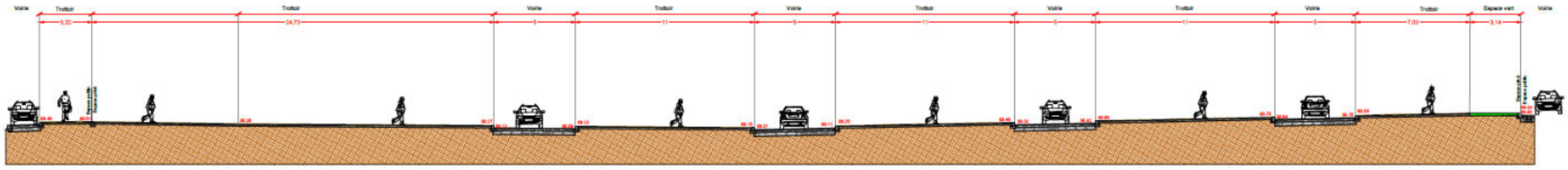


Figure 204 : Coupes CC et DD selon un axe Ouest/Est



Coupe A-A'



Coupe B-B'

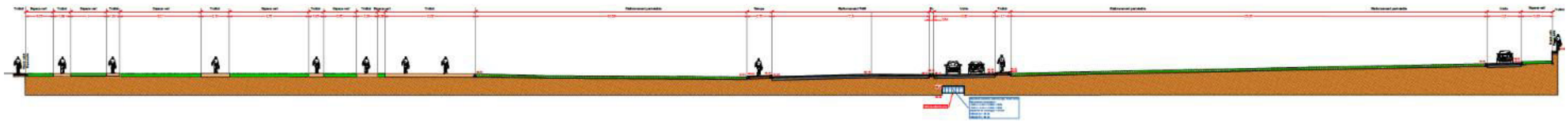


Figure 205 : Coupe AA' d'orientation Ouest/Est au droit du parking Nord

1.6.3 BIODIVERSITE, ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Le projet de la Cité Internationale de la Gastronomie Paris-Rungis place la biodiversité et la gestion des espaces libres au cœur de sa démarche écologique. L'objectif est de créer un environnement urbain durable et de renforcer la résilience écologique du site tout en améliorant la qualité de vie des usagers. Les aménagements paysagers ont été pensés pour offrir des espaces végétalisés, maximiser l'usage de la pleine terre et favoriser la biodiversité locale.

Le projet prévoit **12 339 m² d'espaces de pleine terre, représentant 24 % de la parcelle,** permettant d'accueillir une végétalisation diversifiée. Ces surfaces sont essentielles pour la gestion des eaux pluviales par infiltration et pour offrir un cadre naturel propice à la faune et la flore locales.

Les toitures végétalisées couvrent environ 35 % de la surface totale du site et sont aménagées avec des plantes adaptées aux conditions climatiques locales (vent, sécheresse, exposition au soleil). Ces toitures contribuent à l'amélioration du confort thermique, à la régulation de l'humidité et à la gestion des eaux pluviales.

La végétalisation repose sur **des essences locales et des plantes vivaces qui favorisent la biodiversité urbaine**, créant ainsi des habitats pour la faune locale et soutenant les écosystèmes urbains.

Le projet respecte les exigences du PLUi en matière de végétalisation et de gestion des espaces verts, avec une densité élevée de plantations. Cela inclut **324 arbres plantés**, répartis sur l'ensemble du site, contribuant ainsi à la création d'espaces ombragés et à la régulation climatique du site.

En plus des arbres en rez-de-chaussée, des espaces semi-perméables (5 481 m^2) et des noues sont intégrés pour favoriser l'infiltration de l'eau et limiter l'impact du ruissellement. Ces aménagements améliorent la qualité de l'air et la gestion des eaux pluviales, tout en créant une zone de rétention naturelle.

Le projet comprend également des dispositifs favorisant la faune, tels que des nichoirs et des abris pour petits animaux, contribuant à la reconquête de la biodiversité dans cet environnement urbain densifié.

Ainsi, le projet de la Cité Internationale de la Gastronomie vise à réconcilier urbanisme et nature, en offrant des espaces verts qui améliorent le bien-être des habitants et des usagers, tout en contribuant activement à la préservation de la biodiversité et à la durabilité écologique du site.

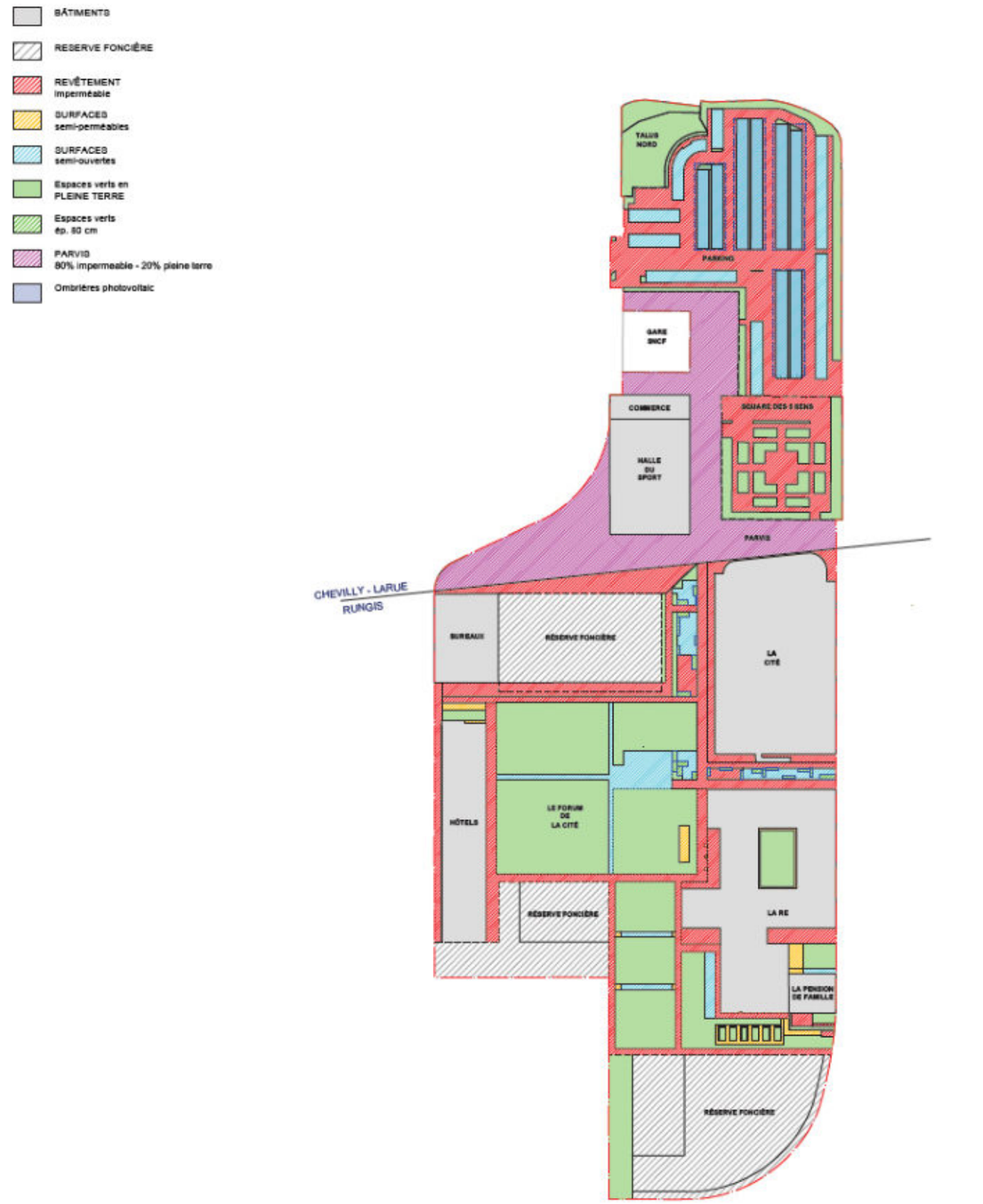


Figure 206 : Types de revêtements et espaces de pleine terre

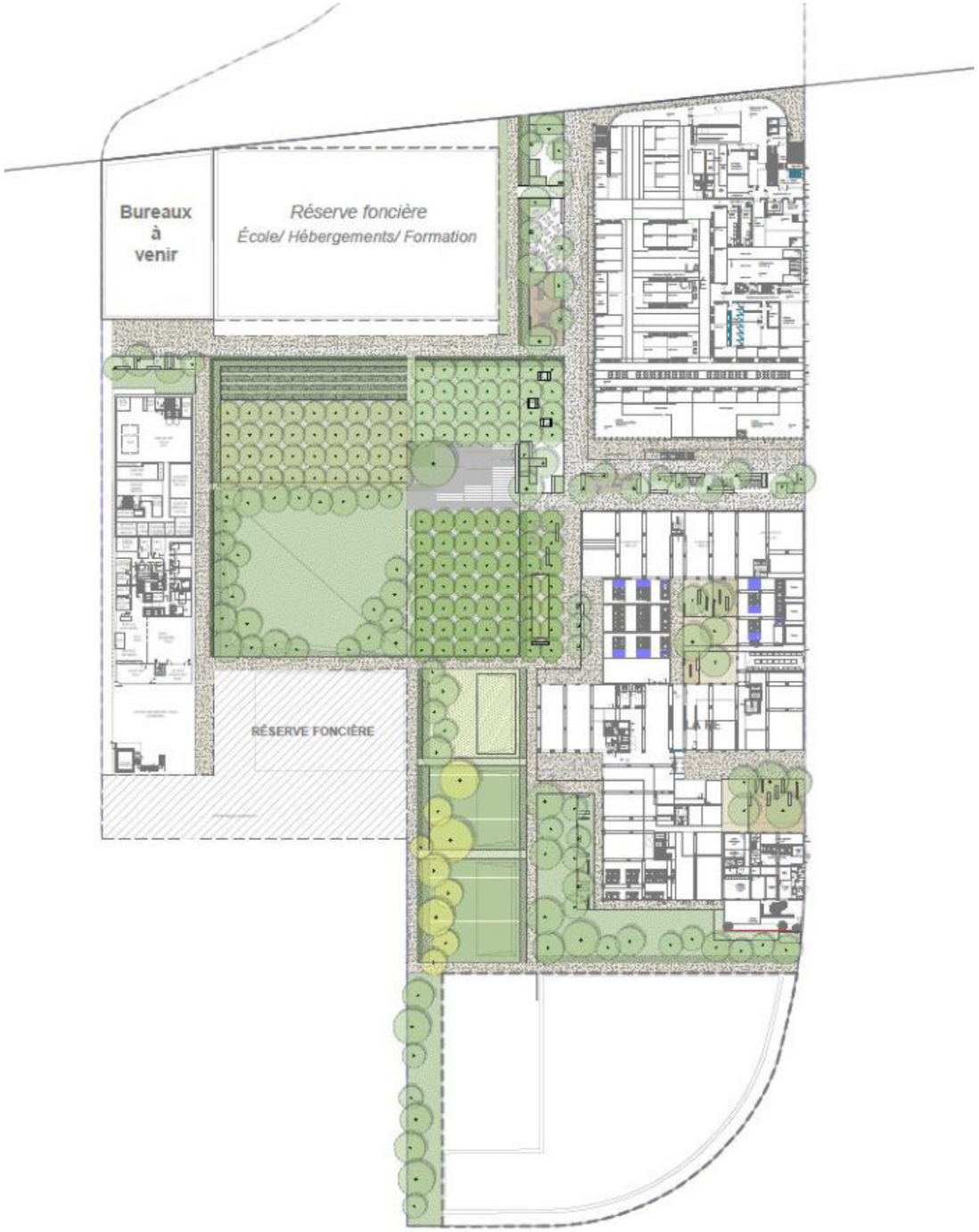


Figure 207 : Plan paysager au droit du secteur sud





Figure 208 : Illustration du Forum

Le parking au nord

Le traitement paysager du parking s'inscrit dans une démarche de végétalisation qualitative et diversifiée, visant à concilier intégration urbaine, amélioration du cadre de vie et confort thermique des usagers. L'ensemble des aménagements végétalisés contribue à la réduction des effets d'îlots de chaleur et à la perméabilisation partielle des surfaces.

La palette végétale mise en œuvre associe des arbres de haut jet (chênes pédonculés, tulipiers de Virginie, sorbiers des oiseleurs, liquidambars styraciflua, noisetiers pourpres, érables à peau de serpent) à un sous-étage arbustif composé notamment de rhododendrons, de potentilles, d'orangers du Mexique et de lierres persistants. Ces essences, choisies pour leur diversité saisonnière, leurs qualités esthétiques et leur adaptation aux conditions urbaines, offrent une floraison échelonnée et un intérêt visuel tout au long de l'année.

Les arbres sont plantés selon un maillage régulier permettant d'ombrager efficacement les stationnements et les cheminements piétons. Leur système racinaire est protégé par des fosses de plantation profondes (0,30 m d'épaisseur de terre végétale) garantissant leur bon développement et une infiltration optimale des eaux de pluie.

Les strates arbustives jouent également un rôle écologique et fonctionnel : elles assurent la transition entre les zones minérales et les espaces de pleine terre, tout en favorisant la biodiversité par la création de micro-habitats pour l'avifaune et les insectes pollinisateurs.

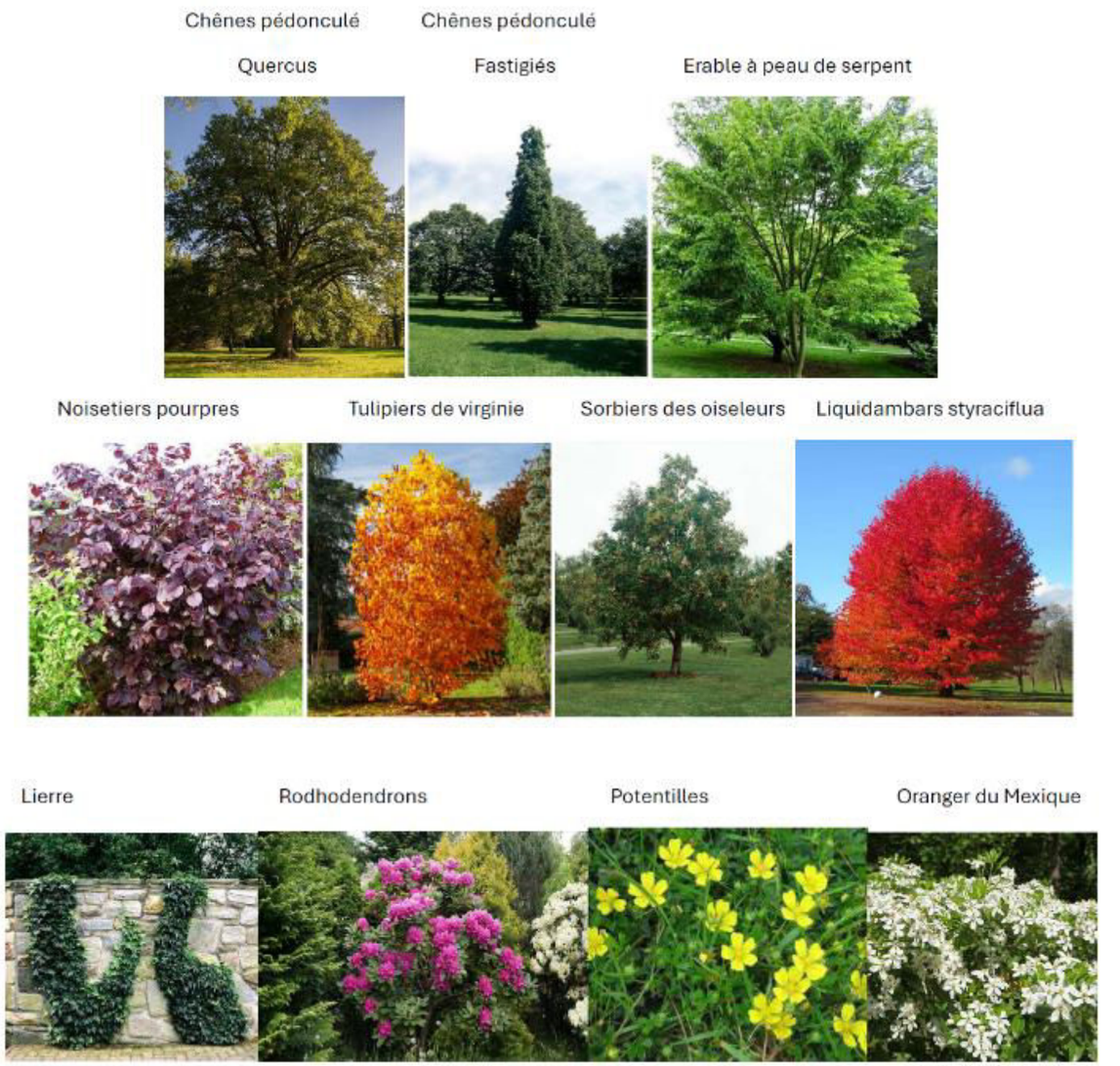


Figure 209 : Palette végétale du parking



Palette végétale du parking

ESPACES VERTS
MISE EN ŒUVRE DE LA TERRE VEGETALE
Reprsie de la terre végétale et mise en œuvre sur les espaces verts, ou apport si besoin
- Epaisseur 0,30 m
PLANTATIONS
Création de fosse de plantation
Arbres : y/c Tuteurage Tripode
Noisetiers pourpres / , en cépée de 3. (hauteur 1,50 m)
Tulipiers de virginie / liriodendrons tulipifera 35/40
Sorbiers des oiseleurs / Sorbus Aucuparia, en cépée de 3 (Hauteur 1,50 m)
Liquidambars / Liquidambar styraciflua 35/40
Chenes pédonculé / Quercus robur 35/40
Chenes pédonculé fastigiés 35/40
Erable à peau de serpent / Acer Capilipes, en cépée de 3 (hauteur 2,50 ml)
Remplissage en lierre 50%
Rodhodendrons 60/80
Potentilles en 20/30 plantés à raison de 10 u/m²
Oranger du Mexique en 60/80 à raison de 2u/m

Le square des 5 sens

Le square des 5 sens apportera de la nature en ville, ce qui est essentiel face à la densité urbaine. D'une façon générale, les arbres et les plantes améliorent la qualité de l'air, réduisent la chaleur en été et offrent un habitat pour les oiseaux et les insectes.

Ce jardin sera aussi un lieu d'apprentissage et de sensibilisation à l'environnement, notamment avec sa thématique sur les 5 sens.

Le square s'étendra sur environ 2 200 m² et proposera une promenade immersive autour des cinq sens (vue, ouïe, toucher, odorat, goût).

Le square intégrera des espaces verts fleuris et interactifs, trois kiosques marchands (8 à 10 m² chacun), un espace événementiel privatisable sous forme de halle, une clôture périphérique de qualité et des allées aux normes PMR.



Figure 210 : Illustration du square des 5 sens – Source : Architecte paysagiste Maitre d'œuvre pour le square des 5 sens

Le parti d'aménagement

LE JARDIN DES 5 SENS, ENTRE GÉOMÉTRIE ET POÉSIE

Ce jardin, inspiré du style à la française, vous invite à la promenade dans un espace où l'ordre et la beauté se rencontrent. Nous nous proposons de ré interpréter le dessin des premiers marchés pour créer le jardin, et de transposer leurs beautés dans l'harmonie végétale et géométrique de notre projet. L'architecture du jardin, à la fois majestueuse et fonctionnelle, célèbre l'union entre l'hospitalité et la découverte. Derrière des grilles reprenant le langage des « halles Baltard » souvent ornées de motifs géométriques, les bruits du monde s'effacent. L'orthogonalité du jardin rappelle l'art paysager du XVIIe siècle , célèbre la symétrie, la géométrie et la perspective. On y trouve un bassin, des alcôves à chaque angle, une cour centrale baignée de lumière, et des allées où le repos reprend ses droits. Niché au coeur d'un écrin de verdure, le «Jardin des 5 Sens» est un véritable hymne à la nature et à l'éveil sensoriel. Chaque allée, chaque recoin invite à la découverte, à la contemplation, à l'émerveillement.

UNE ARCHITECTURE VÉGÉTALE AU SERVICE DE L'HARMONIE

Au cœur de ce lieu, la nature se fait poésie géométrique.
Ses allées, tracées avec rigueur, dessinent une croix latine parfaite qui vous guide naturellement vers le centre : un bassin paisible, reflet du ciel et lieu de repos, pour le regard comme pour l'esprit. Autour de cette fontaine, des parterres symétriques s'offrent à vous, soigneusement bordés et plantés de fleurs, d'arbustes et d'essences variées. Chaque massif est un tableau vivant, changeant au fil des saisons. Laissez-vous porter par la douceur des perspectives, la fraîcheur des feuillages et le chant discret de l'eau. Les allées, larges et droites, recouvertes de béton qualitatif clair, offrent une circulation fluide et intuitive. Elles permettent à chacun de flâner, de se laisser guider, ou de s'arrêter un instant sur l'un des fauteuils judicieusement placés dans des placettes à l'ombre des arbres. L'ensemble du tracé forme une structure en damier qui guide le visiteur de manière ordonnée, favorisant une découverte progressive et symétrique des massifs thématiques autour des 5 sens : la vue, l'odorat, le toucher, le goût et l'ouïe.

Le regard se perd, dès l'extérieur du jardin, dans la symphonie des couleurs :
des fleurs éclatantes, des feuillages chatoyants, des chemins bordés de plantes rares et harmonieuses. La vue est la première à s'éveiller, fascinée par l'élégance de ce décor vivant, changeant au fil des saisons.

Puis vient le parfum sur les parterres du pourtour du jardin. Des effluves de lavande, de roses anciennes, et de jasmin flottent dans l'air, subtils ou capiteux, et réveillent la mémoire, les souvenirs d'enfance, les instants oubliés. Le jardin se respire autant qu'il se regarde.

Sous les doigts, les textures se révèlent: le velours d'un pétale, la rugosité d'une écorce, la douceur d'une mousse. Ce sens se développe sur huit jardinières hautes pour être accessible. Le toucher devient un voyage sensoriel, riche et inattendu.

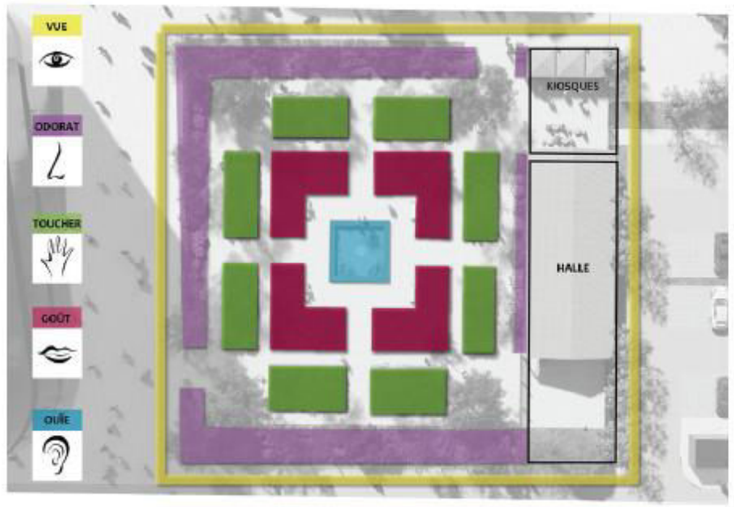
Le goût vient entourer le bassin central par quatre grands parterres. Quelques plantes aromatiques, fruits mûrs ou fleurs comestibles éveillent les papilles, comme une promesse gourmande offerte par la nature.

Et puis, au centre il y a le son :
le murmure du vent dans les feuilles, le bourdonnement discret des abeilles, le chant apaisant d'une fontaine. Les bancs disposés avec soin vous invitent à la contemplation, au calme; l'occasion d'un recueillement autour du chant discret de l'eau.

Le parti d'aménagement



Intentions pour le projet



Exemple de palette pour la vue

Exemple de palette pour l'odorat



Exemple de palette pour le toucher



Exemple de palette pour le goût



Exemple de palette pour l'ouïe



La résidence étudiante

Le projet paysager pour la Résidence Étudiants s'inscrit dans une volonté forte de faire émerger, au cœur de l'îlot bâti et au-dessus du forum de la Cité de la Gastronomie, une véritable continuité écologique et spatiale reliant le sol au ciel. Complémentairement au forum, dans un contexte territorial entièrement urbanisé et imperméabilisé, marqué par l'encadrement architectural et la minéralité des façades, le paysage devient un outil de respiration, de régulation climatique et d'appropriation sociale pour les étudiants.

Les axes structurants du projet sont les suivants :

- Créer des micro-écosystèmes complémentaires, adaptés aux différentes conditions d'ensoleillement, d'exposition et d'usage, spécifiquement pour la vie étudiante.
- Articuler espaces accessibles et non accessibles, en conciliant convivialité, confort d'usage et performance écologique.
- Faire monter la nature en altitude, grâce à un système de toitures végétalisées formant une continuité progressive jusqu'au 9e étage.
- Intégrer les contraintes techniques (charges, émergences, ventilation, accessibilité PMR) comme composantes actives du projet.

Le paysage n'est pas conçu comme un simple décor, mais comme une infrastructure vivante, capable de produire du lien social, du confort thermique, de la biodiversité et une qualité d'usage durable.



Le projet prévoit l'aménagement de deux cours aux vocations différenciées en rez de chaussée :

- La première cour du rez de chaussée constitue un espace de transition entre l'extérieur du complexe et les bâtiments de la Résidence Étudiants. Accessible, elle joue un rôle d'interface et favorise la circulation et l'appropriation par les étudiants.

  Son aménagement repose sur :

  - Une perméabilité visuelle et physique favorisant les circulations fluides.
  - Une végétalisation partielle introduisant une présence végétale structurante sans nuire aux zones fonctionnelles.
  - Des plantations adaptées à des conditions intermédiaires (mi-ombre / lumière indirecte).



- La seconde cour, entièrement enclavée par les bâtiments sur ses quatre côtés, présente des conditions d'ombre marquées. Elle est conçue comme un espace non accessible, réservé à la biodiversité et à la maintenance. À l'exception d'une bande stérile périphérique permettant l'entretien et les dispositifs techniques, la surface est intégralement végétalisée.

  Ses objectifs sont :

  - Développer un îlot de fraîcheur en cœur d'îlot.
  - Favoriser la biodiversité urbaine (strates herbacées, couvre-sols, arbustes d'ombre).
  - Créer un paysage contemplatif visible depuis les logements, apportant profondeur et variation saisonnière.



Au niveau R+6 se développe une terrasse accessible dédiée aux étudiants, extension extérieure du lieu de vie suspendue au-dessus du quartier.



Le projet s'organise autour de :

- Un système de bancs intégrés, favorisant l'assise libre et les usages collectifs.
- Une végétation enveloppante créant des ambiances différenciées et une protection contre le vent.
- Une ouverture plus généreuse vers le forum, offrant des perspectives élargies et une relation visuelle avec le paysage urbain.

La conception a nécessité une coordination étroite avec les contraintes techniques, notamment la présence des sorties de VMC des chambres situées en dessous. Ces émergences sont intégrées dans la composition paysagère afin de préserver la qualité d'usage et le confort.

Les nombreuses toitures non accessibles du projet sont conçues pour la biodiversité et fonctionnent comme des brown roofs à dominante extensive.



Grâce à la multiplicité des toitures végétalisées, le projet offre une ascension progressive de la nature, reliant le rez-de-chaussée aux sommets du bâtiment. La végétation devient ainsi un fil vert vertical, structurantnl'espace et animant la silhouette architecturale.

Ce système fonctionne comme un "step and stone" écologique vertical :

- Les cours plantées constituent les premiers ancrages, en dialogue direct avec le paysage du forum adjacent, créant des perspectives, des cadrages visuels et des vues enrichissantes depuis le rez-dechaussée.
- Les terrasses intermédiaires jouent le rôle de relais végétalisés, introduisant des strates variées et des ambiances différenciées selon l'exposition et l'usage.
- Les toitures supérieures prolongent cette continuité jusqu'au sommet du bâtiment, offrant une trame végétale ascendante et un refuge pour la biodiversité.

1.6.4 CHOIX ENVIRONNEMENTAUX ET PERFORMANCE DU PROJET

Le projet s'inscrit dans une démarche ambitieuse de développement durable et de réduction de l'empreinte écologique, visant à concilier excellence gastronomique et responsabilité environnementale. Dans cette logique, il s'engage dans une démarche de **labellisation "BiodiverCity",** valorisant la prise en compte de la biodiversité à toutes les étapes du projet, depuis la conception jusqu'à la gestion future du site.

- **Conception bioclimatique et performance énergétique** : La conception du projet repose sur des principes bioclimatiques visant à optimiser les performances énergétiques des bâtiments. Les choix architecturaux intègrent des stratégies telles que l'orientation optimisée des bâtiments, l'utilisation de matériaux à faible empreinte carbone et l'intégration de systèmes énergétiques performants pour réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre.
- **Gestion durable des eaux pluviales** : Le projet prévoit une gestion intégrée des eaux pluviales, favorisant leur infiltration sur site pour limiter les rejets dans le réseau d'assainissement. Des dispositifs tels que des noues paysagères, des toitures végétalisées et des espaces de pleine terre sont mis en place pour favoriser l'infiltration et la rétention des eaux pluviales, contribuant ainsi à la gestion durable des ressources en eau.
- **Valorisation des déchets et économie circulaire :** Dans une démarche d'économie circulaire, le projet prévoit la valorisation de 80 % des déchets générés lors de la construction. Cette approche vise à réduire la quantité de déchets envoyés en décharge et à promouvoir le recyclage et la réutilisation des matériaux, contribuant ainsi à la préservation des ressources naturelles et à la réduction de l'empreinte écologique du chantier.
- **Préservation de la biodiversité urbaine** : Le quartier de la Gastronomie intègre des espaces verts et des plantations favorisant la biodiversité urbaine. Des surfaces de pleine terre, des toitures végétalisées et des corridors écologiques sont aménagés pour offrir des habitats propices à la faune et à la flore locales, contribuant ainsi à la résilience écologique du site et à l'amélioration de la qualité de vie des usagers.
- **Réduction des îlots de chaleur urbains :** Pour lutter contre les îlots de chaleur urbains, le projet intègre des solutions telles que la végétalisation des espaces publics, l'utilisation de matériaux réfléchissants et la création d'ombrières naturelles. Ces mesures visent à réduire les températures locales, améliorer le confort thermique des usagers et limiter la consommation d'énergie liée à la climatisation.

1.7 ETUDE ILOTS DE CHALEUR URBAINS (SOURCE : SINTEO)

1.7.1 ETAT INITIAL

A l'état initial, la parcelle était utilisée pour un usage logistique avec de nombreux hangars et réseaux de transport imperméabilisé. Très peu d'espaces verts sont présent.



Les bâtiments de stockage d'une faible hauteur, ne créent pas de zones ombragées, ainsi la chaleur est stockée par la matière minérale constituant la majorité du site, puis est réémise dans l'air à la baisse des températures.

Par conséquent même lorsque le soleil n'éclaire plus le site, une forte sensation de chaleur est ressentie jusqu'à ce que le matériau ait rendus toute la chaleur emmagasinée durant la période d'éclairement.

1.7.2 PROJET

Le projet imaginé possède plusieurs bâtiments et arbres de forte hauteur, créant des ombrages sur la zone d'étude.



Ces zones d'ombres permettent une surface d'ensoleillement plus faible des matériaux liés aux projets.

L'intégration d'espace vert au sein du projet permettra aussi, d'apporter des surfaces qui n'absorbent pas la chaleur.

Ces espaces verts permettront à l'inverse une restitution de fraicheur lié à l'évapotranspiration de la vapeur d'eau présente dans les végétaux les constituants.

Les aménagements réalisés sur l'imperméabilisation et les matériaux du site devront permettre une amélioration globale de la performance ICU. Cette amélioration se traduira par un confort accru des usagers sur le site.

On note un point arboré central, qui pourra accroitre les zones d'ombres et une végétalisation de beaucoup de bâtiment.

Les parkings sont aussi réalisés en type « Evergreen » limitant ainsi l'imperméabilisation des surfaces.

1.7.3 METHODE DE CALCUL ET RESULTAT

Après avoir déterminé la surface ombragée de chaque matériau, une cartographie des tranches de chaleurs ressentie a été produite. Une surface catégorisée en tranche 9 produira une forte chaleur par son exposition et son type de matériaux. Une surface de tranche 1, elle, produira une source de fraicheur en raison de sa faible exposition et sa capacité à évapotranspirer.

1.7.3.1 Etat initial

Après avoir déterminé la surface ombragée de chaque matériau, une cartographie des tranches a été produite pour l'état initial.



Site 1					
Surface totale	64561	Répartition			Score ICU
tranche n°1	0	0,0%			0,000
tranche n°2	106	0,2%	IFU	0,5%	0,000
tranche n°3	202	0,3%			0,001
tranche n°4	717	1,1%			0,004
tranche n°5	1151	1,8%	Intermédiaire	4,4%	0,009
tranche n°6	994	1,5%			0,010
tranche n°7	855	1,3%			0,010
tranche n°8	831	1,3%	ICU	95,1%	0,011
tranche n°9	59705	92,5%			0,925
Total	64561	100,0%			0,970

Score ICU	0,970

Figure 211 : Répartition des tranches de chaleur selon l'état initial

L'étude du site initial montre que 92,5 % de la surface totale est catégorisé tranche 9, la tranche 8 est représentée à 1,3% tout comme la tranche 7. Ces trois tranches sont considérées comme des tranches caractéristiques des ICU. La surface projet est donc à 95,1% représentatif d'un îlot de chaleur urbain. Seul 4,4% représentent un niveau intermédiaire et 0,5% représentent un îlot de fraicheur urbain.

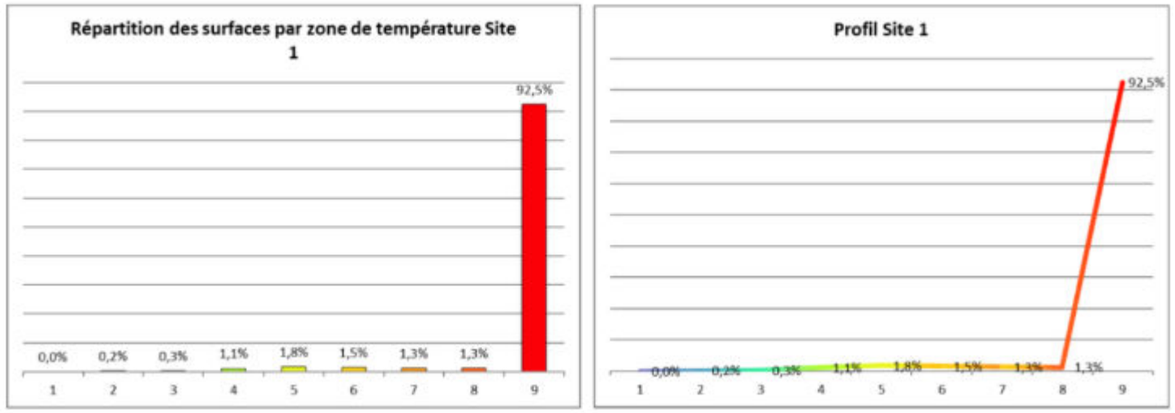


Figure 212 : Répartition des surfaces de l'état initial en pourcentage selon les tranches 1 à 9

1.7.3.2 Etat projet

Après avoir déterminé la surface ombragée de chaque matériau, une cartographie des tranches a été produite pour l'état Projet.



Site 2					
Surface totale	776076,5	Variation			Score ICU
tranche n°1	0	0,0%			0,000
tranche n°2	10768	8,3%	IFU	24,6%	0,010
tranche n°3	21261,5	16,3%			0,041
tranche n°4	34443	26,4%			0,099
tranche n°5	28813	22,1%	Intermédiaire	61,83%	0,110
tranche n°6	17381,5	13,3%			0,083
tranche n°7	15905,5	12,2%			0,091
tranche n°8	1837	1,4%	ICU	13,6%	0,012
tranche n°9	1,5	0,0%			0,000
Total	130411	100,0%			0,448

Score ICU	0,448
Evolution	-54%
Ojectif atteint:	Oui

Figure 213 : Répartition des tranches de chaleur selon l'état projet

L'étude du projet montre que la majorité de la surface est de tranche intermédiaire soit 61,83 % de la surface totale. Seulement 13,6 % de la surface est catégorisée en tranche 7-8-9 représentative de l'ICU. Enfin, 24,6% de la surface totale représentent les tranche 1-2-3 caractéristique des îlots de fraicheurs urbains.

NB : Les zones blanches sont des réservent foncière. Ne pouvant pas évaluer la typologie de matériaux et l'ombrage induit par les bâtiments ils n'ont pas été comptabilisés dans le score global.

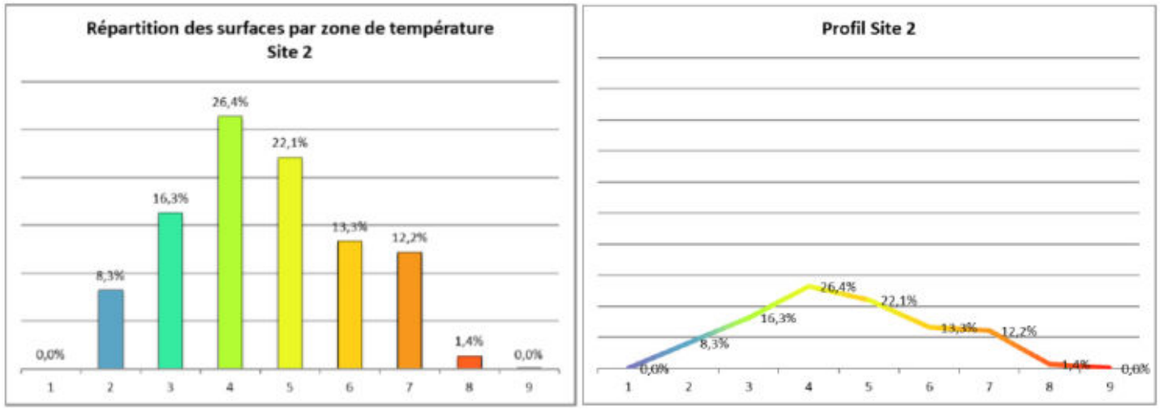


Figure 214 : Répartition des surfaces de l'état initial en pourcentage selon les tranches 1 à 9

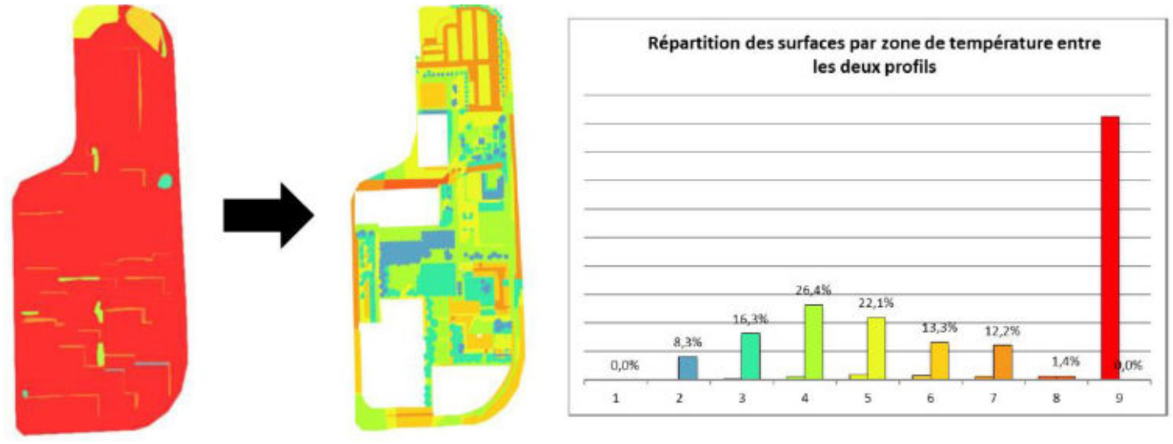


Figure 215 : Comparaison de l'état initial à l'état projet

Les éléments de toitures techniques de la résidence étudiante qui ne pourront pas être végétalisés (classement en tranche 7) seront recouverts de gravillons blanc et les ouvrages techniques peints en blanc pour réduire l'albedo de la toiture.

De plus, la conception de la résidence étudiante et de la pension de famille prévoit des fenêtres ouvrantes et asservies à toutes les extrémités des circulations horizontales pour assurer une ventilation et un rafraichissement nocturne contrôlé des bâtiments lors des épisodes de forte chaleur. Les chicanes des circulations favoriseront la circulation d'air et la formation de brise au travers du bâtiment.

Ce dispositif est beaucoup plus efficient que des éventuelles mesures prises de manière individualisés dans certaines chambres de type « brasseurs d'air » qui, au-delà du coût d'installation et de maintenance, ne sont pas performants dans des pièces de petite surface.

1.7.3.3 Conclusion

L'aménagement projet améliore considérablement le score ICU avec une baisse significative de 54% du score.

Le niveau global en termes de confort est intermédiaire. La végétalisation des toitures, et la création d'espace verts pluristratifiés en cœur de quartier ont permis de rehausser le pourcentage de surface induisant un effet de fraicheur.

La majorité des tranche 7-8-9 sont liées aux zones bétonnées et peu ombragées.

Cette amélioration, qui se traduit sur la carte ci-dessus, résulte de choix structurants pleinement intégrés au projet, notamment la création d'un cœur d'îlot arboré, le développement d'espaces verts pluristratifiés, la végétalisation de bâtiments, l'augmentation des zones ombragées liée à la morphologie bâtie et la limitation de l'imperméabilisation des sols, en particulier au niveau des espaces de stationnement.

Enfin, la notice paysagère (jointe en annexe), vient préciser et traduire spatialement ces orientations. Elle montre que la stratégie paysagère ne se limite pas au seul cœur d'îlot central, mais repose sur une trame végétale plus large intégrant des alignements arborés, des plantations en frange, des toitures végétalisées et des dispositifs générateurs d'ombre répartis à l'échelle de l'ensemble du site.

Ainsi, l'épannelage des bâtiments alentour qui s'établit à 30 m de hauteur en moyenne permet de constituer des masques apportant des ombres portées.

Ainsi, contrairement à une lecture strictement localisée, l'amélioration du microclimat urbain ne repose pas uniquement sur des espaces végétalisés centraux, mais sur une transformation globale du bilan thermique du site. La réduction des surfaces minérales, la diminution du stockage thermique diurne et de la restitution nocturne de chaleur bénéficient à l'ensemble des bâtiments, y compris aux logements implantés en frange est.

Il convient par ailleurs de rappeler qu'en climat francilien, l'orientation Est n'est pas la configuration la plus défavorable en matière de risque de surchauffe estivale, l'ensoleillement intervenant principalement le matin, à des périodes où les températures extérieures sont plus modérées.

Dans ce contexte, le projet ne se limite pas à une simple compensation d'un environnement initial fortement contraint, mais constitue une transformation structurelle du site, améliorant durablement la résilience face aux épisodes de forte chaleur.

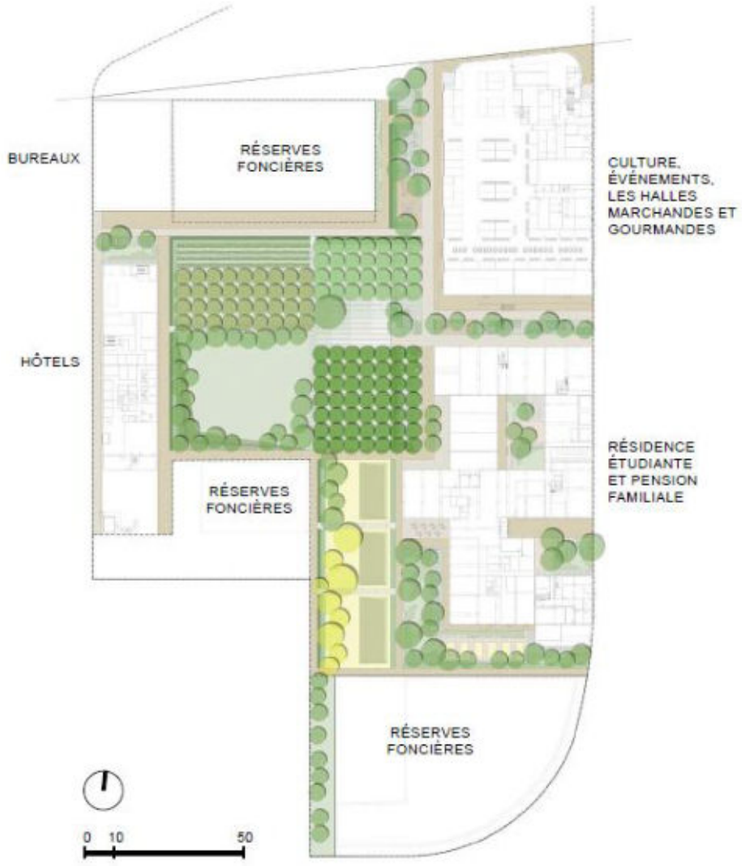
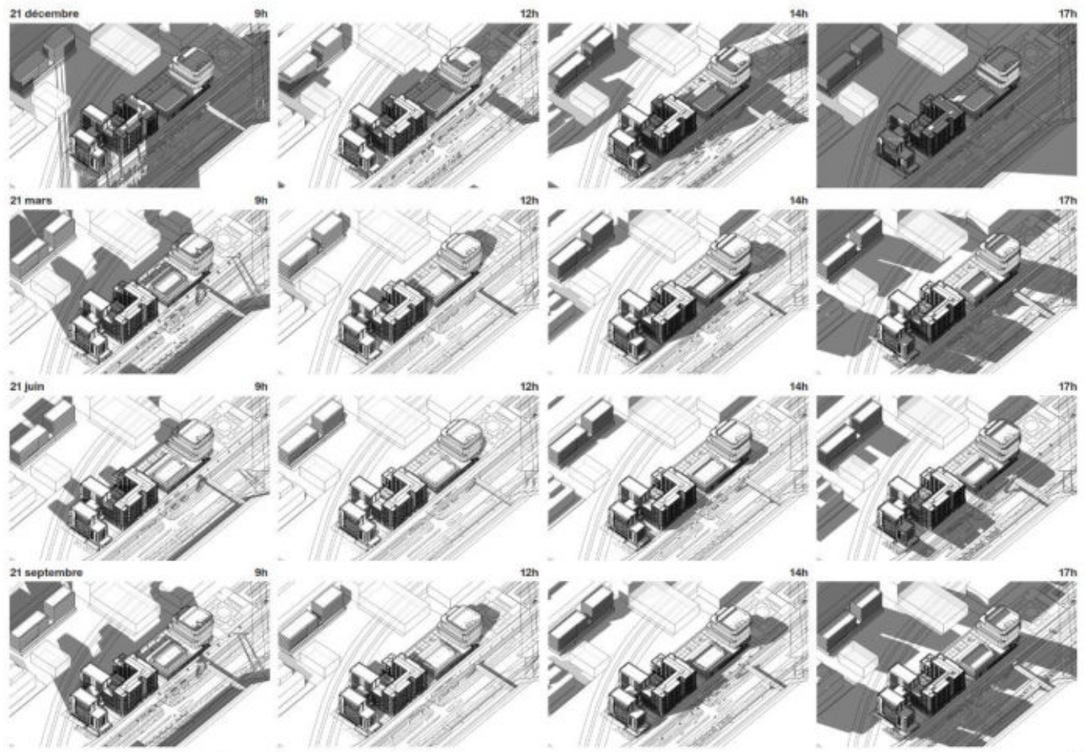


Figure 216 : Intention et structure paysagère – Notice paysagère, janvier 2026

Zoom plan masse (extrait de la notice chapeau) faisant apparaitre les toitures végétalisées et les patios arborés (résidence étudiante, pension de famille et hôtels) :



Héliodon



1.8 INTEGRATION FONCTIONNELLE

1.8.1 ACCESSIBILITE DU SITE

Le projet de la Cité Internationale de la Gastronomie a été conçu avec une attention particulière à l'accessibilité et à la connectivité du site, afin de garantir une circulation fluide et sûre pour tous les usagers.

Le projet ne prévoit pas la création de nouvelles voies d'accès ou de desserte. Cette rationalisation de la desserte permet de ne pas générer d'infrastructures supplémentaires, tout en maximisant l'utilisation des espaces libres pour de la pleine terre et de la végétalisation, en faveur de la préservation de l'environnement naturel. Les voies d'accès existantes, telles que l'échangeur de l'A86 et la route départementale 7, sont pleinement utilisées pour relier le site aux grandes infrastructures routières de la région. Cette approche soutient l'objectif d'un projet respectueux du paysage et de l'écosystème environnant, tout en permettant une desserte optimale et sans surcharge de la zone.

Le site bénéficie d'une accessibilité en transport public renforcée. Anciennement desservi par des moyens de transport intercommunaux tels que le TVM et le Tramway, il bénéficie désormais d'une connexion métropolitaine grâce à la mise en service de la ligne 14 du Grand Paris Express en 2024, qui reliera directement le site à Paris. À terme, l'aire d'accessibilité de la station Chevilly-Larue de la ligne 14, située à proximité, s'étendra vers le nord, l'est et l'ouest avec les interconnexions avec les futures lignes 15, 16 et 18 du métro. Cette extension du réseau de transport permettra de doubler le territoire accessible en 45 minutes au départ du site, facilitant ainsi les déplacements vers et depuis le quartier de la Gastronomie.

Les cheminements piétons sont conçus pour être larges, lisibles et sécurisés, facilitant la circulation entre les différents espaces du site. Des zones de repos et des espaces d'attente sont intégrés, notamment autour des espaces publics végétalisés comme le Forum. Des rampes d'accès et des passages accessibles permettent une circulation sans obstacles pour les personnes à mobilité réduite.

Les bâtiments sont conçus pour être accessibles, avec des entrées de plain-pied, des ascenseurs, et des toilettes accessibles à tous les usagers. La circulation au sein des bâtiments sera optimisée pour les personnes en fauteuil roulant, et une signalétique claire et bien pensée sera mise en place pour guider tous les visiteurs, y compris ceux ayant des déficiences visuelles.

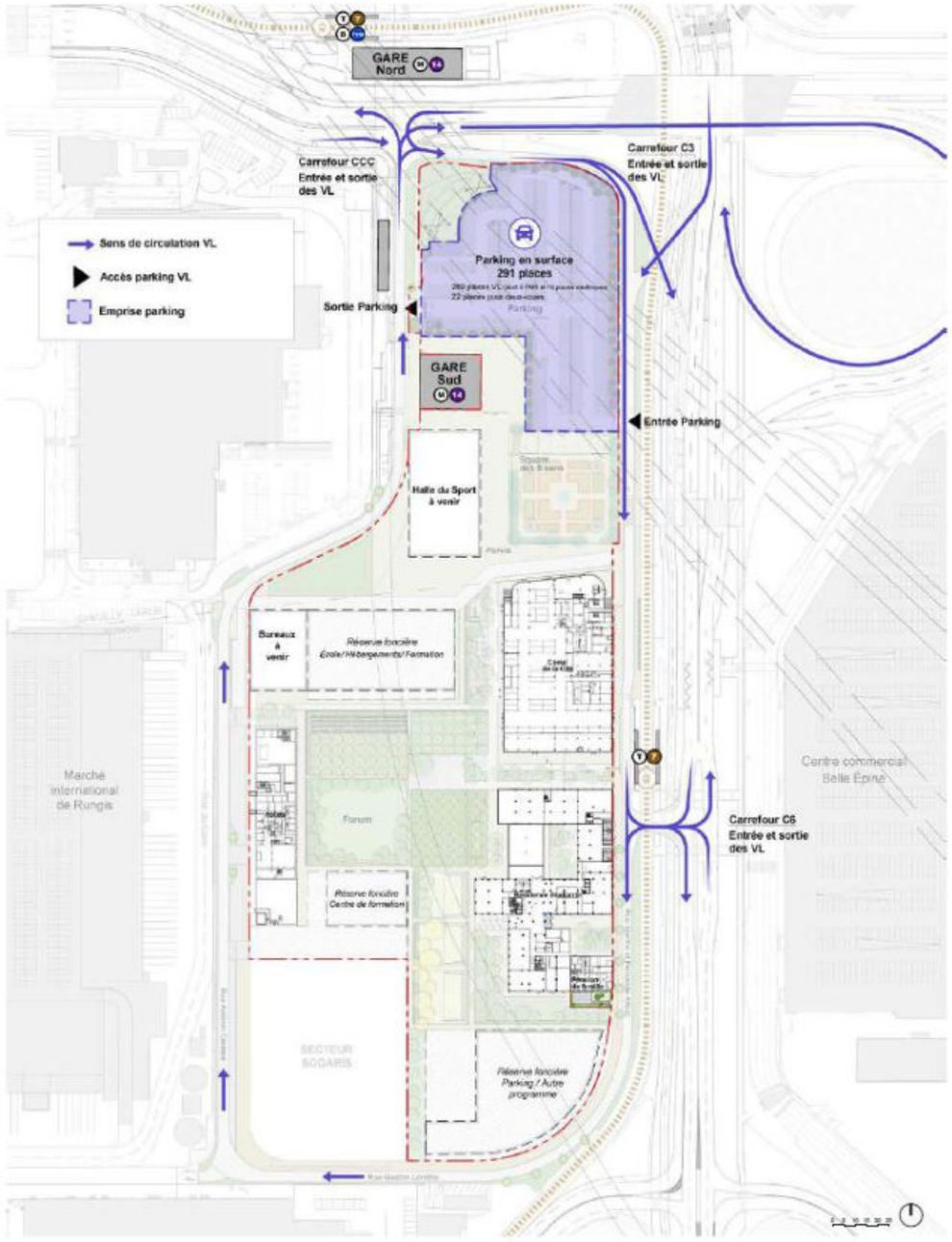


Figure 217 : Plan de dessertes véhicules légers

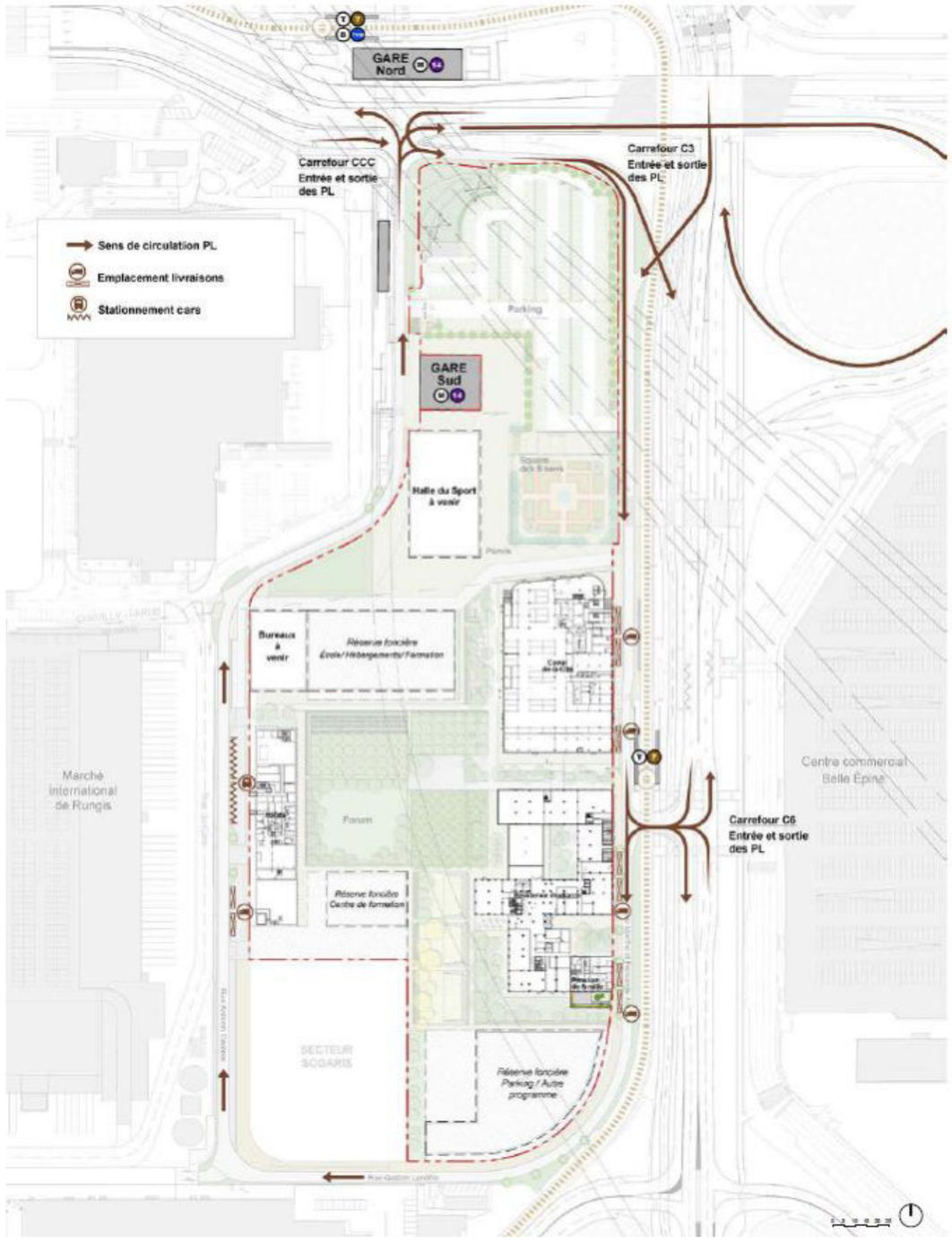


Figure 218 : Plan de desserte PL / Bus / Livraisons

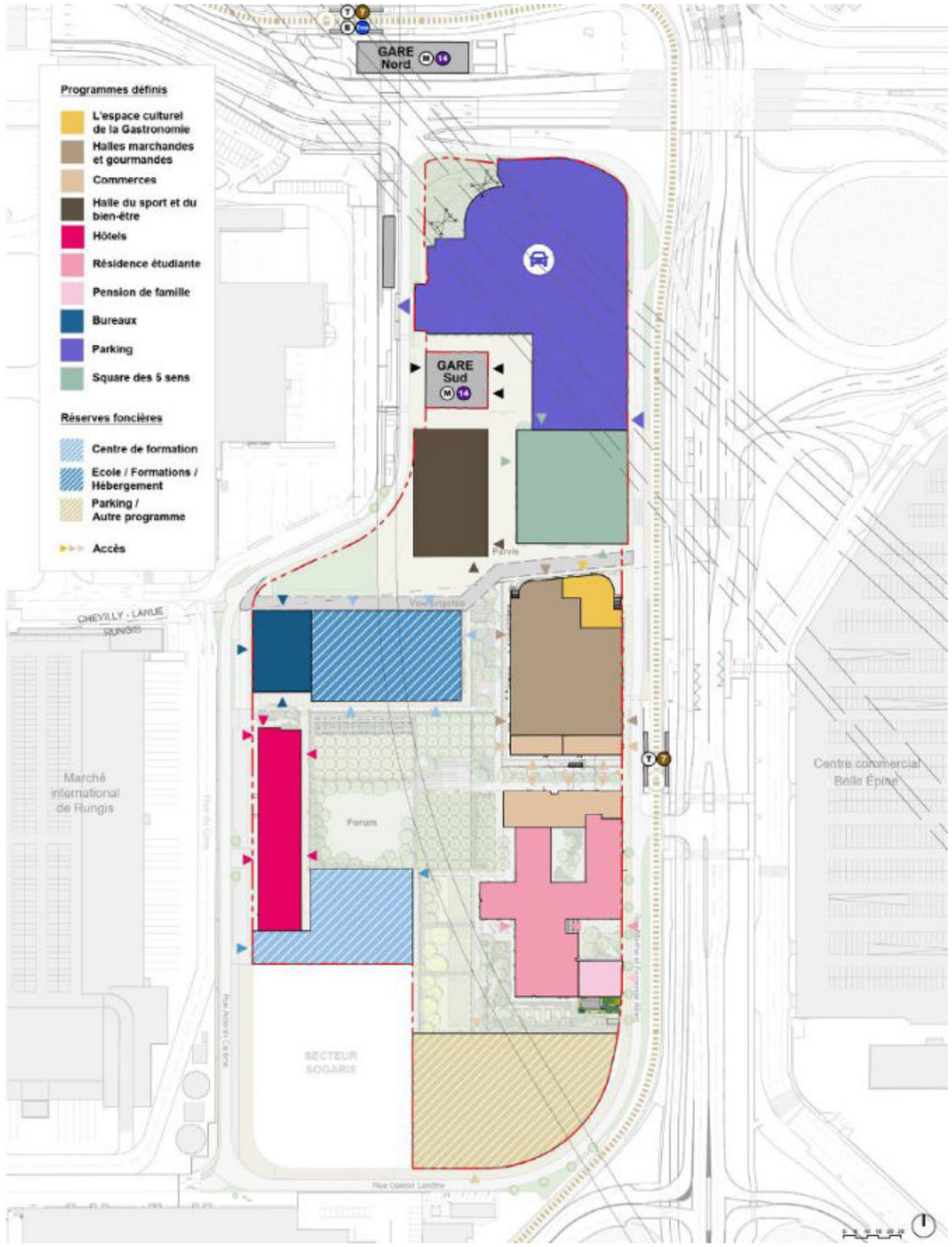


Figure 219 : Accès aux programmes par les voies publiques ou privées

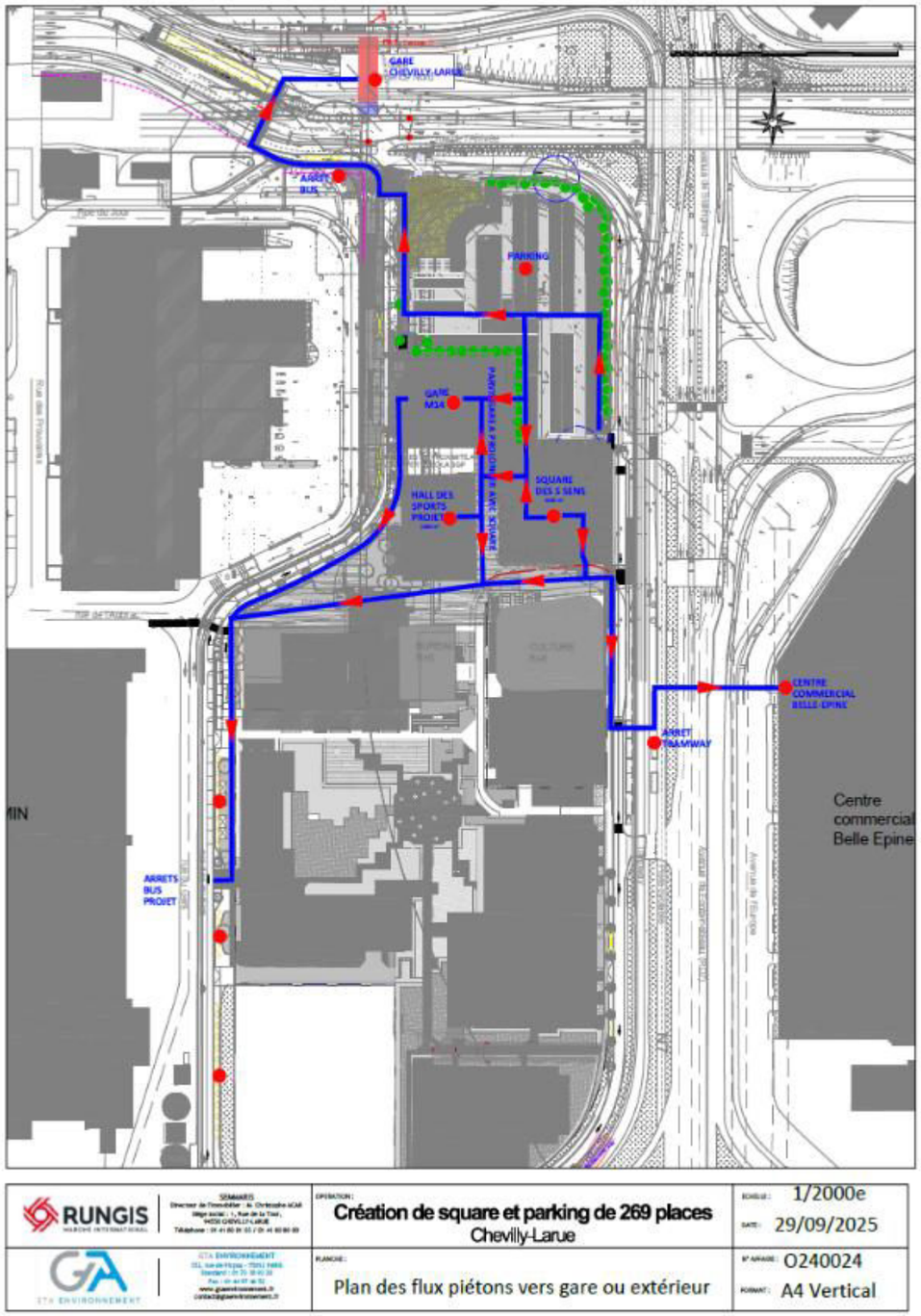


Figure 220 : Plan des flux piétons vers gare ou extérieur

1.8.2 STATIONNEMENTS

1.8.2.1 Voitures

Le projet prévoit la création d'un parking mutualisé pour l'ensemble du site, visant à centraliser et à rationaliser les besoins en stationnement automobile. Ce parking sera situé à l'extrémité nord de la parcelle, dans une zone où la construction de bâtiments et la plantation d'arbres de grande taille ne sont pas autorisées en raison de la présence des lignes à haute tension.

Le parking comportera 291 places, dont 269 places pour véhicules légers (VL) et 22 places pour deux-roues, incluant des places dédiées aux personnes à mobilité réduite (PMR) et des places électriques pour les véhicules électriques.

La mutualisation du parking pour l'ensemble du projet permet d'optimiser l'espace disponible et d'éviter la multiplication des parkings privés pour chaque bâtiment. Ce système est conçu pour répondre aux besoins de stationnement en fonction de l'utilisation des différents bâtiments (commerces, hôtels, bureaux, etc.).

1.8.2.2 Vélos

Le projet encourage l'utilisation du vélo comme mode de transport durable, en proposant un aménagement spécifique pour le stationnement des vélos.

Le projet prévoit l'aménagement de stationnements vélos spécifiquement implantés le long de la rue Latérale, à proximité immédiate de l'arrêt de tramway, afin de favoriser l'intermodalité et de faciliter l'usage du vélo au quotidien. Ces stationnements seront constitués d'abris couverts et sécurisés, offrant une protection contre les intempéries et garantissant la sûreté des équipements.

Leur localisation en interface directe avec les cheminements piétons permettra une accessibilité optimale depuis l'espace public et les bâtiments. Le dimensionnement sera adapté aux besoins prévisionnels du site, incluant des emplacements dédiés aux vélos à assistance électrique pour accompagner le développement de la mobilité douce.

1.8.2.3 Gestion de la mobilité durable

L'aménagement des stationnements dans le projet s'inscrit dans une logique de mobilité durable, visant à encourager l'utilisation des transports en commun, des vélos, et des véhicules électriques, tout en limitant l'impact environnemental lié aux déplacements motorisés.

- En plus des places de stationnement pour véhicules électriques, le parking inclura des bornes de recharge adaptées à ces véhicules, permettant ainsi de répondre à la demande croissante pour les mobilités électriques.
- Le projet optimise les voies d'accès et la desserte par transport public pour encourager l'utilisation des transports en commun plutôt que la voiture individuelle. En associant un stationnement limité pour les voitures et une forte capacité pour les vélos, le projet cherche à réduire l'utilisation de la voiture individuelle et à promouvoir des alternatives plus écologiques.

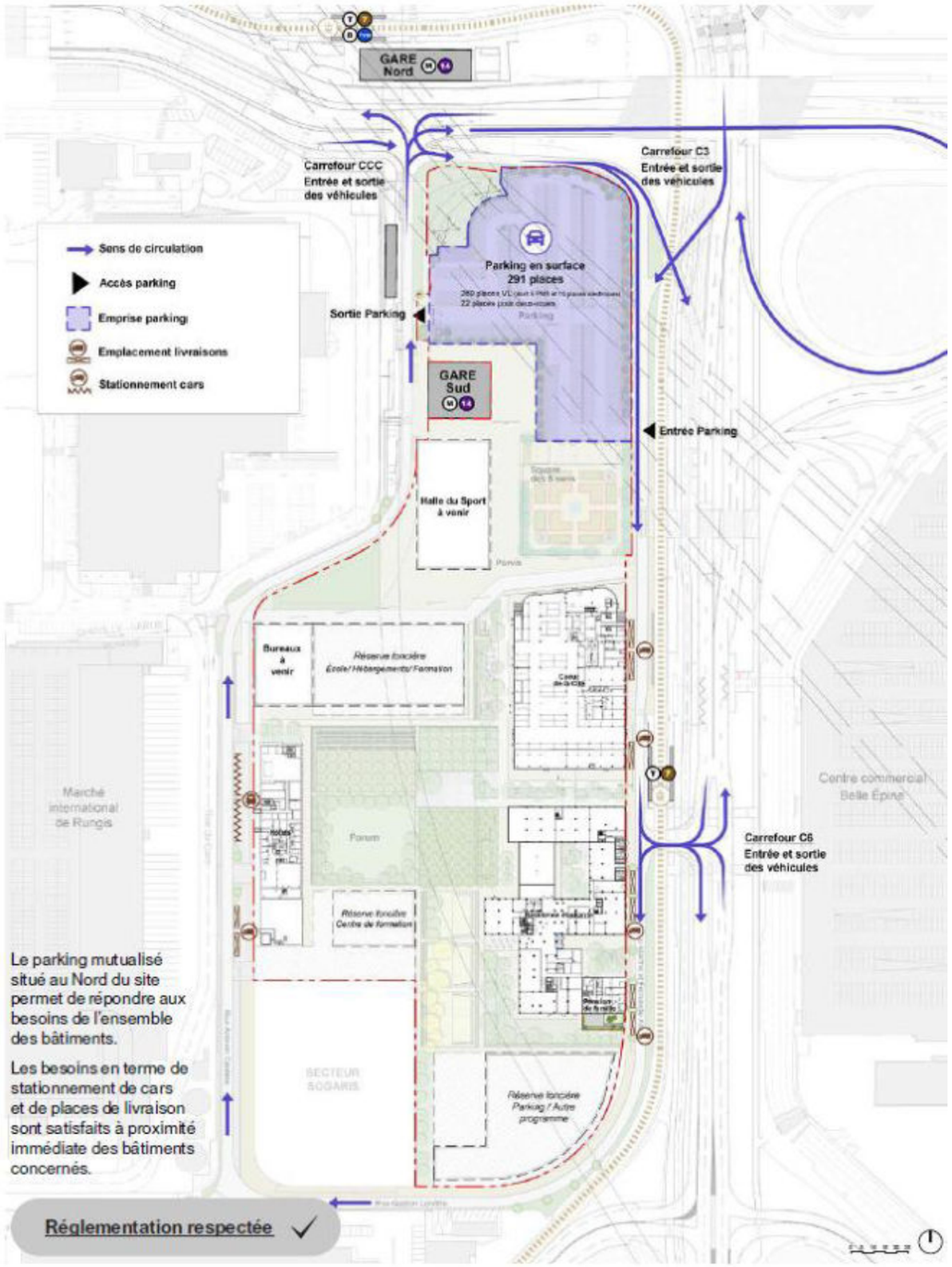


Figure 221 : Stationnement des véhicules

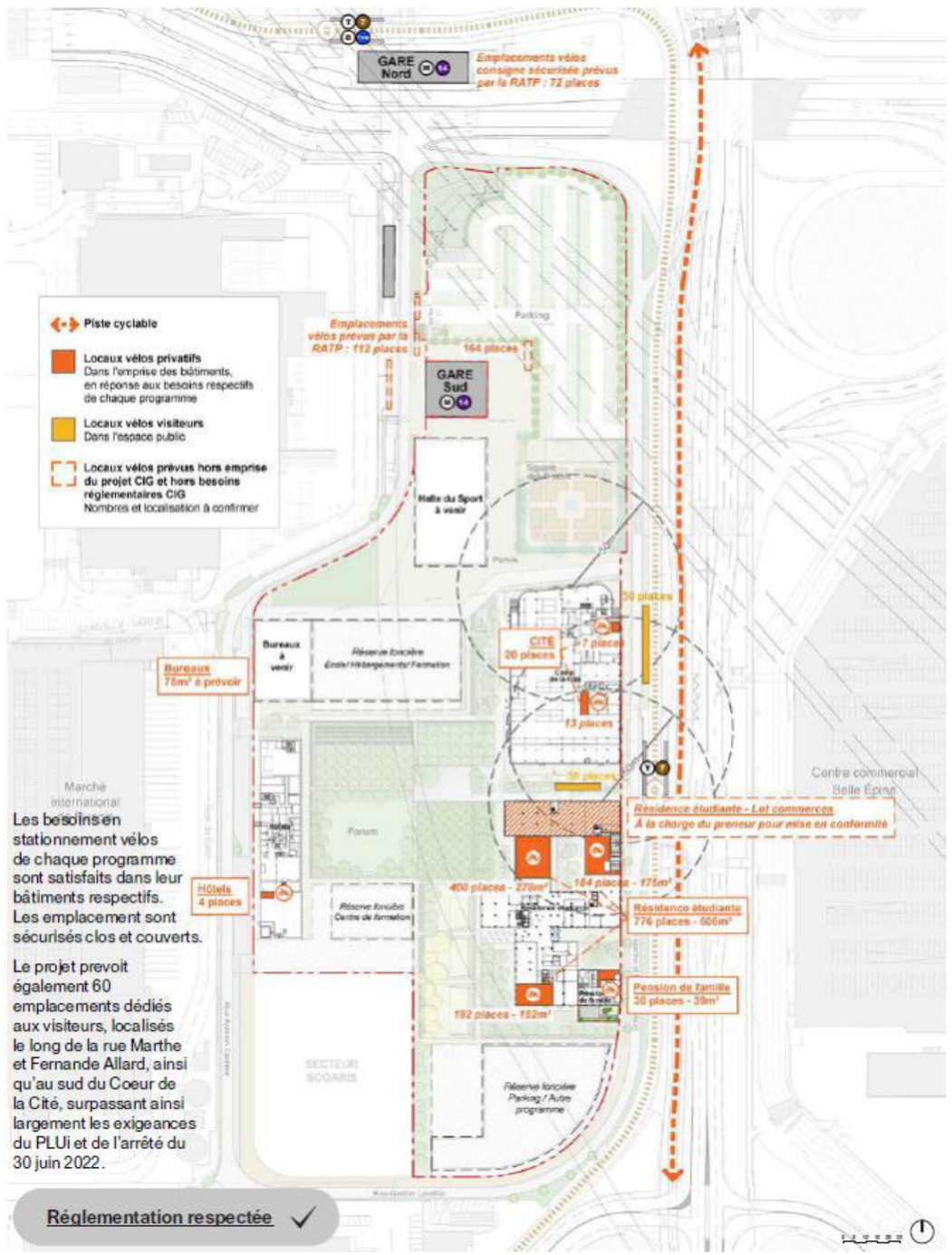


Figure 222 : Stationnement des vélos

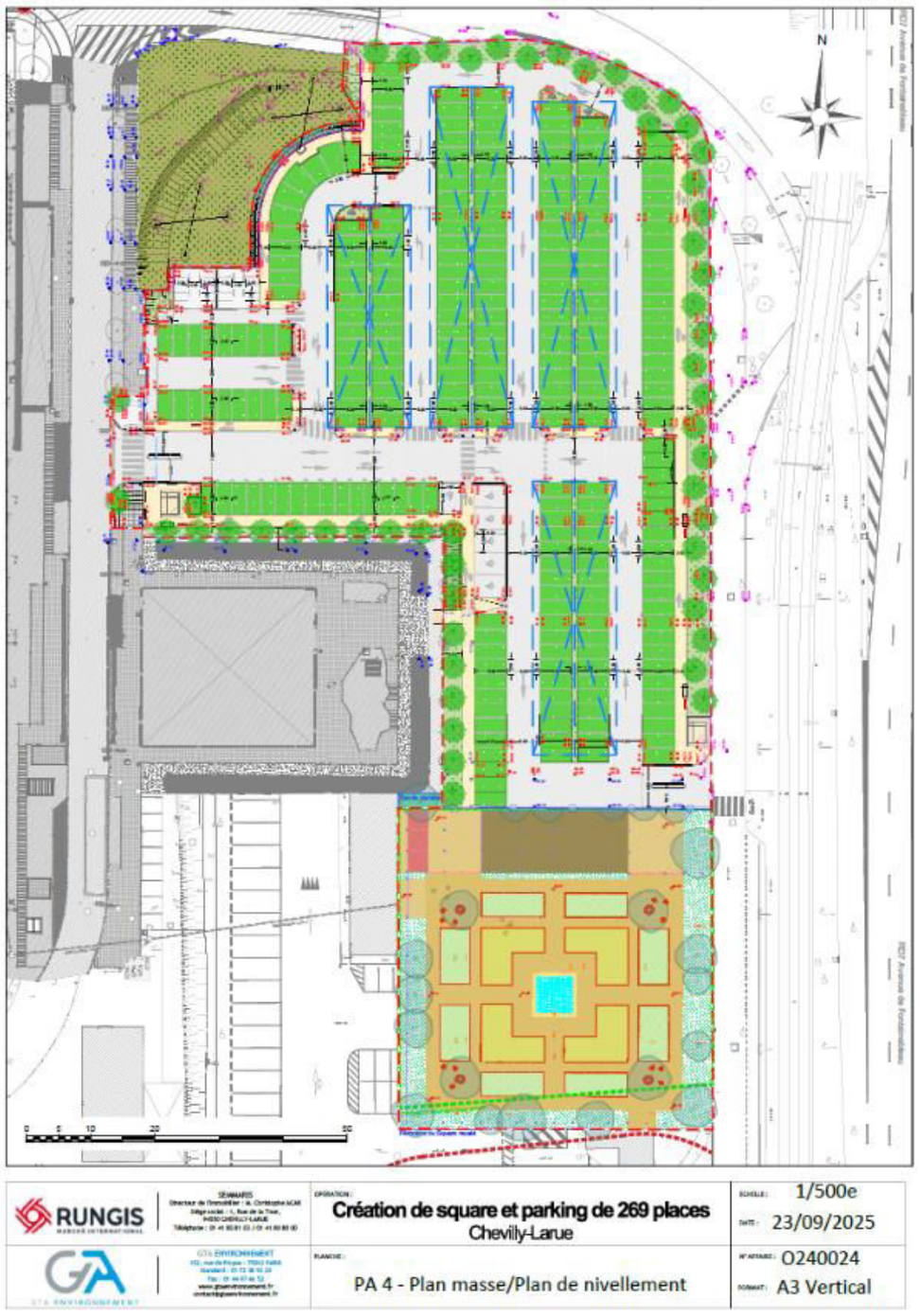


Figure 223 : Plan masse du parking au nord et du square des 5 sens

1.8.3 RESEAUX

1.8.3.1 Eaux pluviales

La gestion des eaux pluviales dans le projet de la Cité Internationale de la Gastronomie Paris-Rungis repose sur des principes de durabilité et de résilience, visant à limiter l'impact sur l'environnement et à favoriser la rétention et l'infiltration sur site. Le site, historiquement artificialisé avec une forte imperméabilisation, est transformé pour offrir une grande perméabilité grâce à la création d'espaces verts, de pleine terre et de surfaces semi-perméables.

Les principes retenus incluent :

- Espaces de pleine terre et végétalisation : Les 12 339 m² d'espaces de pleine terre (soit 24 % de la parcelle) permettent l'infiltration directe des eaux pluviales et contribuent à la rétention temporaire, tout en offrant un cadre naturel favorable à la faune et à la flore locales.
- Surfaces semi-perméables : Certaines aires, comme les chemins ou les zones de circulation légère, sont conçues en surfaces semi-perméables, permettant l'infiltration et la régulation des flux d'eau.
- Noues et massifs drainants : Les eaux pluviales sont dirigées vers des noues à ciel ouvert et des massifs drainants, qui permettent de collecter, stocker temporairement et infiltrer les eaux lorsque les surfaces perméables sont insuffisantes.
- Toitures végétalisées (le cas échéant) : Les toitures végétalisées participent également à la rétention des eaux, à l'évapotranspiration et à la réduction des volumes de ruissellement. Elles contribuent en outre à l'amélioration du confort thermique et à la biodiversité du site.

Principe de gestion de l'orage 10 ans

- Utilisation des espaces végétalisés généreux, décaissés de 5cm en moyenne par rapport aux circulations avoisinantes permettant de stocker et d'infiltrer la totalité des eaux de ruissellement du **foncier Sud.**
- La gestion du **foncier Nord** sera réalisée sur les mêmes hypothèses (infiltration totale. Les détails de la gestion seront affinés en fonction de l'aménagement proposé.
- Réalisation de **massifs drainants** sous les espaces minéralisés lorsque les surfaces végétalisées sont insuffisantes, du aux usages des espaces extérieurs (Cité de la Gastronomie principalement).

Principe de gestion des petites pluies

Les eaux des surfaces imperméables seront orientées gravitairement vers les espaces végétalisés à proximité pour l'abattement des pluies courantes de 10mm. Ces espaces verts pourront être légèrement décaissés pour stocker temporairement et infiltrer ces eaux.

Les toitures végétalisées seront également mises à contribution pour l'abattage des pluies courantes de 10 mm.

Le projet permet de répondre à l'abattement des 10 premiers millimètres de pluie, à la gestion de la pluie pour la période de retour de 10 ans et le respect de l'imposition « zéro rejet ».

Méthode de calcul	Application du Memento technique de 2017 ASTEE : méthode des pluies		
	Adresse	Commune	Bassin versant
PROJET :	CITE DE LA GASTRONOMIE	RUNGIS CHEVILLY-LARUE	Espaces exterieurs

setu
INGÉNIERIE GÉNÉRALE
société d'études de techniques urbaines

Caractéristiques des surfaces

Surfaces concernées	A = superficie totale en m²	C = Coefficient d'apport	Sa = surface d'apport en m²	Lame d'eau abattue (mm)	Volume max abattable (m3)	Volume à abattre (m3)	Volume restant gérable (m3)
Espaces verts en pleine terre	9408	0.2	1881.6	43	404.544	94.08	310.464
Toitures végétalisées (25cm)	0	0.4	0	20	0	0	0
Toitures végétalisées (50cm)	0	0.2	0	32	0	0	0
Surfaces imperméables	3717	0.9	3345.3	0	0	37.17	-37.17
Toitures étanches	0	1	0	0	0	0	0
Surfaces semi-perméables	0	0.6	0	0	0	0	0
Total	**13125**	**0.40**	**5227**		**404.54**	**131.25**	**273.29**

Surplus de capacité de stockage dans les espaces verts pour les pluies courantes de 10mm

Données de calcul

	Surface totale	A	1.313	ha
	Coefficient d'apport	Ca	0.40	
	Surface active	Sa	0.523	ha
Infiltration	Permabilité	K	4.07E-06	m/s
	Surface d'infiltration	Si	2722	m²
	Débit de fuite INFILTRATION	Qfi	11.079	l/s
Restitution	Débit de fuite RESTITUTION	Q	0.0	l/s/ha
	Débit de fuite appliqué	Qfr	0.0	l/s
	Débit de fuite global appliqué	Qfi+Qfr	11.079	l/s
	Durée de vidange	Tv	98.13	min
			1.64	h
			0	j

Lame d'eau à retenir : 43mm en 4h (débit de fuite sur 4h à retrancher) V (m3) = [Sa(m²) x h(mm) / 1000] - [Q(m3/h) x 4h]	65.23

Surface d'espaces végétalisés dédiés à l'infiltration (décaissé minimum de 2.4cm) - Variation possible de cette valeur en fonction de l'aménagement du secteur

Rappel des hypothèses

- Pluie de 10 ans
- Lame d'eau à retenir: 43mm en 4h
- Infiltration impossible si temps de vidange à un temps de vidange > 4 j (96h)
- Utilisation de la contrainte 2L/s/ha (si infiltration impossible)
- Gestion des EP à ciel ouvert dans les secteurs ayant suffisamment d'espaces végétalisés
- Infiltration totale (petites pluies compris) selon le principe "zéro rejet" conforme à la doctrine DRIEAT-IDF de février 2019.

Décaissement des espaces végétalisés dédiés à l'infiltration : 2.4 cm

Méthode de calcul	Application du Mémento technique de 2017 ASTEE : méthode des pluies		
PROJET :	Adresse	Commune	Bassin versant
	CITE DE LA GASTRONOMIE	RUNGIS CHEVILLY-LARUE	Cité de la gastronomie (DSP)

setu
INGÉNIERIE GÉNÉRALE
société d'études de techniques urbaines

Caractéristiques des surfaces

Surfaces concernées	A = superficie totale en m²	C = Coefficient d'apport	Sa = surface d'apport en m²	Lame d'eau abattue (mm)	Volume max abattable (m3)	Volume à abattre (m3)	Excédent ou déficit de stockage pour abattement 10mm (m3)
Espaces verts en pleine terre	0	0.2	0	43	0	0	0
Toitures végétalisées (25cm)	0	0.4	0	20	0	0	0
Toitures végétalisées (50cm)	45.1	0.2	9.02	32	1.4432	0.451	0.9922
Surfaces imperméables	0	0.9	0	0	0	0	0
Toitures étanches	4040.8	1	4040.8	0	0	40.408	-40.408
Surfaces semi-perméables	0	0.6	0	0	0	0	0
Total	4085.9	0.99	4050		1.44	40.86	-39.42

Déficit pour les pluies courantes de 10mm en toiture - Abattement dans des massifs drainants sous les espaces minéralisés à proximité

Données de calcul

	Surface totale	A	0.409	ha
	Coefficient d'apport	Ca	0.99	
	Surface active	Sa	0.405	ha
Infiltration	Permabilité	K	4.07E-06	m/s
	Surface d'infiltration	Si	684	m²
	Débit de fuite INFILTRATION	Qfi	2.784	l/s
Restitution	Débit de fuite RESTITUTION	Q	0.0	l/s/ha
	Débit de fuite appliqué	Qfr	0.0	l/s
	Débit de fuite global appliqué	Qfi+Qfr	2.784	l/s
	Durée de vidange	Tv	802.56	min
			13.38	h
			1	j

Lame d'eau à retenir : 43mm en 4h (débit de fuite sur 4h à retrancher) V (m3) = [Sa(m²) x h(mm) / 1000] - [Q(m3/h) x 4h]	134.05

Iinfiltration dans un massif drainant sous les espaces minéralisés (pas de surfaces végétales à proximité)

Rappel des hypothèses

- Pluie de 10 ans
- Lame d'eau à retenir: 43mm en 4h
- Infiltration impossible si temps de vidange à un temps de vidange > 4 j (96h)
- Utilisation de la contrainte 2L/s/ha (si infiltration impossible)
- Gestion des EP à ciel ouvert dans les secteurs ayant suffisamment d'espaces végétalisés
- Infiltration totale (petites pluies compris) selon le principe "zéro rejet" conforme à la doctrine DRIEAT-IDF de février 2019.

Epaisseur mini de massif drainant (50% de vide) sous les espaces minéralisés pour infiltration des pluies de 10mm et de la pluie de 43mm : 39.2 cm

Méthode de calcul	Application du Memento technique de 2017 ASTEE : méthode des pluies		
	Adresse	Commune	Bassin versant
PROJET :	CITE DE LA GASTRONOMIE	RUNGIS CHEVILLY-LARUE	Résidence étudiante

setu
INGÉNIERIE GÉNÉRALE
société d'études de techniques urbaines

Caractéristiques des surfaces

Surfaces concernées	A = superficie totale en m²	C = Coefficient d'apport	Sa = surface d'apport en m²	Lame d'eau abattue (mm)	Volume max abattable (m3)	Volume à abattre (m3)	Volume restant gérable (m3)
Espaces verts en pleine terre	796	0.2	159.2	43	34.228	7.96	26.268
Toitures végétalisées (25cm)	1945.4	0.4	778.16	20	38.908	19.454	19.454
Toitures végétalisées (50cm)	196.6	0.2	39.32	32	6.2912	1.966	4.3252
Surfaces imperméables	0	0.9	0	0	0	0	0
Toitures étanches	379.8	1	379.8	0	0	3.798	-3.798
Surfaces semi-perméables	1017.7	0.6	610.62	0	0	10.177	-10.177
Total	**4336**	**0.45**	**1967**		**79.43**	**43.36**	**36.07**

Excédent pour les pluies courantes de 10mm en toiture - Abattement en toiture et/ou dans les espaces végétalisés en pleine terre intérieurs

Données de calcul

	Surface totale	A	0.434	ha
	Coefficient d'apport	Ca	0.45	
	Surface active	Sa	0.197	ha
Infiltration	Permabilité	K	4.07E-06	m/s
	Surface d'infiltration	Si	236	m²
	Débit de fuite INFILTRATION	Qfi	0.961	l/s
Restitution	Débit de fuite RESTITUTION	Q	0.0	l/s/ha
	Débit de fuite appliqué	Qfr	0.0	l/s
	Débit de fuite global appliqué	Qfi+Qfr	0.961	l/s
	Durée de vidange	Tv	1227.70	min
			20.46	h
			1	j

Lame d'eau à retenir : 43mm en 4h (débit de fuite sur 4h à retrancher) **V (m3) = [Sa(m²) x h(mm) / 1000] - [Q(m3/h) x 4h]**	**70.75**

Surface des noues d'infiltration à proximité (surface mutualisée avec le secteur "Pension de Famille")

Rappel des hypothèses

- Pluie de 10 ans
- Lame d'eau à retenir: 43mm en 4h
- Infiltration impossible si temps de vidange à un temps de vidange > 4 j (96h)
- Utilisation de la contrainte 2L/s/ha (si infiltration impossible)
- Gestion des EP à ciel ouvert dans les secteurs ayant suffisamment d'espaces végétalisés
- Infiltration totale (petites pluies compris) selon le principe "zéro rejet" conforme à la doctrine DRIEAT-IDF de février 2019.

Décaissement des espaces végétalisés dédiés à l'infiltration : 30.0 cm

Méthode de calcul	Application du Memento technique de 2017 ASTEE : méthode des pluies		
	Adresse	Commune	Bassin versant
PROJET :	CITE DE LA GASTRONOMIE	RUNGIS CHEVILLY-LARUE	Pension de famille

setu
INGÉNIERIE GÉNÉRALE
société d'études de techniques urbaines

Caractéristiques des surfaces

Surfaces concernées	A = superficie totale en m²	C = Coefficient d'apport	Sa = surface d'apport en m²	Lame d'eau abattue (mm)	Volume max abattable (m3)	Volume à abattre (m3)	Volume restant gérable (m3)
Espaces verts en pleine terre	0	0.2	0	43	0	0	0
Toitures végétalisées (25cm)	163	0.4	65.2	20	3.26	1.63	1.63
Toitures végétalisées (50cm)	0	0.2	0	32	0	0	0
Surfaces imperméables	0	0.9	0	0	0	0	0
Toitures étanches	29	1	29	0	0	0.29	-0.29
Surfaces semi-perméables	111	0.6	66.6	0	0	1.11	-1.11
Total	303	0.53	161		3.26	3.03	0.23

Excédent pour les pluies courantes de 10mm en toiture - Abattement en toiture et/ou dans les espaces végétalisés en pleine terre intérieurs

Données de calcul

	Surface totale	A	0.030	ha
	Coefficient d'apport	Ca	0.53	
	Surface active	Sa	0.016	ha
Infiltration	Permabilité	K	4.07E-06	m/s
	Surface d'infiltration	Si	236	m²
	Débit de fuite INFILTRATION	Qfi	0.961	l/s
Restitution	Débit de fuite RESTITUTION	Q	0.0	l/s/ha
	Débit de fuite appliqué	Qfr	0.0	l/s
	Débit de fuite global appliqué	Qfi+Qfr	0.961	l/s
	Durée de vidange	Tv	-120.02	min
			-2.00	h
			0	j

Lame d'eau à retenir : 43mm en 4h (débit de fuite sur 4h à retrancher) V (m3) = [Sa(m²) x h(mm) / 1000] - [Q(m3/h) x 4h]	-6.92

Surface des noues d'infiltration à proximité (mutualisation avec les noues gérant la résidence étudiante

Nota: une valeur négative de volume indique que l'infiltration est très rapide et qu'aucun besoin particulier de stockage n'est nécessaire

Rappel des hypothèses

- Pluie de 10 ans
- Lame d'eau à retenir: 43mm en 4h
- Infiltration impossible si temps de vidange à un temps de vidange > 4 j (96h)
- Utilisation de la contrainte 2L/s/ha (si infiltration impossible)
- Gestion des EP à ciel ouvert dans les secteurs ayant suffisamment d'espaces végétalisés
- Infiltration totale (petites pluies compris) selon le principe "zéro rejet" conforme à la doctrine DRIEAT-IDF de février 2019.

Décaissement des espaces végétalisés dédiés à l'infiltration : -2.9 cm

Méthode de calcul	Application du Memento technique de 2017 ASTEE : méthode des pluies		
	Adresse	Commune	Bassin versant
PROJET :	CITE DE LA GASTRONOMIE	RUNGIS CHEVILLY-LARUE	Programme mixte

setu
INGÉNIERIE GÉNÉRALE
société d'études de techniques urbaines

Caractéristiques des surfaces

Surfaces concernées	A = superficie totale en m²	C = Coefficient d'apport	Sa = surface d'apport en m²	Lame d'eau abattue (mm)	Volume max abattable (m3)	Volume à abattre (m3)	Volume restant gérable (m3)
Espaces verts en pleine terre	0	0.2	0	43	0	0	0
Toitures végétalisées (25cm)	1440	0.4	576	20	28.8	14.4	14.4
Toitures végétalisées (50cm)	360	0.2	72	32	11.52	3.6	7.92
Surfaces imperméables	0	0.9	0	0	0	0	0
Toitures étanches	408	1	408	0	0	4.08	-4.08
Surfaces semi-perméables	192	0.6	115.2	0	0	1.92	-1.92
Total	2400	0.49	1171		40.32	24.00	16.32

Excédent pour les pluies courantes de 10mm en toiture - Abattement en toiture et/ou dans les espaces végétalisés en pleine terre intérieurs

Données de calcul

	Surface totale	A	0.240	ha
	Coefficient d'apport	Ca	0.49	
	Surface active	Sa	0.117	ha
Infiltration	Permabilité	K	4.07E-06	m/s
	Surface d'infiltration	Si	465	m²
	Débit de fuite INFILTRATION	Qfi	1.893	l/s
Restitution	Débit de fuite RESTITUTION	Q	0.0	l/s/ha
	Débit de fuite appliqué	Qfr	0.0	l/s
	Débit de fuite global appliqué	Qfi+Qfr	1.893	l/s
	Durée de vidange	Tv	203.51	min
			3.39	h
			0	j

Lame d'eau à retenir : 43mm en 4h (débit de fuite sur 4h à retrancher) V (m3) = [Sa(m²) x h(mm) / 1000] - [Q(m3/h) x 4h]	23.11

Surface d'espaces végétalisés à dédier à l'infiltration (pour obtenir un décaissé de 5cm) - Variation possible de cette valeur en fonction de l'aménagement du secteur

Rappel des hypothèses

- Pluie de 10 ans
- Lame d'eau à retenir: 43mm en 4h
- Infiltration impossible si temps de vidange à un temps de vidange > 4 j (96h)
- Utilisation de la contrainte 2L/s/ha (si infiltration impossible)
- Gestion des EP à ciel ouvert dans les secteurs ayant suffisamment d'espaces végétalisés
- Infiltration totale (petites pluies compris) selon le principe "zéro rejet" conforme à la doctrine DRIEAT-IDF de février 2019.

Décaissement des espaces végétalisés dédiés à l'infiltration : 5.0 cm

Méthode de calcul	Application du Memento technique de 2017 ASTEE : méthode des pluies		
PROJET :	Adresse	Commune	Bassin versant
	CITE DE LA GASTRONOMIE	RUNGIS CHEVILLY-LARUE	Centre de formation

setu
INGÉNIERIE GÉNÉRALE
société d'études de techniques urbaines

Caractéristiques des surfaces

Surfaces concernées	A = superficie totale en m²	C = Coefficient d'apport	Sa = surface d'apport en m²	Lame d'eau abattue (mm)	Volume max abattable (m3)	Volume à abattre (m3)	Volume restant gérable (m3)
Espaces verts en pleine terre	0	0.2	0	43	0	0	0
Toitures végétalisées (25cm)	693	0.4	277.2	20	13.86	6.93	6.93
Toitures végétalisées (50cm)	173.25	0.2	34.65	32	5.544	1.7325	3.8115
Surfaces imperméables	0	0.9	0	0	0	0	0
Toitures étanches	196.35	1	196.35	0	0	1.9635	-1.9635
Surfaces semi-perméables	92.4	0.6	55.44	0	0	0.924	-0.924
Total	1155	0.49	564		19.40	11.55	7.85

Excédent pour les pluies courantes de 10mm en toiture - Abattement en toiture et/ou dans les espaces végétalisés en pleine terre intérieurs

Données de calcul

	Surface totale	A	0.116	ha
	Coefficient d'apport	Ca	0.49	
	Surface active	Sa	0.056	ha
Infiltration	Permabilité	K	4.07E-06	m/s
	Surface d'infiltration	Si	223	m²
	Débit de fuite INFILTRATION	Qfi	0.908	l/s
Restitution	Débit de fuite RESTITUTION	Q	0.0	l/s/ha
	Débit de fuite appliqué	Qfr	0.0	l/s
	Débit de fuite global appliqué	Qfi+Qfr	0.908	l/s
	Durée de vidange	Tv	205.06	min
			3.42	h
			0	j

Lame d'eau à retenir : 43mm en 4h (débit de fuite sur 4h à retrancher) V (m3) = [Sa(m²) x h(mm) / 1000] - [Q(m3/h) x 4h]	11.17

Surface d'espaces végétalisés à dédier à l'infiltration (pour obtenir un décaissé de 5cm) - Variation possible de cette valeur en fonction de l'aménagement du secteur

Rappel des hypothèses

- Pluie de 10 ans
- Lame d'eau à retenir: 43mm en 4h
- Infiltration impossible si temps de vidange à un temps de vidange > 4 j (96h)
- Utilisation de la contrainte 2L/s/ha (si infiltration impossible)
- Gestion des EP à ciel ouvert dans les secteurs ayant suffisamment d'espaces végétalisés
- Infiltration totale (petites pluies compris) selon le principe "zéro rejet" conforme à la doctrine DRIEAT-IDF de février 2019.

Décaissement des espaces végétalisés dédiés à l'infiltration : 5.0 cm

Méthode de calcul	Application du Memento technique de 2017 ASTEE : méthode des pluies		
	Adresse	Commune	Bassin versant
PROJET :	CITE DE LA GASTRONOMIE	RUNGIS CHEVILLY-LARUE	Hotels

setu
INGÉNIERIE GÉNÉRALE
société d'études de techniques urbaines

Caractéristiques des surfaces

Surfaces concernées	A = superficie totale en m²	C = Coefficient d'apport	Sa = surface d'apport en m²	Lame d'eau abattue (mm)	Volume max abattable (m3)	Volume à abattre (m3)	Volume restant gérable (m3)
Espaces verts en pleine terre	0	0.2	0	43	0	0	0
Toitures végétalisées (25cm)	567	0.4	226.8	20	11.34	5.67	5.67
Toitures végétalisées (50cm)	175	0.2	35	32	5.6	1.75	3.85
Surfaces imperméables	0	0.9	0	0	0	0	0
Toitures étanches	464	1	464	0	0	4.64	-4.64
Surfaces semi-perméables	400	0.6	240	0	0	4	-4
Total	1606	0.60	966		16.94	16.06	0.88

Déficit pour les pluies courantes de 10mm en toiture - Abattement dans des massifs drainants sous les espaces minéralisés à proximité

Données de calcul

	Surface totale	A	0.161	ha
	Coefficient d'apport	Ca	0.60	
	Surface active	Sa	0.097	ha
Infiltration	Permabilité	K	4.07E-06	m/s
	Surface d'infiltration	Si	382	m²
	Débit de fuite INFILTRATION	Qfi	1.555	l/s
Restitution	Débit de fuite RESTITUTION	Q	0.0	l/s/ha
	Débit de fuite appliqué	Qfr	0.0	l/s
	Débit de fuite global appliqué	Qfi+Qfr	1.555	l/s
	Durée de vidange	Tv	205.19	min
			3.42	h
			0	j

Lame d'eau à retenir : 43mm en 4h (débit de fuite sur 4h à retrancher) V (m3) = [Sa(m²) x h(mm) / 1000] - [Q(m3/h) x 4h]	19.14

Surface d'espaces végétalisés à dédier à l'infiltration (pour obtenir un décaissé de 5cm) - Variation possible de cette valeur en fonction de l'aménagement du secteur

Rappel des hypothèses

- Pluie de 10 ans
- Lame d'eau à retenir: 43mm en 4h
- Infiltration impossible si temps de vidange à un temps de vidange > 4 j (96h)
- Utilisation de la contrainte 2L/s/ha (si infiltration impossible)
- Gestion des EP à ciel ouvert dans les secteurs ayant suffisamment d'espaces végétalisés
- Infiltration totale (petites pluies compris) selon le principe "zéro rejet" conforme à la doctrine DRIEAT-IDF de février 2019.

Décaissement des espaces végétalisés dédiés à l'infiltration : 5.0 cm

Méthode de calcul	Application du Memento technique de 2017 ASTEE : méthode des pluies		
	Adresse	Commune	Bassin versant
PROJET :	CITE DE LA GASTRONOMIE	RUNGIS CHEVILLY-LARUE	Ecole / Formation

setu
INGÉNIERIE GÉNÉRALE
société d'études de techniques urbaines

Caractéristiques des surfaces

Surfaces concernées	A = superficie totale en m²	C = Coefficient d'apport	Sa = surface d'apport en m²	Lame d'eau abattue (mm)	Volume max abattable (m3)	Volume à abattre (m3)	Volume restant gérable (m3)
Espaces verts en pleine terre	0	0.2	0	43	0	0	0
Toitures végétalisées (25cm)	724.8	0.4	289.92	20	14.496	7.248	7.248
Toitures végétalisées (50cm)	181.2	0.2	36.24	32	5.7984	1.812	3.9864
Surfaces imperméables	0	0.9	0	0	0	0	0
Toitures étanches	205.36	1	205.36	0	0	2.0536	-2.0536
Surfaces semi-perméables	96.64	0.6	57.984	0	0	0.9664	-0.9664
Total	1208	0.49	590		20.29	12.08	8.21

Excédent pour les pluies courantes de 10mm en toiture - Abattement en toiture et/ou dans les espaces végétalisés en pleine terre intérieurs

Données de calcul

	Surface totale	A	0.121	ha
	Coefficient d'apport	Ca	0.49	
	Surface active	Sa	0.059	ha
Infiltration	Permabilité	K	4.07E-06	m/s
	Surface d'infiltration	Si	233	m²
	Débit de fuite INFILTRATION	Qfi	0.948	l/s
Restitution	Débit de fuite RESTITUTION	Q	0.0	l/s/ha
	Débit de fuite appliqué	Qfr	0.0	l/s
	Débit de fuite global appliqué	Qfi+Qfr	0.948	l/s
Durée de vidange		Tv	205.51	min
			3.43	h
			0	j

Lame d'eau à retenir : 43mm en 4h (débit de fuite sur 4h à retrancher) V (m3) = [Sa(m²) x h(mm) / 1000] - [Q(m3/h) x 4h]	11.69

Surface d'espaces végétalisés à dédier à l'infiltration (pour obtenir un décaissé de 5cm) - Variation possible de cette valeur en fonction de l'aménagement du secteur

Rappel des hypothèses

- Pluie de 10 ans
- Lame d'eau à retenir: 43mm en 4h
- Infiltration impossible si temps de vidange à un temps de vidange > 4 j (96h)
- Utilisation de la contrainte 2L/s/ha (si infiltration impossible)
- Gestion des EP à ciel ouvert dans les secteurs ayant suffisamment d'espaces végétalisés
- Infiltration totale (petites pluies compris) selon le principe "zéro rejet" conforme à la doctrine DRIEAT-IDF de février 2019.

Décaissement des espaces végétalisés dédiés à l'infiltration : 5.0 cm

Méthode de calcul	Application du Memento technique de 2017 ASTEE : méthode des pluies		
PROJET :	Adresse	Commune	Bassin versant
	CITE DE LA GASTRONOMIE	RUNGIS CHEVILLY-LARUE	Bureaux

setu
INGÉNIERIE GÉNÉRALE
société d'études de techniques urbaines

Caractéristiques des surfaces

Surfaces concernées	A = superficie totale en m²	C = Coefficient d'apport	Sa = surface d'apport en m²	Lame d'eau abattue (mm)	Volume max abattable (m3)	Volume à abattre (m3)	Volume restant gérable (m3)
Espaces verts en pleine terre	0	0.2	0	43	0	0	0
Toitures végétalisées (25cm)	336	0.4	134.4	20	6.72	3.36	3.36
Toitures végétalisées (50cm)	84	0.2	16.8	32	2.688	0.84	1.848
Surfaces imperméables	0	0.9	0	0	0	0	0
Toitures étanches	95.2	1	95.2	0	0	0.952	-0.952
Surfaces semi-perméables	44.8	0.6	26.88	0	0	0.448	-0.448
Total	560	0.49	273		9.41	5.60	3.81

Excédent pour les pluies courantes de 10mm en toiture - Abattement en toiture et/ou dans les espaces végétalisés en pleine terre intérieurs

Données de calcul

	Surface totale	A	0.056	ha
	Coefficient d'apport	Ca	0.49	
	Surface active	Sa	0.027	ha
Infiltration	Permabilité	K	4.07E-06	m/s
	Surface d'infiltration	Si	108	m²
	Débit de fuite INFILTRATION	Qfi	0.440	l/s
Restitution	Débit de fuite RESTITUTION	Q	0.0	l/s/ha
	Débit de fuite appliqué	Qfr	0.0	l/s
	Débit de fuite global appliqué	Qfi+Qfr	0.440	l/s
	Durée de vidange	Tv	205.56	min
			3.43	h
			0	j

Lame d'eau à retenir : 43mm en 4h (débit de fuite sur 4h à retrancher) V (m3) = [Sa(m²) x h(mm) / 1000] - [Q(m3/h) x 4h]	5.42

Surface d'espaces végétalisés à dédier à l'infiltration (pour obtenir un décaissé de 5cm) - Variation possible de cette valeur en fonction de l'aménagement du secteur

Rappel des hypothèses

- Pluie de 10 ans
- Lame d'eau à retenir: 43mm en 4h
- Infiltration impossible si temps de vidange à un temps de vidange > 4 j (96h)
- Utilisation de la contrainte 2L/s/ha (si infiltration impossible)
- Gestion des EP à ciel ouvert dans les secteurs ayant suffisamment d'espaces végétalisés
- Infiltration totale (petites pluies compris) selon le principe "zéro rejet" conforme à la doctrine DRIEAT-IDF de février 2019.

Décaissement des espaces végétalisés dédiés à l'infiltration : 5.0 cm

Méthode de calcul	Application du Memento technique de 2017 ASTEE : méthode des pluies		
	Adresse	Commune	Bassin versant
PROJET :	CITE DE LA GASTRONOMIE	RUNGIS CHEVILLY-LARUE	Halle sport Bien-Etre

setu
INGÉNIERIE GÉNÉRALE
société d'études de techniques urbaines

Caractéristiques des surfaces

Surfaces concernées	A = superficie totale en m²	C = Coefficient d'apport	Sa = surface d'apport en m²	Lame d'eau abattue (mm)	Volume max abattable (m3)	Volume à abattre (m3)	Volume restant gérable (m3)
Espaces verts en pleine terre	0	0.2	0	43	0	0	0
Toitures végétalisées (25cm)	0	0.4	0	20	0	0	0
Toitures végétalisées (50cm)	0	0.2	0	32	0	0	0
Surfaces imperméables	0	0.9	0	0	0	0	0
Toitures étanches	1829	1	1829	0	0	18.29	-18.29
Surfaces semi-perméables	0	0.6	0	0	0	0	0
Total	1829	1.00	1829		0.00	18.29	-18.29

Déficit pour les pluies courantes de 10mm en toiture - Abattement dans des massifs drainants sous les espaces minéralisés à proximité

Données de calcul

	Surface totale	A	0.183	ha
	Coefficient d'apport	Ca	1.00	
	Surface active	Sa	0.183	ha
Infiltration	Permabilité	K	4.07E-06	m/s
	Surface d'infiltration	Si	725	m²
	Débit de fuite INFILTRATION	Qfi	2.951	l/s
Restitution	Débit de fuite RESTITUTION	Q	0.0	l/s/ha
	Débit de fuite appliqué	Qfr	0.0	l/s
	Débit de fuite global appliqué	Qfi+Qfr	2.951	l/s
	Durée de vidange	Tv	204.22	min
			3.40	h
			0	j

Lame d'eau à retenir : 43mm en 4h (débit de fuite sur 4h à retrancher) V (m3) = [Sa(m²) x h(mm) / 1000] - [Q(m3/h) x 4h]	36.16

Surface d'espaces végétalisés à dédier à l'infiltration (pour obtenir un décaissé de 5cm) - Variation possible de cette valeur en fonction de l'aménagement du secteur

Rappel des hypothèses

- Pluie de 10 ans
- Lame d'eau à retenir: 43mm en 4h
- Infiltration impossible si temps de vidange à un temps de vidange > 4 j (96h)
- Utilisation de la contrainte 2L/s/ha (si infiltration impossible)
- Gestion des EP à ciel ouvert dans les secteurs ayant suffisamment d'espaces végétalisés
- Infiltration totale (petites pluies compris) selon le principe "zéro rejet" conforme à la doctrine DRIEAT-IDF de février 2019.

Décaissement des espaces végétalisés dédiés à l'infiltration : 5.0 cm

1.8.3.2 Eaux potables / eaux usées

L'alimentation en eau potable du projet sera assurée par le réseau public existant et respectera l'ensemble des normes sanitaires et réglementaires en vigueur, garantissant une qualité d'eau conforme aux exigences de santé publique. De même, la collecte et l'évacuation des eaux usées seront raccordées au réseau d'assainissement communal, selon les prescriptions techniques applicables, afin d'éviter tout risque de pollution ou de nuisance environnementale. Ainsi, les infrastructures prévues permettront de répondre pleinement aux besoins du projet tout en respectant les normes de qualité et de sécurité relatives à la gestion de l'eau.

1.8.1 GESTION DES DECHETS

La gestion des déchets sur le site de la Cité Internationale de la Gastronomie Paris-Rungis sera organisée de manière efficace et sécurisée, en intégrant les besoins spécifiques des différentes activités du site (espaces commerciaux, culturels, hôteliers et de formation). Les dispositifs prévoient la collecte sélective des déchets recyclables, organiques et résiduels, ainsi que le stockage temporaire en conformité avec les normes d'hygiène et de sécurité. Le projet respectera strictement les prescriptions réglementaires, notamment celles définies par le PLUi, le syndicat de gestion des déchets et la législation applicable aux installations recevant du public. Cette organisation vise à favoriser le tri et la valorisation des déchets, tout en minimisant l'impact environnemental et en garantissant la sécurité et l'accessibilité pour les usagers et le personnel chargé de la collecte.

1.8.2 DEFENSE INCENDIE

Le projet de la Cité Internationale de la Gastronomie Paris-Rungis intègre les exigences de sécurité incendie applicables aux établissements recevant du public. L'aménagement des bâtiments et des espaces extérieurs prévoit une organisation des voies d'accès et des circulations adaptée, permettant aux services de secours d'intervenir rapidement et efficacement. Les accès pompiers et les dessertes techniques sont conçus pour faciliter la manœuvre des véhicules et garantir la sécurité des usagers et du personnel. Ces dispositions respectent les prescriptions réglementaires en vigueur et contribuent à assurer une protection optimale face aux risques incendie.

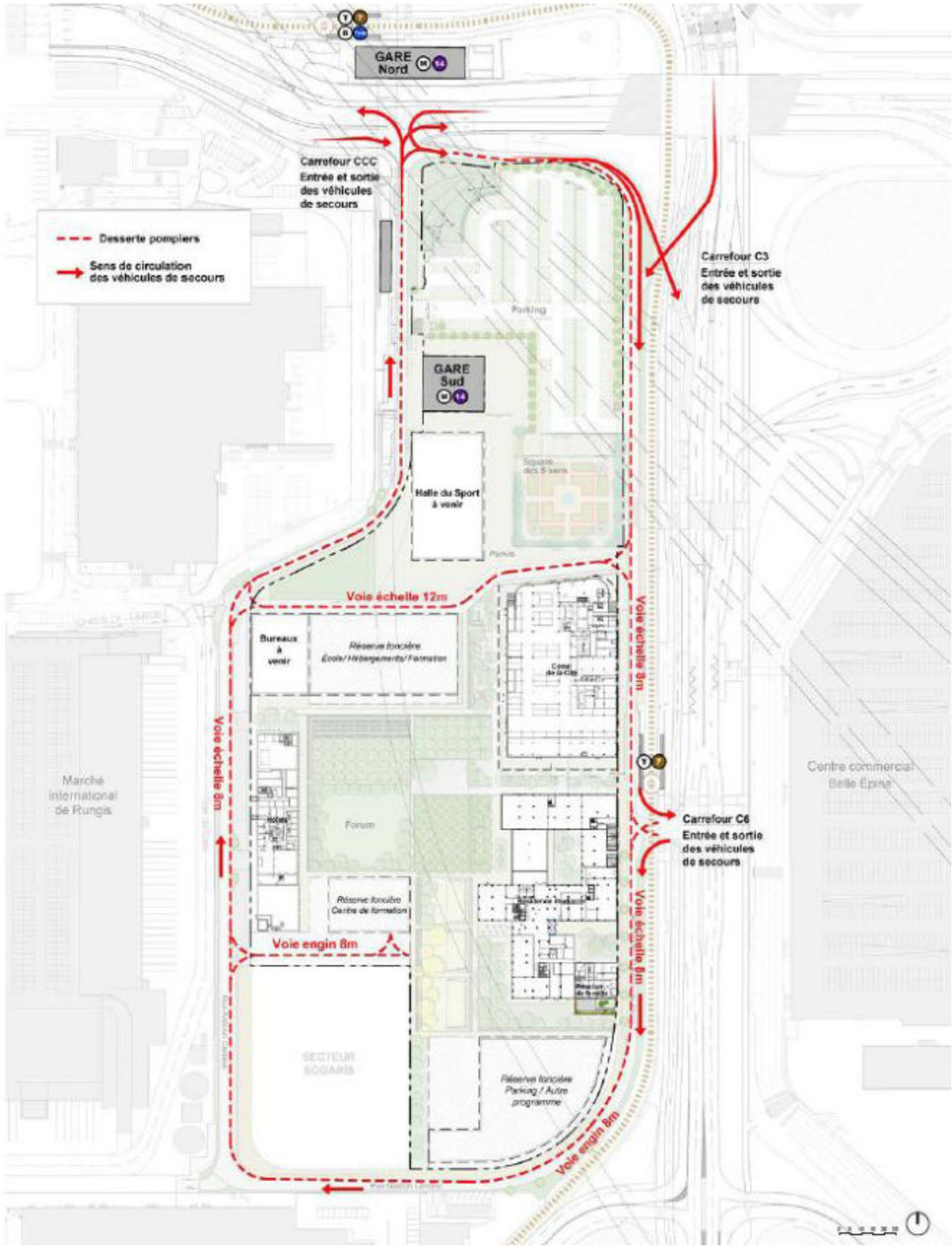


Figure 224 : Sécurité incendie

1.8.3 SECURITE, SURVEILLANCE ET GESTION DU SITE

La sécurité des usagers et du personnel a été intégrée dès la conception du projet de la Cité Internationale de la Gastronomie Paris-Rungis. À cet effet, un prestataire spécialisé a été retenu pour réaliser une étude SSP (Sécurité et Sûreté des Personnes), afin de vérifier la conformité aux réglementations applicables et de proposer les mesures nécessaires en matière de défense incendie, voies d'accès pour les secours et protection des occupants. Cette démarche garantit que le projet intègre l'ensemble des dispositions requises pour assurer un niveau de sécurité optimal.

Le projet prévoit également la fermeture nocturne de l'espace Forum, classé comme espace privé ouvert. Cette fermeture implique la création de clôtures et de portails positionnés stratégiquement afin de restreindre l'accès en dehors des horaires d'activité, tout en préservant la qualité des cheminements et la continuité paysagère. L'ensemble sera complété par un dispositif de vidéosurveillance, relié directement au PC Sécurité du MIN de Rungis, assurant une supervision continue et renforcée du site.

La SEMMARIS assurera l'entretien et la maintenance des espaces concernés, garantissant un suivi opérationnel pérenne. Par ailleurs, la quote-part liée aux espaces publics ouverts sera refacturée à la ville de Rungis, conformément au schéma de gestion prévu.

Ainsi, les clôtures, portails et points d'accès contrôlés seront intégrés de manière harmonieuse dans l'aménagement, tout en assurant la sécurité, la surveillance et la gestion efficace du site.

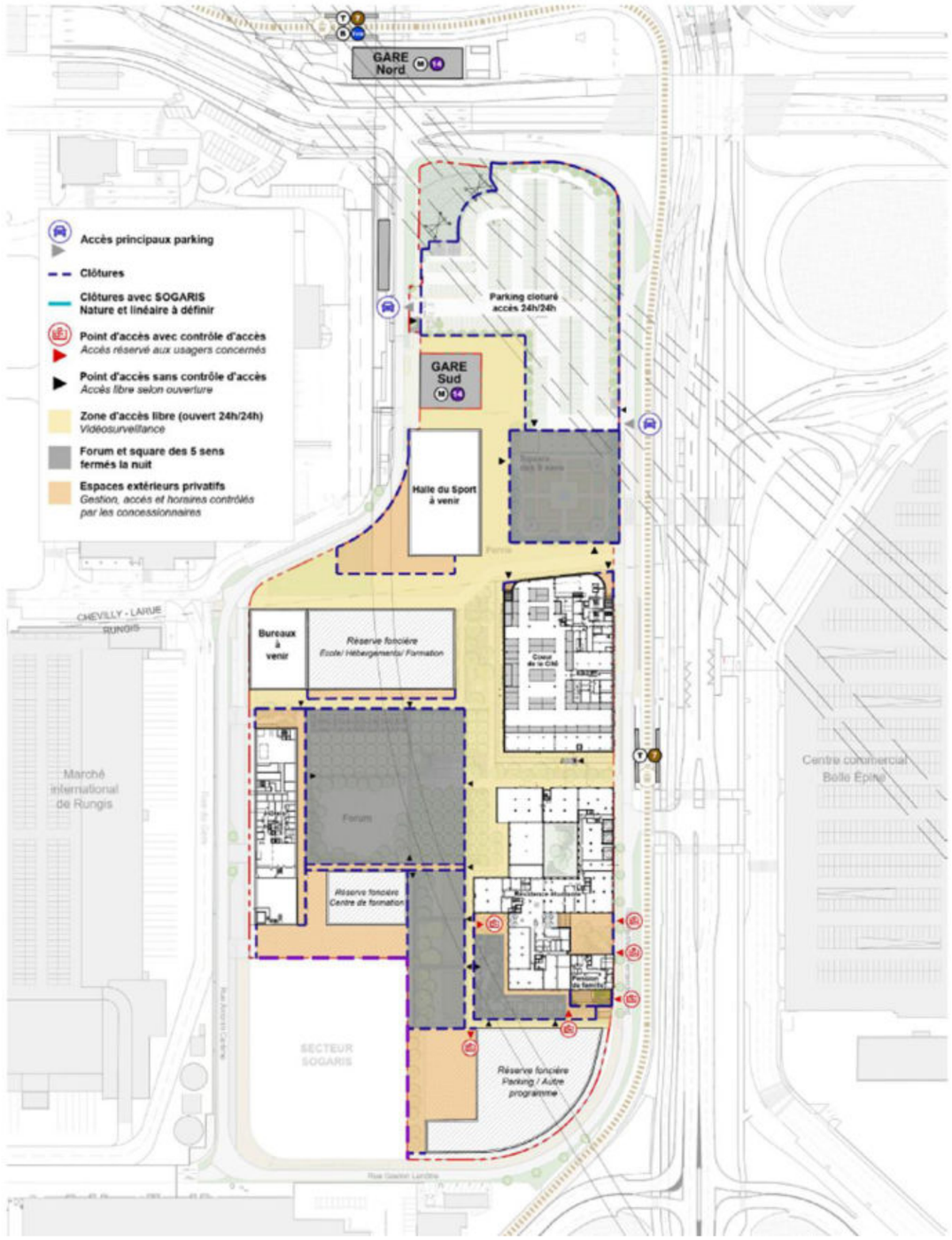


Figure 225 : Implantation des clôtures

1.9 ESTIMATION FINANCIERE ET CALENDRIER PREVISIONNEL DU PROJET

1.9.1 ESTIMATION FINANCIERE

Le coût global de l'opération est évalué à **258 M€ HT**. Cette enveloppe intègre l'ensemble des composantes du projet, avec une répartition estimative par grands postes indiquée dans le tableau ci-après :

Tableau 35 : Coûts estimés du projet

Programme	En K€ HT
CIG yc forum	58 600
RE/PF	72 300
Hotels	31 200
Bureaux Semmaris	15 000
autre (formation, bureaux)	30 000
parking Nord	2 500
square des cinq sens	1 500
halle sport bien être	3 600
programme mixte	18000
Sogaris	25 000
TOTAL	**257 700**

1.9.2 CALENDRIER PREVISIONNEL

Le projet sera mis en œuvre de manière progressive, selon un calendrier prévisionnel établi afin de coordonner les différentes étapes administratives, techniques et opérationnelles. Ce phasage estimatif permet de planifier les principales échéances du chantier et de garantir la cohérence globale du projet :

- Dépôt des autorisations administratives : 2e trimestre 2026
- Obtention des autorisations administratives définitives : 3e-4e trimestre 2026
- Concernant le démarrage et la livraison des travaux :
  - <u>Zone Nord (Chevilly-Larue) :</u>
    - Parking : démarrage des travaux : 3e trimestre 2026 – Livraison : 1e trimestre 2027
    - Square des Cinq sens : démarrage des travaux : 3e trimestre 2026 – Livraison : 1e trimestre 2027
    - Halle des sports démarrage des travaux : 4e trimestre 2026 – Livraison : 4e trimestre 2027
  - <u>Zone Sud (Rungis) :</u>
    - Cité de la gastronomie : démarrage des travaux : début 2027 – Livraison : mi 2029
    - Résidence étudiante : démarrage des travaux : début 2027 – Livraison : septembre 2029
    - Pension de famille : démarrage des travaux : début 2027 – Livraison : mi 2029
    - Autres programmes (sous réserve de la validation de la programmation) : démarrage des travaux : 2e trimestre 2027 – Livraison : 4e trimestre 2029/1er trimestre 2030
  - <u>SOGARIS</u>
    - Démarrage des travaux : 2e trimestre 2027 – Livraison : 3e trimestre 2029

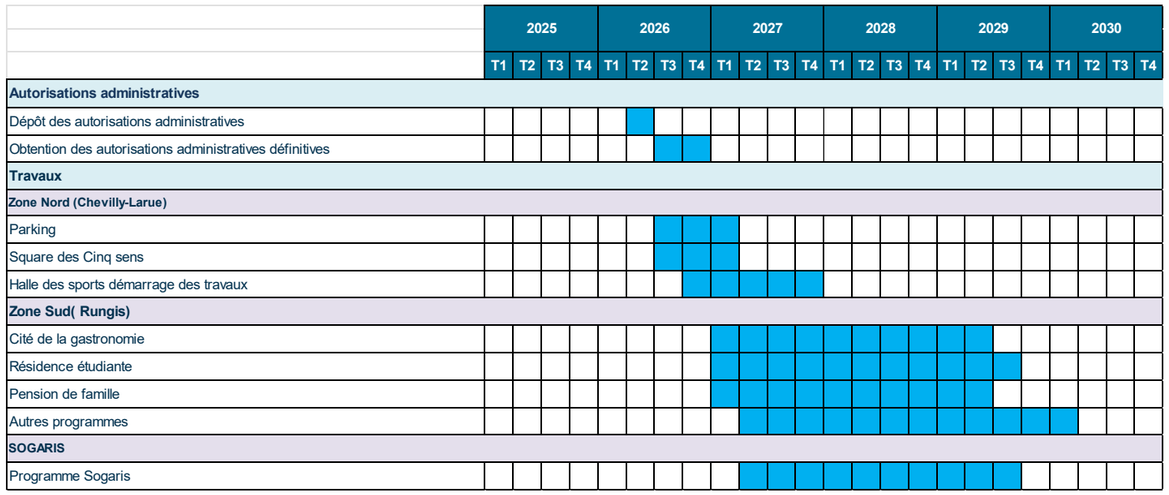


Figure 226 : Calendrier prévisionnel des travaux

1.10 ORGANISATION DES TRAVAUX

Les travaux suivants sont envisagés par ordre chronologique :

- Préparation Chantier :
  - Travaux Préparatoires,
  - Clôture de chantier,
  - Base vie.

- VRD :
  - Accès chantier,
  - Terrassements généraux,
  - Réseaux chantier,
  - Assainissement,
  - Tranchées + Fourreaux Bâtiment,
  - Cheminement,
- Génie civil et Gros-Œuvre Bâtiments,
- Second œuvre.

Le chantier de construction sera clos, rendant ainsi impossible toute intrusion. Tous les cheminements de sécurité seront clairement identifiés et protégés. Une attention particulière sera portée :

- Aux co-activités potentielles ;
- Au bon aspect du barriérage ;
- A la continuité de la barrière, son alignement et sa stabilité en toutes circonstances ;
- A l'aménagement des accès en conséquence ;
- A la sécurité des éventuels éléments mobiles ;
- A la mise en place de la signalisation et de l'information réglementaire.

Des dispositions seront prises par la maîtrise d'ouvrage pour limiter les nuisances de chantier, pour préserver l'environnement et les riverains notamment par la maîtrise du bruit, de la pollution de l'eau et des sols, des poussières, des déchets et des dégradations grâce à une charte de chantier propre.

Une base vie et une zone de chantier seront mis en place.

Cette base vie comportera à minima une aire de stockage des bennes à déchets de chantier, qui sera laissée propre et sans stockage autorisé en dehors des barrières. Les bennes seront identifiées à l'aide de pictogrammes facilement repérables et identifiables par tous. Les bennes seront mises en place en fonction des besoins et de l'avancement du chantier, et ce dès la fin de la phase de terrassement.

Afin d'éviter toutes salissure des voiries, des aires de décrottage seront installées sur le chantier. Pour limiter les poussières, des campagnes de nettoyage seront organisées régulièrement par chaque entreprise et des revues propreté chantier seront effectuées chaque semaine.

2 ETUDE D'OPTIMISATION DE LA DENSITE DES CONSTRUCTIONS

L'optimisation de la densité des constructions est un enjeu essentiel dans la conception des villes. L'objectif de cette étude est d'analyser en quoi la densité envisagée dans le projet contribue à atteindre les objectifs de réduction de la consommation des sols, afin de trouver le meilleur compromis entre la densité de constructions et la préservation des espaces naturels.

Dans ce contexte, l'étude d'optimisation de la densité vise à maximiser l'utilisation de l'espace disponible pour les constructions et les activités économiques, tout en réduisant l'impact sur l'environnement naturel. Elle cherche à répondre aux objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en trouvant le juste équilibre entre la densité des constructions et la préservation des espaces naturels. Cela implique une analyse minutieuse des besoins en construction et en espaces de stationnement, ainsi que la reconquête de la biodiversité.

2.1.1 ACTION 1 – REAFFECTER ET DENSIFIER LES TERRES

Avant leur démolition en prévision du projet du quartier de la Gastronomie Paris-Rungis, le terrain d'assiette du projet était occupé à 100% par des entrepôts abritant des entreprises du secteur automobile (concessionnaires, location, maintenance), dont le modèle urbain était caractéristique des zones d'activités : bâtiments de faible hauteur et à l'architecture peu qualitative (formes répétitives, ossature métallique avec bardage en tôle ou en panneaux sandwich, etc.), monofonctionnalité, très faible densité bâtie, quantité importante de stationnement aériens et imperméables, conduisant à un foncier que l'on pourrait qualifier de sous-utilisé.

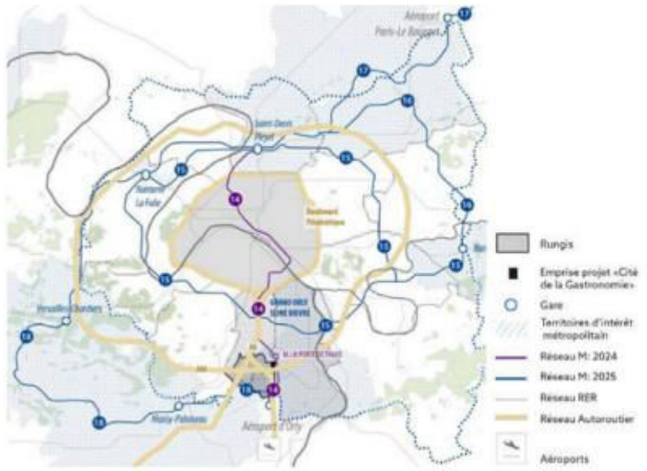
Par son programme diversifié et ambitieux, le projet de la CIG propose de réaffecter ces terres pour créer un vaste cité-quartier qui introduira de la mixité fonctionnelle et une économie dynamique et attractive, au profit d'un foncier mieux valorisé et mieux utilisé.

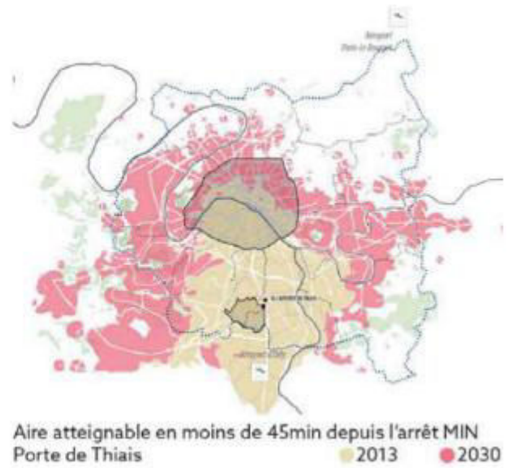
2.1.2 ACTION 2 – S'APPUYER SUR LES INFRASTRUCTURES DU GRAND PARIS

Le site destiné à accueillir la Cité de la Gastronomie Paris-Rungis est inscrit au cœur d'infrastructures au service de la Métropole du Grand Paris. Situé sur l'axe qui relie l'aéroport international d'Orly au cœur métropolitain, le site s'implante sur un corridor stratégique à l'échelle francilienne, jalonné par d'autres grandes infrastructures de transports : d'une part l'autoroute A6 et de l'autre part l'autoroute A86, souvent désignée comme le super périphérique parisien, qui permettra d'acheminer de nombreux visiteurs issus des préfectures et sous-préfectures de la petite couronne parisienne.

Par ailleurs, hier doté d'une accessibilité en transport public essentiellement « intercommunale » avec le Tvm et le Tramway, le site bénéficie désormais d'une accroche réellement métropolitaine, qui doublera le territoire accessible en 45 minutes au départ du site. En effet, l'aire d'accessibilité de la parcelle avec l'ouverture en juin 2024 de la station « Chevilly-Larue » de la ligne 14, d'abord étendue au nord vers Paris avec la mise en service des prolongements de la ligne 14 du métro, va progressivement s'élargir vers l'Est et vers l'Ouest au gré des interconnexions entre le métro 14 et les futures lignes 15, 16 et 18. D'ici l'horizon 2030, les différents réseaux de transports en commun additionnels aux infrastructures présentes, permettront de faciliter la praticabilité du site.

Ainsi, la position stratégique de la parcelle au sein de la Métropole du Grand Paris et les infrastructures qui y sont liées lui confèrent un dynamisme urbain appelé à se développer dans le temps, ainsi qu'un potentiel de développement économique, social, culturel et environnemental, qui justifie de projeter et d'implanter un équipement d'envergure tel que la Cité internationale de la Gastronomie. Destinée à réunir de tous les métiers du secteur de la gastronomie et du savoir-faire français, et pensée comme un lieu de rencontres et d'échanges pour les professionnels, mais aussi pour les habitants et les touristes en quête d'expériences partagées, la Cité de la Gastronomie a vocation à devenir une centralité majeure de la Métropole du Grand Paris.





2.1.3 ACTION 3 – OPTIMISER L'EMPRISE AU SOL

L'optimisation de la densité passe par une recherche de compacité et d'optimisation de l'emprise au sol des constructions, afin d'occuper « mieux » le foncier et ainsi préserver les espaces naturels ainsi que la perméabilité des sols. Dans le cas des terrains de la Cité internationale de la Gastronomie, artificialisés et dégradés, il s'agira de recréer des espaces naturels et perméables en profitant d'une emprise des constructions réduite.

Le projet de la Cité internationale de la Gastronomie Paris-Rungis est identifié au plan local d'urbanisme intercommunal Grand Orly Seine Bièvre sous le secteur UI pour la partie nord, située à Chevilly-Larue, tandis que la partie sud, située à Rungis, est classée dans les secteurs UMg, UM et UI. L'emprise au sol maximale des constructions sur la totalité de l'emprise foncière du projet est fixée par le PLUi à 60 % de l'unité foncière. Le projet prévoit d'occuper une emprise au sol totale de 20 787 m² (réserves foncières comprises) sur une assiette foncière de 52 061 m², soit une emprise de 40 %, bien inférieure aux 60 % autorisés.

Cette occupation modérée du sol doit être mise au regard du contexte très urbain de la parcelle, située entre le MIN de Rungis, le centre commercial Belle Épine, l'A6 et la départementale 7. Elle permet d'offrir une plus grande quantité d'espaces libres, de pleine terre et de sols perméables, prenant la forme d'un vaste espace libre d'un seul tenant, appelé le Forum, sorte de grand sol continu, végétalisé et perméable, qui constitue une respiration bienvenue dans ce contexte très urbanisé.

2.1.4 ACTION 4 - DENSIFIER LE BATI

L'occupation raisonnée du sol, au profit d'espaces libres et de pleine terre généreux, est à mettre en regard de la densité bâtie et de la surface de plancher construite.

Le PLUi impose une hauteur plafond des constructions de 30 m sur l'ensemble de l'assiette foncière du projet, à l'exception de la zone UM (résidence étudiante), où la hauteur plafond est de 31 m, et de la zone sous-indice RU10 (cœur de la cité), où elle est de 35 m.

Chacun des bâtiments projetés atteint ou se rapproche de cette hauteur plafond ce qui permet d'atteindre une densité importante à l'échelle des bâtiments, qui compense l'optimisation de l'emprise au sol des constructions.

Cette densité à l'échelle des bâtiments, en lien avec la hauteur des constructions, est répartie en périphérie du site, le long des voiries, ce qui permet une mise à distance importante des bâtiments les uns des autres dans le sens Est/Ouest. Dans le sens nord-sud, l'alternance de points hauts et de points bas, le respect des prospects imposés par le Code de l'urbanisme (L = H/2), l'étude des ombres portées et le travail sur les co-visibilités permettent d'assurer que cette forte densité bâtie n'impacte pas la qualité d'usage.

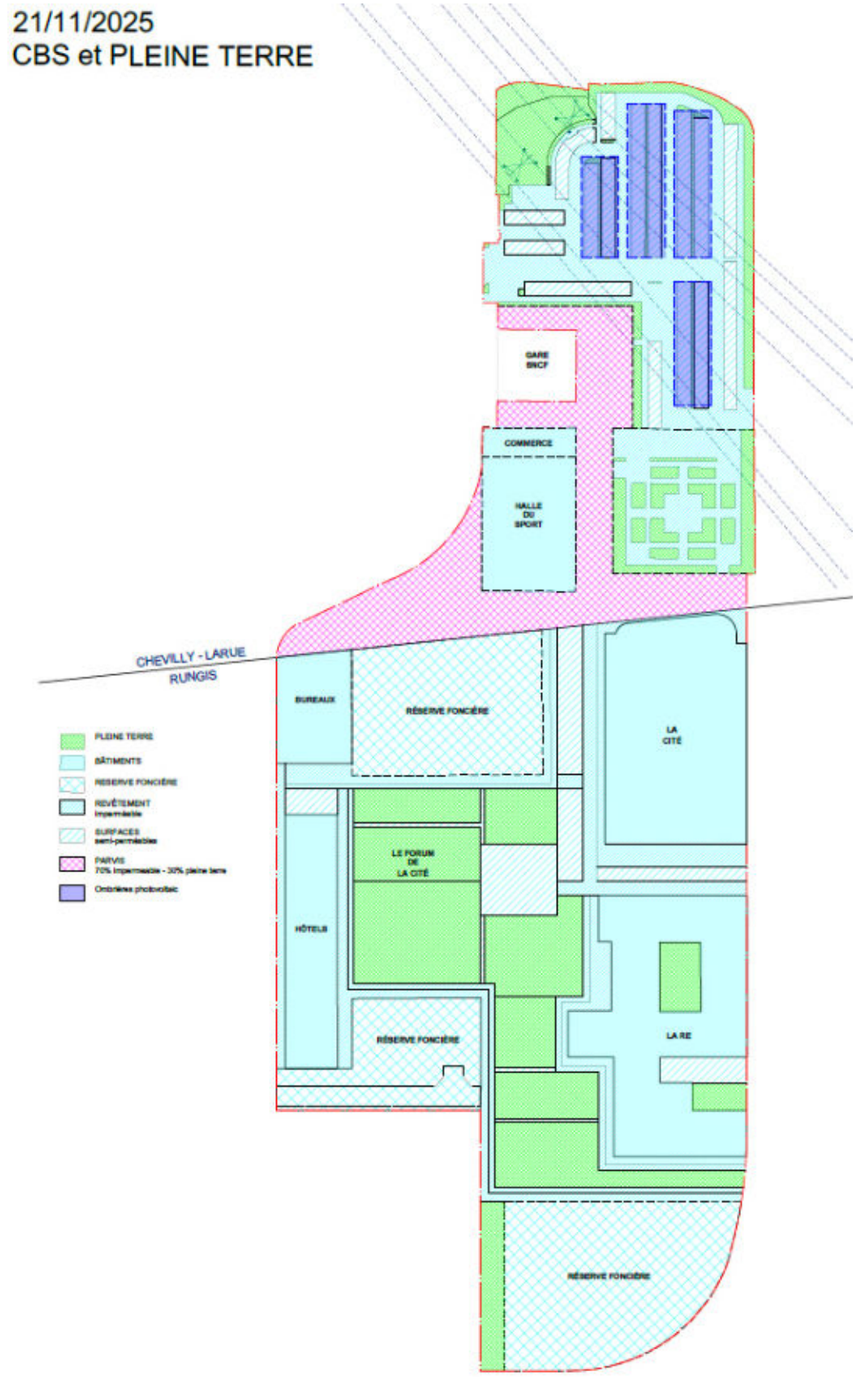


Figure 227 : Caractérisation du sol

2.1.5 ACTION 5 – CONCILIER DENSITE ET BIODIVERSITE

Le projet de la CIG conjugue une densité bâtie importante, du fait de la hauteur des constructions, avec une emprise au sol optimisée, conduisant à une occupation raisonnée du territoire permettant de proposer de vastes espaces libres. Le projet repose ainsi sur un équilibre entre des surfaces artificialisées dédiées à l'accueil des futures constructions et des espaces végétalisés, essentiels pour répondre aux enjeux de nature en ville, de lutte contre les îlots de chaleur, de gestion de l'eau et de préservation de la biodiversité.

Le projet prévoit ainsi :

- **De répondre aux exigences de préservation des sols naturels** : le PLUi impose qu'au minimum 15 % de l'unité foncière soit constituée d'espaces verts de pleine terre, et 15 % en coefficient de biotope. Aujourd'hui, sur une assiette foncière de 52 061 m², le projet prévoit de proposer 11 438 m² d'espaces en pleine terre (soit 22 % de la parcelle) et 8 671 m² de surfaces semi-perméables, soit un CBS total de 30 %, répondant ainsi largement aux exigences du PLUi.
- **De répondre aux exigences en matière de densité de plantations et de végétalisation imposées par le PLUi** : 1 arbre par tranche de 100 m² d'espaces libres et 1 arbre par tranche de 50 m² de stationnement, soit un total de 339 arbres plantés sur l'ensemble du site.
- **De gérer les eaux pluviales dans le cadre de la gestion durable de l'eau de pluie conformément au PLUi** : la gestion des eaux pluviales sera assurée selon les principes de rétention/infiltration et du « zéro rejet ». Les espaces végétalisés et la préservation de sols perméables permettront de gérer les petites pluies. Ces espaces pourront également être légèrement décaissés pour stocker temporairement et infiltrer ces eaux. Des noues à ciel ouvert permettront, quant à elles, de gérer les eaux pour une période de retour de 10 ans.
- **De respecter une palette végétale composée de diverses espèces favorables à la biodiversité et adaptées au climat.**
- **De réaliser des ouvrages et équipements propices à la faune** (clôtures adaptées, nichoirs, etc.).
- **De respecter les préconisations de l'étude « 4 saisons » : conservation et prise en compte dans le projet des espèces protégées.**
- **De participer au confort urbain** : les espaces végétalisés contribueront activement à la régulation thermique et climatique, en créant un microclimat agréable grâce à l'évapotranspiration, jouant le rôle de « climatisation naturelle ». La végétation offrira des espaces ombragés à l'abri du soleil, réduisant l'ensoleillement des surfaces minéralisées.

Par ailleurs, le projet prévoit également d'apporter une forte qualité d'usage, en réunissant au sein du Forum aussi bien des activités à ciel ouvert que différents programmes destinés au public. L'objectif est d'apporter une dimension pédagogique forte au projet de paysage, qui se veut évocateur du paysage agricole francilien (céréales, vergers, vigne, etc.) en l'inscrivant dans un prolongement de l'expérience culturelle proposée par le Cœur de la Cité (pédagogie agricole, mais aussi : « faire le train à l'assiette » etc.).

Ainsi, pour l'ensemble de ses fonctions écologiques, hydrauliques, environnementales, paysagères, pédagogiques et culturelles, le projet maximisera l'usage et valorisera les espaces libres générés pour l'optimisation de l'emprise en sol des constructions, au bénéfice de la reconquête de la qualité environnementale et de la biodiversité.

		Coefficient de biotope par surface (CBS)						CBS
		Surfaces imperméables	Surfaces semi-perméables	Surfaces semi-ouvertes	Espaces verts sur dalle 1	Espaces verts sur dalle 2	Espaces verts en pleine terre	
		0,0	0,3	0,5	0,5	0,7	1,0	
NORD								
Halle du Sport + Commerce	1829	1829						
Parking - impermeable	3749	3749						
Parking - semi-ouvertes	2953			2953				
Parking - pleine terre	957						957	
Parvis - 80% impermeable	3956,8	3957						
Parvis - 20% pleine terre	989,2						989	
Square des 5 senses - impermeable	1416	1416						
Square des 5 senses - pleine terre	1035						1035	
Talus nord	898						898	
Espaces verts sur dalle	0							
TOT PARCELLE NORD - m²	**17783**	**10951**	**0**	**2953**	**0**	**0**	3879	**5355,7**
		61,6%	0,0%	16,6%	0,0%	0,0%	21,8%	**30,1%**
CIG								
Bâtiments	6456	6456						
Reserves foncières	8519	8519						
Surfaces imperméables	4699	4699						
Surfaces semi-perméables	1716		1716					
Pleine terre	8364						8364	
Jardinières dans l'espace public	186					186		
Espaces verts sur dalle	3597		3597					
TOT PARCELLE CIG - m²	**33537**	**19674**	**5313**	**0**	**0**	**186**	8364	**10088,1**
	100,0%	58,7%	15,8%	0,0%	0,0%	0,6%	24,9%	**30,1%**

Figure 228 : Coefficient de biotope par surface (CBS) du projet

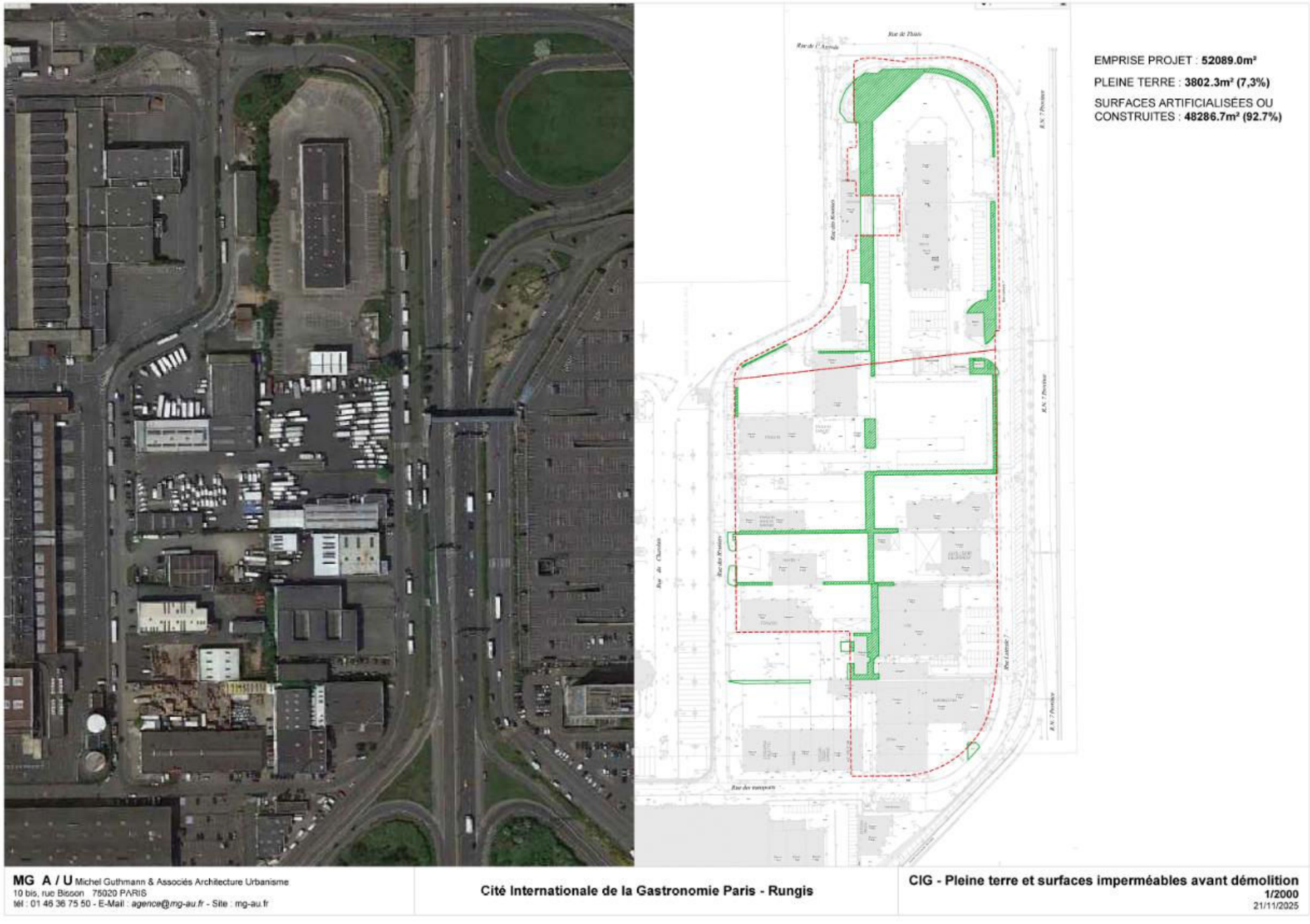


Figure 229 : Espaces pleines terres avant démolition

2.1.6 ACTION 6 – OPTIMISER LES VOIRIES

L'implantation des bâtiments n'étant pas encadrée au sein de la parcelle (implantation à l'alignement ou en retrait libre), le choix a été fait de positionner les masses bâties en périphérie de la parcelle, à l'alignement ou en faible retrait, permettant d'adresser chaque programme sur les voiries existantes et de libérer, au centre, un vaste espace public végétalisé et piétonnisé.

Ainsi, le projet ne prévoit pas la création de nouvelles voies d'accès ou de desserte. Cette rationalisation de la desserte permet de ne pas générer d'infrastructures supplémentaires et de maximiser l'utilisation des espaces libres pour de la pleine terre et de la végétalisation, en faveur de la préservation de l'environnement naturel.

2.1.7 ACTION 7 – OPTIMISER LE STATIONNEMENT

Une étude fine des besoins en stationnement a été effectuée afin d'optimiser les surfaces qui y sont dédiées. Au regard de la situation de la parcelle dans la métropole, de la présence de nombreuses infrastructures de transport, ainsi que des temporalités différentes en termes de besoins en stationnement générés par les différents programmes, les porteurs du projet de la Cité internationale de la Gastronomie (CIG) ont convenu de mutualiser le stationnement à l'échelle de l'ensemble des bâtiments du projet.

Le 17 juin 2025, le préfet a définitivement validé le plan-guide daté de mai 2025 et, par la même occasion, acté la mutualisation des parkings à l'échelle de l'ensemble du projet. Cette mutualisation a également été validée par le PRIF, et le PLUi a été modifié en ce sens spécifiquement pour le projet de la CIG :

« Dans le cas où les besoins en stationnement des véhicules automobiles sont satisfaits par la création d'un parc de stationnement commun à l'ensemble du projet de la Cité internationale de la Gastronomie Paris-Rungis, tel que figurant sur les plans de stationnement des documents graphiques, le nombre total de places à réaliser, en application des normes des articles 15-1 et 15-3, devra être justifié par les besoins de la zone de mutualisation. Le foisonnement des places, l'occupation alternée et la gestion mutualisée devront être explicités dans l'analyse des besoins, notamment pour les équipements dont le nombre de places n'est pas défini réglementairement. »

Les besoins en stationnement ont été évalués, foisonnement compris, à 269 places pour l'ensemble des programmes. Le projet prévoit la construction d'un parking de 291 places (269 véhicules légers et 22 deux-roues) à l'extrémité nord de la parcelle, sous les lignes à haute tension, c'est-à-dire sur une zone où la construction de bâtiments et la plantation d'arbres de haute tige ne sont pas autorisées.

Cette rationalisation de l'usage de la parcelle permet de maximiser les surfaces constructibles pour l'implantation des bâtiments tout en valorisant un terrain non constructible.

2.1.8 SYNTHESE

Anis, dans le cadre du projet de développement de la Cité internationale de la Gastronomie, plusieurs mesures ont été prises pour optimiser les constructions et leur impact environnemental :

1. **Réaffecter les terres :** le projet permet de réaffecter et tirer parti du foncier en proposant un programme dense, qualitatif et attractif.
2. **S'appuyer sur les infrastructures du Grand Paris :** la desserte exceptionnelle du site en transports en commun justifie la réalisation d'un grand programme d'échelle métropolitaine.
3. **Optimiser les emprises :** la compacité des constructions permet de limiter leur emprise au sol et de réduire l'imperméabilisation du sol.
4. **Densifier le bâti :** la construction en hauteur, tirant parti des plafonds fixés par le PLUi, permet d'atteindre une densité importante.
5. **Améliorer la qualité environnementale du site :** la préservation d'une part importante des sols non bâtis permet de reconquérir la qualité environnementale du sol et la biodiversité.
6. **Optimiser les voiries :** l'organisation du plan masse permet de tirer parti des voiries existantes en limitant la création de nouvelles voies imperméables, au profit d'espaces paysagers généreux.
7. **Optimiser le stationnement :** le parking aérien nord, mutualisé et réversible, regroupe l'essentiel des besoins en stationnement, ce qui permet de réduire les voiries et les constructions en sous-sol.

Figure 230 : Mesures pour l'optimisation des constructions

3 LES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION

3.1 ECHELLE COMMUNALE

Le choix d'implanter la Cité Internationale de la Gastronomie Paris-Rungis sur cette parcelle répond à une logique urbaine, fonctionnelle et environnementale à l'échelle communale et métropolitaine. Situé au croisement stratégique des communes de Rungis, Chevilly-Larue, Thiais et Orly, le site bénéficie d'une accessibilité exceptionnelle, renforcée par l'arrivée de la ligne 14 du métro et la proximité immédiate du Marché d'Intérêt National (MIN). Cette localisation permet de constituer un pôle cohérent réunissant culture, formation, hôtellerie, commerce et activités économiques, tout en s'appuyant sur les infrastructures existantes et les dynamiques urbaines du territoire. Le projet tire parti d'un foncier déjà artificialisé, composé d'anciens entrepôts et de parkings, permettant une densification raisonnée sans empiéter sur les espaces naturels ou agricoles.

L'implantation retenue participe à la requalification d'un secteur en mutation, transformant un tissu fragmenté en un véritable quartier mixte et ouvert. Elle offre aussi l'opportunité de recréer un poumon vert au sein d'un tissu urbain dense, en réintroduisant des sols perméables, une biodiversité locale et une gestion naturelle des eaux pluviales. Le choix de cette parcelle illustre donc la volonté d'un projet exemplaire conciliant redynamisation urbaine, continuités paysagères et transition écologique, tout en valorisant le patrimoine gastronomique et culturel de la commune et de la métropole.

3.2 ECHELLES PARCELLAIRE

À l'échelle parcellaire, plusieurs variantes d'aménagement ont été successivement étudiées afin d'optimiser la cohérence fonctionnelle et urbaine du projet de la Cité Internationale de la Gastronomie Paris–Rungis, tout en répondant aux demandes de l'État et aux évolutions de la gouvernance du projet.

Le projet lauréat du concours, en juin 2023, proposait une première composition d'ensemble structurée autour du Forum central et des halles, sans prise en compte du secteur nord relevant de la SEMMARIS. À ce stade, la réflexion portait principalement sur la structuration programmatique du cœur de la Cité et des espaces de formation et d'hébergement.

Dans les mois qui ont suivi, le plan masse a évolué pour tenir compte du positionnement des différents "objets" par rapport au métro, afin d'assurer une meilleure accessibilité du site et une articulation plus fluide entre les espaces publics, les bâtiments d'accueil et les transports en commun. Cette évolution intermédiaire répondait également à la demande de l'État d'augmenter la capacité d'accueil des étudiants et d'intégrer une pension de famille, confirmant la volonté de renforcer la mixité fonctionnelle et sociale du projet.

Ces ajustements ont conduit à l'élaboration d'un **plan guide validé en décembre 2023**, élargi aux terrains situés au nord sur la commune de Chevilly-Larue, dont l'aménagement est confié à la SEMMARIS. Ce plan a permis d'assurer la cohérence urbaine entre les différentes composantes du projet (cœur de la Cité, pavillons, campus, halles et espaces publics), tout en maintenant un équilibre entre densité et qualité d'usage.

L'entrée de la SEMMARIS dans le tour de table de la SAS CIG, structure porteuse du projet, a ensuite conduit à une nouvelle étape d'optimisation formalisée **par le plan guide de juin 2025**. Ce dernier a permis une rationalisation de la programmation : suppression de la halle marchande au nord pour son intégration dans la DSP, regroupement des halles marchandes et gourmandes autour du cœur de la Cité pour renforcer les synergies culturelles et commerciales, réduction du périmètre de la DSP et mutualisation du stationnement pour améliorer la fonctionnalité et l'accessibilité du site.

Le scénario finalement retenu en 2025 conserve ainsi l'esprit et les ambitions du projet lauréat, tout en en renforçant la cohérence urbaine, la densité maîtrisée et la mixité programmatique. L'évolution du plan masse illustre une démarche progressive d'optimisation à l'échelle du site, conciliant attractivité métropolitaine, sobriété foncière et qualité environnementale, sur un foncier déjà largement artificialisé.

Projet lauréat juin 2023

La Cité - juin 2023	Surfaces de plancher
Le Cœur de la Cité (Culture-Evènement-Restauration)	7000m²
Le Campus de la Cité (Formation)	6000m²
Total Cité	13 000 m²
Les Halles de la Cité	8 000m²
Le Lab de la Cité	10 500m²
Le Hub de la Cité-(200 u.)	12 000m²
Hub de la Cité résidence étudiante (400 u.)	10 000m²
Total	**53 500m²**
Forum et espaces libres	*~14 000m²*
Parking DSP 400 places	~9000m²
Parking PIA 562 places	~14050m²

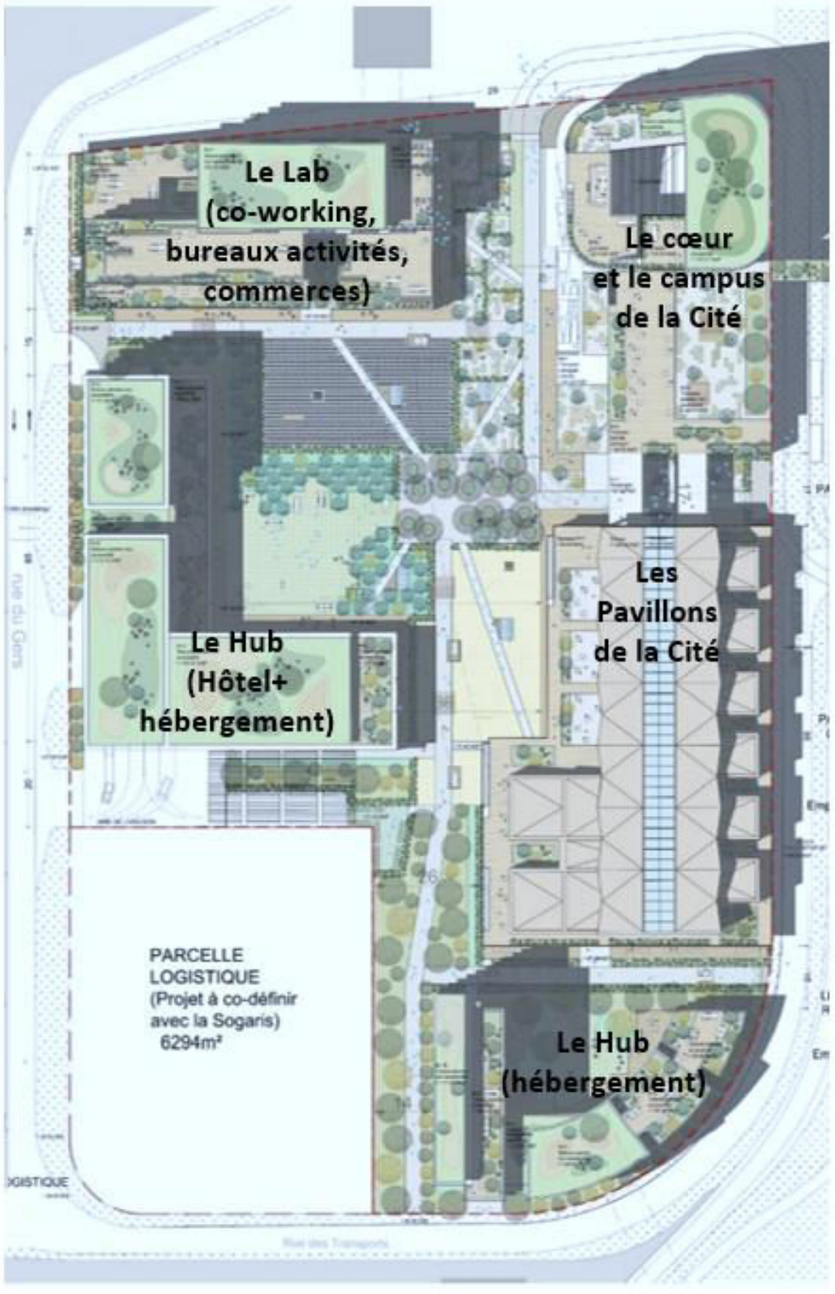


Figure 231 : Projet Lauréat Juin 2023

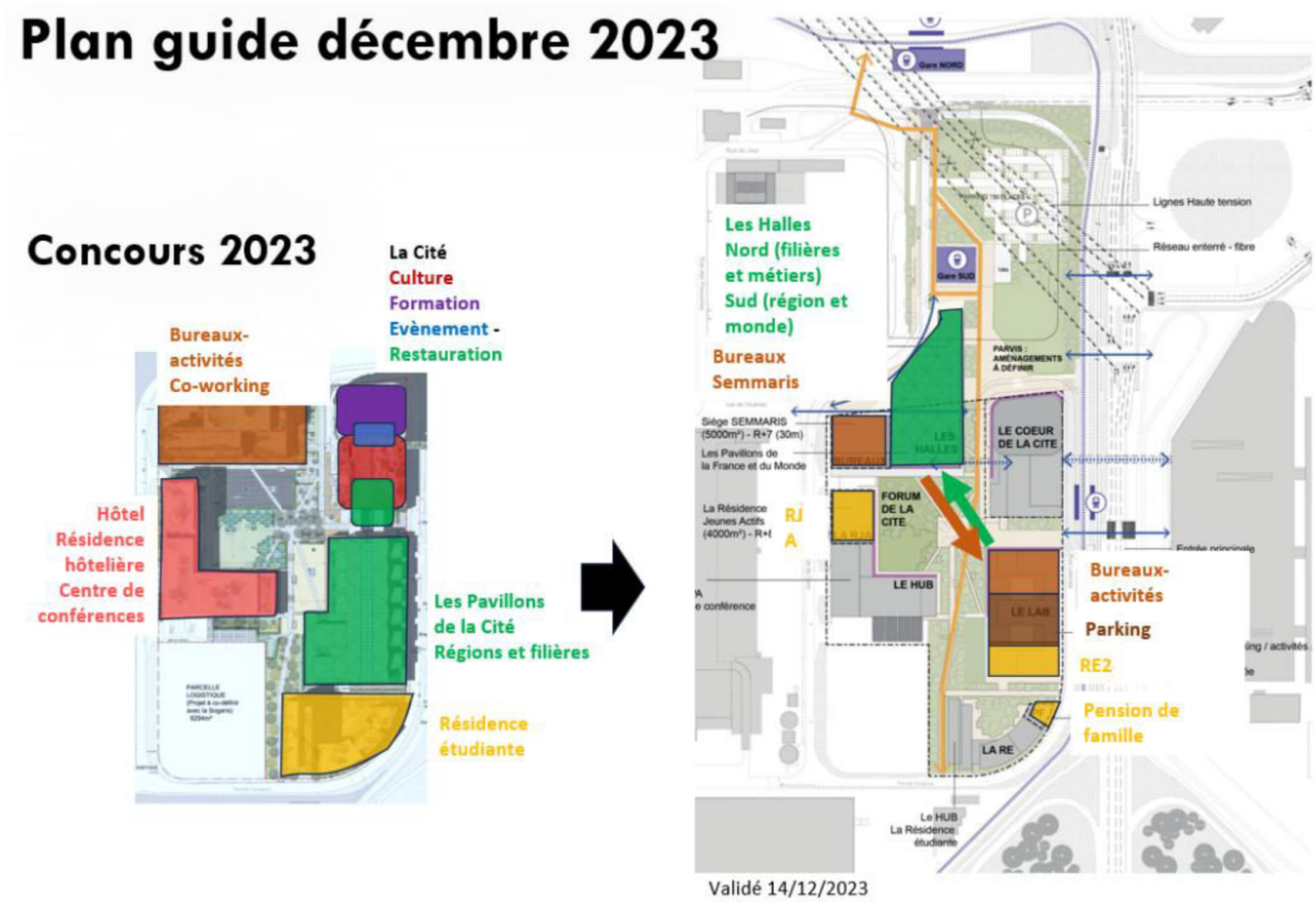
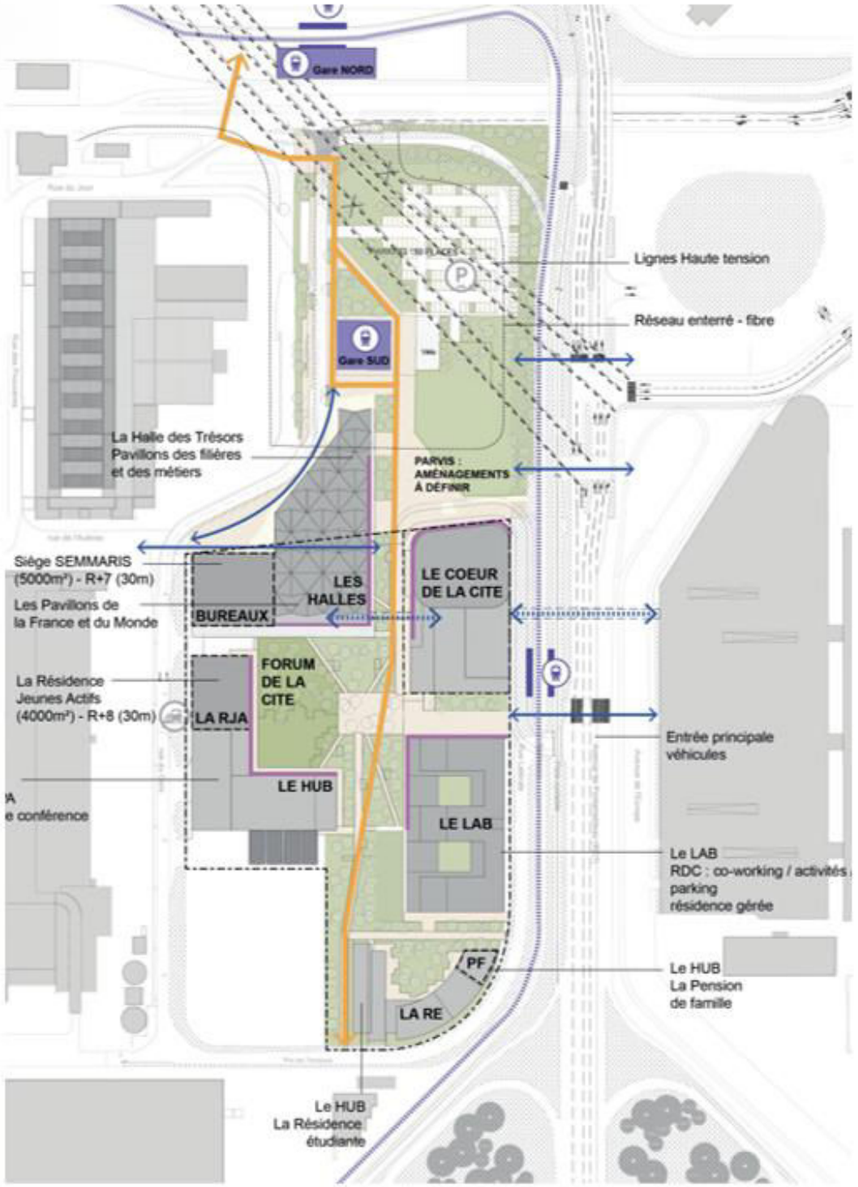


Figure 232 : Du plan Lauréat au plan guide décembre 2023

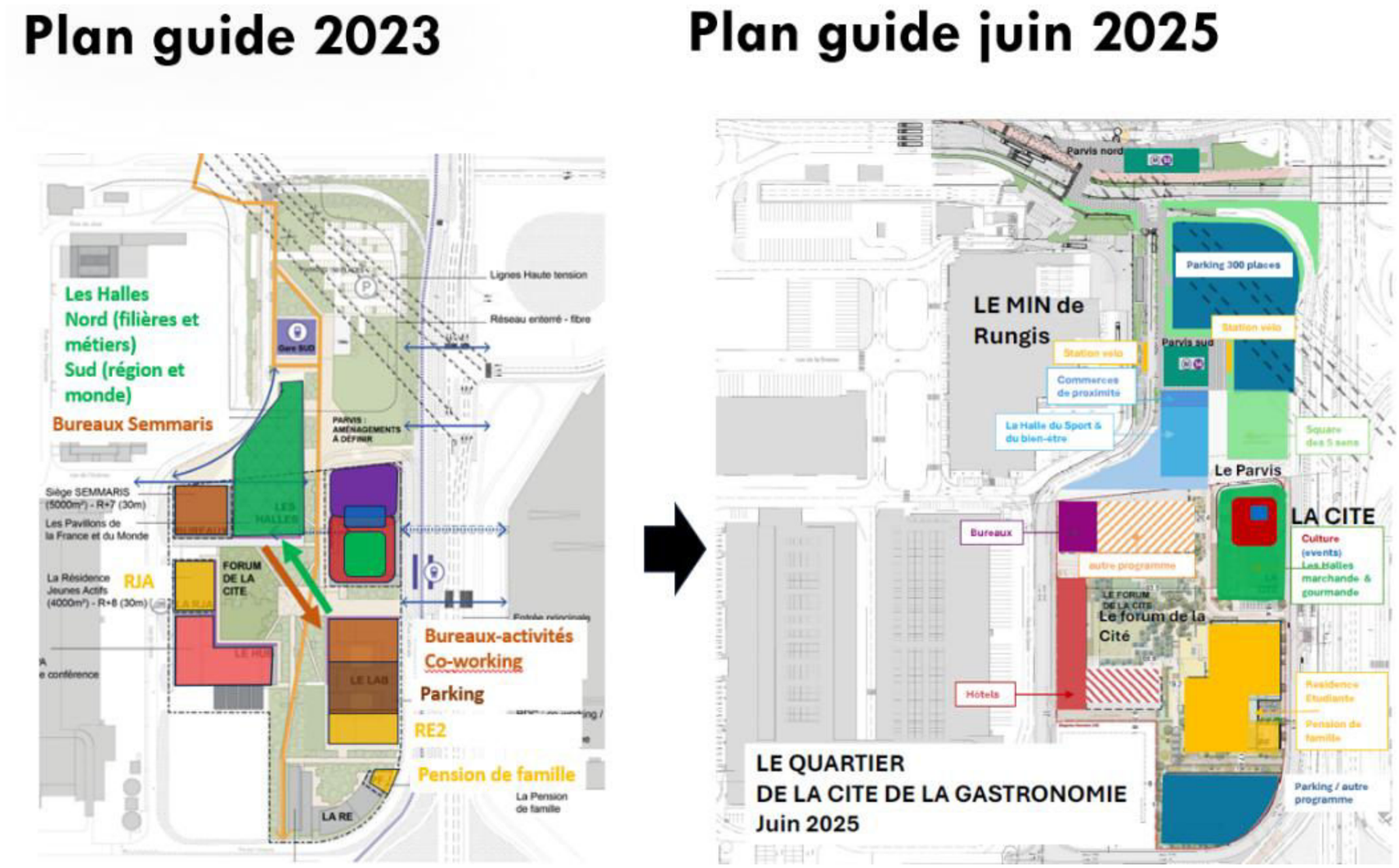
Plan guide décembre 2023 (pour mémoire)

La Cité - décembre 2023	Surfaces de plancher
Le Cœur de la Cité	7000 m²
Le Campus de la Cité	6000 m²
Les Pavillons de la Cité> Halle Sud	4 000 m²
Les Pavillons de la Cité > Halle Nord	4 000 m²
Le Lab de la Cité (bx Semmaris)	5 000 m²
Le Lab de la Cité (co-working-activité)	4 000 m²
Le Hub de la Cité-Hôtel et RJA (250 u.)	8 200 m²
Hub de la Cité résidence étudiante (700 u.)	17 000m²
Pension de famille	800 m²
Total	**56 000 m²**
Forum et espaces libres	*~14 000 m²*
Parking DSP 360 places	~9 000 m²
Parking PIA 400 places	~10 000 m²
Parking vélo	~800 places
Parking provisoire gare	150 places



Validé 14/12/2023

Figure 233 : Plan guide en décembre 2023



Plan guide 2023

Un plan masse qui a évolué pour tenir compte de l'entrée de la Semmaris dans le tour de table de la SAS CIG (porteur de la Cité en DSP) et pour assurer une meilleure cohérence des éléments de programme: suppression de la halle marchande au nord pour l'intégrer au programme de la DSP, réduction de la DSP , intégration des halles marchande et gourmande à la DSP pour un « objet » plus rationnel (lien culture/halles)

Réponse en lien avec l'entrée de la Semmaris dans la SAS CIG et avec l'aval de l'Etat, rationalisation du stationnement pour une meilleure accessibilité et fonctionnalité.

Figure 234 : Du plan guide 2023 au plan guide juin 2025

Plan guide II juin 2025

Le terrain Nord- juin 2025	
La halle sport Bien-être Semmaris	1 200 m²
Le parking	Env 300 places
Le square des cinq sens	1 500 m²
La Cité – juin 2025	**Surfaces de plancher**
Le Cœur de la Cité (Culture)	4 500 m²
Les Halles marchande et gourmande de la Cité	3 500 m²
bureaux -Semmaris et école à confirmer	15 000 m²
Deux Hôtels (maxi 300 u.) et Réserve ~4000m²	~12 000 m²
Hub de la Cité résidence étudiante (730 u.)	20 000 m²
Commerces (en pied de RE) 1 000 m²	1 000 m²
Pension de famille (30 u.)	1 000 m²
Total	**57 000 m²**
Forum et espaces libres	*~14 000 m²*
Programme mixte (réserve foncière Semmaris)	~ 6 000 m²
Parking vélo (sur l'emprise totale)	~800 places



Figure 235 : Plan guide juin 2025

4 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION APPLICABLES

4.1 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SDAGE SEINE-NORMANDIE

Orientation fondamentale 1 - Pour un territoire vivant et résilient : des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée	
Orientation 1.2 - Préserver le lit majeur des rivières et les milieux associés nécessaire au bon fonctionnement hydromorphologique et à l'atteinte du bon état	
Disposition 1.2.6 - Éviter l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes ou susceptibles d'engendrer des déséquilibres écologiques	Des espèces exotiques envahissantes ont été relevées sur le site du projet. Les mesures adéquates seront prises en phase chantier afin de limiter la dispersion de ces espèces.
Orientation 1.3 - Éviter avant de réduire, puis de compenser (séquence ERC) l'atteinte aux zones humides et aux milieux aquatiques afin de stopper leur disparition et leur dégradation	
Disposition 1.3.1 - Mettre en œuvre la séquence ERC en vue de préserver la biodiversité liée aux milieux humides (continentaux et littoraux) des altérations dans les projets d'aménagement. En cas d'effets résiduels du projet, les zones humides doivent être compensées à hauteur de 150% de la surface impactée au minimum ou à hauteur de 200% de la surface affectée au minimum si la compensation s'effectue en dehors de l'unité hydrographique impactée.	Aucune zone humide n'a été identifiée sur le site.
Orientation fondamentale 2 - Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aides d'alimentation de captages d'eau potable	
Orientation 2.1 – Préserver la qualité de l'eau des captages d'eau potable et restaurer celle des plus dégradés	Le projet n'est pas localisé au sein d'une AAC ou d'un périmètre de protection. De fait, le projet n'ira pas à l'encontre de ces orientations.
2.3 Adopter une politique ambitieuse de réduction des pollutions diffuses sur l'ensemble du territoire du bassin	
Disposition 2.3.4 – Généraliser et pérenniser la suppression du recours aux produits phytosanitaires et biocides dans les jardins, espaces verts et infrastructures	L'entretien de la végétation sur le projet sera réalisé sans recours aux produits phytosanitaires et en privilégiant des techniques alternatives.
Orientation fondamentale 3 – Pour un territoire sain : réduire les pressions ponctuelles	
Orientation 3.2 - Améliorer la collecte des eaux usées et la gestion du temps de pluie pour supprimer les rejets d'eaux usées non traitées dans le milieu	
Disposition 3.2.2 - Limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser la gestion à la source des eaux de pluie dans les documents d'urbanisme Disposition 3.2.3 - Améliorer la gestion des eaux pluviales des territoires urbanisés Disposition 3.2.4 - Édicter les principes d'une gestion à la source des eaux pluviales [Disposition SDAGE – PGRI] Disposition 3.2.5 - Définir une stratégie d'aménagement du territoire qui prenne en compte tous les types d'événements pluvieux Disposition 3.2.6 – Viser la gestion des eaux pluviales à la source dans les aménagements ou les travaux d'entretien du bâti	L'ensemble des mesures prises en matière de gestion des sols et des eaux pluviales est favorable à la préservation de l'environnement naturel et à la qualité du milieu récepteur. Le projet prévoit de conserver une part significative de surfaces non imperméabilisées, avec des espaces de pleine terre et semi-perméables représentant environ 30 % à 40 % de l'assiette foncière. L'aménagement favorise l'infiltration naturelle des eaux pluviales dans les sols et intègre des dispositifs de gestion à la parcelle, notamment des noues à ciel ouvert, permettant de ralentir et de retenir temporairement les écoulements. Dans ces conditions, le projet ne générera pas de ruissellements supplémentaires significatifs, tout en contribuant à la reconquête de la qualité environnementale et à la biodiversité sur le site.
	Le projet prévoit une séparation entre eaux usées domestiques et eaux pluviales, permettant un acheminement sécurisé vers les réseaux de traitement existants sans risque de rejets non traités dans le milieu.
Orientation fondamentale 4 – Pour un territoire préparé : assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face aux enjeux du changement climatique	
Orientation 4.1 – Limiter les effets de l'urbanisation sur la ressource en eau et les milieux aquatiques	Le projet n'est pas situé au sein d'une zone inondable. De plus, il n'est pas de nature à aggraver le risque d'inondation du secteur, étant donné la mise en œuvre de mesures de gestion des eaux pluviales (dispositifs de rétention suffisamment dimensionnés). Le projet prévoit de laisser une part importante aux surfaces végétalisées en pleine terre et désimperméabilise une partie du quartier. Le projet vise à favoriser l'infiltration des eaux pluviales dans les sols. Grâce à l'intégration de zones perméables et de systèmes de rétention, le projet réduit le ruissellement et préserve la résilience du site face aux événements climatiques extrêmes, minimisant ainsi l'impact sur les réseaux d'assainissement et les risques d'inondation.
Orientation 4.2 - Limiter le ruissellement pour favoriser des territoires résilients	

Au vu des éléments précédents, le projet est donc compatible avec le SDAGE Seine-Normandie 2022-2027.

4.2 ARTICULATION DU PROJET AVEC LE SAGE DU BIEVRE

Article 4 : Encadrer la gestion à la source des eaux pluviales des nouveaux projets d'aménagement ou de rénovation urbaine dont le terrain d'assiette est supérieur à 1000 m² et maitriser les rejets d'eau pluviale dirigés vers les eaux douces superficielles ou le réseau d'assainissement
Le projet prévoit une gestion des eaux pluviales à la parcelle.
Article 2 : Encadrer et limiter l'atteinte portée aux zones humides
PAGD : Orientation M.4 – Disposition 19 Aucune zone humide n'a été identifiée au droit de la zone de projet

Le projet est donc compatible avec le SAGE du Bièvre.

4.3 ARTICULATION DU PROJET AVEC LE SDRIF ÎLE-DE-FRANCE

Le projet de la Cité de la Gastronomie Paris-Rungis est cité sur la carte du SDRIF-E, dans le cadre de l'orientation 26 "Créer un espace vert et un espace de loisirs d'intérêt régional". Bien que le projet ne soit pas mentionné spécifiquement dans le texte de cette orientation, il s'inscrit pleinement dans les objectifs définis par l'orientation 26, qui prévoit la création d'espaces verts et de loisirs d'intérêt régional, en particulier dans les zones identifiées sur les cartes comme relevant de cette stratégie. Ce projet, d'une superficie de 1 à 5 ha, vise à aménager un espace de loisirs et un lieu d'intérêt régional tout en respectant les principes d'un aménagement durable, contribuant à la valorisation du territoire et à la diversité des équipements de loisirs dans la région.

Le projet respecte également l'orientation 93 du SDRIF, qui permet une extension de l'urbanisation de 2% dans les polarités urbaines à l'horizon 2040. En s'inscrivant dans la polarité urbaine de Rungis, le projet renforce cette dynamique en densifiant et en requalifiant un site existant, tout en respectant les capacités d'urbanisation définies par le SDRIF. Cette extension s'intègre harmonieusement aux objectifs de développement urbain maîtrisé et de renforcement des polarités, garantissant ainsi la compatibilité avec le SDRIF-E Île-de-France.

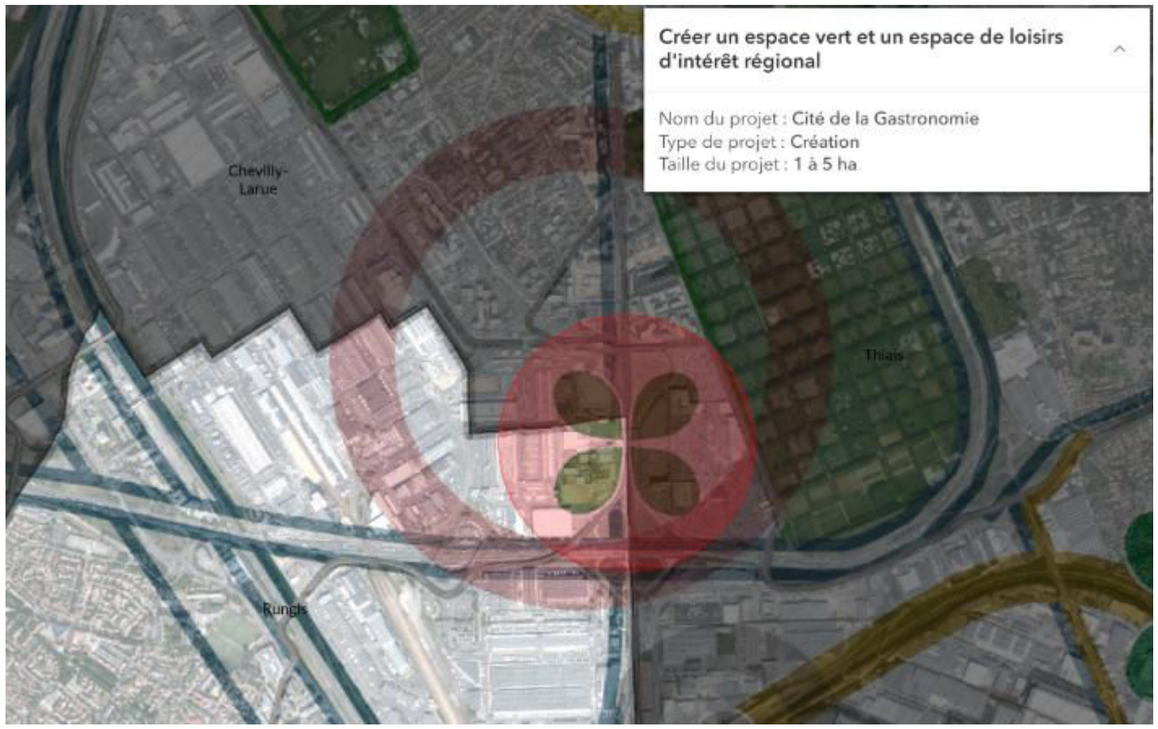


Figure 236 : Zoom sur le secteur du projet SDIF-E Maitriser le développement urbain

Le projet est compatible avec le SDRIF-E Île-de-France.

4.4 ARTICULATION DU PROJET AVEC LE SCOT DU GRAND PARIS

La zone du projet est concernée par les dispositions suivantes du SCOT du grand Paris.

Prescriptions	Compatibilité du projet
P41 : Renforcer la mixité des tissus urbains sur le territoire métropolitain par des projets qui participent au rééquilibrage des fonctions et à la diversification des usages dans les quartiers monofonctionnels (grands ensembles de logements, pôles tertiaires…).	Le projet participe au rééquilibrage des fonctions urbaines en intégrant des usages mixtes au quartier
P42 : Les opérations d'aménagement doivent constituer des quartiers mixtes exemplaires et structurants (mixité sociale et fonctionnelle). Elles sont sobres en énergie et contribuent à en produire. Elles sont connectées aux réseaux de transports collectifs, dotées d'espaces publics généreux qui prolongent et complètent le réseau viaire existant. Ces opérations intègrent les équipements, espaces verts et services nécessaires à la vie quotidienne. Leur programmation doit intégrer les besoins des populations environnantes et répondre aux carences existantes en matière d'aménités urbaines. Elle doit notamment intégrer toutes les mesures permettant de lutter contre les nuisances, pollutions, effets d'îlots de chaleur urbain impactant la santé et le bien-être des populations. Dans le respect des PPRI, les opérations d'aménagement situées en zone inondable, doivent intégrer les risques d'inondations dans toutes leurs dimensions (prévention, gestion de crise, retour à la normale…) dans un objectif de résilience.	Le projet prévoit un aménagement structurant, sobre en énergie, connecté au réseau de transports, avec des espaces verts, équipements et services.
P130 : Limiter l'exposition aux risques naturels et technologiques des populations et des services indispensables au fonctionnement de la Métropole (grands services urbains, sites SEVESO), et adapter le bâti en fonction des risques. Dans les zones d'aléas forts à très forts, limiter la densification et favoriser les usages les moins vulnérables (activités, certains équipements, espaces verts, etc.) aux risques d'inondations par débordement et par remontée de nappe, en tenant compte des contraintes d'évacuation de la population. En l'absence d'alternative de développements dans des secteurs moins exposés et au regard du caractère structurant du projet (intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou patrimoniaux), la densification peut être envisagée, dans le respect des PPRI, sous réserve de réduire la vulnérabilité* globale du site, notamment en favorisant les usages les moins vulnérables, en respectant une démarche d'aménagement résilient, et en intégrant la gestion de crise (évacuation, maintien sur place en condition dégradée, etc.).	Le projet limite la vulnérabilité aux risques d'inondation en intégrant la résilience dans l'aménagement (gestion des eaux à la parcelle)
P136 : Dans les opérations d'aménagement le long d'axes de transports bruyants, privilégier les constructions à destination autre que le logement en premier rang, en tenant compte des projets engagés d'apaisement des voiries. Par ailleurs, des dispositifs de réduction du bruit doivent être mis en place le long de ces axes.	Le projet intègre l'adaptation climatique via la forme urbaine, la création d'îlots de fraîcheur, la gestion des canicules et des inondations. Les bâtiments situés le long des axes de transport bruyants, tels que la route départementale 7 et l'autoroute A86, sont conçus en intégrant des mesures spécifiques pour la réduction du bruit. Ces mesures visent à garantir la qualité de vie des usagers et à minimiser l'impact acoustique des infrastructures routières sur les espaces intérieurs et extérieurs.
P21 : Garantir l'accessibilité par les transports collectifs et modes actifs aux sites, aux parcours touristiques et aux lieux dédiés au tourisme	Le projet de la Cité Internationale de la Gastronomie Paris-Rungis garantit une accessibilité optimale aux sites,

Prescriptions	Compatibilité du projet
d'affaire depuis les grandes portes d'entrée de la Métropole (aéroports, gares TGV, grands axes routiers, ports fluviaux).	parcours touristiques et lieux dédiés au tourisme d'affaires, en s'appuyant sur une connexion directe aux principaux axes de transport de la Métropole. Le site bénéficie d'une proximité avec les transports collectifs tels que le Grand Paris Express, la ligne 14 du métro, et les lignes de bus, facilitant l'accès des visiteurs et usagers en provenance des grandes portes d'entrée de la Métropole (aéroports, gares TGV, grands axes routiers). En outre, le projet encourage l'utilisation de modes actifs tels que la marche et le vélo, avec des cheminements piétons et des espaces dédiés au stationnement des vélos, pour garantir une accessibilité fluide et durable au site, tout en contribuant à la réduction de l'empreinte carbone des déplacements.
P27 : Renforcer l'accessibilité par les transports collectifs et les modes actifs aux équipements culturels existants et anticiper celle des équipements futurs, notamment en réservant, dans les PLUi, l'emprise foncière nécessaire.	Le projet garantit une accessibilité renforcée aux équipements culturels existants et futurs, tant par les transports collectifs que par les modes actifs. Situé à proximité des grandes infrastructures de transport de la Métropole, notamment le Grand Paris Express et les lignes de bus, le site est parfaitement connecté pour accueillir les visiteurs en provenance des axes principaux de transport. De plus, l'aménagement prévoit des cheminements piétons et des pistes cyclables dédiés pour favoriser les modes actifs et garantir une accessibilité facile et durable aux espaces culturels. Le projet s'inscrit dans le cadre de l'OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) prévue par le PLUi Grand Orly Seine Bièvre, ce qui permet d'anticiper la réservation d'emprises foncières nécessaires à l'extension des équipements culturels et à leur intégration harmonieuse dans le tissu urbain.
P56 : Réserver ou protéger les emplacements nécessaires à la réalisation des infrastructures de transport et de voirie essentielles au fonctionnement de la Métropole. Garantir l'accès de ces nouvelles infrastructures de transports à l'ensemble des usagers (y compris ceux en situation de handicap).	Le projet respecte les emprises réservées pour les projets de transports garantissant l'accessibilité universelle.

Le projet de la Cité Internationale de la Gastronomie s'inscrit pleinement dans les priorités du PADD de la Métropole du Grand Paris, en contribuant à plusieurs de ses axes stratégiques :

- Le projet favorise une utilisation raisonnée du foncier, avec une densification maîtrisée et une mixité fonctionnelle (commerces, culture, bureaux, formations) qui contribue à l'équilibre territorial de la Métropole tout en optimisant l'espace disponible.
- Le projet intègre des espaces verts, des trames bleues et vertes, ainsi que des zones perméables et des dispositifs de gestion des eaux pluviales, favorisant la biodiversité et offrant des îlots de fraîcheur pour les usagers. Il participe à la réduction de l'empreinte écologique en reconquérant un site anciennement imperméabilisé.
- Le projet mise sur des filières d'avenir telles que l'alimentation responsable, la gastronomie durable et l'agriculture urbaine, en phase avec les nouveaux modèles économiques de la Métropole, tout en intégrant des solutions de développement durable (gestion des déchets, économie circulaire, transition énergétique).
- Le projet met en valeur la gastronomie comme patrimoine culturel, contribuant à l'attractivité de la Métropole et à son rayonnement international, tout en offrant une dimension pédagogique et innovante au service des habitants et des visiteurs.
- L'accessibilité du site est renforcée grâce à sa proximité avec les transports collectifs (métro, tramway, bus), conformément à l'objectif du PADD de faciliter les déplacements et de connecter les territoires. Le projet encourage également les modes de transport doux comme le vélo et la marche.
- Le projet met en place des solutions de gestion des déchets dans une logique d'économie circulaire, favorisant le recyclage et la valorisation des matières, conformément aux priorités du PADD en matière de réduction des déchets et de préservation des ressources.

Le projet d'aménagement de la Cité de la Gastronomie est ainsi en totale adéquation avec le SCoT de la Métropole du Grand Paris.

Le projet est donc compatible avec le SCoT du Grand Paris.

4.5 ARTICULATION DU PROJET AVEC LE PLUI GRAND ORLY SEINE BIEVRE EN COURS D'ELABORATION ET L'OAP SECTORIEL

Les communes de Chevilly-Larue et de Rungis appartiennent au périmètre du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Grand-Orly Seine Bièvre. Ce PLUi a été arrêté par le conseil territorial le 17 décembre 2024 et poursuit actuellement sa procédure d'élaboration. Après l'arrêt du projet, une enquête publique s'est tenue au printemps 2025, et le document est désormais en phase d'analyse des avis et de préparation de sa version modifiée en vue de son approbation finale. À ce jour, le PLUi n'a pas encore été approuvé.

La partie Nord de la Cité internationale de la Gastronomie Paris-Rungis (PIA et DSP) est identifiée au Plan local d'urbanisme intercommunal Grand Orly Seine Bièvre sous le secteur UI, tandis que les parties au Sud le sont sous les secteurs UMg, UM et UI.

Les deux parties sont également concernée par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation Sectorielles intercommunales MIN/ Sogaris/ Delta.

Le projet de la Cité Internationale de la Gastronomie Paris-Rungis a été conçu **de manière à respecter pleinement les contraintes réglementaires définies par le PLUi Grand Orly Seine Bièvre et par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielle MIN/Sogaris/Delta**.

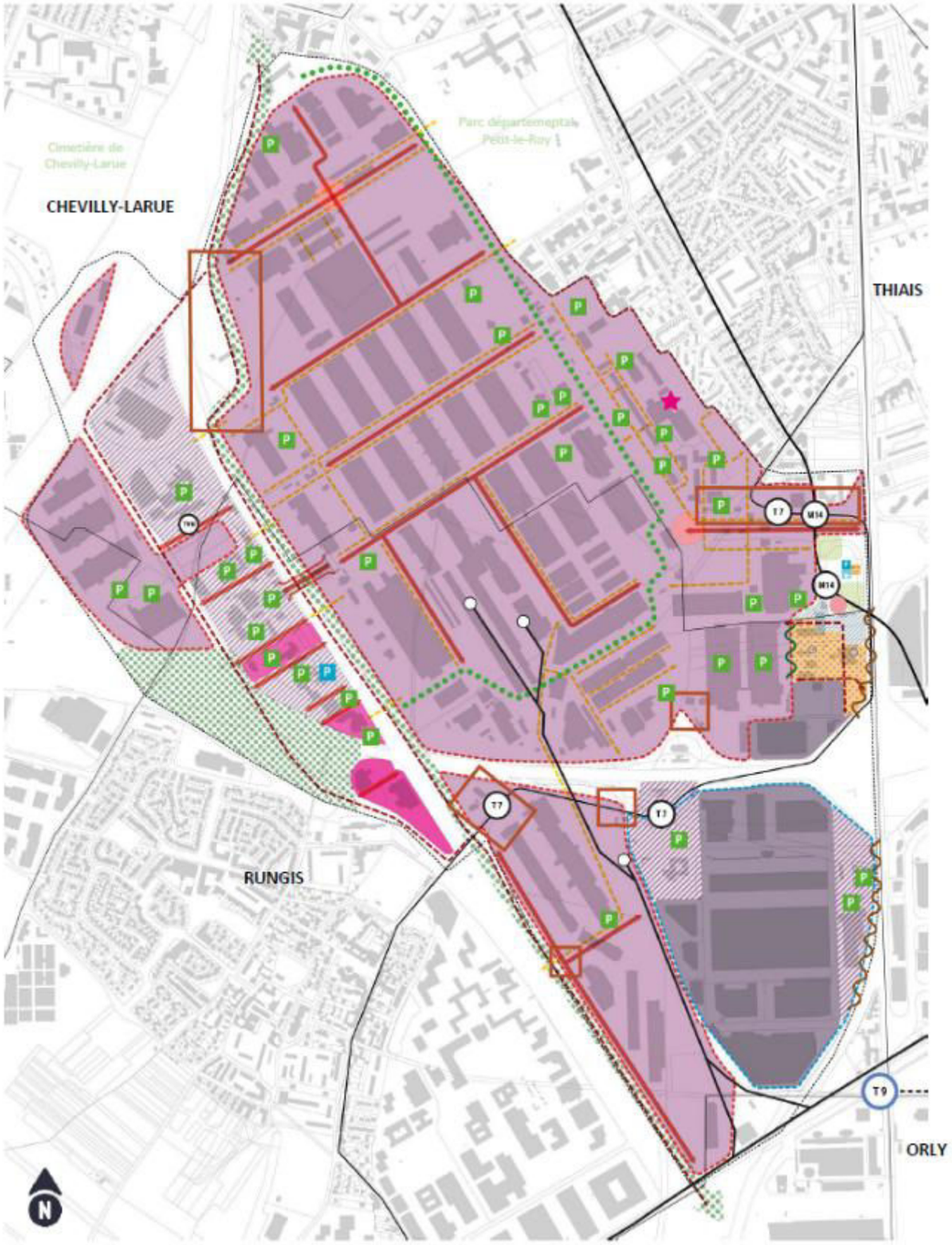


Figure 237 : Cartographie de l'OAP sectorielle MIN/Sogaris/Delta



Figure 238 : Légende de la Cartographie de l'OAP sectorielle MIN/Sogaris/Delta



Figure 239 : Zoom de la cartographie de l'OAP sur le projet

Le projet de la Cité Internationale de la Gastronomie Paris-Rungis est pleinement compatible avec le futur PLUi Grand Orly Seine Bièvre, étant donné qu'il s'inscrit directement au sein d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) définie dans le cadre de ce document d'urbanisme et que le projet a été travaillé de manière à respecter pleinement les contraintes réglementaires définies par le PLUi Grand Orly Seine Bièvre et par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielle MIN/Sogaris/Delta.